



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Willy Bourg † (1934 - 2003)

Willy Bourg n'est plus. Le député et Vice-Président de la Chambre des Députés est décédé la veille de son 69^{ème} anniversaire d'une longue et douloureuse maladie.

Né le 22 février 1934 à Luxembourg, Willy Bourg passe sa jeunesse à Beggen. Après ses études secondaires à l'Athénée de Luxembourg, il suit une formation militaire à Arlon, puis à Bruxelles. De retour au pays, Willy Bourg devient Lieutenant de l'Armée luxembourgeoise au sein de laquelle il s'occupe de l'instruction des officiers.

C'est en 1967 qu'il abandonne la carrière militaire pour se lancer dans des études d'ingénieur à l'Université Technique de Karlsruhe. Il deviendra par la suite professeur au Lycée Technique des Arts et Métiers qu'il co-dirigera plus tard en tant que directeur adjoint.

La carrière politique de Willy Bourg débute en 1979, avec son élection au conseil communal de la Ville de Luxembourg. Six ans plus tard, il reprendra à la Chambre des Députés le siège de Nic Mosar, devenu commissaire à Bruxelles - siège qu'il occu-

pera sans interruption jusqu'à la fin de ses jours. En 1998 Willy Bourg est désigné Vice-Président de la Chambre des Députés.

Les membres de la Chambre des Députés déplorent la perte d'un homme politique toujours fidèle à ses principes et convictions sans jamais blesser ceux qui ne les partageaient pas, mais également d'un collègue charmant et courageux, respecté au-delà de toute divergence politique.



La COSAC veut sortir de l'ombre

Parmi la multitude des activités et obligations internationales de la Chambre des Députés, sa présence à la " Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires " (COSAC) est probablement la moins connue. Est-ce pour autant la moins importante? " Loin de là " estiment les cinq représentants luxembourgeois au sein de cet organe, qui voudraient que l'utilité de la COSAC soit enfin reconnue à sa juste valeur. D'où leur initiative de rencontrer la presse luxembourgeoise le 4 février dernier, au moment précis où la COSAC a entamé une réflexion approfondie sur son rôle qui devra aboutir à une réforme renforçant ses attributions.

Depuis sa création en 1989, la COSAC a évolué considérablement: d'un simple " Poterklub " (comme s'exprimait M. Jean-Paul Rippringer lors de la conférence de presse) à une représentation reconnue des parlements nationaux au niveau de l'Union européenne. L'existence de la COSAC a en effet été consacrée en 1997 par un Protocole annexé au Traité d'Amsterdam.

Les travaux de réforme en cours ambitionnent de renforcer davantage le rôle de la COSAC dans le processus décisionnel européen. Processus duquel les parlements nationaux, pourtant légitimés par le vote démocratique des citoyens, sont - pour l'instant -



La délégation luxembourgeoise à la COSAC. De gauche à droite: M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Laurent Mosar, Président de la délégation, M. Jean-Paul Rippringer et M. Jean Huss.

quelque peu écartés. Ce qui, de toute évidence, n'est pas à leur goût: Les parlements nationaux se voient de plus en plus contraints à prendre acte de décisions sur

lesquelles ils ne peuvent plus exercer leur droit et leur obligation de contrôle. Renforcer le rôle de la COSAC équivaut donc à remédier à un déficit démocratique!

Au cours d'une réunion extraordinaire fin janvier, les membres de la COSAC se sont accordés sur les " Critères de Copenhague ", une sorte de code de

conduite pour les gouvernements et parlements nationaux dans leurs relations concernant les affaires européennes. Dans ce document ils revendiquent la mise à disposition par leurs gouvernements de toutes les informations concernant la législation européenne, la tenue de réunions régulières avec les ministres qui devront rendre compte de leurs positions, et l'information constante sur les décisions adoptées.

D'autres points de la réforme restent encore à préciser (notamment en fonction des résultats obtenus par la Convention sur l'Avenir de l'Europe qui - au sein d'un groupe de travail - s'est prononcée largement en faveur d'un renforcement substantiel du rôle des parlements nationaux en Europe). Mais il est d'ores et déjà acquis que tout développement des compétences de la COSAC devra aller de pair avec une professionnalisation de ses structures. Ainsi, la Conférence envisage l'installation d'un secrétariat permanent, probablement à Bruxelles.

Chaque parlement national est représenté au sein de la COSAC par 6 députés au plus. La délégation luxembourgeoise se compose de 5 députés (un représentant par groupe politique), à savoir MM. Laurent Mosar (Président de la délégation), Jean-Paul Rippringer, Ben Fayot, Gast Gibéryen et Jean Huss.

NOUVELLES LOIS

5035 - Proposition de révision

des articles 51, paragraphe (6) et 52, alinéa 3 de la Constitution

Cette proposition de révision de la Constitution a un double objet:

d'une part, elle vise à rendre explicite la notion de canton au paragraphe (6) de l'article 51 de la Constitution, paragraphe fixant les circonscriptions électorales pour les élections législatives;

d'autre part, elle vise à modifier l'article 52, alinéa 3 de la Constitution, alinéa fixant les conditions d'éligibilité à la Chambre des Députés, en réduisant à 18 ans (actuellement 21 ans) l'âge minimum de cette éligibilité.

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, le 10.10.2002

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

29.01.2003 Désignation du rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Vote en séance publique: 11.02.2003

- Les décisions sur les améliorations substantielles aux méthodes de travail de l'UIT et sur une participation accrue des membres du secteur privé aux activités de l'UIT.

- L'acceptation d'étendre la compétence de l'UIT aux systèmes de satellites de télécommunications à orbite non géostationnaire.

Les décisions sont d'ordre politique, stratégique, administratif et financier.

Il reste à préciser que les amendements à la Constitution et à la Convention tels qu'adoptés par la Conférence de plénipotentiaires de Minneapolis sont entrés en vigueur le 1er janvier 2000.

Le texte que la Chambre est appelée à voter a comme but d'approuver

- la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi que la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;

- les résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998).

du Gouvernement. L'accord restera en vigueur pour une période de cinq ans et sera renouvelé automatiquement et de façon illimitée pour une nouvelle période de cinq ans, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des parties contractantes six mois avant son expiration.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 02.04.2001

Rapporteuse: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

28.05.2002 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

13.01.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2003

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clerveaux, Hachiville et Oberwampach

- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodembourg

Partant du constat que la loi électorale du 31 juillet 1924, qui constitue le "garant de la démocratie" et "représente les fondations de notre système institutionnel" ne suffit guère aux exigences du troisième millénaire, les auteurs du projet de loi ont tenu à l'adapter.

L'objectif principal du présent projet de loi consiste à rassembler, par souci de compréhension et de cohérence, les différents textes actuellement en vigueur et ci-énoncés, en un seul texte de loi:

• la loi électorale du 31 juillet 1924, telle qu'elle a été modifiée par la suite;

• la loi du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen;

• la loi du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des Députés;

• la loi du 7 janvier 1999 sur le remboursement partiel des frais de campagnes électorales aux partis et groupements politiques engagés dans les élections à la Chambre des Députés et au Parlement européen.

Au-delà du souci de cohérence, le projet de loi propose certaines nouveautés.

Le texte s'agence autour de quatre grands axes:

• les dispositions générales communes aux élections législatives, communales et européennes;

• des articles relatifs à la Chambre et aux élections législatives;

• des dispositions relatives aux élections communales;

• des dispositions relatives aux élections pour le Parlement européen.

Le projet de loi sous rubrique a été élaboré par le Ministre de l'Intérieur, après avoir consulté les partis politiques représentés à la Chambre des Députés.

Le 4 décembre 2002, la Commission a élaboré un questionnaire concernant les points sur lesquels aucun accord ou consensus immédiat n'a pu être trouvé, tels que les différents types d'incompatibilités ou le critère de préférence à choisir afin de départager en cas d'égalité de suffrages.

D'autres questions ont été abordées dans la Commission, à savoir:

- Le vote obligatoire

- Le panachage

- La répartition entre femmes et hommes

- Le vote électronique

- Le nombre de sièges à attribuer par circonscription

- L'organisation séparée des élections nationales et des élections européennes

- Le congé politique et formation continue

- Le référendum.

Les modifications essentielles apportées au projet de loi sont relatives à

- l'extension de l'âge de participation obligatoire au vote

- l'abaissement de l'âge électoral

- le nombre de signatures requises pour la présentation d'une liste

- le vote par correspondance

- la liste des incompatibilités

- la durée de résidence/participation des ressortissants des pays non communautaires aux élections communales

- la deuxième liste électorale à déposer au commissariat de district

- les documents officiels à produire dans la situation prévue par l'article 145-4 de la loi de 1924

- le tirage au sort

- l'abolition du deuxième tour et des sections électorales pour le

scrutin dans les communes votant d'après le système majoritaire

- les élections complémentaires

- l'entrée en fonction du conseil communal et passage du système majoritaire au système proportionnel.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 13.12.2001

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la

- Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

24.09.2002 Examen du projet de loi

01.10.2002 idem

08.10.2002 idem

16.10.2002 idem

22.10.2002 idem

13.11.2002 idem

20.11.2002 idem

26.11.2002 idem

14.01.2003 Vote des amendements

05.02.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

10.02.2003 Adoption du projet de rapport

11.02.2003 Examen de la modification du rapport en relation avec l'amendement 7

- Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine:

16.10.2002 Examen du projet de loi suite à une demande du groupe "DÉI GRENG"

06.11.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport pour avis

Vote en séance publique: 12.02.2003

4967 - Projet de loi portant approbation

- de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998)

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 6 juin 2002. Le député Jean-Marie Halsdorf a été désigné comme rapporteur du projet de loi sous rubrique. Les membres de la Commission des Media et des Communications ont procédé à l'analyse du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat lors de la réunion du 16 janvier 2003. Le rapport écrit de la commission a été adopté en date du 6 février 2003.

La 15e Conférence de plénipotentiaires de l'Union Internationale des télécommunications (UIT) est l'organe suprême de l'organisation. Elle s'est déroulée à Minneapolis du 12 octobre au 6 novembre 1998 avec 1606 participants provenant de 170 pays ou d'organisations invitées comme observateurs.

Les principales décisions se résument comme suit:

- L'adoption du plan stratégique ainsi que du budget pour les quatre ans à venir.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.06.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

16.01.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Organisation des travaux

06.02.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2003

4788 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995

Le projet de loi approuve l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995. L'accord culturel signé avec Maurice en 1995, à l'occasion d'une visite à l'île du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, vient compléter l'important réseau d'accords bilatéraux que le Luxembourg a conclus avec de nombreux États dans le monde. Il s'agit de la deuxième Ile-Etat, après Chypre, et du premier pays africain, avant le Cap-Vert, qui a attiré l'attention



www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuurger Site
iwwert den EU-Konvent

Ordre du jour

1. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution
2. 4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE (*Discussion générale*)
3. Dépôt de trois projets de loi
4. 4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE (*Discussion générale - Suite - Motions - Votes*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur et M. Henri Grethen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber ier-gendwellech Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Den Här Paul-Henri Meyers huet gefrot fir den Dépôt vun zwou Propositions de révision de la Constitution ze maachen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

1. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Merci, Här President.

Ech maachen den Dépôt vun zwou Propositions de révision vun der Verfassung, déi éischt déi d'Article 46 a 47 ofännert an eng zweet déi d'Articles 72 an 73 vun der Verfassung ofännert.

- Proposition de révision des articles 46 et 47 de la Constitution - N°5088

et

- Proposition de révision des articles 72 et 73 de la Constitution - N°5089.

Ech géif lech dann och bieden déi un d'Regierung an un de Conseil d'Etat weider ze ginn.

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun zwou Propositions de révision de la Constitution durch den Här Meyers a se ginn un de Conseil d'Etat an un déi zoustänneg Kommissioun weider geleet.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtte steet op eisem Ordre du jour d'Debatt iwwer d'PISA-Etüd. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et sinn als Riedner bis elo agedroen: den Här Wiseler, d'Madame Delvaux, d'Madame Durdu, den Här Colombara, den Här Urbany an den Här Scheuer. D'Wuert huet elo den Här Robert Garcia als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi des Debatt ugefrot hunn. D'Wuert huet den Här Garcia.

2. 4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wor eemol viru 14 Méint en Niklosgeschenk fir d'Lëtzeburger Bildungspolitik, d'Niklosgeschenk kum vu Paräis, vun der OECD, an um Cadeauspabeier stoung: Resultater vun der Etüd „Program for International Student Assessment“, kuerz PISA genannt, a bannen an deem Cadeau war eng richteg Bomm, eng Zäitbomm. Doranner kruten d'Schüler an d'Schülerinnen an der

awer quasi näischt héiere wat mer net schonns zwee Joer virun héieren hunn. A schlussendlech wollt vun der Majoritéit keen e Rapport fir den Débat d'orientation schreiwen. Ech hat mech zwar gemellt, mä si wollte mech net.

Dofir hu mer haut déi glorreich Situatioun vun engem sougenannten Débat d'orientation sans rapport an ouni gemeinsam Motioun. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Esou kann een natierlech d'PISA-Resultat och ugoen. Wichtig Entscheedungen, déi verschidde Gruppe kéinte mësfallen, bis no de Wahle verschoben. Äifreg d'Schoulen op den nächste PISA-Test virbereeden, an der Hoffnung, da géif just virun de Wahlen e bessert Resultat erauskommen. Oder wéi am Saarland, wou verschidde Schoule mat de Kanner ähnlech Tester wéi PISA drummen, an der Hoffnung deemächst besser do ze stoen. Et soll jo awer net den Zweck sinn, d'PISA-Etüd ze notze fir déi nächst PISA-Etüd virzubereeden, mä virun allem fir eise Bildungssystem ze verbessern, oder klassesch ausgedréckt „non Pisae, sed scholae laboremus“.

Här President, en Débat d'orientation soll der Regierung Orientatiounen aus der Agora vun de Volleksvertreieder ginn. Ech hu keng Illusioun méi, datt mer eis mat deem Débat haut un des Regierung riichten. Alles ass gesot ginn, weineg ass geschitt, villes ass nach ze proposéieren, alles ass nach ze maachen.

Ech wëll also aus deene villen Elementer fir Post-PISA siwe Punkten eraussträchen, déi sech direkt aus der PISA-Etüd erginn an déi eiser Meinung no fir eng nächst Regierung prioritär solle ginn. Net fir e bessert PISA-Resultat ze kréien, dat och, mä virun allem fir eise öffentleche Schoulsystem fir déi nächst Jorzéngte fit ze maachen.

Éischte Punkt: kuerzfristeg organisatoresch Moosnamen. De Koordinator vun der PISA-Etüd, den Andreas Schleicher, ass an der TAZ gefrot ginn, wat dann déi betraffe Länner sechs Méint no de Resultater vu PISA an d'Wee geleet hätten. Diskutéiert gouf iwwerall do wou d'Resultater désastréis waren. Déi eng hunn eng ad hoc Task force agesat, déi aner eng interministeriell Cellule, anerer e Gremium aus alle betraffene gesellschaftleche Gruppen. Déi meescht hu relativ schnell reagiert.

Déi Gréng hate schonns bei der Demande fir diesen Débat d'orientation folgenden Szenario virgeschloen: sofortlech Constitutioun vun engem Task force am Ministère - also am Januar 2002 -, sofortlech Consultatioun mat de gesellschaftleche relevante Gruppen, zum Beispill am Kader vum Conseil supérieur de l'éducation, dann eng grëndlech virbereet Orientierungsdebat an der Chamber virum Summer, virum Summer vum leschte Joer versteet sech. Aus deem Débat eng Motioun un d'Regierung, si soll bis Enn des Jores, Enn des leschte Jores versteet sech, eng Zort Plan d'action national oder Pan-PISA virleeën. De PISA-Pan hält dann, ähnlech wéi virun e puer Joer dee vum Emploi, an der Chamber diskutéiert an ofgestëmmt kënne ginn, an da wäre mer elo amgang e kohärente Paquet vu Moosnamen duerchzezéien.

Déi Chance ass verpasst ginn. Si ass bewosst verpasst ginn, an der Chamber an an der Regierung. An der Chamber, wou zum Stéchdatum vu Mëtt November Parteien hätte solle Virschléi fir eng gemeinsam Motioun virleeën. Eng eenzeg

Partei war scheinbar dozou fäeg oder bereet, dat eefel Méint no der Publicatioun vun der Etüd. Och an der Regierung, déi ëmmer erëm an der Kommissioun mat ale Kamellen opgetaucht ass, déi schonns an der Regierungserklärung vun 1999 stoungen a wou säit PISA kee Komma un der Litanei vum Rechnen, Liesen, Schreibe geréckelt ginn ass, a wou all Reform, wéi se PISA géif erforderen, an de Bac vun de Basics gehäit ginn ass.

Et brauch een net laang no den Ursaache vun deser Opschiebetaktik ze sichen. Op d'Ursaache vu PISA direkt reagéieren heescht e puer helleg Kéi vum Lëtzeburger Schoulsystem ze schluechten. Helleg Kéi, wou et schonns säit de 70er Jore gewosst ass, datt se Bildungs-BSE hunn an déi ëmmer nach fräi ronderëm lafen, an deenen hiert Keulen zwee Joer virun de Wahle fir munch Opreegung a fir vill kollateral Schied op de Stëmmziedele géing suergen.

Am Ausland, dat muss een zouginn, wor et net vill besser. Och a Finnland, dat huet den Expär eis bestäetgt, gouf direkt no de Wahlen dem Schoulsystem eng Radikalkur verpasst. Et gouf och kuerzzeiteg Gebirels, fénnef Joer méi spéit ass et awer roueg ginn. Am Géigendeel, d'Bildungspolitik ass net méi Géigestand vu Gemeckers ënnert der Hand, mä vun enger offener an offensiver gesellschaftlecher Diskussioun. Dofir sot ech schonns virun, déi Orientéierung vun haut sinn net un des Regierung gericht. Déi ass längst virum schifen Tuerm an d'Gette gaang.

A wann déi Motioun vun der Majoritéit, déi herno zerwéiert gétt, déiselwech ass wéi déi déi an der Kommissioun schon nogerecht gouf, dann huet een dat och schwaarz op wäiss. Eng Motioun, déi iwwerleef vum „invite le Gouvernement à continuer à“. Wat continuer? A continuer à rester lanterne rouge, continuer à attendre la voiture-balai oder, wéi de Kolleg Zanussi richtig an der Sëtzung vun der Kommissioun sot, eng Motioun déi een hält kënnen der finnescher Regierung virleeën, nom Motto: « Weider esou, we are the champions ». Här President, des Orientatioun ass un eng nächst Regierung gericht, un eng Regierung déi hoffentlech eng aner ass, eng Regierung déi et wot eng Bildungsoffensiv net nëmme unzekënnegen, mä se och duerchzeféieren. Bei deser ass, an dat weess méttlerweil jiddferen am Land, Happ a Malz verluer.

Ech kommen zum zweete Punkt: D'Léisung vun onsem ominöse Sproocheproblem. Ons schlecht Resultater bei PISA goufen oft mat onser komplexer Sproochesituatioun erkläert. Déi Situatioun ass sécher komplex, mä duerfir ass se awer net onléisbar. Am Kontext PISA dierft se eigentlech keng Roll spillen. Firwat? Mä vergiesse mer eent net, PISA huet net getest wéi gutt een eng Sprooch ka schwätzen. PISA huet net déi schréfflech Maitrise getest wéi Rechtschreibung, Grammatik, Syntax, Stil, déi jo bei eis grëndlech gedrummt gétt. PISA huet getest wéi ee schréfflech Texter ka liesen, verstoen, interpretéieren a virun allem ka praktesch uwennen. Also Kompetenzen, déi mer am Alldag stänneg mussen uwennen, an zwar kaum op lëtzebuergesch, mä virun allem op franséisch oder op däitsch an ëmmer méi oft op englesch.

Ech hunn op alle Fall am Berufsliewe weineg Texter op Lëtzebuergesch gesinn, weder en Ingénieur, nach e Proff, nach e Mécanicien, nach en Infirmier muss jee een Text op Lëtzebuergesch uwennen. Duerfir constatéiert PISA, dass ons Kanner mat 15 Joer net genügend à même sinn en Text op franséisch oder däitsch ze liesen, ze verstoen a praktesch

ëmzesetzen, mä grad dat muss mir jo am Berufsliewe uwennen a grad dat ass den Haaptdefi vun onser öffentlecher Lëtzeburger Schoul. Dobäi gétt nach allgemeng gesot d'Lëtzeburger wieren am Schrëfflechen nach besser wéi am Mëndlechen. Duerfir goufe jo rezentenweis eréischt mëndlech Epreuren afegeuert.

Mä da stellt lech emol vir de PISA-Test wier mëndlech duerchgefouert ginn. Wou stéinge mer dann do? Déi Gréng hu schonn an hirem Grondsatzpabeier vun 1998 glaskloer analyséiert a prezis Virschléi gemaach, déi ech kuerz wäert resüméieren. Éischtens dass et net d'Sproochesituatioun eleng ass, déi fir den Échec scolaire vun den auslännesche wéi vun de Lëtzeburger Kanner verantwortlech ass.

Zweetens dass et méiglech muss sinn an och technesch méiglech ass, dass déi allermeeschte Schüler a Schülerinnen, déi mat 15 Joer kéinten d'Schoul verlossen oder an der Schoul weider ginn, genügend Basiskompetenzen an de Sprooch Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch kënnen hunn, dass se domat gerüst wiere fir déi praktesch Kompetenze jee no hire jeeweilige Besoinen am Beruf oder an hirem spéiderer schoulescher Carrière ausbauen ze kënnen.

Drëtens dass déi Basiskompetenzen an engem Tronc commun bis 15 Joer fir all Schüler a Schülerinne vermittelt kéinte ginn.

Véiertens dass déi Basiskompetenzen net grammatikalesch Spitzfindegkeete betreffen, mä Basiskompetenzen an der Kommunikatioun, verbal a schréfflech, an der Compréhension an an der Umwendung an der Praxis baussent de Schoulieren.

Fënneftens dass eréischt duerno, no 15 Joer, déi spezifesch Kompetenzen op de jeeweilige Filière verdéift solle ginn. D'Secondaireschüler verdéiwe sech dann zum Beispill an de Labyrinth vun der Sproochewëssenschaft a vun der Literatur. D'Techniqueschüler léieren hir noutweneg Fachausdréck an deenen dräi Sproochen, wahrscheinlech dann oft mat hirem Sproocheproff zesummen, well deen huet déi och op der Uni net geléiert.

Sechstens dass dat net verhënnert, dass all Schüler a Schülerinne vun alle Filiären déi néideg Virusatzunge vermittelt kréie fir hir Allgemengbildung ze verbessern, sief et an der Schoul, sief et an enger Bibliothék oder um Internet, sief et an enger Vollekshéichschoul, déi nach zu Lëtzebuerg ze schafen ass.

Siwintens dass schliesslech de Schlëssel zum Erfolleg vun deser nuancierter Villsproochegkeet letztendlech bei interessante Programmer a motivéierenden an interaktive Methode läit. Parallell dozou dierft natierlech keen Opwand gescheit gi fir eng optimal Incitatioun zum Liesen ze garantéieren, vum éischte Schouljoer bis an d'Altersheim. Praktesch Initiative ginn et schonns, iwwregens ass net méi spéit wéi haut den Owend eng Veranstaltung zum Thema Leseförderung am Kader vun der Lieswoch vum Info-Video-Center um halwer acht. Avis aux amateurs.

Dat féiert mech dann zu der Verbesserung vun de praktesche Kompetenzen, well net nëmme an de Sproochen, mä och an der Mathé an an den Naturwëssenschaften huet onse PISA-Tuerm hänkeg Schëlleren. Dobäi sinn awer op deene Gebidder Efforte gemaach ginn. Och misst d'Mathematik jo awer wäitgehend onofhängeg vu sproochleche Kompetenzen ze verstoe sinn. Trotzdeem ass och de Lëtzeburger Schüler alles anescht wéi en Daniel Düsentrieb. Mir mengen ënner anerem folgend Schwächte bei de mathe-

mateschen a bei den naturwëssenschaftleche Kompetenzen identifizéiert ze hunn.

1. Et huet een den Androck, dass d'Schüler oft net deen déiwere praktesche Sënn vum Unterricht erkennen, virum allem an der Mathematik.

2. Wann een d'Schoulbicher vun verschiddene Branchen, wéi zum Beispill Geographie, Biologie, Geschicht oder Civique kuckt, fällt engem dee schwéierfällige wëssenschaftleche Langage op, dee vill Kanner, besonnesch virum Alter vu 15 Joer, einfach net verstinn.

3. Déi naturwëssenschaftlech, gesellschaftswëssenschaftlech a mathematesch Fächer si quasi net matenee verknäppelt. Oft léiere Schüler Sujeten a verschiddene Fächer ouni en Zesammenhang ze erkennen.

Duerfir menge mir, an aller Bescheidenheet, et misst een der Programmkommissionen enner anerem folgend Opdrag mat op de Wee ginn: Toilettag vum de Kéip vum kuerzfristegem Wëssen zugonschte vun exemplarescher Verdéiwung vu wichtege Essentials, déi dem Schüler eng Method ginn och spéider aner Themen unzegoen; ofkomme vum zillosen auswenneg léieren zu enger méi konsequenter Approche, fir dat och ze verstoe wat een do léiert; méi oft induktiv amplat deduktiv Methoden, also éischter vum Beispill op déi allgemeng Theorie wéi emgékiert; e manner abstrakte Langage, manner hochtrabend Dingwörter a méi Verben déi erklären; méi kloer a kuerz Satz amplat komplizéiert Schachtelsatz ouni Ufank an ouni Enn.

Domat muss aus dem Cours an der Schoul keng Clownnummer an och keng Soap ginn. Et geet duer, dass de Cours interessant ass. Dat ass net ëmmer einfach, mä Methoden a Beispiller ginn et genuch. An anere Länner ass et net vill besser. Wéi huet de Le Monde de l'éducation als Chapeau vun engem Beitrag mam Titel „Voyage au bout de l'ennui“ geschriwwen, ech zitieren: „Découragement, inappétence, manque de motivation, passivité, chahut, transgression, l'ennui scolaire prend des formes multiples et conduit les jeunes à l'échec. Les lycéens ne se satisfont plus d'un enseignement classique, qu'ils jugent rébarbatif. Leur motivation passe par une diversification de l'approche des disciplines.“

Déi Iwwerleeung féiert mech dann zum véierte Punkt, nämlech der Verbesserung vun der pedagogescher Praxis fir eisen essentielle Beräich. Här President, säit 30 Joer dréit sech d'Bildungsdiskussion zu Lëtzebuerg, sofern se iwwerhaupt stattfënn, 90% em Strukturen an em de Statut vun den Acteuren an deene Strukturen, an net emol 10% em déi pedagogesch Praxis. Net dass et keng Expérience pilote op der Basis gétt, vill an ëmmer méi Enseignanté woe sech op nei didaktesch Terrainen. Mir hunn also schonn eng Menükaart mat etleche pedagogesche Platen. Et feelt awer nach déi Kaart komplett ze machen, se virum Schoulrestaurant ausstellen an d'Leit duerch Weiterbildung zu flotte Programmer a Coursen hinzeféieren.

Wat mir also brauchen ass manner eng Offensiv op de Strukturen, mä eng am Beräich vun de Lernziler, vun de Programmer a vun de Methoden. Ech brauch net méi an den Detail ze goen, schonn bei menger Interpellatioun zum Thema „Contenu vun der Schoul“ vum November 2001 hunn ech eng Rei Defiziter opgezeecht an eng hel-le Wull vu Suggestiounen gemaach, déi e Joer méi spéit vun der PISA-Etüd voll bestätegt gi sinn. Dat Signifikantst war deemools iwwergens, dass vun onse 27 Motiounen grad déi refuséiert gi sinn, déi op d'Methoden an d'Programmer aangaange sinn, während vill vun deenen, déi sech em Strukture ge-dréit hunn, akzeptéiert goufen.

Dobäi geet et em net méi wéi eng Optimiséierung vun Betrib Schoul, esou wéi eng Fabrik méi effizient schaffe soll an eng Administratioun theoretisch soll reforméiert ginn. Et geet hei drëm déi bestehend an ausgebillt Fachkräften an der Schoul méi effizient anzusetzen. Eng Mesure, déi allgemeng Konsens fonnt huet, war de quantitativen Ofbau vu Léierstoff zugonschte vun enger qualitativer Verdéiwung vun exemplaresche Schülerkompetenzen a méi diversifizierte Methoden, ouni dass ee muss an dat anert Extrem falen. Manner Frontalunterricht heescht net kee Frontalunterricht, interaktiv Methoden heescht net permanent Showtime an der Klass, Gruppenarbeit heescht net keen individuell Léiere méi, manner auswenneg léieren heescht net kee Wësse vu Fakte méi, praktesch Kompetenzen heescht net, dass ee keng theoretisch Basis méi hätt.

Op déi richteg ausgewoe Mëschung kënn et un. Dat gétt een als Enseignant och net op der Uni geléiert. Duerfir gehéiert pedagogesch Recherche, Innovatioun an Unterrichtsentwécklung als éischt Gebot an de Kathechësem vun der Initial- a vun der Weiterbildung.

Wann een elo manner Frontalunterricht, méi interaktiv Methoden, méi Gruppenarbeit, manner auswenneg léieren a méi praktesch Kompetenzen an d'Schoul abréngt, da muss dat sech och op d'Evaluatioun vun de Schüler auswirken. Da geet weder eng Zensur mat Punkte bis 60 duer, nach e puer Satz Luef oder Tadel. Da muss den Tableau vun de Fäegkeeten vun all Schüler méi Faarfstufungen hunn. Da mussen no der Neuvième oder Cinquième méi selektiv Schwéierpunkten eraus gegräff kënne ginn an och e puer Must vum Lëtzebuurger Bildungsmainstream sacrificéiert ginn. Da muss et och fir d'Schüler méiglech sinn, eng gravéierend Schwächt ze kompenséieren, awer net duerch en anert Fach, mä doduerch, dass ee méi e flexibele Programm ubitt, mat Saachen déi Hauptfach sinn, an engem Choix vu Wahlfächer, wou een dann och emol eppes kann wech loossen. Quitte dass dat, besonnesch wat d'Sprooche betrëfft, um Ofschlossdiplom och net figuréiert.

Da muss et méiglech sinn, d'Lëtzebuurger Schoul ze verlossen an an eng Sproch nëmmen de basic Kommunikatiounsniveau ze hunn. Mir soen allegueréiert jo zu der Dräi- oder Véiersproochegkeet zu Lëtzebuerg. Et geet awer duer, dass ee der zwou dovunner ganz gutt beherrscht an an deenen anere kommunizéiere kann, en Text liesen a verstoe kann, an net onbedéngt all Gross- und Kleinschreibung oder Participe passé beherrscht; wéi iwwergens de groussen Deel vun deene 60% Net-Lëtzebuurger Arbeitnehmer zu Lëtzebuerg nëmme kënnen, an déi trotzdeem berufflech ganz gutt eens ginn.

Fënnefte Punkt: D'Verbesserung vun der Grond- a Weiterbildung vun den Enseignantén. An der Diskussioun em PISA gouf sech oft op d'Enseignantén ageschoss, net nëmmen am Café du Commerce, mä och hannert de politesche Kulissen. Elo ass et awer esou, dass zumindest déi brevetéiert Enseignanté sech fir hir Grondausbildung net ze schomme brauchen. Den ISERP huet sech kontinuierlech verbessert. D'Proffen hu souwéi souwéi déiselwecht Ausbildung wéi hir Kollegen am Ausland, quitte dass de Stage pédagogique ëmmer nach verbesserungsfäeg ass.

Mir brauchen also keng Enseignantén ze entloossen, ze privatiséieren oder ze kujenieren. Mir mussen hinnen awer nei Missiounen zoukomme loossen, déi vill vun hinnen elo schonn assuméieren, anerer mussen eben zu hirem pedagogesche Gléck nach gefléit kéien. Fir ons ginn et dobäi zwou essentiell Mesuren: 1. d'Opbriche vun dem pedagogeschen Individuum

an 2. Formation continue, Formation continue an nach eng Kéier d'Formation continue.

Zum Thema Teamwork: Loosse mer dach d'Enseignantén aus der Isoliatiounskummer eraus huelen. Wou gétt et nach e Beruff wou ee quasi seng ganz Aarbecht hannert der zouener Dier mécht. D'Enseignanté solle keng individuell Artiste sinn, déi méi oder manner virtuos hir Coursen inszenéieren. Duerfir ass d'Schafung vun der Teamarbeit, onser Meenung no, déi allerwichtigst Aufgab an der Schoul selwer. Natierlech gétt och mat Recht op d'Pénurie vun den Enseignantén higewisen a gesot, mir kënnen net och nach d'Enseignantén zousätzlech e puer Stonnen aus der Klass huelen, soss hu mer der net genuch déi Schoul halen, an dat kascht och nach enorm vill.

Mir sinn och der Meenung, dass een d'Enseignantén net fir all zousätzlech Concertatiounsstonn muss fräistellen. Och wann d'Syndicat esou eppes net gär héieren, an duerfir ausser ons och keen dat seet. Mä et muss een éierlech sinn, wann ee sech als Enseignant regelméisseg concertéiert, da gewéint een och Aarbechtswand an Zäit, déi een normalerweis a sengem Büro doheem geleescht hätt. An net nëmmen Zäit an Aarbecht, mä och wäertvoll Erkenntnisser gewéint een, wéi zum Beispill, dass och aner Kollegen a Kolleginnen Schwierigkeeten hunn. Och fachlech Ustéis a moralisch Motivatioun gewéint een duerch e gutt organiséierten Teamgescht. An oft kann een zesammen de Problem vun engem on-méigleche Schüler ugoen, eng depriméierend Situatioun léisen, ier se beim Gréngen Dësch lannt.

Mir wëllen, dass d'Enseignanté sech erëm mat Freed moies op de Schoulwee maachen. Mir mengen dowéinst, dass een zwar zousätzlech Tächen, déi wäit iwwert d'Beschriiwend erausginn, soll rémunéieren, wéi zum Beispill Recherche, Ausaarbechte vu Coursen, eng méi professionnaliséiert Programmkommission oder Koordinatioun vu Concertatiounen. Mä déi gemeinsam Plagé vu Teamwork sinn an déi global 40-Stonnen-Täche vun all Enseignantén anzeglideren, well se jo och innerhalb vun der Täche Aarbechtserleichterunge bréngen.

Dozou gehéiert dann en zweete Piller, nämlech d'Formatioun continue. Mir haten de 17. November 2001 hei eng Motioun eestëmmege ofgestëmmt, fir dass soll an d'Täche vun den Enseignantén e minimale Volet obligatoire vu Formation continue agebaut ginn. Et ass och deemools betount ginn, dass ee net kann op de Konto vun de Schoulstonne goen. Am Kloertext, déi Weiterbildung geschitt dann entweder op de fräien Nomëtter, Owender oder Weekender, wéi dat an der privater Wirtschaft och zum Deel de Fall ass, oder an enger vun deene 16 Woche Vakanz, déi d'Schüler zougestane kruten, an déi och d'Enseignantén net mussen an der Schoul verbréngen. Vill Enseignanté maache schonn Weiterbildung ausserhalb vun de Schoulhorairen. Et feelt awer e Gesamtkonzept an e kohärent Ugebot an deem sech déi meescht Enseignantén erëm fannen a wou se konkret eppes fir hiren Unterrecht mat wech droen.

Sechste Punkt, Här President, an zweeteschten: Wa PISA eppes ausseet wat keng nei Erkenntnis ass, dann ass et de Constat, dass bei ons d'Kanner aus de sozial net privilegiéierte Schichten - ob Ausländer oder Lëtzebuurger - manner Chancen de départ hu wéi déi, déi aus de Méttelschicht kommen oder aus dem sou genannte Bildungsbürgertum. Dat ass zwar an all Land vun der PISA-Etüd esou,

mä a kengem Land ass déi Diskrepanz esou krass wéi zu Lëtzebuerg. Näischt neies also, well scho säit de 70er Joren ass dee Mësstand bekannt. En hat deemools souguer zu den Tronc commun Experimenten gefouert, vun deenen net gewosst ass ob se d'Situatioun deemools entschäert hunn. Et gouf nämlech ni eng offiziell a wëssenschaftlech Evaluatioun gemaach.

A vu datt kee mer kann de Géigendeel beweisen, woen ech hei empirisch ze behaupten, dass et deemools Verbesserung geouf. Nach haut begéien ech auslännesch Schüler a Schülerinnen déi 1983 an enger Proffeninitiativ vum deemolegen Diddelenger Modell während dräi Joer am Däitsche getrimmt si ginn an déi spéider schoulesch a berufflech Carrière konnte maachen, déi hinnen ënnert den normale Konditiounen vun der öffentlecher Schoul verwiert bliwwe wäeren.

Et ass méiglech, Dir Dammen an Dir Hären, mat engem decidéierten Effort och ons komplex Sproochesituatioun ze léisen, fir dass net nëmmen d'Ausländerkanner aus der Europaschoul gläichwäerteg Chancen zu Lëtzebuerg hunn. An ech muss, als Défenseur vun der öffentlecher Schoul, aneren Défenseure vun der öffentlecher Schoul soen - an d'Matricule schreift et, et deet mir Leed -, dass et och signifikant ass, dass d'Fördermoossnamen am Däitsche fir portugiesesch Meedercher ausgerechent an enger vun de konfessionelle Privatschoule stattfannen, déi elo esou heftig attackéiert ginn. Och dat soll der öffentlecher Schoul ze denke ginn, well Privatschoule ginn et virum allem do, wou d'öffentlech Schoul verschiddene Aufgaben net gerecht gétt.

Wat sinn also e puer vun eisen Haaptorientéierungen, fir de Gaspillage vun de vill Matière grise téeschent dem Précocité an der Première ofzebauen. Éischters, en diagnosteschen Suivi, Schüler a Schülerinne vum Précocité bis zur Première. Eng Zort Passeport scolaire, wou d'Fäegkeeten, d'Schwächen, d'Interessen an d'Ofneigungen, psychologesch, psychosozial a psychomotoresch Eegeheiten zesumme mat de schoulesche Leeschtunge kontinuierlech erfaasst ginn, also net nëmmen Nummern op der Zensur, och méi wéi ee Bulletin d'inscriptif.

Natierlech wär en Deel vun deenen Domäne confidentiel an nëmmen dem CPOS zougänglech. Mä domat kéint dat verhënnert ginn, wat nämlech hei zu Lëtzebuerg geschitt ass, dass eng Dislexie eréischt op Huitième erkannt gétt, dass auslännesch Schülerinne a Schüler sech mat gravéierende Lacunen am Däitsche bis Neuvième duerchwurschtelen an duerno ënnern ginn, dass d'Schwächen ze spéit a Begabung geuer net erkannt ginn. Domat kéinten am Précocité an am Primaire e groussen Deel vun den Defiziter erkannt, geziilt bekämpft an do wou et méiglech ass och opgehewen oder atenuéiert ginn.

An op der Basis vun deem kontinuierlechen Diagnostik kënne fir d'alleréischent gezielte Fördermoossname fir all Schüler opgebaut an duerchgezu ginn, de préférence an der öffentlecher Schoul, Hausaufgabenhëllef muss net ausgesourcé ginn. Sou genannt Kanner mat Déficits spécifiques müssen net op Eupen, Tréier oder Arel ausgelagert ginn. A wann et dann esou wäit ass fir am Tronc commun vu Septième bis Neuvième/Cinquième Schüler ze orientéieren, dann trëtt déi sou genannt Education au choix op de Plang. Domat gétt erfaasst wou zum Zäitpunkt x d'Kanner fäeg sinn, motivierbar sinn, verbesserrungsfäeg sinn, an domat baséiert déi definitiv Orientéierung op méi wéi en Test oder Prüfung.

Mir mussen awer och schonn an der Primärschoul fir méi eng grouss Mixitéit suergen. Firwat kommen Ausländerkanner, déi am Lëtzebuurger Secondaire erfollegräich sinn, ganz oft aus regionale ländleche Schoulen, wou se sechs Joer mat enger Majoritéit vu Lëtzebuurger Kanner an enger Klass sinn, an net aus de Quartierschoule wou se ënnert sech sinn, oft mat engem oder e puer Lëtzebuurger Kanner, wou dann allebéid Kategorien an enger iwwerméisseger Proportiou am Préparatoire oder am Adapto landen.

Méi eng grouss Mixitéit ass, zumindest an de Quartieren, net duerch waarm Appeller ze realisieren. Duerfir widderhuelen ech ons Forderung, endlech eng besser Mixitéit an de Quartieren durchzusetzen, sief et duerch en aneren Tracé vum Anzugsgebitt, sief et duerch Transferte vu Schüler an eng aner Schoul.

Domat ass et natierlech och net gedoe fir déi ongläich Chancen esou wäit ofzefiederer, dass net méi de sozialen Origine, mä just nach d'Fäegkeet an d'Motivation fir de Succès scolaire ausschlaggebend sinn, muss d'Schoul eng differenziéiert an individuell Approche zu de verschiddene Schüler anhuelen, an net sech op ee méttelméisseg Ideal orientieren. Dofir dat, wat ech virdu gesot hunn, méi geziilt an individuell op d'Besoinen vun de Kanner agoen, wéi dat de Credo vun der Schoul a Finnland ass.

Här President, ech kommen zum leschte Punkt: Strukturell Reformen an onsem Schoulsystem. Ech hu bewosst déi strukturell Reformen als leschte Komplex vu Mesur ge-wielt, net well se manner wichtig si wéi déi inhaltlech, mä well ee sech fir d'éischt iwwer Lernziler, iwwer Programmer an iwwer Methoden eens muss sinn an dann eréischt oder zumindest parallell iwwert déi Strukturen, déi fir déi Inhalter géee-gent kënne sinn. Leider hu mer an der Vergaangenheet ze vill an ze vill ideologesch iwwer Structure gestritten an net genuch iwwer Programmer a Methoden nogeduecht, diskutéiert a virum allem gewot ze entscheiden. Stéchwuert, Dir wäert lech et erwaart hunn, intergréiert Gesamtschoul.

Mäi Gott, fir ons sinn ideologesch Debatte passé. Elo geet et em Effizienz an trotzdem, egal wéi een et dréint, erëm kënnt den Tronc commun aus der Versenkung. All Mënsch kuckt no Skandinavien an op déi Länner, déi esou e System praktikéieren. Déi meeschte Länner vun der OECD praktikéiere souwéi eng Opsplitterung vun de Schüler eréischt am Alter vu 14 oder 15 Joer an net mat 10 Joer wéi an Däitschland an 12 Joer wéi bei eis.

Et gesäit esou aus, wéi wann d'Organisationsform vun der integréierter Gesamtschoul e Modell wär, dee gutt Voraussetzunge fir eng besser Schülerperformance ka bréngen. Mä geet et domat duer? Et ginn d'Gesamtschoulen, déi schlecht bei PISA ofgeschloss hunn, an et ginn och konventionell Schoulen, déi gutt ofgeschloss hunn. Et war schonn ëmmer ons Meenung, dass den Tronc commun zwar eng Condition nécessaire, mä net eng Condition suffisante ka si fir onse Schoulsystem ze verbessern. Och d'Gesamtschoul muss mat pedagogeschem Liewen erfüllt ginn, soss dreet se e bürokratesche Léierapparat ze ginn. Grad d'Kombinatioun vu Gesamtschoulstruktur, mat enger lieweger Innovationspädagogik an enger autonom geféierter Dynamik vun allen Acteuren an der Schoul, erschéngt ons als déi optimal Formel fir eng Schoul vum Erfolleg. Intégratioun, Autonomie, Innovatioun.

Aus deem Grond war et fir ons net iwwerraschend, dass grad esou eng Schoul an Hessen mat besser Resultater wéi Finnland oder Kanada opgewaart huet. The Winner is bei PISA, Helena Lange Schule

zu Wiesbaden. Sécherlech ass déi Schoul net an alle Punkte vergläichbar, besonnesch weinst hirer motivierter Schüler- a Profjekonstellatioun. Mä si ass éischtens eng „integrierte Gesamtschule“, wat natierlech d'CDU vum Hessen, déi se wëllt ofseeën, zimlech peinlech beréiert. A si ass zweetens säit de 70er Joren e Labo fir innovativ, pedagogesch Praxis a fir eng konsequent duerchduechte Schoulentwécklung. Den däitsch-lëtzebuerg Publizist Rainer Holbe huet iwwerwert den Emwee vum engem Bréif un de Premier ons opgefuerdert déi Schoul besichen ze goen. Wie sech also dee konkrete Modell wëllt ukucken, dee brauch allerdings net bis op Wiesbaden ze fueren. Déi interesséiert Nolauschterer verweisen ech op eng Konferenz, déi Déi Gréng Enn Abrell mat der Directrice vun där Schoul am Kader vum engem Bildungskongress organisieren.

Här President, integréiert Gesamtschoul jo, awer mat engem ongeheieren, pedagogeschen Innovatiounseffort. Sécher, déi kann een zu Lëtzebuerg net iwwer Nuecht an och net aus dem Bunker vum Ministère dekreteieren. Mä et kann een awer Mutt maachen, Mutt maache fir Pilotprojeten, seriö duerchduechte Pilotprojeten, déi net nëmmen en Deelaspekt vum der Schoulpraxis betreffen. Zum Beispill Ganzdagesangebot am Précoce amplaz saucissonnéiert Ugebueuer iwwer d'Woch verdeelt. Zum Beispill Modeller vu Ganzdagschoul am Primaire, wou net d'Schüler aus der Schoul vum MEN, Ministère de l'Education nationale, an d'Fittecher vun der Famille oder privat Crècheen iwwerreecht ginn, mä wou et e Gesamtkonzept vum sënnavoller Fräizäitbeschäftigung, vum Hausaufgabenhëllef a vu Suivi pédagogique gëtt. Zum Beispill Ganzdagschoul am Postprimaire, wou déi Schüler, déi wëllen, zousätzlech Ugebueuer bis Enn den Nomëtteg krielen.

Dräimol, Här President, krute mir hei eng Motioun ënnergebottert fir esou e Modell, zum Beispill no den Iddien vun der A.s.b.l. Lycopa, an engem neie Gebai virzugesinn. Fir d'éischt zu Mamer, dann am Aline Mayrîsch de Saint Hubert an dann zu Réiden. Hei feelt et zu Lëtzebuerg un engem allgemengen Etat d'esprit. Wann ech da gesi wat bei engem Modell passéiert deen net emol un d'Strukture résele geet - ech schwätze vum deem sougenannten Alima -, wou souguer Leit, déi soss fir d'Reformen an der Schoul antrieden, direkt Deregulierung a Liberalisierung richen, wann eng Schoul e puer Enseignanten an e puer Laptope méi kritt.

Mir müssen also och an onse Käpp d'Schoulentwécklung an hir Pilotprojeten als eppes Normales ugesinn. Et kann een natierlech och Reformen iwwer d'Knéi brieden. Wann ech elo héieren, datt sech d'Gebaier vum IST innerhalb vun dräi Woche müssen entscheede fir bei engem Pilotprojet matzemachen dee soll am Hierscht ulafen, da gëtt et mer e bësse baang, och wann d'Intentioun gutt ass, fir Filieren am ënneschten Zyklus vum IST opzebrieden. Mä wou ass dann do de Secondaire classique? Soll do Binnendifferenzierung gemaach ginn? Wien huet d'Erfahrung, déi Binnendifferenzierung erfollegräich duerchzezéien? Froen iwwer Froen.

Här President, ech hu virdu kritiséiert, datt et an de Ministère an an der Chamber weéng BEREITSCHAFT fir eng Bildungsoffensiv gëtt, mä ech éischter e Retour bei déi ominös Basics gesinn. Sinn dat déi Basics vum Echec vum der Lëtzebuerg Schoul vun de leschten 30 Joer? D'Basics vum deenen 52% Ofgänger ouni Ofschloss, déi vun der DP am leschte Wahlkampf ëmmer erëm op de bloe Fue dem geschriwwen gi sinn? Et muss een awer fairerweis zouginn, datt et bei den Acteuren um Terrain an och bei der Bevölkerung e weéng ent-

wéckelte Bewosstsénn iwwer d' noutwendeg Reforme gëtt. D'Bildungspolitik huet bei ons säit 20 Joer méi zu Gemeckers wéi zu déifgräifende Reflexioun gefouert. An et muss ee scho bal zynesch soen, datt mir Bildungsoffensiven net esou néideg hate wéi e Land mat 15% Aarbechtslosigkeit wéi Finnland virun 10 Joer. Ons Lëtzebuerg Schuler si bal nach ëmmer vun der Economie opgefaange ginn. Fir d'éischt vun der ARBED, du vun de Banken an ëmmer nach zousätzlech vum Stat a vun de Gemengen. Mir hunn och ëmmer Leit fonnt déi am Ausland ausgebild goufen an zu Lëtzebuerg verantwortlech Poste bekleeden. Bei de Banke sinn et 70%.

Mir hunn och ëmmer Main-d'oeuvre kënnen importéieren, fir déi méi désagrèabel Beruffer um Bau, am Handwerk an am Nettoyage ze besetzen. A vill vun deenen hire Kanner sinn am Schoulsystem ausgesiff ginn, virun allem awer net nëmmen duerch d'Däitsch. Mä hir Lobby war net staark genuch fir de Braindead ze verhënnen, virun allem elektoral net staark genuch. An déi Illusioun, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt weider bedriwwen. Elo solle fir déi eng Tâche Leit aus dem kathoulesche Polen importéiert ginn an déi aner High-Tech-Labour-Force fir op eis Uni, onse Centre de Recherches oder déi nei Nischen, wéi déi vun de Biotechnologien. A gehofft gëtt, déi Lëtzebuerg Schoulofgänger mat schwaachen oder mat kengem Ofschloss weider an der Economie, mä och nach weider bei der Chasse gardée vu Stat a Gemengen ënnerzibréngen. Déi Rechnung ka vläicht opgoen, mä spéitstens säit engem halwe Joer, wou et och zu Lëtzebuerg méi lues geet, wësse mer datt och dat kann an d'A goen. Well wéi gesäit et an zéng, 20 Joer aus? Zwee extrem Szenarië kann een an d'Ae faassen. Gëtt ons wirtschaftlech Dynamik gebremst, da kënn et onweigerlech zu Verdeelungskämpf um Aarbechtsmaart, an do gewannen déi mat der beschter Ausbildung an der fondéiertster Weiterbildung. An d'Fro ass: Wäerten dat Schuler vun der öffentlecher Schoul zu Lëtzebuerg sinn? Musse mer par contre weider an de 700.000-Awunnerstat goen? Da ginn et zwar méi Aarbechtsplazen, och méi Kandidaten, och méi Frontalieren, och méi verschidden Nationalitéiten an der öffentlecher Schoul. An da gëtt déi komplex Sproochsituatioun, mat där verschidde Leit de PISA-Debakel wëllen entschëllegen, nach méi komplex.

Här President, dobäi kënn nach eng méiglecherweis allgemeng Liberalisierung vun de Services publics an Europa. Déi ass da vläicht esou wäit fortgeschratt, datt d'Kanner vun deene Leit, déi sech et kënnen leeschten an an deier Franchise-Eliteschoule vun transnationale Chainé ginn, déi nëischt mat de biederer an harmlose Privatschoulen ze dinn hunn, déi verschiddeener vun eis als Rückzugsgefecht hei bekämpfen. Déi nei Privatschoule wäerten dann d'Kaderschieden vun der Wirtschaftselite vun iwwerमार sinn, an de Rescht vun de Kanner, Lëtzebuerg oder Ausländer, geet an déi öffentlech Schoul, fir déi et dann ëmmer mander Steiergelder gëtt.

Egal, Här President, wéi d'Zukunft am Kaffissaz ausgesäit, mir kommen net derlaanscht ons öffentlech Schoul fir déi nei Diefé fit ze maachen, virun allem déi öffentlech Schoul, well mir wëllen net datt et deier Eliteschoule fir eng privilegiéiert Minoritéit gëtt an e schlechtere Service publique fir d'Majoritéit, wat leider an enger Partie vu Länner de Fall ass.

Här President, haut, den 29. Januar 2003, 400 Deeg no der Publikatioun vun der PISA-Etüd, ass déi Opbrochstimmung fir den Défi net ze spieren. Si muss awer kommen. Wann net elo, dann an zwee oder dräi Joer.

Mir hunn onst gesot, mir hunn onst gemaach. Et soll kee soen en hätt näischt vun de Problemer an en hätt näischt vun de Léisungsvirschléi vun ons a vun anere matkritt. Debatten hate mer, Orientéierung sinn ugebued ginn, dat säit 20 Joer. Et muss elo nach gehandelt ginn. Elo schnell an duerchgräifend, mat méi wéi dräi oder véier rouegen oder wibbelegen Hänn, ier et wierklech ze spéit ass.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren an ech déposéieren nach hei déi Elementer vun enger Motioun, déi ech am November ouni Erfolleg an der Kommissioun schonn agereecht hat.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise publiée en décembre 2001;*

- *considérant les auditions avec les forces vives du domaine de l'éducation de 2002;*

- *convaincue que des mesures rapides et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;*

invite le Gouvernement

1. Réactions à moyen terme face à l'étude PISA

- *à mettre en place dans les meilleurs délais une «task force PISA» chargée d'élaborer un plan d'action PISA comprenant des mesures à court et à moyen terme pour améliorer les performances de l'enseignement public luxembourgeois;*

- *à procéder au renforcement personnel et à l'affinement des missions du SCRIPT en vue d'un saut qualitatif dans l'analyse du système scolaire et dans l'élaboration de mesures visant à améliorer la qualité de l'enseignement;*

- *à prévoir et à préfigurer un Observatoire de l'école luxembourgeoise dans le cadre de la future faculté pédagogique de l'Université de Luxembourg.*

2. Mesures relatives à l'apprentissage de langues

- *à élaborer un concept concret en vue de la différenciation de l'apprentissage des langues, concept qui tienne compte d'une part du niveau de développement individuel des enfants et de l'autre des profils spécifiques requis par les différentes filières scolaires et professionnelles ainsi que des débouchés professionnels visés par les élèves en fin de scolarité;*

- *à redéfinir en profondeur les objectifs de l'apprentissage des langues suivant la maturité des enfants et suivant les différentes filières choisies à partir du cycle moyen de l'enseignement post-primaire;*

- *à concrétiser ces nouveaux objectifs nuancés dans une révision des programmes et des méthodes des branches linguistiques, ceci en collaboration étroite avec les personnes compétentes et responsables sur le terrain, notamment les commissions des programmes et le SCRIPT.*

3. Mesures relatives à l'apprentissage des maths et des sciences

- *à entreprendre une évaluation critique des codes linguistiques et formulations abstraites contenus dans les manuels en usage dans tous les ordres d'enseignement;*

- *à entreprendre une analyse critique des objectifs, des programmes et des méthodes de l'enseignement des mathématiques et des sciences, ceci en vue de l'identification des faiblesses dans les relations entre les matières théoriques*

enseignées et dans les applications pratiques ultérieures;

- *à renforcer l'utilisation de méthodes inductives, d'un langage plus clair et d'une approche moins abstraite et plus exemplaire dans le cadre des reformulations périodiques entreprises sur les manuels.*

4. Mesures relatives au clivage social

- *à mettre en place un système de diagnostic, d'accompagnement et de soutien continu qui assure un «monitoring» de tous les élèves de l'enseignement public luxembourgeois, depuis l'éducation précoce jusqu'à la fin de la carrière scolaire, le cas échéant sous forme d'un «passeport scolaire»;*

- *à mettre en oeuvre, en étroite collaboration avec les communes concernées, des moyens visant à assurer un meilleur équilibre entre élèves étrangers et luxembourgeois dans les écoles de quartier et dans les classes, le cas échéant par des modifications dans la topographie des cartes scolaires;*

- *à augmenter considérablement la présence de services éducatifs dans l'enceinte des écoles du post-primaire en général et du préparatoire en particulier.*

5. Mesures générales visant à améliorer la pratique pédagogique

- *à faire une évaluation critique des surplus quantitatifs des matières enseignées et à tirer des conséquences pertinentes pour alléger de façon utile les programmes;*

- *à instituer un «centre de documentation des projets pédagogiques» comme institut de documentation et de sensibilisation pédagogiques, équipé pour effectuer un travail de motivation actif à l'attention des partenaires scolaires;*

- *à faire élaborer par les instances responsables - commissions des programmes, SCRIPT, responsables de projets pédagogiques, etc - des curriculums adaptés pour l'utilisation efficace des nouvelles méthodes pédagogiques auxquels les enseignant-e-s pourront s'orienter;*

- *à mettre sur pied un programme de formation continue axée sur l'innovation pédagogique (leçons, projets, curriculums,...);*

- *à établir un recueil des méthodes pédagogiques visant à favoriser la collaboration entre enseignant-e-s dans le cadre d'activités pédagogiques communes;*

- *à instaurer un groupe de travail visant à faire une évaluation critique du système de contrôle continu et de certification dans l'école luxembourgeoise;*

- *à introduire, sur base d'exemples mis à l'épreuve dans d'autres pays, différents moyens pour diversifier et nuancer le contrôle continu et la certification dans tous les ordres d'enseignement.*

6. Mesures générales visant à améliorer la formation et la formation continue des enseignants

- *à proposer des mesures en vue de l'introduction de la collaboration et du travail en groupe dans la tâche des enseignant-e-s de tous les ordres d'enseignement;*

- *à élaborer une stratégie visant à intégrer peu à peu une part minimale d'éléments de tâches communes dans la tâche des enseignant-e-s;*

- *à proposer un concept visant à intégrer un volet obligatoire de formation continue dans la tâche des enseignant-e-s sans pour autant mettre en péril le bon déroulement des cours;*

- *à élargir par la suite l'offre de la formation continue pédagogique accessible dans notre pays et dans la région.*

7. Mesures générales pour adapter les structures de l'école publique

- *à proposer des scénarios possibles pour assurer le passage du système unique de l'enseignement*

post-primaire vers un échiquier d'établissements bénéficiant d'une autonomie pédagogique, aussi large que possible, mais bien cernée pour ne pas entraver l'égalité de traitement de tous les élèves dans l'école publique;

- *à introduire - sur base des modèles différents de systèmes scolaires dans la plupart des pays de l'OCDE qui permettent une plus grande perméabilité entre les filières scolaires jusqu'à l'âge de 15 ans ou qui pratiquent carrément un système d'école unique jusqu'à l'âge de 15 ans - un ou des modèles adaptés au Luxembourg et permettant un retardement - global ou nuancé - de la séparation définitive des filières secondaire, technique et professionnelle;*

- *à proposer aux communes intéressées des modèles pour l'introduction progressive d'une offre scolaire dite «à plein temps» dans un ou plusieurs de leurs établissements scolaires;*

- *à mettre en oeuvre des dispositifs visant à initier l'expérience d'un lycée coopératif à plein temps comme offre scolaire ciblée dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement post-primaire.*

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg grad esou wéi an anere Länner ass Educationspolitik e Sujet deen ëmmer passionéiert, mä iwwer deen eng sachlech Diskussioun enorm schwéier ass, an dat aus enger Rei Grënn.

Éischtens mengen ech weinst der Komplexitéit vun der Diskussioun. Eng Fro déi ee léist bréngt ganz oft zéng aner Froen, nei Froen mat sech, weinst der Diversitéit vun de Situatiounen, d'Richtigkeet vun enger Moosnam déi een hëlt, ob ee Sujet kann op engem anere Sujet falsch op der Plaz sinn.

Zweetens ass et och eng Diskussioun, déi zu Lëtzebuerg wéi an allen aneren europäesche Länner eng Vergaangenheet huet, wou verschidde politesch Parteien d'Stëllunge säit Jorzéngte besat hunn, déi also ganz séier ronderëm Ideologien dréit, wou Ideologien matspillen an een dofir och ganz schnell an d'Polemik iwwergeet.

Drëttens well et eng Diskussioun ass, déi net einfach ass duerch eng ganz Rei A-priorien, duerch eng ganz Rei Droits acquis déi do matspillen, well een d'Positionen, wann een doriwuer schwätzt, muss anhuelen, déi heiansdo Tabuen urieden, déi heiansdo och müssen, wann ee wëllt weiderkommen, Tabuen ëmstoussen. Et ass wesentlech, datt d'Schoulpartner alleguer an där Diskussioun deelhuele kënnen. Dat huet d'Chamber och gemaach duerch hir Hearingen. Et ass awer och wesentlech, datt een den Ennerscheed, deen heiansdo vun dem Intérêt vun de Schoulpartner engersäits an dem Intérêt vun der Schoul anerersäits, gesäit. Dat stëmmt oft iwwerteneen, mä heiansdo awer sinn och Ennerscheeder do, et stëmmt net ëmmer iwwerteneen.

Véiertens ass d'Diskussioun do duerch erschwéiert, datt op där enger Säit d'Theorie d'politesch Diskussioun, politesch Décisionen op där enger Säit, an op där anerer Säit den Émsaz am Klasesall ganz oft wäit auserne leien. De Minister kann duerch ee Gesetz Strukturen änneren, dat ass zum Beispill gemaach ginn am Cycle supérieur. Domat ännert en awer

net direkt, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, wann dat Gesetz hei ugeholl gëtt, dat wat, wann d'Dier am Klasesall zou ass, am Klasesall geschitt. Sait 15 Joer - an ech ginn ee Beispill - seet d'Regierung ënnert deene verschiddene Ministeren, datt mer déi Schoulprogrammen, déi mer mussen hunn, élargéiere missten, datt mer se vereinfache mussen. Ech hunn awer d'Impressioun, datt se, wann ech zréckkucken, an deene leschte Jore sécherlech net méi einfach gi sinn, mä datt nach zousätzlech Quantitéit vu Matière dobai komm ass. D'Education nationale ass e groussen Apparat wou politesch Décisiounen Bestanddeel sinn, mä deen awer och vill méi ass wéi politesch Décisiounen, deen och Zäit brauch fir d'Émsetzung an d'Realitéit.

Fénnefts well mer an der Schoulpolitik ganz oft mat Konzepter ze dinn hunn, well vill Wieder gebraucht ginn, ouni datt d'Definitioune vun deene Wieder ëmmer esou kloer ass. Tronc commun, Gesamtschoul - et ass virdru vu mengem Virriedner gebraucht ginn -, dat ass eng Notioun wou jiddferree mengt e wéisst wat se géing heeschen, mä déi awer fénnefs, sechs, siwe Bedeutung kann hunn. A wann een d'Europäesch Schoulen hei kuckt, déi sech vun deem Modell gesinn, da gesäit een, datt eng Rei esou Modeller duerch Europa, déi verschidde sinn, ënnert deem Sigle lafen. Definitioune sinn op déi Konzepter, déi ee seet, wesentlech. Ech wëll déi Diskussioun, andeem ech hei ufänken, bewusst an deen dote Kontext setzen, well dat de Kontext vun der Réalitéit ass a well den Emgang mat der Réalitéit an dësem politesche Beräich wesentlech ass, grad esou wéi a villen anere politesche Beräicher. All déi Wieder, all déi Theorien, datt Theoretischt, dat Pädagogesch, déi sozial an déi psychologiesch Sätz déi mer heiansdo soe si wonnerschein, mä mir mussen ëmmer kucken, datt se der Réalitéit Rechnung droen. Mir mussen ëmmer kucken, datt se och där richteger, realer Analys ënnerleie kënnen.

Ech wëll dat kloer soen, well et wesentlech am Aspekt ass vun där heiter Diskussioun. Datt déi Diskussiounen iwwer PISA also nëmme ka mat Kloerheit vun de Konzepter a vun de Konzeptiounen gefouert ginn. Datt een och muss an där ganzer Diskussioun lwwerleeunge maachen iwwer d'Lenkungsfaegkeet vun eisem Schoulinstrument, well dat e wesentlechen Aspekt vun der Schoulpolitik och ass, an datt een och sech muss bewusst si vun der Réalitéit vum Machbaren an een dovunner muss ausgoen an dann heiansdo de Courage muss hu Saachen unzeschwätzen, Saachen a Fro ze stellen, déi als Tabu considéiert ginn, a vläicht och déi Tabuen heiansdo ëmzegeheien.

D'PISA-Etüd huet eng ganz Rei Saache gewisen, mä d'PISA-Etüd huet eis awer och eng ganz Rei Saachen net gewisen. D'Resultat war dat, datt mer déi 29. waren an domat och de leschte Rang vun de Staten aus der Europäescher Unio- un ageholl hunn. Déi Resultater, déi sinn deelweis a Fro gestallt ginn, déi sinn deelweis contestéiert ginn. Et ass gesot ginn, mir hätten eng aner Sprooch wéi eis Mammesprooch. Et ass gesot ginn, datt déi Villsproochegkeet, déi fir eis en Avantage war, an der PISA-Etüd een Désavantage war, datt mer net gewinnt waren un déi Zort vun Testen. Datt se heiansdo och an der Exekutioun net esou seriö geholl ginn ass wéi se hatt solle seriö geholl ginn. Datt se net optimal organiséiert war. Datt mer mat 18 Joer vill besser wäre wéi mat 15 Joer. Alles dat mag jo och zu engem Deel sinn, mä ech mengen awer och ganz kloer, datt dat nëmmen Nieweneffete sinn, Niewenaussoen, déi näischt un der fundamentaler Ausso vun der PISA-Etüd änneren. Ob mer elo op der 29. Plaz oder op der 27. oder op der 26. Plaz ge-

lannt sinn, mécht en fin de compte absolut keen Ënnerscheid un deene Froen, déi mer obligéiert sinn eis ze stellen, an un deem Seriö mat deem mer mussen un déi Etüd do erugeen.

Wat heescht den Text? Et ass virdru gesot ginn, den Text mécht keng Kontroll vun deem wat mer an der Schoul geléiert hunn, mä e kontrolléiert d'Faegkeet vun den Uwendunge vun deem Wëssen, d'Innovatioun. E kontrolléiert d'Kreatiounsméiglecheete vun de Kanner. Mir stelle fest, datt mer ganz vill, ganz schwach Kanner an eisem Schoulsystem hunn, datt bei eis déi sozio-ekonomesch Situatioun eng ganz grouss Influenz huet a mir stellen och fest, datt staark Schüler ganz oft net genügend ënnerstëtzt sinn. Eleng dat si Gedanken, déi eng Reaktioun sécherlech noutwendeg maachen, déi d'Politik erausfuerderen. Wéi reagéieren?

Ee Wuert oder zwee zu der Ausso „Back to basics“, well se och vu mengem Virriedner ugeschwat ginn ass: Et ass eng Zauberformel déi heiansdo gebraucht gëtt an et ka jo am Fong och kee soen, datt se falsch ass, well et ass kloer datt d'Schoul muss Rechnen, Liesen a Schreiwen de Kanner bäibréngen. Dat stellt jo och absolut kee Mënsch a Fro. Kloer ass, datt Basics - et ass och eng...

(Interruption)

Jo, ech wollt genau dorobber kommen. Et ass kloer, datt d'Basics musse gewosst sinn. Mir mussen d'Fundamente vum der Mathematik kennen, mir mussen d'Fundamente vum der Sprooch kennen. Mir wëssen, datt d'Sprooch um Fundament vun allem Wëssen, wat een an deene Joren déi een an der Schoul ass léiert, op der Basis dovunner ass. Et ass awer och grad esou kloer, datt déi Basics an de Sproochen, dat Grammatikalescht, och déi orthographesch Kenntnëser, sécherlech wichteg sinn, mä eis och an eng PISA-Etüd keng Plaz weider bruecht hätten, well et jo genau dat ass wat an der PISA-Etüd net getest ginn ass, mä d'Innovatioun, d'Kreativitéit, d'Applicatioun vun deem Gängem. Et ass net ëm d'Grammaire vum Text gaangen, et ass ëm de Sënn vum Text, ëm d'Verstoe vum Text gaangen. Fir eis ass et esou, datt et kloer ass, datt mer ouni Fundament - an dat ass jo och oft gesot ginn, ouni Fundament geet et sécherlech net - net weider kommen. Mir brauchen net just en theoretesch Fundament ouni d'Méiglecheit fir et unzewenden, well et, wa mer et just eleng wëssen, ëmsoss a sënnslos ass. Et ass just d'Mémorisatioun an et ass zum Vergiesse verdaamt. Basics jo, mä net just Basics, et muss een och nach wësse wéi a wat ee kann domadder maachen.

Dofir geet et drëm éischtens eng prezis Redefinitioune vun de Missiounen an der Zilsetzung vun der Schoul ze ginn; zweetens och eng Redefinitioune vun de Kompetenzen, an ech soe ganz kloer vun de Kompetenzen an net vun de Matière.

Ech héieren esou oft, wann een iwwer d'Schoul schwätzt, wann een iwwer Matière an der Schoul schwätzt, datt gesot gëtt: Mä d'Kanner mussen dach dat hei gesinn, si mussen d'Mëttelalter gesinn hunn, oder si mussen de Rabalais oder de Baudelaire oder wien och ëmmer gesinn hunn. Or, a sech mag dat jo och nach sinn, mä et bréngt u sech en terme de compétence net ganz vill ob mer elo Deeler vun dem Programm gesinn oder net gesinn hunn. Wat wesentlech ass, datt ass, datt mer eng Rei Saache kennen, wëssen domadder ëmzegoen a wëssen déi Matière déi mer léiere beherrschen an eppes domadder ufänken. Mir mussen d'Programmer duerchkucken, Joer fir Joer, Fach pro Fach, dat lwwerflësseg eraushuelen, eis konzentréieren op dat Wesentlech. Dat géllt selbstverständlech och fir d'Methoden an d'Pédagogie.

Wat mech impressionéiert huet, dat war den Här Baumert, Direkter vum Max-Planck-Institut, dee bei eis an der Kommissioun war an deen eis erkläert huet wéi déi Recherche iwwer d'Pédagogie, iwwer d'Methodologie an de Schoule géif gemaach ginn. Wou et Methode sécherlech ginn déi d'Interesse vun de Schüler, d'Kompetenze vun de Schüler direkt uschwätzen. Wou et drëm geet, dat, wat se als Basiswësse musse kennen, net einfach als eng Theorie hinnen opzeschreiwen an un Auswennegléieren ze ginn, mä wou et drëm geet fir dat mat hinnen auszuschaffen, dass si et och integréieren an als unweibbaart Wëssen dono beherrschen, anstatt eng Formule auswenneg ze wëssen, wou si et net faerdeg bréngen se duerno unzewennnen, well se net richtig wësse wat et heescht. Do ass en enormen Effort, denken ech, an der Schoul ze maachen, fir op déi Resultater ze kommen, déi mir awer sécherlech op eng flott Aart a Weis an der Educatiounskommissioun beschriwwen kriit hunn.

Deen nächste Punkt ass deen, dass et wesentlech ass, dass d'Qualitéit verifiéiert gëtt, dass mir regelméisseg eng Evaluatioun maache vum Wësse vun de Kompetenzen. Nach e Punkt ass d'Motivatioun vun alle Schoulpartner an net nëmme eng Motivatioun déi dem Hasard ausgeléiert ass, mä ech denken dass d'Motivatioun suscitéeiere schonn an de System vun eiser Schoul muss agebaut sinn. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck.

Dann als leschte Punkt déi géigesäitig Unerkennung an der an duerch d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddene Schoulpartner. Et ass wesentlech, dass déi Leit, déi iwwer d'Schoul schwätzen, an dass déi Leit, déi Schoulpolitik maachen déi Leit, déi an der Schoul schaffen, respektéieren, unerkennen an och gesinn a wësse wat fir eng wichteg an ordentlich Aarbecht do gemaach gëtt.

Déi Zesummenaarbecht téschent de Schoulpartner ass awer an eiser Schoul net onbedéngt eng Gewunnecht, ass net institutionaliséiert an ass och net geléiert gi vun deenen déi an der Schoul schaffen. Ech denken, dass dat e wesentlechen Ënnerscheid ass dee mir mat anere Länner hunn, wou d'Kollaboratioun téschent de Schoulpartner säit Jorzéngten, Jorhonnerten a verschiddene Schoulsystemer eng Traditioun ass. Et ass also eppes wat bei eis muss institutionaliséiert ginn an notament och agefouert muss ginn an d'Formatiounen vun den Enseignantent.

Wat de Précoce an de Préscolaire ugeet, vläicht just ee Wuert fir ze soen, dass, wéi de Précoce agefouert ginn ass, en op eng grouss, eng allgemeng Zoustëmmung gestouss ass, och wa sengerzäit vill Diskussionsstoff do war an och wann d'Madame Hennicot, déi en agefouert hat, et net ëmmer einfach hat fir dat duerchzusetzen wat awer haut allgemeng als eng gutt Iddi unerkant ass.

Mir haten an deenen Entrevuen an der Educatiounskommissioun eng laang Diskussioun iwwer d'Gewicht vun de Sproochen hei zu Lëtzebuerg. Den Här Baumert, dee jo Expär doranner ass, huet eis an engem Saz gesot, dee mech engersäits erschreckt huet, mä dee mer op där anerer Säit awer agelicht huet, mir missten hei zu Lëtzebuerg elo eng Décisioun huelen a wat fir enger Sprooch mir eise System géinge maachen. Well déi Villsproochegkeet, déi mir hei hätten, hält natierlech hir positiv Säiten, mä géif natierlech och eng ganz Rei Problemer mat sech bréngen.

Dat war natierlech e wéineg, esou hunn ech et op jidde Fall fonnt,

richteg, mä laanscht déi Lëtzebuurger Réalitéit ganz kloer. Mä wat awer nach richtig ass, dat ass dass déi Situatioun, déi mir hei hunn, sécherlech keng einfach ass innerhalb vun allen europäesche Schoulsystemer, mä et ass awer wichteg, dass si en Deel vun der Lëtzebuurger Réalitéit ass an dass een dofir ganz virsiichteg muss domadder ëmgoen.

Seng Ausso war déi, dass den Inhalt vun de Programmen, esou wéi mir se elo hunn, esou voll ass, dass mir net nach méi laang Schoulzäit, méi laang am Joer, méi laang am Dag, méi laang am grouss Ganze kéinten halen, mä dass mir just nach eng Méiglecheit hätten. Dat wär ze kucken, an dat ass deelweis jo duerch de Précoce gemaach ginn, fir déi Schoulzäit am Ufank vum Liewe vum Kand mat dräi Joer unzufänken, fir esou den Apprentissage e wéineg ze verlängeren, well déi Matière, déi d'Kand haut muss léieren an där Welt wou mir haut sinn, awer relativ grouss sinn. Dofir ass et a mengem Ae wichteg, dass mir och schonn am Précoce an am Préscolaire kucken, dass mir prezis Definitioune vun de Finalitéite vum Précoce a vum Préscolaire ginn, fir dass déi Methoden, déi keng Léiermethoden, mä déi Spillmethode sinn, selbstverständlech dem Alter vum Kand mussen ugepasst sinn. Mir mussen déi fixéieren, fir dass mir och d'Objektiven, déi mir wëllen errechen, kloer gesinn an d'Voraussetzung schafe fir d'Objektiven ze errechen a fir eng Alphabétisatioun, déi am éischte Schouljoer ufänkt, ënner ordentlechen a gudde Konditiounen kënnen unzufänken.

Dann och ee Wuert iwwer d'Roll vum Lëtzebuergeschen, déi och jo säit enger Rei Méint hei zu Lëtzebuerg an der politescher Diskussioun eng ganz aner Dimensioun kritt huet, och dowéinst well déi Immigratioun, déi mir an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg hunn, net nëmme eng Immigratioun ass déi net méi eleng aus dem romophoné Sproochraum kënnt, mä eng Immigratioun ass déi och aus anere Länner vun Europa erauskënnt an dee Moment aner Sproocheriginé mat bréngt, esou dass d'Lëtzebuergesch en fin de compte méi wichteg gëtt, well et dann u sech hei zu Lëtzebuerg déi Kommunikatiounssprooch ka ginn déi jiddferree gebraucht.

Duerfir kritt dat Lëtzebuergesch an deenen nächste Joren och an der Schoul méi eng wichteg Roll ze spillen. Mir mussen awer do och ganz gutt oppassen, dass mir net e lëtzebuergesche Grammairesunterrecht maachen, fir dass mir net dat am Lëtzebuergesche maachen, wat heiansdo an anere Sprooch gemaach gëtt. Orthographe- a Grammairekorrektioun vum Schreiwen, mä dass mir Lëtzebuergesch als déi Kommunikatiounssprooch gesinn déi mir brauche fir hei am Land mateneen ze schwätzen. Och dat wollt ech eng Kéier, well et mir um Mo heiansdo läit, ganz kloer soen.

D'Sprooch stellen eng vun deene wesentleche Froen duer am lëtzebuergesche Schoulsystem. Et mécht eis Stärker aus, dat ass scho méi wéi eng Kéier gesot ginn. Déi Dräisproochegkeet, oft Véiersproochegkeet bei auslännesche Kanner, oft Fénnefsproochegkeet, déi se hunn, ass sécherlech eng Stärker, mä et bréngt awer och eng Rei Froen an eng Rei Problemer mat sech. Mir brauche vill Zäit fir all déi Sproochen ze léieren. Mir hunn also manner Zäit zu engem Deel fir aner Fächer. Mir kreéieren domat eng Rei Problemer fir net lëtzebuergesch Kanner, déi méi Schwierigkeeten hu wa se zu Lëtzebuerg am Ausland si wéi wa se an anere Länner am Ausland sinn, well se net nëmme eng auslännesch Sprooch, mä zwou oder dräi auslännesch Sprooch mussen léieren. Dat gëtt nach accentuéiert mat der Diversifikatioun vun der Ausländerpopulatioun.

Mir hunn eng Rei Echechen an der Schoul déi op d'Sproochen zréckgefriere sinn an déi eng ganz Rei Schüler bremsen, och wa se wëllen a Beruffer goe wou net direkt d'Sproochekenntnisser ausschlaggebend sinn, mä wou aner Kenntnisser ausschlaggebend sinn. Mä et ass nach wie vor kloer - an dat denken ech hunn all d'politesch Partei gesot -, dass déi Dräisproochegkeet an eisem System vu Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch e wesentlechen Aspekt ass dee mir mussen bäibehalen, mä eis awer nach kloer an daitlech d'Fro stellen: Wat heescht dann elo déi Dräisproochegkeet déi mir wëllen hunn?

Fir mech ass et ganz kloer, dass déi Dräisproochegkeet heescht, dass mir déi Sproochen alleguer als Kommunikatiounssprooch musse beherrschen, fir mateneen eens ze ginn, fir mateneen ze schwätzen, mä dass ee sech awer ganz gutt ka virstellen, dass an deem engen oder deem anere Schoulsystem den Apprentissage méi detailléiert op eng Sprooch geluecht gëtt fir déi perfekt ze beherrschen an hiren orthographesch a grammatikaleschen Detailler, an dass dat net onbedéngt muss op deenen dräi oder zwou Sprooch geschéien, mä dass dat anescht ers gewicht gi kann, deemno wat fir eng Richtungen ee mécht. Jo zur Dräisproochegkeet, mä eng lwwerleeung iwwer dat, wat Dräisproochegkeet heescht. Dat ass e wesentlechen Aspekt dovun.

An da soen ech ee Wuert, wat den Här Garcia vum menger lwwerrschung scho virdru selwer ugeschwat huet, iwwer de Modell Allet, deen um Fieldche säit 15 Joer gebraucht gëtt als Modell fir a sech auslännesch Kanner, déi hei an d'Land erakommen, wa se net Lëtzebuergesch oder Däitsch kënnen, an engem relativ prezise Modell an déi Sprooch eranzeféieren, fir se duerno erëm ze integréieren an de klasesche System mat deenen anere Kanner zesummen. Dat ass e Modell, deen eng extrem gutt Expérience ass, deen extrem gutt réuséiert ass an deen et och faerdeg bruecht huet, notament am Secondaire classique, vill méi portugisesch Kanner um Fieldchen ze hu wéi dat an der öffentlecher Schoul de Fall ass. Also et kann ee sécherlech hei net vun enger „Eliteschoul“ schwätzen, mä et ass eng Schoul déi wéi déi aner öffentlecher Schoul och hir sozial Missioun huet an déi mat relativ grousser Effikasitéit leeft.

Eng lwwerleeung nach zum Engleschen, well dat an déi ganz Diskussioun vum Sproochesystem hei zu Lëtzebuerg och erapasst. Mir gesinn d'Evolution, déi dobause ronderëm eis d'Sproochen hunn. Mir stelle fest, dass Englesch en ëmmer méi grousst Gewiicht kritt. Et fällt mir schwéier - dem Här Fayot wahrscheinlech och als Franséischproff - dat als fréiere Franséischproff ze soen, mä ech denken, dass mir eis awer wierklech mussen lwwerleeunge maachen ob mir net an eisem Schoulsystem d'Englesch mussen méi fréi am Curriculum vun de Kanner ufänken, net onbedéngt fir hinnen erëm do Schwierigkeeten oder eng Quell méi ze maache fir eng Schouklass net ze packen, mä fir d'Konfrontatioun mat der Sprooch ze hunn, d'Sprooch ze léieren an d'Sprooch ze kennen, well Englesch eng wesentlech Sprooch ass an ëmmer méi Wichtigkeet hei zu Lëtzebuerg an an Europa kritt. Ech menge mir komme fréier oder spéider net derlaanscht dee Wee ze goen.

D'Schoul huet nach ëmmer an eisen Aen eng wichteg sozial Roll. Mir wëllen eng Schoul, eng Primärschoul, wou all d'Kanner zesumme sinn, well wa mir dat net géife maachen, wa mir géifen d'Kanner ausereen huelen an der Primärschoul, dann hätte mir fréier oder spéider ganz sécher eng sozial Fraktur an eiser Gesellschaft, an déi kënne mir eis an dëser Gesellschaft net erlaben.

Mä dat huet awer och eng Rei Konsequenzen. Dat huet an eisen Aen d'Konsequenz, dass mir och schonn an der Primärschoul mat enger Pédagogie vun der Différenciation musse schaffen, well et noutwenneg haut ass a well d'Originé vun de Kanner, hir Kenntniser an hir Basisen déi se matbréngen, extrem verschidde sinn.

Wann ech vu Primärschoule vu fréier, vu virun 30, 40, 50 Joer erzielt kréien, wou et engem Schoumeeschter méiglech war Schüler vum éischte bis d'sechst Schouljoer an darselwechter Klass ze hunn a fir en differenziéierten Unterrecht ouni Problem ze maachen an enger Klass zesummen, da war dat wahrscheinlech déi Zäit méiglech, well mir vill méi eng grouss Homogénéitéit vun deene Klassen haten. Haut hu mir dat net méi. Haut ass déi intern Différenciation sécherlech eng Schwierigkeet an haut muss ee kucke wéi een déi Différenciation an enger an darselwechter Schoul organiséiert kritt, fir dass mir d'Méiglechkeet hu fir jiddfer Kand gerecht ze ginn.

Ech wëll eng Citatioun hei, an dat ass déi eenzeg déi ech maachen, vum SNE virlesien, dee sech och an deene Bericht, déi mir an der Educatiouskommissioun vun deene verschiddene Schoulpartner kruten, mat deem dote Problem auserne setzt. Den Text ass op lëtzebuergesch, ech liesen en einfach vir, dee seet: „D'Hétérogénéitéit vun den Elève verlaangt regelrecht no aneren, neien Unterrichtsmethoden“.

Et kann een net weiderfuere mat Klassen, déi bontgemischt si mat e puer douméierten Eléven, enger Rei méttelméisseg an schwachen, dobäi iwwer 35% Ausländerkanner an e puer sozial Fäll an engem an deemselwechte Klasseverband ze ennerriichten.

An esou enger Konstellation, an dobäi a Klasse vu 15 bis 18 Eléven, och nach differenzierende Gruppenunterrecht wëllen ze fuerdere grenzt u Verrécktheet.

Wat ee sollt versichen, dat ass fir e gutt preparéierte Projet-pilote, am Sënn vun Enseignement modulair, ze starten.

Queesch duerch d'Altersklassen - also klassen-iwwergräifend a jore-siwwergräifend - Niveaugruppen ze schafen an de Sprouchen an an der Mathematik, fir déi schwach Elève besser kënnen ze encadréieren an déi gutt oder ganz gutt Eléven net ze bremsen an ze demotivéieren, mä se systematesch ze fuerderen an ze fördern. Selbstverständlech muss et ouni weideres méiglech sinn dass Elève jee no Begabung, Talent a Progrès am Laf vun der Zäit den Niveau-grupp wiesselen.“

Ech fannen dat wat do gesot gëtt fundamental richtig. Et geet drëm an eise Primärschoulen den Duerchschnitt ze vermeiden, jiddferengem op deemselwechte Wee duerchschnëttlech Educatioun ze ginn. Et geet drëm deene schwachen Eléven op hirem Niveau eng ugepassten Educatioun ze ginn an et geet och drëm déi staark Eléven ze ennerstëtzen, datt si och weider kommen.

Déi Motiounen, déi hei ugeschwat sinn, wéi d'Schoulcyclen, den Teamteaching, d'Zesummenaarbecht vun den Enseignanten - well et ass esou wou ee kann eng extern Différenciation an enger an darselwechter Schoul errechen -, vu Module wéi et hei ugeschwat gëtt, schénge mer déi Thermen, déi Konzepter ze sinn, déi mussen an deenen nächste Joren och an eiser Primärschoul exploréiert ginn. An ech maachen d'Citatioun vum SNE fäerdeg, deen ofschléisst a seet: „Dese System, deen eiser Schoulsituatioun besser ugepasst wär, verlaangt net vu vir era méi Enseignanten“ - dat ass och wichtig -, „mä méi eng grouss Flexibilität vun den Enseignanten, méi a besser Concertatioun vum Léierpersonal an eng besser ofge-

stëmmt Koordination vun de Programm an de Matière.“

Ech hu virdu schonn iwwert d'Elagatioun vun de Programme geschwat. Mir mussen do kucken, datt mer dat wat mer säit 15, 20 Joer an der Politik soen, datt déi Programme musse vereinfacht, élargéiert ginn, och fäerdeg bréngen an d'Realitéit ëmzesetzen an datt mer dat och fäerdeg bréngen durno am Klassesall ze hunn.

Dofir mengen ech, datt mer och musse kucke fir eis aner Moyenen ze gi fir déi Zilsetzung ze errechen. An ech mengen d'Moyene fir déi Zilsetzung ze errechen ass fir ze iwwerkucke wéi een déi Institutionen, déi momentan d'Programmer ausschaffen, kann an de Grëff kréien, fir datt een och déi Zilsetzungen doduerch kritt.

Dofir sinn ech iwwerzeegt, datt eng Professionalisatioun vun Instanzen déi Programmer ausschaffen, souwuel am Primaire wéi och am Secondaire, noutwendeg ass. Am Secondaire, mengen ech, datt ee muss pedagogesch, professionell Cellulé kréieren, déi spezifesch mat där doter Missioun chargéiert ginn, an datt déi national Kommissiounen fir d'Programmer och nach ëmmer do sinn, well si wichtig sinn, an et wesentlech ass, datt d'Enseignanten och un de Programmer kënnen matschaffen. Mä datt esou Kommissiounen méi eng consultativ wéi eng executiv Missioun hunn, dat ass och eppes wat deene Wënsch, vun deene ville Leit déi do vill Aarbecht maachen, entsprécht.

Wat d'Elteren ugeet - ech hunn et scho virdu gesot - hu mir hei zu Lëtzebuerg weineng Traditioun vun der Elterenaarbecht, wat an anere Länner, notament an den angelsächsesche Länner, eng Traditioun ass, datt d'Elteren en Deel vun der Schoul sinn an aktiv, iwwer Elterevereenegungen, iwwer Anciensvereenegungen, un der Schoul participéieren. Dat ass net esou zu Lëtzebuerg, dofir ass hei e speziellen Effort noutwendeg, well déi Participatioun awer, wéi et am pedagogeschem Ëmfeld bekannt ass, eng essentiell Roll ze spillen huet.

Ech weess, dass dat einfach kléngt, mä wann ee mat Eltere schwätzt, da mierkt een, dass et awer an der Realität enorm komplizéiert ass. Déi meescht heibannen hu jo selwer Kanner an hunn och scho mat villen Eltere ronderëm geschwat an ech weess och wéi déi Situatioun fir Elteren ass, déi net einfach ass, fir bei e Schoumeeschter ze goen, well do oft eng gewëssen Distanz ass, well do och heiansdo eng Angscht ass, deemno wat ee seet, wéi e reagéiert a wat fir eng Influenz dat op mäi Kand huet. Dat ass jo dat, wat heiansdo an der Realität d'Schwierigkeet ass, an op där anerer Säit héieren ech jo och vill Enseignanten, mat deenen ech schwätzen, soen: Mä wa mer Elteren an d'Schoul ruffen, da kommen ëmmer d'Eltere vun deenen déi am Fong net misse kommen, well dat déi gutt Schüler sinn, an déi mat deene mer Schwierigkeeten hunn ze schwätzen, dat sinn d'Eltere vun de Schüler déi Schwierigkeeten hunn, an déi kréie mir net erbäi fir mat hinnen ze schwätzen.

Den Dialog ass eppes wat eis evident schéngt, mä wat awer net esou einfach ass ze organisieren. Dofir mengen ech, datt deen Dialog sécherlech nach weider institutionaliséiert muss ginn, sou datt eng Obligatioun vun deem Kontakt op regelméissegem Niveau besteet. Dat ass jo och esou an deene leschte Joren an d'Schoul agefouert ginn an dat muss och, mengen ech, erwidert ginn. Datt dat och bei den Enseignanten, zu engem Deel an hirem Formation continue oder an hirem Formation initiale, als e Bestanddeel vun der Formation do steet. Och Elterenaarbecht ass net eppes wat jiddferen einfach esou aus dem Aarm réselt, dat brauch eng Rei Hiwäiser, dat brauch eng Formatoun a muss also och do ugaange sinn.

An da muss ee kucke fir all méiglech Saachen ze organisieren, fir datt Elteren automatesch an der Schoul participéieren. Ech ka mer do gutt virstellen, an anere Länner ass dat schonn esou, datt ee Konferenzen, Séminairen organiséiert, wou Elteren an Enseignanten zesumme kënnen dohinner goen. Ech ka mer och virstellen datt, am Kader vun der Communauté scolaire, d'Eltere vill méi an d'Schoul erageholl ginn. Dat ass jo an deene Projeten, déi d'Madame Brasseur amgaangen ass auszeschaffen. Et ass ee vun de prinzipielle Punkten déi se wëllt maachen.

Ech ka mer awer och virstellen, datt mat esou ganz einfache Methode wéi déi Zensuren - an dat sidd Dir jo och amgaangen ze maachen, Madame Brasseur -, wou méi Kommentare sollen dropkommen, wou och e ganz anere Suivi soll dropkommen, wou net nëmme just solle Punkte stoen. Datt dat och e wichtige Kontakt ass mat den Elteren, datt op all deene Prüfungen, déi erëm zrëckginn - déi d'Elteren awer liesen -, eng Plaz ass fir Entéten, wou e Kommentar geschriwwen gëtt, wat gutt war, wat schlecht war, wat mist weider geléiert ginn, wou eng Appréciation kënn, déi iwwert dat rengt punktuell erausgeet, fir eng aner Realitéit unzeschwätzen. Alles dat, dat dréit zu dem Kontakt mat den Eltere bāi.

An ech sinn och iwwerzeegt - well ech domat eng gutt Expérience hat, an deiselwecht gutt Expérience och bei villen Eltere konnt héieren -, datt esou eppes wéi dat, wat mer am sechste Schouljoer hunn, déi Tests uniformes déi am sechste Schouljoer gemaach ginn, och e wichtige Punkt ass vun dem Kontakt deen Eltere mat der Schoul hunn.

Wat ass do gemaach ginn? De Passageexamen ass ofgeschafft ginn an et sinn Tester agefouert ginn. Mä d'Tester u sech waren net onbedéngt dat wichtigst. Dat wat wichtig war, dat ass datt eng Obligatioun agefouert ginn ass, datt d'Elteren an d'Schoul komm sinn a sech mat dem Enseignant déi Tester ugekuckt hunn, datt se och d'Meenung vum Psycholog a vum Schoulspekter haten, an datt domat iwwer eng objektiv Basis, wou d'Eltere wosste wou an der Moyenne vun Land hiert Kand do géif stoen, wou et Schwächen hätt, wou et Stärken hätt, an datt déi Diskussioun konnt stattfannen.

Op jidde Fall huet et mir an där Diskussioun als Elteren dee Moment extrem vill gehollef. Ech hunn och nach ganz vill Echoe vun ähnlechen Expérience kritt a sinn och iwwerzeegt, datt d'Introductioun vun esou Tester, mä awer ëmmer verbonnen mat där Diskussioun déi doraus muss entstoe fir datt dat Ganz e Sënn huet, um aneren Ënn vu Schoulcyclen - wa mer vu Schoulcycle schwätzen - och géing Sënn maachen, wou een awer gutt muss oppassen, datt dat elo net erëm zur Promotioun bäidréit, zu neien Tester, zu neiem Stress, mä et awer zur Ouverture, zur Evaluatioun an zur Diskussioun ka bäidroen.

D'Zäit ass e wichtige Faktor hei an der Chamber, mä et ass och e wichtige Faktor an der Schoul. D'Schoul brauch Rou an Zäit fir ze léieren, fir hiren Aufgabe kënnen gerecht ze sinn. D'Schoul brauch eng Zäit bis se de Kanner an de Kanner hirer Familljewelt ugepasst ass. Dat ass och deelweis an deene leschte Jore geschitt, wou Rhythmusen iwwert d'Gemengen, engersäits iwwert d'Etablissementer vum Enseignement post-primaire, ugepasst gi sinn.

Mä ech denken awer, datt fir alles dat wat mer an der Schoul brauchen, all déi Zäit fir den Apprentissage, d'Utilisatioun, den Training,

d'Répétitioun, wat wesentlech Effeten, wesentlech Etappe vum Léiere sinn, mer nach méi Zäit brauchen. Mir brauchen op där enger Säit eng Vereinfachung vun de Programmen, eng Déconcentration vun de Programmen, manner Matière, fir se méi am Fong ze beherrschen. A mir brauchen op där anerer Säit méi Zäit, fir déi manner Matière besser ze beherrschen. Déi zwee Aspekter zesumme bilden a mengen Aen eent, fir eis Efficacitéit vun eisem Unterrecht ze verbessern.

Dofir ass et kloer, datt déi Reflexioun déi ugefaangen huet iwwert d'Schoulzäit, iwwert d'Dageszäit, d'Joreszäit, d'Wochehythme muss weider gefouert ginn. An dat schéngt mer e wesentleche Punkt ze sinn, fir déi Reflexioun, ouni Tabuen, och kënnen unzagoen.

D'Qualitéit ass och en Aspekt vun der Schoul. Mir brauchen eng Schoul, eng Primärschoul, vu Qualität, dat heescht datt mer och Qualitätspersonal brauchen a wëllen. Dofir denken ech, datt et och wichtig ass, datt mer haauptsächlech déi Akzenter setzen, vum Recrutement a vu brevetéiertem Personal.

Dat ass natierlech schrecklech einfach hei op der Tribün gesot an ech weess wéi schwéier datt dat an der Realität ass, an datt dat do eng vun de Froen, eng vun den Herausforderunge vun der Zukunft ass.

Da kënn nach dobäi, datt déi Erausforderung do nach eng ganz aner Problematik mat sech bréngt. Wann een nämlech kuckt wéi vill Enseignanten - quasiment 200 fir de Primaire an 200 fir de Secondaire d'Joer - mer misste rekrutéieren, wa mer all déi Besoinen, déi mer kréien, mat brevetéiertem Personal wëllen ofdecken, dann heescht dat an anere Wierder, wann ee weess datt mer ongeféier 1.000 Primaner hunn, datt mer quasiment 40% vum Effektiv vun alle Primaner, déi all Joer aus der Schoul erauskommen, wa mer eis Schoul mat brevetéiertem Personal wëllen uerdentlech un d'Fonctionnéiere kréien, missten an den Enseignement rekrutéieren. Wat awer fir eist Land keng evident Situatioun ass, an dat weess jiddferen.

Dofir ass et e Risendéfi vun eise Schoulen an dofir muss ee sech Gedanke maachen iwwert de Recrutement, wéi, wien, iwwert den Asaz vun deene Leit, déi an der Schoul sinn, déi ee momentan huet.

Dat ass ee vun de wichtige, ganz sensibelen Themen, déi een och muss ugoen. An da mengen ech, datt een och direkt muss kucken datt déi Leit, déi qualifizéiert sinn, déi een huet, déi Expérience hunn, och esou agesat ginn an deene sensibele Klassen, zum Beispill am éischten an am sechste Schouljoer.

Ech fannen et net gutt, an dat ass och sécherlech de Gemengen hir Responsabilitéit, datt mer am éischten an am sechste Schouljoer, a Classes d'appui, a schwéiere Klassen, onbedéngt dat jonkt Personal, dat och gutt seng Aarbecht mécht, Chargés de cours, déi sécherlech och gutt hir Aarbecht maachen, asetzen, mä datt mer op déi sensibel Klassen awer probéieren och brevetéiert, qualifizéiert Personal ze kréie mat enger Erfahrung.

D'Qualitéit vum Enseignement ass och d'Qualitéit vun der Organisation vun der Schoul. Dofir si mer der Meenung, datt de Schouldirekter oder de Schouladministrateur, wéi een en och ëmmer wëllt nennen, eng wichtig Position an Zukunft an eise Primärschoule ka kréien. E soll responsabel si fir d'Organisatioun, e soll Projets d'école initiéieren a géréieren, e soll Kontakt mat den Eltere kënnen hunn an e soll och Kontaktperson mat de Gemengenautoritéiten an de Schoulautoritéiten am grouss Ganze sinn. E soll och den Inspek-

teren erméigleche sech op hir essentiell pedagogesch Missioun ze konzentréieren. Och dat dréit zu engem Deel zu der Qualitéit vun der Schoul bāi.

Dann zum Postprimaire: Och do, an et ass vu mengem Virriedner gesot ginn, brauche mer en differenziéierten Unterrecht. Mir brauchen eng Schoul déi jiddfer Eenzelne gerecht gëtt. Dofir brauche mer eng Schoul, déi Differenziatioun virgesäit. An dat ass jo och eng eminent politesch Diskussioun, déi vill an deene leschte Jore gefouert ginn ass, déi och iwwert d'Notiounen wéi Tronc commun oder wéi Gesamtschoul gefouert ginn ass, ouni datt ëmmer déi Termen, wa se gebraucht gi sinn, kloer definéiert waren.

D'Fro stellt sech wéi séier déi Differenziatioun muss geschéien, woubäi een och nach ëmmer muss wësse wat d'Differenziatioun och hei erëm am Term heescht. Ech hu virdu vun der Primärschoul geschwat, wou ech mengen, datt eng Differenziatioun och do scho verschiddelech noutwendeg ass, andeem mer awer d'Kanner zesummen halen.

(Interruption)

Här Zanussi, selbstverständlech gëtt et an de Primärschoulen déi Expérience. Et si verschidde Gemengen déi Expérience vum Teamteaching maachen, schonn aner Saachen organiséiert hunn, an dat ass och gutt esou, an ech mengen, déi Konklusiounen, déi mir an enger éischer Etapp doraus zéien, sinn och relativ positiv.

Mä wann ech elo op d'PISA-Etüd zrëckkommen an ech kucken d'Resultater vu PISA, well dat jo en Deel vun der Diskussioun war, an ech probéieren emol ze kucke wien dann elo wat fir eng Resultater huet, da soen ech: Bei deene Länner, wou esou Tronc commun existéieren, obwuel Tronc commun nach ëmmer net Tronc commun ass, ass et Finnland dat jo relativ gutt Resultater huet. Dat ass méi wéi eng Kéier gesot ginn. Et ass Schweden dat op véierterer Plaz vu 15 läit, et ass Dänemark dat op der aachter Plaz vu 15 läit, an dann ass et Portugal dat op der 14. Plaz vu 15 läit, wann ech vun Tronc commun schwätzen.

Wann ech dann aner Länner huelen déi déi klassesch Opdeelung hunn, da stellen ech fest datt do Éisterräich op fénnefter Plaz vu 15 läit, a wann ech Däitschland kucken, wou mir jo e geméischtere System hunn, da stellen ech fest datt Länner wéi Bayern, wann ech se géif op d'europäesch Moyenne héichrechnen, och op fénnefter Plaz vu 15, dat heescht op enger gudder Plaz europäesch géiffe leien, an op der leschter Plaz Däitschland läit, wou par contre Hessen eng ganz aner Plaz, déi lescht, am däitsche System huet.

Ech wëll awer net ze vill doraus schléissen. Ech wëll soen, bei där doter Diskussioun muss een nu wierkelech op déi vereinfacht Soluatiounen, déi vereinfacht Konklusiounen, déi een doraus zitt, oppassen, well wa mer alles hei kucken, da beweist et sech, datt keng esou vereinfacht Konklusiounen doraus ze zéie sinn. A wann ech da Länner wéi Irland kucken dat dat zweet vu 15 ass, da stellen ech fest datt mer do e System hunn, deen zwar all Kanner zesummenhält an deene selwechte Gebaier, mä deen am Kader dovunner eng Wiel vun de Fächer organiséiert an och pro Fach eng Wiel vun den Niveauen organiséiert. Dat heescht, e probéiert sech op déi do Aart a Weis ze adaptéieren op all Kand.

D'Konklusioun, déi ech doraus zéien, zumindest déi, déi d'CSV doraus zitt, datt ass, datt mer net direkt fir e Modell vun Tronc commun a Gesamtschoul sinn, wann dat heescht datt an dräi Joer alles soll zesummen an ondifferentiéiert sinn, mä datt d'Schoul an eisen Aen an deenen nächste Jore sécherlech duerch Terme wéi Fle-

xibilität, déi Transitiounen erlaabt, an Differenziatioun wäert gepräegt sinn.

An zwee Punkten, déi eis elo ganz kloer als wesentlech erschéngen, dat ass, datt mer der Meenung sinn, datt all Kanner scho sollen, mindestens am Cycle inférieure, an deene selwechte Schoulgebaier sinn. Do hu mer jo eng Rei Experience gemaach. Wann ech elo den Aline Mayrisch kucken, wou dat esou ugelaft ass a bis elo kee Problem war, do waren éischter zefriddenstellend Resultater. Wann ech och de Lycée vu Mamer kucken, deen esou geplangt ass, datt ass zu Bouneweg - an den Här Sonnen setzt heibannen - jo och esou gewiescht. Dat ass um Fieldchen säit ëmmer esou gewiescht, ouni datt et e Problem war an den Transitiounen. Extrem vereinfacht och e Beispill duerch de Fait datt d'Privatschoulen e ganz sozialt Engagement an deem Sënn kënnen hunn.

(Interruption)

D'Méiglechkeet dann, niewent dem Fait datt all Kanner an engem Gebai solle sinn, vun der Aféierung vu verschiddene Coursen op verschiddene Niveauen. Virdrun hunn ech schon d'Aféierung vun enger éischter an enger zweeter Sprooch ugeschwat. Et kann een dat och fir aner Coursen iwwerleeën. Dat erlaabt eng besser Upassung, dat erlaabt besser Transitiounen.

An dann deen allerwichtigste Punkt vum Lëtzeburger Schoulsystem, denken ech, ass eng Reflexioun iwwert d'Motivatioun an eise Schoulen. Et ass den Zentralpunkt vun all System, dee muss fonctionnéieren, och vun der Schoul. Oft feelt d'Motivatioun an der Schoul. Eng Constatatioun déi ech aus ville d'Gesprécher maachen, ob dat elo mat fréiere Berufskolleegen oder esouguer mat Schüler ass. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Enseignanten alleguer demotivéiert sinn, sécherlech net. Mä wann ech eise System analyséieren, da muss ee feststellen, datt awer eng gewisse Rigiditéit, eng Onflexibilitéit dran ass, a sécherlech ass dat net motivatiounsfördernd.

Pedagogesch Engagementsaarbecht ronderëm d'Schoul, schwéier Tächen déi een an der Schoul iwwerhëlt, sinn net ëmmer unerkannt an deene Systemer déi mir elo hunn. D'Formation continue ass net onbedéngt eng zousätzlech Valeur am Curriculum vun engem Enseignant, an d'Participatioun an de Projeten och net ëmmer. Eise System, d'Permutatioun, d'Promotioun ass haaptsächlech ëm d'Anciennetéit momentan opgebaut.

Bei de Schüler ass et esou, datt, wann ech mat de Kolléeg vu menger Kanner schwätzen, mer ganz oft eng Diskussioun hunn iwwert d'Punkten. Eng Diskussioun „Op 30 schaffen, dat geet jo duer“. Dat ass fir mech keng motivant Haltung. Wann ech och kucke wat a PISA niewent der Analys ass, wou iwwer Punkte geschwat gëtt, da stellen ech fest, datt eng schrecklech interessant Fro doranner besteet fir d'Kanner ze froen, ob se vill mat hiren Elteren doheim géinge schwätzen. Do kënt dann eraus, datt 44,1% vun de Kanner soen, si hätte ganz vill Diskussiounen mat hiren Elteren, datt och 84,6% vun de Kanner soen, datt se zesumme mat hiren Eltere géingen um Dësch setzen, iessen, an do och mat hinne schwätzen. A wann da gefrot gëtt, an dat fret d'PISA-Etüd, wat gëtt da geschwat, da lëschtgerweis kënt als eng vun den Haaptäntwerten, datt 47,2% vun de Kanner mat hiren Elteren iwwert d'Schoulresultater, d'Punkte schwätzen, an net iwwert d'Inhalter, wat an der Schoul geléiert gëtt, mä iwwer „wéi vill krut ech an der Prüfung“ an net „wat hunn ech geschriwwen“. Dat ass signifikativ fir eise System an ass net ganz motivant. Motivant wär iwwert d'Inhalter, iwwert d'Begeescherung vun

deem wat ee léiert ze schwätzen. An do ass och de Kärpunkt vun deenen Iwwerleeungen, déi mer musse maachen.

(Interruption)

Wéi kréie mir d'Motivatioun an d'Schoul eran? Här Asselborn dat ass richteg, et ass zu engem Deel wéi an der Politik.

Ech sinn iwwerzeegt, datt ee vun de wichtige Punkte fir d'Motivatioun an d'Schoul eranzekréien dee vun der Schoulautonomie ass. Autonomie bréngt Responsabilisatioun, an Autonomie net nëmme an dem organisatoreschen, net nëmme am finanzielle-budgetären, mä och am pedagogeschen, och iwwert d'Schoulprojeten. Dat beinhalt dann eng ganz Rei vu Saachen. Dat beinhalt a mengen Aen, datt de Rekrutement vun den Enseignanten an deene verschiddene Schoule muss nei iwwerluecht ginn, net méi onbedéngt ka just op der Anciennetéit baséieren, mä op anere Kritären. Well et schéngt mer ganz einfach d'Basislogik ze sinn, wann een e grouse Projet mécht, ech soen elo emol iwwer Sport an de Schoulen, Sportsklassen an esou weider, datt dann och déi Enseignanten, déi an déi Schoule kommen, Leit sinn, déi eng Ahnung dovun hunn, déi dat interesséiert, a wou et logesch ass, datt déi an där Schoul Schoul hale wou esou e Projet ass, an net an enger anerer Schoul wou en anere Projet ass, wou se manner kompetent dofir sinn. Also ass doriwwer och, mengen ech, op jidde Fall eng Iwwerleeung ze féieren.

Autonomie soen ech dann net nëmme vun den Direkteren, mä zu engem Deel eng Autonomie vun der Schoulgemeinschaft, well Autonomie Responsabilisatioun bréngt, a well Responsabilisation Motivatioun bréngt, och eng Deelautonomie vun der ganzer Schoul gemeinschaft vun alle Schoulpartner. Autonomie muss duerch administrativ Moyenen an duerch Formatioun zur Autonomie begleet ginn. Mä Autonomie mengen ech awer geet nëmme an der grousser Transparenz. An Transparenz kann een nëmme errechen duerch regelméisseg Evaluatioun an duerch regelméisseg Contrôle. Dofir sinn ech der Meenung, datt déi national Tester, déi an deene leschte Joren agefouert gi sinn, an déi och nach erwidert ginn op 5ième, 3ième, 9ième, 11ième, scho wichtig sinn, well se jiddfer Kand erlaben ze wësse wou et net nëmme an senger Klass steet, well dat ganz oft net aussagekräfteg ass, mä datt et weess wou et an der nationaler Moyenne do steet a sech selwer kann evaluéieren, an domat seng Orientatioun vu sech selwer och vereinfacht. Dobäi ass et wesentlech, datt déi Resultater transparent a kloer sinn. Evaluatioun ass noutwendeg, Evaluatioun vun de Schüler muss am grouse Ganze gemaach ginn op eng Aart a Weis, wou net nëmme eng normativ Evaluatioun ass, wou net nëmme Punkten ofgezu ginn, mä wou et eng formativ Evaluatioun ass, déi u jiddfer Eenzelnen ugepasst ass a wou se och motivant ka si fir weider ze schaffen.

Evaluatioun, denken ech, muss sinn, well Evaluatioun leeschtungs-fördernd ass. Si muss just positiv sinn a si muss dem Kand gerecht ginn. Si muss Orientéierung kënnen erlaben.

Evaluatioun och vun den Enseignanten. Eng formativ Evaluatioun vun den Enseignanten. Eng Evaluatioun, déi am Kader vun der Schoulautonomie geschitt, déi an Teemaarbecht ka geschéien, déi Formatioun continue beinhalt, Formatioun continue déi a mengen Aen eng Obligatioun an ee Recht muss sinn, mat der Zilsetzung fir jiddfereen, deen do schafft, et nach besser kënnen ze maachen.

Eng Evaluatioun awer och vun de Schoulgebaier hire Projeten, eng regelméisseg Evaluatioun. Och international Evaluatiounen vun eisem Schoulsystem nom Modell PISA sinn a mengen Aen noutwendeg.

Ech sinn iwwerzeegt, datt am Interne vun dem Fonctionnement vun eiser Schoul d'Notioun vu Motivatioun ëmmer méi muss erreecht ginn.

Niewent der Anciennetéit, ech hunn et virdrun scho gesot, sollen och Engagement an Initiativ an eise Promotiouns- a Permutatiounssystemer hir Plaz fannen. Pädagogesch Engagement, Aarbecht ronderëm d'Schoul, d'Acceptatioun vu schwéieren Tächen, Kontakt mat Schüler an Elteren, Formatioun continue, pädagogesch Projete mussen doranner hir Plaz hunn. An deem Kontext ass och eng Reflexioun iwwert d'Tächen noutwendeg, zum Beispill iwwer Koeffizienter. Haut hu mer jo vill Koeffizienter, loosse mer et emol esou ausdrécken, haut hu mer héich Koeffizienter ganz oft bei héije Klassen, bei Première wou wëssenschaftlech vill gefuertert ass a wou eng grouss Virbereedungsarbecht bei den Enseignanten ass, a manner héich Koeffizienter bei Klassen, déi pädagogesch méi erausfuertend sinn. Ech mengen, datt bei deene Koeffizienter déi pädagogesch Valeur vun de Klassen, déi pädagogesch Aarbecht, déi ganz schwéier ass bei manner wëssenschaftlech fuertend Klassen, muss an Zukunft méi an de System mat agerechent ginn, muss méi accentuéiert ginn.

Des Weideren ass et wesentlech, datt am Kader vun där doter Diskussioun all déi Aarbecht considéréiert gëtt, déi virun an déi no de Schoulstonne gemaach gëtt. D'Schoul ass net eriwuer wann et bis geschellt huet. D'Schoul ass net eriwuer wann d'Schouldier opgeet. E wichtige Deel vun der Schoul fänkt dann un, deen Deel, deen de kontinuierleche Kontakt fördert zwëschen Schüler an Enseignant, de kontinuierleche Kontakt zwëschen Enseignant an Elteren, deen eng Noutwendegkeet an der Schoul ass.

An deem Kader wollt ech froen, wéi wäit d'Educationministesch mat deenen Aarbechten ass, déi am Regierungsprogramm virgesi sinn iwwert déi ganz Reflexioun vum Perimeter vun der Missioun vun den Enseignanten?

D'Ganzdagsschoul. Dat ass och esou eng grouss Diskussioun. Fir d'CSV, soen ech ganz kloer, kann d'Ganzdagsschoul eng Alternativ sécherlech sinn, mä mir sinn awer der Meenung, datt d'Ganzdagsschoul net allgemeng an net obligatoresch sollt sinn, well wa se allgemeng an obligatoresch wär, géif dat villes an eisem soziale Liewen, wat haut wichtig ass, futti maachen. Se entsprécht och sécherlech net dem Familljeliewe vun enger ganzer Rei Familljen, déi sech kënnen a wëllen anescht organiséieren.

D'Ganzdagsschoul soll a kann ee ganz flotte Modell sinn, dee fir ganz vill Famillje villes bréngen kann. Mä wat heescht et a wéi soll een et maachen? Och dat ass eng wesentlech Fro.

Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg, wann ech dann dorobber dierf zrëckkommen, gemengt, datt mer kënten dee System, notament do wou mer responsabel sinn, also fir d'Primärschoulen esou organiséieren, datt mer bei jiddfer Quartier a bei jiddfer Primärschoul e Foyer ouvert an e Foyer scolaire géingen dohinner setzen, wou all Kanner, déi et wëllen, kënten niewent der Schoul dohinner goen, do versuert ginn - mä dat ass jo net de wesentlechen Deel -, awer och pädagogesch Hëllef kréien, deen Encadrement kréien, dee wichtig ass, deen hinne ka schoulesch an och nach an hirem normalen Développement weider hëllefen.

Ech denken, datt dat e Modell ass, esou wéi een d'Ganzdagsschoul

ka gesinn. Dat Ganzt jo dann an enger Hand an zwar an der Gemenghand, an déi Diskussioun, ob et elo d'Education nationale ass an d'Famille, stellt sech guer net, well et ass hei d'Gemeng déi et an de Primärschoule kann organiséieren an et an enger Kontinuitéitlechkeet kann organiséieren déi Sënn mécht fir de ganze System. Et gëtt esou Modeller an der Stad Lëtzebuerg, mä sécherlech probéieren och nach aner Gemengen dat ze realiséieren, mä ëmmer als Optioun, Optioun, wou awer elo quasiment 40% vun de Kanner déi am stater Schoulsystem sinn op irgendeng Manéier vun deenen Offeren, déi do gemaach ginn, profitéieren.

An da mengen ech och, datt ee kann am Kader vun der Schoulautonomie higoen a Projete vun der Ganzdagsschoul am Postprimaire erméiglechen, mä, wéi gesot, dat muss ee kucken, wéi een dat dann organiséiert am Kader vun der Schoulautonomie. Et si jo scho verschidde Gebaier déi aner Programmer, aner Horairé sech eraus gewielt hunn, no aneren Horairé fonctionnéieren. D'Ganzdagsschoul kann ee sech och virstellen, datt se am Kader vun där Autonomie an engem oder dem anere Gebai organiséiert gëtt.

An da kommen ech zum Schluss, fir ze soen, datt ech probéiert hunn hei eng Rei Iddien, eng Rei Konzepter ze développéieren, eng Rei déi sécherlech net komplett ass.

En résumé wëll ech soen, datt PISA eng Etüd ass, déi Resultater bruecht huet, déi sécherlech seriö ze huele sinn, datt mer hei eng Schoul wëllen, déi kannergerecht ass an déi jiddfer eenzelne Kand gerecht gëtt an domat Diversificatioun an de System vun der Primärschoul, vum Post-primaire erasetzt; datt mer eng Schoul wëlle wou geléiert gëtt, wou geschaff gëtt a wou och Zäit ass fir ze léieren a fir ze schaffen. Dat heescht Programmer rekonstruieren, dat heescht awer och déi Methoden, déi mer hunn, esou iwwerschaffen, datt Kreativitéit an Imaginatioun eng Selbstverständlechkeet ginn. Dat heescht weider, datt mer eng Schoul wëlle wou Autonomie a Responsabilitéit grouss geschriwwen sinn, wou Evaluatioun an Transparenz eng Normalitéit sinn. Datt mer eng Schoul wëllen, déi net ophält wann d'Schell geet a wou d'Kanner Orientatioun an Hëllef fannen, eng Schoul, déi prioritär sech ronderëm d'Kand orientéiert.

Ech soen Iech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux-Stehres huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo 13 an en halwe Mount hier datt d'PISA-Etüd virgestallt ginn ass, am Dezember 2001, an ech hat eigentlech deemools gemengt dee PISA-Schock, dee wär salutare, dee géif Bewegung bréngen an d'Schoulreformen, besonnesch eng Ministesch, déi sech d'Bildungsoffensiv an de Fändel geschriwwen hat, déi géif doraus Energie a Motivatioun schöpfe fir dann och déi Bildungsoffensiv hei ulafen ze loosse. Mä ech hat mech awer do geiert.

Et ass roueg gi ronderëm d'Schoul. Ech huelen un, dass dat de Ministère och arrangéiert. Alles gëtt jo gemaach fir d'Leit anzuschlofen. Dofir, huelen ech un, bedeelegt Lëtzebuerg sech net un der PISA-Etüd, well dat kënt jo mol erëm Opregung hei am Land provozéieren, wann déi géif erauskommen. A wann ech esou kucken, wéi sech esou vibereet gëtt op déi nei PISA-Etüd, da gëtt jo alles gemaach fir dass mer do e bësse besser ofschneiden. Et geet also drëm fir Rou ze schafen. Ech weess awer net ob et duergeet

nëmme Window-dressing ze maachen, well ech denken, dass d'Problemer hei am Land vill méi esecht sinn an dass d'Situatioun aner Mesuré verlaangt.

Ech wëllt hei awer och soen, dass d'Chamber hir Aarbecht an deem Dossier net gemaach huet. Et läit kee Rapport hei vir zu esou engem wichtige Débat, ee Rapport wou ee sech géif aussernee setze mat deene villen Aussoen, déi hei am Hearing am Abréll gemaach si ginn. Dat kann een elo interpretéieren wéi ee wëll, entweder hat kee Loscht e Rapport ze maachen, ech mengen zwar, den Här Garcia hat Loscht, mä et hat kee Loscht fir hie Rapporteur ze nennen.

(Interruptions)

Op där anerer Säit ass et och vläicht esou, dass d'Majoritéitsparteien net eens sinn iwwert déi Politik déi soll an der Regierung gemaach ginn an dass dat eng Ur-saach kënt si firwat dass kee Rapport do läit. Mä ech loosse déi Spekulationen op der Säit, dat bréngt eis jo elo hei net weider. Ech hu just héieren, dass anscheinend eng Motioun soll komme vun de Majoritéitsparteien. Déi, déi circuléiert ass virun haut, déi ass alldéngs esou vague an déi seet alles an näischt. Si setzt keng Prioritéiten a si widderhëlt wat esou oft schonn hei an där Chamber an och op anere Plaze gesot ginn ass.

Ech mengen, mä ech sinn awer méi nei an deem Dossier, dass eigentlech deen Text « Demain l'école », deen énnert dem Marc Fischbach erauskomm ass, schonn eng komplett Opléschung gemaach hatt vun de Schwéierpunkter, vun den Objektiv vum der Schoul, wéi ee misst dorun erugeen, mä den Här Fayot seet mer, scho laang virdrun wär dat alles do gewiescht. Et war also alles gesot. Alldéngs feelt et un der Emsetzung. A wann elo eng Motioun géif kommen, wäert Dir Iech jo net wannere wa mer déi, déi do circuléiert ass, net géife stëmmen. Par contre wëllt ech am Laf vu menger Interventioun Motiounen zu präzise Punkte virleeën. Ech erkläre och firwat mer net eng Motioun mat enger allgemenger Reform vun der Schoul dohinner leeën, well ech perséinlech hunn et jiddefalls sat, dass jiddfereen hei seng Visiounen entwéckelt wéi eng Schoul kënt ausgesinn an dass mer an deene Visiounen esou grouss sinn, dass mer mat deene klenge Schrëtt, déi mer wëlle maachen, net dorun erukommen. Ech mengen, dass eis Schoul konkret Mesuré brauch, fir dass mer fir d'Kanner, fir d'Elteren, fir d'Land weiderkommen.

Mä dee Rapport, deen et also net gëtt, deen hatt awer kënnen e Constat zrëckhalen iwwert den Zoustand vum Bildungswesen zu Lëtzebuerg. En hatt eis erlaabt och dat Positiiv an eisem Schoulsystem vläicht festzehalen, wéi zum Beispill d'Villsproochegkeet, déi mir jo scho laang praktizéieren, mat méi oder manner Gléck, mä déi awer neierdengs en Objektiv ass vun Europa, wat déi aner Länner elo probéieren unzestriewen.

Alldéngs hatt de Rapport och missen déi negativ Punkten zrëckhalen. Mir hunn en immens héijen Taux d'échec an der Schoul. 20% vun de Jugendleche verlossen d'Schoul ouni Diplom, ouni Qualifikatioun. Eis Schüler kënnen dat geléiert Wëssen net uwenden oder schlecht uwenden. Eis Schoul combléiert déi soziokulturell Defiziter vum Elterehaus net. Ganz krass gesot hânt den Erfolleg an der Schoul zu Lëtzebuerg net vun der Intelligenz vum Kand of, emol net vu sengem Fläiss, mä vum soziale Milieu aus deem et kënt. An dat ass net eng nei Erkenntnis, dat huet d'Magrip-Etüd an de 70er Jore scho ganz kloer beluecht.

Dee Rapport, deen et net gëtt, hatt misse Prioritéiten a mengen Ae festleeën an de Punkt maache wou mir stinn, well eigentlech, wann ech ëmmer déi Rieden hei lauschteren, an och op anere Plazen, gëtt

et jo awer e Konsens iwver verschiddenen Aktiounen, déi mir fir d'Schoul zu Lëtzebuerg misste maachen. Emol éischtens Kompetenzen definéieren, déi d'Schoul soll vermëttelen, d'Programmer entlaaschten, Methoden ausschaffen, pedagogesch Methoden, d'Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a vun de Léierinnen, d'Weiderbildung obligatoresch maachen, Projets pilote évaluéieren a se wëssenschaftlech begleeden.

A wéi steet et da mat deenen Aarbechten? D'Kompetenzen definéieren, déi d'Schoul soll vermëttelen? Ech weess net, wou dat definéiert gëtt. Ech héiere just d'Ministesch soe mir misste back to basics. Ech huelen un, dass dat also déi Kompetenze sinn, déi si definéiert huet. Ech bleiwe bei menger Meenung, dass dat e bësse kuerz gegruff ass. Ech muss och soen, wann ech dat hannerfroen, schonn eleng beim Liesen, well wat heescht liesen, dat heescht jo net, dass ee Wieder, Buschtawe kann uneneestrecken, dat heescht jo dass ee Lieser sech ka mat engem Text auserneesetzen, dass hien e kann interpretéieren, dass hien e kann analyséieren an hie verlaangt vum Lieser e ganz komplex Mobiliséiere vu verschiddene Fäegkeeten a Kompetenzen. Datselwecht ass mam Schreiwen. Et soll een eng Postkaart kënnen schreiwen, e Rapport, eng Dissertation oder eng Ried fir an d'Chamber. Deen einfache Slogan do, fir ëmmer ze soe mir mussen liesen a schreiwe léieren, mir geet dat net duer als Definitioon.

Deen zweete Punkt. D'Programmer iwwerschaffen an déi sollen dann délestéiert ginn, méi einfach, méi kleng gemaach ginn. Anscheinend kruten d'Programmkommissionen och déi Aufgab. Meng Fro ass: Wou si se drun? Wat krute se als Aufgab? Wou sinn déi Moyenen, fir dass se där Aufgab kënnen gerecht ginn? Wéi bauen déi Kompetenze mat an hir Programmerrücksiicht mat eran? Wou ass déi fächeriwwergräifend Kommissioun, déi dem Ganze géif eng Kohärenz ginn, fir dass dat net e Puzzle gëtt, wou erëm jiddferen a sengem Eck e Programm zesummebastelt?

Wéi ass et mat der Reform vun der Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen? Elo hu mir jo e Projet Uni Lëtzebuerg. Zwar gesinn ech, dass den ISERP doranner soll oppoen an da gëtt et eng Diskussioun anscheinend, ob d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen sollen dräi oder véier Joer ausgebild ginn. Ech brauch hei net nach eng Kéier ze soen, dass mir der Meenung sinn, dass ee soll véier Joer ausbilden, mä anscheinend gëtt et do awer keen Accord an der Regierung. Mä wat sinn d'Inhalter vun der Lehrerausbildung a wéi gliedert dat sech an an déi Hierarchie Bachelor, Master an esou weider?

Dat si lauter Froen, wou ech keng Äntwert drop weess, mä vläicht gi mir dat jo alles haut gewuer. Ech wëll och net héieren, dass dat ënert d'Kompetenz vun engem anere Ministère fällt, well da muss ech hei nach eng Kéier soen, dass ech dat lamentabel fannen, dass zwee Ministeren sech déi Kompetenzen do deelen.

Dann déi obligatoresch Weiderbildung vun den Enseignanten. Hei hu mir eng Motioun gestëmmt, dass dat soll geschéien. Firwat ass dat dann net gemaach ginn? Firwat maache mir dann en Débat hei, wann déi Saachen, déi mir hei decidéieren, net geschéien? Wou ass dann dat Konzept dovunner? Ech héieren, ech liesen an ech weess, dass dat och esou ass, dass e ganz grouss Ugebot besteet u Weiderbildung, an dass d'Enseignanten och ganz gutt dovun profitéieren. Mä gëtt et dann e Konzept? Ka jiddferen sech säin Hobby eraussuchen, wat hien do wëllt an der Weiderbildung maachen, wou een awer weess an der Zwëschenzäit gëtt et awer Literatur genuch, fir dass Weiderbildung eigentlech nëmmen e Sënn mécht,

wa se sech an e pädagogesch Ensemble abett a wann net een Einzelnen eppes léiert, mä dass dat Répercussiounen huet op eng Equipe an op en Team.

Projet-pilote ze evaluéieren an ze begleeden: Véier Punkten huelen ech eraus, mä déi Lëscht ass endlos. Déi nei Fibel: Elo säit enger gewëssener Zäit héiere mir am Hierscht géif déi nei Fibel generaliséiert ginn. Ech weess zwar net wéi een Hierscht - an dat gehéiert eigentlech och net zu menger Fro -, mä et schéngt awer esou ze sinn, dass elo déi éischt nei Fibel säit Joer getest ginn ass an dunn ass fonnt ginn, déi wär awer net esou gutt, an da gëtt elo eng zweet nei Fibel ausgeschafft an déi gëtt getest.

Elo hunn ech awer héieren an engem Reportage op der Televisioun, dass elo erëm en neie Grupp vun Enseignanté sech mat der éischter neier Fibel beschäftegt an déi dann test an der Schoul. Wann ech dat elo richtig verstinn, da ginn et also elo dräi Zorte vun Alphabetisatioun: déi eng mam Simalabim, déi zweet mat där éischter neier Fibel an déi drëtt mat där zweeter neier Fibel. Dat wär jo elo en interessant Experiment fir dat begleeden ze loosse vun engem Comité scientifique, deen da géif kucke wéi eng Method dann déi beschte Resultater huet. Dat wär jo eng eenzeg Chance. Meng Fro ass: Geschiit dat?

Zweete Punkt: Dat éischt an dat zweet Schouljoer kann ee jo elo a verschidde Projets pilote an dräi Joer maachen. Dat gëtt et scho während enger Rei vu Joren. Verschidde Gemenge praktizéieren dat. Esou wäit ech weess sinn déi Modeller net all d'selwecht. Verschidde Gemengen organiséiere sech e bëssen anescht, déi eng leecher déi schwieriger zesummen. Enfin, et gi verschidde Modelle fir dat ze organiséieren. Meng Fro ass: Wou ass den Accompannement scientifique dovunner? Wéi ee Modell ass dee beschten? Sinn déi Modeller gutt, fir dass ee se ka generaliséieren am ganze Land? Si se vläicht esou gutt, dass een dat kann ausdehnen op dat drëtt a véiert Schouljoer, well wann ee kann déi éischt zwee Schouljoren an dräi Joer maachen, da gesinn ech awer am Fong net a firwat mir déi Flexibilitéit net an deenen anere Schouljoren offréieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Eng drëtt Fro zu de Sproochen. Mir wëssen, dass mir eng Chance an e Problem hu mat eiser Villsproochegkeet. Dat gëtt jo hei ëmmer erëm betount. Da misst also eng fundamental Reflexioun iwwert den Enseignement vun de Sproochen zu Lëtzebuerg stattfannen. Ech denken och, dass dat geschitt. Ech kenne jiddefalls perséinlech e ganze Koup Leit, déi sech domadder beschäftegen.

Ech war elo am Hierscht op engem Séminaire deen organiséiert ginn ass vum Ministère zesumme mam Conseil de l'Europe hei zu Mondorf zu Lëtzebuerg - du has och kee groussen Déplacement -, an dat ass iwwert de Portfolio européen des langues gaangen. Ech muss soen, ech hunn dat immens interessant fonnt. Ech krut och ganz vill Dokumentatioun mat. Et ware vill interesséiert Enseignanten do an ech hat d'Impressioun, mä ech sinn awer kee Spezialist, dass dat en Instrument kéint sinn, fir dass mir eis en Outil ginn op eng differenziéiert Manéier Sproochenunterricht hei zu Lëtzebuerg ze maachen, well et eis géif erlabe verschiddenen Niveaux de compétence am Liesen, am Schreiwen an am Verstoe festzeleeen an et géif eis eng Flexibilitéit gi fir en differenziéiert Sproochenunterricht net nëmmen am Secondaire technique, mä an allen Unterrichtsorden hei zu Lëtzebuerg bis an de Secondaire ze offréieren. Meng Fro ass: War dat elo eng Eintagsfliege oder gëtt dorunner geschafft? Ginn

et do Scientifique, déi do e Konzept ausschaffen?

Dee véierte Punkt, deen ech hei wollt huelen - mä wéi gesot, ech erspieren lech all déi aner -, ass de Modularunterricht an ech hunn elo just héieren, ech menge vum Här Wiseler, dass dat jo kéint eng interessant Pist si fir en differenziéierten Unterricht. Elo hu mir e Modularunterricht am Régime préparatoire. Meng Fro: Gëtt dat dann och evaluéiert? Ech héiere Rumeuren, déi ech net kann novollzéien: Dat wär net esou positiv an et géif och dru geduecht gi fir dat erëm ofzeschaffen, well dat deene Schüler näischt géif bréngen. Mä um Gottes bittes Wëllen, wa mir lauter Projet-pilote maachen, da kommt mir evaluéiere se dach. Mir loosse d'Leit dach net riets a lénks ronderëm lafen, Saache mat vill Energie a vill Enthusiasmus an d'Welt setzen an dann herno verlafe se am Land. D'Leit si frustréiert. Et bréngt der Schoul näischt. Ech weess net firwat dat gutt ass.

Ech weess a jiddferen heibanne weess, dass Schoulreformen nëmmen laangfristeg Effeten hunn, an dass ee Minister net responsabel ass fir dee ganze Schoulmiserie hei zu Lëtzebuerg, mä mir bräichten awer e Minister als Kapitän, e Pilot deen d'Richtung ugëtt an dee sech net verzettelt a lauter Aktiounen, déi dorëmmer am Sand verlafen. Ech mengen, dass et Mesuré ginn, déi kuerzfristeg kënnen en Effet hunn an dat ass, vu dass d'Erkenntnis vun der wëssenschaftlecher Literatur jo weist, dass ee Kanner soll fréi fördern - dat ass iwwerall e Konsens -, well se do am réceptivitéit si fir nei Stimulien a well am jonken Alter déi meescht kulturell Désavantages nach kënnen ofgebaut ginn, wat herno vill méi schwéier ass, wann d'Kanner méi al sinn.

Dat géif also heeschen, dass d'Education précoce misst generaliséiert ginn. Mir ware fir déi Education précoce, mä et ginn awer nach ëmmer 46 Gemengen déi se net hunn. Dat heescht net, dass d'Kanner müssen dohinner goen, mä a 46 Gemengen hei am Land hunn d'Kanner déi Méiglechkeet guer net. Frühförderung heescht och, dass bei jonke Kanner, dat heescht also Spillschouls- a Primärschoulskanner, eng pädagogesch Betreuung nientend den traditionelle Schoulstone misst offréiert ginn an der Schoul, well et do mat deem meeschte Succès méiglech ass sozial Defiziter aus der Welt ze schafen.

Déi Offer u Betreuung nieft der Schoul ass net noutwenneg fir dass d'Kanner versuergt ginn - wéi hei esou oft gesot ginn ass - oder fir dass d'Mammen hir Rou hunn oder dass se kënnen schaffe goen an, wéi dann och nach béis Zonge soen, fir dass se kënnen bei de Coiffeur goen, wann d'Kanner da gutt versuergt sinn. Et ass falsch fir ze mengen dat wär just e Confort deen een den Eltere géif bidden. Mir brauchen eng pädagogesch Betreuung vun de Kanner nientend der Schoul fir déi Kanner déi defavoriséiert sinn, fir deenen d'Kultur méi no ze bréngen, fir deenen nei Ureegungen ze ginn, déi se dohem net fannen. Dat ass e pädagogesch Konzept.

Dat ass fir d'Chancéglaicheit hei am Land ze garantéieren an net fir d'Bequemlechkeet vun den Elteren, wéi hei an Aussoe gesot gëtt. Wann ech héieren, dass d'Ministesch d'lescht Kéier gesot huet dee Besoin géif et net an alle Gemenge ginn an op där anerer Säit misst ee Fräizäit a Schoul vun eneen trennen, dann ass dat menger Meenung no e falsch Konzept, well et geet drëm Förderung vun de Kanner an deene Stonnen ze maachen an net iergendwelche Larifari.

Ech hunn och an deem Sënn, Här President, eng Motioun eraginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que les résultats de l'étude PISA (program for international student assessment) présentés le 6 décembre 2001;*

- *considérant que le Luxembourg affiche des résultats très faibles par rapport aux autres pays de l'OCDE;*

- *considérant que seuls 1,7% des élèves ont atteint le niveau de compétence le plus élevé, contre 10% en moyenne dans les autres pays;*

- *considérant que 35,1% des élèves se situent au niveau de compétence le plus bas, ce qui est le double de la moyenne des autres pays de l'OCDE;*

- *considérant que la situation socio-économique des élèves a une forte influence sur les performances des élèves et que le système scolaire luxembourgeois ne parvient pas à combler les déficits des enfants issus de milieux défavorisés;*

- *considérant que les élèves ne sont pas suffisamment en mesure d'appliquer leurs savoirs;*

- *considérant que avec un pourcentage de 1,63 d'étudiants le Luxembourg se situe en deçà de la moyenne de 2,5% des pays de l'Union européenne;*

- *considérant qu'il faut procéder à une remise en question fondamentale des savoirs que l'école doit transmettre;*

- *considérant qu'il faut définir les compétences que l'école doit développer chez les enfants et les jeunes;*

- *considérant qu'il faut développer les méthodes pédagogiques y adaptées;*

- *considérant qu'il faut doter le pays des outils d'évaluation et d'accompagnement scientifique de la pratique enseignante;*

- *considérant qu'il faut réformer la formation des enseignants conformément aux objectifs ainsi définis;*

- *considérant que ces réformes ne porteront leur fruit qu'à moyen et long terme;*

- *considérant qu'il est établi que pour réagir contre l'échec scolaire, il faut scolariser les enfants le plus tôt possible et intervenir de manière différenciée;*

invite le Gouvernement

- *à généraliser l'enseignement précoce dans toutes les communes du pays;*

- *à réunir au sein d'un même ministère les compétences de l'organisation scolaire et celles concernant la prise en charge des enfants en-dehors des heures de classe;*

- *à développer en collaboration avec les communes un concept d'accompagnement pédagogique des enfants en-dehors des heures de classe;*

- *à rendre obligatoire dans toutes les communes une offre d'accompagnement pédagogique qui restera facultative pour les parents;*

- *à prendre en charge cet accompagnement selon les mêmes modalités que l'enseignement proprement dit.*

(s.) Mady Delvaux-Stehres, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Da ginn et annoncéiert Reformen. déi awer anscheinend net esou richtig lafen. Ech schwätzen do iwwert d'Schoulgesetz vun 1912.

An der Regierungserklärung steet jo, dass eng grondleegend Reform géif gemaach ginn. Dat ass allerdings och net einfach. Ech kann net matschwätzen, well d'Parlament ass jo aus deenen Diskussiounen an deene Konsultatiounen, déi do lafen, ausgeschloss. Ech hu

just ee Punkt an deem Zesammenhang, well dee méi an der Öffentlechkeet diskutéiert gëtt, an dat ass Schoul a Partner. Déi Zesummenaarbecht vun de Partner an der Schoul soll jo och am Gesetz geregelt ginn.

Et ass jo esou - an ech mengen och do sinn d'Pädagogen an d'Wëssenschaftler d'accord, dass et sénnvoll ass -, dass d'Schoul an d'Famillje sollen zesumme schaffen, fir dem Kand eben déi beschtméiglech Chancen ze gi fir sech ze entwéckelen, vu dass d'Erzéiung eppes Ganzes ass, wou d'Elteren an d'Schoul müssen zesumme schaffen.

Ech mengen awer, dass et ganz ënnerschiddlech Virstellungen driwwer gëtt wat déi Verbindung vu Schoul a Famillje soll ausmaachen. Geet et drëm d'Elteren als Hilfslehrer auszubilden, fir dass se d'Schoul an deem Sënn stützen? Geet et drëm Elteren ze organiséieren fir Fräizäit a fir Geld ze beschafe fir d'Schoulfester, oder wëllt een d'Elteren an d'Entscheidung mat abezéien déi an der Schoul geholl ginn? Well et ass jo oft esou, dass eng Schoul definéiert wat eng Betreuung ass.

Der Schoul hiert Objektiv ass et Kanner ze hunn déi gutt an der Schoul funktionéieren, fir dass se e Maximum kënnen léieren. D'Elteren hu jo oft eng aner Vue vun hire Kanner, si kucke méi déi ganz Perséinlechkeet a kënnen sech mol virstellen, dass momenterweis d'Schoulresultater net esou wichtig si wéi déi perséinlech Entwécklung vun dem Kand.

Ech weess also net wéi eng Participatioun hei ugestriift gëtt, mä mir schéngt et, dass et wichtig wär dass déi zwou Parteien eppes dobai bréngen an dass net deen een deem anere virschreift wat en ze maachen huet.

Also eppes muss ech awer hei lass ginn. Also, d'Ministesch seet eis jo ëmmer, wéi wichtig déi Roll vun den Elteren an der Schoul wär, mä wann dat sech awer drop beschränkt den Elteren ze soe si sollen hir Kanner héiflech a pünktlech an d'Schoul schécken a si misste Respekt hunn, wann dat de ganze Message ass, da weess ech net wat dat soll. De Message huet sech an der Zwëschenzäit schon esou verengt, dass et duergestenge Kanner fënnef Wieder bäizebréngen, fir dass se an der Schoul kënnen iwwerliewen, an dat sinn: Moien, Addi, Merci, wann ech gelift a...

■ Une voix. - Pardon.

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - ...Pardon.

Neen, dat gëtt net geléiert. Ech hu gesinn, dass enzwouch anescht Campagné lafe wou d'Kanner sech net sollen alles gefale loosse, mä ech wëllt dat elo net duerchernee geheien. Mä et si jo nach aner Wieder, déi een eventuell misst wësse wann een an d'Schoul geet.

Mä wat dee Bréif ubelaangt, deen am September un d'Eltere vun de Kanner vum éischter Schouljoer gaang ass, do muss ech soe weess ech net wat dat soll. Well déi Elteren, déi souwisou hir Kanner pünktlech, héiflech, a respektvoll erzunn hunn, fir déi ass dat jo bal eng Beleidigung, déi wëssen dat jo souwisou, dat huet jo kee Wäert. An ech weess net ob da bei deenen aneren Elteren, déi, déi dat dann net géife maachen, ee Bréif duergestert fir hinnen dat bäizebréngen.

Ech hunn awer an deem Bréif eng Offer vun der Schoul un d'Eltere vermësst. Ech weess, dass mer hei am Juli oder am Juni e Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Regularisatioun vum Inspektorat. Et war elo kee grousst Gesetz, et war fir ze soen, d'Inspektore solle regional organiséiert ginn an da sollen all déi Servicer, déi eng Hëllef an der Schoul solle sinn, wéi de SREA, Service de Guidance, CMP an

esou weider eng gemeinsam Adress, eng Ulafstell kréien, wou d'Eltere kënnen higoen wa se Hëllef, e Rotschlo an en Interlocuteur brauchen.

Dat ass hei eestëmme gestëmmt ginn, jiddferee war der Meenung dat wier eng gutt Saach. Et ass och gesot ginn et muss nach virun der Vakanz gestëmmt ginn, well dat muss am Hierscht ulafen. Do hat ech mer geduecht, de Minimum wär dass an deem Bréif un d'Elteren op d'mannst eng Telefonsnummer oder eng Adress géif stoe wou se sech kënnen hiwenden, wa se an der Schoul géife Rot sichen. Awer neen, do hat ech mech op eppes Falsches gefaasst gemaach.

Da gëtt et nach ee Punkt dee mer ganz vill Suerge mécht, an dat ass wéi mer géint de Mangel u Qualifikatioun vun de Jugendleche reagieren. Ech brauch jo net drun ze erënneren - d'Madame Reding huet dat elo kierzlech an engem Top-Thema gemaach -, dass 20% vun de Jugendlecher eis Schoul ouni Diplom an ouni Certificat verlossen.

An da wëll ech drun erënneren, dass am Mee 1999, um Sommet zu Lissabon, d'Stats- an d'Regierungschefen vun der EU decidéiert hunn, d'Zuel vun deene Jonken, déi d'Schoul ouni Diplom verlossen, bis 2009 ëm d'Halschent ze reduzieren. Et ass also en Engagement wat d'Regierung geholl huet a wat, mengen ech, och positiv ass. Deemoos huet d'europäesch Kommissioun och festgehalten dass d'"lutte contre l'échec scolaire est au coeur de la réforme de l'éducation". Dës Deklaratioun ginn ëmmer erëm an allen europäeschen Texter widderholl, an ech denken dass eis Unterrichtsministesch deem zu Bréssel net widderprächt.

(Interruption)

D'Regierungserklärung vun 1999, déi dréit och nach Spure vun där do Absicht fir d'Lutte contre l'échec scolaire, do heescht et nämlech: „Le Gouvernement entend faire des efforts particuliers afin de mettre en place une véritable offre d'école de la deuxième chance, présentant un concept de prise en charge psycho pédagogique permettant un nouveau départ dans une scolarisation souvent difficile, en tenant compte des problèmes individuels qui peuvent se présenter.“

Mä och hei froen ech: Wat geschitt an der Praxis? Wou ass déi Ecole de la deuxième chance? Ech liesen an der Äntwert déi d'Ministesch dem Här Loes op eng Question parlementaire de 25. Juni 2002 ginn huet, dass se punktuell Initiativen opzielt, déi a vereenzelte Schoule lafen, a verschidde Modullen, an an der Berufsausbildung géifen och Stagen ugefouert.

Ech hat mer ëmmer ënner Pédagogie de la deuxième chance ee ganzt Konzept virgestallt. Et heescht jo psycho pédagogique, d'Prise en charge vun der ganzer Persoun.

An da schreift d'Ministesch: „La construction d'une école de la deuxième chance, regroupant dans un établissement ces jeunes en difficultés, n'est donc pas envisagée.“ Dat ass also an Opposition mat der Regierungserklärung déi seet, dat géif gemaach ginn.

An dann, wat déi Objektiv ugeet, ass se och ganz virsichteg an der Formulatioun, well do heescht et: „Le Ministère pourra être en mesure de se rapprocher à moyen terme des objectifs du sommet de Lisbonne“; dat ass pour le moins virsichteg. Dat ass also hei net déi enegesch Aktion fir kloer, prezis, chiffriert Objektiv ze erreechen. Ech denken dass d'Regierung awer och misst hir Engagementer anhalen an dofir hunn ech och an deem Sënn nach eng Motioun eraginn, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant la décision des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union européenne au sommet de Lisbonne de réduire d'ici 2009 de 50% le nombre de jeunes sans diplôme et sans qualification qui quittent l'école prématurément;*

- *considérant que la lutte contre l'échec scolaire doit être au cœur de toute réforme de l'éducation;*

- *considérant que ce combat est primordial pour construire une économie durable, une société stable et une démocratie à laquelle chacun puisse participer;*

- *considérant qu'au Luxembourg 20% des jeunes quittent l'école sans diplôme;*

- *considérant que les réformes de programme et de méthodes, qui commencent à être esquissés, ne profiteront guère aux jeunes actuellement en situation d'échec;*

- *considérant la déclaration gouvernementale qui annonce la mise en place d'une «véritable offre d'école de la deuxième chance présentant un concept de prise en charge psycho pédagogique permettant un nouveau départ dans une scolarisation souvent difficile, en tenant compte des problèmes individuels qui peuvent se présenter»;*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place une offre de pédagogie de la deuxième chance;*

- *à faire rapport annuellement à la Chambre des Députés en présentant une évaluation de cette offre.*

(s.) *Mady Delvaux-Stehres, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jos Scheuer, Marc Zanussi.*

Also dat war dann emol d'Opzielung, déi ech awer hei net ganz sënnerlech gemaach hunn. Mä ech stellen dann awer fest, dass jiddfereen no Reforme rufft, seet dass et néideg ass dass esouger e Konsens iwwer verschidde Saache kënn gemaach ginn. A wat kréie mer dann offriert? E Gesetz zur Finanzéierung vun de Privatschoulen.

(Interruption)

Ech wëll direkt soen, dass ech hei kee Plädoyer géint d'Privatschoulen halen, ech denken net drun. Ech hunn einfach e Problem domat, dass an engem Moment, wou mer vun alle Säite bescheinigt kréien, dass eise Schoulsystem net den Uspréich vun haut a vu muer entsprécht, an enger Zäit wou ze vill jonk Leit d'Schoul ouni Diplom verlossen, wou all d'Länner ronderëm Efforte maache fir méiglechst vill Kanner vun enger Generatioun op en Niveau Bac ze bréngen, si mir zu Lëtzebuerg op 28%. Just als Zil, als Visioun: Finnland huet 70% vun de Kanner vun enger Generatioun op engem Niveau Bac a si hunn nach eng besser Qualitéit vun Unterrecht.

An enger Zäit wou mer misste probiere fir qualifiziert Personal zu Lëtzebuerg auszebilden, well mir jo awer dat qualifiziert Personal an d'Ausland siche ginn, mat all deene Problemer déi dat mat sech bréngt; an enger Zäit wou mer nëmme 1,63% vun enger Generatioun op der Uni hunn, wou d'Moyenne an Europa 2,5% ass; an zu Zäite wou Generatiounen vun immigréierte Kanner hei sacrificéiert ginn, déi nëmme an eise Schoulen en Echec erliewen; an da schwätze mer parallel vun Integriatioun an Zesummeliewen.

An engem Moment also wou d'öffentlech Schoul all eis Efforte géing brauchen, wou all Effort misst concentréiert gi fir déi ze verbesseren, do presentéiert d'Ministesch eis e Projet de loi fir d'Privatschoulen ze finanzieren. Ech fannen dat, éierlech gesot, komplett demüüwend. Deen déposéiert Projet provozéiert dann natierlech e Sträit

zwësche Privatschoulen an öffentleche Schoulen, zwësche Verfechter vun deenen engen an deenen aneren, dat ass jo normal.

Dee Sträit hätte mer jo de Moment an eise Misère am Fong net néideg. A wat mech am meeschten erfieret, dat sinn d'Argumenter déi vun de sougenannte Verteidiger vun de Privatschoule benotzt ginn, an ech zitieren e Bréif, deen Der wahrscheinlech alleguerte krut, an ech muss soen, wann dat den Effet vun deem Projet de loi ass, da si mer awer wierklech um Holzwee.

Dat ass en Här, deen ass Professor an engem öffentleche Lycée an ass Papp vun drai Kanner déi an d'Waldorfschoul ginn. Dat ass jo alles säi gutt Recht, an hie schreift och ganz richtig, an ech mengen och jiddfereen ënnerschreift dat: „Erziehung muss mehr denn je dem Kind dazu verhelfen seine Individualität in Freiheit, Selbstbestimmung und Verantwortung zu entfalten und dabei seine eigenen Fähigkeiten und Talente zu entwickeln“. Ech mengen dat wier effektiv d'Objektiv vun der Schoul an eppes wat mer alleguer kënnen ënnerschreiw. Mä da seet hien „dass sich Erziehungs- und Unterrichtskunst in einem Klima der staatlichen Gängelung und Gleichmachelei, trotz gutem Willen und lobenswerten Reformen, nicht entwickeln kann“. Op néng Säite beschreift deen Här, deen Papp a Professor ass, dann den öffentleche Schoulsystem, deen de Besoinë vun de Kanner net gerecht gëtt, deen hirer Individualitéit keng Rechnung soll droen, déi géif mat verstëbste Bicher a Programmer schaffen, iwwer staatlech Gängelei.

Ech mengen net dass et esou an der öffentlecher Schoul ass. Mä ech stellen awer fest, de Bréif do, dat ass ee vun deene villen Hëlleferrufen, endlech der öffentlecher Schoul déi Reformen zoukommen ze loossen déi se brauch, de Gemengen déi Ennerstëtzung ze ginn, finanziell a konsentuell, dass se kënnen eng Prise en charge vun de Kanner niewent der Schoul organisieren, den Unterrecht an der Schoul esou flexibel ze maachen, dass d'Kand seng Individualitéit a Fräiheet - ech zitieren - „Selbstbestimmung a Verantwortung“ kann entfalten.

Ech hunn Angscht, dass d'öffentlech Schoul, déi déi grouss Majoritéit vun alle Kanner hei am Land ophëlt, déi se begleet an déi se forméiert, déi öffentlech Schoul, op déi mer ëmmer esou stolz waren an déi déi wichteg Aufgab huet all Kanner zu engem Maximum vu Chancen ze verhëllefen an hir Potentialitéiten ze entwéckelen, dass déi öffentlech Schoul vernoleisseg gëtt an ech hätt gären, dass déi öffentlech Schoul esou effizient gestallt gëtt, dass se net ugesi gëtt als en zweete Choix, mä als éischte Choix vun den Elteren a vun de Kanner hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn hunn ech nach eng Motioun hei déposéiert.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- *considérant que la société luxembourgeoise, avec 37,6% de résidents étrangers, a besoin d'une stratégie d'intégration;*

- *considérant que l'école publique est un élément essentiel de cette stratégie;*

- *considérant que tous les enfants de partout se côtoient et apprennent à se connaître et à se respecter à l'école publique;*

- *considérant que c'est au sein de l'école publique que les enfants acquièrent le système linguistique, donc aussi le Luxembourgeois;*

- *considérant que face aux carences de l'enseignement luxembour-*

geois, constatées par l'étude PISA, il importe d'investir dans l'éducation de tous les enfants;

invite le Gouvernement

- *à présenter dans les meilleurs délais les projets permettant un enseignement différencié et une prise en charge de tous les enfants selon leurs besoins au sein de l'école publique;*

- *à retirer le projet de loi 5029 modifiant la loi du 31 mai 1982 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement postprimaire privé.*

(s.) *Mady Delvaux-Stehres, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jos Scheuer, Marc Zanussi.*

Ech soen lech merci fir d'Noleschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Delvaux. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, ech iwwerreechen lech heimat eng Motioun.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *considérant que seul un système de „tronc commun“ dans l'école publique (öffentliche Gesamtschule), réunissant tous les élèves jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, peut parer à court terme aux graves inégalités sociales qui distinguent le système scolaire luxembourgeois face à la plupart des autres systèmes scolaires;*

- *considérant que seule une telle politique volontaire remplit les conditions nécessaires pour permettre un épanouissement de toutes les ressources humaines dans notre pays et pour créer les bases d'une formation supérieure sur une échelle beaucoup plus vaste en préparation de l'Université de Luxembourg;*

- *considérant que ce tronc commun doit être accompagné de mesures massives de soutien à tous les élèves, à commencer par les classes d'âge les plus jeunes qui doivent être accompagnées par plusieurs enseignants, ceci notamment dans le but de pallier aux problèmes linguistiques spécifiques au Luxembourg;*

invite le Gouvernement

à instituer un groupe de travail devant préparer toutes les bases légales à l'institution d'un tronc commun progressif dans les conditions sus-mentionnées avant la fin de l'année 2003.

(s.) *Serge Urbany, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.*

■ **M. le Président.** - Den nächsten Orateur ass d'Madame Agny Durdu. Madame Durdu, Dir hult d'Wuert.

■ **Mme Agny Durdu (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech zu deser Orientéierungsdebatt d'Wuert ergräifen, da brauch ech jo net méi weider ze erklären wat d'PISA-Etüd wor. D'Virriedner hunn et méi wéi eng Keier ënnerstrach. Ech wollt nach just drun erënneren, datt et sech bei der Evaluatioun vu Kanner gehandelt huet vu 15 Joer an datt desen Test an deenen 32 OECD-Länner duerchgefouert ginn ass an datt par rapport zum Ausland eist Land an all Schoulgebaier matgemaach huet. Am Ausland war dat net onbedéngt de Fall. Zënter dem 6. Dezember 2001 ass et och kee Geheimnis méi, datt Lëtzebuerg weess wéi et do steet an där Etüd, nämlech himmelschreiend schlecht. Datt an eise Schoulsystem esou muenches net géif klappen hat meng Partei virun de Wahlen ugeprangert a gesot. Nozeliesen ass dës an eise Bildungspabeier vun deemoos, e Pabeier, deen deemoos wéi haut näischt u senger Richtegkeet verluer huet.

(Interruptions diverses)

Ee Pabeier, deen eng ganz Rëtsch vun neien a wichtige Weeër an der Educatiounspolitik opgezeecht huet. E groussen Deel vun dese Virschléi gouf dann och vun där neier Regierung a vun där neier Educatiounsministesch iwwerholl an huet och domat bewierkt, datt mat oder ouni PISA-Resultater oder Rapport no dese Kommissiounsaarbechten e frëschen Elan an eise Bildungsmilieu ze spieren ass. Dofir huet sech och eis Educatiounsministesch duerch d'PISA-Resultater net aus dem Konzept bréngt geelooss, obwuel esou gutt si wéi eis Partei entsat waren iwwert d'Ausmoos vun de Resultater.

Panik maachen, Här President, ass garantiert net de richtige Wee, fir aus eise Schoulsystem eng beschtméiglech Bildungsinstitutioun ze maachen. Dofir kann ech eiser Regierung an der Educatiounsministesch nëmme gratuléieren, datt si et virgesinn huet op de Wee vum kontinuierleche Schaffen ze goen, besser wéi wa se op e chaotescht Asetze vun irgendwelche Gremien zrëckgegraff hätt.

Genau esou wichteg ass et awer, datt endlech jidderee sech agesteet, datt mir Reforme brauchen wa mer eng Schoul vum Erfolg wëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wor fir eis als Kommissioun wichteg ze héiere wat déi eenzel Schoulpartner zu der Schoul a méi speziell zur PISA-Problematik ze soen hätten. Fir dee beschtméiglechen Iwwerbléck ze gewannen hate mer als Kommissioun decidéiert, déi nämlech Interlocuteren zrëckzebehalen an ze ruffen, respektiv schréfflech ze invitéiere Positioun ze bezéien, wéi beim éischten Débat d'orientation iwwert d'Schoulen. Et huet eis wichteg geschéngt d'Positiounen vun deemoos mat deenen heitegen ze vergläichen, au cas pour cas, an eventuell feststellen, wou gëtt et Evolutionen, wou hunn d'Positiounen sech geännert. Aus deem Grond eraus hate mer dann och d'Madame Basseur an d'Kommissioun invitéiert, fir gewuer ze gi wéi wäit déi gestëmmt Motioun, déi beim Débat d'intégration zrëckbehalen gouf, ëmgesat ginn ass.

Doriwwer eraus hate mer aus Däitschland den Här Baumert vum Max-Planck-Institut invitéiert, deen eis d'Analys vun der Etüd PISA aus sengem Bléckwénkel duergeluecht huet. Et war dës en excellenten Exposé, deen alle Kommissiounsmembere vill bruecht huet. Ech wollt och vun hei aus de Merci vun de Kommissiounsmembere ausdrécken un all déi Privatpersounen, déi mat invitéiert wore Positiounen ze bezéien. Merci fir hir Positiounen, hir Iwwerleeungen, hir Ureegungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, andeems ech dann elo der Plénière d'Froen an d'Äntwerten erläutere, déi mer als Kommissioun gestallt haten an analyséiert hunn, wëll ech an engens analyséiere wat des Koalitioun gemaach huet, respektiv wou et nach ze schaffen gëtt. Ouni irgendinger Konklusioun wëlle virzegraife vun iergendingem heibannen, soen ech eng Saach awer ganz kloer an daitlech. Et ass onméiglech all déi Feeler a Mësstänn, déi sech an deene leschte Jorzéngten an eise Bildungssystem erageschlach hunn, an enger Legislaturperiod auszeraidieren.

Ech kommen dann elo zu deenen eenzelen Froen, mat deene sech d'Kommissioun befaasst huet an déi ech a fënnf Themekreesser wollt erëmginn.

Déi éischt Fro ass déi vum Organisations-PISA-Test iwwerhaapt. Et besteet kee groussen Zweiwel dorunner, datt d'Organisatioun vun der PISA-Etüd net an alle Beräicher perfekt wor. All Schoulétablissemment wor et fräi iwwerlooss den Test esou ze organiséiere wéi en et fir gutt befonnt huet. Leider muss

een im Nachhinein feststellen, dass zum grossen Teil, es gut ist. Die Lehrenden sind Schüler, die die Wichtigkeit des Tests erkannt haben, weil sie es erklären können, dass es verschiedene Gebiete der PISA-Test hat. An der Prüfung haben sie die PISA-Test erklärt, es ist bald die Prüfung, die sie kennen, die sie auf dem Bus gehen.

Ech mengen, et kann ee 15-jährige Schüler net de Reponse machen, dass ennter des Emstänn e gewëssene Grad u Motivation gefeelt huet, emsou méi wa se och nach gesot kruten, et zielt net, et gi keng Punkten.

Op deser Plaz wollt ech dann och nach zwou Remarque maachen, déi vu Syndikat respektiv vun aneren Auteurs opgeworf gi sinn. Dem SEW, der APESS an dem Schülerdikat no ass des Test vun de Besoinen, vun den Economien aus deene verschiddenen OECD-Länner darümoos markiert, dass fir si eng Schoul eenzeg an eleng do ass fir d'Kanner en fonction vun der Wirtschaft auszubilden. Sollt deem esou sinn, wollt ech eppes kloer stellen.

An eise Schoulsystem war et nach ëmmer esou, dass d'Schoul ganz sécher op de Beruff virbereede soll a muss, mä d'Schüler mussen awer och genau sou vill eng zolidd Allgemeinbildung mat op de Wee kréien, an ech gleewen och kaum, dass des Regierung vun dem Konzept wëllt ofwäichen. An als beschte Beispill wollt ech d'Reform vun der Division supérieure am Enseignement secondaire zitieren, wou d'Schüler e Programm zur Verfügung hunn, deen hinnen et net nëmmen erlaabt de wirtschaftlechen Ufuerderungen nozekommen, mä gleichzäiteg kréie se esou e Bagage u Connaissance générale mat op de Wee.

Et ass wouer - dat ass déi zweet Remarque, déi mer gemaach kritt hunn -, dass déi Aart a Weis wéi d'Froen an d'Systematik vun de jeeweilige PISA-Froen gehale goufen, eisichter dem angelsächsische Schoulsystem entsprach hunn. Wann een awer engem Expär wéi dem Här Baumert Glawe schenke kann, dann ass dat keng Excuse fir déi schlecht Resultater déi mir hunn. Firwat hien dat esou gesäit, wäert ech nach méi spéit a mengem Exposé analysieren.

éi zweet Fro, déi mer eisen Interlocuteur gestallt hunn, war déi: Huet eis sproochlech Situatioun en Afloss op d'PISA-Resultater gehat? Do woren eis Interlocuteurs sech all eens a si woren sech och bewusst, dass eise Multilinguismus a Relatioun steet mat de Resultater. Wann an all deenen anere Länner d'Kanner all d'PISA-Tester, respektiv hir Schoulausbildung an hirer Mammesprooch maachen, esou trifft dat hei zu Lëtzebuerg net zou. Vun de Kanner aus Immigrationsfamilien ass emol gewosst, dass déi hir Ausbildung net an der Mammesprooch maachen. Mä och fir d'Lëtzebuerg stëmmt dat emol net, well weder däitsch nach franséisch sinn eis Mammesprooch.

Considérerieren ech awer d'Aussoe vun de Schoulpartner vun haut a vum deene vu virun dräi Joer, da steet eppes fest: Kee wëllt op dese Multilinguismus renoncéieren. Deemo sinn also déi Konklusionen, déi mir aus dem Débat d'orientation vun 2001 gezunn hunn, nach ëmmer richtig a mir mussen se dann och emsetzen.

Wat gëtt an deem Beräich a puncto Sproochen da geschaff? Lëtzebuergesch gëtt allgemeng als Langue véhiculaire betruecht a par conséquent och als Langue d'intégration. Des Approche soll laut eisen Interlocuteur beste bleiwen, fir dass Net-Lëtzebuerg Kanner déi beschméiglech Chancen an eise Schoulsystem kréien a gleichzäiteg mat der däitscher Sprooch ufänke kënnen mat deenen anere Kanner. Och e Jürgen Bau-

mer ass der Meinung, dass et extrem wichtig ass dass d'Kanner eng „Verkehrssprache“, wéi hien dat genannt huet, beherrschen, eng Sprooch, déi si esou fréi wéi méiglech léieren a kenne léieren. Deser Opfuerderung komme mir hei am Land och entgéint. Net nëmmen, dass an deem Débat d'orientation virun 23 oder 24 Joer en zweet Spillschoulsjoer, oder soll ech soen en éischt Spillschoulsjoer agefouert ginn ass, mä och de Précoce huet sech als Zil gesat d'Lëtzebuerg Sprooch de Kanner méi no ze bréngen an do vun ennen erop ze probieren all eise Kanner déiselwech Chancen ze ginn. Gleichzäiteg ass de Précoce awer och déi Plaz wou net nëmmen d'Ausländerkanner d'Lëtzebuerg Sprooch léieren, mä esouguer wou d'Lëtzebuerg Kanner d'Sprooch léieren. Well wann ech den Aussoe vu verschiddenem Personal aus dem Léierfach gleewen dierf, dann ass et esou dass esouguer Lëtzebuerg Kanner, ouni dofir e speziellen Handicap ze hunn, mat engem extrem lapidären a lakunären Sproochvokabular an d'Schoul kommen.

De Précoce soll bei de Kanner d'Lëtzebuerg Sprooch, d'Motorik an d'soziaalt Verhale kräftegen an ausbauen. Dat geht emol fir den Ufank am Précoce duer.

An deem Sënn fannen ech et dann och schued, dass mir nach vill Gemengen hei am Land hunn, déi deem Wonsch an desere Erkenntnis net nokommen. Et gëtt och grouss Gemengen hei am Land, déi deem Wonsch net nokommen. Ech zitieren do d'Stad Esch. Besonnesch si, déi jo awer garantéiert eng Populatioun huet, déi aus all mënschéméigleche kulturellen a sozio-ekonomeschen Émfelder zesumme gesat ass, misst dach awer des Struktur offréieren.

An der Spillschoul, zwee Joer duerno, gëtt och nach un der Lëtzebuerg Sprooch gefeilt. Den Educationminister huet zur Genüge didaktisch Material fir d'Vermittlung vun der Lëtzebuerg Sprooch zur Verfügung gestallt.

Eng vun de Schlussfolgerunge vun dem Débat d'orientation iwwert d'Schoul war déi, dass mir d'Däitsch missten op eng aner Aart a Weis enseigner. An dem Kontext ass an der Primärschoul eng nei Fibel agefouert ginn, déi et all Kand soll erméiglechen déi däitsch Sprooch méi einfach ze assimilieren. Déi nämleche Démarché lafe momentan wat déi franséisch Sprooch betrëfft.

Am technesche Lycée, Här President, gëtt dru geschaff fir Konzepter vun der eisichter an zweeter Sprooch anzeféieren. Duerch déi vill verschidde Branchen am Technique ass et net einfach dese Projet ze managen. Op verschiddene Sektoren, zum Beispill der Section commerce et administration, ass et besonnesch schwierig d'Konzept anzeféieren, well grad hei d'Beherrsche vu méi Sproochen fir de spéidere Beruff vu grousser Wichtigkeit ass. Hautdesdags kann ee sech jo kaum vorstellen, dass nach een de Schouloffschloss huet ouni Notionen an der englescher Sprooch ze hunn. Am Secondaire technique gëtt et schon eng Partie Formationen a franséischer Sprooch. A wann Dir lech d'Publikation vun Educationministeren zur Reentrée scolaire 2002/2003 ukuckt, do sti vill Informatiounen dran iwwert déi eenzel Méiglecheeten déi eis Schüler offréiert kréien, fir trotz oder duerch de Multilinguisme zu Lëtzebuerg déi beschméiglech Chancen ze kréie fir d'Schoul mat Erfolleg ofzeschleissen.

Den drëtten Themekrees, deen ech wollt belichten an dee mir mat eisen Interlocuteurs belicht hunn, ass: Ass d'PISA-Etüd en adequat Spigelbild vun eise ganze Schoulsystem? Hei kommen ech dann op déi Fro zréck, déi ech agangs just kuerz ernimmt hat,

nämlech d'Problematik vun dem angelsächsische System vun der PISA-Etüd. Wat wollt de PISA-Test am Fong? Den Här Baumert hat et a klere Sätz ausgedréckt. Et wor esou gutt, dass ech et hei wëll zitieren: „Wie fair waren die Tests? Diese Frage taucht regelmässig auf, wenn Wissenschaftler die Resultate der PISA-Studie vorstellen. Hätte ein anderer Test, der sich eher an die kontinentaleuropäischen Schulsysteme anlehnt, nicht bessere Resultate gebracht? Professor Jürgen Baumert verneint diese Fragen.“

Lesen gehört zur Basisqualifikation bei der Aneignung von Wissen. Wer nicht oder schlecht lesen kann, nimmt weniger oder überhaupt nicht am gesellschaftlichen Leben teil. Er hat keine oder weniger Chancen einen Berufswechsel zu unternehmen und kann weniger gut oder überhaupt nicht mit modernen Medien umgehen. Er hat demnach keine Möglichkeit auf sprachbasierte Weidbildungsangebote zurückzugreifen. In der modernen Gesellschaft wird zudem die Lesekompetenz zunehmend wichtiger. Man muss immer schneller und kompetenter lesen.

Der PISA-Test hat diese Kompetenzen erfasst und war ein gutes Instrument. Ein Gegentest hat gezeigt, dass Personen mit einer erhöhten Lesekompetenz auch höhere Diplome bekommen.

Bei der Mathematik war der Test vom Prinzip her eher auf einem niederländischen Modell aufgebaut. Die neuen deutschen Bundesländer haben etwas schlechter abgeschnitten, aber auch im Großen und Ganzen hat Deutschland insgesamt im Mathematik-PISA-Test schlecht abgeschnitten. Das Gleiche gilt für den Naturwissenschaftstest. Der Test konzentriert sich auf das Prozessverständnis und das Faktenwissen.“

An hei, Här President, kommen dann déi flott Diskussionspunkten, déi och ewell hei de Mëtteg ugeschnidde gi sinn em Wëssen a Kompetenzen, Léiermethoden, Contenus a Programmer. Allgemeng hunn d'Schoulpartner erkannt, dass eis Programmer iwwerluede sinn, dass eis Kanner vill ze vill Kenntniss nëmmen einfach drummen, mä duerno näischt kënnen domat ufänken. Mä et war awer och zum Beispill ee Syndikat, wéi d'APESS, deen drop higewisen huet, dass eis Kanner net genuch géife liesen.

E puer Iwwerleeungen zu „Weniger ist mehr“, „Back to basics“, „Lies, schreibe, rechne“: Des Slogane huet meng Partei lanciert virun an no de Wahlen a se bedeiht am Fong geholl ëmmer nimm datselwech: manner Matière, besser assimilieren an natierlech och gebrauchen.

Wat huet eis de PISA-Test gewisen, respektiv confirméiert? Eis Kanner kënnen mol net méi richtig liesen, dat heescht si kënnen d'Wieder net entzifferen. Wéi solle si dann een Text verstoen an op een Text reagieren an Äntwerte ginn?

Eis Ministesch huet d'ës virun de Resultater vun PISA-Test erkannt. Mä wat sinn et Kritik ginn, wéi si héiflech gesot huet: An der Schoul muss ee liesen, schreibe a reche léieren. Et geht dréms eise Kanner an der Schoul emol dat Essentiell bäizebréngen. Ech ka mech freeen, dass den Här Baumert seet wéi wichtig liesen ass, well ech huele jo un, engem Expär gëtt méi gegleef wéi engem Politiker.

Ech begrëissen dann an deem Beräich d'Initiative vum Ministère, déi bei der Schoulreentrée virgestallt goufen. Mat Recht ass erkannt ginn, dass d'Kanner natierlech net nëmmen an der Schoul mussen liesen, mä och ausserhalb, an dass si dofir awer och Hëllef-

stellung brauchen an dat no dem Motto: Wat liesen da Kanner, wat kënnen se liesen, wou fannen ech Geschichten a wat si Geschichten déi Kanner interessieren? Ech verweisen hei op den Dossier de presse vun der Reentrée scolaire 2002/2003. Am Précolaire kruten d'Elteren eng Lëscht vun adaptéierter Kannerlecture fir den Alter vu véier bis sechs Joer. An dann erënneren ech och hei un d'Budgetdebatten, wou ech op deen décke Posten higewisen hunn, de mer ënner dem Educationminister erëmfannen, nämlech de Poste vun de Schoulbibliotheken am Intérêt vum Postprimaire.

An dem Primärberäich sinn natierlech d'Gemengen eisichter gefuerdert fir hei eng Hand unzepakken. Ech kann lech soen, a menger Schoul leeft esou e Projet, wou mer d'Infrastruktur zur Verfügung gestallt hunn, wou eis Léierpersonal déi Bicher, déi et an de Klasse verdeelt huet, zu engem ganz groussen Teil zesumme gesat huet, a wouduerch et de Kanner soll erméiglecht ginn des Bicher ze fannen, se ze gebrauche während der Schoulzeit an duerno, mat der Hoffnung dass se och nach duerno den Interessen un de Bicher hunn a geléiert hunn, wéi se sech uleeë solle fir wat a wou ze liesen.

Zweet Iwwerleeung: Mat de Schoulpartner hate mir d'Diskussion iwwert d'Sciences-Fächer. D'Fro war déi: Fänke mir domadder ze fréi oder ze spéit un? Et ass heibanne well gesot ginn, dass mir wéinst de Sproochen eng aner Gewichtung an eise Schoulprogramm hunn. Et gëtt nun emol méi spéit mat de Sciences-Fächer ugefaangen. Bei de Sciences-Fächer hu mir awer beim Gesetz iwwert d'Réforme de la division supérieure eng Partie Émännerunge gemaach, notamment déi, d'Spezialisatiounen eisichter unzefänken, well dat de Sciences-Fächer zegutt kéim, déi jo e grouss Pensum u Matière ze verschaffen hunn.

Am Primaire sinn nei Approchen - dat ass dann déi drëtt Iwwerleeung - vum Rechnen ausgeschafft ginn. No eisichten Echoe vun Elteren an Enseignanté schéngt des Approche hire Wee ze maachen.

Véierte Punkt. Mir kommen natierlech net derlaanscht iwwer Programmer ze schwätzen an iwwert d'Noutwendegkeet se emzënnere. Deen, de sech un eise Slogane steiert, ka jo dee franséische Slogan zréckbehalen dee seet: Jeter du lest. D'ës ass eng Meinung, déi vun der Majoritéit vun den Enseignantent absolut gedeelt gëtt. Mä Problemer kommen dann, wann et heescht: Wat fir ee Lest werfe mir dann of? Wat ass Lest? Wat ass keen?

Hei ass et um Ministère fir eng Ligne de conduite ze fixéieren, an et ass un de Programmkommissionen, déi menger Meinung no d'Wichtigkeet vun hirer Mission verkannt hunn, fir intensiv a séier - an ech pochen hei op d'Wuert séier - Ännerungen ze maache wa se néideg sinn. Si mussen Mesuren huelen déi hinnen et erlaben méi effektiv intern ze schaffen, wann dat de Problem sollt sinn. Zum Beispill mussen se da Groupes de travail zesumme setzen. Si brauchen och e Centre de documentation, deen awer leider net esou séier avanciert wéi mir eis dat virgestallt hunn.

Bei der Fro, wat müssen eis Kanner léieren, ass ëmmer erëm déi Thematik vu Wëssen a Kompetenz opgegraff ginn. Et ass falsch des Konzepter géinteneen auszespillen. Dat eent geht nun emol net ouni dat anert. De PISA-Test beweist och, an dat geht dann iwwert d'Wëssen an d'Kompetenz eraus, dass eise Kanner nach eppes feelt, nämlech de Knoblergeesch.

(Interruption)

Sech auserneeetze mat de Problemer.

Och den Här Baumert ënnersträicht, dass ee Wëssen a Kom-

petenz brauch. Et gëllt mat adequate Léiermethoden de Kanner eng aner Approche zum Wëssen ze vermëttelen, awer ouni Effort get dat nun emol net. An et ass, och esou lästeg wéi et kléngt, nun emol néideg, dass wann een eng nei Sprooch léiert, Vokabele léiert, well wann een ufänkt d'Wieder ze begräifen an ze verstoen, kritt ee Spaass un eng Sprooch an et gebraucht ee se. Et ass nun emol kee Meeschter vum Himmel gefall, an och dee beschte Meeschter huet emol eng Kéier kleng ugefaangen. Ier een e grouss Chercheur gëtt, muss een nun awer emol leider och emol d'ABC an d'Einmal-eins intus hunn.

Et gëtt, no dem Här Baumert sengen Ausleeungen, och keen ideale Enseignement-type. Et ass um Enseignement, senger Meinung no, déi richtig Mëschung aus Exposé a Bedeelegungsgeesch bei de Kanner a bei de Jugendlechen ze fördern. De Gout fir den Effort ass net onbeding ugebuer, mä et kann een, wann een d'Leeschtung belount, an dat net nëmmen duerch Punkten, den Effort bei de Kanner ënnerstëtzen, a si gesinn dass et hinne ka Spaass maache fir ze léieren.

Och d'ës huet d'Educationministeresch emol eng Kéier an engem Interview gesot: „Methode mam groussen M, dat gëtt et net“. Mä oh weh, wéi ass se kritiséiert ginn. Mä hei seet awer grad en Expär dat, wat d'Ministesch ewell gesot hat.

Et ass wichtig, dass den Unterrecht d'Kand an de Mëtelpunkt stellt an all Kand geméis senger Méiglecheeten ënnerstëtzt. De PISA-Test beweist leider och nach eppes, wou ech wierklech guer net frou driwwer sinn, dat ass, dass emol net eis gutt Schüler erausstiechen. Redoublementer sinn och net onbedéngt déi beschte Method an et muss een den Echec - dat ass eng Ausso vun engem Expär - vum klengsten Alter u vermeiden. Duerfir sinn dann och Projekte wéi déi vum Teamteaching an déi zweet eischt Schouljoren an dräi ze maache grad esou Konzepter, déi et erméigleche missten eis der Problematik bewusst ze ginn an d'Problemer vum klengsten Alter un ze behiwen an d'Redoublementer ze vermeide fir do derno. D'Madame Minister hat d'Gemengen invitéiert ab deem Schouljoer de Cycle d'apprentissage anzeféieren. Vläch ka si eis emol soe wéi vill Gemengen dann iwwerhaupt deem Appel nokomme sinn.

Véierte Punkt: D'Betreiung vun eise Kanner. Eng Fro, déi mir eisen Interlocuteur gestallt hate war déi, ob d'Relatioun Schoul/Elteren eng Inzidenz op d'PISA-Resultater hätt. Wéi soll d'Rolleverdeelung tëschent Schoul, Elteren a Kanner sinn? D'Meenunge waren net ëmmer unanime, mä eppes konnt een aus engem eisichter Analys vun der PISA-Etüd erkennen, dass ass wouer an all Land, mä besonnesch hei am Land, dass anscheinend d'Kanner aus sozial-ekonomesch schwache Verhältnissen och nach déi Schwächst an de Schouleresultater sinn.

Firwat ass dat esou? Heiriwwer leeft momentan nach ëmmer eng Etüd. Déi hu mir also net zur Verfügung. Mä ouni wëllen desere Auswertung virzegräifen an ouni ze wëssen, wat doraus als Konklusion erausgezu gëtt, mengen ech, kënnen mir folgend Iwwerleeungen awer maachen: Eischtens kënn all Kand an d'Schoul mat engem bestëmter ugebuerener Intelligenz. Zweetens jee nodeem aus wat fir engem Milieu et kënt ass seng Astellung deementspriedend geprægt an et bréngt ewell e bestëmmt Grundwësse mat, wat vläch aner Kanner, deementspriedend vu wou dat se kommen, net hunn.

Équitabilité, Fairness a Chancéglicheit si wichteg Prinzipien, déi sech eis Regierung am Beräich Schoulpolitik gesat hat, Prinzipien un deene si festhält a fir déi si sech

ëmmer erëm nei asetzt. Ob sozial schwach oder sozial staark, ob talentéiert oder net, all Schüler soll déi Ausbildung kréien, déi am beschte fir hien ass, fir datt hie sech an eiser Gesellschaft um sozialen a berufleche Plang kann erëmfinden.

Déi éischt Bezugspersonen, wa mir un déi Dialogfreedegkeet oder un déi Rolleverdeedung tëschent Schoul, Elteren a Kanner denken, sinn a bleiwen d'Elteren. D'Mission vum der Schoul ass et net d'Elteren ze ersetzen. Sécher gëtt an der Schoul niert Rechnen, Schreien a Liesen de Kanner Sozialverhale vermëttelt. Mer fänken dat jo ewell am Précoce un. Mä den Dialog Enseignant/Elteren/Kanner ass einfach primordial an duerfir musse mir dat, esou schlëmm wéi dat engersäits och ass, ebe legal instituieren.

An dësem Kontext wëllt ech dann op zwee Diskussionspunkten agoen, nämlech dee vun den Hausaufgaben an dee vun de Betreuungsstrukturen. Hausaufgabe sollen net gemengt sinn, fir datt d'Elteren doheem d'Plaz vum Enseignant iwwerhuelen a stonnelaang mat de Kanner bei de Bicher setzen. Schoulaufgaben oder Hausaufgaben sollen esou sinn, datt d'Kand léiert op eng selbststänneg Aart a Weis selwer ze evaluieren an ze erkennen, ob et dat begraff huet, wat et an der Schoul gesinn huet, eventuell unhand vun neien Exercicen, ob et dat Wëssen dann och kann émsen an eventuell sech och bewusst ginn, wou et nach Problemer huet. Déi Erkenntnisser, déi d'Kanner hunn, sinn natierlech grad esou wichteg fir den Enseignant, dee sech jo da ka positionieren a senger Klass a gesäit ou le bas blesse.

Et geet net drëm, ob d'Eltere wëllen oder net wëllen, ob si kënnen oder net kënnen mat de Kanner Hausaufgabe maachen, et geet dodrëm, datt si iwwerhaupt emol drop oppassen, datt d'Kanner hir Hausaufgabe maachen. Wann et Problemer ginn, da muss Récksprouch tëschent den Elteren an den Enseignant gehale ginn. Déi allermeescht Gemengen offrëieren an deem Kontext Hausaufgabenhëllef an de Ministère de l'Education nationale iwwerhëlt an de Deel vun de verursaachte Käschten, wann d'Léierpersonal hei aspréngt.

Wann ech elo u Betreuungsstrukture bei de Primärschoulen denken, dann ass deen Débat am Fong geholl hei an der Chamber ewell gefouert, ech wollt en awer just nach eng Kéier an Erinnerung ruffen. D'Schoul als Institutioin gehéiert zum Ministère de l'Education nationale. De Fonctionnement vun de Betreuungsstrukturen iwwerhëlt de Familljeministère an de Bau vun de Strukturen ass Gemengesaach. All Gemeng muss selwer decidieren, ob si Betreuungsstrukture wëllt, ob dat dem Besoin vun der Populatioin op hirem Terrain entsprécht. A wéi ech dësen Text geschriwwen hunn, hunn ech just gehofft, datt de Wëlle vun deene Gemengen, déi dës Betreuungsstrukture baue wëllen, net wéinst der finanzieller Situatioun onméiglech gemaach gëtt.

Wann ech dann awer den Här Wolter gëscht a senger Deklaratioun héieren hunn, wou d'Regierung entscheet huet, datt Gemengenzentralschoule 75% Ennerstetzung kréien, an ech hoffen, datt dat jo dann net nëmme fir d'Schoulgebäuer, mä och fir d'Betreuungsstrukturen ass, da mengen ech misst et all Gemeng hei am Land méiglech si fir dese Besoinen nozekommen, wann d'Populatioin de Wunsch do derno ausdréckt.

Am postprimäre Secteur gesäit et e bëssen anschters aus. Et ginn ewell eng Partie Kantinen, well do geet jo ganz dacks ewell de Problem fir d'Kanner un, déi vum Ministère de l'Education nationale offrëiert a gefouert ginn, mä et feelt eis eppes: Et feelen eis öffentlech Internater! Ausser déi Internater,

déi mir zu lechternach fannen an zu Dikrech, an dann zu Élwen eben an der Primärschoul, hu mir ganz vill Lacunen opzeweisen, wa mir eisen Tissu vum Land kucken. Duerfir freeën ech mech, datt niert dem Bau vum Réidener Lycée och en öffentlech Internat virgesinn ass, mä vill méi géif ech mech nach freeën, wann och nach op anere Plaze vun Internater geschwat géif ginn.

Dat fënneft Kapitel ass dat vun der Evaluatioun. Wann een eppes wëllt verbessern, da muss een emol fir d'éischt wëssen, wou wëlle mir hin a vu wou gi mir aus. A souguer wann ee sech da verbessert huet, muss een nawell sech ëmmer erëm a Fro stellen a sech ëmmer erëm evaluieren. Wa während der Integratiounsdebat vill iwwert d'Evaluatioun vum Kand geschwat gouf an zréckbehale gouf et missten net nëmme d'Punkten op den Zensur stoen, da musse mir elo iwwert d'Evaluatioun vun der Schoul schwätzen. Bei der Orientierungsdebat iwwert d'Schoul hate mir festgehalten, datt also net nëmme Punkte sollten op der Zensur sinn, mä och nach aner Evaluationskritären. Dës Opfuerderung ass de Ministère de l'Education nationale zënter dëser Schoulretréierung nokomm.

Ech erënneren dann un en anert Phenomeen aus eisem Ministère. Wéi mir den Débat d'intégration virbereet hunn, hate mir mat eisen Interlocuteurs vill interessant Sitzungen an eng vun deenen Aussoen, déi ëmmer erëmmen ass, oder eng vun deene Konklusiounen, déi mir konnten zéien, war déi: Et gouf immens vill Pilotprojeten an esou munch engem Schoulgebai lanciert mat vill gudden Wëllen an dann op eemol waren déi Pilotprojeten entweder verschwonnen oder sinn am allerhéchste Fall nach an iergendengem Schoulgebai bliwwen. Dobäi ginn et awer Pilotprojeten, déi derwäert sinn datt ee se iwwer ee Schoulgebai erausféiert, déi absolut deenen anere Schoulgebäuer och kéinte Léisunge bréngen.

Ech mengen et ass och schlecht fir d'Enseignanten, déi vill gudden Asaz bréngen bei Pilotprojeten, wann et einfach iergendwann heescht: „Nee, et gëtt net méi gemaach“ an et gouf ni gesot firwat. Eng Evaluatioun vu Pilotprojeten huet an deene leschte Joren ëmmer gefeelt. Ech mengen awer ganz - an do deelen ech net d'Approche vun der Madame Delvaux - an ech sinn der Iwwerzeugung, datt dës Regierung dat erkannt huet an dat och geännert huet. Ech wëllt do ee Beispill eraushuelen an dat ass nämlech dat vum Teamteaching.

Et gëtt eng Partie Gemengen, och meng Gemeng, duerfir weess ech et ebe vill besser, déi maache beim Teamteaching mat. Mä et war bei eis net nëmme esou, datt mir als Gemengerot zu den Enseignant gesot hunn: „Mir géife gäre wëssen nom éischten Trimester, wat dann ewell Är éischt Erfahrung sinn, wou Dir Problemer hutt a wou mir als Gemeng lech nach hëllef kënnen“, mä och den Educationministère fuerdert si.

Si haten dës Joer ewell eng Entrevue zu Walfer am Januar an dëser Deeg krute mir dann erëm e Bréif an deene concernéierte Gemengen an et ass en zweeten Dag festgesat ginn, wou all déi Teamteachings-Schoulmeeschteren a -Léierinnen zesummegegruff ginn a wou gekuckt gëtt, wat dann elo dat Positivt ass, wou et nach happert, wat se nach besser maache kënnen a wat se änneren sollen. Ech mengen dat ass eng ganz gutt Approche an och wann et elo vläicht penibel erschénkt, datt net direkt no deem éischten Dag Léisunge fonnt gi sinn, da fannen ech dat awer nach ëmmer besser, wéi datt op eemol jiddereen a sengem Eck schafft, vläicht och nach gudd Wëllen huet, mä datt herno kee ganz Konzept kann erauskommen.

Gutt ausgebildeten Enseignant si primordial fir eng gutt Schoul, mä et musse der dann awer och genuch do sinn. An dat ass grad ee Problem, dee mir hei am Land hunn. Beim leschte Punkt wësse mir jo ewell längst wéi et am Primärberäich ausgesäit. Am Postprimaire hänkt et da gewéinlech vun de Fächer of. Heiansdo hu mir der ze vill an heiansdo net genuch. Hei schafft d'Regierung konstant drun, mä si kann awer net méi Enseignanten zur Verfügung stelle wéi si der fäerdeg vun der Schoul kritt.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

De Stage pédagogique ass während eisen Debatten ernimmt ginn an aus dem Ministère de l'Education supérieure krute mir Informatiounen, datt nach bei der Formatioun vun Enseignant Lacunë sinn.

1. Et wär schwierig en Equilibre tëschent Praxis an Theorie ze fannen, a besonnesch wann op eemol déi jonk Enseignant mat de Problemer an der Klass konfrontéiert ginn.

2. D'Stagiairé géife sech schwéier doe selwer Problemer ze léisen a wäre vill méi frou wa si Patentrezepter kriterien.

3. Eng Ausso, déi ech lech wollt texto virlesen an déi seet: „Les enseignants stagiaires et les futurs instructeurs en formation à l'ISERP pris dans leur ensemble ne reflètent pas l'hétérogénéité sociale du Grand-Duché, de sorte que les modules traitant par exemple l'intégration des élèves étrangers sont moins acceptés que les autres.“

Pardon, wann déi heiten Ausso soll wouer sinn, dann heescht et awer do gehéirescht intervenieren, well ob eist Léierpersonal aus allen hétérogène Schichten aus eisem Land kennt oder net, eppes ass ganz sécher, eis Schoul ass de Moyen par excellence fir hei am Land d'Integratioun ze errechen, also muss och all Enseignant sech wann ech gelift der Integratiounsproblematik unhuelen.

D'Formation continue ass en Thema mat deem mer eis hei am Land souwisou am Allgemengen ausernee setzen, mat deem mer zwar nach an alle Berufssparte gréisser Problemer hunn, well mer dat am Allgemengen nach guer net gewinnt sinn. An och am Enseignement ass d'Formation continue wichtig, wichtig fir den Enseignant, dee jo da selwer gesäit wéi seng eege Matière évoluëiert. A wann ech dann emol e bëssche wëll spaassen, soen ech, da weess hien emol erëm wat e gudden, a wat e schlechte Pädagog ass, wann hien emol selwer erëm als Schüler do sëtzt.

„Gewusst wie“ wäert awer hei déi grouss Erausfuerderung un d'Politik an un déi Verantwortlech sinn. An hei mengen ech eppes ganz kloer, an zwar de Verantwortungssënn vun Enseignanten a vun Enseignantengewerkschaften ass hei gefrot. Et geet net duer, dass de Ministère ganz vill Formations continues ubitt, mä nach musse kruzial Froe beäntwert ginn.

Kënnen mer dës Formations continues nach während der Schoulzäit organisieren wa mer wëssen, dass mer mol net genuch Enseignanten hunn? Wéi encouragéiere mer déi, déi eng Weiterbildung wëlle maachen? Oder ass et vläicht méi einfach fir ze soen, Weiterbildung ass obligatoresch. Dat si Froen op déi mer eng Antwort musse fannen a ginn. Eis Interlocuteurs woren all der Meenung, datt mer keen auslännesche Bildungssystem kënnen kopieren; mol net dee vu Finnland.

Besonnesch de Collège des Inspecteurs huet op eng Aart a Weis higewisen, wou si der Meenung

waren, datt si kéinten agieren, fir eise Schoulsystem up to date - wann ech dat emol esou wëll ausdrécken - ze halen, an zwar froe si d'Autonomie scolaire. Et geet heibäi net dorëms, datt ee Schoulgebai an d'Dépendance vun engem private Sponsor kennt - fir dat emol salopp auszudrécken -, mä et ass hinne wichtig fir eng bestëmmte pädagogesch an organisatoresch Independenz ze kréien. Iwwerens sinn déi Länner mat deene beschte Resultater an der PISA-Etüd déi, wou d'Schoulgebäuer déi sougenannten an déi besoten Autonomie hunn.

Dës Regierung muss eng Antwort op d'Fro no der Autonomie ginn. Mä Autonomie bedeit net den absolute Pouvoir vum Schouldirekter, deen iwwerens och net vum Collège des Directeurs gewënscht ass, mä et bedeit op där anerer Säit awer ganz bestëmt eng grouss Verantwortung fir all eenzelt Schoulgebai, an do mengen ech garantéiert jo net d'Maure vum Schoulgebai, mä éischer déi ganz Schoulkommunautéit.

Ech menge mir kënnen eis et net leeschten, dass mer an eng total Konkurrenz kommen tëschent eise Schoulgebäuer. Mä nach huet d'Regierung Initiativen ergraff, déi menger Meenung no wichtig a gutt sinn. Ech wëllt un déi gemeinsam Tester a Prüfungen erënneren, déi Land op, Land of, a bestëmmte Klassen an a bestëmmte Fächer gemaach ginn. Mir sollen elo dorauer déi néideg Konsequenzen zéien. Wann déi Antworten op déi eenzel Prüfungen dann elo do sinn, ass et menger Meenung no och um Ministère fir ze kucken, wat soen déi Tester dann elo aus, wou ginn et Lacunen. A wann et graves Lacunë sinn, da ginn et keng 20 Léisungen, da muss um Programm geschafft ginn, a sollten do punktuell Problemer optauchen, eventuell an deem engen oder anere Schoulgebai, dann ass et menger Meenung no néideg dass de Ministère och Hëllefstellung gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusiounen, déi mer als DP zéien, wollt ech der fënnef ernimmen:

1. D'DP huet d'Problematik vun eiser Schoul richtig erkannt an als Regierungspartner der Schoul déi richtig Gewichtung ginn.

2. Déi gemaachte Reform an déi komend Reforme si gemaach net wéinst de PISA-Resultater an net wéinst der leschter PISA-Etüd an net wéinst der nächster PISA-Etüd, mä wéinst der erkannter Noutwendegkeet eise Bildungssystem ze änneren.

3. All Reform muss an dee funktionierende Schoulbetrieb afléissen an déi néideg Ännerunge musse dann och vu bannen kommen.

4. All Schoulpartner ass gefuerdert, esouwuel d'Schüler wéi d'Enseignant wéi d'Politik.

5. D'Mission vum der Schoul muss prezis definéiert ginn.

D'Fro ass natierlech déi, a si gouf och vun engem vun eisen Interlocuteurs opgeworf: Wëlle mer Reformen? Eis Antwort ass: Jo. Mä, ech ginn awer dat ongutt Gefühl net lass, dass d'Thema Schoul politiséiert gëtt, net zu lescht en vue vun deenen nächste Wahlen, a gewësse Positione vum Nomëtteg, well an der Kommission hat ech ewell dat Gefühl.

(Interruptions)

Ech si mer bewusst ginn, dass dat d'Erausfuerderung ass, mat där d'Parteien elo kommen. An ech wëllt och hei en entsprechend Beispill zitieren.

An der Chamberkommission - mat oder ouni Rapport, well d'Chamberreglement seet nämlech net dass een als Chamberkommission obligatoresch muss e Rapport maachen - hu mer probéiert eng gemeinsam Motioun auszuschaffen. A vu dass mer keng Positionen - ausser, muss ech gutt halen,

vun deene Gréngen - kruten - wat mer esouguer vun eenzele Parteie kruten, dat soe mer lech do uewen an der Plénière -, do hu mer probéiert als Regierungsparteien trotz allem en Text an eng Motioun auszuschaffen, déi e Koalitionstext konnt sinn, déi dat duerstelle konnt fir e Konsens zwëschen alle Parteien hei am Haus ze maachen. Deem wor awer net esou. Dës Regierung muss also virun decidieren, dass si hire Wee muss maachen, a sech bewusst sinn, datt se sech net kann op d'Matschaffe vun der Opposition verloossen.

(Interruptions)

Dat ass och schued. Besonnesch wann ech ze bedenke ginn, datt déi gréissten Oppositionsparteien an hirem 21-Punkte-Steesele-Pabeier bal texto dat seet, wat mir soen. Schued! Ech kann d'Regierung also nëmme invitéieren op deem Wee, dee se ageschloen huet, virun ze goen a kontinuéierlech virun ze schaffen, bis zu der Veille vun den nächste Wahlen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren an ech deponieren elo, Här President, déi Motioun, déi mer an der Kommission ausgeschafft haten.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA (program for international student assessment) présentés à la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports en date du 6 décembre 2001;*

- *considérant les huit questions élaborées par la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports;*

- *considérant les hearings publics du 8 et 9 avril 2002 avec les intervenants suivants:*

• *Collège des Directeurs de l'enseignement secondaire classique*

• *Collège des Directeurs de l'enseignement secondaire technique*

• *Collège des Inspecteurs de l'enseignement primaire*

• *Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture*

• *Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*

• *Syndicats SEW/OGB-L, APESS et FEDUSE/CGFP*

• *Fédération des Associations de Parents d'Elèves du Luxembourg (FAPEL)*

• *Conférence nationale des étrangers (CNE)*

• *Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI)*

• *Comité de liaison et d'action des étrangers (CLAE);*

- *considérant l'entrevue de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports avec M. Jürgen Baumert, directeur et collaborateur scientifique dans les domaines «pédagogie et systèmes éducatifs» auprès de l'Institut «Max-Planck für Bildungsforschung»;*

- *considérant que l'étude PISA fait essentiellement ressortir trois contre-performances importantes de l'école luxembourgeoise, notamment:*

* *les élèves ne sont pas suffisamment en mesure d'appliquer leurs savoirs;*

* *à travers les résultats scolaires, une iniquité sociale persiste dans l'enseignement luxembourgeois;*

* *trop nombreux sont les élèves qui n'atteignent pas un seuil minimal de compétences, source d'échecs élevés;*

- *considérant que l'étude PISA a été suivie d'une très grande mobilisation témoignant l'engagement et la volonté de toutes les forces vives d'œuvrer en faveur d'une amélioration du système scolaire dans l'intérêt des élèves;*

- retenant que les considérations et les propositions formulées par les différents interlocuteurs de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports lors des hearings publics s'accordent avec les considérations et propositions retenues sous forme d'une motion déposée dans le cadre du débat d'orientation sur une école d'intégration en 2000;

invite le Gouvernement

- à continuer à réformer les programmes d'enseignement dans un triple but:

- identifier clairement les connaissances de base et savoirs fondamentaux qui doivent obligatoirement être acquis

- promouvoir les capacités d'application des savoirs et l'autonomie d'apprentissage

- réserver une partie du temps disponible à la différenciation et à la prise en charge des élèves en fonction de leurs besoins, soit pour stimuler les élèves qui ont des facilités, soit pour aider les élèves qui ont des difficultés

- à continuer l'exécution de la motion adoptée par la majorité parlementaire dans le cadre du débat d'orientation sur une école de l'intégration en 2000;

concernant les connaissances de base

- à redéfinir les programmes de manière à être axés sur les connaissances de base;

- à continuer à renforcer les apprentissages de la lecture, de l'écriture et du calcul durant les années de l'enseignement primaire;

- à continuer à promouvoir la concordance et la continuité des programmes d'enseignement de l'enseignement primaire et de l'enseignement postprimaire;

concernant l'application des savoirs

- à réserver dans les programmes une partie du temps disponible pour l'application des connaissances acquises;

- à revoir les programmes des branches de sciences de manière que les élèves apprennent l'application dans la vie quotidienne des principes scientifiques de base;

concernant l'enseignement des langues

- à continuer la réforme de l'enseignement des langues de manière à enseigner à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire technique la langue allemande et la langue française comme langue étrangère et à adapter l'enseignement des langues à l'enseignement secondaire technique aux finalités de préparation à la vie professionnelle correspondant à cet ordre d'enseignement;

- à continuer à veiller au respect de l'emploi de la langue véhiculaire dans la pratique quotidienne d'enseignement, notamment dans les branches non linguistiques;

- à promouvoir le goût de la lecture auprès des élèves de tous les âges par des campagnes en faveur de la lecture et du livre en veillant à proposer aux élèves des œuvres adaptées à leurs connaissances et leur maturité;

- à promouvoir les chances de réussite de tous les élèves, en fonction de leurs besoins

- à promouvoir l'apprentissage autonome de tous les élèves en leur apprenant aussi bien à l'enseignement primaire qu'à l'enseignement secondaire à apprendre et en veillant à ce que des devoirs à domicile puissent être réalisés sans l'aide d'un adulte;

- à promouvoir une politique d'intervention rapide et systématique en cas de difficultés scolaires consistant à proposer un appui et des exercices supplémentaires à l'élève et à informer ses parents

des problèmes et des mesures préconisées;

- à continuer les mesures de différenciation telles que le team teaching ou l'introduction de cycles d'apprentissage qui permettent de prendre en compte le rythme d'apprentissage et les besoins de l'élève sous réserve de prendre des mesures d'organisation flexibles dans la mesure du possible et en essayant de limiter le nombre d'intervenants;

- à promouvoir une politique d'information et de conseil des parents des élèves en informant les parents sur les progrès ou difficultés des élèves, en analysant avec eux les raisons éventuelles des difficultés d'apprentissage et en les conseillant sur les possibilités de remédiation et d'appui;

- à continuer ou promouvoir les adaptations structurelles permettant aux écoles et à tous les intervenants de mieux répondre aux besoins d'une école de qualité

- à promouvoir l'autonomie pédagogique des établissements scolaires afin de leur permettre de mieux répondre aux besoins de leurs élèves et de donner davantage de responsabilités au personnel enseignant et aux directions pour résoudre des problèmes particuliers sans pour autant mettre en question le statut de l'école publique;

- à veiller à ce que les actions autonomes des établissements constituent l'expression de l'ensemble de la communauté scolaire de l'établissement;

- à accélérer la mise en place du Centre national de documentation pédagogique afin de mettre à la disposition des commissions nationales de l'enseignement secondaire et secondaire technique et des enseignants intéressés le matériel didactique nécessaire;

- à continuer à se concerter sur le plan local avec les communautés scolaires et les autorités communales afin de mettre en place des structures d'accueil qui tiennent compte des besoins des familles dans le respect de l'autonomie des écoles, respectivement des communes concernées;

- à trouver les modalités de mise en place de la formation continue adéquate des enseignants;

- à mettre en place une évaluation tant du personnel enseignant que des directions en passant par la coopération et le dialogue;

- à faire en sorte que notre pays continue à participer à des études d'évaluation ciblées de notre système scolaire afin de pouvoir le situer dans un contexte d'évaluation internationale de compétitivité et de pouvoir l'adapter aux exigences internationales requises.

(s.) Agny Durdu, Niki Bettendorf, Maggy Nagel, Fred Sunnen, Claude Wiseler.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. Den Här Colombera huet d'Wuert.

■ **M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, ech ginn emol fir d'eischt hei eng ganz Rei vu Motiounen of, déi mer herno wäerten diskutieren. Ech soen lech merci.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que l'école luxembourgeoise ne prépare plus les jeunes à relever les défis que leur réserve l'avenir et que l'étude PISA a constaté que les élèves sont incapables d'analyser, de communiquer leurs idées d'une manière efficace et qu'ils n'ont pas les capacités nécessaires pour poursuivre leur apprentissage tout au long de leur vie;

- considérant que l'école doit être adaptée aux jeunes et pas l'inverse;

- considérant qu'il faut réorganiser l'école en entreprise de services éducatifs avec des objectifs et des résultats à atteindre;

- considérant que l'école doit réussir l'intégration des enfants immigrés;

- considérant qu'il faut responsabiliser les parents et les mettre à même de participer au développement scolaire de leur enfant;

- considérant qu'il faut créer des infrastructures scolaires supplémentaires;

invite le Gouvernement

- à adapter le système éducatif aux jeunes et individualiser les parcours scolaires par la création de deux cycles d'études de chaque fois 4 ans en lieux et place des classes préscolaires et primaires actuelles;

- à organiser l'école comme une entreprise de services éducatifs avec des objectifs et des résultats à réaliser et partant arrêter des objectifs de formation définissant les connaissances minimales à atteindre par chaque élève à la fin de sa scolarité obligatoire;

- à permettre l'individualisation des pédagogies et des rythmes scolaires par les enseignants en fonction des besoins locaux;

- à mesurer annuellement les résultats des élèves au niveau national en fonction des objectifs éducatifs fixés;

- à donner aux commissions scolaires et aux conseils d'éducation des pouvoirs de gestion effectifs;

- à nommer des responsables d'école primaire et à augmenter les pouvoirs des directeurs d'établissements secondaires;

- à enseigner les langues comme langues étrangères et à favoriser l'expression orale;

- à créer de nouveaux moyens modulaires pour l'éducation des enfants ayant des besoins spécifiques et organiser l'encadrement pédagogique notamment par des journées continues facultatives;

- à augmenter les équipes de médecine scolaire pour dépister systématiquement les handicaps scolaires tels que la dyslexie;

- à intégrer une pédagogie alternative dans l'école publique soit en améliorant le soutien financier alloué aux écoles alternatives telles que l'école Waldorf soit en intégrant dans l'école publique;

- à améliorer le passage du primaire au secondaire par une coopération entre enseignants et établissements du primaire et du secondaire;

- à responsabiliser les parents et les mettre à même d'assumer ces responsabilités en les associant systématiquement à l'évolution scolaire des enfants;

- à créer des infrastructures scolaires supplémentaires.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant qu'indépendamment du lieu de résidence et de l'origine socioculturelle chaque enfant a droit à un enseignement de qualité;

- considérant que la prévision annuelle du besoin en enseignants est limitée au seul niveau local et s'avère de loin plus difficile que la planification et l'affectation des enseignants à un niveau national à l'instar de ce qui se fait dans l'enseignement postprimaire;

- considérant qu'il y a lieu d'alléger la lourde procédure d'organisation scolaire dont sont affectés chaque année les communes;

invite le Gouvernement

- à œuvrer dans le sens d'une nouvelle répartition des compétences en ce qui concerne l'organisation scolaire au niveau précoce, préscolaire et primaire à l'instar de ce qui se fait dans l'enseignement postprimaire en créant un pool national, selon des critères à déterminer, d'instituteurs brevetés engagés, payés et affectés par l'Etat selon les besoins communaux.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- constatant un manque chronique d'instituteurs brevetés dans l'enseignement primaire;

- considérant le règlement grand-ducal du 3 mai 1989 fixant la tâche des enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

- considérant la réduction de la tâche hebdomadaire normale des instituteurs intervenue par ce règlement comme cause principale de la pénurie d'instituteurs brevetés;

- considérant que chaque enfant a droit à un enseignement primaire de qualité et que l'intérêt de l'enfant doit primer sur toute autre considération politique voire électorale;

- considérant le rétablissement de la tâche hebdomadaire des instituteurs de l'enseignement primaire au volume d'avant le règlement grand-ducal précité comme essentiel afin de relever le défi de l'intégration d'une population croissante d'élèves d'origines socioculturelles diverses et de permettre aux enseignants de transmettre de façon plus efficiente des programmes scolaires de plus en plus chargés;

invite le Gouvernement

- à rétablir d'urgence le volume de la tâche hebdomadaire des instituteurs de l'enseignement primaire au volume d'avant le règlement grand-ducal du 3 mai 1989 fixant la tâche des enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que l'OCDE a lancé une étude comparative «Attirer, former et retenir des enseignants de qualité» sur les connaissances et aptitudes des enseignants;

- considérant que cette étude comparative est connue sous le nom de PITA (Program for International Teachers Assessment);

- considérant que cette étude permet de rapporter des données et informations importantes sur la qualité de la formation et des aptitudes pédagogiques des enseignants au Luxembourg;

- considérant que les résultats de l'étude PITA sont d'une grande importance pour pouvoir améliorer la formation et le stage pédagogique des futurs enseignants;

invite le Gouvernement

- à participer à l'étude comparative PITA de l'OCDE.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- prenant acte du constat par la Ministre de l'Education nationale d'une pénurie d'enseignants du postprimaire;

- considérant l'instruction ministérielle du 19 juillet 2002 concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques;

- constatant que la tâche hebdomadaire réglementaire des enseignants du postprimaire est fixée à

22 leçons d'enseignement par semaine;

- constatant pourtant que l'instruction ministérielle précitée a confirmé un vaste système de décharges et de pondération des diverses leçons d'enseignements en fonction du nombre des élèves et selon le niveau de la classe respective;

- constatant que dans la pratique ce système conduit à une tâche hebdomadaire effective le plus souvent largement inférieure à 22 unités d'enseignement;

- jugeant qu'en principe chaque leçon d'enseignement postprimaire devrait avoir la même valeur et partant être affectée du même coefficient à l'instar de ce qui se fait dans l'enseignement primaire;

invite le Gouvernement

- à réformer dans les meilleurs délais l'instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques de façon à garantir qu'à l'avenir la tâche hebdomadaire réglementaire de 22 leçons d'enseignement soit effectivement généralement prestée.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng domm Kanner, all Kand ass gescheit. Et muss ee just erausfannen, wou dat Kand gescheit ass. All Kand, onafhängeg vu sengem soziale Statut, onafhängeg vum senger Herkunft, onafhängeg ob et behënnert ass oder net, muss, mat alle méigleche Mëttelel déi mer zur Verfügung hunn, geförder ginn. Et dærf kee fale gelooss ginn. Dat ass d'Zil wat mir als Gesellschaft ustriewe mussen. D'Schoul soll dem Kand ugepass ginn, an net ëmgedréint datt d'Kand sech der Schoul upasse muss. D'Elteren an d'Schoulpersonal muss mat agebonne ginn. Dat ass de Message, dee mir als ADR hei mat op de Wee wëlle ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gemooss un deene groussen Ambitiounen déi d'Bildungspolitik verfollegt, muss ee soen, dass dat, wat hei bei der PISA-Etüd erauskomm ass, enttäuschend ass. An et kann ee soen et wär e Schlag an d'Gesicht vun deene Generatione virdrun, déi mat engem seriöse Schoulsystem konfrontéiert woren an déi sech och gutt profiléiert hunn. D'Ambitioun ass jo eigentlech fir d'Schüler esou auszubilden, dass se hei am Land, an och am Ausland, hire Mann an all Situationen stelle kënnen an esou der wichtigster Ressource, déi mer hunn, nämlech der Matière grise, all Eier ze maachen.

Fréier. Wat heescht dat fréier? Virun 30, 40 Joer war een houfreg fir d'Lëtzebuurger Schoul matgemaach ze hunn. Et war ee sécher, dass een op den auslännesche Schoule gutt matmësch konnt. Haut ginn d'Studente mat gemëschte Gefiller an d'Ausland, well se net optimal a professionell, esou wéi et sech muss gehéieren, ausgebilt sinn. Awer och déi Schüler, déi net an d'Ausland ginn, déi hei am Land enger Aarbecht noginn, mussen feststellen, an dat gëtt vu Patronatssait bestätegt, datt hir Kompetenze ganz vill Lacunen opweisen.

Bis zur PISA-Etüd louche weénege oder keng gesécherd Informatiounen iwwert d'Qualitéit vum Lëtzebuurger Schoulsystem vir. Et blouf beim Austausch vu gesetzleche Meinunge mat polemischen Debatten.

Déijéineg, déi op der Regierungsbänk soutzen, hu fonnt de Bildungssystem wier gutt. Déijéineg, déi an der Opposition waren, hu fonnt dass de Bildungssystem schlecht wier. D'PISA-Etüd huet endlech Klorheet geschaaft. D'Resultat ass eendeleeg. Gemooss un den anere Länner, déi am Rahme vun der OECD getest goufen, ass Lëtzebuerg, dat deen deierste

Schoulsystem vun der Welt huet, den Erwaardungen net gerecht ginn. Lëtzebuerg huet kapituléiert an domat ass eng ganz Natioun aus hirem déiwe Schlof gerass ginn. Eng Natioun steet virun de Schierbele vun hire gebrachene Illusionen, well si vun enger berühmter Krankheet befall ass, nämlech dem Inselsyndrom. Esou e Syndrom ass nëmme ze heelen, wann ee lénks a riets gutt geréselt gëtt. Domat huet d'PISA-Etüd hiren Zwéck schonn erreecht, well méi schlëmm wéi elo kann et net ginn.

Et ass versicht gi fir dës Etüd ze relativéieren. Awer eng Saach ass sécher, op Wonsch vun de Bildungsministèren ass PISA entstanden. De Ministère wosst Bescheid. Hien hat genuch Zäit fir d'Inspektoren, fir d'Gewerkschafte vum Léierpersonal, fir d'Schoulkanner an d'Elteren op dësen Événement ze preparéieren, esou gutt déi Schüler mat engem héijen Niveau wéi och déi mat engem ganz nidderegen Niveau. Si haten allegueren d'Chance fir sech ze preparéieren. Wann dat awer net geschitt ass, an et ass esou séier gesot ginn, déi Tester wäeren an der Paus gemaach ginn, wann dat also esou geschitt ass, dann ass dat fir eis als ADR e Facteur aggravant an esou e Schoulsystem kënnen mir net toleréieren.

An der Privatwirtschaft wär et hei zu drastische Konsequenze komm a vill Leit hätten de Stull virun d'Dier gesat kritt. Méi wäere se och net Wäert gewiescht. Dese K.O.-Schlag, deen eng vun eise wichtigste Ressourcen agestach huet, hätt kënnent verhënnert ginn. Ech zitieren d'Madame Durdu, déi an der Budgetsdebatt vum 11. Dezember dat lescht Joer gesot huet: „Ouni d'Gravitéit vun der Situatioun ze verkennen, muss mir trotzdeem eierlech mat eis selwer bleiwen.“

D'PISA-Etüd huet keng Wourecht dévoiléiert, déi net schonns bekannt waren. Dofir huet d'DP jo eng Bildungsoffensiv ugekënnegt. An ech zitieren d'Madame Durdu weider: „D'Reformen hate virun de PISA-Resultater ugefangen“. An den Här Rippinger seet an darselwechter Debatt: „Fir d'Demokratesch Partei ass d'Argumentatioun vun enger qualifizierter Main-d'oeuvre Grand genuch, fir no all deene sëlliche positive Resultater an der Bildungspolitik weiderhi mat darselwechter Motivatioun an deemselwechem Engagement d'DP-Bildungsoffensiv weider ze dreien.“

(Interruptions diverses)

Ech weess net, Här President, wat den Här Rippinger heimat wollt soen, mä ech hunn d'Impressioun, dat hie sech geiert huet. Well dat hei ass éischer, an ech wëll elo hei net mëssverstane ginn, an ech géif d'DP bidden net ze jaitzen, eng A-Bildungspolitik wéi eng Bildungspolitik. Domadder mengen ech de latéinesche Begrëff A, dat heescht, op Lëtzebuergesch iwwersat, wäit ewech op Distanz. D'Demokratesch Partei ass wäit entfernt vun der offensiver Bildungspolitik, déi se ugekënnegt huet. A wa mir dese Phänomene méi no a méi déif analyséieren, da stelle mir fest, dass d'Demokratesch Partei, déi jo ganz enk mat hirem Koalitionspartner verbonden ass, guer keng offensiv Bildungspolitik daerf hunn - an dat wëll ech beweisen -, well si soss dem Koalitionspartner, der CSV, e Stréch duerch d'Rechnung maache géif.

D'CSV ass nämlech schëlleg, dass et zum PISA-Debakel komm ass. Et gëtt heibannen ëmmer gesot, d'Sozialiste wäere 15 Joer laang an der Regierung gewiescht an déi hätten näischt gemaach. Dat muss ee relativéieren. Dir hutt a 15 Joer net vill gemaach. Dat ass wouer. Mä et ass och wouer, dass d'CSV an der Bildungspolitik deeswaazze Péiter muss zougeschoutert kréien an do ass bei Gott keng Gnod

(Brouhaha général)

Si ass fir dësen Debakel zoustänneg. D'Demokratesch Partei huet d'CSV esouguer ënnerstëtzt, obwuel wëssend dass d'Schoulwiesen net gutt wier. Well wéi soll ee soss déi Ausso vun der Madame Minister e puer Woche virun de PISA-Resultater interpretéieren? Si huet gesot, et besteet keen Handlungsbedarf. An déi selwecht Madame Minister huet no der PISA-Etüd gesot, et daerf een elo net mam Fanger weisen. Heimadder huet si heemlech gehofft, dass wa si net mam Fanger op d'CSV géif weisen, da géif d'CSV och net mam Fanger op si weisen an op hir Bildungsoffensiv (fräie Samschteg), mä den Här Weiler huet an der Budgetsdebatt vum 11. Dezember 2001 an enger heimtückescher Ried gewisen, wien de Patron hei am Haus ass.

Ech zitieren den Här Weiler: „Eng Bildungsoffensiv, esou wéi mir se ugekënnegt gi woren, gesinn net nëmme mir net. Dëst wonnert eis eigentlech an deem Sënn och net an ass och kee Reproche un d'Unterrechtsministerin, well mir ëmmer der Meenung waren, datt de Beräich vun der Erzéiung keen Domän ass wou ee ka mat militärescher Terminologie a Praxis zu Wierk goen. Bei enger offensiv ähnlecher Approche riskéieren nämlech vill vun deene Konzernéierten zu Schued ze kommen, wougéint mir awer jo gären hätten, dass der méiglechst vill vun hinnen onbeschuet weider kommen. Dofir bedauere mir net, dass et zu kenger Operatioun „Desert storm“ komm ass, déi wahrscheinlech méi Schued ugericht hätt wéi se onbeschuet gelooss hätt. Mä déi vun der Demokratescher Partei ugekënnegt Bildungsoffensiv, déi mir an deem Sënn net wënschen - an och frou sinn, dass se an deem Sënn net komm ass -, huet natierlech e groussen Erwaardungsdruck dobause bei de Schüler, bei den Eltere provozéiert, an et ass elo schwierig fir deem Erwaardungsdruck, dee wierklech esou staark ass, an deem Sënn gerecht ze ginn.“

Wann een dës Ried vun Här Weiler genau analyséiert, da gesäit een, dass den Här Weiler e verstopptene Message iwwerméttelt. Hie versicht mat enger Militärterminologie alles e bëssen ze verwässeren, alles e bëssen ze ridikuliséieren, awer déi Hauptbotschaft ass déi heiten: Et soll alles esou bleiwe wéi et ass. Dëst Signal vun der CSV ass kloer an d'DP huet ze follegen, well wéi ass et soss ze erklären, dass d'Lëtzebuerg Land net un der PITA-Etüd matmécht. D'PITA-Etüd ass jo déi Etüd, déi dës Kéier net d'Schüler mä d'Schoulsystem géif testen. Hu mir hei eppes ze verstoppen? Firwat loosse mir eis international net moossen a kucke wéi qualifizéiert eist Schoulsystem ass? Et ass kloer, dass mir fäerte fir nach eng Kéier ganz no beim Schlusslicht ze sëtzen, mir, déi deen deierste Schoulsystem vun der Welt hunn.

Dat géif awer och implizéieren, dass de ganze Schoulsystem radikal misst emgéännert ginn an nämlech esou wéi mir et als ADR mat Hëllef vu verschiddene Spezialisten an eisem Programm definéiert hunn. An dat kënnen d'DP an d'CSV sech net erlaben. Et géif hinnen eng Zack aus der Kroun falen, wa si e Jota vum ADR-Programm applizéiere missten. Wéi seriö dass d'PISA-Etüd fir déi zwou Parteien ass, hunn déi zwee Machthaber vum Parlament, den Här Weiler an den Här Rippinger, den 23. Oktober...

(Brouhaha général)

...d'lescht Joer bewisen, wéi si eng Interpellatioun iwwert d'Schoulmedizin, déi ech den 9. Oktober ugefrot hat, einfach ofgewisen hunn. Si waren net interesséiert, wéi d'PISA-Etüd opgebessert kéint ginn, andeems een d'Schüler mat engem bessere medizineschen Encadrement zu enger optimaler geeschte-

ger a physescher Verfassung verholf hätt.

An dobäi huet den Här Rippinger de Courage, fir virun der Budgetsdebatt ze soen: „D'Demokratesch Partei fënnt et schued, dass an esou engem wichtige Dossier wéi d'Schoulpolitik sech net un een Dësch gesat gëtt fir zesummen un där Reform vum Schoulsystem ze schaffen.“ All Respekt, Här Rippinger!

En anert Argument, dat d'Seriositéit vun der Politik uprangert, ass de Fait dass déi heiteg Debatt 14 Méint no der Publikatioun vun de Resultater stattfënnt, obschonns den Hearing am Abrëll 2002 ofgeschloss war. Am Joer 2002 war de PISA-Test net d'Haaptthema fir d'Educationskommissioun. Et ass emol keen Ofschlossbericht gemaach ginn - et ass hei schonn zitéiert gi vun der Madame Delvaux -, mat der Begrënnung, dass dat ze vill Zäit mat sech géif bréngen.

Ech wëllt zwee Zitater vun dem PISA-Hearing bréngen. Dat éischt Zitat vum Vertrieeder vun der Elterevereenegung: „Als das Resultat bekannt wurde, haben wir uns gefragt: Was ist los?“

Den Elteren, déi e grousst Vertrauen an de bestoende Schoulsystem haben, ass bewusst ginn, dass se ugeschmiert gi sinn, dass se hir Kanner jorelaang engem marode Schoulsystem uvertraut hunn.

Dat zweet Zitat kënnit vum Vertrieeder vun der Schülervereenegung: „Fir mech ass d'Schoul net dat Allerwichtigst am Liewen.“

Wann een esou eng Ausso fréier gemaach hätt, Dir Dammen an Dir Hären, da wier een doheem ferm zur Uerdnung geruff ginn. Et kann een awer déi Ausso duerchau vertrieeden a verstoen, wann een de chaotesche System vun haut méi genee analyséiert.

D'PISA-Etüd huet gewisen, dass d'Schüler éischters Schwieregkeeten hu fir e Wësse praktesch unzewinnen, zweetens et besteet eng grouss sozial Ongläicheit an dréttens vill ze vill Schüler erreechen net emol de minimale Kompetenzniveau. Et freet ee sech wéi d'Demokratesch Partei dës Mängel an de Grëff wäert kréien, si, déi an der Logik vun hirer Ideologie eng Zweeklassengesellschaft fördert, eng Ideologie, déi déijéineg beräichert, déi scho vill hunn an déijéineg déi näischt hunn, déi kommen net iwwert d'Ronnen, déi léist se einfach goen. Déi ganz Ohnmacht vun der DP léisst sech aus folgendem Zitat vun der Ministesch erausliesen: « Eisen Objectif ass et net fir bei der nächster PISA-Etüd un éischer Plaz virun deenen anere Länner vun der OCDE ze sinn, mä eist Zil ass fir d'Schüler besser fir d'Liewen ze preparéieren. »

(Interruptions)

Déi heiten Ausso kënnit enger Kapitulation gläich.

(Hilarité)

Et ass datselwecht wéi an engem Beispill vun der Sportswelt: «Jo, haut huet eis Equipe 10 - 0 verluer, awer beim Retourmatch wëlle mir net gär gewinnen, mä mir wëlle versichen dass eis Spiller besser Passé maachen.»

(Interruptions)

Neen, Madame Minister, esou geet dat net.

■ Une voix.- Dir wiert e gudde Schoulmeeschter ginn.

(Hilarité)

■ M. Jean Colombera (ADR).- Virun 30 Joer hate mir eng gutt Schoul. Mir waren un der Spëtzt an am Ausland gare gesinn. Elo si mir hannen um Wupp. Mir wëllen erëm dohinner komme wou mer waren, dat heescht ganz virbäi. Mir als

ADR fuerdere bei der nächster PISA-Etüd eng Plaz am Spëtzeleton ernert deene fënnel éischen. Alles anescht wäerte mir net akzeptéieren.

(Hilarité)

Ob Är Bildungsoffensiv gegruff huet oder net, wäert déi nächst PISA-Etüd beweisen. Op jidde Fall muss déi zweet PISA-Etüd, wat d'Kritären ugeet, vergläichbar si mat der Etüd-PISA I an et soll net versicht gi wéi bei dëser Etüd se duerch aner Kritäre künstlech ze verbessern.

Wat gëtt elo no dëser PISA-Katastroph vun der DP proposéiert?

1. Eng Schoul déi méi gerecht ass, déi méi responsabel ass, déi méi Leeschtung bréngt.

2. Back to basics mat Liesen, Rechnen a Schreiwen.

3. An der Schoul gutt Manéiere léiere wéi Bonjour, wann ech gelift, Merci, Au revoir, Pardon. Jo, virwat net? Wann een d'Manéieren net doheem geléiert huet, da sollen d'Kanner déi an der Schoul léieren, awer prinzipiell müssen d'Elteren hir Verantwortung an der Erzéiung vun hire Kanner iwwerhuelen an den Enseignement dergéint ass d'Saach vun der Schoul an net vun den Elteren.

4. D'Schwächte vun der Lëtzebuerg Schoul riicht béien ouni hir Stärkten ze hypothekéieren.

5. D'Schoulautoritéit muss erëm hiergestallt ginn.

6. Een Austausch vun Informatioun tëschent Elteren a Léierpersonal baséiert op Héiflechkeet a Respekt ee vis-à-vis vun aneren.

7. En Hëlfeangebot fir ganz fréi Defiziter ze depistéieren.

8. Den Hausaufgaben déi richtig Mooss an dee richtige Wäert ginn.

9. D'Ausgrenzung verhënnere du-erch d'Schafe vun neien Integrationsklassen.

10. D'Opstellung vun engem Schoukontrakt, wou de Schüler keen Objet méi ass mä eng verantwortlech Persoun mat Rechter a bereet fir seng Flichten ze iwwerhuelen.

Dëst si Propositionen, déi mir als ADR mat kënnen droen, wëssend awer dass se iwwerflächlech sinn. Wa mir elo awer aner Mesuren analyséieren déi méi déif ginn, da gesi mir dass d'DP zéckt fir richtig duerchzegräifen. Hei e puer Beispiller:

1. Op 7ième ass de Cours d'appui obligatoresch. Et ass gutt esou. Firwat dann net op deenen anere Klassen, Madame Minister? Wann dës Coursen net obligatoresch sinn, dann interesséiere sech déi mannsten dofir. Ech kéint lech do genuch Beispiller soen.

2. Am 2. an am 4. Schouljoer besteet d'Méiglechkeet fir queesch duerch d'Land gemeinsam Epreuven ze maachen, fir d'Kapassitéiten an d'Kenntnisser vun de Schüler ze testen. Dës Epreuvë si fakultativ. Eis Fro: Firwat sinn dës Epreuven net obligatoresch? Hei hätte mer awer d'Méiglechkeet fir op Schwachstellen ze reagéieren.

3. Et gëtt net méi bei 25 Punkten, mä bei 27 Punkte kompenséiert. Dat ass de richtige Wee, mä firwat 27 an net 28 zum Beispill oder 29? Et gëtt kengem Schüler een Dingscht gelescht, wann hie matgeschleef gëtt. D'Schüler mussen wëssen, dass 30 déi fatal Grenz ass. Jiddferree kennt déi Grenz, dorunner huet och jiddferree sech ze halen an et ass nëmme am Extremfall wou ee kann een An zoudrécken a kompenséieren. Et daerf net zur Regel ginn. Wat mécht de Patron an der Privatwirtschaft wann 100 Kandidaten sech mellen? Ma e léisst en Test maachen an hëlt nëmme dee Beschten, déi aner hu keng Chance.

Op vill aner Froen huet d'DP bis haut nach keng Äntwert ginn:

1. Wat gëtt géint den Absentéismus an der Schoul gemaach?

D'Ofwieseneheet an der Schoul, sief et vum Léierpersonal, sief et vum de Schüler ass ee Faktor, deen zu deene schlechte Resultater bäidréit.

2. Wéi ass et mat de Schoulvakanz-zen? Ginn déi reduzéiert, jo oder neen? Manner Vakanz bedeit méi Zäit fir d'Schoul a manner Stress fir d'Programmer duerchzezéien.

3. Wéi ass et mat paraschouleschen Aktivitéite während der Schoulzäit? Ass et normal, dass verschidde Klassen déi eng oder déi aner Woch an d'Normandie, an d'Schwaiz oder a Pole fuere fir iergendwéi eng Studie ze maachen?

4. Firwat gëtt zéng Deeg virun enger offizieller Vakanz näischt méi an der Schoul gemaach? Et kann dach net sinn, dass de Schoulprogramm, dee fir dat Joer obligatoresch ass, während véier Woche pro Trimester mat der Briecheaang duerchgeboxt gëtt auf Biegen und Brechen, dass d'Kanner esouguer am Primaire bis aacht, néng oder zéng Auer owes, siwen Deeg an der Woch, ënnert onméiglechem Stress léiere mussen, an dass niemand der normaler Schoulzäit parallel eng Schoul doheem muss fonctionnéieren. Neen, Madame Minister, domadder si mir als ADR net d'accord.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Séier gutt!

■ M. Jean Colombera (ADR).- 5. Et ass ëmmer gesot ginn, d'Kand muss am Méttelpunkt bleiwen.

War d'Réduction des tâches, déi den Här Boden 1987 agefouert huet, am Intérêt vum Kand? Nie an Nimmer!

Ass déi permanent Ausdehnung vun de Vakanzen am Intérêt vum Kand gewiescht? Neen!

War de fréie Samschdeg am Intérêt vum Kand? Nach eng Kéier neen!

War den Numerus clausus am Intérêt vum Kand? Neen!

War d'Selektioun vun de Kandidaten eleng no Punkten am Intérêt vum Kand? Neen!

A Finnland ginn no laanger an intensiver Selektioun 15 Kandidaten vun 100 am Enseignement zouge-looss!

Den ADR wëllt d'Schoul aus hirem sture staatleche Korsett befreien, der Schoul méi Fräiraum verschaffen an hir gläichzäiteg méi Eegeverantwortlechkeet iwwerdreien.

(Interruptions)

D'Schoul soll eng öffentlech finanziéiert Schoul bleiwen, déi awer vill méi wéi bis elo no privatwirtschaftleche Kritäre fonctionnéiere soll.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Jean Colombera (ADR).- Am Primärunterricht muss déi 1989 vum CSV-Minister Boden mat senger Reduzéierung vun der wöchentlecher Stonnenzuel pro Léierpersoun ausgeléiste Katastroph endlech réckgäenge gemaach ginn, wouduerch de Stonneplang erëm optimal un den natierleche Rhythmus vun de Schüler ugepasst ka ginn. Deemoos ass déi Katastroph ausgeléist ginn a si ass weider gefouert ginn. Do ass de Problem, dee mer mussen léisen. Madame Minister an Här Boden, do mussen mer upaken.

Den Zäitdruck muss aus der Schoul eraus. D'Programmer mussen entlaascht ginn. Déi jëtzege aacht Klassen, zwou Virschoulsklassen a sechs Primärklassen, sollen duerch zwee Zyklen vu véier Joer ersat ginn, fir méi flexibel op déi ënnerschiddlech Entwécklung a Begabung vun de Schüler anzegoen, wéi et zum Beispill zu Genf erprouft gouf. Et muss een Hauptverantwortleche genannt ginn, an deem säin Zoustännegkeetsberäich schoulesch Problemer a Koordination falen.

Am Sekundarunterricht soll méi privatwirtschaftleche Management

agefouert ginn. D'Direktore sollen demokratiesch op eng bestëmmten Zäit gewielt ginn. Si mussen méi Eegeverantwortlechkeet erhalen, gläichzäiteg awer och méi Fräi- raum fir hiren Unterrecht optimal ze organisieren. Dat betrëfft d'Ge- staltung vum Unterrecht an d'Léier- methoden, awer och virun allem d'Personalpolitik déi sech no pri- vatwirtschaftleche Kritären aus- richte soll. Leitwierder sinn hei: Leeschtungskontroll an Unerken- nung vun der Leeschtung. D'En- seignant, déi ze schwach sinn, müssen een anere Beruff agoen an net méi am Unterrechtsministère Plaz fannen.

D'Zesummenaarbecht zwëschen dem Léierpersonal vum Primär- a Sekundarunterrecht muss verbes- sert ginn. D'Schoule sollen zu- eenen a Konkurrenz stoen, well nëmmen d'Konkurrenz beliebt d'Geschäft.

Als Konklusioun muss ee festhalen: D'PISA-Etüd huet eis gewise wou mer müssen handeln. Déi beschte Schoulkräften, déi beschte Pädagoge müssen do agesat gi wou et am néidegsten ass, nämlech an den éischte Jore vum Schoulzyklus. D'Fäegkeete vun de Kanner müssen am Ufank vum Schoulliewen entdeckt a gefördert ginn. Wa mer dat maachen, brau- che mir als Gesellschaft spéiderhi keng Folgekäschte vun enger falscher Planung ze droen.

Mir si verantwortlech fir all Kand dat mer verléieren, fir all Kand dat mer net ënnerstëtzen, fir all Kand dat mer liichtfankeg fale loossen. All Kand ass e Genie a sengem Domän.

Et gëtt keng domm Kanner! Et ginn nëmme Leit déi eng Saach domm upaken. Mir als Politiker müssen d'Schicksal vun eise Kanner op eng gescheit Aart a Weis upaken. Mir als ADR si bereet fir dës Eraus- fuerderung.

Merci.

(Interruption)

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, selten huet eng Etüd esou schlagarteg Defi- ziter an engem Beräich belicht wéi d'PISA-Etüd dat hei fir den Enseig- nement gemaach huet. A well déi Problemer esou gravéierend sinn a schonn zënter Jorzéngten esou gravéierend sinn, geet déi Debatt hei och wäit iwwert den Objet vun der Etüd eraus, dee jo dora bestan- nen huet an engem Test an den OECD-Staten, dat heescht an deenen entwéckelte Länner, erausze- fanne wéi Schüler mat 15 Joer um Enn vun hirer Schoulpflicht et fäer- deg bréngen, ech zitieren: „geschriwwen Texter ze verstoen, ze benotzen an iwwert si ze reflektie- ren, fir eegen Ziler ze errechen, dat eegent Wëssen a Potenzial widerzëntwéckelen an um ge- sellschaftleche Liewen deelzue- len“.

D'Diskussioun iwwer PISA hélt hei- andso cocasse a widerspré- chlech Dimensiounen un, wann een zum Beispill gesäit wéi grad déi éischter konservativ Professer- organisatioun APESS deen neo- liberale Geescht vun där Etüd hei uprangert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si sécher keen Unhänger vun der OECD an hiren neoliberalen Wirt- schaftstheorien, mä ech mengen awer, datt déi PISA-Etüd hei engem humanistesche Bildungszil a ken- ger Hinsicht entgéint steet. D'Ver- hältis vun Theorie a Praxis ass och aus menger Siicht wesentlech. D'Schoul soll d'Schüler zu ganze Mënschen, zu autonomen a krite- sche Mënschen erubilden. Och am klassesche Lycée ass dat awer nëmme begrenzt de Fall. Och do

steet d'Wëssensakkumulatioun vu Fakten a vu Regelen an net dat kreativt Léieren am Virdergrond, wéinstens an deenen Altersstufen déi PISA kontrolléiert huet. Grad déi Etüd hei weist jo och Schwä- chen op bei deene beschte Schüler, déi iwwerduerchschnëttlech grouss si par rapport zu deenen anere Länner.

Schonn d'Schülerbewegung 1968 huet en déiwe Malaise mat engem verstébsten an autoritäre Schoul- system ausgedréckt an huet iwwer- gens och de Besoin no engem de- mokrateschen Zougang zum klas- sesche Bildungswee zum Aus- drock bruecht. Si war selwer den Ausdruck vun enger gewësser De- mokratisierung vun der Schoul. Deemools sinn zum Beispill am Sü- den ëmmer méi Aarbechterkanner an de Lycée gaangen. Deemools sinn och nach déi Froe vum demo- krateschen Zougang vun der Schoul wëssenschaftlech ënner- sacht ginn. Déi Magrip-Studie ass schonn hei genannt ginn. Ech weess net, ob een heibanne weess, wat dat heescht Magrip. Ech hu mech informéiere gelooss, dat heescht Matière grise perdue.

(Interruption)

Ech fannen dat gëtt ganz gutt den Zesammenhang erëm zwëschen der Demokratisierung vun der Schoul an der voller Ausnutzung vun alle mënschleche Ressourcen, déi noutwennig ass.

Déi ganz sozial Brisanz vun der Schoulfro stellt sech menger Mee- nung no och elo erëm. Den Här Wi- seler huet virduun dovun geschwat mir misste verënnern, dass de soziale Gruet méi grouss gëtt. Ech mengen dee soziale Gruet ass scho längstens do. Zënter laangem ginn zwar scho keng Ziffere méi veröffentlecht iwwert de soziale Mi- lieu aus deem d'Schüler kommen an och net iwwert den Afloss vun deem Milieu op hir Schoulesch- tungen. Et ass duerfir schonn eng gewësse Brisanz, wa grad d'OECD an deser Fro Lëtzebuerg schlecht Nouten ausstellt, wat den negati- ven Afloss vum sozialen Émfeld op d'Schoul betrëfft. Lëtzebuerg läit hei wäit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt.

An enger anerer Studie, déi elo viru kuerzem eréischt erauskomm ass, iwwert de Rendement moyen de l'éducation, déi vum Déifferdenger CEPS, dem Centre d'études de po- pulation, de pauvreté et de poli- tique socio-économique, ausge- schafft ginn ass, geet Rieds vun enger ganz ausgeprägter Domi- nanz, ech zitieren: „Dominance de l'origine sociale par rapport aux capacités personnelles dans la dé- termination du niveau d'éducation et donc aussi du rendement de celle-ci“. Déi Etüd plädéiert bemierkenswäerterweis souwuel beim Projet Uni Lëtzebuerg wéi och wat d'Primärschoul ugeet fir méi eng staark öffentlech Interven- tioun an deem Sënn, fir déi Inéga- litéiten do ze reduzieren, „non pas seulement dans un but d'équité (favoriser les enfants des milieux désavantagés), mais également dans un but d'efficacité de la dé- pense publique“.

Well et zu Lëtzebuerg keng Statisti- ken iwwert déi sozial Originé vun de Schüler gëtt, ass an der Ver- gaangenheet dacks zrëckgegraff ginn op déi Presenz vu verschidde- nen Nationalitéiten, déi jo statis- tesch erfaasst ass an eisem Bil- dungswiesen a besonnesch op d'Presenz vun eise portugisesche Matbierger, déi wéi mir jo wëssen zu engem groussen Deel aus Aar- bechter bestinn. Och déi Zuele sinn ëmmer nach ganz opschluss- räich, esou wann ech zum Beispill kucken am Joer 2001/2002 stellen déi portugisesch Kanner am Pri- maire nach 18,9% vun de Schüler duer, do wou d'Kanner all zesum- me sinn. Si stellen nëmme 4,7% am Lycée classique duer, awer am Ly- cée technique 22,5%, also iwwer- duerchschnëttlech. Nach méi iwwerduerchschnëttlech am Modu- laire, wou si eleng 34,9% vun alle Schüler stellen.

(Interruption)

Ech hunn nach eng weider flagrant Zuel erausgegraff aus enger Studie iwwert den Enseignement second- aire, wou bei 2.456 Absolvente vun der Première gefrot ginn ass, wat fir eng Nationalitéit datt se hunn. Abee do hunn 91,4% uginn si wiere Lëtzebuerg, 2,8% si wie- re Fransousen an 1,7% si wiere Portugisen.

Um aneren Enn vum Bildungs- system am Modulaire ass eng ganz katastrophal Situatioun déi mir alle- guerte kennen. Et handelt sech hei ganz dacks ëm e Ghetto, deen och gebailech vum Rescht vum Enseig- nement secondaire technique getrennt ass. Ganz dacks feelt et grad hei u qualifiziertem Personal. Domat wëll ech näischt géint déi Leit, déi do mat ganz vill Engage- ment schaffen, gesot hunn, mä et ass eng Tatsaach, an dat stellt och d'PISA-Studie fest, datt 65% vun de Modulaireschüler als funktionell Analphabete gëllen. Ënnert deene Schüler gëtt et bestëmmt e ganz groussen Deel dee vun enger heijer Intelligenz ass, an do wëll ech dem Här Colombera ganz Recht ginn, dee seet: „Et gëtt keng domm Schüler.“

Et feelt och ganz dacks an dem Modulairesystem do u beruffleche Perspektiven. Ech hu mer soe ge- looss, wat d'Ausbildung fir e CITP ugeet, dass do bei 450 Admissioun- en op Dossier der 303 dobäi sinn, déi kee Léiervertrag kréie kënnen an déi op der Waardelëscht sti beim Centre national de la forma- tion professionnelle, an net wësse wat fir e berufflechen Débouché se sollen huelen. Do kann een awer nëmme soen, Här President: Quel gâchis! Wat e Verbëtzelz vu mënschleche Kapassitéiten a wat fir e soziale Sprengstoff och fir d'Zukunft.

Mä Lëtzebuerg ass iwwerhaupt e Spëtzerider wat déi negativ Zue- len ugeet. Ech huelen do eppes anescht, de Rapport européen sur la qualité de l'éducation scolaire, deen am Mee 2000 eraus- komm ass. Eng europäesch Etüd, déi ongeféier zäitgläich ass mat der PISA-Etüd, wou och opschluss- räich Zifferen dra stinn iwwert den Taux d'échec scolaire, wou zum Beispill Lëtzebuerg Spëtzerider ass mat iwwer 30% vun de Schüler, zesumme mat Portugal iwwerens, déi nom ofgeschlossenen ën- neschten Zyklus am Secondaire keng weider Ausbildung oder Léier gemaach hunn. A wann een déi nach géing dobäi huelen, déi emol deen éischten Zyklus net ofge- schloss hunn, da géifen Zuele vun iwwer 40% erauskommen. Ech wëll just bemierken, dass Finland a Schweden beim Echec scolaire ën- ner 10% leien.

Émgekéiert ass Lëtzebuerg mat Portugal dat Land wat déi mannst Jonker huet, déi deen iweschten Zyklus vum Secondaire ofge- schloss hunn, an zwar manner wéi 60%. Hei leie Finland a Schweden bei wäit iwwer 80%. 68% vun de Schüler vun enger Altersklass kréien a Finland den Niveau fir op d'Heichschoul ze goen. Eng Situa- tioun vun där hir Lëtzebuerg Koll- leegen awer nëmme kënnen dree- men. Dass se awer dovunner dree- men, dat gesäit een an enger an- erer Etüd, déi viru kuerzem virge- stellt ginn ass, iwwert „das Wohlbe- finden der Jugendlichen in Luxem- burg“.

Doraus eréischt ech, dass zum Beispill am Zentrum 52,1% vun alle Schüler dovunner dreemen eng Kéier op d'Universitéit ze goen, am Süden 36,6% - do gesäit een iwwerens och déi regional Enner- scheeder ganz gutt -, am Norden 31,7%. Vun de Lëtzebuerger Jonge wellen op d'Universitéit goen - Dir wësst jo déi genau Zuelen, wéi vill dass der effektiv drop ginn - 46,9%, vun de Meedercher 44,8%,

vun de portugisesche Jongen ëm- merhin nach 22,4% a vun de portu- gisesche Meedercher 29%.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Association de soutien aux tra- vailleurs immigrés schwätzt dovun, dass de Lëtzebuerg Schoul- system riskéiert kuerzfristeg zur Explosioun vun der Gesellschaft a souguer zu enger Well vu Gewalt vun de Laissés-pour-compte ze féieren.

Ech liesen dat aus dem Avis vun der ASTI, dee mer geschéckt kritt hunn. An d'ASTI wäerft der Schoul vir, si wier e «briseur de rêves d'en- fants et de parents».

Ech kommen ëmmer méi zur Iw- werzeegung, Dir Damen an Dir Hären, dass Lëtzebuerg eng blockéiert Gesellschaft ass, vun där vill Komponente vun deser Chamber a vun der Regierung iwwerhaupt net méi vertritt ginn, an dass och kee wierklechen Effort gemaach gëtt fir aus där Situatioun eraus ze kommen, déi jo fir d'éischte Kéier hei an den 80er Joren dis- kutéiert ginn ass a wou sech näischt Wesentlech geännert huet.

Ech war bis elo theoretesch dovun- ner iwwerzeegt, dass nëmmen den Tronc commun, also nëmmen d'Ze- summes vun alle Kanner bis zum Enn vun der Schoulpflicht, d'Ka- passitéit vun alle Kanner kéint voll ausschöpfen. Grad esou ewéi nëmmen e wierkleche breede Sport herno e seriöse Spëtzesport kann ervirbréngen.

Et ass hei gesot ginn, et gi ver- schidde Modeller vun Troncs com- muns, déi eng si méi erfollegräich wéi déi aner - mengen ech, sot den Här Wiseler -, ma ech géif him da soen, dann huele mir déi Modeller déi am erfollegräichste sinn a mir wende se differenzéiert op eis Rea- litéit, och eis Sproochrealitéit ën- ner anerem, zu Lëtzebuerg un. Well och hei komme mer net ron- derem déi Fro, déi och iwwerens mat sech bréngt, dass grad am Ufank vun der Schoul, grad op deenen ënneschte Primärschoul- klassen intensiv an differenzéiert mat deenen eenzelne Schüler ge- schafft gëtt, wat och dat néidegt ausgebildete Personal dann na- tierlech viraussetzt.

A Finland schaffen déi beschte Pädagoge bei deene Kanner mat deene gréisste Schwierigkeeten. Nëmme zu Lëtzebuerg ass dat émgekéiert. Dat setzt och viraus, dass de Bildungsbudget an d'Luucht gesat gëtt, deen nëmme 4% vum PIB zu Lëtzebuerg aus- mécht géint iwwer 8% a Finland. A Finland schaffen iwwerens op deenen héije Klassen d'Schüler wäitgehend autonom, wat d'Perso- nalkäschten erëm eng Kéier erof setzt.

Ech hunn eng Motioun era ginn. Ech géif och da vläicht, Här Presi- dent, déi puer Minutte Riedezäit, déi ech bei der Motioun hunn, hei huelen, fir nach meng Ried zu Enn ze bréngen.

An där Motioun entwéckelen ech meng Iddi wat d'progressiv Aféie- rung vun engem Tronc commun ugeet. Ech schloen do vir, dass en Aarbechtsgrupp agesat gëtt, deen déi Problematik diskutéiert, mat all deem wat domat zesummenhängt - och mat der Formation des enseig- nants zum Beispill - deen da bis zum Enn vum Joer 2003 éischt Re- sultater virleet an och legislativ Schrëtt proposéiert fir a Richtung vun engem Tronc commun ze goen.

Här President, ech werfen der Ma- dame Ministesch, déi elo iwwer- gens eraus gaangen ass, net vir, si wier Schold vun PISA-Misère. D'PISA-Etüd ass 2000 gemaach ginn. Si ass 1999 an d'Amt komm. Fir de PISA-Misère sinn all déi Re- gierungen an och déi Majoritéite verantwortlech, déi och scho virdu bestanen hunn, an och beson- nesch déi Partei déi de Ressort vun der Educatioun ëmmer hat.

Mä ech werfen awer der Madame Ministesch vir, dass se elo net déi richteg Konklusiounen aus dem PISA-Debakel zitt, virun deem mer sinn, mä dass si, au contraire, nach Propositione virschléit déi an déi géigesätzlech Richtung ginn.

Ech wëll dat un dräi Beispiller kuerz um Schluss vu menger Ried nach eng Kéier soen. Esou wäit ech héieren hunn, läit en Avant- projet vir wat d'Reform vum Cycle inférieur vum Enseignement second- aire technique ugeet, deen awer virgesäit nach méi Schüler an déi ënnescht Laufbahnen ze drängen an do och nach déi Schüler, déi souwisou scho méi schwach sinn, am Modulaire och nach ze konkur- renzéieren, wat den Accès zum Beispill vun esou Formatiounen wéi CCM a CTP ugeet. Also just de Contraire vun deem wat ee soll maachen. Wann ech och nach lie- sen, dass d'Programmer vum Enseignement secondaire technique generell sollen „désecondariséiert“ ginn, da muss ech jo feststellen, dass déi Schüler dann nach méi vum allgemengen Zougang zur Bil- dung ofgesondert solle ginn.

(Interruption)

Här Rippinger, ech huele meng puer Minutte bei meng Riedezäit bäi.

(Interruption)

Den Här Rippinger huet lech ge- wisen, Dir sollt ofschneiden, mä ech wollt en dann informéieren, dass ech och nach e bësse Riede- zäit zu de Motiounen hunn.

Deen zweete Volet, dat ass d'Uni Lëtzebuerg. Wat jo a menger Sicht, opgrond vun deem wat ech bis elo dovunner konnt liesen, en absolut autoritaires a partielle Projet ass, deen emol net e regelrechten Enseignement pédagogique vir- gesäit, dee jo och vun den Enseig- nanté selwer gefuerdert ginn ass, mä deen nëmmen eng Formation professionnalisante vun dräi Joer virgesäit, esou wäit ech informéiert sinn. Et sief dann, ech kréien hei de Contraire gesot.

An drëtzens, an dat ass schonn hei vun de Kollege vun der sozialiste- scher Fraktioun gesot ginn, wëll ech och dat Pushe vun de Privat- schoulen duerch aussergewéin- lech finanziell Vergënstegung bemängelen, dat vun deser Regie- rung ugestriift gëtt. A mir denken do net nëmmen an déi kathoulesch privat Schoulen, mä mir denken och un dat wat alles nach hannen- dru kënt. Mir wëssen och - an dat ass och schonn hei, mengen ech, vun de Kollege vun der Grénger Fraktioun gesot ginn -, dass et in- ternational Schoulkonzerner gëtt déi, esou wéi et Hotelchainé gëtt, och Chainé vu Schoulen an all de Länner hunn. Dat kënt dann och op eis zou an dat gëtt dann och finanziert an dat dreift d'Schoul nach ëmmer méi auserneen.

Voilà, ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Urbany. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jos Scheuer (*LSAP*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewe vun engem Oppositionspolitiker ass jo net ganz einfach an déi meesch Deb- atte si relativ frustrant, an der Op- position ganz oft méi wéi an der Majoritéit, mä am frustrantste sinn des Kéier d'Debatten iwwert d'Schoulpolitik, déi stelle fir mech eng extrem grouss Déceptioun duer.

Déi éischt Debatt, déi mir haten, war iwwert d'Integratioun vun den Net-Lëtzebuerg Kanner. Déi zweet Debatt, déi mir elo hunn - déi grouss Debatt -, dat ass d'PISA- Debatt. Fuerchtbar enttäuschend si fir mech d'Konklusiounen déi aus deenen Debatte gezu ginn. An déi Konklusiounen déi een zéie muss sinn déi heiten: Alles widerhéit sech, alles ass gewosst, déi Leit déi op d'Tribün komme soe genau

datselwecht wéi se scho virun engem Mount, a virun zwee Méint, a virun zwee Joer, gesot hunn. An ech wëll net suffisant sinn, mä ech behaupten, datt alles wat haut de Mëtteg hei gesot ginn ass, vu mir gewosst war, an déi Leit déi hei op der Tribün stoungen, hunn dat wat se gesot hunn och schonn x-mol virdu gesot.

Wann een dat net kontestéiert kritt, da muss ee feststellen datt absolut keng Opbrochstemmung an der Chamber virherrsch. Wou ass d'Offensiv? Déi Erwaardungshaltung déi verknéipt war mat der Wahlcampagne vun der DP, déi ass enttäuscht ginn. Et huet een d'Impressioun - an dat erkläert och firwat dass ech zum Beispill refuséiere fir an där Kommissioun unger Motioun matzeschaffen a fir eng Motioun mat der Majoritéit ze ënnerschreien an och de Numm drënner ze setzen - wéi wann ee géint eng Gummismauer géif lafen, se geet zréck, se blockt of, et leeft alles erof, et kënnt näischt dobäi eraus.

D'Madame Brasseur ass eng Ministesch, déi ass imperméabel, si ass opaque. A munchmol maache Leit an der Chamber en Exercice dee scho luewenswäert ass, se schreiw Motiounen, am Benediktinerfläiss maache se Proposition-de-loien a se féieren hei op der Tribün laang Rieden.

Ee vun deenen ass den Här Garcia, eng äusserst sympathesch Figur, e bëssen eng tragesch Figur an deem Kontext. E kënnt mer vir wéi ee vun deene sympatheschste Leit déi et an der Literatur ginn, den Don Quichote. Eng dramatesch Figur, äusserst sympathesch. Hien huet gekämpft, hien ass gescheitert...

(Interruption)

...an hie gëtt awer net op, an alles wat den Här Garcia gesot huet, alles wat hie geschriwwen huet, dat ënnerschreien ech mat zwou Hän.

(Interruption)

Awer ech muss schonn am Défaitismus, deen eben einfach esou iwwert ee kënnt, an am Laf vun deene leschten zwee Joer iwwert mech komm ass, soen, datt déi Figur vum Don Quichote tragesch géinnt ass.

D'Mady Delvaux huet de ganze Katalog vu Mesurë virgeschloen iwwert déi mir diskutéieren.

(Interruption)

Ech sinn iwwerzeegt dass den Här Garcia op eemol mat sengem Aktivismus, deen hien un den Dag leet, ophält. Well esou masochistes ass den Här Garcia och net, fir weider ze fueren.

D'Madame Mady Delvaux huet d'Position vun der LSAP in extenso duergeluecht. Ech wëll mech just op e puer Remarque beschränken, déi awer nach ze maache bleiwen, an wëll mech komplett op d'Resultater aus der PISA-Etüd baséieren.

An ech wëll mol ee Rappel maachen, dee mer dach wesentlech schéngt an deen haut de Mëtteg kaum hei ugeklongen ass. Den Andreas Schleicher, den Direkter vun der PISA-Programmer bei der OECD, huet PISA folgendermoosse bezeecht: Hie seet, et ass en Instrument fir d'Leeschtung vun der Bildungssystemer duerstzestellen a fir déi Leeschtungen op hir Nohalttegkeet ze präiften.

An Nohalttegkeet präiften, dat heescht an deem Fall kontrolléieren wéi 15-jähreg jonk Leit, also um Ofschloss vun hirer Schoulpflicht, op d'Liewe virbereet sinn.

Op Lëtzebuergesch genau d'Intention vun der PISA-Etüd iwwersetzen an d'Konklusioun doraus ass jo a muss awer déi heite sinn: D'Lëtzebuerg Elève vu 15 a 16 Joer sinn op d'Liewen, dat se hei zu Lëtzebuerg féieren, katastrophen schlecht virbereet. Dat heescht, et geet hei an deser Diskussioun net

ëm Wëssen, et geet net ëm d'Moosse vu Wëssen, et geet ëm d'Moosse vun deem wat ee Kompetenzen nennt. A wann d'Madame Minister sech konsequent wär, da misst se wierklech higoen an eng Evaluatioun vum Niveau vun der Lëtzebuerg Primeraner maachen a vun deene Leit déi d'13ième gepackt hunn. An deem Fall kënnt se dat schiift Bild vun der PISA-Etüd riichtbéien. Wann dat net geschitt, da bleift dat am Raum stoen an da sti mer do als déi déi gescheitert sinn. Avis aux amateurs, Madame!

Eis Elève hu schlecht ofgeschnidden - an ech wëll dat e bëssche verdäitlechen - beim kreativen Émgang mat der schrëftlecher Informatioun. Si hu schlecht ofgeschnidde beim Applizéieren vun hirem Wëssen op real Situatiounen, dat heescht op d'Liewen, wéi dat esou schön heescht. A beim Matdeelen, dat heescht an deem Fall beim Nidderschreiw vu Gedankengäng a vun Iddien. Si hu schlecht ofgeschnidde bei der Mathematik. No der OECD-PISA, solle Problemer vum Alldag erkannt ginn, analyséiert ginn, begrënt ginn an et soll ee se dann och kënnen matdeelen. Och do schneide mer also schlecht of.

Bei den Naturwëssenschaften ass et esou: D'Zil vun den naturwëssenschaftleche Studien ass fir d'Kanner dozou ze bréngen ze beobachten, fir hir Kenntniser anzusetzen, fir Konklusiounen ze zéien an zum Schluss dann Entscheedungen ze treffen. Gesidd Der, dat do ass ural, mir hunn net eise Wëssensstand gemooss kritt, mir hu gemooss kritt wéi d'Lëtzebuerg Schoul am Liewen do steet, an eiser Gesellschaft do steet, am Verhältnis zu Situatiounen, déi sech an all Land presentéieren. Där Komplexitéit ass d'Lëtzebuerg Schoul net gewuess gewiescht.

Dat war d'Essenz vun der PISA-Etüd. D'Fro, déi ee sech elo hatt misse stellen, ass: Wéi ännere mer eis Schoul ëm, wéi bereede mer d'Kanner besser drop vir fir mam Liewen ëmzegen?

Ech sinn och der Meenung, dass dofir, aus där doten Optik eraus - an dofir hunn ech et zitéiert, am Virfeld vun der PISA-Diskussioun -, de Gremium, deen zesumme geruff ginn ass, net breet genuch ausgewielt war. Ech sinn der Meenung, dass net all interesséiert Partner an der Chamber hei un der Diskussioun deelgeholl hunn. Ech stelle fest, dass mer vill ze vill restriktiv waren, jiddferen dee geruff ginn ass ass zu Recht geruff ginn, mä vill anerer hätten en Apport zur Diskussioun kënnen bréngen. Vill Gremien, vill Institutiounen waren net derbäi. Ech froen Iech emol: Wou war d'Beruffswelt? Wou war d'Ekonomie? Wou waren déi, déi un der Integratiounsdebat deelgeholl hunn? Wou waren d'Chambres professionnelles? Wou ware virun allem déi, déi d'Kultur hei zu Lëtzebuerg representéieren, déi aktiv d'Kulturlieden zu Lëtzebuerg prägen, an déi domadder fir mech och responsabel si fir de Begrëff Enseignement général mat Liewen a mat Contenuen ze fëllen? Wou ware se, déi net staatlech Institutiounen? Fir mech hatt déi Diskussioun missen d'Basis gi vun enger reeller Bildungsoffensiv. Déi Diskussioun ass an engem Cercle fermé virbereet ginn.

E puer praktesch Remarken: Den éischte Fait ass, dass d'sozio-kulturell Situatioun vun der Kanner hei zu Lëtzebuerg en Impakt op d'schoulesch Leeschtungen huet. Am August 2002 sollt déi Etüd virleien. Wou ass se? Madame Minister, do ass e Vakuum entstanen an all Mesuren déi Der elo proposéiert an all Mesuren déi an der Etüd hei stinn hätten eng aner Basis, wa se géife fousen op der sozio-ekonomescher Etüd, déi ganz breet gefächert misst ausfalen.

Eng Analys vum soziale Statut vun der Kanner ass noutwendeg an ouni déi Analys vun der Méiglechkeet

ten, déi d'Kanner doheem hu fir ze léieren, fir sech ze bilden, fir och mat de Problemer, déi sech hinne stellen, fäerdeg ze ginn, kann een och keng Bildungsoffensiv maachen. Vum 6. Dezember 2001 bis haut hatt ee vill kënnen maachen. Dat as net geschitt an ech wollt einfach, fir dat ze verdäitlechen, och dee Saz aus der PISA-Etüd virleien: „Also die Tatsache deutet darauf hin, dass die Schulsysteme anderer Länder besser mit den Benachteiligten die durch einen unterschiedlichen sozio-ökonomischen Hintergrund bedingt sind umgehen können.“ Dat ass batter fir d'Lëtzebuerg Land a fir eise Schoulsystem.

Déi zweet Remarque: D'Lëtzebuerg Schoulpopulatioun ass esou heterogen zesummegehalt wéi niergendwou an Europa. Kanada ass nach vläicht dermat ze vergläichen, mä trotzdem stellt de Problem sech elo ganz anescht bei eis wéi a Kanada. Mä hien ass e comparabel zu verschiddene Regiounen am noen Ausland, an och comparabel zu verschiddene Stied am Ausland. Mir sinn net eenzeg-arteg an ech wëll just hiweisen op dat wat den Här Garcia dozou gesot huet, datt mer net elei eng Ausnahmesituatioun hunn, mä dass mer eis scho kënnen inspiréieren u Modeller déi funktionéieren.

D'Integratiounschancen an domat d'Bildungschancë vun den Net-Lëtzebuerg Kanner si mat der Bildungsoffensiv, Madame Brasseur, net besser gi wéi virdu. Dir hutt de Punktecatalog vum Här Fischbach vu 40 Punkten ersat op e Punktecatalog vun ongeféier 20 Punkten. En ass reduzéiert ginn, mä qualitativ ass näischt Neies bäikomm.

D'Ausländerkand huet hei zu Lëtzebuerg keng optimal Chancë fir sech ze verwickelen. Déi Erkenntnis ass al, d'Etüd Magrip huet dat scho gesot. A wat heescht dat? Et ka seng intellektuell Fäegkeeten net entwëckelen, et huet Schwieeregkeete fir sech an d'kulturell Liewen hei zu Lëtzebuerg ze integréieren. Kuckt emol wéi niddreg de Prozentsaz, grad vu portugisesche Kanner a vu portugisesche Leit, an der Lëtzebuerg Kulturveräiner ass. Et ass beschämend fir d'Lëtzebuerg Kulturwelt, dass mer et net fäerdeg bruecht hu fir si ze integréieren, an et ass a mengem Aen zum gudden Deel e Fehler vun der Schoul. Dir hutt hei bei deser PISA-Debat och d'Chance verpasst fir eng kultur-politesch Debat ze féieren an domat en neie Wand, en offensive Wand an d'Integratiounsdebat eranzubringen.

Dir musst Iech de Virwurf gefale loosse, datt och kee Wëllen do ass fir ze präifen ob d'Contenuen, ob d'Matière an deelweis sécher och d'Methoden deem Zil ugepasst sinn, dat d'OECD gesat huet, nämlech d'Elève an d'Kanner op d'Praxis virzubereeden.

Et gëtt keng Reform vun der Programmkommissiounen, et gëtt formal Emstrukturéierungen, et gëtt administrativ Emännerungen, mä déi Programmkommissiounen, déi maache sech net op fir d'kulturell Liewen a si maache sech och net op fir berufflech Instanzen a fir Institutiounen, déi souwisou amgaange sinn hiert Eegeliwen ze entwëckelen a mat Pabeieren op de Maart kommen an erauskomme. Et entsti Gremien, wou de Ministère de l'Education nationale nach nëmme eene Element ass an nach emol net dat wichtegst Element ass, fir zum Beispill d'Formation continue ze programméieren an op d'Pist ze setzen.

Drëtt Remarque: d'Ganzdagsschoul. Ech wëll do just op e méiglechen Etiketteschwandel hiweisen oder op eng Begrëffverwirrung. D'Definitioun vun deem Begrëff ass net einfach. Ech hunn d'Impres-

sioun, wéi wa mir ënnert der Ganzdagsschoul éischer d'Begleedung no der Schoul verstinn, eng Begleedung, déi deelweis gemaach gëtt vu Pädagogen, mä haaptsächlech vun Net-Pädagogen. Mir brauchen onbedéngt e pädagogesche Konzept fir dee Begrëff Ganzdagsschoul dann ze fëllen. En dierf net zu enger Beschäftigungstherapie ausarten oder féieren. D'Schoul huet net d'Fonction vun enger Garderie. Déi Nomëtteger déi an der Schoul verbruecht ginn, dat si keng Spillnomëtteger. Ech wëll just do op ee Punkt hiweisen, deen awer als e grouse Manko am Lëtzebuerg Schoulsystem ëmmer nees duergestallt gëtt.

Dat ass dee klengen Deel, deen d'Erzéiung zur Konscht hei an eise Unterrechtswiesen anhëlt, zum Beispill dee gerenge Stellewäert vun de musesche Fächer bei eis an op där anerer Säit deen héije Stellewäert deen d'musesch Fächer an de skandinavische Länner hunn. Vläch wär d'Méiglechkeet, wann Der net de Courage hutt a wann Der et net fäerdeg bréngt fir d'Programmer, d'Schoulstonden an d'Horairen op d'Kopp ze dréinen an d'musesch Fächer nei ze iwwerdenken an ze revaloriséieren, fir an enger Ganzdagsschoul méi ze maachen, an zwar net nëmme an der Primärschoul, mä och am Lycée.

M. Claude Wiseler (CSV).- Här Scheuer, dierf ech Iech just eng Fro stellen?

M. Jos Scheuer (LSAP).- Jo.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dir hutt gesot vun der Ganzdagsschoul mat de Konzepter, et wär net kloer wéi dat géing goen. Ech hu virdu d'Konzept vun der Ganzdagsschoul, dat mir als Partei hunn, genannt an erkläert wéi een dat kéint maachen. Dir hutt awer elo net gesot wat dann Aert Konzept vun der Ganzdagsschoul wär, wéi Dir Iech virstellt wéi dat sollt ausgesinn am Primaire, am Postprimaire. Dat si jo awer wichteg Froen. Et sinn esou Wieder déi hei an d'Welt geworf ginn an déi Der awer net erkläert an Der sot net prezis, wat Der wëllt a wéi Der et wëllt.

M. Jos Scheuer (LSAP).- D'Madame Delvaux an ech, mir hunn eis d'Aarbecht opgedeelt. Ech hunn nach fënnf Minuten. Mir komme mat dem Konzept, et ass absolut kee Problem. Mir hate schonn am leschte Wahlprogramm munches driwwer gesot.

M. Claude Wiseler (CSV).- Et ass esou wéi an der Kommissioun, Dir kommt domat mä Dir schwätzt net driwwer.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Ech wollt nach eppes soen iwwert d'Strukturen. Ech schlësse mech do souwuel un un dat wat den Här Wiseler virdu gesot huet wéi un dat wat den Här Garcia an och d'Madame Delvaux gesot hunn.

Mir hunn e Lëtzebuerg Schoulsystem dee cloisonnéiert ass, deen hiéarchiséiert ass. Et gi minimum 12, wann net 13 Septiemen. Déi Gesamtschoul, déi d'Primärschoul duerstellt, hält nom sechste Schouljoer op an da flitt et auserneen. A wéi! Et sinn Essai gi fir et nees zesummen ze féieren. Den Här Garcia huet ganz diskret iwwert d'Gesamtschoul geschwat a vu Leit déi Carrière gemaach hunn trotzdem datt se bal zu Diddeleng ënnert d'Rieder komm waren an deem System. Den Här Wiseler huet vum Modulaire geschwat, awer haaptsächlech dee Modulaire op de Primaire bezunn.

Wéi ass et dass an deene Länner, wou d'Kanner am Längste beienee bleiwen, se am Beschten ofschneiden an der PISA-Etüd? Dat ass e Fait.

M. Claude Wiseler (CSV).- Neen, dat ass kee Fait.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Déi meescht Länner hunn d'Integratioun méi wäit pousséiert wéi mir. Dat ass e Fait. Ech wëll net generaliséieren. Or, hu mir een Essai gemaach zu Lëtzebuerg fir déi additiv Gesamtschoul ze realiséieren, andeem mer nämlech de Préparatoire beim Lycée, beim Enseignement technique gelooss hunn? Madame Minister, Dir gitt ewell esou wäit fir esouguer de Préparatoire eraus ze huelen an ze ghettoiséieren. Ech fannen dat skandaléis. Dat ass net korrekt vis-à-vis vun deene Kanner an et ass och net korrekt vis-à-vis zum Beispill vum Koalitionspartner deen iwwerzeegt war dovun, datt de Préparatoire am Technique sollt integréiert bleiwen.

A wann eng Diskussioun interessant war, elei an der Chamber, da war et d'Diskussioun ëm de Modulaire. De Modulaire hu mer reseréiert fir de Préparatoire. De Modulaire war dee beschte System deen et gi ka fir am Préparatoire bei deene schwachste Schüler zu engem gudden Resultat ze kommen. An d'Madame Brasseur huet de System vum Modulaire mutatis mutandis iwwerholl am Primaire, andeem se nämlech aus zwee Joer, éischt an zweet Schouljoer, dräi Joer gemaach huet. Och dat ass eng Form vu modularem Unterrecht.

Ech froen Iech, wann een elo logesch denkt, da misst et méiglech sinn, fir dee modulare System ze iwwerdroen an eise ganzen Enseignement? Wann Der bescheide sidd, da bis op Neuvième, bis op Cinquième, oder besser bis op Quatrième. A wann ee wierklech couragéiert ass, da baut een e System op wou de modularen Unterrecht duerch all Type d'enseignement geet, vu Septième zum Beispill bis op Première. Da bréngt Der et fäerdeg, datt dee beschte Schüler, déi Élite vun där neierdengs esou vill geschwat gëtt, a sechs Joer d'Première huet an de Gros vun den Elève, deen mécht d'Première dann a siwen oder aacht Joer. Dat wär eng Bildungsoffensiv déi Der maache kéint an dann hatt Der wierklech munches reforméiert am Lëtzebuerg Schoulsystem.

Als allerlescht nach e Wuert zur Integratioun. Mir haten an der LSAP en Owend wou iwwer Integratiounspolitik an Handicap diskutéiert ginn ass. Op deem Owend waren iwwer 100, 120 Leit. Et war eng Table ronde mat Leit déi net onbedéngt eppes mat der Partei ze dinn haten. An do war de Wonsch, datt d'Integratioun vu Kanner mat Handicap an der Schoul sollt organiséiert ginn. An d'Offer besteet, fir sech zesummen ze setzen, mat der Madame Minister a mat de Leit aus dem Ministère, dass dee Projet pilote Intégration orthopédagogique et Ediff net e Projet pilote bleift, mä datt een deen ausbaue kann am Intérêt net nëmme vun den Handicapéierten, mä och am Intérêt vun alle Partner an der Schoul déi munches kéinten do derbäi léieren.

Ech soen Iech villmools merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci Här Scheuer. D'Regierung huet elo d'Wuert. Madame Brasseur wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*.- Här Präsident, Dir Damm, Dir Hären, ech wëll uganks all deene villmools merci soen déi un deem Débat deelgeholl hunn. An ech wëll och all den Intervenante merci soe fir déi Sérénitéit an där desen Débat sech ofgespillt huet. D'Schoul brauch nämlech Sérénitéit an et ass net a steriler Polemik wou mer Léisunge fir d'Schoul bréngen, wou mer d'Schoul vu muer virbereeden.

Ech wëllt och deene merci soen, déi am Virfeld vun dëser Debatt den Hearingen deelgeholl hunn, déi am Virfeld vun dëser Debatt Aarbecht geleescht hunn, menge Mataarbechter am Ministère, mä och de Membere vun der Kommissioun. An do wëll ech virun allem der Presidentin vun der Kommissioun e grouse Merci soe fir déi Aarbecht déi se geleescht huet, mä och enger Partei, dat sinn déi Gréng, déi do konstruktiv Aarbecht gemaach hunn an - dat wëll ech hei rappeléieren - och wann ech mam Inhalt vun deem wat se gesot hunn net ëmmer d'accord sinn, mä si hu sech wierklech beméit konstruktiv Virschléi ze maachen.

Ech wëll hei net nach eng Kéier op all Facettë vun der PISA-Etüd agoen. Dat ass gemaach ginn an der Chamberskommissioun. Dat ass gemaach gi virun engem Joer an enger öffentlecher Debatt, an enger öffentlecher Duerstellung, déi am Conservatoire stattfonnt huet am groussen Auditoire, wou ganz vill Leit dobäi waren. Ech wëll och net nach eng Kéier soen, dass d'Duerchféierung hei zu Lëtzebuerg ënner anere Bedingunge stattfonnt huet, wat sécherlech d'Resultat net esou erschénge gelooss huet wéi et awer kéint sinn.

Et ass och wouer, dass ons Schoulpopulatioun net mam Ausland ze vergläichen ass. Et ass hei gesot ginn, et wier awer mat Deeler vu Regiounen ze vergläichen. Mir ginn hei an e Lännervergläich gesat, an et muss een zum Beispill soen, dass mir 34,5% Ausländer hunn. Finnland, well dat ëmmer zitiiert gëtt, huet 2% Ausländer an hirem Schoulsystem. Dann den Undeel vun den Elteren, an do ass eng Befragung gemaach ginn, wéi de Bildungsgrad vun den Elteren ass: An Däitschland gëtt uginn, dass 6% vun den Elteren net iwwert de Primärschoulsniveau erauskomm sinn. An der Belsch sinn et 9%, 18% a Finnland, mä bei eis sinn et 33%. Dat huet awer ze di mat der Zesummesetzung vun eiser Populatioun, an dass mer ganz vill - an dat ass net deene Leit hir Schold - op Immigratioun zrëckgegraff hu mat Leit déi op Lëtzebuerg koumen, déi aus engem System komme wou se net d'Chance haten eng gewësse Bildung zu kréien.

M. le Président. - Entschëllegt, Madame Minister, den Här Scheuer huet vergiess eng Motioun ze deponéieren. E muss dat öffentlech maachen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Merci, Här President. Ech wollt nach den Dépôt vun enger Motioun maachen. Si war mer ënnert d'Blinder geruscht.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- *considérant que les résultats de l'étude de PISA sont plus que décevants pour le Luxembourg;*

- *considérant qu'il faut procéder à une remise en question fondamentale des savoirs et compétences que l'école doit développer chez les enfants et les jeunes;*

- *considérant qu'une révision des programmes et des méthodes ainsi que l'organisation des cycles scolaires et des services d'accompagnement s'impose;*

invite le Gouvernement

- *à prévoir dans chaque établissement de l'enseignement secondaire des infrastructures pour assurer l'accueil et l'accompagnement des élèves hors des heures de classe;*

- *à assurer l'accompagnement des élèves par un personnel compétent et en nombre suffisant;*

- *à réformer l'organisation de l'enseignement secondaire de sorte à assurer une plus grande flexibilité et perméabilité des structures.*

(s.) Jos Scheuer, Jean Asselborn, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Marc Zanussi.

M. le Président. - Merci, Här Scheuer. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert erëm.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Et gesäit een also, dass de Bildungsniveau vun de Kanner vun Heem aus ganz anescht ass, wéi dat am Ausland de Fall ass.

An de Fait och, dass mer méi Sprooche muss léieren, stellt besonnesch fir déi Kanner, déi scho Schwierigkeeten hunn, nach méi Problemer duer. Dat sinn awer alles Erklärungen, déi eis net dierfen dozou verleeden d'Aen zou ze maachen.

Bei der PISA-Etüd muss ee menger Meenung no dräi Punkten zrëckhalen, déi ons awer erschrecken dinn. 14,5% vun de Kanner konnten net getest ginn, well se net de minimale Kompetenzniveau am Liesen hunn. Zweetens d'Schoul erongt et net fäerdeg déi sozio-ekonomesch Differenzen auszegläichen. Drëttens hunn d'Schüler einfach Schwierigkeeten dat Wëssen, wat se hunn, ze applizéieren, an der Praxis unzewenden.

D'Etüd vun der OECD ass also eng wichteg Erkenntnis, mä se ass selbstverständlech net alles. Ech hunn et op dëser Tribün gesot an ech widerhuelen et och nach eng Kéier: Et geet elo net ëm Schuldzuweisung. D'Schoul ass eng Resultante vun der ganzer Gesellschaft. D'Schoul ass de Reflet vun der Gesellschaft. Et geet also elo net drëm mam Fanger op eng Kategorie ze weisen, fir ze soe wou déi schlecht Resultater hierkommen. Dat heescht et gëtt net dee Schellegen, et gëtt och net deen een, deen d'Léisung erbäibréngt an et gëtt och net eng Léisung. Et kann ee grouss Theorien entwéckelen, mä et gëtt keng Wonnerméttel. De Professor Jürgen Baumert, deen ee vun de wëssenschaftleche Leeder vun der Etüd ass,...

M. le Président. - Ech géif d'Kollege bidden, hir Diskussiounen vläicht dobaussen ze féieren, awer der Madame Minister och elo nolauschteren. Jiddereen heibannen huet jiddferengem nolauschtert, da loosse mer elo och der Madame Minister nolauschteren.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Ech verlaangen net, dass ee mir nolauschtert, mä awer dass ech mech ka konzentréieren a wann ech Niewegesprécher esou haart matkréien, dann ass dat relativ schwierig. Merci fir Aert Verständnis.

M. Ben Fayot (LSAP). - Madame Minister, et ass bei eis jo wéi an der Schoul.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Wat huet de Professor Jürgen Baumert, deen ee vun de wëssenschaftleche Leeder vun der Etüd ass an dee jo och hei an der Kommissioun ass, gesot? Ech zitiiereen: „Ich fürchte mich am meisten vor den Personen, die jetzt genau wissen was zu tun ist.“ Ech mengen dat ass en Zitat wat mer eis gutt muss verhalen, vun engem dee wierklech Expär an där heiter Matière ass.

De Professor Rolf Dubs, dee Wirtschaftspädagog vun der Uni vu St Gallen ass a bei deem eng ganz Rei vu Schouldirekteren, Inspektoren a Leit aus dem Ministère eng Formation continue matgemaach hunn, huet an engem remarquablem Artikel an der Neue Zürcher Zeitung vum 5. Januar 2003 Folgendes geschriwwen: „Wie immer im Bildungswesen sind solche Ranglisten jedoch gefährlich, weil sie nur ein grobes Gesamtbild ge-

ben, das sich an wenig aussagekräftigen Mittelwerten orientiert und alle Voraussetzungen für Fehlinterpretationen schafft. Auf der einen Seite stehen die Vereinfacher, die meinen weil Finnland an der Spitze liege müssten die Wesensmerkmale des finnischen Bildungssystems in das eigene Land übernommen werden um rasche Verbesserungen im eigenen Bildungssystem zu erreichen.

So glauben beispielsweise Vertreter der deutschen Gesamtschule PISA hätte bewiesen, dass diese Schulgestaltungsform besser sei, weil Finnland ein weniger differenziertes Schulsystem hat, als einzelne deutschsprachige Länder. Hier liegt die grosse Gefahr von PISA. Viele Bildungspolitiker und Bildungspolitikerinnen ziehen aus einzelnen Ergebnissen der Studie lineare, kausale Schlüsse. Sie glauben man könne aus einzelnen Daten unmittelbare Zusammenhänge heraus lesen und erhalte aus den erfolgreichen Ländern gleich konkrete Hinweise dafür wie das eigene Schulsystem zu verändern sei. Solche Analogieschlüsse sind nicht nur gefährlich, sondern meistens falsch, weil sie den vielen kulturellen, demographischen, sozialen und bildungspolitischen Unterschieden in keiner Weise Rechnung tragen. Offensichtlich spielt auch die Umsetzung von Schulreformen eine bedeutende Rolle. Finnland arbeitet in kleinen Schritten, die es aber konsequent durchsetzt.“

Domat gëtt et däitlech, dass een net kann ee Modell transplantéieren an en anert gesellschaftlecht Émfeld. Et kann een dat net an et ass souguer geféierlech. Wann ech ons mat Finnland vergläichen: Finnland huet zum Beispill eng Lieskultur säit éiweg gehat. Wann e Finn op d'Welt kënnt, da kritt hien e Liesbuch geschenkt. Mir hu vläicht éischer Tendenz him e Spuerbuch ze schenken.

(Hilarité)

Une voix. - Dat ass richtig.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Schonn do gesäit ee kulturell Ennerscheeder. Mir mussen also de schwierige Wee goen eis eege Konzepter ze entwéckelen a se Schrëtt fir Schrëtt och an der Praxis ëmsetzen. Et gëtt keng fäerdeg Léisung, mä et gëtt eng Rei vu konkrete, klengen, mä wichtige Schrëtt fir d'Schoul ze verbessere mat all hire Composanten.

Sécher spillen d'Strukturen dobäi eng Roll, mä et ass awer am Alldag an der Schoul wou den Hiewel muss ugesat ginn.

Une voix. - Très bien.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Mir mussen eng Schoul vun der Integratioun hunn an dofir muss mer am Précoce ufänken d'Integratioun ze développéieren andeem mer och op d'Sproochentwécklung setzen. Den Unterricht muss sech fir d'éischt och op dat Wesentlech konzentréieren. Ech hunn dat Basics genannt, wat vill kritiséiert gëtt, mä den Jack Lang, fréiere sozialisteschen Unterrichtsminister a Frankräich schwätzt vu Retour aux sources oder de Luc Ferry, dee jëtzege Unterrichtsminister a Frankräich, schwätzt vum Essentiel. Et ass also dora keen Ennerscheed. Et ass just eng aner Terminologie.

(Interruptions)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Kuckt emol am «Petit Larousse» no.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - De Laurent Fabius huet geschriwwen: „le plus important“, dat war just virun de Wahlen, „lire, écrire, compter“. Dat hunn ech zum Beispill am Monde gelies, ënnert der Handschrëft vum Laurent Fabius, en eminente Sozialist.

(Brouhaha général)

Et gëtt mir vu verschidde Säite virgeworf, meng Approche wier net wëssenschaftlech genuch. Ech sinn e Pragmatiker, dat ass richtig, a wann een ënner wëssenschaftlech mengt déi Dérivé vun der Pédagogie déi am Laf vun de Jor-zéngte gemaach gi sinn, da sinn ech net fir d'Wëssenschaft, well dat huet näischt mat Pédagogie ze dinn, mä dat ass dat wat ech als Pédagogismes wëll bezeichnen.

A mengen Aen ass et onsënneg iwwer Métacognitioun ze diskutéieren, ze schwätzen an ze probéieren dat ze definéieren, wa mer et net fäerdeg bréngen dass d'Kanner d'Einmaleins léieren, eng Règle de tri kënne maachen a richtig uwenden a wa mer et net fäerdeg bréngen dass d'Kanner net nëmmen en Text liese kënnen, mä och en Text verstinn. Et ass jo och do wou PISA ons gewisen huet, dass mer falsch leien.

Wann ech vu Basics schwätzen: liese, schreiwen a rechnen, dann ass dat net alles, mä ouni déi Basics ass awer all de Rescht wierklech net méiglech. Wann ech näischt weess, da kann ech kee Wëssen uwenden an net handelen. Ech kann och kee weidert Wëssen opbauen, well et ass keng Basis do. Dofir muss mir op der Basis de Kanner dat mat op de Wee gi wat se brauchen, fir dass se eng Allgemengbildung kënnen développéieren.

D'Allgemengbildung ze definéieren ass net evident. Et ginn e puer Aspekter, déi ech wëll erausgräifen. Fir mech muss d'Allgemengbildung eng Hëllef si fir Wichteges vu manner Wichtegem ze ënnerscheiden. D'Allgemengbildung muss och e Moosstaf si fir e sennvollen, kriteschen Émgang mat den Informatiounen kënnen ze maachen. D'Allgemengbildung muss och en Hantergrond duerstellen, fir dass een net d'Affer vu renge Modeerscheinunge gëtt, an d'Allegemengbildung muss als Norm dénge fir ethesch a verantwortlech Handelen. Fir dëst ze erreeche muss een awer fir d'éischt all déi aner Grondfäegkeeten hunn, soss kënnt een net zu deem dote Schrëtt.

Leider gi mer awer ze vill oft iwwert d'Grondwëssen ewech a menge mir missten onse Kanner alles bäibréngen. Dass dat en iwwerflächleche Saupoudrage ass, dat ass heiansdo interessant, mécht och ganz oft Spaass, mä et bleift näischt sätzen, d'Kanner behalen dat net an et ass duerno kee Fong do.

D'Schoul ass och kee Club Méditerranée, wou d'Enseignante GOe sinn oder Edu-Entertainer, wou se d'Kanner mussen dauernd bei Laun halen. An der Schoul ass et net anescht wéi beim Sport. Et gëtt sech en Zil gesat an da gëtt trainéiert, och haart trainéiert, well ouni dat geet et net fir dëst Zil ze erreechen. An deen dee gesäit dass hie Progrès mécht, kritt och ëmmer méi Freed drun: Freed un der Leeschtung, Freed un der Aarbecht, déi gutt a propper gemaach ass a Freed um Effort. Et ass dat, wat mer onse Kanner muss vermëttelen: Freed un der gudder Aarbecht a Freed um Effort.

Déi déi mer virwerfen dat wiere konservativ Wäerter, déi wësse genee dass déi Astellungen zur Aarbecht och an Zukunft wichtig sinn an ëmmer méi wichtig ginn. Et kënnt ëmmer méi op Präzisioun un, ëmmer méi mussen d'Leit beereet sinn nei Défien opzehuelen, sech fir nei Saachen opzemaachen, ëmmer méi muss se dispo-

nibel si fir Neies och nach derbäi ze léieren.

Et gëtt elo säit Méint gesot et géif um Terrain näischt geschéien, et géif sech an der Bildungspolitik näischt bewegen. Dat si Kritike vu Leit déi deelweis mat menger Approche net d'accord sinn, mä ech hunn awer, mat Ausnahm elo vun dem Ofschafe vun der drëtter Méiglechkeet an dem Koeffizient fir d'Relioun oder d'Morale laïque, nach keng vun deenen eenzelne Mesurë gesi wou ee carrément do-géint gaangen ass.

Et gëtt gefrot: Wou ass d'Bildungs-offensiv? Mä ech muss lech soen, si ass op alle Pläng amgaangen, mä et ass net dat spektakuläert wat an d'A muss stiechen. Et ass mir dru geleëen, dass dat an aller Rou geschitt, well wat d'Schoul nämlech brauch, dat ass Rou a Sérénitéit.

(Interruptions)

A mir mussen d'Enseignanten a Rou schaffe loosse.

(Interruptions)

Ech loosse mech, Här President, net duerchernee bréngen.

Une voix. - Den Här Boden genéisst dat.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - An ech ginn net mat op dee Wee, wou jorelaang iwwer spektakulär Projeten an Iddie gestridde ginn ass, déi finalement ni zur Realisatioun kommen. Mä et ass am deeglechen, am prakteschen, wou mer mussen e Schrëtt virgoen.

Mir brauchen och an der Schoul nieft der Rou Konstanz, an dat sinn e puer kloer Iddien an Aktiounen, no deenen d'Leit sech kënnen richten. An dofir wëll ech, Här President, vun dëser Geleeënheet profitéieren fir eng Rei Aktiounen opzezielen, déi ausgeschafft gi sinn, jo déi schon ausgeschafft goufen eier d'PISA-Resultat do wor. Ech hunn nämlech net op d'PISA-Resultat gewaart, an do ginn ech der Madame Durdu Recht, fir feststellen, dass munch Défizienzen do wieren, mä do ass schon u Programmer geschafft ginn. An ech géing lech dann och eng Rei vun deenen Dokumenter wëllen iwwerreechen.

Dat si kleng Schrëtt, mä dat si konkret Schrëtt déi wichtig sinn, well et ass um Terrain wou een de Kanner eppes muss bäibréngen, et ass bestëmmt net an der Debatt hei an der Chamber.

Ech leeën an der Educatioun Wäert drop, dass ganz ënnen ugefaange gëtt. Dat heescht bei deene klenge Kanner, well et ass an deenen éischte Jore wou sech d'Fundamente mécht. Wann dat wat se do mat op de Wee kréien net genuch gefestegt ass, da leide se hiert ganzt Liewen dorënner. D'Kanner mussen also Grondwësse vermëttelt kréien, si mussen léieren ze verstoen, si mussen dann och léieren dat Wësse praktesch unzewenden. Dat sinn déi Hauptpunkten, déi d'PISA-Etüd als Schwächen och opgeworf huet.

Wat geschitt an deenen eenzelnen Ordres d'enseignement? Am Précoce? D'Zuel vun de Klassen huet elo permanent zougeholl an am Moment profitéieren 56% vun deenen 3-jährige vun där Offer. Déi Offer soll och ëmmer fir d'Kanner fakultativ bleiwen, well d'Eltere mussen de Choix hunn ob d'Kanner solle mat dräi Joer ageschoult ginn. Mä d'Gemenge misste bis 2005 prett sinn. An ech bedauern et, genee wéi aner Leit, dass verschidde Gemengen, besonnesch grouss Gemengen, déi Offer nach net hunn; wéi beispillsweis d'Gemeng Esch.

Fir dass de Précoce net eng einfach Garderie ass, mä dass och mat de Kanner geziilt geschafft gëtt, ouni dass et awer richtig Schoul ass, hu mer e Plan cadre

ausgeschafft, dee säit der Rentrée 2000 applizéiert gëtt, an ech iwwerreechen lech deen.

Am Préscolaire ass et enorm wichteg, dass mer d'Sproochentwécklung vun de Kanner fördern. Fir d'auslännesch Kanner, mä och fir d'Lëtzebuurger Kanner, wou mer leider hu misse feststellen, dass bei enger Partie d'Sproochentwécklung hannendran ass, well net méi mat de Kanner geschwat gëtt. An dofir ass eng ganz Partie vun didakteschem Material ausgeschafft ginn, zum Beispill een CD-Rom, de „Klick mam Nick“, wou ee systematesch och Lëtzebuergesch ka léieren.

■ **Une voix.** - Dat ass mer awer nei.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Den Här Bettendorf, dee kuckt esou. Den Niki Bettendorf kann dann och de „Klick mam Nick“ ganz gäre kucken.

Et ass och wichteg, dass an der Schoul Verhalensregele geléiert ginn. A wéi ech vun deene fënnf Wieder geschwat hunn, dunn ass dat an d'Lächerlecht gezu ginn. Ech wier frou wann ech iwwerhaapt net misst iwwert déi fënnf Wieder moien, addi, merci, pardon a wann ech gelift schwätzen. Mä et ass leider esou, dass et eng Rei vu Kanner ginn déi dee Bagage net mat op de Wee kréien.

(Brouhaha général)

An et si just déi Kanner, déi duerno am meeschte Schwierigkeeten hunn. Dofir mäin Opruff: D'Schoul kann net alles maachen, dofir hunn ech gesot, et wier wünschenswäert wa se déi fënnf Wieder géinge kennen. Mä an der Schoul mussen déi och geléiert an dauernd geübt ginn, dass dat net eppes ass wat iwwerflësseg ass, au contraire.

Virun allem mussen d'Kanner och mierken, dass d'Schoul mat den Elteren zesumme schafft. An dofir hunn ech mech och bei der Rentrée mat engem Schreiwes un d'Eltere gewannt, fir déi Kanner déi an d'éischt Schouljoer ginn, an do steet expressis verbis - Madame Delvaux - am Text dran, wann et Schwierigkeete gi sollen d'Eltere sech un d'Léierpersonal wenden. Dat steet effektiv an deem Bréif dran.

Am Primaire, muss ech soen, dass all Kand Liesen, Schreiwes a Reche muss léieren, well soss d'Missioun vun der Schoul net erreecht gëtt. An allerdéngs gesäit een, dass eng Partie vun auslännesche Kanner d'Wieder emol net richtig an hirem Kontext verstinn. An dofir hu mer eng nei Method vun der Alphabetisierung ausgeschafft. Et ass net dass et do verschidde Fibe ginn, et ass eng Fibel wou mer a Formations continue, fir d'éischt op fräiwëlleger Basis, mat den Enseignanté geschafft hunn. Et war fir d'éischt een Dréttel vun den Enseignanté vun den Éischtklässler déi matgemaach hunn, d'ëscht Joer sinn et zwoe Dréttel, a vum nächste Joer u gëtt et dann obligatoire.

Déi Leit kréien eng Formation continue, et gëtt dauernd evaluéiert wéi se mat deem Material schaffen, an da fuere mer domat virun. Wéi ech an de Ministère koom, ass do 20 Joer laang mam Simsalabim ënnerriicht ginn. Et woren Enseignanté net méi zefridden an du gouf et och Enseignanté wou jiddferee seng Method erausgesicht huet. Dat kann awer net an eisem Schoulwiesem dat richtig sinn, well mir mussen awer eppes hu wou d'Kanner komparabel Approchen zum Liese léieren. An den Avantage bei där neier Fibel, Här President, ass och deen dass Däitsch als Sprooch strukturéiert geléiert gëtt. Wat bis elo hei zu Lëtzebuerg nach net de Fall wor, an hei ginn ech lech ganz gären déi Fibel.

(Brouhaha général)

Dann am zweete Schouljoer. De Simsalabim hat virgesinn, dass do och e Liesbuch kéim. Do ass ni e Liesbuch ausgeschafft ginn. Ech weess net firwat, mä et koom kee Liesbuch. Mir hunn elo e Liesbuch ausgeschafft wou et net nëmme drëm geet, dass d'Kanner solle Geschichte lesen, mä wou et och em Textverständnis geet, wat iwwerpréift gëtt - ee vun deene Problemer, déi mer bei PISA entdeckt hunn -, an dat gëtt elo mam zweete Schouljoersbuch gemaach.

Allgemeng muss d'Freed um Liesen ënnerstëtzt ginn, well an der Schoul kann een hinnen d'Instrument ginn an d'Kanner incitéiere fir ze lesen, mä säi Wësse kann een nëmme verfeinere, vervollstännege, an d'Sprooch och entwéckelen, wann ee vill liest. An do ginn et eng ganz Rei vun Initiativen, privater, an de Schoulen, an de Klasse selwer. Et ass och zum Beispill eng Broschür ausgeschafft ginn, Här President, „Bücher gib't nicht zur Weihnachtszeit“, fir den Elteren ze soe wéi Bicher ee kéint fir kleng Kanner iwwerreechen. Mir hunn och vum Ministère de l'Education nationale Lieszechen erausgi mat dem Slogan drop „Lies emol e Buch“. Mä dat soll sech net nëmme u Kanner an u Schüler adresséieren, mä och un eis selwer. Hei ass d'Liesbuch.

(Brouhaha général)

■ **Une voix.** - Un d'Deputéierten.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Un d'Deputéierten zum Beispill.

Fir d'Kanner déi Schwierigkeeten hunn - an do ass hei schon driwer geschwat ginn - schreiwes a rechnen ze léiere besteet d'Méiglechkeet, déi zwoe éischt Joer mat engem Cycle d'apprentissage an dräi Joer ze maachen. An do sinn iwwer 30 Gemengen, déi entretemps do matmaachen. Och dat ass eppes wou d'Personal muss forméiert ginn, wou ee muss matmaachen. Dat Imposéiere bei Enseignanté déi net esou gutt kéinte matenee schaffen, do zéien dann d'Kanner de kierzere. Dofir hunn ech léier mir bauen dat mat de Leit um Terrain selwer op.

Dann hu mer och am Primaire Wäert drop geluecht, dass d'Kanner regelméisseg mussen fir d'Schoul schaffen. An do, Här President, well ech ee Wuert zu den Hausaufgabe soen. Et sinn der jo déi soen, d'Kanner dierfte keng Hausaufgab operluecht kréien. Wat hu mer dann erreecht? Déi Kanner, wou d'Elteren awer doheem mat hinne schaffen, well et kann ee jo awer kengem dat verbidden, déi maachen nawell Exercicen. An déi aner wou d'Elteren dat als net esou wichteg gesinn, well se dat och net können als wichteg gesinn, déi Kanner maachen näischt.

Gëtt dann de Gruet téschent deenen zwoe méi kleng? Neen, e gëtt méi grouss. Dofir sollen an de Schoulen Hausaufgabe preparéiert ginn, d'Kanner mussen se doheem an engem raisonnabelen Délai maachen, ouni d'Hëllef vun den Elteren. Vun den Eltere froen ech awer eppes, an zwar dass si kucken dass d'Hausaufgaben effektiv gemaach sinn. D'Eltere mussen sech och fir dat interesséiere wat an der Schoul geschitt. An et ass dann un der Schoul fir d'Hausaufgaben ze kontrolléieren.

Am Fall wou Schwierigkeeten optrieden hunn ech och den Eltere recommandéiert - an dat steet och an där Broschür, déi ech u se gemaach hunn -, wann d'Kanner hir Hausaufgaben net eleng fäerdig bréngen, dass se sech sollen un d'Enseignanté wenden. Et kann een dat nämlech nëmme zesumme maachen. Ouni Widerhuelung gëtt et keen Apprentissage. An dofir mussen doheem Hausaufgabe gemaach ginn.

Am Primaire gëtt virun allem am Ufank vun all Schouljoer d'eege-stänneg Léieren ënnerriicht. De Kanner gëtt gewise wéi een eege-stänneg léiert, an dat steet och an der Circulaire de printemps. Et ass eng Technik déi een duerno d'ganz Liewe muss können uwenden.

Wat d'Franséisch ubelaangt, Här President, do maachen ech mer wierklech eescht Suergen. Menger Meenung no muss an den Enseignement vum Franséische vun der Primärschoul u méi Systematik erkommen an dofir mussen och erëm Vokabelen an der Iwwersetzung geléiert ginn. Deemächst wäert ech och e Vokabelsbuch presentéieren. Hei ass eng Publikatioun iwwert d'Franséisch an der Primärschoul dat ech lech iwwerreechen.

All déi Mesuré gi vu verschidde Leit belächelt, mä ech muss lech soen, Här President, ech sinn iwwerzeugt dass et déi richtig sinn, soss géif ech mech selbstverständlech net esou beméien. Ech iwwerloossen dann all Mensch d'Appréciatioun doriwwer ob en dat gutt féint oder net.

Verschidde Programmer si menger Meenung no iwwerlueden, an do besteet jo Unanimitéit an der Feststellung hei, a mir hunn an der Primärschoul d'Programmer schon nogekuckt, wéi beispillsweis deen an der Geschicht, wou de Volume reduzéiert ginn ass.

Et ass vill iwwert d'Evaluatioun geschwat ginn. D'Evaluatioun bleift, esou laang ech d'Responsabilitéit hunn, bei deem bestehende Muster. Dat heescht, dass mer bis 60 Punkte ginn. Dat ass eppes un dat mer gewinnt sinn, wéi mer solle virgoen. Niewent deem Punkte-gi bis 60 soll et awer vill méi differenziéiert an Zukunft gehandhaabt ginn, fir dass d'Elteren och méi kenne gesinn an a Kontakt mat der Schoul treden, fir ze kucke wéi d'Progress vum hire Kanner sinn, an dofir ass en neie Livret scolaire ausgeschafft ginn, deen d'Joer vun den Enseignanté kann ugewannt ginn op fräiwëlleger Basis. Mir kréien da Feedback vun hinnen. Et sinn och Aarbechtsgruppe fir dat ze begleeten am Kader vum SCRIPT. Da gi Konkusioune gezu fir dat dann d'nächst Joer definitiv anzeféieren.

Dann ass hei geschwat gi vun Epreuves communes, fir de Schüler an den Enseignanté et ze erméigleche fir ze kucke wou den Niveau vun hire Kanner par rapport zu deenen aneren ass. Et sinn Epreuves communes ausgeschafft ginn déi fakultativ am zweeten an am véierte Schouljoer können duerchgeféiert ginn. Ech sinn der Meenung, dass een do beim Fakultative soll bliwen, well heiansdo sinn d'Klassen esou heterogen, dass et schwierig ass Vergläicher ze maachen. Dofir kann ech net domat d'accord sinn, déi elo obligatoresch anzeféieren am zweeten an am véierte Schouljoer.

Mä et ass net nëmme de Contenu dee wichteg ass. Et ass och d'Beitreibung ronderëm d'Schoul. An déi Struktur gi vun de Gemengen organiséiert an dat steet ënner der Tutelle vum Familljeministère, well deen eppes dovunner kennt. Schoul halen ass net Kannerbetreierung. Hei gëtt gesot Kannerbetreierung, dat wier einfach Zäit verluer. Mä d'Kanner mussen och emol Zäit hu fir ze ootmen an déi Betreierungsstrukturen, déi vun de Gemengen en place gesat ginn, si Betreierungsstrukture wou d'Kanner solle gehollef kréie sech ze entwéckelen. Dat ass wuel wichteg, mä et dierf awer net alles an der Schoul a mat der Schoul geschéien. Ech mengen, dass dat eng gutt Kompetenzopdeeling ass.

Am Moment ginn et 37 Gemengen déi Schoukantinen hunn. An 19

Gemenge fonctionnéiert e Service d'accueil, wou een awer, wann ech d'Stad Lëtzebuerg huelen, well vill Quartiere betraff sinn, wäit iwwert déi Zuel eraus kënn. An 33 Gemenge gëtt et Ganzdagsfoyeren.

Ronn d'Halschent vun de Gemengen offeréieren och Hausaufgabenhëllef.

Wat de Personnel enseignant ubelaangt, ass et wouer dass mer do eng Pénurie hunn, mä Gott sei Dank konnte mer besser rekrutéieren an deene leschte Joren u qualifiziertem Personal, mä de Problem ass net geléist. Mir hunn awer elo 13,6% méi Personnel enseignant breveté wéi dat nach virun dräi Joer de Fall wor.

D'Zuel vun den Aschreiwungen an d'Course vun der Formation continue, op déi zu Recht hei gepocht ginn ass, ass enorm héich. Mir hunn, Primaire a Postprimaire zesummen, ronn 6.700 brevetéiert Enseignanté. Do hate mer 4.575 Aschreiwungen. Dat mécht en Taux de participation vun 68% aus. Et ass richtig, dass mer dat scho vill méi strukturéiert hu wéi dat am Ufank wor an dass net jiddferee sengem Dada kann noegen an der Formation continue. Mir wäerten och verstärkt am Kader vun der Autonomie vun de Secondaire- an de Secondaire technique-Gebaier dozou iwwergoen dass d'Schoule selwer kenne Formation continue fir hir Enseignanté maachen, well dat da méi deene Besoinen entsprécht déi an där Schoul sinn.

A wat d'musesch Fächer ubelaangt, do muss ech soen dass besonnesch an der Circulaire de printemps - an ech ginn dovunner aus, dass den Här Scheuer als Buergermeeschter déi jo awer gelies huet - steet, dass besonnesch am Primaire d'Joer e Gewicht geluegt gëtt op d'Musekserzéiung. An der Musekserzéiung geschitt ganz vill an ech leeën och Wäert op de Sport.

■ **Une voix.** - Déi Impressioun hunn eis Sportsproffen awer net.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Éischtens si mer hei an der Primärschoul, an de Sport resuméiert sech net nëmme an der Zuel vu Stonnen déi gehale gi sinn, mä an enger Gesamttatitute.

Ech wor op engem Kongress, Här Krecké, vun der UNESCO iwwert de Sport an do hunn ech gesot d'Kanner misste sech och méi beweegen, et kënn ee sech e Périmètre de protection ronderëm d'Schoule virstellen, dass ee méi misst zu Fouss goen, well och dat géif scho munche Kanner hëllef. Du huet e Vertrieder aus dem Butan gesot, hire Problem wier e ganz aneren. Do wieren d'Kanner scho midd wa se an d'Schoul kommen, well si schonn zwoe Stonnen ënnerwee sinn. Ech hunn dann awer léier ons Problemer wéi hir.

(Interruptions diverses)

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat sinn déi kleng Schrëtt.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Eng Schoul fir all Kand, Här President, ass awer net nëmme nei Bicher, nei Methoden, mä eng Schoul fir all Kand ass eng Schoul wou sech em all eenzelt Kand och gekëmmert gëtt. Et ass do wou mer den Hiewel och musen usetzen. Dat kann een net dekretéieren. Dat muss een um Terrain maache mat de Leit. Zum Beispill fir de Leit ze hëllef wann hir Kanner Schwierigkeeten hunn, fir net vun engem Service zum aneren ze lafen, hu mer duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 Bureaux régionaux geschaaft. Déi fonctionnéieren awer nach net iwwerall, well et geet net duer hei e Gesetz ze stëmmen an dann ze mengen am September géing et scho lafen.

Mir hu säit dem September méi Inspektoren; Büro mussen mer jo eréischt ariichten. Et gëtt Prozedure beim Stat, wéi déi Bureaux régionaux agedeelt sinn a wou d'Centres sinn. Dat ass op enger Kaart uginn, déi ech och ganz gären hei iwwerreechen. Mir hunn also eng Plaz wou den Inspektorat, d'Commission médico-psychopédagogique an d'Services de guidance zesummen ze fanne sinn.

Wat d'Kanner ubelaangt déi Léierschwierigkeeten hunn, do muss ee sech wierklech Suerge maachen, well et sinn der vill. Do ass an deenen zwoe leschte Jore besonnesch Wäert op d'Formation continue vun den Enseignanté gehale ginn. 5% vun de Kanner hunn den ADS-Syndrom, en Opmierksamkeetsdefizit. Deene Kanner muss speziell gehollef ginn. Et ass ganz schwéier do en Diagnostique ze maachen. Fir do der Formation ze hëlfe, d'Enseignanté an d'Eltere ze ënnerstëtzen, hu mer zesumme mat Spezialisten en CD-Rom iwwer „ADS in der Schule“ entwéckelt.

An der Education différenciée, do probéiere mer méi a méi Intégratiouneklassen ze schafen. Et ass gefrot gi wéi d'Evaluatioun wär. Ech hat mat Ärer Chamberskommissioun, Här President, zesumme Vitsen organiséiert an de Centres d'éducation différenciée. Leider war d'Oppositioun net do, mat Ausnahme zu lechternach. Do war den Här Scheuer als Buergermeeschter vun der Gemeng present. Ech bedauern also, dass d'Oppositioun net vun der Offer profitéiert huet fir an déi Centres kucken ze goen. Wat versti mer ënner Centre intégré? Dat ass, dass mer d'Centres d'éducation différenciée bei d'Primärschoule setzen, wéi dat zu lechternach an zu Réiser de Fall ass, a wéi mer dat och elo zu Betzder zesumme mat der Gemeng plangen. Dat waren e puer Punkten zum Primaire. Elo zum Postprimaire.

Am Post-primaire mussen mer wierklech géint den Echec scolaire virgoen. An do: Fir géint den Echec scolaire virzege mussen mer d'Kanner vun Ufank un ënnerstëtzen a méi eng Prise en charge vun de Kanner maachen. Dat heescht, och do muss sech em d'Kanner gekëmmert ginn. An dat geschitt doduerch dass éischtens de Kontakt mat den Eltere vill méi intensiv gesicht a gemaach gëtt. De Carnet de liaison, dee viru Joren ausgeschafft ginn ass, ass awer ni esou applizéiert ginn. Dat ass wou d'Schoul schrifflech den Eltere kann eppes matdeelen. Et ass e Carnet dee ganz gutt gemaach ass. Dee muss erëm intensiv applizéiert ginn. Dat gouf et fir de Secondaire technique. Dat hu mer och fir den Enseignement secondaire vun deser Rentrée un développéiert. Donieft mussen vu Septième un d'Kanner encadréiert ginn duerch eng Aart Tutorat, wat an deene meeschte Schoulen och leeft.

Elo zur Evaluatioun. Zur Evaluatioun hunn ech scho beim Primaire driwwer geschwat. An do ass et richtig, dass mer zu méi enger differenziéierter Beschreiwung och vun de Schüler mussen kommen. Et gëtt verschidde Schoulétablissementer, déi dat scho maachen. Si kënnen dat maachen, an ech encouragéiere se och. D>Note-seuil ass vu 25 op 27 eropgehuewe ginn. Do ass net vill dobaussen driwwer geschwat ginn. Et gëtt gesot, et geschitt näischt. D'Kompenséieren huet zu Abue geféiert. Déi Abuen hunn ech probéiert opzefänken andeem d>Note-seuil gehéicht ginn ass an och dass een en Haaptfach net méi ka kompenséieren. Dat ass duerch de Règlement grand-ducal vun 30. Dezember 2001 geschitt an ass säit der leschter Rentrée applizéiert ginn.

Iwwert d'Evaluatioun gouf et esou eng Instruktioun vun 1977. Déi ass nach vum deemolege Statssekretär, dem Här Linster. Déi ass ni

adaptéiert ginn. Ech hunn déi adaptéiert, Här President. Ech hunn lech déi och matbruecht. Doran ass virgesinn, dass dat méi konstant Schaffen, dat méi regelméisseg Schaffen och soll uerdentlech évaluéiert ginn. Dozou gehéieren natierlech d'Hausaufgaben, genee wéi am Primaire och.

Fir Neuvième a Cinquième sinn d'Épreuves communes ageféiert ginn. An do si se obligatoresch. Zejoer op der Neuvième, elo gi se och op Cinquième ageféiert, an zwar ginn déi Enn Februar, uganks Mäerz duerchgeféiert, fir de Schoulen et ze erlabe fir ze kucke wou se do stinn. Mir maache keng national Hitparade, well do besteet déi Gefor, déi och bei där internationaler Hitparade besteet. Ech weisen do nach eng Kéier op d'Aussoe vum Här Dubs hin, déi ech virdru virgelies hunn. Mir wëllen de Schoulen et erméigleche fir ze kucken, dass se kënne feststellen wou hir Elève stinn.

Déi Schüler déi op Septième erakommen an déi eng Datz hu well se eng Lacune hunn nom éischten Trimester, an engem oder méi Hauptfächer, déi kréien den Appui obligatoire am zweeten Trimester. Dat ass elo ugelaf. Dat gëtt selbstverständlech och évaluéiert fir ze kucken ob dat de richtige Wee ass. Well d'Schüler déi eng Lacune hunn, déi muss ee jo gezielt ënnerstëtzen, an dat kann net exklusiv während dem Unterricht stattden.

Wat de Recrutement vum Personnel enseignant ubelaangt, sou muss ech soen dass mer och do Progrès gemaach hunn am Recrutement vum Secondaire a vum Secondaire technique. Mir hunn a verschiddene Fächer nach ëmmer Pénurie, mä mir hunn an anere Fächer ze vill Kandidaten, wéi beispillsweis an der Biologie oder an der Geschicht, mä mir hunn insgesamt besser rekrutiert. Dat ass och dodrop zréckzuführen, well mer eng zweet Sessiou ageféiert hu fir ze rekrutieren, déi am Februar gemaach gëtt. An och dat huet positiv Resultater bruecht.

Elo méi spezifesch am Secondaire technique e puer Punkten, déi ech wëll erausgräifen. Do wëll ech mam Préparatoire ufänken. De Préparatoire ass als Système modulaire opgebaut ginn an et gëtt mer elo gesot, ech wëllt deen ofschafen oder ghettoiséieren. Mir hu leider misse feststellen, dass et Kanner gëtt déi am Système modulaire einfach net matkommen. An dat sinn déi Kanner, déi dann op Sankt Vith gaange sinn an deenen do gehollef ginn ass.

■ Une voix. - A gutt gehollef!

■ Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*. - Ech hu mer d'Fro gestallt: Wat maache se zu Sankt Vith wat mir net maachen? Dofir sinn ech dohinner kucke gaangen. A wat maachen déi? Déi huelen déi Kanner déi wierklech extrem Schwierigkeiten hunn an eng Klass. Well wat ass den Désavantage beim Système modulaire? Beim Système modulaire hunn d'Kanner kee Klassenverband a si hu keng Referenzpersoun. An dat si besonnesch déi Kanner, déi doheem schonn oft net eng Referenzpersoun hunn, déi doheem oft net ee Raum hu mat deem se sech kënne identifizieren. An och déi Klasse ginn évaluéiert. Ech war dat kucken an ech muss lech soen, et war do eng Classe à enseignement fondamental vu Kanner déi net méi schoulpflichteg sinn. Déi hu mech gefrot, därfe mer d'nächst Joer erëmkommen? Dat waerten ech als Succès fir déi Kanner déi déi gréisste Schwierigkeiten hunn an déi gären an d'Schoul ginn.

En anere Gradmesser ass och den Absentéisme scolaire. An deene Klassen ass e ganz niddreg, well d'Kanner freeë sech drop fir an engem Grupp zesummen ze sinn. An dat ass den Avantage wann een

där Formationen huet. Mir hunn och do e Plan-cadre fir déi Klassen ausgeschafft, well bis elo war et esou dass déi Kanner da kee Choix haten an eng Partie vun hinnen hu missen an d'Ausland goen. Elo kënne mer hinnen hei awer, Gott sei Dank, dat mat op de Wee gi wat se brauchen.

Mir haten hei, Här President, eng Debatt iwwert d'Integratioun vun den Ausländerkanner. Mir hunn eng Motioun ugeholl vu 24 Punkten. Do war ee Punkt dran, dass d'Formationen sollen op Franséisch ugebuede ginn. Där Formationen gëtt et eng Rei an der Berufsausbildung a mir hunn elo e Règlement grand-ducal an Ausarbeitung fir de Régime du technicien an de Régime technique och an de Sproochen ze modulieren.

D'Erléiere vun der Sprooch ass nämlech fir eis Schüler all en Atout. Et därfe awer net fir eng Rei vun hinnen en Obstacle gi fir iwwerhaapt zu engem Ofschloss ze kommen. A fir déi ass dat esou geduecht. Dat gëllt selbstverständlech awer net fir de Secondaire. Ech hat och Elterevertrieeder bei mir déi gesot hunn, mir missten de Kanner et erméiglechen ouni Franséisch de Secondaire ze maachen, oder als Niewefach. Dat geet awer net an engem Land wou Franséisch d'Sprooch vun der Administration ass, d'Sprooch vun der Juridiction. Menger Meinung no leescht mer do de Kanner keen Dénkscht an ons selwer och keen, esou dass mer am Secondaire mussen op en héije Sproocheniveau pochen, mä am Secondaire technique mussen mer d'Sprooch modulieren.

Am Secondaire technique ass beispillsweis eng nei Division ageféiert ginn, fir dass een en Ofschloss ka maachen am Kader vun der Technique générale an der Informatik, well et wichteg ass dass mer och do Leit ausbilden. Wat d'Berufsausbildung ubelaangt, esou sinn eng ganz Partie Formationen dobäi komm, wéi zum Beispill d'Aide en pharmacie, de Bauschlässer, de Fachinformatiker. Och do huet sech eppes gedoen.

D'Zuel vun den CATPen am Handwerk, déi stagnéiert am Moment, wat wierklech bedauerlech ass. Mä d'Zuel vun den CATPen - an dat ass erferelech, an et soll een och déi positiv Punkte ervirhiewen - an der Industrie, am Commerce an an der Hôtellerie geet insgesamt an d'Luucht. Ech nennen lech do just zwou Zuelen: 1999 waren et der 387 déi en CATP kruten, am Joer 2002 waren et der 516. Dat mécht eng Progressioun vun 33% aus.

Dat ass awer e positivist Zeechen, wat ech hei wollt ervirsträchen.

Wat de Secondaire ubelaangt wëll ech soen, dass mir jo d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Division supérieure, an déi Reform huet elo op Quatrième ugefaangen. Do si scho Programmer reforméiert ginn an duerno kënnt et dann op d'Troisième.

Fir de Secondaire wëll ech soen, dass mir eng Enquête gemaach hunn an et ass gefrot gi mir solle kucke wat d'Schüler no der Première géife maachen. Déi Enquête ass amgaangen. De Schlussbericht ass amgaange gemaach ze ginn. Do gëtt et eppes, wat am Ausland Studienabbrechquote heescht (SAQ). Dat wëllt soe wéi vill Schüler vun deenen, déi op Première erauskommen, an enger éischer Zäit hir Studien ofbriechen. Déi Quot läit a Frankräich an an Eisterräich bei 41%, a Belgien bei 40%, an der Schwäiz bei 27% an zu Lëtzebuerg bei 10%. Dat heescht also, dass ons Schüler, déi et fäerdeg bréngen of der Première erauszekomme mat engem Premièresdiplom, géintiwuer deem wat gesot gëtt, gutt op d'Universitéit virbereet sinn, well mir do manner Leit hunn déi hir Studien ofbriechen. Dat schwätzt fir de Secondaire.

„Et sinn der och vill manner“ gëtt gesot, mä wat notzt et ons 80% Bachelieren ze hu wéi se a Frankräich

wollten dru kommen, wann déi et iwwerhaapt net fäerdeg bréngen Etudes universitaires ze maachen. Dat si Frustrationen. Dat ass dene Jonken eppes virgegaukelt, wat se awer net kënne errechen. Ech hunn da léiwert dass mir d'Schüler gutt drop preparieren an dass se dat da kënne maachen.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Madame Minister, déi aner Länner hunn awer trotzdem vill méi héich Zuele vun Universitéitsofschlëss.

■ Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*. - Well insgesamt hir Populationsconfiguratioun eng aner ass, well se manner Immigration hunn.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Ah, tiens!

■ Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*. - Ma jo - ech hunn dat am Ufank gesot - d'Eltere vun 33% vun de Kanner hunn net méi wéi de Primärofschloss. Dat sinn awer keng Lëtzebuurger Kanner. Et kann een also net déi Schlëss esou zéien. Et wier interessant ze kucken, wann een d'Populatioun insgesamt hält, wéi vill Kanner, déi duerch de Lëtzebuurger Schoulsystem ginn, net nëmme Lëtzebuurger, dono zu engem Ofschloss kommen. Dann huet een, wann een dann herno just déi Populatioun hält, eng Vergleichsméiglechkeet.

■ M. Jos Scheuer (LSAP). - Huet PISA dat net gemaach?

■ Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*. - PISA test déi 15-jährig Kanner an do si mir nach wäit vun der Universitéit ewech.

Dést sinn nëmme e puer Punkten, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, vun enger ganzer Rei vu Moosnamen déi amgaange sinn emgesat ze ginn oder déi emgesat ginn. Et ass nämlech um Terrain wou et sech mécht an net a groussen Debatten. Am Beräich vun den Technologien - do ass haut net driwwer geschwat ginn, well jiddere seet do leeft jo alles gutt - ass beispillsweis e Portail d'entrée fir all déi Interesséiert un der Schoul geschafte ginn, „my School!“, deen excellent ass an deen ech lech gären iwwerrechen.

Mir haten ee Problem, mir haten net genuch Données statistiques iwwert d'Lëtzebuurger Schoul. Mir konnten och d'Carrière vun de Schüler net verfollegen, well d'Gesetz iwwert d'Protection nominative des données ons dat net erlaabt huet. Dofir hu mer awer e Règlement grand-ducal geholl, deen ons elo déi Etüden erlaabt fir d'Kanner am Einzelnen ze kucken. Dofir hu mir et och elo emol fäerdeg bruecht an engem éische Jet, mä et ass net komplett, d'Chiffres-clés vun der Education nationale ze publizieren.

Weider hunn ech an deene leschte Wochen am Ministère en Observatoire statistique geschafte deen och d'Qualitéit vum Enseignement soll mat préifen, wou och Leit vun anere Ministère mat dobäi sinn. Dës konkret Schrëtt konnten nëmme dank dem Asaz gemaach gi vu ganz ville Leit um Terrain a vun Enseignanten déi all Dag um Terrain schaffen an oft enner schwierige Bedingungen dat maachen.

Et ginn nach eng Rei Punkte wou ech net esou virukomme wéi ech mir dat géif wënschen. Dat sinn effektiv d'Programmen, mä ech hunn de Programmkommissionen elo vun der leschter Rentrée u méi Moyenné gi fir d'Hauptfächer. Et sinn och Fächer wéi beispillsweis d'Chimie, do geschitt enorm vill.

Den nächsten Dënschdeg gëtt do en neie Chimiesprogramm fir de Secondaire virgestallt. Ech muss lech soen, et ass formidabel wat do virgestallt gëtt. Mä allgemeng sinn ons Programmen nach ëmmer ze vill iwwerlueden. Virun allem iwwerlaaschte mir ons Kanner mat Faktewëssen a si hunn net genuch Zäit dann ze kucke wéi een dat Wëssen applizéiert. Och komme mir, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, net esou viru wéi ech mir dat géif wënschen.

Et ass also weider mat vill Aarbecht ze rechnen an ech maachen déi Aarbecht och weider mat Gedold, dat ass wouer, awer och mat Determinatioun. De Konfuzius huet gesot: „Wer in seinem Staate Ordnung schaffen will, der gehe in seine Stadt. Wer in seiner Stadt Ordnung schaffen will, der gehe in seine Straße. Wer in seiner Straße Ordnung schaffen will, der gehe in sein Haus. Dort beginne er Ordnung zu schaffen.“ Genee dat sinn ech amgaange säit Méint a Joren ze maachen. Ech hunn eben eng Partie Mesuren an d'Weeër geleet fir dass sech em d'Kanner gekëmmer gëtt a fir dass d'Schoul méi gerecht gëtt.

Ech mengen, dass een awer nieft där alldeeglecher Aarbecht, déi wichteg ass, och muss an d'Zukunft kucken. Duerfir hunn ech Orientationsdokumenter ausschaffe gelooss am Ministère iwwer folgend Sujeten. Mir brauchen en allgemengt Schoulsystem hei zu Lëtzebuerg, well mir haten nëmme Schoulsystemer par ordre d'enseignement getrennt. Mir hunn do mat alle Partner geschwat fir d'Missioune vun de Schoulen an d'Missioune vun de Partner kënne mat hire Finalitéiten ze definieren. Ech wier frou, Här President, wann Är Educatiounskommissioun sech géif mat deem Orientationsdokument, éier et zu engem Projet de loi kënnt, auserneeetzen. Ech iwwerrechen lech dat fir et virun ze ginn un d'Educatiounskommissioun.

Dann d'Reform vum Schoulsystem vun 1912. Do hunn ech mat de Schoulpartner geschwat an et waren 11 Sitzungen am Ministère fir um Schoulsystem vun 1912 ze schaffen. Och do hu mir elo en Orientationsdokument an ech wëllt och, Här President, dass Är Kommissioun sech domat géif auserneeetzen. Och do géif ech lech deen Document d'orientation wëllen iwwerrechen.

Da wollt ech soen, dass déi successiv Regierunge säit 1945, well d'Texter fir d'Berufsausbildung si vun 1945, gesot hu si géifen d'Berufsausbildung gären adaptieren, mä dat ass net geschitt. Ech hunn elo en Orientierungspabeier, deen an der Tripartite Formation professionnelle mat de Chambres professionnelles mat de Syndikater schonn diskutéiert ginn ass. Och heizou wëll ech lech e Pabeier virleeen.

(Mme le Ministre Anne Brasseur dépose trois documents d'orientation)

Ech hunn awer och nach aner Gebitter wou d'Aarbechte vill méi wäit fortgeschritt sinn, wou ech lech ka Gesetzesprojeten deposieren.

3. Dépôt de trois projets de loi

Dat eent ass, fir dass ons Postprimärschoule vill méi autonom kënne fonctionnieren, dass se dofir d'Moyenné kréien an dass se dofir déi néideg Strukture kréien, wou och d'Rôle vun deenen einzelne Partneren definéiert ginn, fir dass mir eng manner zentralistesche Pädagogik kréien, mä mir de Gebaier awer d'Méiglechkeet ginn dat vill méi an Autonomie mat hirer Communauté scolaire ze maachen. Dofir wëll ech e Gesetzesprojekt deposieren.

- *Projet de loi 5092 portant organisation des lycées et lycées techniques*

Da wollt ech e Gesetzesprojekt deposieren iwwert de Recrutement vun den Enseignanten. Dat ass eppes méi Technesch, well do muss verschidde Procéduren ugepasst ginn. Och deen Dépôt maachen ech.

- *Projet de loi 5091 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire*

An da wëll ech zum Schluss e Projet de loi deposieren iwwert d'Schafe vun engem Lycée zu Réiden. Dat ass net de Bauprojet, mä hei ass et d'Kreatioun vum Lycée, well ech mengen dass et gutt ass, dass mir dat am Virfeld maachen, well dat nach kann eng Incidence hunn. Och dee Projet wëll ech hei deposieren.

- *Projet de loi 5090 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire à Redange/Attert*

4. 4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE (suite)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn nach eng ganz Partie Motiounen deposiert ginn an et sinn och eng Partie Froe gestallt ginn, mä ech mengen dass ech awer unhand vu mengen Ausféierungen op ganz villes geäntwert hunn.

Eppes wat ech net ugeschneiden hunn ass dat vum Tronc commun, mä do hat ech schonn eng Kéier hei op deser Tribün gesot dass d'Regierung net denkt an déi Richtung am Moment ze goen. Ech weess net, ob dat dono eng Kéier geschitt an ech wëll och do op d'Ausso vum Här Dubs hiweisen. Wann ee vun enger Additiv-Gesamtschoul schwätzt a vun enger Integrativ-Gesamtschoul, dann hunn ech effektiv domadder Problemer.

Wat d'Motiounen insgesamt ubelaangt: Do hu mer eng éischt Motioun vun Här Garcia, wou him eng ganz Partie Punkten opwerft, wou mir schonn deelweis amgaange sinn, och Punkte wou ech domat d'accord sinn, mä et sinn awer och eng Partie Punkten dran déi ech net kann unhuelen, wou mir wierklech net enger Meinung sinn. Dofir géif ech der Chamber proposieren déi ofzelehnen.

Déi zweet vun der LSAP géif ech och lech recommandieren ofzelehnen. Si froen, dass een den Enseignement précoce an alle Gemenge soll generaliséieren. Bis 2005 soll dat och geschéien. Dass een aner Kompetenzopdeeleunge soll téschent de Ministère maachen. Dës Regierung huet sech esou organiséiert wéi se mengt dass dat am beschten ass. Mir fueren excellent domat. Och dat, mengen ech, kann ech wierklech net unhuelen. Ech géing lech bieten och déi ofzelehnen.

Déi drëtt ass erëm eng vun der LSAP iwwert d'Offer vun der Pédagogie de la deuxième chance. Déi Offer besteet. Et ass richtig, mir bauen net eng Schoul wou mir déi all dra maachen, déi keen Schoulofschloss hunn, well dat wier jo d'Ghettoisierung, mä mir hunn op enger ganzer Partie Schoulen eng Pédagogie vun der deuxième chance, sou dass déi Offer besteet, sou dass ech déi Motioun net kann unhuelen, mä mir sinn natierlech gäre bereet awer mat de Resultater heihinner ze kommen.

Wat déi véiert Motioun ubelaangt, do geet et em en Enseignement différencié an eng Prise en charge vun alle Kanner. Dat ass an der Ecole publique, domat hunn ech kee Problem, mä ech denken net dru fir de Projet de loi iwwert d'Privatschoulen zréckzeziehen. Dat ass

eng Décisioun vun der Regierung an et ass dann un der Chamber dee Moment heiriwwer ze délibéréieren an et ass dann un der Chamber hir Décisioun ze huelen.

Bei der Motioun 5 gëtt gefrot - dat ass déi vun deene Gréngen -, fir en Tronc commun progressif anzeféieren.

■ **Des voix.** - Et ass déi vum Här Urbany.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Pardon, dat ass d'Motioun vum Här Urbany, mä si ass vun deene Gréngen mat ënnerschriwwen, fir en Tronc commun ze ënnerstëtzen. Ech sinn der Meenung, dass een dat soll oflehnen.

D'Motioun 6 déi vun der Madame Durdu déposéiert ginn ass huet eng ganz Partie vu Punkten déi wierklech an der Kommissioun och diskutéiert an opgestallt gi sinn. All déi Punkte si Punkte wou ech mengen, dass et konkret Schrëtt sinn déi ons Schoul virubréngen.

(Interruption et brouhaha général)

Dofir bieden ech déi unzehuelen.

An der Motioun 7, dat ass eng vum Här Colombero, ënnerschriwwen vu senger Fraktiounskolleegen, geet zum Beispill Rieds iwwer alternativ Pédagogie an der öffentlecher Schoul. Ech sinn der Meenung: An der öffentlecher Schoul solle mir an eng Richtung goen. D'Schoul ass keen Experimentéierfeld. Et sinn nach aner Punkten dra mat deenen ech mech net kann d'accord erklären. Dofir bieden ech d'Chamber och déi ofzelehnen.

An der Motioun 8 geet et ëm d'Kompetenzen, iwwert d'Organisation scolaire am Précoce, Primaire, esou wéi dat sech am Enseignement postprimaire mécht, andeem een e Pool national vun Enseignant mécht. Hei geet et awer ëm déi wéi d'Organisation vun Enseignement. Hei geet et wierklech och ëm d'Gemeingegenautonomie. Dat ass awer ze kucken an Kader vun der Definitiou vun den Obligatiounen, de Rechter an de Flichte vun de Gemeengen. Ech fannen, dat dépaséiert dësen Débat. Dofir géif ech lech och bieden dat heiten ofzelehnen.

Dann déi vum ADR déi soen, dass de Volume vun der Tâche vun Enseignant soll eropgesat ginn. Och dozou kann ech mech net bereet erklären. Och déi lehnen ech of.

(Interruption)

Da wollt ech soen, dass déi Etüd PITA, déi Etude comparative vun der OCDE, elo guer net méi esou libelléiert ass, well do hunn net genuch Länner matgemaach. Déi Etüd PITA ass elo eng Evaluatioun iwwert d'Qualitéit des enseignements. Et ass also haut eng aner Etüd. Dee Libellé hei ass net richtig, dofir muss ech dat och oflehnen...

(Interruptions diverses)

...dat wëll ech dem Här Colombero soen, mais par ailleurs hu mir net genuch Leit an onsem Ministère - Dir fannt jo ëmmer mir wieren ze ze vill am Statsapparat -...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Net méi genuch gudder da vläicht.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Net genuch gudder? Also do wëll ech mech schützend virun all meng Beamte stellen. Ech muss soen, et ass eng Freed mat hinnen ze schaffen. Et ass Är Appréciatioun, dass Dir verschidde Leit aus dem Ministère net gutt fannt. Ech op jidde Fall fir main Deel kann dat net esou hei stoe loossen.

(Interruptions)

Mä ech muss lech soen: Ech muss déi dote Motioun oflehnen, well mir dat net kennen esou duerchzéien. Da steet och eppes do iwwert

d'Tâche am Secondaire, wou mir sollen op 22 Stonnen eropgoen. Och domat kann ech net d'accord sinn. Et ass net mat engem Fiederstréch hei an der Chamber wou een esou eppes stëmmt. Dat sinn déi Remarken, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech wollt maachen.

Hei kuum nach déi Zwielft, dass een...

(Interruptions)

...méi eng grouss Flexibilitéit a Perméabilitéit vun der Structure soll zouloossen. Wann ee mir kann definéieren wat et ass wier ech d'accord, mä ech wëll näischt méi unhuele wat ech duerno virgehale kréien. Well ech kann nëmmen dat maachen, wat ech verstinn. An et ginn heiansdo Saachen, déi ech wierklech net verstinn an dofir recommandéieren och der Chamber dat doten net unzehuelen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo ganz vill Moosnamen an Aktiounen opgezielt ginn, déi scho konkret ëmgesat gi sinn oder déi amgaange sinn ëmgesat ze ginn. Déi si wichteg fir d'Lëtzebuurger Schoul, fir dass mir an onser Schoul kennen de Missioun gerecht ginn.

Mir sinn an der leschter Zäit e ganz gutt Stéck virukomm mam Engagement vun alle Partner. Et geet ëm den Asaz vu jidderengem an ech héiere wéi vill gutt Aarbecht op ganz ville Plaze geleescht gëtt. Hei ass ze vill dat Negatiivt ervirgestrach ginn, och dat Positiivt muss een ervirsträchen, well et si Leit déi um Terrain all Dag ganz gutt Aarbecht maachen. Ech muss lech soen, wat mech encouragéiert, dat ass dass ech ëmmer vu méi Leit héieren: Enseignanten, Elteren a Schüler déi eng Hand mat upake fir dass et an déi Richtung, déi ech ugezeechent hunn, viru bougiert.

An der rezenter Etüd „Les valeurs au Luxembourg“ ass gefrot ginn, wéi vill Vertrauen d'Lëtzebuurger a verschidden Institutiounen hunn. Et ass constatéiert ginn, dass vu 16 Institutiounen d'Schoul op der véierter Plaz läit. D'Leit nennen u véierter Plaz d'Schoul, wou se Confiance dran hunn. 64% vun deene Befrote sot en hätte Vertrauen an onse Schoulsystem. Ech fir main Deel, Här President, wëllt haut des positiv Note huelen als en Encouragement fir op deem Wee weider ze goen, deen ech ageschloen hunn.

Ech soen lech villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Mme Brasseur.

Motions

Mir kommen dann elo zu de Motiounen an zur Ofstëmmung vun de Motiounen. D'Motioun 1 ass d'Motioun déi déposéiert ginn ass vum Här Robert Garcia.

Wëll dozou nach een eppes soen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun 1.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 33 Nee-, 19 Jo-Stëmmen a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes (par M. Lucien Weiler), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Lucien Clement), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippering, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da komme mer zur Motioun 2 vun der Mme Delvaux. Gëtt näischt méi dozou gesot?

(Négation)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 32 Nee-, 19 Jo-Stëmmen a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers), Ady Jung, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Fred Sunnen), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippering, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly

Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen zur Motioun 3 vun der Mme Delvaux.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 33 Nee-, 22 Jo-Stëmmen a 4 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers), Ady Jung, Nico Loes (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Paul-Henri Meyers, Mmes Marie-Josée Meyers-Frank, Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Lucien Clement), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Emile Calmes), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippering, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling.

Mir kommen zur Motioun 4, déi och vun der Mme Delvaux abruecht ginn ass.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 35 Nee-, 20 Jo-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

M. Jean Colombero;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Lucien Clement), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Lucien Weiler), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippering, Marco Schroell (par Mme Agny Durdu), John Schummer et Théo Stendebach;

M. Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Mir kommen zur Motioun 5 vum Här Serge Urbany.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 5 ass ofgelehnt mat 31 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 20 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Fred Sunnen), Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes (par M. Paul-Henri Meyers), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Lucien Clement), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippering, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen zur Motioun 6 vun der Mme Agny Durdu.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 6 ass ugeholl mat 33 Jo-, 8 Nee-Stëmmen an 19 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers), Ady Jung, Nico Loes (par Mme Nelly Stein), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Lucien Clement), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Lucien Weiler), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier

Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Ont voté non: Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach);

M. Jean Colombero;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen zur Motioun 7 vum Här Colombero.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 7 ass ofgelehnt mat 45 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes (par M. Paul-Henri Meyers), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Marc Zanussi), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia

Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Mir kommen zur Motioun 8 vum Här Colombero.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 8 ass ofgelehnt mat 37 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 13 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes (par M. Paul-Henri Meyers), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Fred Sunnen), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par Mme Agny Durdu), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Marc Zanussi), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Mir kommen zur Motioun 9, déi och vum Här Colombero abruecht ginn ass.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 9 ass ofgelehnt mat 52 Nee- a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes (par M. Paul-Henri Meyers), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Mir kommen zur Motioun 10 vum Här Colombero.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 10 ass ofgelehnt mat 34 Nee- a 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers), Ady Jung, Nico Loes (par Mme Nelly Stein), Paul-Henri

Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Fred Sunnen), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Alexandre Krieps), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Agny Durdu), John Schummer et Théo Stendebach.

Mir kommen zur Motioun 11 vum Här Colombero.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 11 ass ofgelehnt mat 51 Nee- a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Fred Sunnen), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia);

M. Serge Urbany.

Elo komme mir un déi lescht Motioun. Dat ass d'Motioun 12 vum Här Scheuer.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat ass eng excellent.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Et steet näischt dran.

(Hilarité)

Ech hunn net dierfte schreiwe wat ech wollt.

■ Des voix.- Ah!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här Scheuer, fuert esou weider. Elo gi mer eppes gewuer.

Vote

■ M. le Président.- Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 12 ass ofgelehnt mat 32 Nee-, 25 Jo-Stëmmen an enger Enthaltung.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes (par Mme Nelly Stein), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Fred Sunnen), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Domadder si mer um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Mar de Moie geet et em néng Auer weider mat der Interpellatioun vum Här Gibéryen au sujet de la problématique du nombre important de faillites.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

Ordre du jour

Interpellation de M. Gast Gibéryen au sujet de la problématique du nombre important de faillites

(Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.04 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Mir kommen zur Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Zuel vun de Failliten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgesat. Et sinn ageschriwwen bis elo: déi Häre Sarter, Krecké a Bettel. D'Wuert huet den Interpellateur, den honorablen Här Gast Gibéryen.

Interpellation de M. Gast Gibéryen au sujet de la problématique du nombre important de faillites

M. Gast Gibéryen (ADR), *interpellateur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems dass mer elo alleguer am Stau stongen an elo hei si mam BTB...

(Interruptions diverses)

Ech hunn all Stau getraff, deen de Moien am Süden ze treffe war, schlussendlech dach awer iwwer Fréiseng an d'Stad komm sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, praktesch vergeet keen Dag unni dass mer an den Dageszeiten Annoncé musse liesen, wou den X an d'Faillite gefall ass, den Y de Bilan déposiert huet an den Z eng Faillite agesteet.

D'Zuel vun de Failliten ass an deene leschte Joren enorm geklomm. Vill vun de Faillite sinn ongewollt, sinn d'Resultat vu wirtschaftlesche Konsequenzen, schlechter Zahlungsmoral, Onwësse vu Betriebsféierung an esou weider. Vill Faillite sinn awer och organiséiert, gewollt a mat Absicht konstruieret. Egal em wat fir eng Faillite et sech handelt, et geet ëmmer em d'Schicksal vu Leit an em d'Schicksal vu ville Salarieën an hire Familljen. Et geet awer och em vill Geld wat dem Stat, de Sozialversécherungen, de Fournisseure verluere geet. De finanziellen Impakt an d'menschlecht Schicksal ass enorm, a well d'Zuel vun de Failliten an deene leschte Jore staark geklomm ass an doduerch vill méi Leit direkt an indirekt betraff sinn, eis Regierung awer nach praktesch iwwerhaapt net op déi Situatioun reagiert huet, hunn ech dofir den 22. Januar 2002 dës Interpellatioun iwwert d'Problematik vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg ugefrot.

Ee Joer ass an der Zwëschenzäit vergangen an d'Regierung, esou huet een zumindest d'Gefill, huet opgrond vun deeser Interpellatioun, zwar lues awer ëmmerhin, ugefaangen ze reagieren. Bei der Ufro vun deeser Interpellatioun hunn ech als Intitulé festgehale: 733 Failliten am Joer 2001 - origines, causes, conséquences et conclusions de cette évolution préoccupante.

Erlaabt mer, Här President, dass ech mengem Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes merci soen, dee mir bei der Preparatioun vun deeser Interpellatioun, virun allem wat de juristeschen Deel ubelaangt, eng grouss Hëllef war.

Et heescht fir d'éischt eng Analys vun der aktueller Situatioun maachen.

D'Zuel vun de Failliten. 1997 hate mir der 320 am Land, 1998 370, 1999 399, 2000 593, 2001 790, 2002 681. Et ass e luese Réckgang do feststellen. Et gesäit een, dass d'Zuel vun de Faillite sech an de Joren 2000, 2001 an 2002, vis-à-vis vun deenen drai Joer virdun, praktesch verduebelt huet. Et muss een och feststellen, dass erstaunlech vill Faillite bei Immobiliengesellschaften an am Grousshandel sinn an dass des zwou Gruppen och de Gros vun der Progressioun ausmaachen. Bei den Immobiliengesellschaften waren et 102 Failliten am Joer 2000, 160 am Joer 2001 a bis Oktober 2002 waren et der schonn 124. Beim Grousshandel waren et der 144 am Joer 2000, 191 am Joer 2001 a bis Oktober 2002 waren et der 128.

Interessant ass och ze kucke wéi dann den Taux de faillites am Verglach mam Ausland an Europa ass. An och hei steet Lëtzebuerg un der Spëtzt vun de Failliten, wann een de Prozentsaz vun de Faillite kuckt vis-à-vis vun deenen zougeloossene Betriber. Lëtzebuerg huet 4,1% vun de Betriber déi a Faillite falen, Schweden 3%, Éisträich 2,4%, Frankräich 2%, Däitschland 1,5%, Norwegen 1,4%, Holland 1,2%, Finnland 1%, d'Schwäiz 1%, d'Belsch 0,9%, Dänemark 0,9%, England 0,4%, Italien 0,3%, Portugal 0,2%, Griichenland 0,1% a Spuenien 0,03%.

Obschonn ee vläicht soe kann dass hei zu Lëtzebuerg opgrond vun deem eemolege wirtschaftlech Boom vun deene vergaangene Joren och vis-à-vis vum Ausland Rekordzuelen an neie Betriber entstane sinn, esou beweist des Statistik dach, dass hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun deenen aneren europäesche Staten esou munches net am richtige Lot ass.

Als Ursach vun de Faillite gëtt ugin, dass e Mangel u Kapital fir 35% vun de Faillite Schold war, an net genuch Wëssen an der Branche 20%. Et en ze vill groussen Optimismus ganz oft och gëtt trotz regelméisseg Perten an d'Hoffnung dass d'Geschäft sech trotzdem zum Gudden geif dréinen amplaz Schluss ze maachen, sollen 20% vun de Failliten ausmaachen. Keng kloer a korrekt Kontabilitéit mécht weider 20% vun den Ursache vun de Failliten aus.

D'Faillites frauduleuses oder d'Faillites organisées maache statistesch gesinn nëmme 5% hei zu Lëtzebuerg aus, an der Realitéit awer vill méi. Et gëtt geschwat vun 30%. D'Ursach fir des Differenz ass virun allem dorop zréck ze féieren, well bal keng Plainté beim Parquet gemaach ginn, well déi Zort vu Wirtschaftskriminalitéit hei zu Lëtzebuerg bal net poursuivéiert gëtt, wat ganz oft mat der Relatioun Aarbecht an Indemnisation vum Curateur ze dinn huet. Ech komme spéider nach dorobber zréck.

Wéi vill Salarieë gi vun de Faillite betraff? Eng Faillite-Erklärung bedeit fir dat an deem Betrib beschäftegt Personal automatesch d'Opléierung vum Aarbechtsvertrag. Niewent dem perséinleche Schicksal vun de betraffene Persounen an hire Familljen, mussen déi Betraffe ganz oft nach laang op hir geschéllte Gehälter waarden. Obschonn bei Dräiviertel vun de Failliten nëmme eng oder keng Persoun beschäftegt ass, ass d'Zuel vun deenen duerch Faillite betraffene Persounen dach ganz grouss. Insgesamt hunn tëschent 1993 an 2001 9.348 Leit hir Aar-

becht duerch Faillite verluer. 4.809 Résidenten a 4.539 Frontalieren.

Här President, ech hu vun der Administration de l'Emploi Statistike kritt. Ech wëll déi net hei opzielen, mä et wär awer vläicht interessant wann een déi am Analytische mat der Quell vun der ADEM kéint publizieren. Niewent de ville Leit déi do hir Aarbecht verléieren ass och d'Fro: Wéi vill Ausfall huet de Stat u Steieren an un Enregistrement?

Op eng Question parlementaire vum 5. Abrëll 2002 huet den Här Finanzminister mer geäntwert, opgrond vu Réckstänn vun 10 Joer, gekuckt vun 1991 bis 2002, ass beim Gros vun de Faillite vun de leschten zéng Joer d'Opération de liquidation nach net ofgeschloss - op Prozedure kommen ech nach méi spët ze schwätzen - an dass dofir déi definitiv Perte fir d'Statskeess nach net kéint chiffriert ginn. Pro Joer gëtt et keng Chiffere. Et ass also eng cumuléiert Zomm iwwert déi zéng Joren, vun 1991 bis inklusiv 2002.

D'Zuel vun deene Failliten, bei deenen de 15. Mee 2002 nach Réckstänn opstongen, ass 3.760 Failliten déi also nach net ofgeschloss sinn an déi sech opdeelen op 1.288 Sociétés anonymes an 2.472 S.à.r.l.en. D'Zomm déi ausstong bei der TVA war am Ganzen 269.911.592 Euro. Also 10,8, 10,9 Milliarden aler Lëtzebuenger Frang, opgedeelt maachen d'S.A.en 105,7 Milliounen Euro aus an d'S.à.r.l.en 164,2 Milliounen Euro. Et ass unzuehuelen, dass de Stat de Gros vun deemem Geld net méi era kritt. Des Weidere sief bemierkt, dass an dese Chiffere d'Reckstänn vun de physische Persounen, respektiv anere Gesellschaftsformen net mat berücksichtigte sinn, well déi net disponibel sinn.

Här President, den Här Weiler.

M. le Président.- Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech wollt den Här Gibéryen froen ob et net esou ass, dass bei deene Chiffere, déi hie virbréngt, déi der Statskeess verluer gaange wäeren duerch déi Failliten, déi Chiffere musse relativéiert ginn an deem Sënn wou et sech ganz oft hei net em effektiv geschéllte Gelder handelt, mä ganz oft em Taxatiounen, déi vun der Verwaltung forfaitaire virgeholl gi sinn, esou dass an der Realitéit, wann een d'effektiv Geschäftsvolume vun deenen Entreprise gekuckt hätt, et net zu deenen dote Chiffere komm wier?

M. Gast Gibéryen (ADR), *interpellateur*.- Dat ass ganz richtig, wat den Här Weiler seet, Här President. Ech hunn dat a mengem Text stoen a wär elo do drop komm. Ech hunn och virdru gesot, dass dat Chiffere sinn déi nach net ofgeschloss si ginn. Ech kommen och op déi Chiffere déi als ofgeschloss gellen, mä et ass ganz richtig wat den Här Weiler seet, dass dat och déi Taxen, d'Zësen an alles ass wat do ufällt beinhalt. Des Weidere sinn an dese Chiffere an Réckstänn enthalen. Wat d'Reckstänn bei den direkte Steieren ubelaangt sief bemierkt, dass hei d'Chiffere esouwuel fir d'Gesellschaft wéi och fir d'physisch Persoune virleien.

Insgesamt 5.154 Steierlichteger hunn nach fir insgesamt 75,8 Milliounen Euro oder 3 Milliarde Lëtzebuenger Frang, opgrond vu Failliten aus deenen zéng Joer, ausstoen.

Zum Zäitpunkt vum 15. Mee 2002 war des Zomm vun 2.158.878 Euro als definitiv Perte an der Steierverwaltung festgehale ginn. All déi aner Sue sinn nach net als definitiv, déi kënnen nach agedriwwen ginn, mä wéi gesot, dat sinn och Taxatiounen déi do mat dra leien.

Wivill Ausfall fir d'Sozialversécherung? Och bei der Sozialversécherung ass d'Perte enorm grouss wat d'Zomm vun de Kotisatiounen ubelaangt, déi jo zumindest zur Halschent vun de Salarieë bezuelt si ginn an net un d'Sozialversécherung ofgefouert si ginn. Des Kotisatiounen ginn awer op de Kont vum jeweiligen Assuré imputéiert an d'Keesse bezuelen déi entsprechend Leeschtungen aus, wat och richtig ass. Dat heescht, d'Gesamtheit vun den Assuré kënn solidaresch fir déi net bezuelte Kotisatiounen op.

An de Joren 1992-2002 sinn esou fir insgesamt 67 Milliounen Euro, oder 2,7 Milliarde Frang, geschéllte Kotisatiounen net un d'Sécurité sociale ofgefouert ginn. De Centre commun vun der Sécurité sociale schreift a senge Konkusiounen: „En effet une partie très faible de ces cotisations est versée au Centre commun au moment de la clôture de la faillite, qui s'effectue souvent plusieurs années seulement après sa prononciation.“

D'Gérenten an d'Direktore vun den S.A.en an S.à.r.l.e sinn zwar perséinlech fir d'Extensioen vun der Faillite haftbar, fir d'Schold bei der Sécurité sociale a fir d'Paiementen vun de Steiere fir d'Salarieën, mä dat Gesetz gëtt ganz selten ugewannt. Et muss dofir heifir gesuergt ginn, dass d'Méiglechkeete vun deemem Gesetz och konsequent ausgenutzt ginn.

Eng aacht Iwwerleeung: Privilegie fir de Salarieën hir Léin a Gehälter. Op d'Zuel vun de Salarieën, déi duerch eng Faillite hir Aarbechtsplaz verluer hunn, sinn ech virdun agaan. Hei wëll ech mech méi mam Käschtepunkt beschäftegen deen de Stat ze droen huet, wou hien opgrond vu gesetzleche Bestëmmungen dem Salarie déi geschéllte Léin ausbezilt.

Wa mer an deemselwechten Zäitraum bleiwe vun 1992-2001, dann huet de Stat heifir insgesamt 33,3 Milliounen Euro, oder 1,4 Milliarde Lëtzebuenger Frang, Léin bezuelt. Hei wëll ech och op e gewëssenen Abus opmierksam maachen, wéi elo kierzlech e Gerichtsuerdeel bewisen huet, wou eng Gesellschaft, déi dräimol Leit beschäftegt hat, déi ni hei zu Lëtzebuerg present war a wou elo bei der Faillite de Lëtzebuenger Stat iwwert de Fonds de Chômage, am Kader vum Superprivileg, muss déi geschéllte Léin ausbezuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer also hi ginn a mir zielen d'Perté fir de Stat a Form vun direkte Steieren, an der TVA, an dem Lounausfall, an d'Kotisatiounen fir d'Sozialversécherung zesammen, esou mécht dat an engem Zäitraum vun zéng Joer déi total Zomm aus vu 446 Milliounen Euro, oder ronn 18 Milliarde Frang, déi gréisstendeels net méi ze récupéiere sinn.

D'Konsequenze fir d'Betriber: E weidere wichtegen an net ze ënnerschätzende Chiffer ass deen, deen aner Betriber, déi zum Beispill als Fournisseuren hir Rechnungen net bezuelt kréien, ausmécht. Hei gëtt et keng Chiffere, awer dierf des Zomm och enorm héich leien. Mir sinn der Meinung, datt et och wichtig wier fir an Zukunft des Perte, déi fir d'Betriber entsteet, statistesch festzehalen. Wann e Betrib an d'Faillite fält, kréien an der Regel d'Fournisseure keng Sue méi ze gesinn, a wann dach, da sinn dat vläicht e puer Prozent vun deem wat aussteet. Esou ginn dacks aner onschëlleg Betriber a finanziell Schwierigkeete bruecht an eng Rei vun hinne mussen herno deeselwechte Wee an d'Faillite untrieden.

Opgrond vum Superprivileg fir d'Léin vun de Salarieën an de Privileg vum Stat an der Sozialversécherung fir d'Steieren a Kotisatiounen bleift de Fournisseuren an der Regel näischt iwwreg, vu - et

dass virdru bewisen - datt de Stat an d'Sozialversécherung schonn de gréissten Deel net bezuelt kréien.

Bei der Prozedur vun de Faillite gesäit déi aktuell Législatioun vir: Wann e Betrib oder e Geschäftsmann seng Scholden net méi bezuele kann, dann intervenéiert d'Gericht. Dat geschitt op Ufro vum Betrib, vum Geschäftsmann selwer, vun engem vu senge Créancierien oder vum Procureur hin. D'Gericht décidéiert eng Faillite.

Wann den Aktiv méi grouss ass wéi de Passiv, da kann et zu enger Gestion contrôlée kommen. Ass dat net de Fall, ginn et zwou Méiglechkeeten, entweder kréien d'Créancieré sech op e Konkordat géeneegt oder d'Faillite gëtt schlussendlech liquidéiert.

Zwou Méiglechkeete bei de Pour-suiten. De Curateur kontrolléiert alles wat d'Persoun oder d'Gesellschaft a Faillite bruecht huet. Jee nodeem wéi d'Resultater si kënnen d'Paiementen an irregulär Akten anuléiert ginn. Et kann och e beruffleche Verbuert géint des Persoun, déi a Faillite ass, oder seng Représentanté verhaange ginn. Schlussendlech kann et zu enger Extensioen vun der Faillite op d'Dirigenten kommen oder d'Dirigente mussen een Deel vun de Scholden selwer droen.

D'Gestioun vun de Failliten. De Curateur spillt eng wichteg Roll bei der Gestioun vun der Faillite. Hie representéiert d'Faillite, hien informéiert, hien akteiert wat un Aktiva do ass, wat d'Créancierien zegutt hunn, hie reservéiert a probéiert ze rette wat nach ze retten ass, hie liquidéiert, dat Ganz ënnert der Kontroll vum Juge commissaire. Zu all deem gehéiert och, dass de Curateur fesihale muss ob eng Faillite frauduleuse virläit oder net. Säin Aufgabengebitt ass also large a verlaangt vill vun him.

Mir maachen als ADR eng Rei vu Propositionen fir de Failliten entgéint ze wirken.

D'Kapital verduebelen a blockéieren.

1. D'Failliten duerch e Mangel u Kapital. Meeschtens hunn d'Gesellschaft gnuuch Kapital fir d'Gesellschaft ze grënnen, mä si vergiessen d'Käschten déi an der Ulafzäit ulafen. Zum Beispill muss dat wat ee verkäfe wëllt fir d'éischt kaaft ginn. D'Personal muss bezuelt ginn, Arichtunge mussen ugeschaaft ginn an esou weider, ier ee Recetté kritt. Dofir proposéiere mir, iwwerall do wou Personal beschäftegt gëtt, d'Mindestkapital vun der S.à.r.l. an der S.A. ze verduebelen, dat heescht vun haut 34.000 Euro op 68.000 Euro bei der S.A. a vun 12.500 op 25.000 Euro bei der S.à.r.l. Ganz oft gëtt direkt no der Schafung vun enger Gesellschaft d'Kapital direkt erëm ganz opgehuewen, fir zum Beispill ze investéieren an Arichtungen, fir Stocken unzeschaffen, a beim klengste Finanzproblem si keng Reserve méi do. Dofir proposéiere mir, dass 50% vun deemem Mindestkapital muss fir eng bestëmmten Zäit blockéiert bleiwen an eréischt bei enger gesonder Liquidatioun nees ausbezuelte ka ginn.

2. En zolidd Formatioun fir Leit, déi Betriber grënnen a féieren.

Failliten duerch eng schlecht Gestioun. Vill Entrepreneure kenne wuel hire Beruff an hiert Produkt perfekt, mä hu keng oder net genuch Notiounen vun Organisatioun a Rentabilitéit vun enger Firma. Si hunn oft keng oder net genuch Ahnung vun der Administratioun, der Kontabilitéit oder dem Budget. Oft sichen d'Entrepreneuren och kee Rot bei engem Professionellen, oder net genuch Rot, déi sech mat der Matière auskennen. Dofir proposéiere mir fir den Entrepreneuren eng zolidd Formatioun vun der Gestioun vun hiren

Entreprises ze ginn. Obligatoresch Coursé fir Leit déi Betriber grënnen, respektiv Fortbildungscoursen.

Ee Beispill wéi wichteg dës Formatioun ass. Zu Lëtzebuerg an an Däitschland, wou en Handwerker eng Meeschterprüfung brauch fir e Betrib daerfen opzemaachen, iwwerliewen d'Handwerksbetriber zu 76%, an Däitschland zu 66%. A Frankräich, wou d'Meeschterprüfung net néideg ass fir e Betrib ze grënnen, iwwerliewen nëmmen 41% vun den Handwerksbetriber. Speziell wann en Entrepreneur Leit astellt, oder Hëllef vum Stat wëllt, muss hien eng speziell Formatioun iwwer d'Risiken an esou weider kréien. Des Weideren, wann en Entrepreneur och nëmmen eng Persoun astelle wëllt, muss hien d'Notiounen hu vum Aarbechtsrecht, iwwer d'Sécurité sociale, iwwer d'administrativ Formalitéiten, also iwwer alles dat wat den Emploi vu Personal betrëfft.

3. E Businessplang aféieren.

Betriber, déi öffentlech Subsidien ufroen, mussen e Businessplang op dräi Joer opstellen, dee weist wat fir eng Liquidatioun ee brauch, wat seng Pronosticke sinn, wéi de Betrib soll funktionéieren. Dat beweegt de Gérant zum Nodenken iwwer d'Rentabilitéit bei der Grënnung vun engem Betrib.

4. E Fréiwarnsystem.

De Gérant muss den Zoustand vu senger Firma mellen, wann d'Aktivwäerter minus d'Schulde vun der Gesellschaft énnert d'Gesellschaftskapital falen. De Gérant muss den Zoustand dann: a) dem Firmeregister mellen, b) eng Kapitalerhéijung maachen oder c) d'Gesellschaft gëtt a Liquidatioun gesat. Mécht de Gérant dat net, ass hie perséinlech haftbar fir de Konkurs an hie muss eng deemtsprechend Amende bezuelen.

5. E weidert Fréiwarnsystem: d'Moderniséierung vum Instrument vun der Gestion contrôlée.

Wann d'Administratioun vum Stat mierken, zum Beispill bei der TVA, de Steieren, der Sécurité sociale, dass e Betrib Schwierigkeeten huet, muss se den Tribunal commercial informéieren, fir dass de Betrib eng Mise en demeure kritt, virgeluede gëtt fir e Gespréich oder ënner Gestion contrôlée gesat gëtt.

D'Käschte vun der Gestion contrôlée mussen als Geriichtskäschten ugesi ginn, déi de Stat rembourséiert kritt wann et dem Betrib besser geet.

6. Eng kloer Kontabilitéit prevenéiert Failliten.

Ouni kloer Kontabilitéit wësse mer net wou e Betrib drun ass, wat seng finanziell Situatioun ass. Ouni kloer Kontabilitéit kann e Betrib net zur Zäit reagéieren, wann déi éischt Schwierigkeeten optauchen. Eng kloer Kontabilitéit hëlleft am Fall vun enger Faillite festzestellen wou d'Suen higaange sinn an ob eng Faillite frauduleuse virläit. D'Kontabilitéit muss all Mount ofgeschloss ginn. D'Gesetzter, déi d'Kontabilitéit betreffen, mussen preziséiert an ugepasst ginn. D'Gesetz muss eng Présomptioun vun der Faillite frauduleuse virgesi wann d'Kontabilitéit net à jour ass. De Kontabel muss verantwortlech gemaach gi wann d'Kontabilitéit net à jour ass.

7. Géint Retard de paiement, schlecht Payeuren, virgoen.

Et gëtt ëmmer méi Retard de paiement, souwuel am Secteur public wéi am privé. Enger Etüd vun der europäescher Kommissioun no ass eng vu véier Failliten op dese Mëssstand zréckzeféieren. Dese Problem ass ëmsou méi grave fir Kleng- a Mëttelentreprisen. D'Betriber mussen Zënsen bezuelen, well d'Clienten net zur Zäit bezuelt hunn. Prozedure fir d'Suen anzedreiwe mussen op Weeër geleet ginn, déi och zousätzlech Käschte matbréngen. Eng Direktiv 2035 vun

der europäescher Kommissioun „concernant la lutte contre le retard dans le paiement des transactions commerciales“ soll hei Ofhëllef schafen. Dës Direktiv hätt solle bis den 8. August 2000 ëmgesat ginn, elo am Februar soll dës Direktiv an der Chamber awer eréischt deponéiert ginn.

(Interruptions)

Entschëllegt, gestëmmt ginn. Entschëllegt, entschëllegt!

Här President, den Här Bettel, mengen ech, wëllt eng ganz wichteg Interventioun maachen.

(Interruption)

Här President, d'Regierung kritt herno d'Wuert, an ech huelen un dass se dat dann hei am Detail explizéiert. Op jidde Fall, dës Direktiv soll elo den 8. Februar hei an der Chamber ëmgesat ginn.

(Interruptions)

No dëser Direktiv lafen d'Zënsen automatesch no 30 Deeg un, nëmme fir Professioneller. Fir de private Consommateur lafen d'Zënsen net, et muss nach eng Mise en demeure gemaach ginn oder konventionell festgeluecht ginn, dass d'Zënsen automatesch lafen.

8. Netting-fiscal aféieren.

Dat heescht eng Kompensatioun vun de Créancé beim Stat. Wann eng Rechnung vum Stat akzeptéiert ass an de Stat Retard am Bezuelen huet, muss de Stat dës Schold mat der Schold kompenséieren, déi dës Betrib méiglecherweis beim Stat huet, oder ëmgedrëint.

9. De Caractère-occulte vun de Privilegie muss ofgeschaf ginn.

De Caractère-occulte vu Créancé bei Steieren, TVA a Sécurité sociale huet als Konsequenz, dass verschidde Betriber no baussen d'Impressioun gi gesond ze sinn, an déi aner Betriber an d'Administratioun gleewen dat.

Et ass meeschtens den Enregistrement, deen als éischte reagiert, deen den éischte Coup setzt an eng Faillite provoziert. Déi aner Administratioun melle sech da fir hir Créancen, ginn als Éischt servéiert, an de Privatsektor, de Privatbetrib kritt kee Su méi. De Privatbetrib hätt ni mat esou enger Firma geschaff wann e gewosst hätt, dat Steieren, TVA, a Sécurité sociale geschëllt wieren.

Wat d'Marchés publics betrëfft, missten d'Betriber, déi TVA, Steieren, Sécurité sociale schëlde, ausgeschloss ginn. An der Praxis geschitt dat net, well keng Publicitéit vun dese Scholden existéiert. Dofir, Privilegie mussen an engem gewëssenen Ofstand publizéiert ginn, zum Beispill all zwee Méint. Dat heescht an anere Wieder, dat de Stat oder d'Sécurité sociale, déi Suen zegutt hunn, dat mussen public maachen. Hält deen, deen d'Privilegien huet, sech net un dës Publicitéit, verléiert hien de Privileg am Fall vun enger Faillite a gëtt wéi all aner Créancier behandelt.

10. D'Veröffentlichung vun der Protêts-Lëscht.

D'Protêts-Lëscht muss nees public gemaach ginn, fir dass deen, dee condamnéiert ginn ass eppes net bezuelt ze hunn, an dës Lëscht opgefëiert gëtt, esou kritt erëm all Fournisseur d'Méiglechkeet besser ze wësse wou hie mat senger Clienten drun ass.

11. En energiesche Kampf géint d'Faillite frauduleuse.

Fir d'Faillite frauduleuse iwwerhaapt erauszefannen, a fir datt weider Faillite vun dese Leit verhënnert kënne ginn, ass et wichteg dass d'Effektiv vum der Police judiciaire vergréissert mussen ginn, dës Leit eng speziell Ausbildung kréie fir kënnen, wéi och spezialiséiert Riichter, géint d'Faillite an d'Wirtschaftskriminalitéit virgoen.

E Bankrott muss gesprach gi wann en Avenu besteet, oder wann zumin-

dest eng Strofdot, déi e Bankrott rechtfäerdeg, bewisen ass, an da muss direkt de Bankrott ausgeschwat ginn, an eng Interdictioun fir als Commerçant kënnen ze schaffen. D'Zil ass et, de Failliten en cascade an den organiséierte Failliten en Enn ze setzen. Ganz oft erliewe mer, dat Leit, ier se an d'Faillite falen, schonn erëm nei Gesellschaften opgemaach hunn, wou se dann herno an darselwechter Phas weiderfueren an déi Leidtragend sinn ëmmer déiselwecht.

12. Curateur muss e Beruff à part ginn.

Och wann an de leschte Joren Eforten gemaach gi si fir d'Formatioun vun de Curateuren ze verbesseren, esou ass awer op deem Gebitt nach vill ze maachen. Eng speziell praktesch Ausbildung ass néideg. Doduerch dat dem Curateur bei der Liquidatioun vun der Faillite eng ganz wichteg Roll zoukënn, kann et net sinn datt hei Ufänger dru gelooss ginn. Déi Situatioun gëtt nach doduerch verschlëmmer, dass d'Stagiaire-Curateuren an deene Faillite genannt ginn, wou guer keen oder bal keen Aktiva ass a wou ze vermudden ass, datt munch Saachen net richtig gelaf sinn.

Doduerch datt de Stagiaire nach an der Ausbildung ass, de Beruff vum Affekot esou ze soen als éischt mol léiere muss, an datt hien an enger ganz grousser Matière sech en plus nach, wa méiglech, op säin Avoués-exame virzebereeden huet, ass et déi denkbaarst schlechste Persoun fir kriddleg Failliten ze liquidéieren. De Curateur duerf, am Optimalfall, keng aner Affekotenaktivitéiten hunn. Well de Curateur iwwer eng grouss beruflech Erfahrung verfüge muss, fir all méiglech Problemer direkt ze erkennen, ass et absolut noutwendeg dës Fonctioun ze professionaliséieren.

Faillite sollen net méi de Stagiairen iwwerdroe ginn. Doniewent muss de System vun der Rémunéiratioun iwwerschaft an der Aarbecht ugepasst ginn. Et muss eng Rémunéiratioun sinn, déi de Curateur net découragéiert säi Beruff gutt ausüben. Wann ee bedenkt, datt bis elo de Curateur e fixe Montant kritt, deen a kenger Relatioun zu senger reeller Aarbecht steet, an doriwwer eraus prozentual um Aktiv verdéngt, dann ass et net weider verwonnerlech, datt e Curateur sech an enger Faillite unni Aktiv net vill midd mécht. Emol ganz dovunner ofgesinn, datt hie sämtlech Fräe muss virstrecken, bedeit esou all weider richtig Prozedur weider Käschten an e weideren Zäitverloscht. Den Interessen un der Faillite hält sech also a Grenzen.

Et kënn ee bal mengen, datt hantert dës Prozedur e System géif stoe wou den Affekot normalerweis géint d'Fraude professionnelle eng Versécherung huet. De Curateur, deen alt emol esou eng Zort Superman muss sinn, ass net vun dëser Versécherung couvréiert. Hien ass also perséinlech haftbar wann him an der Gestiou vun der Faillite e Feeler geschitt. Och dat mécht den Job vum Curateur net onbedéngt méi interessant.

An der Praxis ass et dann och oft esou, datt d'Zesummenaarbecht vum Curateur, dem Parquet économique an der Police judiciaire net stattfannen. Wann de Curateur dem Parquet säi Rapport ginn huet, ass et an deenen allermeeschte Fäll esou, datt hien ni méi eppes vun der Affär a méigleche Poursuiten héiert. Méi oder wéiniger duerch Zoufall gëtt de Curateur mol eppes gewuer. Hien ass net informéiert ob d'Police judiciaire eng Enquête mécht oder net. Et ka jo net esou sinn, datt de Curateur all Mount muss nofroen. Bei der wierksamer Bekämpfung vun der Faillite frauduleuse muss an

Zukunft hei bedeitend besser zesummegeschaff ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren zweielef Propositionen déi mer gemaach hunn a wou mer mengen, datt déi géifen derzou bäidroen fir an Zukunft d'Failliten hei zu Lëtzebuerg kënnen erofzesetzen an de wirtschaftleche Schued a Grenzen ze halen.

Här President, de Problem vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg ass iwwer d'Jore bekannt, esouwuel d'Gewerkschafte wéi och d'Patronatsorganisatiounen sinn an deene leschte Joren net midd ginn op déi onhaltbar Situatioun hinzewiesen, leider oui Erfolleg. D'Regierung huet et bei regelméissegen Absichtserklärungen an e puer punktuelle Gesetzesännerunge bebloos.

An engem rezenten, oppene Bréif schreift d'Confédération luxembourgeoise du commerce: „La confédération luxembourgeoise du commerce avait décidé d'agir, il y a six ans déjà, en envoyant un dossier au Ministère concerné. A l'époque, il semblait que sous notre impulsion, l'affaire allait être prise en main et faire l'objet d'une opération interministérielle visant à poursuivre les cas existants et à supprimer durablement ces pratiques nuisibles aux PME et à l'économie de notre pays. Or, la Confédération luxembourgeoise du commerce doit constater avec consternation que la situation n'a nullement changé depuis et que sa vie manipulateur continue à pouvoir agir en toute impunité“, an d'Confédération du commerce freet dann: „Pourquoi en est-il ainsi? La confédération luxembourgeoise du commerce se doit d'acquiescer parce que l'engrenage rouillé de la machine étatique les laisse faire et souvent refaire les mêmes coups. Police judiciaire, Tribunaux et Ministères compétents accusent une lenteur, une lourdeur et inefficacité inquiétante. Pourquoi en est-il ainsi?“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Interpellatioun gëtt der Regierung haut d'Geleechenheet fir sech ze erklären, firwat näischt geschitt ass, an doduerch dem Stat, seriöse Betriber, Bierger an eiser Ekonomie Milliarde Gelder während Jore verluer gaange sinn.

Als ADR hu mir eng Rei vu konkrete Propositionen gemaach, verschidde vun dese Propositionen hu mer a Motiounen verfaasst, déi ech deponéieren. Et ass elo un der Regierung, vill Zäit bleift hir net méi.

Ech soen lech merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le caractère occulte des créances privilégiées de l'Etat laisse paraître une entreprise fragilisée comme parfaitement saine;

- considérant qu'en cas de faillite de la société le caractère privilégié de ces créances permet à l'Etat de récupérer ses créances avant les créanciers chirographaires;

invite le Gouvernement

- à déposer un projet de loi imposant la publicité des créances de TVA, de sécurité sociale et d'impôts directs tous les deux mois au moins pour garantir leur caractère privilégié.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les délais de paiement de l'Etat sont excessivement longs;

- considérant que les entreprises voire l'Etat doivent pouvoir opérer des cessions de créances mutuelles et compenser les créances à due concurrence;

invite le Gouvernement

- à déposer un projet de loi organisant la compensation des créances des administrations de l'Etat à l'égard d'une entreprise avec les créances de cette même entreprise à l'encontre de l'Etat ou d'une administration publique.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il faut augmenter les conditions d'obtention d'une autorisation de faire commerce pour les entreprises désirant employer du personnel;

invite le Gouvernement

- à déposer un projet de loi exigeant des connaissances en gestion d'entreprise, en comptabilité et en l'élaboration d'un budget adaptées à une entreprise engageant du personnel.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que suite à un manque d'informations beaucoup de commerçants passent des contrats avec des personnes peu fiables;

- considérant que la diffusion de la liste de protêt a été arrêtée privant ainsi le marché d'une base d'informations sur les difficultés financières auxquelles sont confrontées les entreprises;

invite le Gouvernement

- à prendre les initiatives et mesures nécessaires pour relancer la publication de la liste des protêts.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que beaucoup d'entrepreneurs débutants n'ont pas été formés pour apprécier les risques d'une création d'entreprise;

- considérant que beaucoup de faillites trouvent leur cause originale dans les erreurs faites au cours de la phase initiale de l'entreprise créée;

- considérant qu'il s'agit d'éviter le gaspillage de fonds publics dans des entreprises vouées à la faillite et d'amener les gérants à réfléchir à la rentabilité des investissements à réaliser;

invite le Gouvernement

- à imposer à toute société sollicitant des aides publiques, l'élaboration d'un «business plan» sur trois ans et un compte rendu annuel sur l'évolution de l'entreprise à l'autorité publique ayant accordé l'aide.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que la législation relative à la gestion contrôlée d'une entreprise est souvent inapplicable, notamment alors que l'entreprise n'est pas à même d'en supporter les frais;

- considérant que les curateurs de faillite ne sont pas des professionnels expérimentés ou formés spécialement et que leur rémunération ne les invite pas à engager des actions judiciaires pénales ou civiles nécessaires et utiles mais longues et onéreuses;

- considérant que les curateurs de faillite et les gérants de sociétés en difficultés, des professionnels de formation universitaire juridique et/ou économique, doivent être rémunérés sur base de la loi sur l'assistance judiciaire ou sur base d'une législation analogue;

invite le Gouvernement

- à élaborer un projet de loi créant des curateurs professionnels rémunérés adéquatement pour leur travail;

- à revoir la législation relative à la gestion contrôlée dans le but de faciliter le recours à la gestion contrôlée, notamment en faveur des entreprises employant du personnel, en s'inspirant de la législation française.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuel vun de Failliten, den Interpellant huet et gesot, ass an eng Regioun virgedrongen an där een dës Phenomeen esou lues als bedrohlech muss astufen. Och wann 2002 fir d'éischt zënter Joren d'Zuel vun de Faillitité géigeniwwer dem Joer virdrun nees réckleefeg wor, esou bleift datt bei 700 Betriber, déi och 2002 nach de Bilan deponéiert hunn, d'Politik net ka gläichgültig bleiwen.

D'Failliten hu vill Urssaachen. Et ka sech ëm kommerziell Pech handeln, et ka sech ëm e schlecht kommerziell Konzept handeln, wat keng Friichten dréit nodeems et vill Fräe verschlongen huet, et kann awer och sinn - besonnesch bei deene sëllege Bréifkëschtgesellschaften ass dat de Fall -, datt einfach emol eng Gesellschaft leie gelooss gëtt bis kee Kapital méi do ass, a wann d'Scholden ze grouss ginn, da gëtt de Bilan deponéiert. Well d'Ursaache vun de Failliten also ganz verschiddearteg sinn - kriminell Absicht gehéiert och dozou -, ass et net sénnvoll hei ze vereinfachen an ze kategoriséieren. Et gëtt en aner Usaz gebraucht fir deem Phenomeen bäizekommen.

Au vu vun der Unzuel vun de Failliten déi hei am Land gesprach ginn, muss ee sech d'Fro stellen ob et elo net ubrecht wier fir eng global Reform vun der Législation iwwert d'Failliten unzeweilen. Net datt mer net schonn iwwer eng gewëssen Unzuel vun Instrumenter an eiser heiteger Gesetzgebung géife verfügen, mä et geet drëm se an en aner Liicht ze setzen, se ze aktualiséieren an esou méi effikass ze maachen. Rar sinn nach Betriber déi vum Gesetz vum 14. Abrëll 1886 iwwert de Concordat préventif de faillite oder den Arrêté grand-ducal vum 24. Mee 1935 iwwert d'Gestion contrôlée Gebrauch maachen oder iwwerhaupt kéinte Gebrauch maachen, wat och e Problem duerstellt.

D'Philosophie vun deenen Texter ass awer maßgebend. D'Zil vun enger Gesetzgebung iwwert d'Sanéierung vun Entrepreneuren, déi finanziell Schwierigkeiten hunn, soll net d'Faillite sinn, dat heescht d'Liquidation vum Betrib. Et muss drëm goe fir d'alleréischte de Versuch unzestriewen dëse Betrib ze retten an esou d'Aktivitéit an d'Personal ze schützen. D'Faillite soll nëmmen als Ultima ratio fungéieren, wa keng aner Léisung wéi d'Liquidation vum Betrib an d'A gefaasst ka ginn.

Esou schreift de franséische Droitsprofessor Guyon: „L'intolérable n'est pas qu'une entreprise non viable disparaisse, car en raison du principe de la liberté du commerce et de l'industrie aucun contrôle préalable n'existe quant à l'opportunité de la création des entreprises. La liquidation des affaires en cessation de paiement est donc l'inévitable sanction des constitutions imprudentes ou des gestions maladroites. L'intolérable est qu'une entreprise disparaisse alors que sa survie était possible.“ Dat ass jo da besonnesch wouer wa Leit hir Aarbechtsplaz verléieren.

ren, déi se bei enger anerer Virgoensweis net hätte misse verléieren.

Fir dëser Zilsetzung gerecht ze ginn, muss een Iwwerleeungen a folgend Richtungen ustriewen. Un éischer Stell kënn d'Preventioun. Hei geet et drëm fir Schwierigkeiten vermeiden ze kënnen. Et kann ee sech dës Preventioun ënneren zwee Aspekter virstellen. Éischtens muss e Betrib genügend Informatiounen iwwert seng finanziell Situatioun öffentlech zougängig maachen. Eist Gesellschaftsrecht verlaangt elo scho vun enger Gesellschaft, dass se hir Konten, Comptes annuels a Comptes consolidés um Registre de commerce hannerleeë muss an datt eng Mention dovunner am Mémorial publizéiert muss ginn.

Um Niveau vum Mémorial misst d'Prozedur esou geännert ginn, datt esou eng wichteg Publikation esou séier wéi méiglech nom Dépôt beim Registre de commerce geschéie soll an net e puer Méint - an da sinn ech nach héiflech - duerno wéi dat haut de Fall ass.

Bei S.à.r.l.e misst d'Flicht fir d'Konte vun engem Commissaire aux comptes iwwerwaachen ze loosse verallgemengert ginn. Bis haut mussen nëmmen S.à.r.l.e mat méi wéi 25 Associéien esou e Commissaire aux comptes stellen. Bei deenen anereren ass e Commissaire aux comptes net obligatoresch. Et kéint ee sech virstellen, datt ganz einfach all Kapitalgesellschaft, also all d'S.à.r.l.en, egal wéi vill Associéie se och hunn, e Commissaire aux comptes misst ernennen.

D'Commissaires aux comptes missten souwuel den Associéie géigeniwwer onofhängeg sinn, awer och déi néideg Berufserfahrung oder Qualifikatioun virweise kënnen, fir en connaissance de cause hir Missioun richtig ausüben ze kënnen. Jenni a Menni sollten dës wichtige Posten net einfach esou bekleede kënnen an de Commissaire aux comptes kënn et weider vum Gesetz responsabiliséiert ginn.

Dat neit Gesetz iwwert de Registre de commerce an d'Informatiséierung vun deemselwechte wäerten et erméiglechen all déi Gesellschaften ausfindig ze maachen, déi et heiansdo während Joren ënnerloossen iwwerpréifte Konte beim Registre ze déposieren. Esou Gesellschaften, déi jorelaang keng Generalversammlung méi aberuffen oder hir Gérenten oder Verwaltungsreiter net méi ernennen, kënnen kaum seriö sinn a mussen esou séier wéi méiglech liquidéiert ginn, well et se an deenen allermeeschte Fäll an der Realitéit iwwerhaupt net méi gëtt.

Den zweete Volet vun der Preventioun ass d'Suerg no enger sénnerechter finanzieller Basis. Eng Gesellschaft, fir iwwerliewensfäeg ze sinn, muss iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen. Dofir misst ee sech iwwerleeën, ob een net d'Mindestkapital vu Gesellschaften erhéije misst ouni zur selwechter Zäit Geschäftsgränzen onméiglech ze maachen, wat géint d'Liberté du commerce et de l'industrie géif verstoussen.

Virun allem awer misst een ervirhewen, datt haut eng Société anonyme mat engem Mindestkapital ka gegrënnt ginn, mä datt d'Aktionäre bei der Grënnung nëmmen ee Vérel vun Wäert vun hiren Aktien anzebezele brauchen. Dat si ronn 8.500 Euro. Wann déi Gesellschaft bis d'Grënnungskäschte bezuelt, d'Garantie locative gestallt an e puer Bürosmiwwele kaaft huet, vum informatesche Material guer net ze schwätzen, da bleift net méi vill iwwer fir de Betrib an enger Ufanksphas lafen ze loossen. Dofir mengen ech, datt dat Deelbezuelen an eng Société anonyme verbuede soll ginn. Déi finanziell Basis vu Gesellschaften kéint een och ënnerstëtzen duerch eventuell Steiervirdeeler bei d'Kapitalerhéijungen, sief et um Niveau vun der Gesellschaft oder um Niveau vun den Aktionären.

Et muss och erlaabt sinn, datt eng Gesellschaft seng juristescht Form änneret, fir eng hirer Aktivitéit oder hire Besoiné méi ugepasste Form unzehuelen, ouni iwwerflëssege Pabeierkrich. Dem Gesellschaftsrecht no kann eng Gesellschaft hir juristescht Form änneren an dobäi bleift se déiselwecht Entitéit. Mä souwuel d'Sécurité sociale wéi den Enregistrement verlaangen hei eng nei Immatriculation, wat komplett iwwerflësseg ass.

Fir mam Volet Preventioun opzehale verlaange Verschiddener, datt bei der Grënnung vun enger Gesellschaft oder beim Aschreiwe vun engem Geschäftsmann am Registre e Businessplang virleie soll, deen op zwee, dräi Joer dem Betrib seng Erwaardungen: Investissements, Chiffres d'affaires, Clienten, Scholden an esou weider opléische soll. Ech sti mat gemischte Gefiller esou enger Forderung géigeniwwer. Esou en Dokument kéint jo nëmmen en informative Charakter hunn. Et kéint méi schlecht goe wéi virgesinn, et kéint och besser goe wéi virgesinn oder deels deels.

D'Erfahrungen aus der New Economy hunn dach gewisen, datt jidderee sech e prächtige Businessplang ka schreiwen. Arrogéiert dann e Ministère oder eng Verwaltung sech d'Recht deen a Fro ze stellen, en ze verbessern oder ganz ofzelehnen. Dat wier en intolerablen Aschnëtt an d'Geschäftsfräiheet. Den eenzeggen Avantage vun enger formeller Exigence vun engem Businessplang ka sinn dem Betribsgrënner emol driwwer nodenken ze ginn, wat hien iwwerhaupt mat sengem Betrib wëllt maachen, an zwar ier datt hien e grënt.

Wann d'Lag sech verschlechtert, muss den Dirigeant oder de Geschäftsmann drop opmierksam gemaach ginn. An deene beschte Fäll gesäit hien dat selwer, mä wann hien dat net géif maachen, da misst et méiglech sinn datt hien drop opmierksam gemaach gëtt, eng Aart Alerte eben. Dat wier no der Preventioun deen zweete Punkt, deen ech hei wëllt uschwätzen.

Och wann et objektiv gesi keng eenheetlech Kritäre gëtt anhand vun deenen ee ka soen ob e Betrib op Dauer kéint weider lafen oder an eng méi schlecht finanziell Situatioun kéim, da ginn et awer verschidde Kritären déi ee kéint hei opzielen, wéi zum Beispill eng schlecht Rotatioun vum Stock, Problemer mat de Fournisseurs, Kaméidi tëschent den Dirigeanten oder kuerzfristeg Emprunté fir laangfristeg Projeten ze finanzieren, oder nach de Verkaf vu profitablen Aktiven.

Hei misst de Commissaire aux comptes oder de Réviseur d'entreprises eng wichteg Roll zouerkannt kréien. Dat erkläert jo och firwat e Commissaire aux comptes prinzipiell sollt bei alle Kapitalgesellschaften agestallt gi wou keng Exigence fir e Réviseur virgesinn ass. Hie misst d'Aufgab kréie fir den Dirigeant op Problemer hinzewisen, déi d'Weiderféiere vum Betrib a Fro stelle kéinten, fir datt séier, effikass a richtig Léisunge kënnen fonnt ginn.

Esou e Recht oder souguer eng Flicht misst och de Centre commun de la sécurité sociale an d'Steierverwaltung kréien, wann de Betrib regelméisseg keng Kotisatiounen respektiv Steiere bezilt. An der Praxis sinn et jo d'Steierverwaltungen an de Centre commun, déi als alleréischte net bezuelt ginn, well de Betrib d'Léin an d'Fournisseure weider wëllt bezuelen.

Wann also zum Beispill eng Verwaltung no der zweeter verpasster Echance géigeniwwer engem Be-

trib eng Prozedur déclenchéiere kann déi ze enger Iwwerwaachung an Iwwerprüfung vun deem Betrib ka féieren, da si mer scho méi wäit. Si kënnen jo eng Failliteprozedur ustrengen, abee an Zukunft sollten se éischer eng Redressementsprozedur a Gank setzen, fir eventuell nach positiv géigeniwwer dem Betrib ze wierken.

Dacks ass natierlech schonn zu deem Zäitpunkt vun esou enger Intervention näscht méi ze maachen. An deene Fäll gëtt d'Liquidation da beschleunegt, wat am Fall vun total maroden oder quasi inexistente Gesellschaften jo net vu Muttwëll wier.

Fir beim Stat ze bleiwe soll et och méiglech sinn, fir datt e Geschäftsmann oder e Betrib, deen dem Stat Sue schëlleg ass, mä deen zugläich seng Kotisatiounen oder Steiere muss bezuelen, eng Cession de créance mat senger staatlecher Créancierens ofschléisse kann. Amplaz vum eigentlechen Débiteur bezuelt ze ginn, wende sech de Centre commun oder d'Steierverwaltung direkt un de Stat. Faillite kënnent vermidde ginn, wann de Betrib a finanziell Schwierigkeiten kënn, well de Stat net séier genuch bezilt an zugläich de Stat oder d'Keesse Sue wëllen andriewen.

Iwwert déi Alerte kann dann och vläicht déi drëtt Phas ugaange ginn, an zwar de Règlement à l'amiable. Wa bis d'Cessation de paiement an den Ebranlement de crédit agefirt sinn, dat heescht wa bis d'Gesellschaft oder de Geschäftsmann weder hir Scholde bezuele kënnen, nach Sue géint kréien, dann ass et dacks vill ze spéit fir eng Sanéierung a Betrecht ze zéien. Dofir mussen all Méiglechkeeten analyséiert gi fir mat de Créancierens zesummen e Règlement à l'amiable ze fannen.

De Concours vun de Créancierens ass an dëser Phas besonnesch wichteg. D'Intérite vum Créancier lafen net drop eraus fir hiren Débiteur an d'Faillite ze setzen. Hinnen ass méi gehollef wann d'Schold vläicht net ganz ausbezuelt gëtt, mä wa se awer en Deel dovunner kréien, amplaz am wierklechen Eeschtfall guer näscht. Esou kënnen och Failliten en cascade verhënnert ginn.

Et muss also drëm goen déi, déi fir d'éischt vu baussen an e Betrib kënnen kucken, deen offensichtlech finanziell Schwierigkeiten huet, an e Prozess anzubannen deen op Rettung a Konsolidéierung vun enger brenzlecher, wirtschaftlecher Situatioun ofziilt.

Eis Konzeptioun vun der Faillite a vum Failli, dee just mat Stigmatisierung vun deem Betrib deen d'inn huet, muss a Relatioun mat Betriber, déi kënnen gerett ginn, wa mat Zäiten intervenéiert gëtt, änneren. Ech weisen drop hin, datt esou e Règlement à l'amiable elo scho méiglech ass. Datt net méi dacks drop zréckgegraff gëtt ass vläicht doduerch bedéngt, datt déi Texter entweder ze restriktiv sinn oder ganz einfach vergiess goufen. Den Débiteur ka vum Gericht Délais de paiement zouerkannt kréien, wann e Problemer mat engem Créancier huet. D'Texter, déi hei ma'gebend sinn, ass den Artikel 1244 vum Code civil an d'Gesetz vum 18. Mäerz 1915 concernant la protection des débiteurs domiciliés dans le Grand-Duché.

Opgrond vum Gesetz vum 14. Abrëll 1886 kann den Débiteur mat senger wichtigste Créancierens, op kollektiver Basis also, och nach e Concordat préventif de faillite aushandele fir eng Faillite ze vermeiden. Dës Gesetz, dat 1934 fir d'lescht geännert ginn ass, gesäit fir datt nëmmen den Débiteur esou e Konkordat froen an d'Prozedur, déi mat der Homologation vum Konkordat duerch e Gericht endegt, aleede kann. Wann den Débiteur net wëllt op de Wee vum Konkordat goen, misst et awer de Créancierens erlaabt si fir den Débiteur ze zwéngen sech op d'mannst

an d'Aushandele vun esou engem Konkordat anzeloossen. Wa kee Konkordat zustane kënn ass an der Praxis d'Cessation de paiement an den Ebranlement de crédit onauswäichlech.

Dës zwee Begrëffer, déi hautzudags den Ufank vun enger Failliteprozedur duerstellen, mussen weiderhin den Ausgangspunkt vun enger Prozedur sinn, déi net noutgedrongenerweis op d'Faillite vum Betrib auslaffe soll, mä déi éischer eng Sanéierungsprozedur erméigleche soll.

Wéi ech scho gesot hunn, muss d'Faillite nëmmen d'Ultima ratio vun enger Prozedur sinn. Wann e Betrib oder e Geschäftsmann en cessation de paiement oder en ébranlement du crédit sech befënt, muss vum Geriicht eng Période d'observation opgemaach ginn. Während där Zäit muss analyséiert ginn ob de Betrib nach iwwerliewensfäeg ass. Dës Période kënn enger Gestion contrôlée nokommen. D'Regelwierk vum Arrêté grand-ducal vum 24. Mee 1935 iwwert d'Gestion contrôlée kënn hei iwwerholl ginn. Um Enn vun dëser Période, während där all Aktiounen géint de Betrib suspendéiert sinn, muss ee feststellen, datt entweder eng Sanéierung méiglech ass oder datt d'Liquidation muss gesprach ginn. Fir all Chancé vun enger Sanéierung oprecht ze erhalen, misst den Débiteur, wann en d'Initiativ vun enger Prozedur hëlt, säi Bilan net am Mount vun der Cessation de paiement, mä an deene 15 Deeg beim Geriicht hannerleeën. Dat ass keen einfachen Detail. Dat ass e wichteg Element dat d'Sanéierungschancen, wann et iwwerhaupt Chancé gëtt, wesentlech erhéije soll.

Wa sech no der Période d'observation keng Iwwerliewensschancen erginn, ass d'Faillite vum Betrib oder vum Geschäftsmann an d'Liquidation eng noutwendeg Konsequenz. Bis elo war d'Faillite déi automatesch Suite vun der Cessation de paiement an dem Ebranlement de crédit. Dat soll elo net méi esou sinn.

D'Faillite gëtt da vun engem Curateur géréiert. Et soll een hei d'Geleeenheet benotze fir iwwert d'Qualifikatiounen an d'Honorairé vun de Curateuren nozedenken. E Curateur muss net noutgedrongenerweis en Affekot sinn. Och elo schonn net. Am Regelfall ass et een. Mä fir den Affekoten, déi knapps ee Mount am Barreau ageschriwwen sinn, hier éischt Faillite ze ginn, ass och keng Léisung.

D'Failliteprozedur muss eenegermoosse séier iwwert d'Bühn goen. Eng vereinfacht Prozedur muss virgesi gi wann de Betrib keng Aktivitéit méi huet. De Créancier muss och an der Failliteprozedur eng aktiv Roll behalen. De Créancier dierf net waarde fir sech beim Curateur ze mellen. Wann haut zwou, dräi oder vill méi Vérifications de créances stattfannen, ëmmer wann e puer nei Créancier sech mellen, mä esou Iwwerprüfungen op e Maximum vun zwee festgeluecht ginn, et sief dann d'Gericht géif nach, an exzeptionelle Fäll awer nëmmen, méi Sétzunge festleeën. De Créancier dee sech ze spéit mellt hat ebe Pech.

E leschten Aspekt vun der Failliteprozedur sinn d'Privilegien. Datt d'Salariéien e Superprivileg hunn ass selbstverständlech. Si mussen dës Superprivileg bäibehalen. Mä d'Privilegien, déi de Stat kritt, mussen agegrenzt ginn. Ech wëll net, wéi an Dänemark dat de Fall ass, all Privilegien ofschafen. Fir datt awer de Stat als Créancier eng aktiv Roll spille kann, dierf e sech net op senger Privilegien ausrouen. Dofir sinn ech der Meenung, datt en déi Privilegien zwar bäibehale kann, awer zäitlech limitéiere soll. Zum Beispill kéint ee sech virstellen, datt d'Créancé vum Stat, déi manner wéi ee Joer al sinn, ënner de Genoss vun Privileg falen. Déi, déi awer méi wéi ee Joer al sinn, wéi all aner net privilegéiert, also

chirographaire Créancé behandelt ginn.

Här President, et gëtt selbstverständlech déi ganz zehraich Fäll, souwuel déi allermeescht an der Faillitestatistik, wou et näischt ze rette gëtt well näischt méi do ass. Domadder mengen ech all déi Sociétés anonymes an S.à.r.l.en, déi mam Mindestkapital gegrennt gi sinn, dacks mat anere Gesellschaften als Grënner, an déi keng wirklech Aktivitéit ausüben oder jee-mools ausgeübt hunn. Mat deene Gesellschaften ass d'Verwaltung permanent gehäit a kritt näischt vun hinnen eran.

Ech sinn der Meenung, wann et sech rechtfäerdigt, och bei hinnen zwar de Mechanismus vun enger Alerte unzufänken, dann awer esou datt dee virun allem dozou soll féieren de Misär fréi ze entdecken an en zu engem Enn ze bréngen. An anere Wierder, bei Fantasiegesellschaften dängt d'Fréierkennung vu finanzielle Problemer an eng entspreichend Interventioun vun offizieller Säit dozou séier eng Liquidatioun kennen an d'Wee ze leeden ier d'Steierscholden an eventuell déi bei der Sécurité sociale iwwerhaapt kenne grous ginn. Ech soe bewosst eventuell Scholde bei der Sécurité sociale, well des Zort vu Gesellschaften am Regelfall keng oder nëmme eenzel Beschäftegter hunn an hir Géranten oder Verwaltungsréit och keng Aarbechtskontrakter mat Gesellschaften hunn. Dat ass och de Grond woufir trotz där beonrouegender Zuel vun de Failliten dést nach keen dramateschen Effekt op d'Zuel vum Chômage hat. Mä d'Tatsaach, datt et sech bei Scheinfirmer em Strukturen handelt déi keng Beschäftigungspolitisches Relevance hunn, ass ee Grond méi an och e gudder Grond fir se séier ze liquidéieren, wa se finanziell net eens ginn. Wa se natierlech finanziell net eens wëlle ginn, wann et esou ass datt beispillsweis noweisbar ass, datt eng Gesellschaft ee Joer laang operéiert huet, duerno bewosst mat enger substanzialer TVA-Schold do steet an dann de Bilan deponéiert, dann ass esou e Verhalten deliktuell a gehéiert sanktionéiert.

Generell mengen ech, datt eis soll dru geleed sinn déi onéierlech Faillitité verstärkt ze sanktionéieren. Dofir brauche mer net groussaarteg nei legislativ Instrumenter. Eis Gesetzgebung zu Banqueroute a Banqueroute frauduleuse geet hei duer. Mä si muss konsequent ugewannt ginn, wat bedeit datt och d'Justizpersonal, wat mat Failliten ze dinn huet, genee muss Bescheid wëssen iwwert de Mechanismus vu Failliten, hir Normalitéiten an Anormalitéiten. Nëmme da kann de Gesellschaftspatronen - ech soen hei bewosst net Geschäftsleit, et si jo nëmme dacks selbsternannte Financierien - och de Prozess gemaach ginn, wann e sech opdrängt.

Här President, mir müssen also dozou kommen, an eisem Émgang mat Failliten, tèschent dem Commerçant malheureux de bonne foi an de Jongleuren a Luusspäteren ze énnerscheiden. Déi eng brauchen Hëllef a verdéngen eng zweet Chance. Déi aner verdéngen eng Sanktioun a brauchen eng Warnung datt se hei net méi kenne maache wat se wëllen ouni Konsequenze missten ze fäerten. Well dat esou ass, wier et nëmme kontraproduktiv fir d'Bedingunge vun enger Néierloosung weider ze verschärfen, et sief da fir déi Faillititécidivisten.

Schonn déi aktuell Praxis vun der Verwaltung, déi vun engem Administrateur délégué an Aarbechtskontrakt verlaangt, ass e renger gesellschaftleche Contresens, well d'Fonction vun engem Administrateur e Mandat ass dat révocabel ad nutum ass, also ouni Fristen, a keen Aarbechtskontrakt. Do alles mateneen ze verméschen an ze mengen dat hämm en Afloss op d'Failliten, dat huet kee Wäert. Wat awer Wäert huet ass, wéi ech et

beschriwwen hunn, eng konsequent Iwwerwaachung vun der Situation vun engem Betrib oder enger Gesellschaft déi a Schwiereregkeete geroden an eng sännvoll Sanctioun wann Onéierlechkeet zu dese Schwiereregkeete gefouert huet.

Mir léise keng Problemer wa mer méi Leit mat alle Mëttelen dovunner wëllen ofhalen e Betrib ze grënnen. Mir léise Problemer wa mer déi richteg Konsequenzen doraus zéien, wa Betriber en faillite ginn. Wa mer et fäerdig bréngen fir Récidivisten an de Grëff ze kréien an déi déi ufänken och wëssen, datt se kontrolléiert ginn, da geet d'Zuel vun de Faillitité vum selwen zréck.

Här President, Preventioun esou wäit wéi méiglech, en Encadrement doriwwer eraus, dat sinn d'Leitlinie vun enger sännvoller Politik am Zesammenhang mat de Failliten. Mir sollten net de Wee an d'Selbststännegkeet weider erschweieren, mä d'Leit op deem Wee begleeden. Dozou gehéiert vill. Dozou gehéiert eng anstänneg Zahlungsmoral vum Stat an anere öffentleche Persoune vum öffentleche Recht, déi Opträg u Betriber ginn. Dozou gehéiert déi zäitlech Réckerstattung vun TVA, wa mer scho vun de Betriber verlaangen hir TVA-Schold un de Stat fristgerecht ze bezuelen. Dozou gehéiert eventuell eng Formatioun vun de Betribsgrënner an där se och op Risiken opmierksam gemaach ginn. Dozou gehéiert ganz sécher eng Geeschteshaltung, déi net méi wéi virun 200 Joer e Failli direkt a selbstverständlech fir en Escroc un der Gesellschaft hält.

Ech hunn eng Partie Pisten opgezeecht, déi kënnen zu engem gewënschten Zil féieren. D'Politik ass sécher net machtlos géigeniwwer vun de Failliten. D'Ambitioun, grad an enger Zäit vu wirtschaftlech schwiereger Lag, muss sinn d'Betriber ze stäipen déi eng Stäip brauchen a Gesellschaften auszuortéieren déi d'Land net méi brauch.

Ech wollt mam Professer Guyon ophalen: „Le meilleur droit des entreprises en difficulté serait donc celui qui permettrait qu'il n'y ait pas d'entreprises en difficulté.“

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Virschléi vum ADR an elo vun der CSV héieren huet, a wann een och wahrscheinlech meng Ausféierungen héiert, dann huet een d'Impressioun dass een net esou wäit ewech ass ee vun deem aneren an dass eng ganz Rei Mesuré sech bei deene meeschte vun eis erëmfannen. An da stellt sech ganz einfach d'Fro, ob et dann net einfach de gudder Wëllen ass dee felt, gudder Wëlle fir dat do ze realiséieren.

Et ass awer zumindest erstaunlech, dass eng gewësse Passivitéit, déi een an deemem Secteur vu Säite vun den Autoritéite feststellt, och nach weider gefuer ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou ee sech jo awer scho konnt opgrond vun de Chiffere seriö Froe stellen.

Bis 1999 longe mir énnert 300 Failliten. Vun 1999 u bis 2002, aus bal net ersichtlech wirtschaflechen Hannergrond, hu mer méi wéi eng Verduebelung vun de Failliten, dat heescht an enger Period wou een awer elo nun net ka behaupten, dass grous wirtschafleche Problemer dobausse waren. Do hu mer méi wéi eng Verduebelung op ee Coup, nodeem dass mer iwwer Joren a Joren énnert der Grenz vun 300 bliiwwe sinn. Also eng Explosioun ee Moment. Do muss ee sech awer soen, do ass jo eppes anescht derhannert wéi einfach Problemer déi wirtschaflecher, struktureller oder konjunktureller Natur sinn.

Wann ech da Chifferen héieren déi den ADR-Interpellant, den Här Gibéryen, hei genannt huet, da muss ee sech einfach d'Fro stellen ob déi Chifferen net grad esou Fantasiechiffere si wéi eenzel Firmen.

Wann ech héieren dass ugesichts där doter Tatsaach nëmme 5% solle Faillites frauduleuses sinn, da soen ech lech einfach, dat kann ech net gleewen. C'est tout simplement impossible. Dass et zu enger Explosioun komm ass, ass menger Meenung no gréisstendeels op Scheinfirmer zréckzeféieren, op Faillites frauduleuses, an da kann een net vun engem Prozentsatz vu 5% schwätzen, deen op eemol dorëmmer geeschtert.

(Interruptions)

Neen, ech soen net dass Dir de Problem duerstellt. Ech weess net wou Dir déi Chifferen hierhutt. Dir hutt se jo wahrscheinlech vun iergendwou hier, mä ech muss och soen - et suckelt ee sech déi jo net aus de Fangeren - dass ech einfach woen d'Thees opzestellen, dass de Stat sech net d'Moyene ginn huet e seriösen Iwwerbléck ze hu vun de Grënn vun de Failliten an dass mer doduerch och wahrscheinlech net déi Aktiounen konnten énnerruolen déi noutwendig waren, well soss ass et jo schwéier ze verstoen dass den Här Boden, deen e Plang do leien huet fir PMEen, deen énnere anerem och beinhalt dass en um Niveau vun de Faillites frauduleuses eppes géif maachen, säit 1999 näischt opweises huet. Firwat? Et feel eis, hunn ech wierklech d'Impressioun, de Courage fir eenzel Saachen. Mir hunn hei an deem Stat eng ganz Rei Informatiounen déi eis kënnen erlaben, ech wëll net soen den Duerchbléck ze hunn, mä ee gudden Deel vun de schwaarze Schof ze identifizéieren a fréizäitig anze-gräifen. Mä mir maachen et net. Mir wëllen et scheinbar net, an dat fanen ech net an der Rei.

Mir hunn Informatiounen an der Sécurité sociale, bei den direkte Steieren, bei der TVA. D'Protêts-Lëscht, hunn ech héieren, wier, aus Gott weess welleche Grënn, ech weess se net, op eemol verbuede ginn nach an där Form publizéiert ze ginn. Ob een dat gutt fënnt oder net gutt fënnt, sief dohi gestallt.

Mir hunn Informatiounen déi publiques sinn u sech. De Mémorial C ass eppes wat public ass. Probéiert emol eng Recherche ze maachen op d'Nimm. Dann ass dat onméiglech.

(Interruptions)

Dann ass dat awer elo eréischt geännert ginn. Mir hate CD-ROMen. Ech ginn net all Dag an de Mémorial C en Numm sichen. Ech schaffen net an där Branche, mä ech muss lech soen, ech hunn dat do awer probéiert zu Zäitpunkte wou CD-ROMen erauskomm si wou de Mémorial C drop war. Do konnt ee probéieren, et huet ee keng Recherche fäerdig bruecht mam Numm. Dat heescht, eng Informatioun déi disponibel ass, déi net geheim ass, do si mer net bereet et esou ze maachen dass een den Duerchbléck driwwer kann hu wann eenzel Firmen optauchen. Wann dat haut um Internet méiglech ass, tant mieux, mä dat war virun.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Dir gesitt, zënter 1999 ass vill geschitt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech muss soen, 1997, 1998, wéi déi éischt komm sinn, ass refuséiert ginn dat do ze maachen. Et war onméiglech op den CD-ROMen dat ze fannen.

Une voix. - Et huet geännert.

Une autre voix. - Eng nei Zäit ass ugaangen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Eng nei Zäit?

Dat ass awer de Beweis zu deem Zäitpunkt, dass een net richtig wollt dass een den Duerchbléck kennt kréien.

Den ADR freet dass, wat de mauvais payer ubelaangt, déi disponibel Informatiounen, notamment wat de Fiskaldeel betrëfft, dass een deem sollt eng Publicitéit ginn. Dat gëtt et effektiv an Amerika. Et gëtt et och op anere Plazen, an d'Fro ass ob een et hei mécht.

Op alle Fall, wann een et net public mécht en tant que tel, misst et op enger Plaz zesumme kommen, fir dass een effektiv eng Plaz huet déi kann d'Brems zéien. Well wat hu mir? Ech ginn net op déi detailléiert Opschlësselung vun de Failliten an, déi esouwuel de Patrick Santer wéi och de Gast Gibéryen gemaach hunn, mä et ass sécher dass mer ze dinn hu mat enger ganzer Rei verschiddener. Mir hunn déi wirtschaftlech, sief et strukturell oder konjunkturell, bedéngte Failliten, déi mer total musen trenne vun deenen déi, géif ech soen, op där enger Säit frauduleuses sinn, mam But unique, a wou och iwwerhaapt keng wirtschaftlech Aktivitéit gewollt an handendrun ass, an d'Faillite frauduleuse ze goen, wou nach eng wirtschaftlech Aktivitéit ass, mä wou et op eemol vill méi einfach ass eng Faillite ze bauen a frësch unzufänken.

Mir müssen also do en Trennstrich maachen a mir müssen eis Clignotante ginn, fir ze gesinn, wann een a Schwiereregkeeten ass wirtschaftlecher Natur, awer nach vill méi wann ee gesäit dass Firmen - an do gëtt et e puer Indicateuren qui ne trompent pas - iwwerhaapt net Wëlles hunn dee geréngste Frang ze bezuelen. Mir müssen einfach wëllen, dass déi Informatiounen déi mer hu fréi ausgewäert ginn, dass se op enger Plaz zentraliséiert ginn an dass dann d'Brems gezu gëtt. Wéi mer dat maachen entspreichend de Regele vun engem Rechtsstat, dat solle mer diskutéieren, mä dass mer et solle maachen, dat schéngt mer evident. Et gëtt keen Zweifel drun. Ob dat eng Cellule spécialisée ass, ob dat eng gréisser Publicitéit ass, ech iwwerloossen et deene Leit an der juristescher Kommissioun dat ze maachen.

Et gëtt zwou Steieren - wann ech d'Steieren eleng huelen - déi e ganz gutt Zeechen dofir sinn. Dat ass d'Lounsteier an dat ass d'TVA. Dat si Steieren, déi net opgrond vun engem Revenu deen een huet berechent mussen ginn op eng komplizéiert Aart a Weis, mä hei zitt ee Suen a pour le Compte de l'Etat an et ass ee gebieden déi direkt weiderzeginn. An déi Leit, déi déi net weiderginn, an et ass eng Geschicht vun zwee, dräi Méint, wou een dat ka feststellen, wa se net just um Annuel sinn, mä da si jo d'Montanten, déi engagéiert sinn, och net esou grous, do mierkt een direkt, dass eppes faul ass. Wann eng Gesellschaft direkt d'office näischt bezilt, da weess een dass dee ganze Match mat der Virsteier gefouert gëtt wahrscheinlech an dass carrément bei deem éischten Deel vun de Faillites frauduleuses et sech em Leit handelt déi iwwerhaapt keng wirtschaftlech Aktivitéit Wëlles hunn.

Et préméditéiert. Alles ass fiktiv. Et si Bréifkëschtgesellschaften. Et ass keng Infrastructure opérationnelle dohannert a mir ginn eis d'Moyenen net fir déi ze bekämpfen.

Wann ee kuckt, wat mir säit 1997 hunn, an elo kann een driwwer diskutéiere wéi den Här Weiler, deen net de subtilen Énnerscheid wollt maachen an de Steieren, wat taxéiert ass a wat net taxéiert ass, da sot mir ob et net eng Indikatioun ass wa mer, wat d'Cessatioun ubelaangt vun de Betriber, 1997 eng Situatioun haten - ech huelen al Frangen, fir dass een e bësse ge-

säit wat d'Korrespondenz ass - wou d'Betriber 0,5 Milliarde schëlleg waren, haut si mir bei bal 8 Milliarden. Vun 0,5 op 8 Milliarden. Do soll dach kee mer soen, dass an der Zwëschenzäit dat gemaach ginn ass wat noutwendig war. An do soll och kee mer soen, dass dat just eng Fro vun Taxatioun ass an dass een dat muss nuancéieren, wann een dat duerstellt.

Neen, dat do ass eng Tendenz. A wann een do och Explikatiounen derfir huet, do ass eng Tendenz amgaangen, déi ass verréckt. An de Faillitité gi mer vu 6 bis 7 Milliarden, déi mer nach 1997 oder 1996 vill méi haten, elo op eleng 13 Milliarden TVA, déi nach aussteet. Da seet ee sech: Ma dann hätte mer jo awer besser als Stat, mir géifen eis net nëmme d'Moyene ginn, mä mir géifen och Suen investéieren an dat do.

Virun ass hei d'Fro vun de Curateuren uegklongen. Mä wann Dir d'Curateuren net anescht bezuelt, da kritt Dir keng Leit déi eppes dovunner kennen an dann hutt Dir kee Resultat. Ech menge mir sinn eis alleguerten eens, ma da kommt mir bezuelen déi Leit emol anstänneg, mä mir wäerte se jo net fonctionariséieren. Déi Suen, déi de Stat doran investéiert, si gutt investéiert, well déi récupéréiert hien op eng aner Aart a Weis, well wann emol endlech kloer ass an deem Land, dass een hei net ongestrooft Faillites en cascade ka maachen, dass een net ongestrooft fiktiv Geschichte ka montéieren, dass déi schnell entlarft ginn, da spuert de Stat ganz vill Geld, wou mir haut a Form vu Steieren, Sécurité sociale an Ähnlech e Verloschem e Verloschen.

A passt op, mir hunn och e Verloscht wann éierlech an anstänneg Betriber énnert deene Faillites frauduleuses eben do ze leiden hunn, selwer a Mitleidenschaft gezu ginn a selwer herno erëm dem Stat Schued zoufügen, wou ganz oft och nach da Salaréien handendru stiechen, wat ganz oft bei anere Firmen emol net de Fall ass. Mir müssen also einfach wëllen.

D'Fro ass ob een higeet an eng allgemeng Verschäerfung mécht op verschiddenen Niveauen, esou wéi dat och an de Propositionen hei uegklongen ass. Ass et esou dass mir, wat d'Qualifikatioun ubelaangt, einfach alles elo esou héich schrauwen? Ech hu meng Zweifel nach wie vor domadder, well de Problem ass net eleng den Diplom. De Problem ass: Ech kann Universitaire sinn en psychologie an dann e Betrib opmaachen, mä ob ech awer eng Ahnung hu wéi dee Betrib soll fonctionnéieren, dat ass d'Fro ganz oft. Et ass dat speziellesch Wëssen wat menger Meenung no heiansdo feelt, an dat ännere mir net doduerch dass mir einfach émmen nëmme wëllen den Niveau an der Luucht halen.

Dat sief eng vun de Méiglechkeeten, mä, wéi soll ech soen, mir verbauen a verbarrikadéieren awer enger Rei Leit dat, déi gewëllt sinn eppes ze maachen, déi sech wëllen eropschaffen an déi sech wëlle weiderbilden. Dofir froen ech mech ob et net eng savant Mëschung muss sinn aus enger Formatioun, déi ee ka kréien an déi ee vläicht net huet, vu dass d'Ecole de la deuxième chance jo net méi geuentscht ass, mä dat do wier och eng Form vun Ecole de la deuxième chance, dat heescht dass se kënnen weisen dass se sech engagéieren eng Weiterbildung ze maachen an dass se domat awer net de Wee verspärt kréie wa se vläicht net deen Diplom hunn dee mir eis virstellen.

Eng weider Verschäerfung wier déi, wa mir géifen d'Kapital eropsätzen. Dat ass richtig, ech si selwer eng Kéier zu där Konklusioun komm dass déi meescht Betriber énnerkapitaliséiert sinn, esou dass wann nëmme, och wann et net eng Faillite frauduleuse wëllt ginn, eng kleng Affär doniewent gesat ginn ass, sief et an der Moudebranche, dass eng Kéier dat, wat

een akaaft huet, näischt bruecht huet, een dann um Réck läit. Da kënn een zur Konkursion an et seet een: Mir sinn ënnerkapitaliséiert.

Op där anerer Säit muss ech lech awer soen: Och eng Verdueblung vum Kapital bréngt somme toute näischt, well et ass och net d'Verdueblung vum Kapital déi mat sech bréngt dass dee Betrib eng besser oder eng vill besser Assise hätt, déi vill méi seriö ass. De Problem ass och deen, dass déi Suen - de Patrick Santer huet et ugeschwat - emol net au départ ëmmer direkt alleguete mussen disponibel sinn. Wa se disponibel si stellt ee fest, dass se kuerz duerno souwisow verschwonnen sinn. Déi Sue sinn da meeschtendeels iwwerhaupt net méi do a vun Eegekapital ass an där Form net méi vill Rieds.

Ech hu mer op eemol eng Fro gestallt, och am Steuerlechen, wéi ech mer iwwerleucht hunn dass Eegekapitalbildung en Zil misst sinn, wat mir eis ginn. Mir si bei der Diskussioun iwwert d'Besteuerung vun de Betriber e Wee gaangen, deen de Wee vum Affichage war, an hunn drasteg eisen IRC, eis Kollektivitätssteuer, erfogusat. Fir déi, déi sech kënnen drun erënneren: Ech hunn drop opmierksam gemaach, dass ech léiwier gehat hätt mir wieren op zwou Stufe gaangen, eppes wat et a Länner gëtt, mä wat mir am Moment nach net hunn. Dass een eng Besteuerung huet fir e Gewënn deen ausgeschött gëtt an dass een eng Besteuerung huet déi natierlech vill manner héich ass fir Gewinner déi net ausgeschött ginn an déi am Betrib bleiwen, wat e richtegt Encouragement fir d'Eegekapital am Betrib hätt kënnen sinn. Mir sinn deen anere Wee gaangen, dee vum Affichage, vun engem groussen Erfosetze fir all Gewënn deen an engem Betrib kënn. Ech weess net ob et dee richtege Wee war an ob een net hätt kënnen d'Eegekapital anescht ënnerstëtzen.

Mam Businessplang - do muss ech dem Patrick Santer Recht ginn - hunn ech meng Zweifel. Ech kann ee fannen, dee mir dee schéinste Businessplang ka schreiwen, an ech fouteiere guer näischt, an ech weess wéi ech den Trick maache fir dass ech zu mengem Geld kommen. Zumindest kanns de soen, dann huet hie sech alt fënnf Minutte missen dohinner setzen a sech Gedanke maache fir zumindest een ze sichen deen him e Businessplang mécht, mä ech weess awer net ob et d'Solutioun als solches ass.

Ech menge schonn, dass d'Iddi vum Commissaire...

(Interruption)

Jo, mä och d'Banke lafen domadder bäi. Also d'Banke froen net nëmme de Businessplang, d'Banke froe Garantien. Déi sinn net blöd. Déi froe Garantien an dat ass dat Eenzeg wat hëllef. Dat heescht, wann ech herno mat mengem Privatvermögen dofir haften, dann ass dat wesentlech méi sécher wéi dat wat e Businessplang kann duerstellen. Also ech soen net dass dat schlecht ass, mä ech mengen et ass net do wou mir d'Solutioun leschtendlech siche ginn.

Ech menge schonn, dass et besser ass an der Surveillance eppes ze änneren. D'Regel vum Commissaire aux comptes ëmzeänneren, mengen ech, ass eng vill besser Richtung. Ech muss soen, vu dass ech dat Mandat net ausgeübt hunn, froen ech mech wéi d'Definitioun vun deem Mandat ass a wat deen ze dinn huet. Wat fir eng Obligatiounen huet hien eventuell? A wat fir eng Informatiounsflucht a perséinlech Responsabilitéit huet hie wann hien eppes net mécht, wann hien eppes net weider gëtt un déi Stellen déi u sech sollen déi Clignotanté géréiere mat deene mir kéinte feststelle wéini dass d'Problemer optauchen?

Sécherlech ginn et där Betriber déi staark Hëllef vum Stat kritt hunn - a mir wëlle jo, dass a Risikokapital investéiert gëtt - an heiansdo eben hänke bleiwen. Dat wësse mir. Mä ech mengen dass d'Informatiounsflucht vun deene Betriber e bësse méi grouss muss si vis-à-vis vun deem deen him gehollef huet, nämlech der öffentlecher Hand. Ech hu gesot, dass mir eng Verschäerfung onbedéngt mussen erbaiféieren. Ech weess net - ech kann et net aschätzen, well ech net d'Praxis von den Tribunaler genuch verfolge kann - ob d'Veerschäerfung vun der Législatioun en général, wat d'Failliten ubelaangt, noutwenneg ass oder ob et net de Problem ass, dass mir e gudden Deel vun Dispositiounen hunn déi haut scho gutt sinn, mä déi net applizéiert ginn, an dass mer éischer op deem Niveau musse schaffen an dat redresséiere wat ze redresséieren ass. Ech kann dat net esou novollzéien, mä op alle Fall mengen ech dass mer schonn e ganze Koup Moyenen hunn an dass mir eis awer déi Moyenen net ginn.

Eng vun deene Forme vu Failliten, déi méi verstoppt frauduleuse ass, fänkt awer u sech ëmmer méi breet ze maachen. Dat ass déi, wou s de eng eigentlech wirtschaftlech Aktivitéit hues, mä wou s de op eemol gesäis dass de net erauskënns, aus Gott weess welleche Grënn, well s de vläicht um héije Fouss gelieft hues, well s de och ee Moment Schwierigkeeten has a wou d'Solutioun net déi ass selwer Efforten ze maachen, selwer dech beroden ze loossen, mä dech carrément a Faillite falen ze loossen an iergendwou anescht erëm frësch unzefänken.

Déi Leit hunn net préméditéiert dat dote gemaach, mä hunn et op eemol als Solution de facilité ugesinn. Déi Solution de facilité ass jo och schonn opgedeckt gi vun der Confédération du Commerce. Et misst ee jo bal soen, dass a Managementschoulen an op eenzelne Schoulen ee jo scho bal geschwé misst de Leit de Vademekum gi wéi een esou eppes mécht, well wann net duerchgegraff gëtt, da sinn et herno nach just d'Daboen déi net deen dote Wee wëllen ergräifen.

D'Honorabilitéit, déi un esou enger Faillite hänkt, do sinn ech och der Meinung dass mer déi zweefach kucke mussen. Ech hu kee Problem domat wann een aus Iwwerzeugung eppes gemaach huet wat schif gaangen ass an een him net kann noweisen - mä dat muss een dann awer och kontrolléieren - dass Malversatioun hannendrun ass, dass deen dann eng zweet Chance roueg soll kréien. Mir hu ganz bekannt Beispiller op der Welt vu grouss Leit, grouss Firmen, déi och en zweeten, drëtten Ulaß gebraucht hunn a virdrun eng Kéier Faillite gaange sinn, mä et muss ee sech eben d'Moyene gi fir ze kucken, déi eng vun deenen aneren ze trennen. An ech hunn d'Impressioun, dass mir dat net richtig wëlle maachen.

Ech muss och soen, wa mir schwätzen iwwer Retards de paiement, dann ass et inadmissibel wat de Stat sech trotzdeem och op där doter Säit erlaabt. Den ADR schwätzt vu Kompensatioun. Ech hat dat och eng Zäit als Wuert dauernd am Mond, mä ech hu mech beléiere gelooss. Dat ass eng besser Aart a Weis héchstens fir eng Neutralisatioun, well eng Kompensatioun ganz oft virus schéckt, dass dat wat indiquéiert ass als Créance oder esou net definitiv onbedéngt muss sinn. Dat heescht, dass de net braucht eng Schuld ze bezuele well s de op enger anerer Plaz eppes kritt hues.

Ech kennen de juristeschen Term net, mä d'Steieren hu mir gesot, dass et eng Neutralisatioun an net eng Kompensatioun wär, well d'Kompensatioun géng bedéngen dass de am Fong geholl e gewësene Montant vun enger Créance akzeptéieren. Ech kann dat net jugéieren, dat si juristesche Spätzfëdegkeeten déi hei net noutwendeg

sinn. Wann ee sech géng driwwer eens ginn, dass een esou eng Stell hätt déi ee kënn ufroen, wann ee wierklech kann noweisen dass een esouvill vum Stat zegutt huet an op där anerer Säit forcéiert gëtt TVA a Steieren ze bezuelen, dass zumindest de Paiement dovunner neutraliséiert gëtt ouni Zënsen.

Ech héiere vun der Verwaltung, dat wär alles onméiglech. Wat awer haut op de Banke méiglech ass mam informatische Background, misst dach och an de Verwaltunge méiglech sinn. Do muss de politesche Responsabelen einfach soen, dass en dat elo gären hätt an dass en dann och dofir suergt, dass et duerchgefouert gëtt. Dat ass, menger Meinung no, net geschitt.

Da bei der TVA. Déi Tendenz, déi sech do weist ass dramatesch, mä et ass schwéier de Betriber et kloer ze maachen. Do kann een och honnert Explikatiounen ginn. Op eemol hunn d'Betriber wäit aus méi Geld ze kréien, wéi se es dem Stat schëlleg sinn. Et kann een do all méiglech Explikatiounen fannen, mä et besteet awer déi Tendenz, déi total ëmgedréint ginn ass säit 1997. Si ass total an déi aner Richtung gaangen. Soss waren d'Betriber dem Stat méi schëlleg wéi de Stat huet missen zrëck bezuelen. Elo ass et ëmgedréint. Do soll awer ee mir erkläre wéi dat méiglech ass an ob do net de Stat selwer ufänkt mauvais payeur ze ginn. A wann dat net de Fall ass, da soll e sech d'Moyene gi fir dat ze änneren.

Ech menge schonn dass och an eise Faillitengesetz, wann eppes ze kucken ass, ech kann dat net esou jugéieren am Detail an an de Nuancen, mä dat wär d'Gestion contrôlée, esou wéi se gesi gëtt am Ausland, déi jo awer drop aus ass fir nach e Redressement vun där Gesellschaft, wann et noutwendeg a méiglech ass, erbäizeféieren anstatt direkt eng Faillite ze schwätzen. Well wann ee sech virun Ae féiert wat awer bei eenzelnen Asätz, déi am Moment gemaach ginn, geschitt, ënner anerem bei Beschlagnahmen, Ventes aux enchères, dat ass déi rengsten Dilapidatioun vun engem Patrimoine, déi do geschitt. Mir hu jo e puer Beispiller héieren, déi elo net onbedéngt mat Failliten direkt ze dinn hunn, mä wann ee gesäit wat op deenen Enchères awer heiansdo vu krommen Touren, a mengen Aen, gedréit ginn, zum Beispill dass Saachen, déi awer eng gréisser Valeur hunn, op eemol dilapidéiert do ginn aus Gott weess welche Grënn, da muss een och do kucke fir dat ze redresséieren.

(Interruption)

Ech hu gesot, dass d'Banke sech d'Méiglechkeete ginn hunn, ënner anerem dass se Garantië froen.

Et ass gesot ginn, mir missten d'Privilegie vum Stat iwwerdenken. Et wär vläicht keng falsch Iddi wann ee seet d'Privilegie vum Stat, déi spille wann de Stat selwer sengen Aufgaben nokomm ass. Kuckt emol déi laang Opléschung vun den Arriérées iwwer Joren. Ass dat normal? Haut fänke se u méi streng ze ginn, mä laang Zäit ass jo guer näischt geschitt, dat heescht de Stat huet net déi Moyenen, déi en huet, agesat fir un déi Suen ze kommen. Do stellt sech wierklech d'Fro, ob net een Deel vun senger Privilegie fleete geet, well en net déi Aktiounen gemaach huet déi noutwendeg waren zu engem fréieren Zeitpunkt, fir dat ze évitéieren. Dat ass déi Fro, déi ee sech wierklech muss stellen. Ob dat ass, wéi den Här Santer gesot huet, schonn no engem Joer, kann ech elo net esou aschätzen. Den Här Gibéryen huet gemengt, wann ee se net public gemaach huet, wann ech dat richtig verstanen hunn, déi Créancen déi do sinn, dass se dann net spillen.

Also wat fir ee Moyene dass ee sech gëtt, well mir jo do de Wee vum Secret fiscal hunn, wou mir Schwierigkeeten hunn, wa mir elo total erëmshiffen, vläicht awer misste se op enger Plaz, déi eng staatlech Plaz kéint sinn, gemellt sinn. Et misst een zumindest och Informatiounen doriwwer kréien, och bei de Marchés publics, well haut si ganz vill Leit, déi hunn es sat bei Marchés publics en concurrence gesat ze gi mat Leit déi absolut hir Steieren net bezuelen an och net hir Sécurité sociale. Se gëtt net applizéiert déi Regel do, och wa se am Gesetz steet. Et gëtt der, déi hunn es déck voll sat.

M. le Président.- Den Här Weiler wëllt lech onbedéngt eng Fro stellen.

(Assentiment)

M. Lucien Weiler (CSV).- Et ass ganz schéin, wann den Här Krecké hei exposéiert, dass wann de Stat méi schnell a méi effikass a verschiddene Situatiounen virgaange wär, mä ass en dann awer och net der Meinung, dass an där Hypothese et vill méi schnell an op vill méi eng brutal Aart a Weis zu supplementare Faillite komm wär, notamment och vu Betriber wou mir net wëllen dass se a Faillite gaange wäeren?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Weiler, ech weess net ob Dir mal intentionné sidd, mä wann een zu engem Datum X, dat kann den 1. Januar nächst d'Joer sinn, seet: Lauschartert um Niveau vun der TVA, do geet et net méi wéi an de Jore virdrun, elo gëtt direkt agezunn. Dir hutt eng Période de tolérance, awer da gëtt agezunn. Ass dat net de Fall, gëtt et Zënsen. Bezuelte Der net no zwou, dräi kéiere wou ze bezuelen ass, da gräife mer duerch.

Wa mir dat de Leit géinge soen a mir géingen et och konsequent duerchzéien, an net nëmme Strofen ausdeele wa se eleng hir Deklaratioun net ofginn hunn. Dat ass jo d'Gefor, dass op eemol duerchgegraff gëtt a mir all déi Milliarden déi nach aussti siche ginn, mä dass mir déi Milliarden déi nach aussti quasi mat engem Sozialplang bei all eenzelne Betrib lues a lues andreiwen. Mir mussen dach eng Kéier ufänken e Stréich ze maachen. Dat versteet dach jidder een. Et kann dach kee mer soen, dass e Betrib a Schwierigkeete kënn, wa mir muer decidéieren déi TVA, déi de Betrib anzitt, no zwee an engem halwe Mount direkt anzekasséieren. Punkt fäerdeg.

(Interruption)

Also kann do kee Betrib an d'Faillite kommen, wa mir him dat soen, a mir kucke beim deem Betrib, wou de Stat a seng Administratioun och hir Responsabilitéit hunn, dat zréckzeverfollegen. Mir hu jo besser, mir maachen en Arrangement wéi dass mir se effektiv an d'Faillite puchen.

Dat hunn ech elo schonn e puermol gesot, dass een op zwou Pisté muss fueren an dass een et eng Kéier muss ufänken, mä mir fänken net un. Ech hunn lech et 1997 proposéiert, an Dir hutt et net gemaach. Dir maacht et haut nach net. Et heescht eng Kéier ufänken a soe vun elo un ass et esou, an alles wat zréck läit, dat vergiesse mer net, mä dat probéiere mer lues a lues eran ze dréiwen. Dann ass kee Mensch a Gefor, dann huet kee Schwierigkeeten. Ech mengen, dann hätte mir och e rouegt Gewëssen.

(Interruption)

Ech hu mech net améséiert hei eenzel Betriber opzezielen. Ech weess net, Här Weiler, ob dat eppes bréngt, wann Dir elo mir hei wëllt iergendee Betrib nennen, dee mir nëmme vun no a vu fern mam Numm kennen. Dat doten ass dach keng Diskussioun.

(Interruption)

Et ass bëlleg dat doten, éierlech gesot.

Bon, wat d'Responsabilité personnelle ubelaangt vun deenen eenzelnen Acteuren déi en cause sinn...

(Interruption)

Iwweregens, wann Dir e Problem hutt mat menger Démarche, da froet den CSV-Spreecher deen op deser Tribün gesot huet: D'Privilegie vum Stat misste schonn no engem Joer verfallen. Wat heescht dat dann anescht? Also do war ech awer nach méi coulant, géif ech soen, a ginn éischer kucke wou an der Saach den Ursprung ass a ginn zwou Solutiounen anstatt nëmme eng an där doter Fro. Ech mengen, de Patrick Santer war do, an Ärem Numm anscheinend, wesentlech méi rabiat.

M. Lucien Weiler (CSV).- Solle mer net de ganze Stat ofschafen?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- De Stat huet Obligatiounen an e soll deenen nokommen. Dat heescht, en huet eng Obligation de surveillance an anzegräifen. A wann en dat net mécht soll e seng Privilegie verléieren. Mä wann en dat mécht, hunn ech kee Problem dass d'Privilegie weider bestoe bleiwen. Domat hunn ech kee Problem, mä en huet Obligatiounen deenen en net nokënn.

Här President, ech weess dass Dir mir schonn eng Zäitchen hei mat rout blénkt, wat normal eng léif Faarf - zumindest fir mech - ass, mä ech verstinn an ech wëll mech un d'Zäit halen.

Wat d'Poursuiten ubelaangt an d'Partie économique, do ralliéieren ech mech enger Rei vu Propositionen déi virdu gemaach gi si vum Patrick Santer. Dat eenzegt wat ass: Mir mussen de Wëllen hunn eppes ze maachen. Mir mussen eis d'Moyenen dofir ginn. Wa mir dat net maachen aus faden-scheinege Grënn, wéi mir et bis elo gemaach hunn, da brauche mir eis net driwwer ze wonnen an eis hei net driwwer ze lamentéieren. Mir hunn d'Méiglechkeeten, mir brauchen et just ze maachen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech op eng Bemierkung agoen déi den Här Gibéryen hei gemaach huet, wou e gesot huet dass et net eng gutt Situatioun wär, dass d'Stagiairé Curateur vu Faillite géife ginn. Ech wëll just soen, dass e Stagiaire och Commissions d'office vum Bâtonnier kritt, dat heescht och Scheedunge mécht a Pénalsaffairen, wou aner Saachen am Spill sinn.

Ech weess net wat dat wëllt heeschen, dass e Stagiaire am Fong guer näischt méi dierft maachen, Här Gibéryen, mä jiddefalls als Stagiaire fannen ech mech gutt. Ech weess, dass et net flott ass fir vill Stagiairé Failliten ze maachen, mä geheit se net all an een Dëppen. Et gëtt verschidde Leit déi hiert ganzt Liewe laang jo Stagiaire sinn an déi ni den Avoué maachen. Ech weess net ob déi iwwerhaupt eng Etude jee opmaachen. Här Gibéryen, Dir kënn an Ärer Fraktioun jo nofroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei an der Chamber schonn öfters iwwert de Problem vun de Faillite geschwat.

(Interruption)

Merci, Här Gibéryen.

Ech wëll just soen, ech wëll net de Biftek vun de Stagiairé verteidegen, Här Gibéryen, mä geheit se net all an en Dëppen. Dir hutt och eng Kéier missten ufänke mat goen.

D'DP huet un dësen Debatten ëmmer mat konstruktiven Iddien deelgeholl an huet sech schon intensiv mat der Problematik ausernee gesat. Wa mir dës Diskussioun hei féieren, solle mer net ze schnell a falsch Schlussfolgerungen zéien. Wat ech domadder wëll soen ass einfach, dass mir eis an eiser Analyse mat all de Facettë vun där komplexer Problematik ausernee setzen müssen. Et soll net d'Impressioun entstoën, d'konjunkturellt Umfeld wär den eenzege Facteur deen d'Zuel vun de Failliten erkläert. D'Zuele weisen nämlech genau de Géigendeel. An engem wirtschaftlech schwierige Joer wéi 2002 ass d'Zuel vun de Failliten nämlech gefall. No de leschte statisteschen Donnéeën hate mir am Joer 2002 ronn 600 Failliten. Dat sinn der wuel 100 Männer wéi dat d'Joer virdrun, mä nach ëmmer vill ze vill fir eist klengt Land.

Ech wëll domat net behaupten, dass e schwaacht ekonomesch Umfeld der Firmegrënnung net schuet. Ech wëll just nach eng kéier ënnersträchen, dass iwwerstierzten Aussoen a Konklusiounen eis net weider hëllefen d'Problematik vun de Failliten an de Grëff ze kréien. Verschidde Leit hunn hei gesot, dass zum Beispill eng Verdrueblung vum Kapital eng Léisung wier. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob et wierklech néideg ass, dass en Elektriker...

(Interruptions diverses)

...elo eng Millioun brauch fir säin Elektrikerbetrieb opzemaachen. Ech fannen, dass et nach vill ze fré ass fir ze soen ob dat déi richteg Léisung ass. Et soll een de Pro an de Kontra analyséieren, ob dat wierklech néideg ass. Ech si ganz averstanen, dass bei verschidde S.A., wann een nëmme e Véirel muss libéréieren...

(Interruption)

Ech sinn net Statsminister, Här Gibéryen, ech schwätzen hei a mengem perséinlechen Numm, an da loosst mech w.e.g. schwätzen.

An eng S.A. muss jo nëmme e Véirel libéréiert ginn, dat heescht mat 340.000 Frang kann een hautdësdays eng S.A. kréieren, a verschidde Leit mengen et wier eng Léisung wann ee géif d'Kapital erhéijen, dass da manner Unfug géif gedriwwen ginn, awer op där anerer Säit muss een da soen, dass dat och eng Limite ass fir den Développement vun de Betriber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Ae brauche mir Gesetzer an Institutiounen, déi de Firmen Hëllef bei der Grënnung, se ënnerstëtze während hirem Liewen an awer och sécherstellen, dass alles korrekt ofleef bei hirer Opléisung. All Faillite ass eng Nidderlag, op wirtschaftlech an op sozialem Plang. Eng Firma mécht Faillite, well d'Iddien, op déi se sech baséiert huet, aus wirtschaftlecher Sicht net viabel sinn, si mécht Faillite well se sech net ka vis-à-vis vun hire Konkurrenten duerchsetzen oder well hir schwéier Feeler an hirer Gestiouen ënnerlaf sinn, wou heiansdo jo och d'Responsabilitéit vum Faillit ganz oft mat an d'Spill ka kommen.

Erëm kënn de Stat higoen an déi Firmen duerch divers finanziell Réanimatiounsversich um Liewen halen. Domat géif en awer deenen anere Firmen, déi an deem Beräich tätég sinn, schueden. Aus gesamtwirtschaftlecher Sicht géife mir domat der Industrie keen Déngscht erweisen. Mat esou enger Politik schafe mir sécher keng nei Aarbechtsplazen, am Géigendeel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Veereenegt State vun Amerika gi vu ville vun eis als Modell vun der wirtschaftlecher Innovation ugesinn. Néierens schéissen esou vill nei Firmen aus dem Buedem a gëtt d'Innovation esou liicht an direkt belount wéi an Amerika. Et ass awer och interessant festzustellen, dass et néierenswou soss op der Welt esou vill Faillitë gëtt wéi an Amerika. Et kann een e

grousse kulturellen Ënnerschied tëschent Europa an Amerika feststellen. An der amerikanescher Firmekultur ass eng Faillite zwar och e schwéiere Réckschlag an enger professionnell Carrière, mä si ass nëmme e Réckschlag a keng Nidderlag mat schwéiere Konsequenze fir déi zukünfteg Carrière. Esou ass et net rar, dass Manager vun deene sougenannte „success stories“ an Amerika an hirem professionellem Parcours schonns déi eng oder aner Faillite matgemaach hunn.

Eng effikass an dynamesch Wirtschaft léisst och Feeler zou. D'Faillite ass en Ageständnis vun esou engem Feeler. Oft schéngt et awer och wéi wann d'Faillitë mindestens zum Deel eng Zort vun natierleche Regeneréierungsprozesser vun der Wirtschaft wieren, fir d'Qualitéit u sech ze erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Demokratesch Partei ass d'Wirtschaftspolitik ëmmer als Ganzes ugaangen. Aus deene Grënn, déi ech elo erkläert hunn, huet si ni probéiert den Débat vun de Failliten ze isoléieren, mä gesäit dës Problematik aus enger méi globaler Perspektiv. Wéi ech virdrun ënnerstrach hunn, geet et eis drëms e Kader ze schafen, deen d'Firmen ënnerstëtzt bei der Grënnung, während se erfollegräich funktionnéieren, mä awer och am Fall vun enger Faillite d'Firma gerecht opzeléisen. Mir wollten ëmmer verhéieren, dass duerch oniwuerluechte Moosnamen et nach méi schwéier gëtt nei Firmen ze grënnen. Déi automatesch Maartmechanisme mussen richteg kënnen funktionnéieren. Gutt Iddien, Geschäftssënn a wirtschaftleche Courage sollen an eisem System belount an ënnerstëtzt ginn. Esou ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei, wéi si dat an engem Positionspabeier vun 1998 festgehalten huet, d'Initiativ vun engem Service création d'entreprise, deem seng Mission et ass déi Leit, déi wëllen e Betrib grënnen, ze ënnerstëtzen.

Ech wollt hei awer och nach eng kéier op déi Aarbecht hiweisen, déi vum Wirtschaftsminister, dem Här Henri Grethen, an deem Dossier Firmegrënnung geleescht gëtt. Seng Efforte weisen erëm d'Politik vun der DP, déi den Dossier Wirtschaft als Ganzt ugeet. Esou goufe vun der Regierung déi öffentlech Hëllef fir d'Existenzgrënnung weider ausgebaut. Hei hëlleft d'SNCI och elo verstärkt deenen Entrepreneuren, déi zwar net dat néidegt Kapital, mä d'Qualifikatiounen an d'Beruffserfahrung mat sech bréngen.

Och wollt ech ënner anerem op de Projet ECOSTAR hiweisen, dee vun eisem Wirtschaftsminister an d'Wee geleet gouf. Hei gëtt den Entrepreneure vill konkret Starthëllef ugebueden, fir hinnen et ze erméiglechen hir Firma vun Ufank un op zolidd Féiss ze setzen. An eisen Ae fänkt nämlech d'Preventioun vun de Faillitë scho bei der Grënnung vun der Firma un, an a mengem Ae setzt d'Minister Grethen och hei déi richteg Akzenter.

An den Ae vun der Demokratescher Partei ass d'Formatioun vun den Entrepreneuren och eng wichteg Moosnam fir d'Firma méi kompetitiv ze maachen an esou Failliten ze verhéieren. An dësem Kader droen déi rezent Propose vun eiser Educatiounsministesch a vum Life long learning sécher dozou bäi, eis Firme méi iwwerlebensfähig ze maachen. Wann ee sech nämlech d'Failliten zu Lëtzebuerg méi am Detail ukuckt, stellt ee fest, dass déi meeschte Betriber sech an de Branchë vu Commerce de gros an dem Intermédiaire, esou wéi am Secteur vun der Konstruktivitioun erëmfinden. D'Chambre des Métiers huet schonn am Joer 2000 drop opmierksam gemaach, dass hiren Domän net esou massiv betraff ass wéi aner. Hir Explikatioun zu der Situatioun kënn eis e puer Hiwaiser drop ginn, wat ee muss maache fir d'Failliten ze verhéieren.

Esou huet se schon deemools drop opmierksam gemaach, dass eng gutt Formation de base vun de Chefs d'entreprise, wéi och eng zolidd Formation continue wichteg wäire fir d'Gestioun vun enger Entreprise ze garantéieren. Niewent dem Astelle vu fachkompetentem Personal muss en Dirigeant vun enger Entreprise dat néidegt Wësse besëtzen, fir säi Betrib och ze féieren. Laut enger Etüd aus dem Joer 1999 vum däitschen Handwerkschaftsinstitut Göttingen huet Lëtzebuerg mat 76% déi beschte Chancen d'Existenz vun enger Entreprise iwwert déi fënnf éischt a schwierigst Joren ofzesécheren. An Däitschland sinn et 66% an a Frankräich nëmme 41%. Dës Zuele erkläere sech ganz einfach. A Lëtzebuerg an an Däitschland brauchen d'Leit e Brevet de maîtrise, dat heescht de Bewäis dass si souwuel d'professionnell Kapazitéiten, mä och d'Gestioun vun enger Entreprise geléiert hunn.

D'Formatioun léist awer nëmme en Deel vun deem Problem. Oft ass et nämlech esou, dass jonk Entrepreneure sech Hals iwwer Kapp an eng Firmegrënnung stierzen, ouni hire Projéit awer am Detail duerchduecht ze hunn. De Minister Boden hat a sengem PME-Plang, deen hien 2001 virgestallt huet, ënnerstrach, dass d'Betriber sollen e Businessplang erareche fir eng Genehmigung ze kréien. Et ass d'Meenung vun der DP, dass esou e Coaching vun de jonke Betriber muss gemaach ginn. Natierlech ass et awer schlussendlech de Maart selwer deen decidéiert ob sech eng Firma duerchsetzt oder net. Et geet also net drëm iwwert d'Iddie vun den Existenzgrënnung ze jugéieren, mä et geet dodrëm déi allergravste Feeler ze verhéieren.

Mir gleewen nach ëmmer méi un d'Notioun vum Encadrement wéi un eng Administratioun déi Afloss an d'Firmegrënnung hëlt.

Meng Kolleegin Simone Beissel hat jo schonn an deem Kontext nogefrot, wéini eist Faillitëgesetz reforméiert gëtt, mat Schwéierpunkt op d'Gestion préventive de faillite. Ech hunn einleitend gesot, dass sech d'DP scho laang dofir asetzt, fir an dëser Problematik endlech konkret anzegräifen.

An hirem Wahlprogramm huet d'Demokratesch Partei awer och ënnerstrach, dass alles muss gemaach gi fir d'Faillitë vun der Entreprise esou gutt wéi méiglech ze verhéieren, well de wirtschaftlechen an de perséinleche Schued grouss sinn. Mir sinn awer och der Meenung, dass an deem heitege Gesetz iwwert d'Failliten nach Problemer sinn.

Als tätegen Affekot sinn ech konkret mat deene juristesche Lacunë vun eisem Faillitëgesetz konfrontéiert, an dës Problematik ass net nei. Am Géigendeel, et gouf schonn 1998 vun der Demokratescher Partei eng ganz Rei vu Virschléi gemaach fir dat zoustänneg Gesetz iwwert d'Failliten ze verbessern. Am Accord de coalition ass festgehale ginn, dass d'Gesetz iwwert d'Faillitë reforméiert gëtt fir et den ekonomesche Realitéiten unzupassen a fir de Schued, dee bei de Créancierien entsteet, ze vermeiden.

Wann ech elo iwwert d'Faillite frauduleuse schwätzen, kommen ech natierlech net derlaanscht fir och op de Problem vun der Ënnerbesetzung vum Parquet économique opmierksam ze maachen. Et schéngt, wéi wa bei deem leschte Concours fir Engagementer bei der Magistratur awer elo véier oder fënnf nei Leit engagéiert gi wären, an déi wäire bei de Parquet économique gesat ginn. Ech wier frou wann de Minister mer dat kënn bestätegen, jo oder neen, mä dat wier jo da schonn eng gutt Saach.

Et muss een awer och soen dass d'PJ ënnerbesat ass. Dat heescht wann d'Police, d'Section criminelle financière total ënnerbesat ass a Missiounen vun engem Untersuchungsriichter kritt, datt se och net d'Méiglechkeeten huet fir déi ganz Aarbecht ze maachen.

An dat Drétt ass e bëssen e Cercle vicieux, well de Parquet ënnerbesat ass. Zum Beispill sinn do Liquidatiounen vu Betriber gemaach ginn, wou de Parquet selwer d'Liquidatiounen freet, well se acht Joer laang näischt am Mémorial publizéiert hunn. Dat ass laang. Mä wa se kee Personal hunn, kann de Parquet och net méi séier schaffen.

Eng aner Fro ass - et ass virdru geschwat ginn, dass verschidde Leit hei op Lëtzebuerg kommen, well se mengen hei kéinte se bei de Failliten frauduleuses oder bei de Bankrotte monter weider schaffen -, ob de Minister mer ka soen ob et eng Kollaboratioun gëtt tësche Lëtzebuerg an dem Ausland, dat heescht fir déi Leit déi esou récurrent Faillite maachen a Banquerouten hunn, ob et do eng Lëscht gëtt, well et gëtt jo eng Kollaboratioun, eng Entraide internationale, ob et an deem Beräich och eng gëtt? Ech weess net op hien et matkritt huet, mä bon.

Mir brauche kompetent Leit, et ass am Accord de coalition festgehale ginn, dass méi Leit sollten am Cabinet d'instruction agehallt gi fir d'Bankrotten a frauduléis Faillitë besser ze tritéieren. Et muss effektiv verhéieren ginn, dass sech Leit mat Faillite kënnen beräicheren. Schwarz Schof sinn nämlech eng Laascht fir eis Wirtschaft.

Duerch hir frauduléis Aktivitéite bedénge si sech bei hiren Employéen, der Sécurité sociale, dem Stat, hire Fournisseurs an hiren Investisseurs. Dës Problematik kéinte mir einfach an de Grëff kréien. Mir brauche just méi Personal. Mir sollen eis bewosst sinn, dass duerch dës schwarz Schof jonk Entrepreneuren et méi schwéier kréien anzestellen, hir Geschäftsrelatiounen hierzestellen an u Kapital ze kommen. Mir brauchen einfach en zolidd Gesetz iwwert d'Failliten an och d'Moyene fir dës duerchzusetzen.

Wann elo eng Firma opgeléist gëtt, da muss mer och iwwert d'Curateure schwätzen. Et ass kee Geheimnis, dass d'Curateuren nach ëmmer ënnerbesat ginn. De Justizminister hat mir assuréiert e géif do dat Reglement vun 1979 reforméieren. Ech hat do den 18. November 1999 eng Question parlementaire gestallt, justement iwwert dat Reglement vun 1979, wou ech jo awer och insistéiert hunn dass d'Responsabilitéit vum Curateur jo awer och ganz wichteg wär, an do hat de Minister mer geäntwert: „Le règlement grand-ducal du 29 octobre 1979 portant révision du tarif des honoraires des curateurs en matière de faillite a fait l'objet d'un examen par un groupe de travail institué au sein du Ministère de la Justice, qui a préparé un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de réadapter le tarif des curateurs“. Kënn Dir mer just soe wéi et mat deem Rapport ass, ob elo do eppes an deene leschte véier Joer geschitt ass, well ech muss lech et soen, fir d'Affekoten ass et net flott.

(Interruption)

Fir déi jonk Affekoten ass et net flott. Dir musst wëssen, mir kréie jo meeschtens...

■ Une voix.- Ah!

■ Lucien Weiler (CSV).- Här Bettel, maacht eng Proposition de loi.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ma ech proposéieren lech elo eppes ganz Einfaches. Een dee fir de Moment eng Faillite kritt ass, wéi ganz oft, e Stagiaire, wéi den Här Gibéryen gesot huet. Hei verdéngt a senger Etude tëschent 40.000 a 50.000 Frang de Mount - ech

schwätzen nach a LUFen - a kritt dann zwou Failliten. E muss an der Zeitung Publikatiounen maachen, dat sinn eleng schonn tëschent 35.000 a 40.000 Frang Käschten.

■ Plusieurs voix.- Oh!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Just fir d'Lëtzebuerg Wort an d'Tageblatt sidd Dir bei 30.000, 40.000 Frang, well se ginn ëmmer am Wort an am Tageblatt publizéiert. Am Journal wär et méi bëlleg, do sinn ech ganz averstanen, mä si ginn awer am Wort an am Tageblatt publizéiert.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

An deenen zwou Zeitunge gëtt dat publizéiert, ech kann lech d'Rechnung matbréngen, dat si bal 40.000 Frang déi een da muss virstrecken. E Stagiaire deen nëmme 40.000 oder 50.000 Frang brutto de Mount kritt, wéi soll deen dat ronn kréien? Éischstens.

(Interruptions)

Zweetens, mir hunn da meeschens Faillitë wou keen Actif do ass, dat heescht mir kréien do eng Indemnitéit vun ongeféier 25.000 Frang fir déi ganz Aarbecht déi mir maachen, ob mer 10, 20 oder 40 Stonnen un enger Faillite geschafft hunn. Zweet Saach.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Oder dräi Joer.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Drétt Saach. Et wär ganz einfach. Mir hu jo do d'Assistance judiciaire, déi vum Bâtonnier ausbezuellet gëtt, also dat heescht vum Stat, mä, nom Accord vum Bâtonnier, wär et dann net méiglech, bei deene Faillitë wou keen Actif do ass, wou se fir e Manque d'actif clôturéiert ass, einfach op der Base vun der Assistance judiciaire den Affekot ze bezuelen, esou wéi dat jo bei all deenen anere Saache leeft.

Dat wär eng Méiglechkeet fir dass emol endlech dem Affekot seng Aarbecht rémunéréiert gëtt.

Well ech soen lech wéi et geet. Déi meeschst kréien hiren Dossier an da gëtt en an den Eck gezässelt. An et wär och eng kéier ganz interessant den Här Minister ze froen, ob hie mer kéint soe wéi vill Failliten nach iwwerhaapt net clôturéiert sinn a wéini déi datéieren, well ech ka mer virstellen dass verschidde Failliten iwwer 20 oder 30 Joer an den Tiräng léien an nach ëmmer net clôturéiert sinn.

■ Une voix.- Dat kënn Dir da maachen.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Et wär ganz interessant wann den Här Frieden mer do kéint eng Äntwert duerno ginn. Also ech soen lech direkt, ech sinn net de Spezialist, et si verschidde Leit déi dat ganz gär maachen.

Här President, den Här Santer wollt eng Fro stellen.

■ M. le Président.- Jo, den Här Santer huet d'Wuert.

■ M. Patrick Santer (CSV).- Här Bettel, wann Dir et net gutt fantt datt Är jonk Kolleegen, Stagiairen, Affekote Curateur vun enger Faillite genannt ginn, mengt Dir net et wär da besser, wéi den Här Gibéryen dat virgeschloen huet, de Curateur iwwerhaapt net vun Affekoten oder vun enger anerer Profession ausüben ze loossen, mä déi als eegestänneg Profession libérale oder indépendante unzugesinn?

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här Santer, an deenen dräi leschte Säite kritt Dir eng Äntwert op déi Fro déi Der elo gestallt hutt.

■ Une voix.- Ah!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Éischstens, fannen ech, dass et wichteg ass: ech menge mir léieren alleguerten um Cours complémen-

taire vum Droit luxembourgeois - wat jo eng obligatoresch Formatioun ass fir all d'Affekoten - d'Failliten. Mir hunn do e ganze Cours dee mir gemaach kréien.

(Interruption)

Fir all Affekot.

Dat heescht de Problem ass, an der Formatioun gëtt et actuellment e Carnet de stage, deen den Affekot als Stagiaire muss maache fir zum Avoué zougelooss ze ginn, dee jo vum Justizminister décidéiert ginn ass, an dee virgesäit dass zum Beispill och eng Faillite muss dra sinn. Dat heescht dat gehéiert och zu der Formatioun vum Affekot an ech mengen dat ass och wichteg.

Ech erzielen lech elo ganz genau wéi ech dat gesinn. Et si verschidden Affekoten déi et gär maachen, ech weess awer elo net ob dat duergeet, well déi meescht Faillite si Faillite wou keen Actif do ass, an da weess ech net ob déi, déi awer nëmmen déi géife kréien, frou wäer fir déi ze maachen. Well souwisou muss se dann aneschtens bezuelt ginn, well ech weess net wéi déi da kéinte liewen, wa se nëmme Faillite géife maache mat Manque d'actif.

(Interruption)

De finanzielle Volet ass hei ganz sécher net eleng ausschlaggebend. Et ass nämlech esou dass déi Aufgaben déi de Curateur muss erfüllen net ëmmer ganz evident sinn a ganz sécher net an enger klassischer juristescher Ausbildung genuch studéiert ginn. Do fir stellt sech d'Fro, ob et net méiglech wär fir e Pool vu Curateuren ze grënnen, an deem sech Affekoten, déi eng ganz speziell Formatioun hunn, gegebenfalls zesumme mat Ekonomisten, Fiskalisten oder eventuell Réviseur-d'entreprises nëmmen ëm d'Faillite këmmen. Dës Leit brauche selbstverständlech eng spezifesch Formatioun a si mussen adequat bezuelt ginn.

Ech sinn nämlech der Usicht, dass et fir all d'Partei vu groussem Virdeel ass. Dës Formatioun ass menger Usicht no nach méi wichteg wann et iwwert d'Faillites frauduleuses geet, well de Curateur do wierklech iwwerfuert ass. An ech kann lech soen, déi si frustriert.

Dann huet een eng Faillite an de Parquet kann net poursuivéiere well en net genuch Leit huet oder d'Police judiciaire net genuch Leit hunn. An duerno, wann een eng oder zwou Plainten, oder een oder zwéi Rapport gemaach huet, dann huet een d'Fleem an da mécht ee guer näischt méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen alleguerten am léifsten d'Faillite ganz verhéieren. Hire sozialen a finanzielle Käschtpunkt ass héich. Ech hunn a menger Ried probéiert ze weisen, dass et utopesch ass ze menge mir kéinten duerch d'Gesetzgebung d'Faillite ganz verhéieren. D'Faillite wäerte weiderhin, genau esou wéi d'Firmegrënnungen, zu eisem Wirtschaftsliewe gehéieren.

Déi Demokratesch Partei gesäit dohier d'Wirtschaftspolitik als e Ganz a si ass sech bewusst dass all Annerung vum Faillitegesetz en Impakt op d'Firmegrënnung kann hunn. Si setzt sech awer och dofir an, dass d'Firmen bei hirer Grënnung besser encadréiert ginn, an ennerstézt all Initiativ fir d'Leit besser ze forméieren.

Weiderhi fanne mir, dass d'Faillitegesetz, besonnesch wat d'Faillite frauduleuse ugeet, reforméiert muss ginn, an de Justizapparat muss méi Moyene kréie fir dës Legislatioun erfollegräich ëmzesetzen. Dann, net ze vergiessen, eis Fuerderung no engem Pool vu Curateuren an Ekonomisten, déi sech exklusiv ëm d'Faillite solle këmmen. Mat all dëse Mesurë schéngt et mir op jidde Fall méiglech fir déi héich Zuel vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien an e gesond Émfeld ze schafen, fir

d'PMEn hei zu Lëtzebuerg ze féieren.

Ech soen lech merci.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Très bien.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Merci Här Scheuer fir den „très bien“.

(Brouhaha général)

■ M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Zënter zéng Joer kënn den Débat ronderëm d'Faillite mat schéiner Regelméissegkeet erëm hei an d'Plénière.

Mir haten 1992 d'Reforme vum Faillitegesetz, wou natierlech driwwer geschwat ginn ass. Mir haten och an deemselwechte Joer d'Interpellatioun vum Här Henri Gréhen, wou et och zu deem Thema gaangen ass. Mir haten en am Kader vun enger Interpellatioun iwwert d'Classes moyennes, mir haten och aner Débat iwwert d'Classes moyennes, mir hate virun engem Joer nach en Débat iwwert den Aktiounsplang par rapport zu de Classes moyennes, wou och ëmmer erëm d'Thema vun de Failliten opkomm ass.

Bei ville vun deene Rieden, déi haut gehal gi sinn, hat ech d'Gefill et wäeren déiselwecht Rieden déi och deemools scho gehal gi sinn, déi erëm eng Kéier aus dem Tirang gezu gi sinn, an datselwecht kann een eigentlech och zu deem Aktiounsplang soen, dee virun engem Joer aktualiséiert ginn ass.

De Léisungskatalog par rapport zu där Problematik vun de Faillite schéngt dann och zënter zéng Joer sou zimlech deeselwechte bliwwen ze sinn. Eng Rei Iddie goufen ëmgesat, ënner anerem wéi mer de Registre de commerce reforméiert hunn, oder wéi de System vun de Fiches d'Impact agefouert ginn ass, wou den Impakt vu gesetzleche Mesuren op d'PMEn soll all Kéiers gekuckt ginn. Ech weess net ob mer scho vill Gesetzter hate wou deen Exercice duerchgefouert ginn ass.

Vill Iddie schwiewen awer och weiderhin nach ronderëm, oni datt se bis elo ëmgesat gi wieren. Ech denken zum Beispill un d'Centrale des bilans, déi schonn zënter Jore gefuerdert gëtt, an un d'Problematik vum Privilage occulte vun de staatleche Créancierien, deen ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, mä wou awer bis elo net ganz vill geännert gouf.

Dann d'Proposition fir de Montant vun de 500.000 Franc eropzesetzen, wann een eng Sociéitéit wëllt grënnen, déi haut de Moien erëm eng Kéier an der Debatt wor. Den Här Krecké huet virdu gemengt dat sollt ee maachen. Den Här Gibéryen, als Interpellant, wor do méi nuancéiert an huet gemengt, datt et virun allem wichteg wär, datt een en Deel vun deem Geld géif blockéieren.

Et schéngt mer effektiv esou ze si wéi wann an der Praxis d'Realitéit einfach déi ass, datt d'Leit déi 500.000 Franc, déi se do virweisen, emol net reell oft hunn. Si wënnen eng Kéier domat a wa se erëm aus dem Büro vun der Verwaltung eraus sinn, da gi se se warscheinlech engem Zreck vun deem si se geléint hunn. Et ass also net esou dass wierklech vérifiable wier dass d'Leit am Besëtz vun deem Geld sinn, respektiv datt se dat Geld wierklech fir dat huelle wuerfir et vläicht wichteg wär, nämlech als eng Garantie fir hire Betrib, an net als Startkapital dat se dann eventuell direkt ausginn. E weidere Punkt ass dann d'Ufuerderung, d'Qualification professionnelle erop ze schrauwen. Ech wäert herno nach méi am Detail op dee Punkt agoen.

Vun de Curateuren hirer Formatioun a vun hirem onofhängege Status ass ëmmer erëm geschwat ginn, an dann och vun der Thematik vun der TVA. Ech wëllt drop hiweisen, dass et eng Proposition de loi vun der DP gëtt fir d'Zësen op deene finanziellen Obligatiounen, déi vum Stat ausstinn, ze erhiewen. Ech weess net wat aus där Proposition de loi vun der DP ginn ass, ob se haut, wou se an der Regierung mat dran ass, nach zu där steet. Dat schéngt mer e wichtige Punkt ze sinn, wou een de Betriber hëllef kéint. Ech hunn am Aktiounsplang par rapport zu de PMEn just gesinn, dass de Stat sech wëllt engagieren, dass déi TVA méi schnell erëmbezuelt gëtt, déi aussteet. Ech weess awer net ob do, zënter dass deen Aktiounsplang d'lescht Joer oder virun annerhallwem Joer décidéiert ginn ass, elo scho vill soll geschitt sinn.

Da sinn Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff ginn. Ech hunn an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Di Bartolomeo gelies, datt am Justizministère en Aarbechtsgrupp géif bestoen, dee Propositione soll ausschaffe wéi een d'Zuel vun de Faillite kéint reduzéieren a wéi een d'Faillite frauduleuse kéint bekämpfen. Ech huelen un, datt den Här Minister eis dann herno scho wäert Konkursioun kënne vun der Aarbecht vun deem Aarbechtsgrupp hei presentéieren. Da gëtt och ëmmer erëm d'Reform vum Faillitegesetz ugekënnegt. Och do wär et interessant ze gesinn, ob do scho méi Konkretes virläit.

Wat bis elo net gemaach ginn ass, dat ass vläicht emol eng Evaluation ze maache vun der Reform vun 1992 vum Faillitegesetz. Wat huet déi Reform eigentlech bruecht? Ee vun zwee wichtige Punkten deemools fir géint d'Failliten unzegoe war jo zum Beispill déi Moosnam am Beräich vun de Faillites frauduleuses, datt d'Gericht e Verbot ausschwätze kann, dass während enger gewässer Zäit eng Persoun, déi eng Faillite gemaach huet, ënner gewëssen Émstänn kenge kommerziellen Aktivitéite méi dierf nooen.

Do géif et mech interesséieren, ob déi Mesur vill applizéiert gëtt an ob si e Resultat bruecht huet, well mir schéngt jo ëmmer nach mat deem Problem konfrontéiert ze sinn, dass et Leit gëtt déi eng Faillite no där anerer maachen, oni dass deen Ofplaf do iergendwou ënnerbrach gëtt, sou dass ech mech e bësse froen ob déi Mesur vill bruecht huet. Och do kéint ee jo da vläicht herno vun de Ministere Erklärungen kréien.

En anere Punkt vun där Reform vun 1992 war d'Aféierung vun der Notion vum Abus de biens sociaux. Ech hunn d'Gefill wéi wann do méi geschitt wär. Och do kéint ee vläicht Konkursioun kréien.

An da kéim ech zu den Zuelen, Här President. Ech hunn nämlech d'Gefill, dass mer hei zënter zéng Joer scho ganz vill ëm e Problem ronderëm schwätzen, oni datt mer eigentlech am Besëtz si vun engem kloer Bild vun der Problematik vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg. Mir kréien zwar gesot: „D'Faillite ginn all Joer an d'Luucht.“ Mir kréien d'Montanten och matgedeelt, mä domadder bleift et da meeschtens gedoen. Dat bedeit, dass ee sech eigentlech guer net kann eng kloer Vue vum Problem a vun den Ursaache vum Problem maachen an esou sech keng Léisunge kann ausdenken.

Esou wäit wéi ech am Bild si gëtt et keng Etüd iwwert de Profil vun den Entrepreneurs déi a Faillite ginn. Vläch gëtt et se, mä op alle Fall hunn ech se net fonnt. Dat schéngt mer awer e ganz wichtige Punkt ze sinn.

Den Här Gibéryen huet virdrun e puer Aspekter ugeschwat. Et schéngt also hei an do Zuelen ze ginn, mä e Gesamtbild hunn ech bis elo net an iergendengem Rapport fonnt. Also Froe wéi déi, ob et grouss oder kleng Betriber sinn, ob et haaptsächlech Recidivisté sinn, déi an den Zuele vun de Faillite virkommen, bleiwen oppen. Ob et al agesiesse Betriber oder Ufänger sinn, ob et jonk Leit sinn oder aler, ob et Familjebetriber sinn oder wéi eng Form vu Sociéitéten et sinn, déi méi staark virkomme wéi aner. Wéi héich den Taux vun de Faillites frauduleuses ass - wann een dat iwwerhaapt kann a Zuele feststellen. Ob sech d'Failliten eventuell op verschidde Regiounen konzentréieren. Ob den Undeel vun de Failliten, dee jo absolut gesinn an deene leschten zéng Joer ganz vill an d'Luucht gaangen ass, och proportional par rapport zu der Zuel vun den Entrepreneurs zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet.

Par rapport zu der Zuel vun den Entrepreneurs schéngt den Taux zu Lëtzebuerg héich ze sinn. Deenen Zuelen no déi een heiansdo ka liessen an och no deem wat de Rapporteur virdu gesot huet, ass dat esou datt mir par rapport zum Ausland do méi héich leien. Wéi kann een iwwerhaapt den Term „Entreprise“ definéieren? Wat fällt alles ënner déi Entrepreneurs déi da gekuckt ginn? Wéi héich ass de finanzielle Schued, deen d'Failliten urichten? Dat ass jo dann en Thema, dat haut de Moien och scho méi am Detail behandelt ginn ass.

Dat heescht: Mir hunn also eng ganz Rei vun Donnéeën net oder wa mer se hunn, dann hu mer se net an enger zesummegefaasster Form. Wa mer eis wierklech wëllen effikass Instrumenter schaffen, dann denken ech datt een dee Problem muss méi prezis cernéiere wéi mir dat an deene leschte Jore gemaach hunn. Vläch ass et jo och esou, dass bei de Ministere deen Exercice geschitt ass - doriwwer kënne mer dann Opschluss kréien -, mä hei an der Chamber hu mer déi Zuelen an déi Donnéeën, esou mengen ech, jiddefalls net virleien.

Här President, ech kéim dann op d'Problematik vun de Betriber selwer ze schwätzen, haaptsächlech vun deene kleng Betriber déi jo, wéi et mir emol schéngt, am meeschte mat dem Problem vun de Faillite schéngt konfrontéiert ze sinn. Wou leie fir e kleng Betrib déi gréisste Käschten a wou kéint een also usetze fir deene kleng Betriber ze hëllefen? Et ass evident, dass d'Salaires an d'Cotisations sociales e groussen Deel ausmaachen, och d'Loyere fir ganz vill Betriber an eventuell d'Matière première. Bei modernen Déngschleeschungsbetriber ass dat Lescht vläch manner de Fall.

E Wuert dann zu de Käschten, déi och zu Lëtzebuerg hir Bléien dreiwelen. Ech denken do u ganz spezifischer, dat sinn déi Gelder déi een a verschidde Secteure muss bezuele fir iwwerhaapt kënnen unzefänken a wou ech mer awer heiansdo Froen iwwer hir Berechtigung stellen.

Ech ginn lech zwee Beispiller. Dat eent ass dat vun de Bistroe wou een, wann ee wëllt e Betrib iwwerhuelen, e Fonds de commerce muss iwwerhuelen. Dat ass jo och schéin a gutt. Et hëlt ee Still, et hëlt ee Glieser, vläch och nach anert Material, mä de Fonds de commerce beleeft sech an der Stad Lëtzebuerg méttlerweil bei ville Bistroe op eng Rei vu Milliounen ale Lëtzeburger Franc. Wann et iwwerhaapt méiglech ass dat ze bezuelen, esou ass dat scho fir vill Leit e Grond firwat se herno net méi ganz vill Geld iwwreg hu fir hire Fonds de roulement ze assuréieren.

En anert Beispill ass dat vun de Buttecker an de Galeries marchandes. Och si sinn oft gezwongen, fir iwwerhaapt emol eranzekommen, Kommissiounen ze bezuelen. Och do kann ee soen: „Dat huet eng

Berechtigung“, mä heiansdo freet ee sech awer ob d'Präisser, déi do gefrot ginn, eng Berechtigung hunn.

Ech hat virdrun déi Punkten opgezéit wou fir e kleng Betrib Käschten entstinn. Ech wollt dann drop agoe wéi eng finanziell Ennerstézung fir déi Betriber kéint op deenen eenzelne Punkten ausgesinn. Et ass ganz vill scho geschwat gi vum Investitiounskapital, dass do méi staark Hëllef misste fir kleng Betriber kommen, besser Zëssatz zum Beispill wa Geld muss geléint ginn. Iwwerhaapt misst den Zougang zu Prête méi einfach ginn an et misste méi schnell Réckflës - ech hunn dat virdu schonn ugeudeit - vun deene Gelder kommen, déi d'Betriber zegutt hunn. Ech denken do haaptsächlech un d'TVA.

Wat Start- an Investitiounskapital betrëfft, esou ass hei schonn des Öftere bemängelt ginn, dass d'SNCI bis elo ëmmer nach keng reell Hëllef fir kleng Betriber ass. Doniewent gëtt et och net ganz vill Strukturen déi esou eng Hëllef géifen ubidden, zumindest net vu staatlecher Säit.

Ee Modell, dee mir ganz interessant schéngt, an deen och schéngt an der leschter Zäit ëmmer méi Zoulaaf ze fannen, dat ass dee vum ETIKA, fréier genannt Altersfinanz. Ech weess net ob dee Finanzierungsmechanismus heibannen esou gutt bekannt ass. Et ass ee Mechanismus, deen Existenzgrëner hëllef, déi haaptsächlech aus der Économie solidaire an alternativen kommen. E gëtt gespeist mat Gelder, déi zu engem groussen Deel vu Privatleit kommen, déi méi Gescheites mat hirem Geld wëlle maache wéi domat ze spekuléieren oder zu hirer 5/6 Pensioun nach eng Zousazpensioun dobäi ze schafen. Si setzen hiert Geld op Spuerkonten a si kréien da bei där Bank, déi sech op déi Iddi age-looss huet, een Zëssatz, dee leider net immens attraktiv an incitant ass, mä et schéngt awer esou ze sinn, dass do genuch Geld zesumme kënn fir dass mat relativ grousssem Succès kann enger Rei vu Firmen, déi sennvoll Produkter oder Services entwéckelen, bei hirem Start up gehollt ginn, déi um normale Wee ni géife bei enger Bank e Kredit kréien.

Här President, virdrun ass vu Steiererlicherunge geschwat ginn, dass dat ee méigleche Wee kéint si fir kleng Betriber ze hëllefen. Natierlech ass et esou, dass grad jonk Entrepreneurs an den éischte Jore wou se aktiv si kaum e Benefits maachen, esou dass déi vill Steiererlicherungen, déi des Regierung ëmmer erëm ukënnegt an och ëmsetzt, fir déi Betriber eigentlech net terribel Konkretes bréngen. Trotzdeem schéngt et awer wichteg ze sinn, dass da grad de Facteur Aarbecht, dee bei kleng Betriber jo oft besonnesch héich ass, steierlech méi positiv géif bewäert ginn. Ech wëllt dann nees eng Kéier dat Wuert vun der Bruttowertschöpfungssteuer zitéieren.

Dann ee Punkt, Här President, wou mir am Fong an där Matière hei e kleng Réckschrëtt erlieft hunn, wou mir en Instrument haten, wat mir amgang sinn ofzeschaffen, dat ass déi berühmte Loi Rau. Déi ass 1982 agefouert ginn an déi huet och geheescht: „...visant à favoriser les investissements productifs des entreprises et la création d'emplois au moyen de la promotion de l'épargne mobilière“. Déi Iddi war ganz kloer fir och den Investissement an de Capital à risque ze féieren, mä leider ass déi Iddi e bësse pervertéiert ginn. D'Leit hunn eppes aneschtens draus gemaach wéi dat wat een hatt kéinte maachen, nämlech e Risikokapital deenen Entrepreneurs verschafen, déi ënnerkapitaliséiert sinn, an eben och zur Kreatioun vun Entrepreneurs incitéieren.

Do ass schonn am Ufank e puer mol proposéiert ginn, och vum

Statsrot, et misst ee méi kloer Kritären aféieren, well et haapt-sächlech d'Banke woren, déi vun deem ganze System profitéiert hunn, mä et huet een awer konnten an deene leschte Jore feststellen, dass et duerchaus och méi kreativ a méi nützlech Uwendungen vum der Loi Rau gi sinn. Ech denken zum Beispill un den Energiepark Réiden. Ech denken un eng Brasserie am Weste vum Land, déi esou entstanen ass. Ech denken och un den initiale Projet vum Supermarché Oikopolis. Si all wollten am Fong op dee Wee goen, fir esou un éischt Kapital ze kommen.

Leider ass et jo esou, dass d'Loi Rau amgang ass ofgeschafft ze ginn. Et stellt een awer fest, dass d'Regierung eigentlech deen doten Aspekt vun deem Phenomeen guer net a Rechnung gezunn huet, wéi se op dee Wee gaangen ass fir dat ofzeschaffen. Déi Gréng hunn déi Thematik hei och schonn opgeworf. De Statssekretär vun der Émwelt, den Här Eugène Berger, hat am Fong och versprach, dass bei deene steierleche Reformen, déi fir 2003 virgesi sinn, och eng ekologesch Fiskaliteit mat dra wär an dass een an deem Kader och kéint iwwer en Ersatz fir d'Loi Rau dann nodenken. Bis elo hunn ech net ganz vill dovunner gehéiert. Ech bedauere jiddefalls dass op déi Manéier do d'Kand schéngt mat dem Buedwaasser ausgeschott ginn ze sinn.

Här President ech kéim dann zu deem leschten Aspekt, dat ass dee vun der Formation. Et ass hei elo de Moien an och an deene Debatte virdru emmer erëm ugeklong, dass do missten Efforte gemaach ginn. Do sinn och sécherlech an de leschte Joren eng Rei vu Saache geschitt. Dat soll een net nieieren. Ech wéll awer haupsächlech op den Aspekt vun de Formations accéléérées agoen, wou ech selwer mech konnt dovunner iwwerzeege wéi déi an der Praxis oflafen.

Wann een zum Beispill d'Coursen hält déi fir Cafetieren ugebuede ginn, do gëtt eng ganz Rei vu wichtige Saachen duerchgeholl. Dat wéll ech guer net an Zweifel stellen, mä do gëtt den Accent ganz vill drop geluecht, dass een d'TVA-Sätz hannertzech a vichenzech ka rechnen an erausfannen. Wann ee Wiert 20 Liter Wai keeft an et verschétt een en halwe Liter, de Service ass 10%, wéi vill... an esou weider. Et sinn ongeféier esou Prüfungsfragen wéi mir se fréier haten. Ech wéll net a Fro stellen dass déi Punkten och wichtig sinn, mä wat ech feststellen ass awer, dass een eng ganz Rei Saachen an deene Coursen net léiert.

Mir hunn elo schonn e puermol den Term Businessplang gehéiert. An deene Coursé gëtt net dovunner geschwat wéi een ee Businessplang opstellt. Et gëtt och net dovunner ganz konkret geschwat, wat dann d'Loyeren an aner Käschte méttlerweile zu Lëtzebuerg sinn, wann een esou e Betrib wéllt opmaachen, a wéi vill Geld een eigentlech minimal muss hu fir dass ee ka realistesch dovun ausgoen, dass esou e Betrib fonctionéiert. Esou Saache kommen do am Fong guer net vir, an dat schéngt mir och ee vun de Problemer ze si vun deene Coursen, dass se am Fong e bésse wäit vun der praktescher Realiteit ewech sinn.

Ee Punkt, deen ech och an deem Kader bedauerlech fannen, ass, dass d'Thematik d'Betriebsféierung um Computer och do guer net ugeschwat gëtt. Wat gëtt et vu Programmer an Instrumenter informatescher Natur, déi engem an engem Betrib kennen d'Aarbechte méi rationell maachen. Esou Punkte si bis dohinner am Fong nach net virgedrongen. An ech géif mengen, dass trotz där viller Aarbecht, déi do gemaach gëtt, wierklech eng grondlegend Reform vun deenen a sécherlech och anere Coursen dringend néideg wär.

Ee Punkt nach zur Formation continue. Och do ass, wéi d'Gesetz ge-

stëmmt ginn ass, drop higewise ginn, dass grad déi kleng Betriber hei am mannste Chancen hu fir hire Leit Formation continue unzëbitten, grad och déi Betriber déi et vläicht am néidegsten hätten. Fir déi sinn d'Sockele vun den Investitiounen, déi se da missten an d'Formation maachen, einfach esou héich, dass si net incitéiert si fir Formatiounsplang auszeschaffen. Mir mengen, dass et hei ganz wichtig an dringend wär, dass d'Gesetz iwwert d'Formation continue op deem Punkt ugepasst gëtt, vläicht och op anerer.

Ech hat virdru scho vun den neien Technologie geschwat. Dat ass vläicht och ee Käschtepunkt fir d'Betriber. Et gëtt emmer erëm gesot den e-Commerce an den Internet, dat wäre Chancé fir Betriber, grad och fir klenger. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass et méttlerweile emmer méi een Zwang zum Internet gëtt an dass déi Betriber, déi net um Internet sinn, net méi kennen esou mathale wéi déi aner. An och dat bedei e Käschtepunkt, wann een eng Homepage ariicht a wann ee se muss regelméisseg fleggen, fir dass se och wierklech fir de Consommateur an den Utilisateur eppes bréngt. Ech froe mech, Här President, ob et dann net sénnvoll gewiescht wär, wa mir grad an deem Beräich vläicht eng Subventionéierung agefouert hätten. Dat wär, menger Meenung no, net immens opwendeg gewiescht an hätt awer kéinte ville Betriber hëllefen, fir an deen neie Beräich do eran ze klammen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virdru ganz kuerz de Problem vun de Loyeren ugeschwat, deen och ee Problem fir d'Betriber ass an ee Käschtepunkt. Dat bréngt mech op d'Hypothees, dass d'Faillité just eng Form vun e puer verschiddene si vum Stierwe vu verschidde Kategorie vu PMEen zu Lëtzebuerg. Net all Betriber maache Faillite, mä vill sinn der gezwongen opzehale well hir Käschten ze héich ginn, an dat huet och mat de Loyeren ze dinn. Et huet och mat aneren Donnéeën ze dinn, mä virun allem mat Loyeren déi an der Stad an an de gréissten Uertschaften emmer méi héich ginn. Dat féiert zum Beispill zu engem neie Buttiksstiewen, grad och hei an der Haaptstad, wou erëm eng Kéier déi lescht Epicerien, Quincailleries an ähnlech gelagert Commercen, déi et nach gi sinn, schéngen definitiv ze verschwannen.

E Beispill: Virun e puer Woche war e Bréif an der Zeitung vun engem klengen Kleederbuttek aus dem Zentrum vun der Stad, deen do schonn zënter 20 Joer ass, mä deen elo, well en de Loyer gehéicht kriit, well d'Haus verkaaft gëtt, eventuell gezwongen ass opzehalen. Dat stellt natierlech och d'Fro vun der Röll vun de Gemenge a vum Stat, wann et dréms geet fir de klengen Commerce ganz konkret ze förderen, an de Stied an an den Uertschaften.

Här President, ech fannen et relativ schwéier hei ze schwätze bei deem Grondtoun, deen do ronderëm mech ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Madame Wagener, Dir hutt Är Zäit iwwerschratt. Et wär gutt wann Dir kéint zum Schluss kommen.

(Interruptions)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech sinn an enger halwer Minutt fäerdeg.

■ M. le Président.- Et ass an der Rei.

(Interruption)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Oh, Här Bettel, ech weess net ob ech elo soll eppes zur Qualiteit vun Ärer Ried soen. Ech loossen et vläicht sinn.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Den Här Bettel kéint ni bis op seng Zäit!

(Interruption)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, et stellt sech awer och d'Fro ob déi Failliten net Deel vun engem Phenomeen vun ekonomescher Emstrukturéierung sinn, wou et emmer méi a Richtung ewech vu Familljebetriber an ewech vun Eenzelpersonen, déi Betriber maachen, higeet zu Firmen, zu Franchising-Systemer an esou virun.

D'Verschwanne vu méttelstännege Betriber, wéi et iwwregens net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä iwwerall an Europa feststellen ass, ass dat eng Fataliteit? Ech mengen net. Ech mengen och dass et wichtig wär fir d'PMEE weiderhin ze ënnerstetzen. Si sinn de Garant vun enger diversifiéierter Wirtschaftsstruktur. Si brauchen awer virun allem, menge mir, eng Regeneréierung an eng Moderniséierung fir kënnen ze iwwerliewen.

Ech soen Iech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

■ M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Gibéryen huet sech haut engem äusserst schwierigen Thema ugeholl.

Dass d'Thema schwierig ass, geet schonn aus der Tatsaach eraus, dass vun deene wéinege selbststännegen Handwierker a Geschäftsleit, déi hei an der Chamber sinn, keen zum Sujet d'Wuert ergraff huet. Déi meescht hu mat engem ganz groussen theoretesche Wëssen doriwwer geschwat, mä si kënnen dofir mat relativ wéineg Praxis doriwwer schwätzen. Et ass e bessen - ech gebrauchen dat Beispill heiansdo - wéi e Paschtouer, dee mat vill Sachkenntnis iwwert d'Bestietnis schwätzt.

(Hilarité et interruptions)

Déi Debatte hei ass mir och e bessen esou virkomm. Ech wéll dofir net d'Mérite vun deenen eenzelnen...

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wéll just drop hiweisen, dass ech Member vun engem Conseil d'administration vun engem klengen Betrib sinn.

(Brouhaha général)

■ M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, ech héiere mat gréisster Freed, dass déi honorabel Madame Renée Wagener elo och am selbststännege Beräich tätég ass. Ech weess net ob si d'Handelsermächtigung stellt, mä wa se dat nogelauschtert huet, Här President, wat elo hei gesot ginn ass, dann ass si sech jo bestëmmt de Risike vun där Operatioun bewosst.

D'Regierung ass sech och bewosst, dass d'Failliten hei zu Lëtzebuerg, mä net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, e Phenomeen sinn, deem ee sech muss unhuelen a wou ee muss kucke fir, esou wäit wéi et méiglech ass, Léisungen ze fannen. Dass Lëtzebuerg net isoléiert ass, dat geet aus deene Statistiken ervir déi op europäeschem Plang verfügbar sinn.

Et gëtt zum Beispill eng Entreprise CRAYDON déi Vergläicher mécht wéi dann elo d'Failliten an deenen eenzelne Länner évoluieren. Téschent 2001 an 2002 zum Beispill war d'Zuel vun de Failliten hei zu Lëtzebuerg réckleefeg. A Länner wéi Norwegen ass déi Zuel dee Moment em 20% an d'Luucht

gaangen, an Däitschland méi wéi 14%. Dat einfach nëmme fir ze weisen dass de Phenomeen vun de Failliten net isoléiert hei zu Lëtzebuerg ass, mä dass en an alle Länner vun der Europäescher Unioun an op der ganzer Welt ass, do wou déi fräi Maartwirtschaft d'Regel ass.

Mir sollen hei awer och net - an eenzel Riedner, Här President, hunn dat ënnerstrach - dee Sujet diaboliséieren. Eng Faillite ass wuel en Echec. En Echec kann awer och eng Chance sinn. Et gëtt Länner - an eenzel Riedner hunn dat ervirgehewen -, zum Beispill d'Vereenegt Staten, wou eng Faillite net nécessairement als eppes absolut Pejoratives, mä als eng nei Chance ugesi gëtt. E Créateur d'entreprises, wéi de Michael Dell zum Beispill, deen haut eng vun deene gréissten Entrepreneuren an der Informatik (Hardware-Hersteller) leet, hätt, wann all dat géif duerchgezu gi wat vun Eenzelen hei verlaangt ginn ass, ni dierften eng zweet Chance kréien. A wann all dat, wat vun Eenzelen hei gefuerdert ginn ass, an de Vereenegte State Realiteit wär, dann hätten de Bill Gates a sän Associé ni ugefaangen.

Här President - an dat ass e bessen inquietant -, mir sinn hin- an hiergerappt engersäits zwëschent dem Wunsch de Leit et esou einfach wéi méiglech ze maachen e Betrib ze grënnen - Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, wat um europäesche Plang zum Beispill regelméisseg épingléiert gëtt, well hei zu Lëtzebuerg ze vill Bürokratismus wär, well et ze komplizéiert wär e Betrib ze grënnen, well et ze vill schwierig wär fir sech selbststänneg ze maachen - an op där anerer Säit gi mir awer hin a mir verlaange permanent nei Qualifikatiounen.

Den honorablen Interpellant, Här President, huet hei opgeléicht wat e Chef d'entreprise, vun deem Moment u wou hie Personal engagéiert, alles misst kënnen. Mä hei muss mir op der neier Uni Lëtzebuerg - ech iwwerdreiwé vläicht licht - en extrat Studiefach aféiere mat engem Diplom, fir dann nach kënnen e puer Stéck déi dote Méiglechkeet ze gi fir e Betrib ze grënnen. Ech wéll dofir hei net falsch verstane ginn. Ech wéll net fir Laxissem plädéieren. Mä mir hunn awer eng Verfassung zu där d'Deputéierten an d'Regierung stinn. Do steet d'Fräiheet vum Handel dran. All déi Gesetzer, déi mir maachen, schränke jo déi Fräiheet an. Mir müssen also wëssen, wou dass mir dee richtegen Equiliber fannen zwëschent deem wat noutwennig ass an zwëschent deem wat awer nach d'Verfassungsfräiheeten hei zu Lëtzebuerg garantéiert.

Mir brauchen, Här President, méi Esprit d'entreprise. Mir brauche méi jonk Leit déi bereet si sech selbststänneg ze maachen. Wa mir dat awer wëllen, dann dierfe mir deenen och net nëmme Knéppelen an de Wee leeën. De Justizminister wäert a senger Interventioun op déi méi spezifesch Froen agoen, déi souwuel um fiskale wéi awer och ganz besonnesch um juristesche Plang évoquéiert gi sinn.

Mä et sinn Iddien développéiert ginn op déi ech méi agoe wéll, wéi zum Beispill déi vun engem Mindestkapital fir eng Entreprise. Dat ass relativ einfach gesot: Mir hiewen d'Mindestkapital vun enger S.à.r.l. elo vun 12.500 Euro op e Multipel dovunner. Dann ass nach keen eenzege Problem geléist. Fir eenzel Aktivitéite geet e Kapital vun 12.500 Euro largement duer, fir anerer ass et laang net genuch. Datselwecht gëllt fir S.A.en, wou d'Situation ähnlech ass.

Mir dierfen och net vergiessen, Här President, dass jo ganz vill Leit en nom personnel hire Betrib féieren, an et ass jo och net verwonderlech dass do, wou déi eege Responsabilitéit finanziell illimitéiert ass, d'Zuel vun de Failliten vill méi

kleng ass. D'Madame Wagener, Här President, huet gefrot ob mir Renseignementer hätten iwwert de Profil. Ech mengen net dass mir elo eng wëssenschaftlech Etüd hätten iwwert de Profil vun de Entrepreneuren déi Faillite maachen. Mä eenzel Intervenanten an deser Debatte hu jo drop higewisen, dass et a verschiddene Secteure wesentlech méi Failliten gëtt wéi an aneren.

Et ass zum Beispill am Secteur immobilier an am Grousshandel, dat geet aus deene Statistiken ervir, wou mir dee gréissten Deel vun de Failliten hunn. Et ass och gewéinlech esou, dass an deenen éischten dräi, véier Joer vun der Existenz vun engem Betrib Faillité sinn. Et ass relativ selten, dass e Betrib, deen zéng Joer a méi besteet, Faillite geet. Wann et esou e Betrib ass, dann hunn eenzel vun deene Remèden, déi hei ugefouert gi sinn, wéi zum Beispill eng Gestion contrôlée, méi Chancé fir ze wierken. Do mécht et Sënn. Mä bei Entrepreneuren déi - wéi soll ech soen - an hirer Entwécklungsphas si komme mir och mat enger Gestion contrôlée net schrecklech wäit.

Et ass d'Fro opgeworf gi vun der Capacité professionnelle. Ech si schonn dorop gaangen. De Méttelstandsminister zesumme mam Wirtschaftsminister maache ganz grouss Efforte fir derfir ze suergen, dass déi Formation iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg ka gi ginn. Ech schwätzen net vum Handwierk, wou se schonn aus den 30er Joren hier d'Regel ass, mä an deene leschte Joren an enner successive Regierunge si ganz grouss Efforten ënnerholl gi fir d'Formation vum Chef d'entreprise ze verbessern, fir och een Angebot zesumme mat der Chambre de Commerce, mat der Chambre des Métiers ze maachen. Eng Offer, déi wäit iwwert déi initial Formation erausgeet, mä déi och an d'Formation continue erageet.

Här President, ech wollt un deene Beispiller weisen, dass d'Regierung net inaktiv ass, dass d'Regierung sech awer och bewosst ass vun de Schwierigkeeten déi sech an deem Domän stellen an dass mer all Kéier mussen ofweien ob mir déi richteg Mesuren huelen, ob mer net duerch Iwwerreegieren dann, wéi d'Madame Wagener dat gesot huet, d'Kand mam Buedwaasser ausschëdden. Et ass also e ganz schwierigen Exercice, mä wou mer eis mat Déterminatioun wäerten druginn, dat ass fir Failliten frauduleuses ze sanctionéieren, déi Responsabel zur Rechenschaft ze zéien an all Kéier do wou eng Faillite frauduleuse constatéiert ginn ass, dass dann och de finanzielle Schued vun deene gedroe gëtt, déi e verursaacht hunn.

Och dat ass erëm licht gesot, mä ganz schwéier ze realisieren. Dofir brauche mer net nëmmen d'Police judiciaire, dofir brauche mer och de Parquet, dofir brauche mer d'Gerichter déi déi Sanctiounen schwätzen, a mir brauche ganz besonnesch Leit déi sech em d'Faillité këmmern: Curateurs, déi deen néidege Bagage hunn an déi déi néideg Energie hu fir deene Leit d'Handwierk ze leeën.

Merci, Här President.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächst Riedner huet den Här Justizminister d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng einfach Léisung um juristesche Plang vun deene Froen déi hei opgeworf gi sinn. Et ass also falsch ze mengen, datt, wann ee géif e puer Sätz am Gesellschaftsrecht änneren, wéi dat heiansdo ukléngt, net onbedéngt de Moien an der Chamber mä an Ausserungen, déi an deene leschte Méint zu deem Sujet och do bausse gemaach gi sinn, et da muer keng Failliten méi géif ginn.

Dat ass eng simplistesche Approche. Dat klengt zwar gutt, mä wann dat esou wär, da géifen et och am Ausland keng Faillitë méi ginn. Dofir wëll ech soen, datt villes vun deem wat mer vläicht kënnen maachen, vläicht déi eng oder déi aner Faillite évitéiert, mä d'Failliten, an dat huet de Wirtschaftsminister zu Recht erklärt, gehéieren zum Fonctionnement vun der Economie a sinn net duerch gesellschaftsrechtlech Ännerungen einfach ze änneren.

Dat zweet dat ass, an dat erklärt vläicht firwat de Projet de loi iwwert d'Ännerunge vum Gesellschaftsrecht bis elo nach net déposéiert ginn ass, datt mer do mat kontradiktöreschen Intérëten ze doen hunn. Deen een, dee mengt eng gewësse Moosnam wär gutt, déi deen aneren als konterproduktiv gesäit. An dofir, wann den Interpellant grad wéi aner Intervenanten gesot hunn, esouwuel d'Gewerkschafte wéi d'Berufschambere vum Patronat, se géife Moosname verlaange fir Failliten ze évitéieren, sou muss een deen einfache Saz a sengem Inhalt kucken. A wann een déi Moosname kuckt, da gesäit een datt ganz vill vun deenen exactement de Géigendeel si vun deem wat deen anere gären hätt. Doraus entsteet d'Schwieregkeet fir een Text auszeschaffen, dee versicht déi legitim Intérëte vun deenen engen an deenen aneren ze begéinen. Dat ass d'Schwieregkeet vun deem Exercice mat deem mer amgaange sinn an dee mer konstruktiv wäerte weiderféieren, mam Zil a kierzester Zäit, dat heescht virun dem Summer vun dësem Joer, e Projet de loi iwwert d'Ännerung vum Gesellschaftsrecht virzeleeën.

Et ass awer scho vill geschitt. Ech wëll hei drop hiweisen, datt d'Chamber ee Projet gestëmmt huet am Dezember d'lescht Joer iwwert de Registre de commerce, deen zwar geheescht huet iwwert de Registre de commerce an dofir an der Öffentlechkeet och nëmmen op deem Punkt beuecht ginn ass, wou substanzuell Ännerungen dra sinn, wou d'Regierung mengt datt se kënnen eng Rei Failliten évitéieren. Ech soen och do nëmmen eng Rei, well nach eng Kéier, et ass net d'Ännerung vun engem Gesetz déi Failliten évitéiert.

Ech weisen drop hin, datt mer an dem Gesetz vum 19. Dezember 2002 virgesinn hunn, datt ee muss, wann een eng Handelsermächtigung freet, deklaréieren a wat fir enger Firma een an deenen dräi Joer virdrun eng Fonction de dirigeant hat, Fonction de dirigeant de droit ou de fait, datt also och bei der Ausstellung vun der Handelsermächtigung ka gekuckt ginn ob ee sengen Obligationen am Steierrecht a bei der Sécurité sociale nokomm ass. Och dat Gesetz gëtt dem Minister d'Méiglechkeet déi Autorisation ze refuséieren oder zrëckzeseien, wann een deenen Obligationen net nokomm ass. Datselwecht géllt iwwerges och fir deen, deen d'Majoritéit vun den Aktien huet.

Och d'Centrale des bilans, déi mer amgaang sinn opzebauen an déi 2005 wäert voll operationsfähig sinn, wäert et eis erlaben, méi Donnéeën iwwert déi eenzel Betriber ze hunn an eng Zort Préalarme kënnen ze maache wa finanziell Schwierigkeete bestinn. Et ass also duerch déi do Ännerunge vum Gesetz iwwert d'Handelsermächtigung scho ganz villes an preventive Beräich vun de Faillite geschitt, ouni datt dat grouss Attentioun dobause fonnt huet. Dat ass eng Virslag op dat wat mer och wëllen am Gesellschaftsrecht maachen.

Ech kommen zum zweete Punkt, deene Pistën, déi mer do virgesinn. Ech wëll awer dobäi ennersträichen, datt dat Pistë sinn déi mer als Justizminister wëlle mat de Kollegen diskutéieren. Zum Deel hu mer se schon diskutéiert, zum Deel wëlle mer nach aner Leit, notament d'Berufschambere, do-

riwwer consultéieren, an da komme mer mam Projet de loi.

De Wirtschaftsminister, de Mëttestandsminister an ech selwer hu schon iwwert eng Rei vun deene Punkten diskutéiert. Anerer wëlle mer nach clarifiéieren an deenen nächste Wochen. Dat ass zum Beispill d'Fro déi och de Minister Grethen elo grad ugeschneidde huet vun dem Mindestkapital vun de Gesellschaften. Sécher ass et richtig, wéi den Här Grethen gesot huet, datt fir déi eng Gesellschaft dat net onbedéngt d'selwecht ass wéi fir déi aner, nach behandelt d'Gesellschaftsrecht all d'Gesellschaften, op d'mannst déi déi d'selwecht Forme juridique hunn, d'selwecht.

De Statsminister hat an der Lag vun der Natioun indiquéiert, datt mer géingen drun denken d'Mindestkapital vun den S.ä.r.l.e vun haut 12.500 op 25.000 Euro ze erhéien a bei de Gesellschaften vun 31.000 op 70.000 Euro. Och misst dat Kapital an deem Fall voll libéréiert si vun Ufank un. Och dat évitéiert net all Faillite, mä et ass e Wee fir et vläicht Verschiddener, déi op eng onserio Aart a Weis Gesellschaften grënnen, méi schwierig ze maachen - an do gesitt Dir erëm d'Contradictioun -, ouni awer - an dat wëllt d'Regierung an dofir huet se deen dote Montant nëmme fixéiert - et op een Niveau ze setzen, deen et wierklech all jonken Entrepreneuren, oder och manner jonken, wann een net vill Moyenen huet, onméiglech mécht e Betrib ze grënnen.

Mir wëllen net, datt herno nëmmen nach där, déi ganz vill Suen hunn, e Betrib kënnen grënnen. Mir hätt gär, datt seriö Leit Betriber grënnen. Dofir och déi Initiative vum Mëttestandsminister fir méi Qualifikatioun virzeschreien. Leit, déi seriö sinn, déi eng uerdentlech Qualifikatioun hunn, déi musse kënnen e Betrib maachen. Si dierfen och net empéchéiert ginn duerch ze vill héich Virschäfte wat d'Mindestkapital ubelaangt, mä dach wëlle mer d'Mindestkapital héije par rapport zu deem aktuelen.

Och wëlle mer der Regierung proposéieren, datt ee muss d'Kapital op engem Niveau halen, deen op d'mannst de Mindestkapitalniveau ass, fir wa Perten an der Gesellschaft entstinn. Haut kann eng Gesellschaft, wa se Perten huet, einfach decidéieren, no gewësse Modusse, fir weider ze fonctionnéieren. Mir hätt gär a mir wäerte proposéieren, datt een da muss säi Kapital erëm reconstituéieren an dat op d'mannst op den Niveau vum gesetzlech virgeluechte Mindestkapital, fir datt dat Kapital och nach ëmmer eng Realitéit huet.

Aner Moosname betreffen zum Beispill d'Apports en nature bei den S.ä.r.l.en. Contrairement zu den S.A. ginn déi net duerch e Rapport vun engem Réviseur examinéiert. Do gëtt also net gekuckt ob se dee reelle Wäert hu wéi dat virgedroe gëtt. Dofir menge mer, datt een och misst d'S.ä.r.l.-Gesetzgebung op deem Punkt där vun de Sociétés anonymes upassen.

D'Iddi vum Businessplang oder dem Plan de financement ass eng, déi d'Regierung an dem Aktionsplang vun de PMEe virgestallt huet. Iddien, menge mir, déi ee maache soll, wann esou e Betrib Investitiounen plant an dofir staatlech Hëllef froe kënn. Dat steet am Kapitel vun deem Programm, deen de Minister Boden d'lescht oder d'virlescht Joer virgestallt huet, an deem Kapitel iwwert d'Prevention vun de Failliten. Mir wëllen an deem Gesetz iwwert d'Ännerung vum Droit des sociétés déi doten Iddi mat abauen.

Aner punktuell Moosname wäerte betreffen, dass mir mengen, dass een dee System, wou haut ganz oft d'Gesellschaften den Aktionären Avancé maachen an domadder d'Gesellschaft eidel maachen, muss iwwerkucken, voire verbidden. Et ginn also eng Rei punktuell

Moosnamen, déi all zesummen héchstwahrscheinlech déi eng oder déi aner Faillite kënnen an Zukunft évitéieren: Moosnamen aus dem Gesellschaftsrecht, Moosnamen aus dem Gesetz iwwert d'Autorisation d'établissement vun deem ech virdu geschwat hunn a Moosname betreffend d'Qualifikatioun.

Duerch all déi Moosnamen zesumme menge mir, dass mir op engem Wee wäeren deen net zu engem Hindernis gëtt vun der Fräiheet fir Handel ze maachen an deen en Encouragement ass fir Betriber ze grënnen. Op där anerer Säit kënnen doduerch awer déi onserio aus dem Geschäft ewechgehale ginn an domadder och déi Zort Failliten évitéiert ginn. Dat ass d'Zilsetzung vun der Regierung.

Selbstverständlech wëlle mir nach méi wéi an der Vergaangenheet eis dem Problem vun de Failliten frauduleuses unhuelen, mä och do soen ech, dass dat e Saz ass deen einfach gesot ass, awer schwierig émgesat ass. Et ass jo net esou dass mir op dës Interpellatioun gewaart hu bis mir op eemol gesot hunn: „Ah, elo kucke mir no de Faillites frauduleuses.“ De Parquet an d'Police judiciaire bekëmmere sech ëm déi Dossieren. Si hunn effektiv ze vill Aarbecht a kënnen dat vläicht net esou maache wéi se dat gare géife maachen.

Et kommen och Condamnatiounen bei Failliten frauduleuses. Zum Beispill d'lescht Joer ware véier zolidd Condamnatiounen bei Failliten frauduleuses. Doriwwer schreift d'Press net vill an doriwwer schwätze mir och net vill. Ech maachen oder de Parquet mécht net all Kéiers doriwwer eng Pressekonferenz. Dir kennt och soen: „Véier ass net vill“....

■ **Une voix.** - Dat sinn der och net vill!

■ **M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*** - ...mä et sinn ëmmerhin emol déi. Wa mir do all Kéiers géife grouss an der Zeitung stoen - dofir brauche mir jo och eise Pressesprecher an der Justiz -, da wär dat schon anescht, well et ginn aner Prozesser am Stofrecht déi ëmmer eng grouss Medienattention fannen, vläicht well dat méi spektakulär ass. Ech mengen et misst een op de Wee goe fir da vläicht an Zukunft dat méi ze veröffentlechen, mä ech soen lech awer och dass onofhängeg vun der Zuel et enorm schwierig ass an deenen Dossieren ze enquétieren.

Et stellt een zum Beispill fest - an dat fënn een eraus, wann ee mat der Police judiciaire an dem Parquet doriwwer schwätzt -, dass ganz oft déi Fraudé laang virun der Faillite constituéiert ginn an dass et ganz schwierig ass erauszefanne wien do dohannert ass. Et stellt sech zum Beispill d'Fro, ob mir an Zukunft nach sollen erlaben dass esou vill BVI-Gesellschaften oder Panama Gesellschaften zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn, déi ganz oft Administrateur oder Aktionär vun deene Gesellschaften sinn a wou et enorm schwierig ass erauszefanne wien hannendru steet. Musse mir net op de Wee goen, dass ee muss offiziell deklaréieren, och vis-à-vis vun Stat, wien hannert all Gesellschaft steet, well soss ginn déi Enquêt ganz schwierig? Ech soen lech also: D'Fro ass net einfach. Et geet net duer einfach ze soen: Mir brauchen e puer Polizisten méi déi dat dote kënnen enquétieren. An op dee Punkt kommen ech nach eng Kéier zrëck.

D'Curateuren, dat ass hei ugeschwat ginn, misste méi rémunéiert ginn. Als Justizminister hunn ech net nëmmen dem Här Bettel a senger Question parlementaire beäntwert, dass ech och där Meinung sinn. Mä och do än-

nerd dat net vun haut op mar. Wann ech soen: „Mar kréien d'Affekoten, déi Curateur sinn, dat Dräifacht bezuelt“, dann ass domadder net onbedéngt déi Aarbecht, déi do gemaach gëtt, vill verbessert. Ech mengen, dass et effektiv haut net richtig ass, dat besonnesch a Faillite wou keen Avoir do ass, dass se mussen d'Fräe virstrecken an dass se en extrem ridiculë Montant bezuelt kréien. Mir wäerten also och do virun der Summerpous den Text presentéieren, deen déi Montanten erhéicht.

D'Fro, déi awer méi eng schwierig ass, ass déi, ob een net effektiv, wéi den Deputéierte Santer an enger Zwëschefro opgeworf huet, quasi professionell Curateure muss hunn, well ech kann lech soen als een dee fréier de Beruff vum Affekot hat, dass et äusserst schwierig ass, wann een esou eng Faillite kritt a vum Betriebsfonctionnement vun där Firma, déi een do vum Gericht virgeluecht kritt, net terribel vill versteet, an dat niewent villen aneren Dossierer mécht, fir dee Beruff vum Curateur op eng professionell Aart a Weis ze maachen. Ech froe mech, ob een dann onbedéngt deen ass, deen déi beschte Qualifikatioun huet. Dat hënk selbstverständlech ganz vun der Natur vum Betrib of deen een dohinner kritt. Heiansdo sinn et ganz einfach Failliten, wou net vill dran ze maachen ass. Heiansdo sinn et awer och vill méi komplizierter.

Ech soen also och hei: Et ass net nëmmen eng Fro fir d'Honorairé vun de Curateuren ze erhéien, et ass eng Fro vun der Qualifikatioun. An dat si Froen, déi ech och ganz gare géif an der Commission juridique vun der Chamber, vläicht och an der Kommissioun déi sech ëm d'Economie an d'Classes moyennes bekëmmert, am Detail diskutéieren. Et gëtt hei keng - an dat soen ech de Moie fir d'drëtt schon - einfach Solutiounen, well just e Reglement iwwert d'Honorairé vun de Curateuren, wat mir maachen, ass net d'Léisung.

D'Formatioun ass wichteg. Datselwecht géllt fir d'Police judiciaire. D'Regierung huet net op d'Interpellatioun vun de Moie gewaart fir an deem Beräich eppes ze maachen. Mir hu beim Budget fir d'Joer 2003 gesot, dass d'Police judiciaire géif an dësem Joer 20 Leit bäikréien, notament fir am Beräich vun der organisierter Kriminalitéit an der Wirtschaftskriminalitéit kënnen der extrem komplexer Aarbecht besser nozekommen. Dovunner wäerten och eng Rei Leit sech an Zukunft méi ëm frauduleuses Faillite bekëmmere. Ech mengen, dass mir eng Equipe do brauchen, déi spezialiséiert ass an där doter Matière. Dorobber schaffe mir hin.

Mä nach eng Kéier soen ech: Och wann déi Leit do sinn, da bleiwen déi Enquêtes extrem komplizéiert, well ganz oft fënn een net vill eraus. D'Filière fueren an d'Ausland. Déi Leit, déi dohannert stinn, fënn een net oder et fënn ee keng Tracé vun deenen Operatiounen. Et muss een dat dote maachen. D'Regierung mécht et. Ech maachen et als Justizminister. Mä ganz einfach sinn déi Enquêtes net. De Parquet économique hu mir scho mat zousätzleche Leit ausstafféiert. Mir wäerten op deem Wee weiderfueren. Dat ass fir eis eng ganz wichteg Saach.

Och d'Zuel vun den Untersuchungsriichter, well ganz komplizéiert Affaire komme jo bei den Untersuchungsriichter, hu mir gehéicht. 1998/1999 hate mir sechs Untersuchungsriichter. D'nächst d'Joer wäerte mir der zéng hunn. Do gesidd Dir also, dass mir och déi Zuel gehéicht hunn. Net nëmme weinst dësen Affären, mä och weinst dësen Affären, well ech si mat villen Deputéierten, déi de Moien hei geschwat hunn, d'accord, dass de Kampf géint frauduleuses Failliten e wichtege ass, fir dass déi éierlech Geschäftsleit net an déi nämlech Këscht gehäit gi wéi déi

deé versichen um Bockel vun aneren hir Suen ze maachen.

Ech wëll drop hiweisen, an dat ass de Moien hei ugeschwat ginn, dass mir musse kucken ob Betriber hir Bilanen déposéieren, well een oft gesäit dass wa keng Kontabilitéit méi kennt, dat net onbedéngt en extrem seriö geféierte Betrib ass. De Parquet deelt mir mat, dass zum Beispill d'lescht Joer 180 Betriber zu Lëtzebuerg liquidéiert gi sinn op Demande vum Parquet, well se net hiren Obligationen vum Gesellschaftsrecht nokomm sinn an net hir Konten um Registre de commerce an esou weider déposéiert hunn, also déi Liquidatiounen déi opgrond vum Artikel 203 vum Gesetz iwwert d'Gesellschaftsrecht stattfannen. Dat ass net näscht.

Do gesidd Dir also och, dass ganz vill Aarbecht gemaach gëtt an eng ganz Rei Betriber ewechgebotzt ginn, déi net den Obligationen vum Gesetz entsprechen. Och op deem Wee wäerte mir weidergoen a mam neie Registre de commerce, engem informatiséierte Registre de commerce, wäert villes dovunner méi einfach ginn.

Da wäerte mer selbstverständlech net nëmmen d'Problematik an d'Législatioun vum Gesellschaftsrecht eis ukucken, mä och déi vun der Gestion contrôlée. Dat ass de Moien hei vun e puer Säiten approuvéiert ginn an dat hate mir och schon am Aktionsplang vum Mëttestandsminister annonciéiert. Vu dass dat alles Kompetenze sinn déi e puer Ministere betreffen, schaffe mir do selbstverständlech zesummen drun.

Mir wäerten am Gesetz iwwert d'Gestion contrôlée, wat effektiv ganz al Texter sinn, eis nei Mëttele gi fir méi oft kënnen eng Gestion contrôlée ze maachen. Dat heescht enner aneren, dass mir déi Betriber wäerten änneren, déi énnert eng Gestion contrôlée kënnen falen. Haut sinn dat d'Commerçanten. An Zukunft hätte mir och gären, dass dat d'Handwerker an d'Sociétés civiles sinn, déi eng Form vun enger Société commerciale huelen. Mir wäerten och versichen den Débiteur dozou ze incitéieren fir méi Recours ze maachen op de Mechanismus vun der Gestion contrôlée. Notament muss een do u Mechanismen denken, dass engem a verschiddene Situatiounen seng Scholde kënnen nogelooss ginn. Dat ass awer alles net esou einfach hinzekréien.

Et muss een och kucken ob wéi haut net nëmmen de Commerçant dierf d'Gestion contrôlée froen, mä ob och anerer kënnen d'Gestion contrôlée an Zukunft froen: d'Gericht, d'Salariéen, Créanciers. Dat ass déi Pist op déi, mengen ech, mer sollte goen.

Da wëll ech och d'Prozedur vun der Gestion contrôlée verbesseren an deem Sënn datt et och muss méiglech ginn direkt e Commissaire ze nennen, ouni iwwert d'Phas vum Juge délégué ze goe wéi dat haut de Fall ass, fir also kënn méi effikass a méi schnell an deem dote Beräich aktiv ze ginn, virun allem wat d'Zil vun der Gestion contrôlée ubelaangt, datt dat zu enger Reorganisatioun vum Betrib féiert an net wéi haut ganz oft just zur Liquidatioun vum Betrib. Mä och do wäerte mer nach vill Schwierigkeete begéinen.

Mir sinn äifreg amgaang esou e Gesetz ze schreien, mä Dir wësst datt ee qualifizéiert Leit brauch déi dat maachen. Erëm eng Kéier wäert dat de schwierigste Punkt sinn. Dat ass ee Punkt, deen net un der Regierung hënk, mä datt ee Leit fënn déi dat op eng professionell Aart a Weis kënn maachen, fir esou ee Betrib erëm op d'Schinn vun engem wirtschaftlech akzeptabelen Emfeld ze féieren an esou déi Aarbechtsplaze kënnen ze erhalen, déi do um Spill stinn.

D'Regierung wëllt also duerch eng Rei Ännerunge vum Gesellschaftsrecht, vum Autorisation d'établisse-

ment-Gesetz a vun der Gestion contrôlée - dat ass am gesetzliche Beräich -, an anerersäits am Beräich vun der Lutte géint d'Faillites frauduleuses eng substanzuell Kontributioun maache fir eng Rei Failliten ze évitéieren. Dat ass een Effort deen net haut eréischt ufänkt. Deen huet an der Vergaangenheet ugefaangen an dee wäert viruoen. Alles anescht si Moossnamen, och där déi haut de mueren hei proposéiert gi sinn, iwwert déi ee kann diskutéieren. Mer kommen zum Deel vläicht drop zrëck wa mer déi eng oder déi aner Motioun kucken.

Ech wëll nach e Wuert zu de Privilegie vum Stat soen, wat virun allem Privilegie si vun der Sécurité sociale a vun de Steierverwaltungen. D'Regierung mengt net datt et eng gudd Iddi wär, déi Privilegien automatesch ofzeschaffen, well d'Privilegie vum Stat sinn net déi vum Finanzminister, vum Budgetminister oder vum Sécurité sociale-Minister, et sinn déi vun der Kollektivitéit. Déi déi hir Steieren net bezuelen, déi déi hir Sécurité sociale net bezuelen, déi maachen dat op Käschten an zu Laaschte vun all deenen anere Steierzueler hei am Land, an dofir hunn déi Privilegie schonn eng Daseinsberechtigung. Et kann een diskutéieren vläicht ob een déi net misst adaptéieren oder plafonéieren, mä de Privileg en tant que tel, do fënn d'Regierung datt een deen net soll ofschafen, well et hei em den Intérêt général vun de Leit hei am Land geet.

Här President, ech hu selbstverständlech gesinn datt och meng Zäit scho laang ofgelaf ass.

■ Une voix. - Jo, jo, déi léif Riedezäit!

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Déi der Regierung vum Reglement virgeschriwwen Riedezäit ass eriwuer, dofir géif ech proposéieren datt mer iwwert d'Detailfroe kënnen an deenen zoustännege Parlamentskommissiounen diskutéieren. D'Projet de loi vum deenen eenzelne Ministère wäerte souwisou an deenen nächste Méint, jiddefalls nach virun der Summerpaus, déposéiert ginn, an da kann een op dat eent oder anert agoen. De Sujet prétériert sech net fir l'icht an einfach Solutiounen, an och net fir Sätz déi der Technicitéit vum Sujet net Rechnung droen. Dofir géif ech mengen, datt d'Kollegen och missten d'accord sinn, datt mer op déi Froen an de Kommissiounen zrëckkommen.

■ M. le Président. - D'Diskusioun iwwert d'Interpellatioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert d'Motiounen déi age-reecht gi sinn. D'Motioun si verdeelt ginn. Dir hutt se schréfflech virun lech leien. Ech mengen, mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Motions

Den Här Jeannot Krecké freet d'Wuert zur éischter Motioun. Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, zur Fro vun der Publicitéit. Do fannen ech, do gëtt e Schrëtt gemaach dee ganz wäit geet an d'Fro ass jo e bësschen déi vun der Centralisatioun an der Gestiou vun deene Créancen. Et géif eiser Fraktioun zu deemem Zäitpunkt emol duergoen, dass dat op enger Plaz géif zesumme kommen, well do hannendrun hänkt jo eng ganz Rei Secreten. Mir kënnen dofir de Begrëff „publicité“ net einfach esou iwwer eng Motioun festschreiwen.

Ech géif dat Wuert „publicité“ ersetzé wëllen duerch eent - bon, et fällt mer elo net vill an -, vläicht Centralisatioun, Gestiou vun deene Créancen oder Observatioun vun deene Créancen, mä „publicité“ kann ech net stëmmen, mä dass et awer op iergendenger Plaz géng zesumme kommen, dogéint hunn ech guer näischt.

■ M. le Président. - Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, dat hei ass sécher eng interessant Motioun, besonnesch wann ee kuckt wat fir eng Debatte mer an deene leschte Wochen haten iwwer Secret bancaire, iwwer Secret fiscal.

Hei gëtt also gefuerdert datt mer solle sécherstellen, datt jiddfereen dee seng TVA a seng Steiere net bezuelt huet no zwee Méint, datt dat da veröffentlecht gëtt. Ech muss soen, datt ech bei esou enger Motioun relativ erstaunt sinn. Ech weess net ob jiddfereen am Land et eng gudd Iddi fënn, datt no zwee Méint bekannt gëtt wie seng TVA scho bezuelt huet a wien nach net. Dofir mengen ech ass dat hei e Wee, dee mer net onbedéngt solle goen. Et ass éischter de Wee, an doriwwer hu mer de moien net vill geschwat, fir ze kucken datt d'Leit zu enger besserer Zahlungsmoral kommen.

Ech hunn lech gesot datt et em kontradiktoesch Intérêt geet. Wéi mer an der Commission juridique viru kuerzem een europäeschen Text hate fir méi schnell ze bezuelen, dunn ass hei vu bal allen Deputéierte gesot ginn, dat géif dach op kee Fall goen. Ech zitieren net gären hei Députés-maires déi gesot hunn, dat kéim absolut net a Fro datt do misst esou schnell bezuelt ginn.

Ech wëll lech also soen: Dat wat hei verlaangt gëtt, ass an där dote Form net duerchsetzbar. Op där anerer Säit muss mer kucke wéi an Zukunft d'Betriben, d'Débiteuren, öffentlech a privater, méi schnell kënnen bezuelen. Ech hunn dofir en Text déposéiert, dee mer am europäesche Ministerrot ugeholl hunn. Ech hoffen, datt deen dann och eestëmme gestëmmt gëtt, mä des Motioun, mengen ech, ass an der Praxis wéinst alle Schwierigkeiten a wéinst alle Grundprinzipien, déi mer ëmmer haten, net éimsetzbar. Ech mengen och, datt et net am Intérêt wär vun de Geschäftsleit hei am Land.

■ M. le Président. - D'Wuert hunn nach gefrot den Här Jean-Paul Ripinger an d'Madame Renée Wagener.

■ M. Jean-Paul Ripinger (DP). - Här President, ech sinn iwwert déi Motioun hei skandaliséiert, well hei gëtt verlaangt dass d'Regierung opgefuerdert gëtt e Projet de loi auszuschaffen deen de Betriber imposéiert - well déi si jo net genannt dran, mä em déi handelt et sech jo -, respektiv den Administratiounen imposéiert d'Créance vun der TVA, vun der Sécurité sociale a vun de Steieren ze publizéieren.

Ech muss soen, et muss ee scho wäit goe fir sech et ze erlaben dat dote vun enger Regierung ze froen.

■ M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Renée Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG). - Här President, mir hunn do manner Problemer. Mir fannen déi Motioun net oninteressant, mä den Délai vun zwee Méint, dee schéngt eis awer absolut ze kuerz ze sinn an dofir wäerte mer eis enthalen.

■ M. le Président. - D'Wuert huet elo nach den Här Jacques-Yves Henckes.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, d'Motioun entsprécht enger Fuerderung vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Métiers, well se alleguerten ënnert dem Privileg occulte vum Trésor leien.

■ Une voix. - Schwätzt Der vun der éischter Motioun?

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Jo, ech schwätze vun der éischter Motioun.

Dowéinst, mengen ech, wär et richtig, datt ee pour le moins eng Zentralstell hatt wou dat erfaasst gëtt. Iwwert den Délai vun zwee Méint oder dräi Méint, doriwwer kann diskutéiert ginn. Dat ass eng aner Geschicht.

Mir wieren d'accord fir verschidden Amendementer virzebréngen. Ech géif proposéieren, wann et méiglech ass, fir dass een awer kann iwwer e präzisen Text diskutéieren, des Motioun an enger anerer Sëtzung nach eng Kéier drun ze huelen.

(Interruptions)

Am anere Fall géife mer se wëllen amendéieren: „...imposant un enregistrement des créances de TVA pour garantir leur caractère privilégié“ a sträichen: „...tous les deux mois au moins“.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, kann ech den Här Henckes froe wien dann Accès zu där Zentralstell hatt. Kann dann do all Mënsch kucke goen ob de Betrib XY, den Affekot Z seng TVA an deene leschten zwee Méint bezuelt huet? Wéi stellt Der lech dat da vir?

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Wann een e Prêt mécht oder eng Hypothék huet, gëtt dat enregistriert. Dat ass ganz l'icht, dat ass en Document public. Et ginn zwar net vill Leit dat kucken, mä et ass awer public. Et ka ganz gudd op enger Plaz sinn.

Wann hei d'Regierung mengt, oder wann de Wonsch géif ausgedréckt ginn, datt dat net sollt public sinn, da kënnen mer och doriwwer diskutéieren, mä dat Wichtigst ass, datt deen Abléck, wou een eng Soumission publique mécht, datt dann op enger Plaz geséichert ass, datt een net kann iwwer all méiglech Moyenen do derlaanscht kommen.

An dat Zweet ass, datt et wichtig ass, datt iwwert de Wee vun den Zertifikater jiddferee weess, datt een eng Gesellschaft soumissionnéieren deet déi propper ass, an da mécht een e Contrat de sous-traitance wou déi Firma, déi geschéllt ass, deen Ablack net ka gemaach ginn. Dat huet den Enregistrementdirekter ons déi lescht Kéier an der Finanzkommissioun matgedeelt an do muss onbedéngt léigéiert ginn.

Mir hätte gär gehat wa mir hätte kënnen dat heien an der Commission juridique beschwätzen. Mir géingen also hei deen Amendement esou proposéieren, datt den Enregistrement géng op jiddfer Fall déi Donnéeë kontrolléieren an zur Dispositioun hunn, fir kënnen ze agéieren. Ob et elo iwwert de Wee vun engem Réquisitoire vum Parquet ka kloer gestallt ginn, dat, mengen ech, wier och nach eng Méiglechkeet, datt et kënn public iwwert dee Wee gemaach ginn. Dofir hu mir d'Wuert „enregistrement“ proposéiert statt „publicité“.

■ M. le Président. - Den Här Weiler freet d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV). - Ech weess guer net iwwer wat mir elo ofstëmmen. Stëmme mir iwwert deen Text of, deen hei virläit, stëmme mir iwwer en aneren Text of? Wa mir iwwer en aneren Text ofstëmmen, da soll den Här Henckes eis genee soe wéi een Text datt dat ass, fir datt mer wësse wat mer maachen.

Wann en et selwer net weess, da soll en déi Motioun zrëckzéien.

(Interruptions diverses)

■ M. Nico Loes (CSV). - Dat do gëtt des Kéier eng elektronesch Faillite!

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - „Invite le Gouvernement à déposer un projet de loi imposant l'enregistrement des créances de TVA, de sécurité sociale et d'impôts directs au moins pour garantir leur caractère privilégié“.

■ M. le Président. - Ass d'Chambre d'accord fir dat do esou ze amendéieren?

(Négation)

Also stëmme mer of iwwert d'Motioun 1, esou wéi se virläit.

(Interruptions diverses)

Wien d'accord ass datt mer d'Motioun an deem Sënn amendéiere wéi den Här Henckes gesot huet, dee soll emol d'Hand an d'Luucht hiewen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR), *interpellateur*. - Här President, ech mengen iwwert den Amendement brauche mer net ofzestëmme. Eng Fraktioun kann zu all Moment eng Motioun amendéieren, an dat ass heimadder gemaach, esou datt mer elo nëmmen iwwert déi amendéiert Motioun kënnen ofstëmme.

■ M. le Président. - Ech sinn och dofir, et soll direkt kloren Dësch gemaach ginn.

Mir stëmme also iwwert déi amendéiert Motioun 1 of.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant que le caractère occulte des créances privilégiées de l'Etat laisse paraître une entreprise fragilisée comme parfaitement saine;*

- *considérant qu'en cas de faillite de la société le caractère privilégié de ces créances permet à l'Etat de récupérer ses créances avant les créanciers chirographaires;*

invite le Gouvernement

- *à déposer un projet de loi imposant l'enregistrement des créances de TVA, de sécurité sociale et d'impôts directs au moins pour garantir leur caractère privilégié.*

Vote

Déi fir déi amendéiert Motioun si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass mat 33 Nee-, 12 Jo-Stëmme an 10 Abstentioune verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferry Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Mir kommen elo zur Motioun 2.

Den Här Justizminister Frieden huet d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Ech wollt just ee Wuert zu där Motioun soen, well d'Reglung keen esou e Projet de loi kann déposéieren. Et geet iwwerhaupt net datt een esou eng Kompensatioun géng maachen. Den Här Krecké huet méi richtig vun Neutralisatioun geschwat. Déi gëtt haut op enger Ad-hoc-Basis gemaach, wann ee Betrib vun Beispill an där enger Steierverwaltung nach ganz vill Suen ze bezuelen huet a vun där anerer Steierverwaltung der nach ze kréien huet, an et geet een dohinner, et huet ee gudd Argument, an et kann ee beweisen, datt een do eppes wëllt maachen, da kann een dat a cas par cas kucken. Doriwwer e generell Gesetz maachen, an der Praxis wär dat iwwerhaupt net machbar. Dat géng zu enorm ville Contentieuse féieren. Deen een huet nach iergendwou eng Livraisoun gemaach. Déi gëtt vläicht déi Woch duerno bezuelt, deen huet awer nach Steieren ze bezuelen, also dat ass esou net machbar. Dat kléngt einfach a gudd, mä dat geet iwwerhaupt net.

Wann een notamment bei de Steieren e Problem huet, ech mengen dat hunn d'Steierverwaltungen och bewisen, accordéiere se och Délaien, loosse mat sech schwätzen, a wann ee bewiese kann datt een déi eng Steierzort nach ze bezuelen huet an déi aner erëmzekréien, da fënn een ëmmer Solutiounen. Mä fir doriwwer e Gesetz ze maache wou ee seet „do fällt alles drënner“, do kënn de Problem vun der Contestatioun vun de Créancen, dat ass iwwerhaupt net machbar wat hei gefuerdert gëtt.

■ M. le Président. - D'Wuert huet den Här Henckes.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Anscheinend ass et hei zu Lëtzebuerg net machbar, mä et ass machbar a ganz villen aneren europäesche Länner, notamment am Frankräich, an et ass anscheinend esouguer machbar an enger Proposition de directive, déi augeblécklech beim Europaparlament iwwert d'Marchés publics virgeholl gëtt, well et justement méiglech ass.

Dat eenzegt wat ass, déi zwou Créance mussen certaine, liquide et exigible sinn, mä datt een déi Procédures de paiement, déi beim Stat heiansdo ganz laangwierig sinn, do ka maachen. Mir wäerten och als ADR eng Proposition de loi an deem Sënn deposéieren, fir dat dote kënnen ze maachen.

Fir de sozialistesche Kollegen entgéint ze kommen, kënnen mer natierlech awer och d'Wuert „compensation“ duerch „neutralisation“ ersetzen, mä ech mengen d'Mechanisme bestinn a mir wäerten an deem Sënn och agéieren.

■ M. le Président. - Mir stëmme also of iwwert d'Motioun 2.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 33 Nee-, 16 Jo-Stëmme a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Jeannot Krecké et Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Fred Sunnen), Jean-Marie Halsdorf, Norbert

Hauptert (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas (par Mme Simone Beissel), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux et Jos Scheuer.

Da komme mer zur Motioun 3.

Den Här Minister Grethen freet d'Wuert.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*. - Här President, ech hat am Numm vun der Regierung d'Geleeënheet fir ze soen, datt mer ganz vill op dësem Gebitt gemaach hunn, an och nach weider maachen, datt mer awer net gewaart hunn op dës Invitatioun an der Motioun fir ze handelen, ma dat wat hei proposéiert gétt geet wäit iwwert dat eraus wat noutwendeg ass, an dofir biede mer d'Chamber dës Motioun ofzeleenen.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wëll drop hiweisen, datt anscheinend d'Regierung wëllt e Projet de loi déposieren iwwert d'Reform vum Etablissement, wou notament dat heite virgesinn ass, ma ech huelen Akt dovunner datt d'Regierung vläicht elo hire Projet de loi wëllt amendieren.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*. - Här President, ech hunn elo just gesot datt d'Regierung scho vill gemaach huet op dësem Gebitt an och nach wäert weider op dësem Gebitt täteg sinn. Den Här Henckes rennt hei einfach oppen Dieren an.

M. le Président.- Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 3.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 40 Nee, - 6 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Fred Sunnen), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Alexandre Krieps), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell,

John Schummer et Théo Stendebach;

M. Georges Wohlfart;

M. Jean-Pierre Koepp;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry) et M. Jos Scheuer.

Da komme mer zur Motioun 4.

Den Här Justizminister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Ech géng bidden, datt een dës Motioun kënnt an d'Commission juridique verweisen. Ech muss do technesch Äntwerte kréien. Déi Liste des protêts ass nämlech an der Vergaangenheet net publizéiert gi vum Stat, ob jiddfer Fall net vum Justizminister.

(Interruption)

Ech hunn dovunner keng Ahnung. Ech mengen, datt dat effektiv eng Privatinitiativ war an ech muss also froe wat de Problem war, firwat dat net méi gemaach gétt. Ech hunn déi Äntwert einfach net an dofir wollt ech bidden, datt ech eng Kéier kënnt déi Äntwerte ginn an der Commission juridique, wann ech un déi Beante komm sinn déi déi technesch Äntwerten dorobber hunn. Dat hei ass fir mech keng politesch Fro.

M. le Président.- Sidd Der mat der Proposition vum Här Minister d'accord, fir d'Motioun an d'Commission juridique ze schécken?

(Assentiment)

D'Motioun 4 gétt also renvoyéiert un d'Commission juridique.

Da komme mer zur Motioun 5.

Den Här Minister Fernand Boden freet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*. - Här President, et si jo eng ganz Rei vun Iddien hei ausgetosch ginn, wat ee kënnt maache fir datt d'Entreprisé selwer missten e Businessplang virleeën. Déi eng hu gemengt et sollt een dat maache wann d'Entreprisé géife gegrennt ginn, an do ass jo dann an enger Motioun festgehale ginn, datt de Businessplang soll gemaach ginn all Kéiers wann e Betrib géif öffentlech Bähëllef kréien.

Ech sinn och éischter der Meenung datt ee soll an déi Richtung goen, datt een, wann e Betrib gréisser Investitiounen täteg, do soll e Businessplang virleeën, wéi wann een dat bei all Grënnung vun enger klenger Entreprise muss maachen.

Ech sinn awer net der Meenung, datt ee bei all Betrib, deem iergendeng kleng Bähëllef freet, misst e Businessplang vun dräi Joer froen; datt een all Joer misst dann och nach e Compte rendu maache wéi de Betrib sech entwéckelt huet. Dat gétt awer eng Paperasserie, déi ouni Zweifel ganz zu Käschte vun de Betriber geet. Et ass also menger Meenung no net sennvoll fir dat ze maachen.

Wat ech kann assurieren, dat ass, wann een e Betrib grënt an dobäi vu staatleche Beihëllef profitiere wëllt - dat gétt och haut scho gemaach -, dass een da muss e Businessplang virleeën an dass een bei gréisseren Investitiounen dat

Nämlecht soll maachen, domat si mir 100% d'accord, ma dass bei all kleng Investitioun, déi een täteg, a bei all Entreprise déi ee grënt, e Businessplang soll virgeluecht gin an e jährelche Bericht, dat schéngt mir iwwerdriwwen ze sinn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*. - Här President, ech wollt, en complément vun deem wat mäi Kollege Fernand Boden gesot huet, d'Chamber informieren, dass am industrielle Secteur dat hei schonn d'Regel ass. All Kéier wann am industrielle Secteur en Investissement gemaach gétt an den Investisseur gären öffentlech Hëllef hätt, da muss hien e ganz detailléierte Projet erreechen. Mir gi souguer esou wäit, dass mir dann, deem wéi d'Envergnure vum Projet ass, och nach eng substanzuell Augmentatioun vun den Egeméttel vun deem Betrib verlaangen, an der Regel bis méi wéi en Drëttel vum gesamten Immobilisé.

Déi Motioun hei ass also an deem Sënn superfétatoire, well dat wat hei verlaangt gétt, op d'mannst wat den industrielle Volet ugeet, scho längst gemaach gétt. Wat méi kleng a méttel Entreprises ugeet, huet den Här Méttelstandsminister scho ganz daillech gemaach, dass déi Formalitéiten hei e Schrëtt an déi falsch Richtung wäeren.

M. le Président.- Den Här Henckes freet nach d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, mir hu versicht hei verschidde Propositionen ze maachen, wou mir wëssen dass se alleguerten als eenzel keng Solution miracle duerstellen. Dat si mir eis all bewosst.

Mir sinn och bereet iwwer verschidde Modalitéiten ze diskutieren. Wat wichtig ass, dat ass dass, wann öffentlech Gelder gebraucht ginn, deem Ablack e Businessplang ugefrot gétt. Dass dat elo net fir 1.000 Euro soll de Fall sinn, ma deem Ablack wou et méi important Montante sinn - da muss een eben e Montant virginn -, beispillsweis wou d'SNCI géng agräifen. Dat besteet jo deelweis fir ganz héich Montanten. Ma onser Meenung no soll et och bestoe fir déi méttel Montanten.

Mir wäeren awer bereet fir deem Ablack den Dispositiv vun der Motioun „d'un «business plan» sur trois ans“ ze beschränken op Fall wou öffentlech Gelder gefrot ginn. De Compte rendu annuel ka vläicht spéiderhin nach eng Kéier gefrot ginn, wann et noutwenneg ass, ma deem ass fir ons net essentiel. Dat Wichtigst ass, dass deem, deem öffentlech Gelder kritt, sech pour le moins muss bewosst sinn ob säi Betrib rentabel ass, ob richtig gehandelt gétt oder net.

M. le Président.- Mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun 5.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 34 Nee-, 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Da kéime mer zur leschter Motioun, zur Motioun 6.

Den Här Justizminister Luc Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, ech invitéieren d'Chamber dës Motioun ofzelehen aus zwee Grënn. Beim zweeten Tired geet et em d'Gesetz iwwert d'Gestion contrôlée. D'Regierung huet schonn e puermol gesot, dass se amgaange wär dat Gesetz ofzeänneren. Dat huet de Minister Boden a sengem Plang iwwert d'PMEen. Ech hunn och virdru gesot, dass mir do scho relativ wäit fort sinn. Also brauch een dofir keng extra Motioun.

Deen éischten Tired vun de Curateurs professionnels schéngt mir eng Iddi ze si wou ee ganz gutt iwwerleeë muss, ob een där iwwerhaapt genuch fëntt a wat fir eng Profession dat da wär. Dofir géng ech net direkt wëllen, dass d'Regierung opgefuerdert gétt hei e Projet de loi ze déposieren. Ech hu gesot, dass mir d'Rémunératioun vun den aktuelle Curateurs wëllen erhéien an dann emol kucke wat fir en Effet dat huet. Bei der Iddi vum Curateur professionnel, déi ech a priori - dat hunn ech och virdru gesot - keng schlecht fannen, muss een awer emol fir d'éischt kucke wat dat fir e Berufsstand wär. Géng dee just dat maachen? Dofir muss ee sech iwwer all déi dote Froe weider Reflexiounen maachen éier een esou eng Motioun ka stëmmen.

M. le Président.- Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Iwwert d'Fro vun de Curateurs ware mer eis alleguerten eens, dass et esou wéi et elo fonctionnéiert net gutt ass. Ech menge mir sollten an der juristescher Kommissioun doriwier schwätzen, well fir hei elo ze soen: „Dat muss mar e professionnelle sinn an dat ka kee liberale sinn“, do kann ech mech op alle Fall net driwwer äusseren. Ech mengen och déi Fro vun der Gestion contrôlée ass eng déi relativ technesch ass a wou et schwéier ass, menger Meenung no, déi iwwer eng Motioun einfach hei esou ofzehandelen.

Ech géng de Kollege vum ADR proposéieren déi dote Motioun zrëck an d'Kommissioun ze ginn, fir dass an der juristescher Kommissioun nach eng Kéier am Detail doriwier geschwat gétt.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, mir sinn d'accord fir déi Motioun nach eng Kéier an der Commission juridique ze diskutieren. Wa mir den Ausdrock gebraucht hunn „curateurs professionnels“, da kann et ganz gutt si mat deem augenbléckleche System, dass et Affekote si respektiv aner Leit, déi dat maachen. Dat Eenzegt wat net gutt ass ass, dass et all Kéiers onerfuere Leit sinn déi keng Zäit hunn an déi schlecht rémunériert sinn. Doduerjer gétt d'Aarbecht net gemaach wéi se sollt gemaach ginn.

Dat zweet ass: Mir woren eis bewosst, wéi mir d'Motioun redigéiert hunn, dass et ganz schweier ass fir e System vu Gestion contrôlée einfach an enger Motioun ze definieren. Dofir hate mir ons un der Législation française inspiréiert. Dat war d'Motivatioun déi hannendru stung. Ech hunn awer fonnt, dass d'Regierung och op dee Wee goe wëllt, an dofir wäere mir bereet an der Commission juridique nach eng Kéier iwwert d'Motioun an d'Dispositiounen ze diskutieren.

M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord fir se zrëckzeweisen un d'Kommissioun?

(Négation)

D'Ofstëmmung gétt verlaangt.

Mir stëmmen dann driwwer of.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 6 ass verworf mat 34 Nee-, 8 Jo-Stëmmen a 15 Abstentiuonen.

Ont voté oui: M. Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas (par M. John Schummer), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Jeannot Belling), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Dir Dammen an Dir Hären, domader wäere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.05 heures)

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

Ordre du jour

1. Question urgente N°1996 de M. Serge Urbany relative aux nouvelles mesures contre l'Irak

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG et par le groupe socialiste au sujet d'une éventuelle guerre en Irak

(Discussion générale - Motions - Votes)

2. 5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale)

3. Dépôt d'une proposition de loi
4. 5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

(Discussion générale - suite - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

5. Motion adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire suite au rapport spécial de la Cour des Comptes sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales

(Discussion générale - Motion et Résolution - Votes)

6. Naturalisations

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Fir haut de Mëtten hunn den Här François Bausch am Numm vun der Fraktioun vun deene Gréngen an den Här Jeannot Krecké am Numm vun der sozialistescher Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert een eventuelle Krich am Irak ugefrot. D'Präsidentekonferenz huet décidéiert dem Här Serge Urbany seng Drénglechkeetsfro iwwert den Irak an des Aktualitéitsstonn ze integréieren. D'Wuert huet elo den Här Serge Urbany fir seng Drénglechkeetsfro ze stellen.

1. Question urgente N°1996 de M. Serge Urbany relative aux nouvelles mesures contre l'Irak

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG et par le groupe socialiste au sujet d'une éventuelle guerre en Irak

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, beim Débat, dee mir den 10. Oktober hei iwwert déi irakesch Fro schonn eng Kéier haten, ass vu Majoritéitssait gesot ginn, dat Wichtigst wier elo fir all interesséiert Memberstater den Drock op den Irak oprecht ze erhalen, fir dass en Inspektiounen zouléisst.

Elo hunn déi Inspektiounen awer näischt erginn, mä d'Drohkuiliss, déi haaptsächlech vun den USA opgebaut ginn ass, geet trotzdeem weider, esou dass ee muss dovun ausgoen, dass déi Drohkuiliss - wéinstens vu Saite vu verschidde- ne vun hiren Acteuren - aner Ziler verfolgegt huet wéi eng Waffekontroll am Irak. D'Stonn vun der Wourecht réckelt ëmmer méi no. Däitschland a Frankräich, Membere

vum Sécherheetsrot, leeën an der öffentlecher Debatt a leschter Zäit den Akzent ëmmer méi op eng friddlech Léisung. D'Inspektore selwer froen nach zousätzlech Zäit.

D'Meenungsëmfroe schwätzen eng däitlech Sprooch doriwwer wat d'Weltöffentlechkeet vun engem Krich denkt. 60% vun de Lëtzebuerger sinn dergéint, esouguer wann en ënner UNO-Mandat gefouert gëtt.

E Freiden awer zitt sech den amerikanesche President mat sengem Haaptalliierten, dem englesche Sozialist Tony Blair, zu enger Berodung op Camp David zréck, déi laut Le Monde als „conseil de guerre avant le début d'une intervention militaire contre l'Irak“ bezeechent gëtt.

De 5. Februar wëll den amerikaneschen Ausseminister Colin Powell angeblech déi Bewäiser der UNO virleeën, déi d'Inspektoren op der Plaz trotz intensivem Sichen an trotz Opfuorderung un d'USA dobäi ze hëllefen bis elo net konnte fannen.

Zäitgenau veröffentlechen haut aacht europäesch Regierungschefen, dorënner déi aus England a Spuenien, als Member vum UN-Sécherheetsrot, en Appel fir de Bush ze ënnerstëtzen, wat als Géigenaktioun géint déi däitsch-franséisch Démarche duergestallt gëtt. D'Drohkuiliss dréint sech also elo géint déi Länner - och an der Europäescher Unioun - déi bei demsem Konflikt scheinbar am Kader schéngen ze handele vun der internationaler Legalitéit. Et ass net méiglech offensichtlech eng Léisung an der EU ze fannen, an et ass souguer d'Fro gestallt ob et wünschenswäert ass esou eng Léisung ze fannen, well si jo kéint zu enger Verwässerung vun de Positione féieren, zum Beispill wat eng zweet Resolutioun vum UN-Sécherheetsrot géif ugoen, woua géifen esou Formulierung stoen, dass ee se interpretéiere kéint wéi ee wëllt. D'Madame Ausseminis-tesch hat bei der Debatt am Oktober selwer déi Eventualitéit ugeschnitten.

Ech hunn dofir eng Rei vu Froe gestallt: Ob eng Décisioun e Krich ze

féiere ka geholl ginn ouni konkret Beweiser doriwwer, dass den Irak Massevernichtungsméttel huet, déi och eng Gefor fir de Fridden duerstellen? A wa jo, op wat fir enger juristescher Basis esou eng Décisioun da géif berouen?

Ech hunn och d'Fro gestallt, ob esouguer dann, wa géife Saache bewise ginn, déi den Irak ofgestridden huet, dat an alle Fall zum Krich féiere muss, och da wa keng charakteriséiert Menace contre la paix virläit.

Dann hat ech och nach gefrot, ob am Fall vun enger Krichsdécisioun géint den Irak net kéint der UNO virgeworf gi mat zweeërlee Moossen a Gewichter ze schaffen, wou dach vun anere Géigende vun der Welt vill méi explosiv Gefore vu Massevernichtungswaffen ausginn. Ech denken do prioritär un de Pakistan an Indien, zwee Länner déi sech géigesäiteg mat der Atombomm bedreeën.

Dat ass fir m'äin éischte Froekomplex, deen d'UNO an d'international Legalitéit betrëfft.

An engem zweete Froekomplex hunn ech der Regierung eng Rei vun Explikatiounen gefrot iwwert d'legal Basis vun enger eventueller Ennerstëtzung duerch Lëtzebuerg vun engem eesäitege Virgoe vun den USA an anere Länner, esou wuel wat d'Verfassungsméissegkeet vun esou enger Décisioun géif ugoe wéi och hir Conformitéit zu internationalen Traitéen, zum Beispill och am Kader vun der NATO.

Ech hätt och gären eng prezis Antwort zu deene Froen an och zu de konkreten Aktiounen, déi eist Land dann eventuell an esou enger Hypothees ënnerhuele wëll. Ech wëll betounen, dass ech als militäresch Ennerstëtzung vu Lëtzebuerg och eng einfach logistesche Ennerstëtzung verstinn, zum Beispill wat d'Abzéie vun Transportinfrastrukture wéi de Findel oder anerer ugeet.

Weider wëll ech wesse wéi d'Auswirkung vum engem méigleche Krich op Lëtzebuerg wieren, ob dee Krich elo mat oder ouni UNO-Mandat gefouert gëtt, haaptsächlech wat d'ekonomesch an d'sozial Répercussiounen ugeet.

Ech mengen, Här President, et gëtt Zäit, an d'Leit hunn et och verstanen dobaussen, dass mat där inszenéierter aktueller Farce ëm den Irak opgehale gëtt. Ech sinn der Meinung, dass näischt dee geplante Krich rechtfertegt, am allerminnsten e Krich deen onsëlleg Zivilaffer géif verlaangen.

Et rechtfertegt allerdéngs viles d'Erëmhierstelle vun der internationaler Legalitéit. Et rechtfertegt viles eng allgemeng Ofrüstung, déi ënner der Egide vun der UNO ennerholl gëtt. Et rechtfertegt och viles eng allgemeng Waffekontroll, iwwregens net nëmme géint den Irak, wou se selbstverständlech och ubreucht ass, mä och eng Waffekontroll zum Beispill an deene Fabriken a Länner wou dee Knascht hierkënn, vun deem esou vill an zu Recht virdru gewarnt gëtt, wéi zum Beispill den Anthrax an aner biologesch a chemesch Waffen.

Well ech nach e bëssen Zäit hunn, wëll ech nach eng Kéier, zur beserer Erklärung vun deem wat ech elo gefrot hunn, agoen op m'äin Verständnis vun der UNO-Charta.

M. le Président.- Dir hutt nach eng Minutt Zäit.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Dat geet mer och duer, Här President.

Am Kapitel 7 vun der UNO-Charta gëtt geregelt wat ze geschéien huet, wann eng Gefor fir de Frid-

den, ee Friddensbroch oder en Agressiounsakt virläit. Doriwwer entscheet eleng de Sécherheetsrot, deen e Krich nëmmen als lescht Méiglechkeet kann an d'Afaassen a wann, dann ënner sengem militäresche Kommando, wouzou en awer de Moment net equipéiert ass, esou dass ee kann am Fong geholl soen, dass et sech hei ëm e Gesetz handelt ouni Exécutiounsbestëmmungen. An ech froe mech, ob déi Theorie vum UNO-Mandat iwwerhaupt legal ass a konform mat der UNO-Charta.

Eng eesäiteg Aktioun vu Memberstater, ob individuell oder kollektiv, ass nëmme méiglech wann déi State Géigestand vun enger bewaffneter Agressioun sinn, an dann och nëmmen esou laang wéi den UNO-Sécherheetsrot net d'Saach selwer an d'Hand geholl huet, wouzou en dann och verpflichtet ass, sou dass ech also mengen, dass hei a guer kengem Fall ka geschwat gi vun enger légitime défense vun iergendengem Stat vis-à-vis vum Irak, och wann d'USA an hir nei militäresch Strategie déi Méiglechkeet vun engem Preventivkrich ageschriwwen hunn. Ech wollt och vun der Regierung wëssen, wéi si zu där Méiglechkeet vum Preventivkrich da steet?

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här François Bausch vun der Fraktioun vun de Gréngen agedroen. Den Här Bausch huet Wuert.

Discussion générale

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, den däitsche Wochemagazin Spiegel huet a senger Editioun vun der leschter Woch een Interview mam fréieren Direkter vun der CIA an heitegen enke Beroder vum Pentagon, dem James Woolsey veröffentlecht. An deem Interview war folgend vielsagend Ausso vum Här Woolsey ze liesen: „Es geht nicht nur um Amerikas Abhängigkeit vom Öl, sondern um die der ganzen Welt. Aus kurzer Sicht liegt unsere Verwundbarkeit darin, dass die Saudis die Fördermenge schnell drosseln oder steigern können, weil sie über die Hälfte der weltweiten Swing capacity, insgesamt 4 Millionen Barrel, verfügen. Damit haben die Saudis entscheidenden Einfluss auf den Ölpreis.“ An dann als Konklusioun: „Wir müssen dem Nahen Osten die Ölwanne wegnehmen.“

Déiselwecht Regierung also, déi alles dru setzt fir dass mir net aus der Ofhängegkeet vum Uelech als Energieform sollen erauskommen, andeems se de Kyoto-Protokoll zum Beispill net ratifizéiert an domat déi alternativ a regenerativ Energieforme bremst, setzt deemno op Krich a Gewalt fir sech déi wichtigst Uelechquellen op der Welt ofzesécheren an domat eng Muechtposition weltwäit kritt, déi méi wéi bedenklech ass.

Dobäi ass et esou, dass deen elo abtrünnegen, ondemokratesche Regime a Saudi-Arabien aus deene selwechte Grënn vun den USA während Jorzéngten ënnerstëtzt, opgebaut an operéiert ginn ass.

An och den heitegen diktatorischen Irak-Regime konnt iwwer Joren nëmmen iwwerliewen an an de Besetz vu Massenvernichtungsméttel kommen, well hien am Kader vum Iran-Irak-Krich massiv vun den USA militäresch a finanziell ënnerstëtzt ginn ass.

Et muss ee sech iwwerhaupt d'Fro stelle mat wat fir engem Recht eng Natioun d'Uelechquellen am Noen Oste quasi als hier Eegentum ugesäit. Des kolonial Mentalitéit gehéiert sécherlech net méi an d'21. Jorhonnert. Dat aalt Europa huet glécklecherweis an der Tëschenzäit eng Rei richtig Konsequenzen aus senger onmenschlecher an ausbeuterischer Vergaangenheet gezunn. Et schéngt esou ze sinn, dass Europa sech elo

endlech wëllt zu enger eenheetlecher Aussepolitik bewegen, déi eng Weltfriddensuednung ustriift, déi op d'Ausradierung vun de kolonialen Sënnen aus der Vergaangenheet opbaut, andeems méi eng gerecht a solidaresch Weltwirtschaftsuednung ugestriift gëtt.

Deemno ass virun allem déi besonnen Haltung vu Frankräich an Däitschland, mä och vun der Belsch a jo anscheinend och vun der Lëtzeburger Regierung am aktuellen Irak-Konflikt nëmmen ze begrëssen.

D'Solidaritéit mam amerikanesche Vollek nom 11. September an den internationale Kampf géint den Terrorismus sinn net gläichbedeutend mat blannem Gehorsam par rapport zu enger amerikanescher Regierung déi, am Contraire zu der fréierer Clinton-Administratioun, sech bei der Sich no enger friddlechter Léisung an de Konfliktherder am Noen Osten a virun allem a Palästina ofgemellt hat, fir sech duerno mat enger aggressiver Machtstrategie erëmzemellen an am Sënn vum alen Amerika reng no egoisteschen, eegenen ekonomesch a geostrategesch Gesichtspunkten ze handelen.

Esou war dat, wat de President Bush d'lescht Joer am September um NATO-Sommet ugekënnegt huet, och net erstaunlech, wou hie vun enger Strategie vu Preventivkricher schwätzt. Déi Ukënnegung do ass näischt anescht wéi an d'Richtung ze goen, fir als eenzeg iwwreg bleiwend Militärweltmuecht seng Position mat alle Méttelen ze verteidigen an noutfalls mat Drohungen, Preventivkricher all vermeintlech Konkurrenten a Géigner auszuschalten. Dëst um Hannergrond vu ganz däitleche Wirtschaftsinteresse vun dem amerikaneschen multinationalen industriellen Uelech- a Rüstungskomplex, dee maßgeblich finanziell bedeelegt war, fir dem Georges W. Bush un d'Macht ze verhëllefen. Dat ass entre-temps ee Fakt, deen international weltwäit unerkannt a beleuchtet ass.

Déi Gréng, Här President, sinn der Meinung, dass eis Welt net dierf um Altoer vun e puer multinationale Wirtschaftslobbye geopfert ginn. D'Risiko vun enger zolider Destabiliséierung vun der ganzer Region mat weideren zéngtausenden Doudegen, virun allem an der Zivilbevölkerung, vun engem Of-rutschen an eng ekonomesch Weltwirtschaftskris, si bei deem Konflikt enorm.

De berechtigten Kampf géint den internationalen Terrorismus gëtt duerch des militäresch Aktioun net verbessert, mä au contraire, den internationalen Terrorismus risquéiert duerch des Aktioun neien Nährbuedem ze kréien. De Regime vum Saddam Hussein ass eng brutal Militärdiktatur. Dovu waren déi Gréng och schon iwwerzeegt wéi d'USA nach fonnt hunn si brächten de Saddam Hussein als Verbündeten am Kampf fir d'Ofsécherung vun den Uelechquellen an der Region. Et gëtt elo awer aner Weeër fir dese Regime ewechzekerien an ofzerüsten.

Déi Gréng si fir eng Stärkung vum internationalen Völkerrecht als Waff géint Diktaturen a géint Ongerechtigkeeten. Dëst Völkerrecht kann nëmmen am Kader vun der UNO garantéiert ginn. Et ass dofir onakzeptabel, dass d'USA, amplaz mat den UNO-Inspektoren ze kollaboréieren a se mat geheimen Informatiounen zum Beispill ze beliwieren, d'UNO elo scho während zwee Méint quasi als Geisel benotzt an dass alles dragesat gëtt fir mat militäreschen Drohgebärde kloer ze maachen, dass een enger diplomatescher Léisung souwiso net interesséiert ass.

Déi däitsch kathoulesch Zäitschrëft Publik-Forum hat e ganz gudden Dossier dese Mount doriwwer. Ech wëll ee Saz zitieren, dee menger Meinung no ganz gutt resüméiert

ëm wat et an deem heite Konflikt geet. Ech zitieren: „Im Kern geht es um die Stärke des Rechts gegen das Recht des Stärkeren, und das heißt vor allem Stärkung der Vereinten Nationen.“ Ech mengen dës Saz, dës Formulatioun bréngt et op de Punkt, ëm wat datt et geet.

Et kann een dofir nëmme begréisen, datt am Sécherheetsrot 11 vu 15 Natioune fir eng Verlängerung vum Mandat vun den Inspektore gestëmmt hunn. Dës Votum muss eiser Meenung no respektéiert ginn an d'Inspektore mussen ouni Drock, mä mat tatkräfteg logistescher Ënnerstützung esou laang Zäit kréie wéi se brauche fir hir Missioun ze erfëllen. Et kann elo net esou sinn, datt et soll an d'Richtung goen, Dir Dammen an Dir Hären, datt se vläicht just zwou Woche kréien. Zwou Wochen, déi déi Vereenegt State souwisou nach brauchen, fir och déi lescht Panzeren dohinner ze féieren déi se brauchen, fir d'Interventioun ze maachen.

Ech muss och soen: Ech sinn erstaunt driwwer, wann ëmmer erëm geschriwwen gëtt datt déi Vereenegt State d'nächst Woch nei Beweiser géife virleeën, déi eng Militärinterventioun géife rechtfertegen. Mir verlaangen, datt emol iwwerhaupt endlech Beweiser virgeluecht ginn. Bis elo sinn et keng ginn an ech fäerten, dass dat wat mer d'nächst Woch wäerte virgeluecht kréien net wesentlech besser wäert si wéi dat wat mer schonn am Hierscht presentéiert kritt hunn.

Datt mer do richteg leie mat eiser Meenung, dat bestätegen ons esou Leit wéi zum Beispill den amerikanesche fréieren UNO-Waffeninspekter Scott Ritter, deen - ech wëll drop hiweisen - en iwwerzeegte Republikaner ass, deen den George Bush nach bis 2000 ënnerstëtzt huet, fir datt hie sollt President gi vun de Vereenegte State, deen haut an de Vereenegte State vun deenen nämlechte Leit als Landesverreiter verschrie gëtt, well hien drop hiweist datt dat wat de Moment par rapport zum Irak gezielt gëtt einfach net méi der Realitéit entsprécht.

Hie geet dervun aus, datt während där Zäit, wou hie selwer an der Inspektioun war, tëschent 1991 an 1998, tëschent 90% a 95% vun deene vermeintleche Massenvernichtungsmëttel zerstiërt gi sinn, an datt et einfach net seriö wier fir haut ze maache wéi wann den Irak eng Bedrohung kënn duerstelle fir d'Weltgemeinschaft, a scho guer net fir déi Vereenegt State.

Et brauch keen eis hei ze erkläre wat den Irak-Regime duerstellt. Dat ass kloer. Et ass eng Diktatur. Et ass eng schlëmm Diktatur déi sech souguer net scheid, wann et muss sinn, fir par rapport zu hirer eegener Bevölkerung Massenvernichtungsmëttel unzewenden, mä, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Donnéeë kuckt op déi mir kënnen de Moment zréckgräifen, déi mer de Moment vun deene verschiddenste Säiten a leschter Zäit presentéiert kritt hunn, da stellt een awer fest, dass et entre-temps hei net méi ëm d'Massenvernichtungsmëttel geet, mä ëm ganz aner Saachen.

Ech muss lech och soen: Ech fanen et eigentlech relativ schlëmm, dass déi Strategie do gefouert gëtt an dass zum Deel souguer déi schrecklech Ereegnesser vun 11. September elo ausgenotzt gi fir déi dote Strategien duergesat ze kréien.

Déi Gréng, Dir Dammen an Dir Hären, stinn op der Säit vun där amerikanescher Bevölkerung, déi ëmmer méi massiv och an den USA selwer net méi averstanen ass mat där doten Administratioun, déi et fäerdig bréngt déi Vereenegt State ëmmer méi an eng Zwéckmillchen ze bréngen. Mir sinn op der Säit vun deenen Honnerttausenden, déi och an de Vereenegte State ufänken ze manifestéieren géint dat wat do soll passéieren,

géint dat Onrecht an dat sech do dës amerikanesch Regierung wëll lancéieren mat Konsequenzen, déi weder fir déi Vereenegt State a scho guer net fir de Mëtteren an Noen Osten iwwerschaubar sinn a wou dat soll hiféieren.

Här President, fir eis ass et duerfir och kloer: Deen heite Konflikt muss mat alle Moyene verhënnert ginn. Eis Meenung ass: Wann am UNO-Weltsécherheetsrot déi Décisioun an engem positive Sënn geholl gëtt an d'Amerikaner sech zum Beispill dann awer driwwer ewechsetzen an en Alleingang maachen, da muss schäerfstens dogéint protestéiert gi vun alle Regierungen, well hei geet et schlussendlech och ëm d'Crédibilitéit vun der Institutioun UNO a vum Völkerrecht insgesamt. Wann dat passéiert, dass an der UNO sech keng Majoritéit erauschielet oder kee klaren Optrag kënn fir d'Amerikaner an deen Alleingang do awer gemaach gëtt, dann ass dat d'Enn vum internationale Völkerrecht.

An deem Sënn, Här President, hunn ech eng länger Motioun virbereet, déi all déi Saachen do erëmgëtt an déi ech hei wëll déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la résolution 1441 qui définit les modalités de travail des experts en désarmement en Irak;

- considérant que malgré l'acceptation de ladite résolution par le gouvernement irakien les gouvernements américains et anglais ont préparé militairement la guerre en Irak, en arguant que l'Irak détient des armes de destruction massive et viole de façon patente la résolution 1441 (alors que les inspecteurs de l'ONU et de l'AIEA n'en ont donné qu'une analyse préliminaire);

- considérant que ces préparations de guerre constituent elles-mêmes une menace pour la paix et la stabilité au Proche Orient;

- considérant qu'aucune preuve n'a été fournie jusqu'à présent par l'administration américaine de l'implication du régime irakien dans les activités terroristes d'Al Qaida;

- considérant dès lors que la question de la lutte légitime contre le terrorisme n'est pas liée à celle du renversement du régime de Saddam Hussein;

- considérant donc que la volonté des autorités américaines de renverser Saddam Hussein a beaucoup moins à voir avec le développement de la démocratie ou la protection des droits humains, et que les visées de l'administration Bush sont essentiellement d'ordre économique (maîtrise des cours du pétrole et instauration d'un nouveau régime irakien enclin à défendre les intérêts pétroliers américains) et géopolitique;

- considérant que les moyens politiques pour arriver à un désarmement de l'Irak ne sont pas épuisés et que les options militaires des gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sont contrairement à l'objectif de pacifier durablement le Moyen-Orient;

- considérant qu'une initiative militaire américaine, qu'elle bénéficie ou non du soutien du Conseil de Sécurité de l'ONU, risque de plonger non seulement l'Irak mais tout le Moyen-Orient dans le chaos et que, dans un tel scénario, les frustrations politiques qui ont fourni le terreau aux actes terroristes n'en seraient que renforcées;

- estimant que la mise en cause de la politique américaine en Irak pour toutes les raisons précitées ne signifie en rien le soutien au régime dictatorial irakien qui s'est rendu coupable, depuis des années, de violations massives et systématiques des droits de l'homme, y compris de crimes contre l'humanité comme l'utilisation des armes chimiques et biologiques contre la population kurde;

- considérant que l'UE ne peut se contenter plus longtemps d'un discours dénonçant la politique américaine;

- considérant les efforts des ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne pour trouver un consensus minimum et présenter un front uni en matière de politique étrangère;

- considérant le rapport du suédois Hans Blix, chef de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (UNMOVIC) en date du 27 janvier 2003;

- saluant les efforts des gouvernements français et allemand pour que le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge la mission des inspecteurs en Irak;

- considérant que les ministres des affaires étrangères de l'UE se sont ralliés à la demande des inspecteurs de l'ONU demandant une prolongation de leur mission en désarmement en Irak;

- estimant que cette prolongation de la mission d'inspection devrait tenir compte des besoins réels des inspecteurs pour accomplir leur mission;

invite le Gouvernement

- à s'engager pour la prolongation de la mission d'inspection en désarmement en Irak – prolongation qui tienne compte des besoins réels des inspecteurs pour mener à bien leur mission dans des conditions raisonnables;

- à s'engager, dans le contexte actuel au Moyen-Orient, contre tout recours à la contrainte armée, avec ou sans l'aval des Nations Unies, étant donné les conséquences désastreuses pour la population civile en Irak et pour la paix au Moyen-Orient en général;

- à s'opposer à toute prise en otage du Conseil de Sécurité des Nations Unies par l'administration américaine au terme de laquelle une initiative américaine unilatérale se verrait frappée du blanc seing forcé des Nations Unies - dans ce sens, même une intervention militaire formellement autorisée par le Conseil de Sécurité n'en serait pas moins illégitime;

- à s'opposer à toute initiative unilatérale du gouvernement américain à l'encontre de l'Irak et à la constitution d'une coalition internationale en dehors du cadre de l'ONU dans le cas où le Conseil de Sécurité n'autoriserait pas l'usage de la force ou ne se prononcerait pas;

- à refuser, dans le cas où les inspections n'auraient pu être menées librement ou auraient abouti à un résultat négatif, un recours à la contrainte armée, mais à plaider pour l'adoption d'une nouvelle résolution fixant un régime de sanctions nuancées et non préjudiciables aux populations déjà éreintées.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagoner.

Här President, ech wëll zum Ofschluss nach drop hiweisen, dass et de Moment eng Initiativ gëtt a ville Parlamenter an der Welt. Eng Initiativ, wou et drëms geet an engem kuerze Brëif, deen onpolesch gehalen ass an dee just eigentlech an e puer Zeilen op d'Geforen hiweist a sech eben op d'Wichtigkeet référéiert, dass d'UN-Inspektoren elo sollen eng Chance kréien an net eng kuerzfristeg, mä eng esou laang Chance kréie wéi se se brauche fir hir Aarbecht ze maachen, deen entre-temps vu ville Parlamentarier weltwäit ënnerschriwwen gëtt. Mir als Gréng hoffen, dass et och an deemselben Parlament méiglech ass dës Brëif ze ënnerschriwwen. Ech hunn en hei ofgetippt esou wéi en de Moment

international zirkuléiert. Déi fënneg gréng Deputéierte stinn drop. Ech hoffen, dass mir herno zu 60 do drobber stinn.

Här President, ech wollt en ofginn, an der Hoffnung dass en hei kann herno ronderëm gereecht ginn.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Méiglechkeet an d'Perspektiv vun engem Krich géint den Irak beweegt d'Gemidder uechter d'ganz Welt. Mir hu schonn am Oktober hei am Haus doriwwer diskutéiert, ëmer anere Virzeechen, mä awer virun deemselwechten Hannergrond. An elo just huet mä Virriedner sech ganz laang mat Amerika opgehalen, huet laang iwwert d'Interesse vun Amerika geschwat an huet ganz wéineg iwwert den Irak geschwat. Hien huet ganz wéineg geschwat iwwert dat Land, wat responsabel...

(Interruption)

Hien huet wéineg geschwat iwwert den Irak an iwwert d'Responsabilitéit déi dës Land an dës Situation dréit. Den irakesche President ass eng Plo fir säi Land, hien ass eng Gefor fir all Länner déi dem Fridde verbonne sinn, an hie féiert während Méinten d'UNO an der Nues erëm. An dofir hätt ech och gären dass mer, wa mer op där enger Säit iwwer Amerika an deem seng Haltung schwätzen, op där anerer Säit och - sou wéi mer dat iwwregens den Hierscht am Oktober hei diskutéiert hunn - iwwert déi irakesch Diktatur schwätzen.

Den Irak hat Massevernichtungswaffen, a villes deit drop hin datt hien der haut och nach huet, oder mindestens an der Lag ass fir esou Waffen hierzestellen. An dass hien net zréckschreckt fir esou Waffen anzusetzen, dat hu mer am Krich géint den Iran an och bei der Bekämpfung vun de Kurden am Irak selwer erlieft.

Déi potenziell Geforen déi vun dem irakeschen Diktator ausginn, huet d'international Communautéit an deene leschten zéng Joer interpelléiert, a mir hunn alleguerten zesummen Intérêt drun, an Zäite wou den internationalen Terrorismus erschreckend Ausmoossen ugeholl huet, dass den Irak vun deene Waffen, wann e se da sollt hunn, désarméiert gëtt.

Am Oktober, wéi mir hei debattéiert hunn, Här President, du gouf heibannen an och dobaussen ënnerschwellig an de Raum gestallt et géing de Vereenegte State just dorëms, fir esou séier wéi méiglech kënnen e Krich géint den Irak ze féieren. D'Tatsaach ass, et kuum zu kengem esou engem Krich, mä et kuum zu enger Sëtzung vum Conseil de Sécurité vun der UNO, vum 8. November. 2002, an zur Resoloutioun 1441 op der Basis vun där Waffeninspektiounen am Irak nees opgeholl gi sinn an och duergesat gi sinn. Et gouf am Kader vum Völkerrecht gehandelt, am Kader vun der Charta vun der UNO, an d'Vereenegt State hu sech selbstverständlech dorunner bedeelegt.

De Rapport vun de Waffeninspektoren, deen de 27. Januar virgeluecht ginn ass, ass kritesch. En ass vill méi kritesch wéi vun enger Rei Leit, déi sech als Krichsgéigner ausginn, erhofft. An en ass op d'mannst esou kritesch wéi vun deenen erwaart, déi aus gudde Grënn dem Irak net iwwert de Wee trauen. De Rapport beweist, datt den Irak sech nach ëmmer net un d'Oplage vun der UNO hält. De Rapport beweist virun allem awer och, dass den Irak net aktiv un der Aarbecht vun den UNO-Inspektoren matschafft.

Wann et, Här President, näischt ze verstoppe gëtt, da misst ee jo dovunner ausgoen, dass den Irak alles, mä awer och wierklech alles géif maachen an ënnerhuele fir esou schnell ewéi méiglech all Souppone betreffend Waffepotentiale aus der Welt ze schafen. Well dat awer net de Fall ass a well den Irak esou eng retizent Haltung anhëlt, ass d'international Communautéit gutt beroden hei aller héchste Virsiicht un den Dag ze leeën.

De President Bush huet virgëschter a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'itelech Wieder benotzt fir d'Situatioun ze beschreiwen. Et waren d'Wieder vun engem President, deen op eng decidéiert Aart a Weis ee brutalen Diktator gewisen huet, an dass et net geet fir hei d'UNO un der Nues ronderëm ze féieren, mä hien huet him seng Limite gewisen. De President huet ugekënnegt, dass déi nächst Woch nei Beweiser virgeluecht solle ginn, dass den Irak nach ëmmer iwwer Massevernichtungswaffe verfuert an dass den Irak verschidden international Terroriste-Réseauen ënnerstëtzt.

D'Konklusiounen déi aus dem Rapport vun Här Blix ze zéie sinn, zesumme mat deenen ugekënnegte Beweiser vun den USA - wa se da sollte kommen, an dovunner gi mer aus, well mer denken dass dat net ugekënnegt gi wär wann et keng esou Beweiser géifen -, sollen an eisen Aen zu enger Verlängerung vum Mandat vun den UNO-Inspektoren féieren.

Dat ass jo an der Substanz dat wat déi europäesch Ausseministeren e Méindeg festgehalen hunn. Zil bleift d'Entwaffnung vum Irak, wann nëmme méiglech mat diplomateschen a politeschen Mëttele, dat heescht mat friddleche Mëttele.

Lëtzebuerg muss et an der Irak's Fro dru geleeë sinn, am Kader vun enger europäescher Positioun kënnen ze handelen. Souwisou ass eng eenheetlech europäesch Approche zu de Waffeninspektiounen an och zu de Konsequenzen, déi sech aus enger ongenügender irakescher Kooperatiounsbereitschaft kéinten erginn, net nëmme sënnavoll, mä absolut noutwendeg wann d'Glawierdegkeet vun der europäescher Aussepolitik soll erhale bleiwen.

De Moment sti mer also, Här President, virun enger wahrscheinlecher Verlängerung vun de Waffeninspektiounen, mat deenen endlech an definitiv Kloerheet iwwert déi irakesch Waffenarsenaler muss hiergestallt ginn. Mir begrëssen dat a mir hoffen dass den Irak endlech bekäppt, dass et keng Alternativ zu enger wierklecher Kollaboratioun an enger aktiver Kollaboratioun mat den UNO-Inspektoren gëtt. Sollt sech awer erweisen dass den Irak weiderhi versicht mat der UNO ze spillen, da kann, am Kader vum Weltsécherheetsrot - an et kann nëmme an deemselben Kader sinn -, keng Optioun méi definitiv ausgeschloss ginn. Déi verlängert Inspektioun si kee Selbstzweck, mä eng lescht Chance fir den Irak, well d'Responsabilitéit läit en fin de compte bei him.

Här President, ech wollt ofschléisend eng Fro hei stellen, an déi Fro riicht sech un de President vun där gréisster Oppositionspartei, den Här Asselborn. Ech hunn haut de Moien an enger Wochenzeitung gelies, an dofir stellen ech déi Fro, an ech zitieren, wou den Här Asselborn soll gesot hunn: „Si tous les chefs d'état avaient réagi comme Jean-Claude Juncker, la guerre aurait déjà commencé.“

Ech wollt, Här President, d'Fro stellen, ob déi doten Ausso tatsächlech vum President vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Partei gemaach ginn ass?

(Interruption)

Déi Ausso ass esou gemaach ginn.

Gutt, Här President, wann déi Aus-esou gemaach ginn ass, an den Här Asselborn confirméiert dat, da wëll ech soen dass dat bedauerlech ass an dass dat eng Ennerstellung ass, déi a kenger Hinsicht de Fakten entsprécht.

Wien d'Verlautbarungen an de leschte Méint vum Statsminister a vun der Ausseministes, am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung, nogelauschert huet, dee weess dass d'Regierung ëmmer erëm an all hire Verlautbarunge Léisunge proposéiert huet, déi sech am Kader vum Völkerrecht, am Kader vun de Bestëmmunge vun der UNO-Charta beweegen. De Géigendeel behaupten an hei dohinner ze stelle wéi wann de Statsminister oder d'Regierung hei wëllt Krichsdreiwerei bedreiwen, Här President, dat ass eng Aart a Weis déi mer net kënnen akzeptéieren. Ech géif denken, dass de President vun der Sozialistescher Aarbechter Partei, amplaz sech an Ennerstellungen un d'Adress vun der Regierung ze ergoen, besser gehat hätt sech mat senger sozialistesche Komeroden an Europa auserneen ze setzen, dem Här Blair zum Beispill. Wann et dem Här Blair nogaange wär, da wärem mer wahrscheinlech haut méi no bei engem Krich wéi mer sinn, a wa mer dem Här Schroeder, Här President,...

(Interruptions)

Wa mer dem Här Schroeder sui-véiert wärem, da wärem haut wahrscheinlech nach keng Waffen-Inspecteuren am Irak gewiescht. Här President, ech géif hoffen...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech géif hoffen dass déi Diskussioun, déi mer hei féieren, bei aller Berücksichtigung vun deenen ënnerschiddleche Standpunkten, op engem Niveau géif gefouert ginn, deen dem Eescht vun der Situatioun entsprécht.

Ech soen lech merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter e puer Méint läit dee méigleche Krich am Irak eigentlech wéi eng tonneschwéier Schapp op der Welt. Eng Schapp déi villen ënnerdréckt, ënner anerem och d'wirtschaftlech Entwécklung, an domadder noutgedrongen och den Aarbechtsmaart a ville Länner vun der Welt an der europäescher Unioun, an och zu Lëtzebuerg, mat all negativen Konsequenze fir de Chômage.

D'Administratioun Bush gesäit, wann ech richteg gesinn, eng militäresch Interventioun am Irak als liewensnoutwendeg fir Amerika, fir de Westen, fir d'Fräiheet, fir d'Verteidigung vun de Mënscherechter, kuerz gesot fir de Friden a fir d'Wuel vun der Mënscheit schlecht hin, an zitt, wéi mer wëssen, d'Konklusioun: Keen hält Amerika op, de Saddam Hussein am Irak mat militäresche Waffen ze bekämpfen.

Well et ëm d'Sécherheit vun Amerika geet, sou heescht et, hätt d'USA keen anere Choix. Et schéngt an deem Gedankewerdgang keng Plaz méi ze sinn, fir sech rational mam 11. September auserneen ze setzen, an déi Konklusiounen ze zéien, déi wierklech déif Ursache vum internationalen Terrorismus analyséieren. Et ass zu Washington decidéiert ginn dass geschoss a bebombt muss ginn an dass och eng Zilscheif duerhale muss.

1979, Här President, den 18. Juli, ass d'Baath-Partei zu Bagdad versammelt. De Saddam Hussein a Militäruniform, mat enger Zigarr am Mond, klëmmt op d'Tribün. De Saddam wëllt President ginn, e war bis dohinner Vizepräsident. Säi

Koseng Al Bakar huet agewëllt de Saddam léisst e gefolterte General am grouse Sall eng Lëscht vu sougenannte Verréider vun der Baath-Partei virlesen. All Kéier wann en Numm genannt war, jätzt de Saddam: „Hitla, hitla, eraus, eraus“.

300 „Verréider“ ginn an deene kommenden Deeg erschoss oder erhaangen. De Saddam Hussein huet sech als Diktator etabléiert. De Saddam Hussein ass, wéi mer alleguere wëssen, elo zënter zwee Jorzéngten um Rudder. En huet net nëmmen de Kuwait iwwerfall, mä en huet am Irankrich géint den Iran a géint d'Kurde Massevernichtungswaffen agesat, d'USA mam Wësse vum Westen.

D'USA hunn ee Moment esouguer d'USA encouragéiert. 1983, wéi mir wëssen, war den Här Rumsfeld, deen elo Krichsminister ass, op Visite zu Bagdad. D'Irakesch Vollek ass a Kricher gejet ginn, ass endoktrinéiert ginn, huet seng Dignitéit verluer, ass agepercht a leeft e kläglech Dasein am Ghetto Irak.

Déi ergräifend Ausstellung, Dir Dammen an Dir Hären, „Verbriechen der Wehrmacht“, déi 14.000 Lëtzebuurger jo zu Esch konnte gesinn, weist eis wat Krich ass, zumools all deenen déi d'Chance hatten ni um eegene Leif ze spiere wat d'USA wierklech bedeit.

Ee Bild ass mer bliwwen: Leningrad zum Beispill war jo vun de Nazien encercléiert während 900 Deeg. 620.000 Leit si gestuerwen vun Anschtsch a vun Hunger. Dresden dann oder Hamburg zum Beispill bei Krichsenn, Coventry am Krich. Do hunn zéngtausende Leit an e puer Nuechten hiert d'Liewe verluer, ass hiert d'Liewen onschëlleg ausgeblöse ginn.

A genee fir d'USA Dramen ze verhënnere huet dat grousst Amerika eis jo 1945 gesot, dass elo eng Zäit ubriechen misst wou d'internationalt Recht, also d'UNO, d'USA verhënnere soll. A genee ëm de Respekt vun deem internationalen Recht geet et haut. Den Irak engersäits, selbstverständlech, muss all Massevernichtungswaffen zerstéieren, respektiv zerstéiert kréien. D'Aufgab vun den Inspektoren, déi jo 1998 ënnerbrach ginn ass, muss minutiös zu Enn gefouert ginn. D'UNO anerersäits muss opgrond vun de Berichter vun den Inspektoren iwwert déi Suiten entscheeden, déi am Interesse vun der Weltgemeinschaft noutwendeg sinn.

Dass d'Irakesch Vollek, net bildlech gesinn, niewent Leningrad och nach Dresden a Coventry muss iwwert sech ergoe loosse wéinst engem kretinöse Regim, deen och ouni Bomben, wann de Wëlle wierklech do ass, a mengen Aen ze léisen ass.

Déi amerikanesch Regierung wëllt de Krich, coüte que coüte, dat soe vill international Observateuren. Aus Grënn, déi mat Revanche ze dinn hunn, mat Uelech a schlicht mat Muecht. D'Folgen dovunner resüméiert de Jürgen Todenhöfer. Dat ass e laangjähregen CDU-Deputéierten, deen 20 Joer am Bundestag souz, an en ass haut Chef vu Burda. E seet: „30 Tage Bomben provozieren 30 Jahre Terrorismus“.

Amerika ass e grousst Land. Amerika huet e grousst Vollek a ganz vill gescheit Käpp. Et ass ze hoffen, dass d'USA gescheit Käpp déi manner gescheit an der Bush-Administratioun nach gezéist a gebremst kréien.

De Saddam Hussein huet et elo scho fäerdeg bruecht d'Europäesch Unioun an hirem Positionnement ze dividéieren. An déi zwee Länner, déi d'Eenheet vun der Europäescher Unioun jo verkierpere mussen, nämlech Frankräich an Däitschland, si mat aneren an der EU an Opposition gestallt ginn, net eleng mat England. Esou vill sollt deen Diktator net wäert sinn.

D'Europäesch Unioun steet a mengen Ae virun enger Erausforderung, vläicht där gréisster zënter de Réimesche Verträge, wou ech fäerten, dass se fatal Konsequenze ka kréien, wann duerch d'americanesch militäresch Operatioun am Irak eng regelrecht Cissioun duerch d'Europäesch Unioun goe kann. Dofir muss elo nach alles gemaach ginn, fir d'USA iwwerflësseg Krich ze verhënnere.

Här President, der Lëtzebuurger Regierung, well mir si jo hei an der Lëtzebuurger Chamber, ass de Virworf ze maachen, dass si an d'USA kapitaler Fro nach virun enger Woch kengem öffentlech an haart gesot huet wou se steet. Déi konfuzianesch Aussoen, dass se net an enger Krichslogik denke géif, an zur gläicher Zäit d'Ried vum Här Bush an de Rapport vum Här Blix ofwaarde géif, ass net grad vu Klorheet a vu Courage gekennzeechend. Den Drock op Amerika ass vun deene Länner gemaach ginn, déi kloer, haart an d'USA hir Position fixéiert hunn, an dat virun der Ried vum President Bush virgëscht. Ech hoffen, dass haut endlech Klorheet och hei zu Lëtzebuerg entsteet, Klorheet déi implizéiert, dass Lëtzebuerg sech net u Krichsvirbereedunge géint den Irak bedeelegt an ech géif am Numm vun eiser Fraktioun och eng Motioun an deem Sënn proposéieren.

Ech soen lech merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance du dispositif militaire mis en place autour de l'Irak et les déclarations des dirigeants américains ne laissant guère de doute sur la volonté du Président des Etats-Unis d'intervenir militairement en Irak;

- réaffirmant avec force la primauté du droit international pour la résolution des crises ainsi que le rôle exclusif du Conseil de sécurité pour agir en cas de menace contre la paix et la sécurité internationale;

- considérant que l'unité de la communauté internationale, et notamment du Conseil de sécurité, est un élément déterminant pour obliger le régime irakien à se conformer aux obligations qui découlent des résolutions du Conseil;

- considérant que le déclenchement d'une guerre contre l'Irak constituerait une violation de la Charte des Nations Unies qui interdit l'agression d'un Etat contre un autre;

- considérant la résolution 1441 du Conseil de sécurité exigeant le désarmement effectif des armes chimiques, bactériologiques, radiologiques et nucléaires irakiennes de destruction massive si elles existent et le démantèlement d'une éventuelle capacité de l'Irak à produire de telles armes, sous le contrôle des inspecteurs de l'ONU;

- estimant que les inspecteurs de l'ONU doivent pouvoir mener à bien, en toute liberté et indépendance, leur mission de vérification et d'inspection;

- constatant qu'aucun élément substantiel ne prouve, aujourd'hui, selon les chefs des deux missions d'inspection, l'existence d'armements chimiques, biologiques et nucléaires en Irak, tout comme la menace militaire immédiate contre un autre Etat;

- considérant que la résolution n'autorise pas le recours automatique à l'utilisation de la force;

- exprimant de ce fait son opposition à toute action militaire unilatérale et estimant qu'une intervention préventive ne serait pas conforme au droit international et n'aurait par conséquent aucune justification sérieuse;

- considérant qu'un conflit causera nécessairement un nombre considérable de morts et de blessés tant parmi les soldats que dans la population civile, sans compter les destructions et contaminations massives;

- vu que l'embargo ne déstabilise pas le régime irakien, mais inflige en revanche des souffrances aux civils irakiens, particulièrement aux femmes et aux enfants;

- estimant qu'une guerre contre l'Irak intensifiera l'instabilité régionale dans une zone déjà traumatisée par le tragique conflit israélo-palestinien, provoquera une division au sein de la coalition internationale contre le terrorisme et par conséquent conduira à une crise plus profonde impliquant d'autres pays de la région;

- condamnant le régime anti-démocratique irakien et réaffirmant sa solidarité et son soutien aux forces qui luttent pour un changement démocratique pacifique dans ce pays;

- souhaitant instamment une position commune de l'Union européenne et tout particulièrement des quatre Etats membres qui siègent actuellement au Conseil de Sécurité de l'ONU;

invite le Gouvernement

- à œuvrer au sein des organisations internationales dont il est membre afin

• d'éviter une guerre contre l'Irak;

• de continuer à exiger du régime irakien qu'il coopère activement avec les inspecteurs des Nations Unies, afin de leur permettre de progresser dans la compréhension des questions de désarmement non encore résolues et d'accéder à des documents qui leur auraient été refusés jusqu'à présent;

• de permettre aux inspecteurs de continuer leur travail pour poursuivre le processus du désarmement pacifique, et pour faire la lumière sur les questions relatives aux programmes d'armements de destruction massive laissés sans réponse jusqu'ici;

• de plaider pour que de nouvelles démarches ne soient effectuées par le Conseil de sécurité qu'après évaluation complète de la situation et sur base d'une nouvelle résolution;

• de refuser la logique de guerre et de rechercher une solution pacifique et durable qui respecte la dignité du peuple irakien et qui soit conforme au droit international, y compris la Charte de l'ONU, le droit humanitaire et les droits de la personne;

• de plaider en faveur de l'abrogation de l'embargo civil;

- à demander au Gouvernement américain de s'abstenir de toute action militaire unilatérale contre l'Irak et de respecter les principes du droit international;

- à s'exprimer publiquement contre toute participation dans une action militaire menée contre l'Irak, au cas où la solution aux problèmes liés à l'Irak n'est pas recherchée dans la stricte application de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil des Nations Unies.

(s.) Jean Asselborn, Alex Bodry, Ben Fayot, Lucien Lux, Jeannot Krecké.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. D'Wuert huet den Här Helminger.

M. Paul Helminger (DP).- Här President, wa vu Krich Rieds geet si mer alleguere betraff an och zu Recht zueréifst besuergt. Mir liewen awer leider haut an enger Welt op där et op villen Ecker Konflikter gëtt, ënnert deene vill Leit leide mussen, a wou d'international Communautéit ëmmer méi sollicitéiert gëtt fir ze probéieren d'USA Konflikter ze maistréieren.

Huet dat eppes domat ze dinn, dass no dem Zesummebroch vun de kommunistesche Regimer an Osteuropa a vun der Sowjetunioun déi atomar Ofschreckung net méi esou fonctionnéiert, dass net méi déi eenzel Weltmuechten hir „Clienten“ genügend kontrolléieren. De Fait ass, dass et ronderëm d'Welt ëmmer méi Länner, Gruppéierungen gëtt, déi versichen hiren oft legitime Forderungen mat Gewalt, mä mat enger Gewalt, déi u Brutalitéit kaum nach ze iwwertreffen ass, mat internationalen Terrorissem, zum Duerchbroch ze verhëllefen.

Et ass e Fakt, dass deen heitege Regime am Irak eng Gefor duerstellt, net nëmme fir dat eegent Vollek, dat ass elo viru kuerzem nach illustréiert ginn, just grad vun Sprächer vun der sozialistescher Partei, mä och fir d'Regioun vun de Mëttleren Osten, an esouguer fir de Rescht vun der Welt. Den Irak huet sech iwwert déi no dem Golfkrich festgehalen UNO-Resolutiounen ewech gesat an alles anescht gemaach wéi kooperéiert. Fakt ass och, dass den Irak eréischt nodeem den Drock an d'Bedrohung vun engem Konflikt ganz eminent gi sinn, dunn de leschten November, no enger weiderer UNO-Resolutioun, agelenkt huet, an zënter 1998 konnten am Dezember vum leschte Joer déi éischt UN-Inspektoren erëm an den Irak goe fir Inspektiounen duerchzuféieren.

Elo nodeem de Rapport intermédiaire vum Chef vun deem Inspektoren d'USA Méindeg den UNO-Sécherheitsrot presentéiert ginn ass, wësse mer, dass den Irak seng Massevernichtungsprogrammer nach net agestallt huet. Déi eng wäerten elo soen dass awer d'Be-weiser net duergo fir e Krich unze-fänken. Mä dat ass awer guer net direkt d'Fro. D'Fro ass ob den irakesche Regime sech endlech un d'UNO-Resolutiounen hält an aktiv u sengem Désarmement mat-wierkt. An zur där Fro ass d'Antwort bis elo ganz kloer neen.

Et geet also drëm, dass den Irak endlech aktiv bei sengem Désarmement a Saache Massevernichtungswaffe kooperéiert. Dofir ass ze hoffen, an dat froe mer jo eis Regierung mat där Motioun, déi ech elo hei deponéieren, dass alles gemaach gëtt fir dass den UNO-Sécherheitsrot den UN-Inspektoren méi Zäit gëtt fir hir Aarbecht op en Enn ze bréngen. Déi Motioun huet am Moment véier Ennerschreften, well ech net dovun aus wëll goen, dass iwwert d'Partei vun der Majoritéit DP an CSV net dach deen een oder aneren Deputéierte sech géif fannen, dee se géing mat ënnerschreiwene.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- faisant sienne la déclaration du Conseil Affaires Générales de l'Union européenne réuni en date du 27 janvier 2003 qui se dit, notamment, «profondément préoccupé par la situation en Irak» et réaffirmant que «son objectif demeure le désarmement complet de l'Irak en armes de destruction massive»;

- rappelant la résolution adoptée par la Chambre des Députés en date du 10 octobre 2002 et les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en particulier la résolution 1441 du 8 novembre 2002;

- rappelant que la résolution 1441 accorde à l'Irak une dernière possibilité de s'acquitter de ses obligations et que toute fausse information ou omission constituerait une nouvelle violation patente;

- notant que le rapport du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, que ce dernier a présenté en date du 27 janvier 2003 au Conseil de Sécurité des Nations Unies énumère les difficultés dans le travail des inspecteurs notamment pour ce qui est des interviews avec les scientifiques;

- jugeant que les efforts restent insuffisants, en appelle par conséquent aux autorités iraqiennes de faire preuve d'une coopération inconditionnelle et active avec l'UNMOVIC et l'AIEA;

- soulignant que cette coopération implique également que les autorités iraqiennes fournissent impérativement et « sans délai aux inspecteurs toute information complète sur les questions soulevées par la communauté internationale »;

- prenant acte que le Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies se montre confiant de pouvoir déceler les armes de destruction massive dont dispose l'Irak si ce dernier se tient à la lettre aux conditions retenues dans la résolution 1441;

- estimant que la Communauté internationale, sous la direction du Conseil de sécurité des Nations Unies doit rechercher, en premier lieu, par les moyens diplomatiques à éliminer le danger que constituent les armes de destruction massive dont peut disposer l'Irak et favoriser ainsi une issue pacifique à la situation en Irak;

- en appelle au gouvernement iraquien à coopérer de la manière la plus active et la plus ouverte avec les inspecteurs des Nations Unies afin de lever les incertitudes et de répondre aux interrogations de la communauté internationale non résolues depuis 1998;

invite le Gouvernement

- à soutenir toute action de la communauté internationale déployée dans le contexte des Nations Unies et visant à éliminer toutes les armes de destruction massive dont peut disposer l'Irak en usant de tous les instruments pacifiques et diplomatiques;

- à œuvrer au sein de l'Organisation des Nations Unies, mais également auprès des autres organisations internationales, afin que le Conseil de sécurité suive la proposition du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspections des Nations Unies pour prolonger la mission de l'UNMOVIC et de l'AIEA afin qu'un rapport complet sur les armes de destruction massive de l'Irak puisse être établi et un embrasement de la situation évité;

- à prendre dûment en compte tout nouvel élément d'information qui pourrait être soumis au Conseil de Sécurité pour permettre une prise de décision en connaissance de cause;

- à se concerter étroitement avec ses partenaires et alliés pour renforcer à travers une approche commune la pression sur l'Irak;

- à revenir impérativement devant cette Chambre en cas d'échec des efforts diplomatiques et avant un engagement éventuel de toute action militaire.

(s.) Paul Helminger, Jean-Paul Rippinger, Lucien Weiler, Claude Wiseler.

Datt et duerchaus méiglech ass datt sech den UNO-Sécherheetsrot dozou décidéiert, beweist de Konsens deen déi 15 europäesch Ausseministère de leschte Méindeg zu Bréissel fonnt hunn. Et soll also op all Moyenen zrëckgegraff gi fir e Konflikt ze évitéieren. Deen ee Moyer ass sécherlech den diplomatesche Wee, en anere Moyer, deen d'Diplomatie ennerstëtzt soll, ass fir onmëssverständlech kloer ze maachen, datt, wann den Irak net kooperéiert, e mat Sanktioune reche muss. Déi Method huet sech jo och bewäert, dat ass déi Method déi och an der UNO-Resolutioun vum November festgehale gouf. Ouni si wäeren nach haut keng UN-Inspektoren am Irak an ouni si hätten den UNO-Sécherheetsrot also och net zumindest e Rapport intermédiaire virleien.

Här President, den Henri Kissinger huet 1994 an engem Buch „Diplomatie“ geschriwwen: „Les qualités

nécessaires pour maîtriser le monde à naître, font partie liées avec l'abstraction. L'avenir est impossible à fixer de façon concrète et l'analyse des rapports entre l'espoir et la réalité envisageable, relève par essence de la conjecture.“

D'Zukunft ass also onméiglech konkret viraus ze gesinn an d'Analyse vum Verhältnis tëschent der Hoffnung, an dësem Fall op eng friddlech Léisung, an der méiglecher Realitéit ass par essence op enger Vermutung opgebaut.

Dofir hu jo och déi néideg Qualitéiten, déi ee brauch fir eis Welt am Grëff ze halen, esou en abstrakte Charakter. Fir eng gewëssen Uerdnung an dat Abstrakt ze bréngen, huet sech d'Weltgemeinschaft eng Rei vun Instrumenter ginn, enner anerem d'UNO, fir zesummen no enger Léisung ze sichen.

Nach eng Kéier: Den Irak stellt eng Gefor duer fir säin eegent Vollek, de jetzege Regime fir de Moyer-Orient a fir de Rescht vun der Welt, an dofir muss seng Massevernichtungswaffen éliminéiert ginn. Dat geschitt entweder, an esou wéi mir alleguerten hoffen, als e Resultat vun UNO-Inspektiounen, oder, wéi dat schonn d'UN-Resolutioun vum November, déi iwwregens eestëmmege uegoholl gouf, et muss e mat grave Konsequenze rechnen, dat heescht mat enger militärescher Interventioun.

Mir hoffen also dass d'UNO-Inspektiounen fortgefouert kënnen ginn, dass den Irak iwwert de Wee désarméiert gëtt. Mä ob dat Realitéit gëtt, wësse mir net. Am zweete Fall, wann eng militäresch Interventioun net ze évitéiere wär, muss mir hoffen dass dem Irak an domat och där Regioun zu méi enger stabiler Zukunft verhollef ka ginn, mä och déi Realitéit kenne mir net.

Här President, wat mer wëssen, wat mer kennen, ass d'Gefor déi vum Irak mat sengem heitege Regime ausgeet. Dat ass eng Realitéit déi net vun der Hand ze weisen ass. D'Fro, déi sech eis elo stellt, ass ob mir an d'international Communautéit mat där Realitéit, mat där Gefor lieue wëllen oder kennen. An d'Äntwert dorobber ass kloer neen.

Ech soen lech merci, Här President.

M. le Président. - Nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, wéi mir den 10. Oktober hei mat enger ganz grousser Majoritéit eng Motioun uegoholl hunn, wéi den 8. November vum leschte Joer d'UNO eng Resolutioun geholl huet déi drop higewisen huet, dass den Irak kéint Massevernichtungswaffen hunn, ass du vun alle Säite geduecht ginn, dass géing endlech Kloertext geschwat ginn, dass d'Situatioun sech géing klären.

Et ass gehofft ginn, dass entweder den Irak bei senger Erklärung oder spéitstens bei Geleeeënheet vun dem Inspektorat am Irak selwer géing kloer gestallt ginn, ob Massevernichtungswaffe bestinn oder net.

Et muss ee festhalen, dass bis zum heitegen Datum keng Beweiser virleien. Et ginn der permanent uegekënnegt, mä d'Skepsis bleift bestoen. Et huet een absolut näischt Konkretes als Beweiser konnte virleien an et kann een net e Krich duerchzéien ouni Beweiser. Déi Présomption d'innocence, déi muss bestoen. Se muss d'autant plus bestoen, well et ganz kloer ass, dass sech och aner Intérite kéinten hannerun enger Krichsaktioun verstoppe vu Säite vun Amerika, well et méiglech ass, dass se wirtschaftlech Intérite kéinte ver- teidegen.

Wann een also wëllt e Succès kréien, wann ee wëllt d'Opinion publiques hannerun sech hunn, da mussen eindeuteg Beweiser virleien. Mir fäerten, dass en eventuelle Krich ganz schlëmm Konsequenze wäert hunn, an dat net nëmme fir d'Irakesch Vollek, wat elo schonn ganz vill Misère kann huet. Krich, dee sécherlech wäert Dausende vun Doudegen a Schwéierbleséierter mat sech zéien. D'Arabesch Welt riskéiert ëmmer manner Sympathien ze hunn am Kampf géint den Terrorismus an au contraire ëmmer méi riskéiert Sympathien ze kréie fir déi Leit, déi méi eng haart Sprooch vis-à-vis vum Weste wëlle promouviéieren.

Et ass och eng Gefor fir d'Weltwirtschaft, wann et zu engem Krich géing kommen. D'Risiko vun enger Eskalatioun vum Terror queesch duerch d'Welt ginn ëmmer méi grouss. Mir mengen dofir, dass alles muss gemaach gi fir e Krich ze évitéieren. Mir mengen och, dass d'Regierung soll hei an der Chamber endlech kloer Positioun bezéien, wat si genau wëllt. Bis elo ass dat weder an enger offizieller Deklaratioun nach am Radio nach op der Televisioun bekannt gemaach ginn.

Mir hunn och gesinn, dass d'EU-Ausseministèren anscheinend eng eestëmmege Haltung kritt hunn. Geschter Owend konnt een awer erausliesen an och Zitater fannen, dass siwen EU-Länner hir Solidaritéit eendeiteg mat Amerika bekannt gemaach hunn. Esou ass et wéinstens iwwer e groussen amerikanesche Televisiounssender gaangen, an dofir wäere mir frou wann och d'Regierung hei hir Positioun an och déi Differenzen an der Europäescher Unioun géing vläicht e bësse méi kloer duerstellen.

Mir mengen op jiddfer Fall, dass enner deene jetzege Emstänn et net ubuecht ass op iergendeng Weis e Krich géint den Irak unzegoen oder ze justifiéieren. Mir mengen, dass den Inspektore muss all Latitude an all Zäit gelooss gi fir hirer Missioun kënnen nozegoen. A mir mengen och, dass wann et sollt zu engem Beweis kommen, deen eendeiteg wär a wou een effektiv géing gesinn, dass Waffen do sinn, déi eng grouss Gefor fir d'Mënscheit bedeiten, da misst eng speziellesch a ganz prezis UNO-Resolutioun all eventuell Krichsaktiounen ennerstëtzen an ennermaueren. Ablécklech leien déi Donnéeën net vir, an dofir muss den Inspektoren all Zäit gelooss ginn. An deem Sënn déposéiere mir och eng Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que la résolution 1441 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies à sa 4644^{ème} séance, le 8 novembre 2002, constitue „une dernière possibilité“ accordée à l'Irak „de s'acquiescer des obligations en matière de désarmement qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil“;

- constatant que le „régime d'inspection renforcé“ fut institué „dans le but de parachever de façon complète et vérifiée le processus de désarmement établi par la résolution 687 (1991) et les résolutions ultérieures du Conseil“;

- considérant qu'il faut tout mettre en oeuvre pour exécuter la résolution 1441 sans recourir à la force et qu'il est essentiel d'accorder aux inspecteurs en désarmement de l'ONU tout le temps nécessaire pour accomplir leur mission;

- considérant que la résolution 1441 ne comporte par d'automatisme en ce qui concerne un éventuel recours à la force contre l'Irak;

- considérant qu'une action militaire éventuelle contre l'Irak ne doit

s'effectuer que sous l'égide des Nations Unies;

- rappelant la motion „Irak“ adoptée par notre Chambre le 10 octobre 2002;

invite le Gouvernement

à œuvrer au sein des organisations internationales dont il est membre afin:

- qu'il soit accordé à la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies tout le temps nécessaire à la réalisation de sa mission en Irak;

- que tout éventuel recours à la force contre l'Irak ne puisse s'effectuer que suite à l'adoption d'une résolution spéciale et explicite du Conseil de sécurité des Nations Unies.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

M. le Président. - Et ass elo un der Regierung. D'Wuert huet d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir schwätzen haut fir déi zweete Kéier an drai Méint iwwer e Land, iwwer eng Situatioun, wou mir eis all bewusst sinn, dass se grav Gefore fir déi eege Bierger, fir dat eegent Land an awer och fir d'international Communautéit kann duerstellen. An déi Geforen an déi Tensiounen, déi vun deem Land ausginn, dat ass eng Situatioun déi scho laang andauert.

Et ass de Mëtten e puermol scho vun der Invasioun vum Kuwait geschwat ginn. Duerno si während Jore Resolutiounen geholl ginn am Kader vun de Vereenegten Nationen, déi den Irak opgefuerdert hunn eng Rei Obligatiounen anzegoen, fir seng Massevernichtungswaffe wierklech ze vernichten.

An ech brauch lech net drun ze erënneren, dass während enger Rei Joren Inspektoren an deem Land waren, mä dass 1998 déi Inspektiounen opgehalen hunn, well d'Inspektoren, déi do waren, hir Aarbecht net méi konnten erleedegen: dass den 11. September 2001 sech mat Kloerheet eng nei Menace gewisen huet, déi vum Terrorismus kann ausgoen, vu Regimer oder vu Gruppen, déi sech u keng vun deene Rechter halen, déi fir ons esou wäertvoll sinn, an zu deene mir ons alleguer, besonnesch och nom Zweete Weltkrich, wierklech engagéiert hunn am Kader vun de Vereenegten Nationen, fir op enger anerer Basis onst Zesummeliwen ze organiséieren, dat ass wuel jiddferengem kloer ginn; an dass am Kampf géint den internationalen Terrorismus déi allermeescht Natioune vun dëser Welt sech engagéiert hu mat neier Déterminatioun virzegoen. Dat war e Schrëtt deen och vun dëser Chamber, an e puer Diskussiounen déi mir haten, begréisst an ennerstëtzt ginn ass.

An et ass am Kader vun deem Engagement, wou am Laf vum leschte Joer den Drock op den Irak méi staark ginn ass, fir eben de Beweis der internationaler Communautéit ze bréngen, dass déi Massevernichtungswaffen déi se haten - do besteet keen Zweifel drun - vernicht gi sinn an dass se och net weider un esou Programmer schafen. Dass während Méint keng Kooperatioun vun där Sait komm ass, ass gewosst, an dass effektiv Amerika, besonnesch em de Summer d'lescht Joer, méi déterminéiert wéi anerer an deem do Kontext Froe gestallt a Konsequenze verlaangt huet, dat alles hu mir alleguer an där Oktoberdiskussioun, déi mir haten, nach eng Kéier kloer gesot.

An et waren d'europäesch Natioune zesummen, déi besonnesch vum September un e ganz staarken, ech wëll net nëmme soen Drock, mä och eng ganz staark

lwuerzeegungskraaft ugewannt hunn, fir Amerika drop ze bréngen déi doten Engagementer, déi den Irak vis-à-vis vun der internationaler Communautéit geholl huet, am Kader vun de Vereenegten Nationen ze loosse a fir do zesummen an der Unioun méi staark ze si fir d'Kollaboratioun vum Irak ze kréien.

A wéi de 14. September de President Bush a senger Ried virun den Nations Unies sech a sai Land kloer an d'Schinn vun den Nations Unies bruecht a gesat huet, hu mir dat alleguer zesummen e wichtege Schrëtt fonnt. Mir haten hei, an da kommen ech drop, am Oktober - ech mengen et war den 10. Oktober - eng Debatt, wou mir als Regierung dat doten alles wéi méi am Detail nach eng Kéier widderholl hunn a wou mir als Regierung vun dëser Chamber opgefuerdert gi sinn all Efforte mat ze droen an all Efforten ze maachen, fir déi Gefor, déi vum Irak ausgeet, am Kader vun den Nations Unies kënnen ze behandelen an natierlech, well dorëm geet et, Äntwerten dorop ze kréien, fir den Désarmement vum Irak fäerdeg ze bréngen. Dat war am Oktober.

An ech hunn hei op dëser Tribün d'Engagement geholl, dass esou bal déi diplomatesch Négociatiounen, déi un internationale Plang am Kader vun den Nations Unies solle geholl ginn, éieren net géingen zu engem positive Resultat féieren, direkt heihinner zrëckzekommen. Gott sei Dank ass dunn - a mir hunn eis all driwwer gefreet - Ufanks November eng Resolutioun am Kader vun dem Conseil de sécurité vun den Nations Unies uegoholl ginn. Eng Resolutioun, déi den Irak an deene schäerfsten Termen opfuerdert elo, an dat wär déi lescht Chance déi hie krit, wierklech voll a ganz ze kollaboréiere mat den Inspektoren déi dohinner kéimen. Emmer nees fir dat eent a selwecht Zil ze errechen: D'Entwaffnung vum Irak!

Ech wëllt hei ennersträchen, dass mir net sollte vergiessen, dass déi Resolutioun vum Conseil de sécurité à l'unanimité uegoholl ginn ass, am Conseil de sécurité wou 15 Länner dra sinn: déi fënnf permanent, déi Dir kennt, Frankräich, Grossbritannien, Amerika, Russland a China plus zéng aner Länner, déi eben am Turnus wiesselen.

Am November zum Beispill, ech nennen lech nëmme d'Land Syrien, well et am Kloeerste weist wéi eescht d'Situatioun ass, e Land wou ee jo awer elo wierklech net kéint soen et hätt eng terribel Compliance vis-à-vis vun Amerika oder vun all deenen aneren, huet Syrien à l'unanimité déi Motioun géint den Irak oder déi Motioun, déi den Irak opfuerdert voll a ganz ze kollaboréieren, uegoholl. Wann ech dat hei ennersträchen, dann ass et, fir net am Detail op all déi Duerstellungen anzegoen déi hei ëmmer gesot ginn, dass dat dote jo alles nëmme gemaach gëtt wéinst dem Pétrol: „Nëmme wéinst dem Pétrol ginn all déi Diskussiounen gefouert a gëtt den Irak wierklech scho bal gequëtscht a gepéngegt.“ Neen, hei si mir an enger Resolutioun déi vun der ganzer internationaler Communautéit festgehale ginn ass an, wéi gesot, Länner, déi dem Irak bestëmmt méi no sti wéi all déi aner, wéi Syrien, hunn dat mat gedroen.

A wat gëtt an där Resolutioun zum Beispill gesot, an dat ass en Deel vun der Äntwert op dat wat den Här Urbany gefuerdert huet, wou hie seet: „Jo, ee Klenge Feeler. Wat géing dat dann heesche wa se vergiess hätten eppes ze soen, wann den Irak a senger Opzielung eppes vun deem vergiess hätt? Wär dat da wierklech esou schlëmm?“

Et bien, ech liesen lech nëmme de Paragraph 4 vun där Resolutioun vir, an erënnert lech dorun dass Syrien dat heite mat gedroen huet géint den Irak: „décide que de fausses informations ou des omissions dans les déclarations soumi-

ses par l'Irak en application de la présente résolution et le fait à tout moment de ne pas se conformer à la présente résolution et de ne pas coopérer pleinement dans sa mise en oeuvre constitueront une nouvelle violation patente des obligations de l'Irak et seront rapportés au Conseil aux fins de qualification."

Hei geet et also net nëmmen ëm falsch Informatiounen, mä souguer ëm Omissiounen. Dat ass den 8. November ugeholl ginn an enger Resolutioun an de 27. November konnten d'Inspektoren hir Inspektiounen ufänken. Dir wësst dat alleguerten. Dir hutt dat gelies an Dir hutt och gelies wat den Här Blix an den Här Baradei, déi déi Inspektiounen do duerchgefouert hunn, de leschte Méindeg, dat heescht de 27. Januar, dem Conseil de sécurité zu New York virgeluecht hunn.

Si hu ganz kloer virgeluecht, an Termen déi méi schaarf ware wéi déi déi den Här Blix jee gebraucht huet, dass den Irak zwar gewëss se eragelooss huet an dass se déi Saachen, déi se wollte kucke goen, och konnte kucke goen, mä dass awer keng aktiv Kollaboratioun vun dem Irak virlooch. Ee Beispill. Wa gefrot gëtt: Jo, wou sinn dann déi chemesch Waffen, déi Dir jo awer 1998, wéi d'Inspektoren nach hei waren, hat? Wat ass da mat deenen entre-temps geschitt? Dorop ginn et keng Antwerten. Jo, si vernicht ginn. Jo, mä dann hutt Dir jo bestëmmt doriwwer Donnéeën! Neen, där si keng méi do. Mä déi Leit, déi se vernicht hunn, ginn et jo awer bestëmmt nach? Da kënnte mir déi jo vläicht interviewen, fir gewuer ze gi wat geschitt ass.

Op all déi Froe si keng Äntwerte komm, keng satisfaisant Antwerten, esou dass den Här Blix sech ebe selwer zur Dispositioun vum Conseil gestallt huet fir déi Inspektiounen weider ze féieren. Dat ass och elo entre-temps genehmegt an déi Inspektiounen wäerte weiderfueren, mä mat der klorer Oplag, dass et awer elo wierklech um Irak ass voll a ganz an aktiv mat ze kollaboréieren.

An hei wëll ech vläicht op dee Punkt insistéieren, dee mir awer wann ech glift net sollen aus dem A verléieren. Iwwer eppes heibanen, mengen ech, si mir eis all eens: Mir géingen alles maachen a mir wëllen alles maache fir e Krich ze verhënnere, mä mir wëllen awer och alles maache fir dass d'UNO, déi wierklech d'Äntwert vun der Völkergemeinschaft op déi fuerchtbar Situatiounen nom Zweete Weltkrich war, ka si wat se wëllt sinn, dat heescht e crédibelt Instrument an der Hand vun der Völkergemeinschaft. Zum Beispill dee Saz, deen den Här Bausch zitíert huet aus enger däitscher Zeitung, dass et muss esou sinn dass d'Stärkt um Recht virum Recht des Stärkeren ass, just dat soll jo d'UNO verkierperen a just dat ass jo dat Zil wat mir alleguerte wëllen errechen.

Mä an all Rechtsstat, an dat ass jo de Propre vun engem Rechtsstat, geet et net duer Gesetzer ze hunn, mä se mussen och nach applizéiert ginn. Fir déi, déi d'Gesetzer net respektéieren, ass an all Rechtsstat, well soss ass et keen, och eng Sanktioun, an déi Institution muss d'Méiglechkeet hu fir déi Sanktioun duerchzezéien. Dorëm geet et. Et geet ëm d'Crédibilitéit och vun den Nations Unies. Wann d'Unanimitéit vun der internationaler Gemeinschaft sech eens ass fir ze soen: „Hei ka ganz Geféierlech geschéie fir ons all an hei muss een entwaffnet ginn“, da muss se sech selwer och Moyene gi fir dat kënnen ze maachen.

Ech mengen, dat soll een heibanen net vergiessen, well et konnt een heiansdo bei verschiddenen Interventiounen vläicht mengen oder vergiessen, wat dat lescht Zil vun all eisen Interventiounen ass, an dat ass d'Entwaffnung vum Irak.

Wou si mir elo drun an der Prozedur? Ma ganz einfach, d'Inspektiounen gi weider bis de 14. Februar, wou den Dr Blix gesot huet hie géing en neie Rapport virum Conseil de sécurité maachen. An dem President Bush senger Ried vu virgëschter huet hie gesot, dass och Amerika nei Preuven op den Dësch leeë géing. Déi Propositioun ass positiv ugeholl gi vun enger ganzer Rei Länner, ënnert deene Länner war och Frankräich, déi sote si géinge sech natierlech och virenthalen nach hir Beweiser oder hire Wëssensstand an déi Diskussioun eranzebréngen.

Jiddfereen ass sech jo natierlech d'Gravitéit vun deenen Décisiounen bewosst, déi à la rigueur de 14. Februar kéinte geholl oder envisagéiert ginn. Nëmme mat dem Wëssensstand vun alle méiglechen Detailler a Realitéite kann een an déi Diskussioun do goen.

Wat ass d'Situatioun oder wat ass d'Positioun déi d'Lëtzebuurger Regierung an deene leschte Méint ageholl huet, a genau opgrond vun deem Mandat dat se och vun dëser Chamber krut?

Mir hunn an alle Forume wou mer waren, an dat souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun wéi vun der NATO, ebe versicht d'Unitéit vun de Partner oprecht ze halen an ze verlaangen datt, an dem Kader vum Conseil de Sécurité, déi Situatioun, déi Tensioun an de Konflikt ëm den Irak géingen diskutéiert ginn. Mir sinn de Moment och nach op där Schinn an dofir wëlle mir eis och net an d'Logik vun engem Krich setzen.

Wëssend datt, wann de 14. Februar de Wëssensstand dee Moment anescht wier, d'Situatioun natierlech och géing eng aner Reaktioun verlaangen. Mä dee Moment awer a voller Kenntnis vun deem wat d'Bedrohung vum Irak wierklech duerstellt an an deem mer et muss féierdeg bréngen d'Unitéit ze halen.

Weil et gëtt de Moment ee Moyer fir dee Krich ze verhënnere. Et gëtt ganz kloer ee Moyer, an dat ass datt den Irak kollaboréiert. De Kofi Annan, e wierklech, mengen ech, équilibréierte verantwortungsvolle Mann, huet virum e puer Deeg gesot, datt d'Menace vun engem Krich méi effikass ka sinn a méi effikass ass wéi de Krich selwer. Deem ass och esou. Mä nach muss just den Irak dat och esou gesinn an e muss spieren, datt déi Menace ka reell sinn an datt d'international Communautéit dat och wierklech eescht hëlt.

Dofir all déi Manoeuvren - an erlaabt mer dat ganz kloer ze soen - déi drop eraus ginn déi international Communautéit ze deelen an auserneen ze driften, déi kënnen nëmmen dem Irak zouspille. A wann de Saddam Hussein eis éiren nogekuckt hätt, da misst hien hei och bei verschiddenen Interventiounen de Mëtte sech wahrscheintlech e bësse méi confortabel gespiert hunn, well et wosst een op eemol mat Momenter net méi wien op der Uklobänk wier, ob et den Irak wier oder ob et anerer wieren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.** - Ech wëll awer do kloer soen, datt dat eng onverantwortelech Haltung wier an datt mer zesummen dem Irak muss kloer maachen, wéi gesot, datt et wierklech gelaut huet an datt si muss kollaboréieren an ënnert deenen Emstänn kann ee Krich verhënnert ginn.

Mir als Lëtzebuerg wëssen, wéi mir zu all eisen Alliéierte stinn. An ech brauch lech hei net ze soen, datt effektiv verschidde Sensibilitéiten do sinn. Mir wäerten alles maache fir déi esou laang et geet zesummen ze halen a fir ze hoffen, datt duerch déi Stärkt, déi an der Unitéit géing leien, mer dat féierdeg bréngt wat mer eis alleguerte wënschen, nämlech dee Krich do ze verhënnere.

An ech si gäre bereet, an d'ganz Regierung ass bereet, heihinner zrëck ze kommen an direkt heihinner zrëck ze kommen, soubal wou d'Situatioun um internationale Plang am Kader vun den Diskussiounen vum Conseil de Sécurité géing weisen, datt eben entweder d'diplomatesch Beméiungen déi ënnert ginn gescheitert wieren, an dat wier dee Fall wou ech hoffen datt mer net géingen dra kommen, ech kéim vill léiwer heihinner zrëck wa mer zesumme kënnte feststellen, datt d'diplomatesch Efforten hir Friichte gedroen hätten an datt mer, wéi gesot, op eng friddlech Aart a Weis den Irak kéinten entwaffnen. Fir all aner Eventualitéite sti mer der Chamber natierlech hei bereet, fir all Diskussioun an aller Offenheet an Transparenz ze féieren.

Ech kënnt elo op déi verschiddenen Interventiounen nach agoen déi hei gemaach gi sinn, besonnesch wat den Här Urbany och gefrot huet, ob hei deux Poids et Mesures géingen ugewannt ginn. Här Urbany, et ginn eng Rei Ennerscheeder ob mer vum Irak schwätzen oder vun Indien oder Pakistan. Bei Indien a beim Pakistan, do geet ee vun enger eventueller nucléaire Gefor aus, déi zwee Länner si Membere vun der AIEA, déi dat eben do och kontrolléieren, an dat ass net dee Volet deen am Fall vum Irak déi gréisste Gefor ass, dat huet de Rapport vum Baradei jo ganz kloer och gewisen. Am Fall vum Irak ass déi gréisst Gefor eben déi chemesch an déi biologesch Waffen, mir sinn also hei an engem anere Fall.

Den Här Urbany hat och nach gefrot, wéi gesot, ob eng Automatiçitéit an der Resolutioun vun der UNO virgesi wier. Ech mengen ech hu kloer genuch gemaach, datt am Kader vun der UNO d'Diskussiounen net ofgeschloss sinn an datt opgrond vun deenen Inspektiounen, déi elo weider gefouert ginn, d'Inspecteuren erëm kommen; datt Diskussiounen am Kader vun dem Conseil de Sécurité wäerte geféiert ginn an datt mer duerno natierlech bereet sinn der Chamber hei all Informatiounen iwwert déi nei Situatioun, déi mer hoffen, datt se positiv ass, wäerte ginn, fir dass mer dee Krich hei évitéiere kënnen. Mä mir stinn op alle Fall zu eisen Obligatiounen, och am Kader vun deenen Alliancen déi mer agaange sinn, an déi wëlle mer och zesumme mat dëser Chamber droen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann elo zum Vote iwwert d'Motiounen.

Motions

(Interruption et brouhaha général)

Mir fänken da mat der Motioun 1 un, dat ass d'Motioun vun deene Gréngen déi ausgedeelet ginn ass an déi Dir textuell alleguerte virum lech leien hutt. Ech menge mir kënnte jo dann doriwwer ofstëmmen.

Mir stëmmen also of. De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 34 Nee-, 8 Jo-Stëmmen a 17 Abstenttiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf.

Da komme mer zur Motioun 2 déi den Här Asselborn abruecht huet, an do freet den Här Asselborn d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).** - Jo, Här President, just ee Saz. Also virum allem déi zwee lescht Tیره maachen den Ennerscheed daitlech téschent eiser Motioun an der Motioun vun der Regierung, an dofir wëll ech och direkt soen, dass mer déi Motioun vun der Regierung net kënne stëmmen.

(Interruption)

Ech soen lech vläicht an engem Wuert et firwat. D'Madame Polfer ass guer net drop era gaangen. Den Här Bush, President vun Amerika, huet virgëschter gesot, dass och ouni UNO-Mandat Amerika géif militäresch intervenéieren. Bon, dofir fuerdere mir d'Lëtzebuurger Regierung op, an deem zweiteschten Tíret, den Amerikaner eng Kéier ganz kloer ze soen, dass mer als Lëtzebuurger Regierung solle géint eng militäresch unilatéral Interventioun sinn, an zweetens, an deem leschten Tíret, dass mer eis hei an der Chamber géint all Participatioun vu Lëtzebuerg un enger unilatéraler militärescher Aktioun ausdrécken.

■ **M. le Président.** - Mir stëmmen also dann iwwert déi Motioun 2 vum Här Asselborn of.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 34 Nee-, 20 Jo-Stëmmen a 6 Abstenttiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer un d'Motioun 3 déi den Här Paul Helminger abruecht huet. Den Här Jean-Paul Rippinger freet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Bei där Motioun, déi den Här Helminger erabruecht huet, gesäit jo all Mensch dass nëmme véier Ennerschrëften drop sinn. Mir hu se opstoe gelooss, am Fall wou nach eng aner Fraktioun wëllt drop ennerschreien. Am anere Fall, wa se dat net wëlle maachen, dann ennerschreift déi Motioun nach den Här Niki Bettendorf.

■ **M. le Président.** - Den Här Krecké huet d'Wuert gefrot.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, mir gesinn eis ausser Stand déi Motioun ze ennerschreien, déi geet net wäit genuch an dofir wäert och kee vun eis déi do mat ennerstëtzen.

■ **M. le Président.** - Abee, si huet jo awer fënnef Ennerschrëften, den Här Bettendorf kënnt derbäi. D'Konditiounen sinn also erfüllt a mir kënnen driwwer ofstëmmen.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 3 ass ugeholl mat 35 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 23 Abstenttiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par Mme Nelly Stein), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Aly Jaerling.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Da kéime mer zur Motioun 4 vum Här Henckes.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 35 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 17 Abstenttiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand

Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroll, John Schummer et Théo Sten-debach;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wier dee Punkt erleedegt a mir kënnen zum nächste Punkt vun der Dagesuerdnung iwwergoen, an zwar ass dat d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5004, de siwente Fënnfjoresplang iwwert déi touristesch Infrastruktur. Et si bis elo agedroen: déi Häre Schank, Scheuer, Belling, Greisen, Garcia an d'Madame Nagel.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här Wiseler, loosst lech Zäit!

2. 5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur. - Ech wosst, dass dat hei e groussen Themen- a Szeenewiessel ass vun deem enge Sujet op deen aneren, mä eis Aarbecht geet weider a mir schwätzen dann elo de Sujet vum Programme quinquennal vum Tourismus un, andeems mer eis bewosst sinn, dass an deene leschte Joren hei am Land - an et ass een inländesche Sujet - den Tourismus eng ganz grouss ekonomesch Croissance kannt huet zu Lëtzebuerg an a ganz Europa.

Wa mer zu Lëtzebuerg kucke wat an deene leschte Joren un Tourismusinfrastruktur bestanen huet, da stelle mer fest dass am Joer 2000 2.400 Etablissementer an dem Secteur touristique geschaff hunn. Dat waren 319 Hotel, Aubergen, Pensiounen, mat ronn 7.700 Zëmmeren, dat waren 323 Campinge mat iwwer 13.000 Etablissementer, 12 Jugendherberge mat iwwer 1.200 Bëtter, 3 Jugendzentre mat 210 Bëtter, dat waren 2,6 Milliounen Nüittees mat enger Durée moyenne vun 2,1 Nüittees pro Séjour wat d'Hôtellerie ugeet, a 5,4 wat d'Campingen ugeet, a ronn 12.000 Persounen déi hei zu Lëtzebuerg am groussen Ganzen an deem Secteur beschäftegt sinn.

Alles dat sinn impressionnant Zuelen, alles dat sinn Zuelen déi ee sech net ëmmer esou bewosst ass wann een als Lëtzebuurger vum Tourismus schwätzt, mä déi awer kloer d'Wichtigkeet vun deem Secteur an eiser nationaler Ekonomie beweisen.

Dee Secteur ass dann och an deene leschte Jorzéngte vu sougenannte Fënnfjoresplang begleet ginn. Zënter 1973 kenne mer dat Instrument vum Fënnfjoresplang wat den Tourismus begleet huet, wat den Tourismus a sengem Développement gehollef huet fir weider ze kommen. Den Tourismus gëtt hei am Land als eng ekonomesch Branche betruucht, an an deem Sënn ass och de Fënnfjoresplang en Instrument, dat eng wirtschaftlech Branche an eise Secteur soll begleeden, soll ënnerstëtzen, soll a richteg Weeër weiderféieren.

Déi Evoluitioun huet, wéi gesot, 1973 ugefangen. Wann een awer elo d'Evoluitioun vun deene siwe Fënnfjoresplang kuckt, déi an deene leschte Jore sech een nom anere suivéiert hunn, da gesäit een och e wéineg wéi den Tourismus evoluéiert huet. Deen éischte Fënnfjoresplang ass haaptsächlech drëm gaange fir Subventionnementer de Gemengen an de Syndikater ze ginn, fir Equipement an Infrastrukturen ze ënnerstëtzen.

1978, am zweete Fënnfjoresplang, si schon eng Rei Zilsetzungen zousätzlech komm. Do ass et drëm gaangen, zousätzlech zu deem wat ech virdu gesot hunn, fir och Hëllef ze gi fir d'Hôtellerie, da wann d'Hôtellerie sech moderniséiert, rationaliséiert oder erweidert.

1983 sinn nach zwou aner Zilsetzungen dobäi komm. Dat si Subventionne fir den Aménagement vu Gîtes ruraux a fir d'Conservatioun an d'Mise en valeur vun eise kulturelle Patrimoine.

1988 sinn nach aner Initiativen dobäi komm, zum Beispill déi iwwert d'Hëllef wa Privatinitiative Projekte maachen déi eng regional Wichtigkeet hunn oder fir d'Konstruktioun vun der Hôtellerie oder fir privat Campingen oder fir Syndikater, déi sech informatiséiert hunn oder anert audiovisuell Material ugeschaaft hunn.

An deem Fënnfjoresplang, deem siwenten, deen also 2003 soll ufänken, sinn zwou aner nei Missiounen dobäi komm, déi d'ganz Evoluitioun vun deem Secteur e wéineg weisen an déi eis och verstoen dinn, wou haut eis Stärkten a wou eis Schwächen leien. Et sinn u sech zwou Missiounen dobäi komm. Déi éischt ass, dass et am Kader vu deem neie Fënnfjoresplang méiglech wäert ginn eng Rei Projekte finanziell ze begleeden, net nëmmen um Investissement vun den Infrastrukturen, mä och an hirem Fonctionnement. Déi zweet ass d'Méiglechkeet ze gi fir Konzepter an Etüden auszeschaffen, fir also esou e wéineg méi an déi Professionalisatioun vun deem Secteur mat eran ze kommen, an dat ass e wesentlechen Aspekt.

1992 hat den Tourismusminister Fernand Boden eng Etüd an Optrag ginn, fir d'ETI, déi sollt e wéineg eisen Tourismussektor analyséieren. Dat ass och geschitt sengerzäit an do sinn och eng ganz Rei Richtlinne festgehale ginn.

Fir d'éischt ass festgehale ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Secteur wëllen deen d'Liewensqualität an d'Qualitéit vum Tourismus ënnerstëtzt. D'Qualitéit ass e Stéchwuert ginn an eise Tourismus am groussen Ganzen. D'Qualitéit an d'Durabilitéit vun deem wat mer maachen, an doropshi sinn eng Rei Créneauen definéiert ginn, wou déi Kompetitivitéit an eis spezifesch Atouté kënnst verstärkt ginn. Ee vun deene Créneauen ass den Tourismuskongress, den Incentive-Tourismus hei zu Lëtzebuerg, deen och an deene leschten zéng Joer wesentlech dévoppéiert ginn

ass, mat all deenen Infrastrukturen déi mer notament an der Stad Lëtzebuerg hunn, mä déi awer och dezentraliséiert gi sinn, wou an Hotel- och Kongresssäll an Ähnlech matgeplangt ginn ass, fir och dee Kongresstourismus net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, mä och ronderëm d'Stad kënnen ze organiséieren.

En zweete grouse Secteur ass dee vum Kulturtourismus hei zu Lëtzebuerg, a mir wësse wat fir e kulturelle Räichtum mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dese Fënnfjoresplang, wéi alleguer déi aner, erlaabt dann och all déi Infrastrukturen, déi ronderëm d'Kultur sinn, wéi Muséeën zum Beispill oder ähnlech Infrastrukturen, finanziell ze ënnerstëtzen. Wësse muss een awer och, dass all déi Ënnerstëtzung selbstverständlech net nëmmen iwwert de Programme quinquennal hei kënn, mä dass och eng ganz Rei Projeten iwwer spezifesch Gesetzestexten, an do brauch een der jo nëmmen e puer ze nennen, wéi zum Beispill d'Concertshal déi gebaut gëtt oder den neie Musée dee gebaut gëtt, oder dee Projet dee mer elo an der Kulturkommission iwwert de Musée de la Forteresse an iwwert de Wenzelspad, alles kulturell Infrastrukturen déi finanziéiert gi vun der öffentlecher Hand an déi de Kulturtourismus wesentlech ënnerstëtzen.

E véierte groussen Akt ass den Tourismus am Milieu rural an den internen Tourismus selwer hei zu Lëtzebuerg. Déi Etüd, déi de Minister Boden 2001 nach eng Kéier beim ETI an Optrag ginn huet, bescheinegt, dass u sech déi véier Zilsetzungen, déi mer ufanks den 90er Joren eis gesat hunn, och zu engem groussen Deel erreecht gi sinn, dass déi infrastrukturell Offer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, relativ gutt ass, dass mer en Equipement grad momentan kennen, deen en internationalen Niveau huet. Dat op där enger Säit, an op där anerer Säit seet se awer och, dass nach zousätzlech Efforten ze maache si wat d'Organisatioun vum Tourismus ugeet, wat d'Formatioun, wat de Marketing ugeet. An der Kommission hate mer och e groussen Deel vun deenen Diskussiounen ronderëm dee Sujet a mir kommen och an deenen nächste Wochen nach eng Kéier am Detail op déi ETI-Etüd, déi mer kruten, zréck.

Wat den Avis vun der Chambre de Commerce ugeet, do ass u sech ze soen, dass och d'Chambre de Commerce kloer d'Wichtigkeet vun der Tourismusentwicklung an deene leschte Joren ënnersträicht, dass se awer och ganz kloer weist wéi positiv déi Inzidenz vun deene successive Fënnfjoresplang op d'Lëtzebuerg Tourismusbranche waren.

Fir d'Chambre de Commerce ass déi gréissten Erausforderung d'Verlängerung vun der Saison. Genau dat ass et jo wat dese Fënnfjoresplang - wéi och schonn dee virdrun - wëllt errechen, andeem en notament Strukture wéi kulturell Strukturen, Sportsstrukturen, Muséeën, Fräizäitstrukture mat subsidiéiert, an och, wéi scho gesot, iwwer aner Gesetzestexten ënnerstëtzt, Gesetzestexten, déi da separat Projeten hei an der Chamber sinn, wéi zum Beispill d'Coque, Concertsäll, de Pei-Musée, de Musée de la Forteresse an esou weider. Domat gëtt probéiert d'Verlängerung vun der Saison ze errechen.

Wat dese Fënnfjoresplang erlaabt, dat ass dee qualitative Sprong weiderzeféieren, dee mer an den nongzeger Joren an eiser Tourismusbranche ugaange sinn. D'Chambre de Commerce ënnersträicht, dass déi Enveloppe financière, déi dese Fënnfjoresplang krut, mat 37,5 Milliounen Euro eng

Augmentatioun vun 28% par rapport zum leschte Fënnfjoresplang ass, wat eng wesentlech Augmentatioun ass déi eise Tourismus wäert an deenen nächste Jore gutt doen. Do soe mer och dem Budgetminister merci fir d'Akzeptatioun vun där Enveloppe.

Déi eenzeg Kritik, déi d'Chambre de Commerce mécht, betrëfft am Kader vum Artikel 6 deen Tiret, deen nei agefouert ginn ass, dee seet dass d'Fonctionnementsfräen och kéinten iwwerholl gi bei verschiddene Projeten, mä dass do en Ënnerscheid tëschent Frais privés a Frais publics gemaach gëtt.

De Conseil d'Etat, dee suivéiert a grouse Linnen dat wat d'Chambre de Commerce seet, seet awer, wat déi verschidden Tauxen ugeet, déi ech elo just ugeschwat hunn, et misst een oppasse fir net ze vill Ënnerscheeder ze kreéieren, mä dass, deemno wat fir eng Zilsetzungen et sinn, et awer duerchmaachbar wär, ënner anerem wann dat en fonction vun der Natur wär vun deem wat ee mécht.

D'Aarbechten, déi mir an der Kommissioun gemaach hunn, déi hunn a sech d'est Instrument ganz kloer begréisst. Se hunn och begréisst, an dat wëll ech ënnersträichen, dass bei deem Gesetzestext direkt déi sechs Règlements grand-ducaux hannendrun hongen, déi d'Applicatioun vun deem Fënnfjoresplang ganz genau beschreien, esou dass jiddferee sech konnt een exakt Bild maachen, wéi déi nun awer trotzdem héich Finanze wäerte verdeelt ginn a wie kann ënner wat fir enge Konditiounen dovou profitéieren.

Dat wat d'Kommissioun nach ugeschwat huet betrëfft deen eenzeg kritesche Punkt deen d'Chambre de Commerce ervirbruecht huet. D'Kommissioun huet gemengt, dass se net géing déi Kritik ënnert hiren Numm schreien, well d'Méiglechkeet gi wär fir verschiddene Saachen an öffentlecher Hand prezis ze ënnerstëtzen, déi normalerweis enger ganzer Region profitéieren an esou eng Lokomotiv fir de ganzen Tourismus kéinte ginn, oder dass kéinte Projekte realiséiert ginn, déi d'Privatinitiativ wahrscheinlech selwer ni géing ugoen, an een esou nei Méiglechkeeten an déi verschiddene Regione kënn erabrénge, an dat dofir eng grouss Wichtigkeet hätt.

Nach kuerz wëll ech soen, well d'Zäit fortleeft, dass d'Kommissioun déi zwou Propositionen, déi de Conseil d'Etat gemaach huet fir den Text formell ëmzeänneren, och unhëlt. Eng wichteg Proposition war déi, fir dass d'Gestioun vun deem Fënnfjoresplang an Zukunft wesentlech vereinfacht gëtt, direkt an dem Gesetzestext eng Referenz op d'staatlech Kontabilitéitsgesetz ze maachen, fir esou kloer ze assureieren no wat fir enge Regeln et fonctionnéiert a fir a sech eng Equivalenz mat anere Fongen ze schafen, wou eng ähnlech Formulatioun ass.

D'Kommissioun huet selbstverständlech déi Proposition vum Conseil d'Etat iwwerholl a proposéiert der Chamber diesen Text unzehuelen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu sengem schréffleche Rapport, fir deen ech dem Kolleg Claude Wiseler wëll félicitéieren, weist de Rapporteur, a mat Recht, op d'Wichtigkeet vum Tourismus am ekonomesch Secteur hin. Zwee, dräi Beispiller: D'Europäesch Unioen ass nach wie vor déi éischt Destinatioun am Welttourismus. An der EU ass Lëtzebuerg nach wie vor dat Land mat

deene meeschten Touristen. No deene leschte Statistiken ass Lëtzebuerg Nummer 1 mat 2,07 Arrivéee pro Awunner, duerno kënn Frankräich mat 1,3 an a puncto Zuel vun Touriste pro Quadratkilometer si mir och déi éischt an der EU mat 323 Touristen um Quadratkilometer virun Holland mat 223 Touristen.

Den Tourismus zu Lëtzebuerg huet iwwerens en Undeel vu 6,5% vum PIB. An der Europäescher Unioen läit e bei 6%, also lichter drënner. Och 6% vun de Beschäftegte schaffen am Tourismus um Niveau vun der EU. Dës positiv national Zuel huet natierlech ganz vill mat der Stad Lëtzebuerg ze dinn, déi mat hirem Patrimoine, dat ass gewosst, e genialen Atout fir eisen Tourismus huet. Et muss een och dobäi soen, dass den LCTO een excellente professionelle Match mécht fir erfollegräich am Tourismusberäich ze sinn.

Mä op deene positiven Zuelen, wéi ech se elo hei viruginn hunn, daerfe mer eis selbstverständlech net ausrouen, wëlle mer och net, ganz am Géigendeel. Wann ech kann drun erënneren, dass 2002 e gutt Joer am Tourismusberäich war, dann ass dat awer och drop zréckzeféieren, dass mer eng Partie Events haten, déi mir net all Joer hunn, wéi zum Beispill den Tour de France, d'Expogast oder och déi 200 Joer Victor Hugo.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Rapporteur huet et gesot, zënter 1973 gëtt et des Fënnfjoresplang mat dem But fir d'touristesche Infrastrukturen zu Lëtzebuerg ze verbessern. De fënnfjoresplang an de sechste Fënnfjoresplang hu sech schonn deelweis um strategeschen Tourismuskonzept vum ETI, dem Europäeschen Tourismusinstitut vun Tréier, orientéiert. De siwente Fënnfjoresplang, vun deem mir haut schwätzen, reit sech an d'Linn vu senge Virgänger an, schreift de Rapporteur, gläichzäitig probéiert en awer och ze innovéieren.

Den ETI huet viru kuerzem d'Emsetzung vum strategeschen Tourismuskonzept iwwerpräift, an net méi spët wéi leschte Freideg ass den Endbericht virgeluecht an de Vertriederinnen an de Vertrieder vum Tourismusberäich presentéiert ginn. Net manner wéi 55 Moossnamen stinn an deem Endbericht. Ech wëll der just dräi, véier erausgräifen. Et gëtt gesot, eppes wat mer natierlech scho méi laang wossten, dass de Secteur vum Tourismus muss weider professionaliséiert ginn, nei Strukture muss kreéiert ginn, déi sougenannt regional Agenturen - do kommen ech nach drop zréck -, e kohärenten Image vum Lëtzebuerg Tourismus muss gefördert ginn an e Masterplang muss etabléiert gi fir potenziell Clienté besser ze cibléieren, wéi och nach aneres.

Mat Bléck op de Fënnfjoresplang seet den ETI, dass bis ewell de Fënnfjoresplang een erfollegräich Instrument war a weider ass, fir eng zilorientéiert Fördere vum Tourismus ze errechen. Gläichzäitig ass en awer och der Meinung, an de Rapporteur huet et scho gesot, dass dat infrastrukturell Equipement an d'Qualitéit vun eise Betriber an der Zwëschenzäit internationale Standard erreecht hunn. Mat senger Enveloppe vu 37,5 Milliounen Euro, also 28% méi wéi dee Fënnfjoresplang virdrun, ass dese Plang, dat wësse mer, eng onersetzbar Ënnerstëtzung vun de Gemengen, de Gemengesyndikater, de Syndicats d'initiative, den Entente beim Ausbau vun touristeschen Infrastrukture mat regionalem Charakter, wéi zum Beispill thematesch oder Erlebniswanderweeër, Vélospisten, Aires de récréation, Erlebnisbäder an esou weider.

Dobäi kënn d'Moderniséierung an den Ausbau vu Betriber am Hébergement, am Wellnessberäich, Wellnessberäich dee beispillsweis nach laang net ganz ausgereizt

ass. Et gëtt och nach aner Créneauen. An ech wëll och do op ee vu mengen Daddaen zréckkommen, fir ze soen dass mir nach wie vor keng ausgesprochene Familienhotelen hunn, also no deenen internationale Kritäre wéi se am Ausland en vigueur sinn, an och keng sogenannte Kulturhotelen.

A puncto Aus- a Weiterbildung vun den touristeschen Acteuren besteet am Marketing nach wie vor e groussen Handlungsbedarf. Dat wësse mer. Bis elo konnte Moosnamen a verschiddene Beräicher och net ënnerstëtzt ginn. Dat gëtt elo deelweis anescht. Niewent Infrastrukturmoosnamen ass et mat deem Instrument och méiglech an Zukunft Projeten, de Rapporteur huet et gesot, an och Gestionskäschten ze subventionéieren. Et gëtt also an deenen nächste Jore méiglech, dass d'Fonctionnements- an d'Personalkäschten à charge geholl ginn, wann déi entsprecheend touristesch Infrastruktur eng regional, respektiv eng national Bedeutung huet. Och kënnen hei Syndicats d'initiative, Ententen an och A.s.b.l.en ënnerstëtzt ginn.

Da kënt derbäi, dass mat deem Fënnfjoresplang d'Ausschaffe vu Konzepter an Etüden am Zesammenhang mat der touristescher Entwécklung méiglech gëtt. Et kann ee sech parfaitement virstellen, dass d'Afféierung vun enger Iwwernuechtungstaxe beispillsweis oder enger méi allgemenger Touristiksteuer oder d'Weiderentwicklung vun enger Luxembourg-Card Objet vun esou enger Etüd kéinte sinn.

Vun elo u kënnen also d'touristesche Acteuren net nëmmen Hardware subventionéiert kréien, mä och touristesch Software. Ech mengen, dass dat e wichtige Schratt an déi richteg Richtung ass.

Am Artikel 4 vum Projet de loi gëtt iwwregens och d'Viraussetzung geschaft, dass speziell Aidé kënnen fléissen, do wou d'Kreatioun vu regionalen touristeschen Infrastrukturen als noutwenneg ugesi ginn, ënner enger Rei vu Konditiounen.

Komme mer awer nach eng Keier op d'Konklusioun vun dem Endbericht vum ETI zréck. E wichtige Punkt ass - a mir hu schon d'lescht Joer am Kader vun der Interpellatioun vum honorable Kollege Garcia driwwer geschwat gehat -, si recommandéieren zesummeschlëss vu Syndikater, also vun Ententen, ënner Abëzierung vu Gemengen zu eegestännege Regionalagenturen, wéi den ETI se nennt. An deem Kontext seet den ETI, dass en déi bestehend touristesch Regiounen esou wëllt belouesse wéi se am Moment sinn. Perséinlech sinn ech awer der Meinung, dass een net soll fäerte fir eng sechst touristesch Regioun zouzeloossen.

Mat deene proposéierte Regionalagencé loosse sech - an dat ass wichtig - ganz kloer Kräfte bündelen an et kritt ee gläichzäiteg Strukturen, déi eng verstärkt professionell Aarbecht an Zukunft um Terrain méiglech maachen. D'Animateurs touristiques ware jo bis elo un d'Ententen ugehong. Dat war een Ufank. Wat mer an Zukunft brauchen, dat sinn ausgebildete Tourismusmanager, -managerinnen, déi Projeten erschaffen an och hëllefen ëmsetzen.

Am Kader vum Débat iwwert den Norde virun zwee Deeg ass och ganz vill vun Naturparke geschwat ginn. D'Beispill vun den Naturparken, vum Naturpark Oewersauer ënner anerem, weist, dass, wann ee Sue kritt fir haaptamtlech Leit ze bezuelen, déi fachlech ausgebildete si fir touristesch Projeten ze begleeden, een dann eben och eng professionell an effikass touristesch Aarbecht maache kann.

Eng Stärkt vum Lëtzebuurger Tourismus ass nach wie vor déi enorm grouss Bereitschaft fir Eirenamtlechkeet ze leeschten, mä éischens huet d'Eirenamtlechkeet hir Grenzen, an do mussen dann

haaptamtlech Leit déi Eirenamtlechkeet ergänzen. Zweetens muss se se ergänzen an deem Sënn, dass eng gutt fachlech, touristikorientéiert Ausbildung eben derbäi kënt fir Projeten ëmzesetzen.

Fir mech läit grad hei e ganz wichtigen Challenge am Lëtzebuurger Tourismus: Eirenamtlechkeet an Haaptamtlechkeet verbonne mat der néideger Fachkompetenz fir en optimale Rendement. Esou muss een déi zwou, dräi Saachen do matenee verknäppe fir d'Zukunft.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Méi Professionalitéit! Eigentlech kann ee soen: «Dat wosste mer och scho virum Endbericht», mä dat méi u Professionnellem an dat méi u Fachleit fir den Tourismus-secteur heescht awer och méi u finanzielle Mëttelen. Do kënt dann den ETI op méiglech Refinanzierungsmodeller zréck, déi mer och schon diskutéiert hunn, zum Beispill déi berühmte Kurtaxe oder Iwwernuechtungstaxe, déi mer jo, wa mer an d'Ausland an d'Vekantz fueren, deelweis bezuelen, dacks ouni et ze wëssen.

Am Ufank vun den Diskussiounen sinn d'Meenunge vum Secteur wäit ausernee gaangen. Haut, mengen ech, gesinn déi meescht och déi méiglech Avantage vun eventuell enger Taxe. Et ginn natierlech och aner Méiglechkeete vun der Refinanzierung. D'Konditioun muss ëmmer sinn, dass d'Suen zréck an d'Tourismusförderung fléissen an eben hëllefen déi Strukturen an dat méi u Professionalitéit ze bezuelen.

Den ETI huet a senger Presentatioun d'lescht Woch dräi Alternative vun enger Finanzéierung opgeléist. Déi éischt, seet hien, ass d'Vollfinanzierung op allen Niveauen iwwert déi öffentlech Budgeten. Zweetens eng Voll- oder Deelfinanzierung iwwert déi berühmt Iwwernuechtungspauschal. Drëttes eventuell eng Touristiksteuer op gesetzlecher Basis, wou déi Leit vum ETI behaupten hunn an Tirol géif dat funktionnéieren an dat hätt den Tourismus an där Regioun eréischt richteg un d'Lafe bruecht.

Op jidde Fall si mir forcéiert déi Diskussioun vun der Finanzéierung ze féieren a bis un d'Enn ze féieren, well wa keng homogène Léisung do hannen erauskënt, da wär dat fir déi weider Entwécklung fatal. Mir brauchen a puncto Professionalisierung am Lëtzebuurger Tourismus séier eng Léisung. Mir mussen Neel mat Käpp maachen. Dofir brauche mer déi ernimmte Regionalagencé séier. Den ETI seet jo och dat hätt éischt Prioritéit.

D'Fro stellt sech ob et méiglech ass d'Schafe vun deene Regionalagencen iwwert de Fënnfjoresplang ze finanzéieren. Ech hat de Minister dat gefrot am Kader vun der Presentatioun. Hien huet mer confirméiert, dass dat effektiv méiglech wäert sinn.

Den ETI huet recommandéiert séier mat der Diskussioun vun de Standuerter unzefänken a puncto Regionalagencen, fir dass d'Moosnamen am Fënnfjoresplang berücksichtigte sinn, fir dann am Laf vun 2003 mat der operationeller Ëmsetzung unzefänken. Am Kader vu sengem Endbericht huet den ETI och plädéiert, fir eng kloer Aufgabentrennung zwëschent Ministère an ONT ze maachen. Hie seet an Zukunft soll de Ministère sech vorangee ëm d'Tourismuspolitik an em d'Tourismusförderung beméien, an den ONT éischter am operative Beräich aktiv ginn an do d'Kräfte bündelen. Op jidde Fall misst een an deem Fall dem ONT seng Statuten änneren, well am Moment läit den Optrag hei haaptamtlech bei der Promotion, och bei der Formation, mä awer haaptamtlech beim Promouéieren vum Lëtzebuurger Tourismus.

Perséinlech sinn ech iwwregens der Meinung, dass eng Struktur

feelt zwëschent Ministère an ONT. Wann een esou wëllt eng Struktur, déi de Minister berode kann a senger Politik, déi Avisen zu Projete kann ofginn, déi awer och aus eenger Initiative eraus ka Propositionen a Recommendationen maachen, déi als sënnavoll kënnen gellen, zum Beispill wat d'Ausschaffe vum Fënnfjoresplang ubelaangt. Et kann ee sech parfaitement e Conseil supérieur de tourisme virstellen, deen esou eng Aufgab erfüllt an deen och an engem Aart Catalyseur kënt spillen. Dofir sinn ech och amgaang un enger Proposition de loi ze feilen. Ech wäert och op déi Iddi vum honorable Kollege Garcia nach ze schwätze kommen.

(**Interruption**)

Ma neen, ebe just grad net, Här Gira. Ech mengen et ass wichtig, dass een d'Diskussioun ofwaart déi mer amgaange sinn ze féieren am Kontext vun der Refinanzierung.

(**Interruption**)

Ech mengen, dass dat méi sënnavoll ass ier een ze séier aus der Héft schéisst, wat och net gutt ass.

(**Interruption et hilarité**)

Dat kënt nach alles op d'Tapéit.

(**Interruption**)

Ech wollt nach am Kontext zum Sujet vum Conseil supérieur soen, dass e Lenkungsausschuss deemools vum ETI proposéiert gi war, deen awer nëmme bis 1996 Bestand hat, wou een awer gesäit dass esou e Gremium seng Wichtigkeet huet.

Ech denken an deem Kontext dann och un d'Proposition de loi vum Robert Garcia,...

■ **Une voix.** - Ah!

■ **M. Marco Schank (CSV).** - ...déi inhaltlech a mengen Aen absolut op der richteger Schinn ass. Hie proposéiert ënner anerem en Institut national du tourisme, Bureaux régionaux an eben och e Conseil supérieur. Ech mengen et soll een eng Keier am Detail op des Propositionen zréckkommen. Just elo zwee Sätz.

Nei Strukturen, déi also e Méi u Professionalitéit méiglech maachen, sinn noutwenneg. Dat hunn ech scho gesot an do ginn ech och där Proposition vum Robert Garcia Recht. Wann een awer Regionalagencen a Büro schaft, da muss een a mengen Aen d'Viraussetzung schafe fir d'Gemengen an d'Gemengesyndikater sënnavoll anzubannen, an déi Eirenamtlech Aarbecht um Terrain souwiso. Op jidde Fall muss een oppassen, wann een nei Structure schaft, fir d'Aufgabe vun der regionaler Tourismusplanung an -entwécklung ze bewältegen, dass ee se dann net ze vill, fir net ze soen iwwerhaupt, vun den Acteuren um Terrain lass léist. Mä dat soll een eng Keier a Rou diskutéieren.

Ech wollt dann an deem Kontext nach eng Keier d'Iddi fir d'Schafe vun engem Observatoire du tourisme de la grande région lancéieren. Ech hat dat d'lescht Joer am Kader vun där Interpellatioun gemaach, well esou eng Struktur et méiglech mécht sech méi staark un der Groussregioun ze orientéieren an d'Informationen zwëschent de Regiounen auszetauschen, wat ech als e ganz wichtig Instrument géif ugesinn.

E weidere wesentleche Punkt ass deen, dass Lëtzebuerg als Touristendestinations e kloren an onverwieselbare Profil muss gewinnen. Dat seet d'ETI-Etüd och. Op Basis vun entsprecheender Mäertstudie muss sech eng Image de marque fir de Grand-Duché erauskristalliséieren, fir eben den Tourismus zilorientéiert ze vermaaten. Firwat

net och esou eng Etüd iwwert de Fënnfjoresplang hëllef finanzéieren?

Da wëll ech nach soen, dass den ONT, wann de Komitee zoustëmmt, wëlles huet zesumme mam Secteur eng Qualitéitsoffensiv ze starten am Kontext vum Service vis-à-vis vum Client, zum Beispill mat Coursen a Séminaire fir Qualitéitscoaching, Mataarbechtermotivatioun - wat haut ganz wichtig ass -, sou genannt Mystery-checks, Fachkursiounen a villes méi.

Zum Schluss wollt ech eng leschte Keier d'Prioritéite resüméieren fir eng weider Verbesserung vun eiser Wettbewerbsfäegkeet am Tourismus zu Lëtzebuerg. Sechs Punkten:

eng konsequent Professionalisierung an alle Beräicher, dat ass gesot ginn;

eng konsequent Regionalisierung, mat Schafe vun deenen Agencen, doduerch dass een och d'Gemengesyndikater bedeelegt;

eng konsequent Berodung vun de Betriber aus dem Secteur zesumme mat de Berufschamberen;

eng konsequent Offer am Kontext Animatioun, Betriber vum Tourist, zilgruppespezifesch, altersspezifesch;

d'Fördere vun zäitgeméissen a clientorientéierten Tourismusbüroen, do gëtt et eng Etüd vum Ministère, ech huelen un dass de Minister och herno e Wuert dozou seet;

e konsequent Destinationsmanagement, wou d'Destinatioun zum eigentlechen touristischen Produit gëtt, deen et mat eise Lëtzebuergerspezifesch Stärken ze vermaarte gëllt.

Fir dëst alles ze erreechen, Här President, géif ech recommandéieren, de siwente Fënnfjoresplang ze stëmmen als een onerläslecht Instrument fir d'Entwécklung vum Tourismus hei zu Lëtzebuerg, an ech géif och heimadder den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den nächsten Orateur ass den Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(**Brouhaha général**)

Maacht gemälleg, Här Scheuer.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Merci, Här President. Wéi gesot, si kréie mech net esou einfach duerchernee gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech féieren d'Diskussioun nees dohinner zréck wou se ugefaangen huet, nämlech op de Rapport deen den Här Wiseler virgueluecht huet, de Rapport iwwert de siwente Fënnfjoresplang am Tourismussektor.

Ech soe fir d'éischt emol dem Här Wiseler merci fir dee Rapport. Ech maachen him och oprichtig Kompliment. Et ass e Rapport, dee relativ kuerz ass, awer et steet alles dra wat ee brauch fir déi Diskussioun hei ze féieren. Dann huet den Här Wiseler eppes gemaach, wat och bei deene meeschte Rapporten, déi gemaach ginn, net esou evident ass, hien huet den Diskussioun Rechnung gedroen déi an der Kommissioun gefouert gi sinn an en ass esouguer esou wäit gaangen, dass en nach e puer Formulierungem ëmgeännert huet; de President huet net ganz staark misse intervenéieren fir dass den Här Wiseler dat gemaach huet.

Et ass also e Rapport dee vun eis gestëmmt ginn ass, a bei enger Enthaltung huet en also d'grouss Majoritéit fonnt. Ech wëll hei och net widerhuele wat mer schon am Joer 2001 gesot hunn a wat mer am Joer 2002 gesot hunn, mä ech wëll zu deem e puer Iddien hei développéieren, déi och an der Kommissioun ugeschwat gi sinn.

Fir d'éischt d'Duerstellung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg, sou wéi se am Rapport steet, fir ze weisen wéi wichtig dee Secteur ass an dass mer hei iwwer e Secteur schwätzen deen e Wäert huet an der Économie vu Lëtzebuerg an deen e Wäert huet am Gesellschaftsliewe vu Lëtzebuerg e Secteur, deen een net dierf ënnerschätzen a mat deem och net dierf gespillt ginn. Et kann een net esou niewebäi Tourismuspolitik maachen.

Mir hunn 2.400 Etablissementer am Horesca-Secteur, mir haten 2,6 Milliounen Iwwernuechtungen zu Lëtzebuerg, a mat där Zuel huet den Här Schank gespillt. Mäi Gott, Statistike sinn dat wäert wat deen, dee se rauszéit, wëllt domat maachen. Et kann ee bal alles domat maachen, den Här Schank huet et gemaach, an huet aus Lëtzebuerg dat touristesch Paradäis vun der ganzer Welt gemaach. Ech probéieren fir dat e bësschen ze relativéieren. De Chiffre d'affaires vun deem Secteur huet am Joer 2000 620 Milliounen Euro bedroen.

Éischt Iddi an éischt Remarque: De Secteur touristique ass e Spiegelbild vun der Liewensqualität zu Lëtzebuerg, ergo ass et och e Spiegelbild vun där Liewensqualität vun där all Leit zu Lëtzebuerg profitéieren kënnen. Dat Geld also, dat an deem Fënnfjoresplang an dee Secteur investéiert gëtt, ass en Investissement vun deem vill Leit profitéieren a wou munch Géigenden am Lëtzebuurger Land méi schéin a méi attraktiv gemaach ginn, also och vill Gemengen.

Dat féiert dozou, dass d'Lëtzebuergers sech zu Lëtzebuerg méi déplacéieren wéi dat virdrun de Fall war, an den Inlandtourismus huet seng Effeten, an déi Effete sinn awer elo wierklech schwéier aus dem Bilan an aus deem globale Chiffre d'affaires erauszerechnen.

Ech hu mer haut de moien dat déckt Buch vum Statec komme gelooss a probéiert erauszefannen, wéi den Inlandtourismus sech an deene 620 Milliounen Euro wirtschaftlech auswierkt. Ech hunn et net fonnt, vläicht steet et op enger anerer Plaz, Här Minister, vläicht ginn et och Héichrechnungen. Ech sinn nämlech der Meinung dass, an enger Zäit wou sech den Tourismus verschibbt - mer constatéieren a verschiddene Regiounen dass en ofhëlt, dass d'Iwwernuechtungen ofhuelen -, een dann all Intérêt drun huet fir ze weisen, dass de Lëtzebuurger, deen zu Lëtzebuerg an eng touristesch Uertschaft erausfirt, dann och als Tourist muss gewäert an am Bilan ervirgestrach ginn. Ech froen ob een un déi Donnéeën erukënt an ob ee mat deenen Donnéeën dann och vläicht nei Konzepter entwéckele kann an déi mat an eis Iwwerleeungen erabrénge kann.

An deem Rapport steet munches, am Exposé des motifs steet munches, et gëtt elo och eng ETI-Etüd déi komplett virläit an et gëtt och nach eng Proposition de loi vum Här Garcia. Dat ass awer en Nonpaper, huet hie gesot, also et schwätzt een net iwwer en Nonpaper, dat wär terribel ondiskret, an ech weess dass de Kollege Garcia dat net wëllt, dofir maachen ech dat och net.

Et ass gewosst, wat an all deene Pabeiere steet. Et kann...

(**Interruption**)

Wat gelift?

(**Interruption**)

Ech schouen den Här Garcia. Et ass gewosst, et kann an et dierf och net anescht sinn, et steet an alle Rapporten an allen Exposéen, dass Lëtzebuerg Qualitéits-tourismus brauch an et steet och dran, dass eis Investissementer op hir Nohaltegkeet gepréift musse ginn. Néierens ass de Begrëff Qualitéits-tourismus definéiert, ech wär och frou wa mer deen eng Keier géifen definéieren. De Begrëff Kulturtourismus léisst sech definéieren, mä

Qualitätstourismus ganz, ganz schlecht. Do fällt zum Beispill de Begrëff Jugendtourismus anscheinend net drënner - wann een dat esou liest -, obschonn dat e Créneau ass, deen an all eisen Iwwerleeunge relativ ausgespuert gëtt, och wann d'Nohaltegkeet am Tourismus...

(Interruption)

Jo, mä d'Konzept dohannert. Mir stieche Geld a Jugendherbergen, domat maache mer eppes fir de Jugendtourismus.

(Interruption)

Et ass awer nach ni hei diskutéiert ginn, Här Minister. An et besteet och e Konsens, dass déi Investissemenen fir Infrastrukturen och fir d'Promotioun a fir d'Publicitéit ganz cibléiert mussen agesat ginn, an déi Akzenter ginn och a deem Rapport ernimmt, et si Kongress-tourismus, Geschäftstourismus, Kultur-tourismus, Tourismus am ländleche Raum an dann den Inlandtourismus, an doriwwer huet den Här Schank geschwat.

Här President, et wär elo einfach fir mat deenen Donnéeën, déi de Statec zur Verfügung stellt, d'Evolutioun vum Tourismus an de verschiddene Regiounen ze suivéieren. Ech huelen als Kritär d'Arrivéeën, an dann nuancéieren ech domadder e bësschen deen heldenhaften Optimismus, deen den Här Schank ausgestrahlt huet, a relativéieren en emol e bësschen.

(Hilarité)

Den Här Schank ka sech dann dozou ausdrécken. Ech huelen ëmmer zwou Zuelen, de Kritär Arrivéeën ass fir mech mat dee wichtegsten. Am Zentrum hate mer 1980 355.000 Arrivéeën, 2000 480.000. An den Ardenne waren et der 185.000, elo 181.000, op der Musel waren et 34.000 Arrivéeën, elo 50.000 Arrivéeën. Dat ass prozentual en Erfolleg, awer trotzdem, relativ gesinn, par rapport zu deenen anere Regiounen ass et a mengen Aen en Echec.

Do ass nach munches ze maachen, do ass vill ze maachen. An da kënnt de Mëllerdall, déi äermste Regioun, wann een et proportional kuckt wat de Réckgank ugeet. De Mëllerdall hat 1980 128.000 Arrivéeën, huet der am Joer 2000 nach 109.000. Dat ass eng Chute, net libre, mä trotzdem eng Chute, déi fir mech signifikant ass. Ech kënnt elo een Objekt eraushuelen, eng Institutioun quasi eraushuelen, de Veianer Lift, fir lech ze weise wéi dat erofgaangen ass. 1980 115.000 an 2000 86.000.

(Interruptions)

Sot mir et. Ech lauschteren lech no. Ech hunn eng Referenzperiod geholl vun 20 Joer an ech hunn net ëmmer déi niddregst oder déi héchst geholl. Ech hat déi och net an deem dote Blatt. Geet et dann iwwer 1980 eraus?

Nun, et ass absolut noutwendeg fir de Réckgank an de Regiounen ze stoppen an de Réckgank ass an alle Regiounen do an de Réckgank ass am Oste vum Land signifikativ. Mir brauchen Investissemenen, dat ass kloer, an d'Infrastrukturen. Mir brauchen och Investissemenen an den Know-how a mir brauchen Investissemenen an d'Promotioun vum deem Secteur. Déi Investissemenen kommen der Regioun zegutt. Si kommen der Economie zegutt a si sinn dréngend noutwendeg.

Ech wëll dann eng Feststellung maachen a si e bëssen ënnerleeën, si baséiert op engem Saz, deen d'Chambre de Commerce geschriwwen huet. D'Chambre de Commerce seet dat hei: „La capacité d'hébergements est en chute libre“, huet natierlech do den Zentrum eraus, mä dat géllt anscheinend, esou generell seet d'Chambre de Commerce et, fir de Rescht vum Lëtzebuerg Land.

Fait ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Hôtellerie zu Lëtzebuerg hiert Gesiicht verän-

nert. Fait ass, dass Betriber verschwannen. Fait ass, dass bestëmmten Hotele sech moderniséieren, ausbauen. Da kënnt ee soen, et fënnt eng gesond „Schrumpfung“ statt. Dat wär awer scho sarkastesch. Aner Hotele moderniséieren net séier genuch oder si kënnen net moderniséieren aus finanzielle Grënn, well den Hotel vläicht selwer ze enk ass oder awer well en einfach onrentabel ginn ass duerch déi niddreg Auslaaschtung, déi just an deene Regiounen ebe stattfënnt.

D'Haaptursaach schéngt mer awer déi ze sinn, an dat ass a mengen Aen dramatesch, dass de Privatpatron, de selbstännegen Hôtellerie, de selbstständige Restaurateur keen Nofolger oder kaum en Nofolger méi a senger eegener Famill huet. Dofir ginn et Ursachen. Et ass hei net d'Plaz fir dat auszubauen. Et muss ee sech dann och d'Fro stellen, ob déi Famillbetriber zu Lëtzebuerg weider bestoe kënnen oder wivill der an nächster Zäit verschwannen? An ech fäerten, dass mer domadder amgaange sinn e wichtegt, vläicht eent vun deene wichtigsten Elementer an traditionelle Lëtzebuerg Tourismussecteur ze verléieren an och en Element vun eiser gesellschaftlecher Kultur.

Dreiwe mer a Richtung Internationalisierung vum Kapital, wat an deem Secteur investéiert gëtt? Sinn déi grouss Chainé bereet fir uechter d'Land ze investéieren, am Norden, respektiv am Osten? Dat ass eng Fro, déi ass legitim. Ech hu bis elo e puermol Verhandlung gefouert mat grouse Chainen, an dann hu se eng Etüd gemaach, soe se, a festgestallt, dass se mat enger Auslaaschtung vu 50 a 60% net auskéimen. Dann hu se sech zréckgezunn, a gläichzäitig zum selwechte Moment sinn an der Stad d'Hotelszëmmeren nëmmen esou erugewuess a grouse Boiten.

Dat heescht als Konsequenz, dass a Zukunft den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg nach ëmmer méi d'Tourismussen dominéiert, an ech hunn dat jo gewisen an Hand vun deene puer Zuelen iwwer d'Evolutioun vun den Arrivéeën. Dat heescht dass déi aner Regiounen Gefor lafen zu Satellite vum Zentrum ze ginn, wou sech dann den Dagestourismus a Richtung Naturpark Oewersauer, a Richtung Naturpark Our, a Richtung Mëllerdall, a Richtung Musel entwéckelt. An d'Fro ass, ob mir mat esou enger Form vum Tourismus liewe kënnen? D'Fro awer ass och, wéi kënnen mer dat ophalen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wier dramatesch. Mir müssen d'Rentabilitéit vu ville Betriber ofsécheren, déi vum Tourismus liewen, an et sinn der vill. Ech zitieren elo net emol déi traditionell Hôtellerie, Campinger, Gastronomie déi dohannert stécht. Och ganz vill Commerce stécht derhannert, och d'Handwierk, an a bestëmmte Regiounen wiere vill handwierklech Betriber net fäeg fir ee ganz Joer ze iwwerliewen, wann net déi touristesch Infrastruktur do wär. Och dat muss ee mat a Betracht zéien, wann een eng Spreedung, eng Dezentraliséierung prôneiert, déi fir de Moment a Geor ass.

Aner Remarque. D'Stärkung vun allen Institutiounen, déi am Tourismussecteur aktiv sinn, an dat féiert mech zréck zum Rapport. Am Rapport ass, wéi gesot, e louablen Effort gemaach fir d'Meenung vun der Minoritéit zréck ze ginn. An do steet dann och den Term vun Dirigismus dran. D'Majoritéit vun der Chamberskommissioun schwätzt sech géint dirigistescht Interwenéieren vum Ministère aus, warscheinlech. De Minister schéngt jo den Diktator ze sinn oder den Dirigent an deem Fall, an hie vertraut dann och op aner Leit déi dirigéieren, well dirigéiert muss jo ginn.

Et war awer de Wonsch vun alle Fraktiounen no méi Professionalis-

mus am Tourismussecteur. Ech hat mer geduecht, an ech mengen nach ëmmer, dass déi Allerprofessionellst an deem dote Secteur awer am Tourismusministère misse sätzen, well dat ass jo d'Daachorganisatioun, vun där all déi aner ofhängeg sinn, an ech wollt wierklech eng Valorisation vum Tourismusministère proposéieren, an dann huet ee gesot, ech wär nach ëmmer op där stalinistescher Linn.

(Interruptions)

Wourëm geet et? Den Här Ady Jung huet dat nuancéiert. Ech sinn him och dofir éiweg dankbar, well en d'Differenz gemaach huet tëschent engem Sozialdemokrat an dem Stalinist.

(Interruptions)

Wourëm geet et elo am Eescht?

Et geet em de professionellen Encadrement vun de Volontairen. Et geet em de professionellen Encadrement vun de Syndicats touristiques an et geet em de professionellen Encadrement vun den Ententes touristiques, an et geet em d'Vebindungen, em de Joint, deen tëschent de Syndikater, tëschent den Ententes an den Institutiounen besteet, ob dat elo den Office National du Tourisme ass oder ob et de Ministère ass. Dat war de Punkt iwwer dee mer diskutéiert hunn an iwwer deen ee munch Iddien dann eben entwéckele kann.

Kuckt mer emol wien déi Haaptacturen am Lëtzebuerg Tourismus sinn a wien d'„Basis“ vum Lëtzebuerg Tourismus duerstellt, mir hunn de Ministère, mir hunn den ONT, dann hu mer déi verschidden Ententes, déi an de Regiounen schaffen, mir hunn dann déi lokal Syndikater, da kommen d'Gemengen an d'Gemengesyndikater an verschidden A.s.b.l.en, déi gegrenzt gi si mat punktuellen Objektiv, an da kënnt de Secteur vun der Horesca, dee wierklech de wichtigste Block duerstellt.

Wou fënnt een dann elo de wierkleche Professionalismus? Mä, et fënnt een e beim Stat, et fënnt een e beim ONT an et fënnt een am Horesca-Secteur. An dann huet de Ministère nach en noble Geste gemaach, hien huet den Ententes, Animateurs touristiques oder Coordinateurs touristiques zougestaan. Dat ass eng gutt Saach.

Ech si perséinlech der Meenung, dass een d'Gemengen zwar hei mat eranzéie kann, mä eng Gemeng huet net als Haaptmissioun, fir en Tourismussecteur ze gërieren. Och e Syndicat à vocations multiples, dee kann nëmme par la tangente am Tourismussecteur aktiv ginn. Ech sinn net der Meenung - da misst ee mech beléieren -, dass d'Gemengen an d'Syndikater vun de Gemengen Professionalismus mat erabringen an déi do Secteuren.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*. - Et gëtt awer Regiounen hei am Land, do sinn d'Gemengen an d'Syndikater enger Struktur zesummen. Dat sinn déi, déi am meeschte Suen hunn, a well se am meeschte Suen hunn, kënnen déi och professionell schaffen a full-time Leit astellen. Et ass dat, wat den ETI gären hätt, dass ee soll d'Ententes déi haut bestinn, déi deelweis vun eis Leit zur Verfügung gestallt kréien, dass een do sollt d'Gemenge mat abauen, dann huet ee Strukturen déi méi staark sinn an da kann ee fir d'Regioun besser schaffen, an dann een net soll vum Ministère oder vum ONT aus Antennen an d'Regiounen setzen, déi géifen dirigéieren wat an de Regiounen ze geschéien hätt.

Dat war ni de Wëlle vun de Leit aus dem Tourismussecteur. Déi wollten dat net. Dat ass deen Dirigismus

wou mer verschiddener Meenung waren a wou Dir der Meenung waart, de Stat soll Leit dohinner setzen. Dat sollte Beamte sinn, déi vun der Stad aus dirigéiert ginn, wou mir awer der Meenung sinn, dass een an der Regioun soll kucke Strukturen ze schafen, an déi solle sech drëm bekëmmere fir d'Regioun touristesch ze vermaarten. Dat war den Ennerscheid.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Do bleiwe mer dann och deelweis ënnerschiddlecher Meenung. Mir zwee hunn eng aner Approche zu deem Problem, dee mer vläicht gläich gutt kennen. Deen ee vläicht méi aus engem anere Bléckwénkel wéi deen aneren. Ech wëll elo net soen an net ënnerstallt kréien, dass hei ee Plädoyer gehale gëtt géint de Wäert vun de Volontairen. Déi hunn absolut hire Wäert a mussen deen och behalen. Mä kuckt emol wéi schwéier et fir de Moment ass, fir e Comité vun engem Syndicat d'initiative zesummen ze setzen. Kuckt emol wéi schwéier et ass, fir de Comité vun enger Entente zesummen ze kréien. Dat ass eng Charge honorifique. Et ass honorifique wann een do aktiv ass, mä d'Aarbecht kann net méi bewältegt gi vun deene Volontairen a si ass och net méi ze bewältegen. Se mussen gestäipt ginn. Déi Zäit vun de fréiere Verschéinerungsveräiner, déi ass eriwuer. Haut geet et em knallhaart wirtschaftlech Intéréten.

Ech plädéieren dofir wierklech nach eng Kéier, ech muss dat elei soen, fir méi Presenz vum Tourismusministère an de Regiounen. Ech kënnt mer virstellen, dass de Ministère dezentraliséiert an der Regioun Norden, an der Regioun Osten, vläicht opgedeelt nom Konzept vum Aménagement du territoire, e Büro hätt, wou eng Ulafstell wär fir d'Activitéite vun deene Bénévolens ze koordinéieren, vun de Syndicaten, vun den Ententes, fir Dossiere virzubereeden, fir dat, wat vum Här Schank genannt ginn ass e Guichet unique, op d'Been ze setzen. Wann et e Guichet unique gëtt an de Regiounen, da gehéiert de Ministère dran an da gehéiert natierlech och den ONT dran, woubai den ONT, vu senger Definitioun hier, een aneren Objet huet wéi de Ministère.

D'Prioritéit fir de Ministère, am léifsten an Zesummenaarbecht mat dem ONT, an dat schéngt mer och d'Virbedingung ze si fir dass Regionalagencé kënnen entstoan a fir dass déi Regionalagencen och effikass schaffe kënnen, dat wär dann och d'Vebindung tëschent der Basis an de Ministère, ouni dass een aner Gremie schaffe misst.

Ech wollt nach eppes soe ganz zum Ofschluss iwwer d'Koordinatioun vun den Efforten, déi mer leeschte mussen. Déi Diskussioun déi mer féieren an déi och ëmmer gefouert gëtt wa Foire sinn, déi ernnert mech fatal un d'Diskussioun déi am leschte Joer op der Musel gelaf ass, wou eenzel Organisatiounen hu missen enner een Hutt bruecht ginn. Do hu mer op eemol als Erfolgsmeldung ze héiere kriit, mir hätten e gemeinsame Stand vun de Wäiproduzenten op der Foire erreicht. Dat war eng Erfolgsmeldung - et war och een Erfolleg -, mä dat ass esou ee kleng Schrëtt, dass esou eng Selbstverständlechkeet, iwwer déi een am Fong net bräicht ze schwätzen.

Ech stellen d'Fro, Här Minister: Wéi gesäit et am Tourismussecteur aus? Dir hutt jo Initiative geholl, wou Der menger Meenung no och net „dirigistes“ genuch waart op der Musel, awer Dir hutt do Initiative geholl. Wéi gesäit d'Organisatioun vun de Foiren an d'Koordinatioun vun all deene Leit oder all deenen Interessenten aus, déi op d'Foire ginn? Wéi ginn d'Stänn verdeelt a wat gëtt op den eenzelne Stänn ausgedeelet? Gëtt et eng Koordinatioun do, wie mécht se a wéi erfollegräich ass se?

Voilà, ech hoffen dass mer d'Diskussioun iwwer d'ETI-Etüd kréien. Do kréie mer och eng Diskussioun iwwer d'Kurtaxen, wou mer fundamental verschiddener Meenung sinn. Den ETI war scho ganz virsichtig, wéi e sech iwwer de wichtegte Problem geäussert huet. En hat sech och informéiert, sou dass et net méi eleng un de Gemenge läit an ee schonn eng aner Initiative muss huelen. Vläch kann de Minister eis seng Vuen iwwer déi berühmte Kurtaxe hei soen?

(Interruption)

Ech hunn eng Meenung, mä meng Zäit ass ofgelaf, Här Minister.

(Hilarité)

Meng Zäit ass ofgelaf, oder net, Här President?

M. le Président. - Deem ass esou, Här Scheuer. Den Här Minister kann herno dorop agoen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Gesitt Der! Ech hätt et jo gär gemaach, Här Minister, mä de President ass streng.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Den nächsten Orateur ass den Här Jeannot Belling.

M. Jeannot Belling (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gläich virop wëll ech dem Rapporteur vum siwente Programme quinquennal, dem Här Wiseler, merci soe fir säi gudden mëndlechen a schrëfleche Rapport.

Enn leschten November huet den ONT zesumme mam Tourismusministère eng éischt Bilanz iwwer d'Saison 2002 gezunn. Allem Uschäin no presentéiert sech d'touristesche Saison vun leschte Joer enner engem éischte positive Licht. E ganze Koup vu menge Virgänger hunn dat jo schonn hei gesot. Nëmme, Här President, ech froen lech: Wat ass nach haut de Mëtteg iwwer den Tourismus net gesot ginn?

An deem Sënn sinn zum Beispill ronn 80% vu den Hôtellerieen duerchaus zefridde mam Resultat vum vergaangene Joer, awer am Beräich vu de Campingen an de Vakanzwunnengen ass d'Saison 2002 als aussergewöhnlech gutt bewährt ginn. Gutt d'Halschent vu de Concernéierte konnte méi Touristen emfänke wéi dat nach de Fall war am Joer virdrun. An Zuelen ausgedréckt bedeit dës Entwécklung, dass zum Beispill bei de Vakanzwunnengen e Plus vun 8% erreecht konnt ginn. Bei de Campinger sinn et 9% a bei de Jugendherbergen ass et ëmmerhin e Plus vun 12%.

An der Hotelsbranche hu mer, laut de Statec-Zuele vum August 2002, och eng Steigerung vun 3,5% un zousätzlechen Arrivéeën. Här President, esou gesinn, an d'Zuele beweisen dat, zeechent sech d'Saison 2002 duerch eng positiv Entwécklung vum Tourismus zu Lëtzebuerg aus. Allerdéings bleift et net aus fir eng Rei Iwwerleeungen ze maachen, déi erkläre wéisou et zu dëser Entwécklung koom. Iwwerleeungen, Här President, déi leider mat ervirhiewen, dass dës Entwécklungen zu engem groussen Deel Ursache bedéngt sinn a sech net duerch eng staark an attraktiv Tourismusbranche eleng auszeechnen.

Schon a menger Interventioun iwwer d'Tourismusinterpellatioun 2001 hat ech drop higewisen, dass d'Lëtzebuerg Tourismusbranche eng Rei Schwächen opzeweisen huet, déi déi bekannte Schwankungen beaflossen. Deemools konnte mer feststellen, dass eng vun dese Schwächen, déi och den ONT a senger Bilanz vum Joer 2000 festgestallt huet, ass, dass de Lëtzebuerg Tourismus gréisstendeels vum Wieder ofhängeg ass.

Am Joer 2000 huet de Camping-Tourismus opgrond vum schlechte Wieder missen eng Perte vu bal

9% astiechen. Am Joer 2002 hu mer e Plus vun 9%, an dat zu engem groussem Deel well dat gutt Wieder sech gehalen hat. Dobäi kënnt, dass dat lescht Joer eng ganz Rëtsch vu groussen Evénementen, wéi den Tour de France, d'Etappenarrivé vum Giro d'Italia oder awer d'200-Joerfeier vum Victor Hugo e wichtige Afloss op den Tourismus haten. Esou oder ähnlech grouss Evénementen droen dann och zu engem Deel dozou bäi, dass zwar d'Zuel vun den Arrivéen ëm 3,5% klëmmt, mä d'Dauer vun den Iwweruechtungen mat -2,2% réckleefeg ass.

Här President, de Fënnfjoresplang ass e wichteg Instrument fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg. Mir begrëssen, dass de siwente Fënnfjoresplang mat 37,5 Milliounen Euro eng Progressioun, an dat ass och scho gesot ginn, vun 28% opzecheent. Och d'ETI-Etüd, där hiren Endbericht mer ewell virleien hunn, enthält eng ganz Rei u gude Propositionen an Iwweruechtungen fir d'Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg nees méi attraktiv ze gestalten. Mir als DP begrëssen duerfir, dass dese Fënnfjoresplang sech d'Recommandatiounen vun der ETI zu engem groussem Deel zu Häerz geholl huet. Eppes steet fest, déi relativ grous Offhängegkeet vu spezifesche groussen Evénementen oder just vum Wiederweisen, dass dem Lëtzebuerg Tourismus ëmmer nach e kohärent Gesamtkonzept feelt. Och fir eis Wirtschaft ass den Ausbau vun der Tourismusbranche net ze verkenne, schliesslech schaffen an dem Secteur ëmmerhin 12.000 Leit.

Et si sécherlech eng gutt Partie u wäertvollen Initiative geholl gi vum Ministère a vum ONT, an awer schéngt et mer wichteg fir zesumme mat alle Concernéierten, sief dat mam Ministère, dem ONT, de Syndicaten oder all deene sëlliche fräiwëllege Mataarbechter a klengen Associatiounen nei Weeër ze goen. Dat ass bestëmmt keng einfach Aufgab, virun allem net an Zäite wou ee fir weéng Sue mam Fliger dohi fléie ka wou d'Wieder schéin ass, an dat a ganz kuerzer Zäit. Dofir muss Lëtzebuerg onbedéngt seng Attraktivitéit steigere, fir nees fir potenziell Touristen interessant ze ginn.

Unhand vun den Diskussiounen vum Fënnfjoresplang hu mer d'Méiglechkeet fir en Austausch iwwer nei an interessant Initiativen am Tourismus ze maachen. Lëtzebuerg huet eng ganz Rei un interessante Saachen ze bidden, sief dat um kulturelle Plang mat eise Muséeen an esou weider oder um landschaftleche Plang mat de Wanderweeër, etc.

Mä grad de Fënnfjoresplang bitt sech jo u fir gréisser Projeten an Aarbecht ze ginn. Ech denken hei virun allem u Projeten, déi onofhängeg vun de Wiederkonditiounen fir de potenziellen Tourist interessant gestalt kënnte ginn. Déi Demokratesch Partei huet schon e puermol d'Iddi vun engem groussem Öko-Musée ernimmt oder e flotten Héichuewen-Musée, wou ee Kultur, Fräizäit a Geschicht interessant matenee verbanne kënnt. Am Ruhrgebiet fanne mer jo exemplaresch Virbiller, déi eis weise wéi attraktiv esou Initiative kënne sinn.

Eent ass jiddefalls sécher, e puer grouss Projeten hätte mat Sécherheet e positiven Effekt op déi ganz Tourismusbranche fir déi Lücke kennen ze fëllen, déi mer feststellen. Et muss een dann awer och feststellen, dass am Beräich vun der Hôtellerie nach esou munch Saachen ze verbessere sinn. Als Awunner vun eiser Muselgégend ass et mer natierlech net entgaang, dass d'Touristen eis Géigend zwar appréciéieren a gäre bei eis an d'Vakanz kommen, mä owes fueren déi meescht erëm riwwer an Däitschland fir ze iwweruechten, well et un Zëmmeren op eiser Säit feelt.

Fir emol nees neien Elan an d'Hotelbranche ze kréien, huet d'DP

sech schon oft dofir agesat, zum Beispill Themenhoteler, déi am Ausland grouss Succès hunn, ze schafen. Sport, Gesondheet oder Kanner- a Jugendhoteler wieren en ausbauwürdegt neit Segment an eiser Tourismusbranche. Dobäi kéinte mer sécherlech op d'Initiativ an d'Kreativitéit vu Privatinvesteuren zréckgräifen, déi fir esou oder ähnlech Projeten ze begeeschtere wieren.

Mä virun allem fir de Jugendtourismus unzedeien ass et wichteg déi néideg Infrastrukturen an och dat néideg didaktescht Material zur Verfügung ze stellen. D'Jugend wëllt sech un éischter Stell ameséieren, mä gläichzäitig solle mer hir d'Méiglechkeet bidden eist Land mat senger Kultur, senger Geschicht a senger Natur méi no ze bréngen. Mir begrëssen et dofir, net wéi mäi Virriedner et gesot huet, dass d'Amélioratioun vun de Jugendherbergen am Fënnfjoresplang virgesinn ass. Allerdéngs misst een dann awer och gläichzäitig dofir suergen, dass genuch Fräizäitméiglechkeeten am direkten Émkrees vun deene Jugendherberge sinn.

(Interruption)

Zu Rëmerschen maache mir dat, Här Strotz. Ech si selbstverständlech dobäi fir lech ze ënnerstëtzen.

Weider ass net ze vergiessen, dass Attraktivitéite wéi de Stausee, den Lechternacher Séi oder den Haff Réimech ëmmer erëm op en Neits opgewäert ginn, Här Strotz.

■ M. Jos Scheuer (LSAP). - Très bien.

■ M. Jeannot Belling (DP). - Merci. Bleift sëtzen, Här Scheuer.

(Interruption)

Zesumme mat de Gemenge sollen nei Initiativen a Méiglechkeete gefördert ginn.

A puncto Fräizäitaktivitéite weist den ONT jo och drop hi fir dës Offer iwwert d'Wanterméint méi staark auszudehnen. Unhand vun Indooraktivitéiten, wéi engem Aquadrom oder vläicht enger Inline-Skate-Pist, selbstverständlech awer och enger nei renovierter Äispist, kënne mer vill dozou bäidroen fir Lëtzebuerg och an der Niewesaison attraktiv an interessant ze maachen.

Här President, zesumme mat de Gemengen, de Syndicaten, klengen Associatiounen an och mat Privatinvesteuren ass et méiglech fir dem Tourismussektor eng nei Dynamik ze vermëttelen, virausgesat d'Organisatioun an de Management vun den Attraktivitéite klappt. An dat ass jo ee Punkt, wou och d'ETI-Etüd hir Mängel zum Ausdrock bruecht huet.

A sengem Avis weist de Statsrot op dës Kritik hin: „L'offre infrastructurelle touristique du Luxembourg et le degré d'équipement touristique au Luxembourg ont atteint une qualité de niveau international. Un certain retard doit cependant encore être constaté au niveau de l'organisation de la formation touristique et du marketing touristique.“

An deem Kontext schéngt et mer wichteg, fir gewësse Synergien ze schafen an deenen de Ministère, den ONT, d'Gemengen, d'Syndicaten, mä och déi Privat, d'Hotelen, d'Campingsbesëtzer zesumme kéinten un engem attraktive Produkt schaffen, dat se besser vermaarte kéinten. Dës Zesummenaarbecht ass eng Iwweruechtung, déi d'DP schon oft, ënner anerem an hire Positionspabeieren iwwert den Tourismus, proposéiert huet.

Et muss een awer feststellen, dass virun allem an engem Beräich wéi dem Tourismus ganz vill fräiwëlleger schaffen. Hir Aarbecht ass wäertvoll a bréngt eisem Tourismus vill positiv Effeten. Mir sinn iwwerzeegt, dass mer dës Leit sollen ënnerstëtzen, zum Beispill andeems

mer hinne méi, an och dat ass gesot ginn, touristesch ausgebildt professionell Personal zur Säit stellen.

Här President, e Gesetz wéi de Fënnfjoresplang bitt eng gutt Geleeenheet fir all dës Virschléi méi genau ze kucken an et dann och net nëmme beim kucken ze be-loossen. Fir eis ass den Tourismussektor eng wichteg Branche fir d'Zukunft vun eisem Land. Mir mengen et wier net vu Mutwëll fir op nei a vläicht méi innovativ Weeër ze goen, fir dass dese fir eis Economie wichteg Secteur sech nach an Zukunft weiderentwëckele kann.

Här President, ech profitéieren alerdéngs vun der Geleeenheet fir den Här Tourismusminister ze bidden bei der nächster Etüd iwwert den Tourismus emol de Choix ze treffen, fir en Institut aus dem Saarland ze huelen, well déi aus Rheinland-Pfalz wëssen anscheinend net wou Réimech läit, well ech hunn an där ganzer Etüd dat Wuert Réimech net eng Kéier gelies.

■ M. Jos Scheuer (LSAP). - Mondorf ass ze staark.

■ M. Jeannot Belling (DP). - Mondorf ass ze staark. Dat mag sinn.

■ M. Jos Scheuer (LSAP). - Mondorf huet sech imposéiert.

■ M. Jeannot Belling (DP). - Mondorf imposéiert sech.

(Interruption)

Mir si schon eng Groussregioun, Här Strotz.

Trotzdem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir vun der DP fannen, dass de Fënnfjoresplang excellent ass. Mir sti wéi eng Eent dohannert a mir wäerten e mat vollem Enthusiasmus stëmmen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

■ M. le Président. - Merci, Här Belling.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Elo sidd Dir awer gebéckt, wann Dir do stitt wéi eng Eent.

■ M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Et wäert lech awer schwéier fale fir lech ze bécken.

■ M. le Président. - Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Robert Mehlen (ADR). - Den Här Belling huet seng Noten hei leie gelooss. Här President, ech ginn lech se erop.

(Interruption)

Ah, entschëllegt.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir unzefänken hei d'Bedeutung vum Secteur Tourismus fir d'Lëtzebuerg Land ervirsträchen. Mir wëssen alleguer, a mir hunn eis beim Budget Gedanken a Suergen driwwer gemaach, dass eis wichtegst Stäip, de Finanzsektor, an enger Kris stécht, wou mer net richtig wësse wéi mer d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer do stinn. Mir wëssen och, dass déi Kris hir Schiet scho virauswerft fir aner Secteuren, ënner anerem de Bausektor.

An deem Zesammenhang ass jo ëmmer erëm ugeklungen, wéi wichteg dass eng Diversifikatioun vun eiser Economie wier. Diversifikatioun muss net noutgedrungen heeschen, dass mer vill nei Betriber vu baussen eranhuele ginn. Di-

versifikatioun ka selbstverständlech och heeschen, dass mer dat, wat mer selwer hunn, probéieren auszebauen an ze stärke.

Den Tourismus ass eent vun deene Betätigungsfelder, déi sech dofir ubidden. Et gëtt och ëmmer gesot mir hätte keng Matière première - dat ass gëschter hei gesot ginn - ausser der Matière grise.

Dat ass trotz allem vläicht e bëssen ze vill pessimistesck gekuckt.

Mir hunn och nach eng Matière première an dat ass d'Schéinheet vun eisem Land an dat ass alles dat wat mer den Touristen unzebidden hunn a wat mer, wa mer eis intelligent uleeën, och kënnen als Matière première, wann een esou därerf soen, notzen.

Et ass scho vu menge Virriedner hei ënnerstrach ginn, wat fir eng Bedeutung de Secteur fir d'Lëtzebuerg Economie huet, an och am Secteur vun der Beschäftigung, mat 2.400 - dat muss ee sech virstellen - eegestännege, wann och klengen, mä eegestännege Betriber, déi am ganzen 12.000 Persounen beschäftegen an déi, wa mer a Frange rechnen, ronn 25 Milliarde Lëtzebuerg Frang un Emsaz maachen.

Et ass duerfir wichteg, dass mer permanent probéieren dee Secteur mat öffentleche Mëttelen ze dévelloppéieren an nach méi attraktiv ze maachen. Et wär och an deem Zesammenhang einfach a bëlleg, wann een elo als Oppositioun géif soen: Dat, wat elo virgesinn ass, geet nach net duer, mir hätten nach gäre méi.

Ech mengen dat ass effektiv eng ganz considéabel Enveloppe déi hei virgesinn ass, allerdéngs därerf een als Oppositioun an als kritische Geescht froen: Wéi gëtt dat Geld dobaussen um Secteur agesat?

Ech wollt kuerz soen, dass mer als Lëtzebuerg net ganz vill Choix hunn. Mir hunn de Leit net immens vill un natierleche Ressourcen unzebidden. Mir hu kee Strand wou d'Sonn ëmmer schéngt - ech mengen, dat ass och scho gesot ginn -, mir hunn och keng héich Bierger wou mer kënne Schi-Alpin maachen.

(Hilarité)

Och wann dat elo vläicht probéiert gëtt oder eng Initiativ an deem Sënn leeft. Mä mer hunn ee schéint Land. Mir hunn deene Leit, déi haut gréisstendeels an de Stied wunnen an um Land Erhuelung an der Natur sichen, ganz villes ze bidden, wa mer, wéi gesot, déi néideg Infrastrukturen hannendru stoen hunn.

Wa mer da vu Qualitéitstourismus schwätzen - dat ass jo hei permanent widderholl ginn -, da wëll ech do awer mol direkt ee Wermuts-tropfen an de Becher schëdden. Qualitéitstourismus heescht och dobausse Qualitéit an der Natur, an da muss ee sech - an dat geschitt jo och an der Bewäertung vum europäeschen Tourismusinstitut - batter iwwert d'Qualitéit vum Waasser vun enger Partie vun eise Flëss bekloen, an notamment an deene Géigenden déi touristesch am attraktivste sinn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat ass traureg fir esou e räicht Land. Mir wëssen dass mer en ambitiöse Programm vu Kläranlage hunn, fir d'Waasserqualitéit ze optiméieren. Mä et ass wierklech schlëmm wann an der Summerperiode op eng Kéier vun uewen erof dekretéiert gëtt dass, zum Beispill an der Sauer, net méi därerf geschwomme ginn oder d'Leit sech do net méi därerf oder sollen an d'Waasser beginn, well et Gefor kéint mat sech bréngen.

Eng aner Objektivitéit betrëfft de Volet Vëlospisten, wou mer virun, ech weess net, e puer Joer en ambitiöse Programm gestëmmt hunn. Mir si relativ wäit am Réckstand - ech schwätzen do ganz e bëssen aus

eegener Erfahrung - wat eis Vëlospisten ubelaangt, et wäeren, sou konnt ech liesen, 560 vun 900 Kilometer realiséiert. Aus menger bescheidener Erfahrung eraus, muss ech awer soen, dass et heiansdo abenteuerlech ass, deemno och zu wat fir enger Joereszäit, fir iwwert déi Pisten do ze fueren.

Wann ech mech gutt erënneren, war deemools festgehalte ginn, dass déi respektiv Gemenge sech sollen ëm den Entretien a virun allem ëm d'Propperhale këmmen. Dat geschitt ganz sécher net, an ech mengen dat wier ee Punkt deen onbedéngt misst iwweruecht ginn. Et ass gutt dass de Stat sech drëm këmmert, dass déi Pisté gebaut ginn, dass se matenee vernetzt ginn, mä den Entretien soll och an eng Hand kommen a soll och assuréiert ginn, well ech fäerte ganz, soss fonctionnéiert et net. An deemno wou ee fiert, gëtt et zu bestëmmten Zäite relativ geféierlech fir mam Vëlo iwwer eenzel Strecken ze fueren, notamment wa se voll Buchaker an Eechelen an ech weess net wat leien, a wann iwwerhaapt net gekiert gëtt an och ganz seele ronderëm geméint gëtt.

Ech leien no zur däitscher Säit a muss soen dass et e Pleséier ass fir laanscht d'Musel op deene Pisten ze fueren, well déi ëmmer excellent an der Rei sinn, och wann emol eng Kéier eng kleng Iwwerschwemmung war, si se ëmmer direkt gebotzt a propper. Et kann een driwwer fueren an et brauch een och net ze fäerten dass een, well all méiglech Géigestänn drop leien, e Platte kritt oder dass een eventuell mol eng Kéier kënnt op d'Nues falen.

Dee Manktëm u Vernetzung gëtt och bedauert. An et gëtt och bedauert - an ech kann dat och nëmme bestätegen -, dass am Fong geholl ganz weéng Hiwäiser op dat do sinn, wat een eigentlech vun deene Vëlospisten aus ka ronderëm kucke goen, an och d'Vernetzung, sou ze soen, mat den Uertschaften a mat deene Gaststätten an alles wat do ass, déi ass eigentlech net gutt. Ech stelle fest dass se am Ausland, wann een do mam Vëlo op deene Piste fiert, wesentlich besser ass. Här Minister, hei hu mer e ganze groussen Nachholbedarf.

E Wuert zu den Hotelten. Dat ass jo wierklech e ganz grouss Problem. Mir hunn an deene leschte Joren, an engem bestëmmten Zäitraum, praktesch 50 Hotelten hei verluer, déi hir Dieren zougemaach hunn. Ech hu mer soe gelooss, ongeféier 30 bis 40 stéingen der zum Verkauf. An da muss ee sech d'Fro stellen, den Här Scheuer huet se hei gestallt, mä hien huet keng Antwort drop kritt, wat dann do eigentlech lass ass, a virun allem, an dat huet hien och ganz richtig erkannt, well mer zwar nach eng Partie Hotelten hunn déi sou fonctionnéieren, wou och d'Patronen, déi Leit déi meeschtens och Eigentümer sinn, d'Hotele géréieren, mä wou een net gesäit dass déi jonk Leit sech beegeschtere fir hannendrun d'Releve ze huelen.

Dat ass awer kee spezifesche Problem vun eiser Hôtelleriebranche, mä et ass ee spezifesche Problem dee mer a ganz ville Secteuren hunn, ob dat d'Landwirtschaft ass oder ob et de Wäibau ass, ob et eng Partie vum handwierkleche Secteur ass oder vum klengen Commerce. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg - ech behaupten dat nach eng Kéier, ech hunn et well dacks genuch gesot, ech widderhuelen et dann nach eng Kéier, d'Widderhuelung kann näischt schueden - de Leit et einfach ze licht gemaach fir kënnen an anere Secteuren an notamment am Secteur public ze schaffen. Deen ass esou attrayant gemaach ginn, dass eng ganz Partei Leit sech soen, mä wann ech et dach do kann esou vill méi licht hu fir mäi Geld ze verdéngen a mäi Liewen ze maachen, woufir soll ech mech dann hei mat groussem Risiko an eppes lancéieren, wat och nach vill Investissementer

kascht a wou ech net weess wéi ech herno eraus kommen.

Dat schéngt mir déi alleréischte Erklärung ze sinn, woufir datt et an deene ville kleng Betriber, déi mer an alle Secteuren hunn, esou un deem Dynamismus feelt, deen ee sech eigentlech géif wënschen.

Et ass och richteg, datt den Taux d'occupation mat 32 bis 34% extrem niddereg ass. Et gétt gesot, et misste weéneegstens 40% sinn, fir datt et iwwerhaapt iergendwou un eng Rentabilitéit géif erukommen. Da muss ee sech d'Fro stellen, wann net vill investéiert gétt - an dat stelle mer jo fest -, ass dat enger Säits well den Taux d'occupation esou niddereg ass, an d'Leit soen, dat huet jo kee Wäert datt mer hei investéieren, oder ass et emgekéiert, well net zur Zäit investéiert ginn ass, dass doduerch eben den Taux d'occupation esou niddereg ass?

Ech gleewen datt dat zweet de Fall ass, wann Hotelier sech mat Zäite moderniséiert hätten, wa se investéiert hätten a wa ronderem déi richteg Promotiounspolitik gemaach gi wier, datt et da vläicht net esou dramatesch bräicht ze si wéi et elo ausgesäit.

De Problem vun den Indoorinfrastrukturen ass och hei ugeschwat ginn. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt een esou Saache soll punktuell, net iwwerdrivwe mä punktuell, schafen. Mir sinn hei net vum Klima verwinnt an d'Leit brauchen einfach eppes wann d'Wieder esou ass, datt se soss net vill do-bausse kënnen ufänken.

E Wuert och nach zum ländlechen Tourismus, deen eigentlech niert der eigentlecher Landwirtschaft den Haaptpillier vun der ländlecher Entwécklung hei zu Lëtzebuerg ass. Do ass villes gemaach ginn, dat muss een unerkennen. Et fonctionnéiert och eenegermoossen, mä do sinn - wéi d'ETI-Etüd och zu Recht seet - weider Efforten a ganz vill Efforten néideg. De Problem, gétt gesot, ass well dat meeschtens am Nebenerwerb gemaach gétt.

Här Minister, mer haten emol eng Kéier den Dokter Erich Gellersberger hei zu Lëtzebuerg, deen huet gesot, dat war net déi richteg Approche, d'Bauereleit hätten esou vill Aarbecht, datt wa se dat niewelaanscht misste maachen, da géif dat jo esou iergendwéi mat der lénger Hand gemaach ginn, deen néidegen Engagement wier awer net do. Et war einfach méi richteg wann d'Betriber sech géifen decidéieren an den een de mécht da seng 60, 70 oder 80 Mëlleckéi an den aneren dee verleet sech op den Tourismus.

Ech wëll mech hei net äusseren, et gétt jo och Leit déi et fäerdig bréngen déi zwou Saache mateneen ze verbannen, mä et schéngt mer awer ee vun de Problemer ze sinn, datt haut an eise Bauerebetriber esou vill Aarbecht ass, datt et da meeschtens un der néideger Zäit feelt fir dat anert méi professionell kënnen ze maachen.

Déi Chiffren, déi an dem Rapport ze fanne sinn, si ganz interessant. Et gesäit een a wat fir engem Mooss datt déi ganz Infrastrukturen an deene leschte Jore gefördert gi sinn. Dat ass, wann ee kuckt wéi dat ugaangen ass, 1973 bis 1977 mat 3,72 Milliounen Euro, an et sinn der haut 37,5, zimlech genau eng Verzéngfachung an et si wierklech considéabel Betrag, déi aus dem Steiersäckel vun der öffentlecher Hand an dee Secteur eragepompelt si ginn. Ech mengen dat war gutt a richteg.

D'Fro muss ee sech natierlech stellen, ob dee ganzen Opwand dat bruecht huet, wat een eigentlech an Erwaardungen dra gestallt hat.

Ech wëll mech dozou net festleeën. Et ass jiddefalls awer sécher datt mer, wann een et mat engem kriteschen A kuckt, nach wäit vum Optimum ewech sinn oder weéneegstens vun deem Niveau ewech sinn, wou mer gär géingen hikommen.

An deem Zesammenhank, wa mer scho vu Finance schwätzen, ee Wuert zu där berühmter Kurtaxe. Här President, et géing eis Leed doe wann eng Partie Gemenge géingen drop hale fir déi Kurtaxe anzeféieren als Kompensatioun fir déi Ausfäll, déi viraussichtlech an de Gemengefinanzen an Aussicht stinn. Et sinn der jo schonn eng ganz Partie hei am Land déi d'Sonnette d'alarme gezunn hunn, well se net wësse wéi et an deenen nächste Jore viru geet. Dat war net déi richteg Approche. Ech ënnerstëtzen absolut dat wat hei gesot ginn ass, datt wann esou eppes hei agefouert gétt, datt et integral dem Secteur muss zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Qualité d'offres weider ze verbesseren.

E Wuert zur ETI-Etüd, op déi ech mech elo schonn e puer Mol referéiert hunn. Dat ass jo iergendwéi hei zu Lëtzebuerg de Katchessem vun der Tourismuspolitik. Et stinn enorm vill Ureegungen dran, et stinn och en etlech Saachen dran déi engem schéngen net richteg ze sinn oder déi widderstécklech sinn, an ech wollt do als Beispill dat huele wat se schreiwen iwwert d'Ehrenamt. Ech hunn d'Gefill, méi widderstécklech geet et awer net.

Si schreiwen hei: „Wie bereits im Rahmen der Darstellung der Hemmnisfaktoren gezeigt, wird die Besetzung wichtiger Positionen in den luxemburgischen Tourismusorganisationen mit ehrenamtlichen Mitarbeitern zu deutlichen Problemen“. Da soe se, si géingen awer ënnersträichen, „dass kein systematischer Abbau des ehrenamtlichen Engagements stattfinden soll, sondern dieses vielmehr auch weiterhin gefördert werden sollte“. An herno bei de Konklusioun schreiwe se: „Priorität, hinsichtlich der mit Arbeitsüberlastung der ehrenamtlichen Mitarbeiter verbundenen mangelnden Professionalität in der Tourismusorganisation misst das ETI den Massnahmen zum Abbau der Ehrenamtlichkeit eine hohe Priorität bei“. Do verstinn ech d'Welt awer net. Si soen, si solle sekundéiert ginn duerch Professioneller, dat kann een ënnersträichen. Et kann een awer net hei als eng vun de Prioritéite festleeën den „Abbau der Ehrenamtlichkeit“ am Tourismussektor. Wann ech héieren, datt praktesch, wann een alles zesammen héit, esou vill Leit, wéi mir elo d'ënescht héieren hunn déi am Secteur schaffen, als Bénévole zur Verfügung sti fir datt dat iwwerhaapt dréit, an ouni déi kann et iwwerhaapt net dréien, an da wëllt een déi ofschaffen an duerch Professioneller ersetzen. Ech weess net ob déi Leit um Mound wunnen oder wat se sech virstellen. Mir wëssen dach alleguer, datt dat an der Praxis net duerchgezéien ass.

Et muss ee sech och froen: Wat ass déi Etüd wäert, wann emol net mat allen Acteure geschwat gétt? Här Minister, Dir hutt bestëmmt jo och dee Bréif do kritt vun der ASIVEMA, déi sech batter driwwer beklot, datt se aus Ärem Ministère emol keng Äntwert kritt hätt op e Bréif, dee se lech geschriwwen huet. Esou eppes kennt jo periodesch op d'Tapéit. Ech fannen dat, à moins datt en Oubli do ass, mä dat schéngt awer net de Fall ze sinn, e ganz ganz schlëmme Comportement vun engem Ministère vis-à-vis vu Leit, déi am Tourismus éirenamtlech tätég sinn.

Wann een dann héiert, datt si weder consultéiert nach considéiert gi sinn an där Etüd ETI, a jo awer e wichteg Gebitt vum Lëtzebuerg Tourismus ofdecken, dann, Här Minister, froen ech lech: Wat ass déi Etüd insgesamt wäert, wann emol net mat alle Leit geschwat gétt an och net mat deenen déi hei awer wierklech eng wichteg Roll ze spillen hunn? An et muss een d'Fro stellen: Gétt hei Tourismus mat de Leit gemaach oder iwwert d'Leit ewech?

An deem Zesammenhank wëll ech d'Fro uschneide vum Zesummeschaffen. Hei gétt virgeschloen eng Struktur op dräi Niveaue. Ech

wëll dat net verdéiwen. Dat fanne mer alles an der Dokumentatioun. De Rôle vum Ministère soll sinn, d'Tourismuspolitik definéieren, dat ass eis Opfaassung, de legislative Kader schafen a garantéieren, mä en däerf sech net an d'praktesch Exekutioun vun der Tourismuspolitik améschen. Just dat schéngt awer de Fall ze sinn, Här Minister. Ech ginn lech als Beispill, an ech hunn déi lescht Deeg Téléphone kritt an deem Zesammenhank, de Salon de vacances zu Antwerpen. Ech géing lech recommandéieren dohinner kucken ze goen. Wann et esou schlëm ass wéi et mir erzielt ginn ass, datt de Ministère e schéine grouse Stand do huet, an datt d'Acteuren um Terrain, déi déi wierklech de Lëtzebuerg Tourismus, hir Betriber an alles dat wat ze unzébiden hu wëllen do verkafen, net do gelidde sinn, datt déi dann 20 Meter niwendrun hiren eegene kleng Stand aus eegene Mëttele dohinner stellen an dann d'Angebot vun dem Lëtzebuerg Tourismus ënner d'Leit bréngen, op där anerer Säit awer Leit, déi hir Broschüren do wollten ausleeën, gesot kréie si misste vum Stand erof.

(Interruption)

Déi Bemierkung do hätt Der lech zwar kënnen spueren, Här Stendebach!

Et ass mer och gesot gi vu Leit déi do waren, vun deene Leit déi dohinner kommen, dass bal keen op dee Stand kucke geet well e steril ass, well d'Leit näischt gebuede kréien, a wéi gesot, op där anerer Säit keng Zesummenaarbecht do ass, Leit ofgewise gi sinn, déi wollten hir Saachen dohinner leeën, fir datt déi Interesséiert se kënnen matuelen. Dat ass, Här Minister, e Musterbeispill vun enger gudder Koordinatioun, wann ech et emol ironesch daerf ausdrécken.

An eiser Philosophie huet de Ministère keng Promotioun ze maachen, dat soll en deene Leit iwwerloosen déi dofir do sinn, notament géing ech mengen dem ONT. Wat mécht de Ministère op esou enger Foire? E war jo ewell op ville Foiren. E wëllt jo sécherlech net Reklam fir d'Lëtzebuerg Regierung maachen, huelen ech un, well déi mécht éischter Reklam hei am eegene Land fir sech, an um Hibleck op déi nächst Wahlen.

Ech war bis elo der Meenung, dofir war de Service Information et Presse vun der Regierung zoustänneg. Mä loosst mer de Geck an den Eck stellen. Hei schéngt déi riets Hand net ëmmer ze wësse wat déi léns mécht. Eng Kompetenzopdeeling, an dat seet den ETI jo och, tëscht Ministère an ONT war absolut néideg. Mir widderhuelen nach eng Kéier: Loosst de Privatsektor schaffen, encouragéiert de Privatsektor, ënnerstëtzt en, mä haalt lech als Ministère aus dem Dagesgeschäft eraus.

An nach ee Wuert zu den Auslandsbüroen. Do hate mer jo scho Problemer, Här Minister, mat Personal wat seng Pai net kritt huet. Ech hunn desor Deeg erëm zougedroe kritt vu Leit aus dem Secteur, datt déi Leit, déi op eisen Auslandsbüro geenge schaffen, keng Pai-ziedele krite. Si wësst net wéi et mat hirer sozialer Ofsécherung war. Wa se dowéinst an Ärem Ministère geenge reklaméieren, da krite se gesot si sollen de Stat usichen. Wann dat sollt esou sinn, an et ass mer gesot ginn, ech kennt mech roueg un deen een oder anere Responsabelen an enger Bottschaft wenden, dee géif mech weider doriwwer opklären, da fannen ech datt dat op kee Fall an der Rei ass.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*. - Da maacht dat! An da sot Der wat richteg ass.

M. Robert Mehlen (*ADR*). - Mengen Informatiounen no ass dat ganz sécher esou.

Här President, ech schlësse kuerz of. Et gétt vill Geld investéiert, mä eiser Aschätzung no feelt et op ville Plazen un der néideger Koordinatioun. De Ministère mécht sech ze vill an. Et war besser déi Kompetenzopdeeling géing gemaach ginn an de Ministère géing sech op seng zentral Aufgabe konzentréieren. Hie brems an hien hemmt esouguer plazeweis Privatinitiativen. Dat kann et jo net sinn, an dofir wëll ech ofschlëssend soen, datt mir de finanzielle Kader hei zwar selbstverständlech matstemmen, mä datt mer awer hoffen, datt d'Regierung sech an deene Punkten, déi ech hei ugeschnidden hunn, an Zukunft wäert besseren.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

M. Robert Garcia (*DÉI GRÉNG*). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll bei menger Ried zu deem Projet de loi a mat deem eenzeg richteg Negativen, wat ech iwwert dee Projet de loi hei ze soen hunn, ufänken. Dee Projet de loi weist engem wéi al een hei an der Chamber gétt, well et ass esouguer fir mech scho fir d'drëtte Kéier datt ech Stellung huelen zu deem Fënnefjoresplang, an et si bestëmmt nach aner Kollegen heibannen déi scho méi wéi déi drëtte Kéier hei Stellung huelen zu deem Projet de loi.

Une voix. - Et ass all Kéiers anescht!

M. Robert Garcia (*DÉI GRÉNG*). - Et ass esouguer des Kéier, muss ech soen, de Minister huet dat schonn in vorauselendem Gehorsam gesot, nach besser wéi déi leschte Kéier. Déi lescht zwou Kéieren hate mer dese Projet de loi alleguerten, wann ech mech gutt erënneren, gestëmmt, an dat wäert des Kéier jo dann och de Fall sinn.

Mir haten an der Kommissioun eng relativ kurios Debatt. Ech weess net ob déi Debatt doduerch ausgeléist ginn ass, datt ech am Ufank vun der Sitzung als Witz gesot hunn, dat heite war ee vun de leschte Relikte vun der Planwirtschaft aus dem Ostblock, an du hunn déi Leit aus dem Ministère mech ganz entsat gekuckt. Si hu vläicht geduecht, ech géif se als Gruftien aus dem Stalinismus oder als Terrorismusministère amplatz Tourismusministère betiteln.

Jiddefalls ass op eemol eng Debatt lassgaangen, wou op eng onerklärlech Aart a Weis e Lager vun Dirigisten - den Här Scheuer huet gesot Stalinisten -, op där anerer Säit Neoliberaler a Laxisten, an ech weess net wat nach alles, sech géigeniwwer soutz. A wann een awer kuckt, mir hu jo hei an der Chamber, och an de Kommissiounen, oft verschidden Zilsetzungen, wéinst deene verschiddenen Zilsetzunge verschide Weeër, mä hei hu mir, mengen ech, alleguer déiselwech Zilsetzung, just vläicht verschide Weeër, a mir hunn et nach net fäerdig bruecht an engem Diskussionsprozess déi zwee verschide Weeër méi no ze bréngen. Dat ass vläicht eng Geleeënheet, déi mir kënnen nach eng Kéier nohuelen. Ganz kuerz zu dem Gesetz selwer.

Mir fannen et, och wa mir keng super Dirigiste sinn, gutt, dass een e Fënnefjoresplang ka fir Infrastrukturen an neierdengs och fir Programmer vum Tourismus an der Chamber votéieren. Ech muss natierlech soen, dass déi Begeescherung iwwert déi plus 28% een e besse muss atténuéieren, well wann een déi 28% op déi fënnef

Joer verdeelt, doraus eng Moyenne géométrique mécht, da kennt een op 4 an iergenddeppes Prozent. An da muss ee soen, dass dat daitlech ënnert de Budgetsnorme vun de leschte fënnef Joer läit. Dat heescht, aner Ministère sinn an där Period méi staark gewuess.

Ech ka mer denken, dass d'Nofro no Wuesstum an der Tourismusbranche net esou staark war wéi vläicht an anere Branchen, well d'Zuelen iwwert déi lescht fënnef oder zéng Joer weisen, dass et awer ee Secteur ass deen net déiselwech extraordinär Croissance opweist zu Lëtzebuerg an deene leschten zéng Joer wéi déi aner Secteuren, an dass, wann ee géif d'Stad Lëtzebuerg ewech rechnen, esouguer a verschiddene Regiounen e liichten Abroch, zumindest eng Stagnatioun, awer op relativ héijem Niveau festgestelle war. Et ass also net e Secteur, deen elo zu der Feilspétt vun der Lëtzebuerg Dynamik zielt.

Wat ech awer an deem Projet neierdengs ganz gutt fannen ass, dass zumindest eng oder zwou Propositione vun der ETI II-Etüd, déi een anscheinend net daerf ETI-Etüd nennen, mä déi hei ëmmer Etüd genannt ginn ass, do eraus geholl gi sinn, zum Beispill dass an Zukunft net nëmme eleng Infrastruktur, Investitiounen, mä och Programmer, Gestiou, Koordinatioun an Etüdë kënnen finanziert ginn. Esou gesinn ass effektiv dese Fënnefjoresplang e Krack méi wäit gaang wéi déi Pläng virdrun. Mir fannen dat gutt, kënnen dat dofir och rouege Gewëssens stëmmen.

Wat natierlech, an dat war den Ausléiser vun der Diskussioun an der Kommissioun, fir déi eng eigentlech den Haaptmotto vum Tourismus ass, ass fir déi aner nëmme den Aboutissement vun engem Kader. Mir gesinn deen heite Projet eigentlech just als een Instrument vun enger méi konsequenter Politik, an déi konsequent Politik, fanne mir, feelt de Moment an deem Land.

Dat éischt ass, wou ee sech menger Meenung misst kloer sinn: A wéi eng Richtung geet de Lëtzebuerg Tourismus? Et ass méi wéi jee wichtig, dass eng Tourismusregioun sech eng corporate identity, en Image opbaut. Do schwätzt natierlech jiddfreee vun Tourisme durable. Ech war rezent mam Kolleeg Sunnen op engem Kongress doriwwer, an et gétt effektiv Definitioune vun Développement durable vun Tourismus, mä ech hunn awer déi Kritäre weder am Gesetz nach an den Ausféierungsbestëmmunge vum Règlement grand-ducal kënnen liesen. Ech weess net, ob den Okotourismus zu Lëtzebuerg aus engem recyclable Cabinetsdeckel an engem Hoteldzimmer besteet oder aus engem kohärente Konzept fir eng Regioun, zum Beispill fir Natur, fir Wandern, fir Thermalismus oder Ähnlech, fit ze maachen. Dofir fannen ech, dass et awer e Kader misst ginn, dee festleet wat ënnert dem nohaltegen Tourismus zu Lëtzebuerg ze verstoen ass.

Deen zweete Punkt, deen och, mengen ech, muss clarifiéiert ginn, ass dee vun de véier Créneauen. Déi véier Créneauen sinn an der Etüd vum ETI vun 1992 festgesat ginn, mä déi sinn awer néierens definitiv oder se sinn néierens als offiziell Politik festgeluecht ginn. Déi ginn deklaréiert. Den Här Schank huet hei op der Tribün behaupt, hie kéint och nach weider Créneauen dobäi setzen. Ech sinn der Meenung, dass een awer iergendwann eng Kéier sech muss eens sinn an dat an engem Text festhalen, wéi eng dass déi Créneauen sinn, quitte dass, wann et nei Opportunitéite gétt, een nach een oder zwee Créneauen dobäi ka setzen. Datselwech géllt och fir déi touristesch Regiounen.

Ech hu mech un der Etüd ETI II orientéiert. Ech hunn déi touristesch Regiounen festgestallt a sinn der Meenung, dass déi Leit jo wahr-

scheinlech och eng gewësse Kompetenz hu fir déi Region ze identifizéieren. Ech muss awer elo an engem Bréif liesen, wéi et och schonn hei zitëiert ginn ass, dass et natierlech nach aner Regionne gëtt, déi sech awer de Moment net genuch berücksichtegt fillen. Dofir fannen ech dass et awer och misst zu der Tourismuspolitik gehéieren, dass een ee fir allemol definéiert wéi eng touristesch Regionne mer hunn an no wéi enge Kritären déi touristesch Regionnen équitabel behandelt an équitabel och gefördert ginn.

Da komme mir zu deem Punkt, wou et wahrscheinlech déi gréissten Divergenz gëtt: Wie soll déi méi kohärent Tourismuspolitik an d'Wee leeden? Wie soll zum Beispill déi 55 Propositionen vum ETI an d'Wee leeden? Do gëtt et zwou extrem Positionen: Entweder déi dirigistesche, dass ee géif Antenne vum Ministère an d'Regionne setzen an déi géifen dann do decidéiere wou d'Tourismuspolitik higeet, oder déi aner, wou een eng Permanence am Tourismusministère iwwert de Weekend opléisst an drop waart, dass ee schelle kënnt a seet, ech géif gär a menger Region en Animateur touristique astellen oder e Bureau regional maachen. Dat sinn déi zwee Extremere.

Ech sinn der Meinung, dass een net soll an déi Richtung goen, Antenne vum Tourismusministère an d'Regionnen ze setzen, an ech sinn och net der Meinung dass ee muss, wéi et an der ETI-Etüd e bësse platt steet, de Bénévolat ofbauen. Ech sinn an engem anere Beräich, am Kulturberäich, säit zéng Joer dee gewiescht, deen ëmmer fir Bénévolat agehuet ass, an ech stelle fest dass mir de Moment a Richtung vun engem Statismopolkapitalismus an der Kulturstruktur ginn, wou ëmmer méi professionell Infrastrukture gebaut gi mat professionelle Strukturen, déi honnerte Millioune kaschten, an dass déi A.s.b.l.en, de Bénévolat ëmmer méi Schwierigkeete kritt fir sech ze artikuléieren a fir genuch Moyenen ze hu fir seng Koordinatiounsarbecht ze maachen, an dofir wär ech dee leschten deen elo fir en Ofbau vun dem Bénévolat am Tourismus géif antrieden.

Mä beim Bénévolat ass et einfach esou: De Bénévolat muss encadréiert ginn, a besonnesch wann ee wëllt nei Leit fir dee Bénévolat zichten, well d'Jugend vun haut, déi ass e bësse anescht konfiguréiert wéi mir aner. Mir si scho mam Bénévolat opgewuess an déi Jonk vun haut, déi mussen awer iergendwéi encadréiert gi fir dass se sech an dee Bénévolat kënnen integréieren. Aus deem Grond si mir dofir, dass een déi Structure soll netzen déi bestinn, fir de Professionalismus ze förderen ouni de Bénévolat ofzebauen. Do stellt sech natierlech d'Fro, an dat ass eng Fro déi mech och an anere Beräicher beschäftegt: Wien kann esou eppes maachen? Zu Lëtzebuerg hu mir den ONT, wat eng A.s.b.l. ass, wou iwwer honnert Memberen dra sinn, wann een d'Memberen zesammenzielt, déi effektiv an déi consultativ, wou de professionelle Staff eng ganz gutt Aarbecht mécht, mä wou ech mech froen ob et nach aner Potentialitéite gëtt. Ech hunn zum Beispill op deem Kongress, deen ech zitëiert hunn, mat de Responsable fir den Tourismus vu Barcelona geschwat.

Barcelona ass flächeméisseg bal esou grouss wéi Lëtzebuerg. Et huet nach vill méi Awunner a vill méi Touristen. Et ass natierlech alles op eng Plaz konzentréiert. Déi sinn hängangen an hunn einfach eng Firma gegrennt, wou d'Gemeng 51% dran huet an déi Privat 49%. Déi Firma, déi schafft genau wéi eng privat Firma. Et ass eng Optioun, déi ee kann hunn. Ech mengen dass déi fir Lëtzebuerg net gutt wär. Déi wär fatal, well dat ass een zentralistesche Modell wou déi, déi an der Firma virop sinn, hir Dyna-

mik duerchsetzen an all déi aner, déi e bësse méi Schwierigkeeten hunn, déi géifen do ënnergoen. Dat ass zu Barcelona net de Fall, well do ass alles touristesch zimlech am Zentrum verankert.

Anersäits muss ech awer och fannen, dass eng Struktur, eng A.s.b.l. wéi den ONT och gewësse Schwächen huet, e kann och gewësse Saachen net maachen. Wann den ONT géif eng Privatfirma mat aneren zesumme maachen als A.s.b.l. kéim en do ganz séier ënner d'Rieder. Dofir plädéiere mir eigentlech éischer fir eng Struktur. Mir denken un en Etablissement public, well dat eis prinzipiell am Sympatheschsten ass a well dat e Moyen ass fir eng Structure publique fir och op privatwirtschaftlichem Terrain aktiv ze ginn. Et gëtt keng aner Méiglechkeeten.

A Frankräich hunn d'Etablissements publics vill méi Moyenen. Mir mengen dass bei esou en Etablissement public, dee jo géif déi exekutiv Komponente vun der Aarbecht vum ONT ersetzen, een oppassen misst, dass dat net ze vill eng dirigistesche an och net ze vill eng staatlech Verwaltung géif ginn. Dofir géife mir vorschloen, wann een esou een Etablissement public géif maachen, ee géif an de Conseil d'administration eng grouss Majoritéit vun Acteuren vum Terrain setzen, sief et kommunaler, sief et syndikaler, sief et privater, an et géif een op alle Fall kucken och dat ze maache wat den Här Schank hei virgeschloen huet, nämlech e Conseil supérieur vun den Acteuren ze forméieren, déi all Moment kéinten Abléck hu wat dann elo dee reforméierten, géing ech bal soen, ONT do am Opdrag vun der Regierung mécht. An deem Sënn, Här President, well ech elo säit zéng Joer es et e bësse sat hunn ëmmer nëmmen ze schwätzen - déi meescht Leit schwätzen ëmmer nëmmen -, vu dass et déi lescht puer Weekender vill gereent huet, hunn ech mir d'Méi gemaach doriwwer eng Proposition de loi ze maachen an déi wäert ech lech dann hei déposéieren.

3. Dépôt d'une proposition de loi

- Proposition de loi 5093

1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme;

2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“;

3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme.

■ M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun enger Proposition de loi duerch den Här Garcia a si gëtt se virun un déi zustänneg Kommissioun an un de Conseil d'Etat.

4. 5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (suite)

Discussion générale (suite)

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- En attendant dass déi gutt Virschléi da vun där Proposition de loi hei kënnen diskutéiert ginn an dass se dann och eventuell eng Kéier am Plenum kann zur Ofstëmmung bruecht ginn, géif ech awer provisoiresch deem Gesetz hei eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als lescht Diskussionsriednerin ass d'Mada-

me Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

■ Plusieurs voix.- Ah!

■ Mme Maggy Nagel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems dann den Här Garcia déi Proposition de loi hei elo déposiert huet an nodeems den Här Belling mir nach e puer Minuten iwwreg gelooss huet, wëll ech nach ganz kuerz e puer Iwwerleeungen zu där Proposition de loi maachen.

(Interruption)

A senger Aleeung stellt den Här Garcia fest, dass den Tourismus an der Lëtzebuergier Ekonomie net déiselwech wicteg Roll spillt wéi d'ass a Länner am Méttelmerraum oder méi generell am Süde vun Europa de Fall ass.

D'ass effektiv eng Tatsaach. Mä ass et net liicht mat den Hoer erbäi gezunn fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg mat deem vun Länner wéi Spuenien, Italien oder Portugal wëllen ze vergläichen? Ass et net esou, dass an deene Länner traditionell den Tourismus méi e héije Stellenwert huet, well d'ass Länner méi ze bidden hunn, un éischer Stell d'Sonn an d'Mier? Ech hoffen och, dass den Här Garcia als Deputéierte vun deene Gréngen net am eescht bedauert, dass mir hei am Land kee Massentourismus hu wéi zu Mallorca oder Rimini, e Massentourismus, dee jo och leider op d'Käschte vun der Émwelt geet.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Lauschttert no, Här Garcia!

(Interruption)

■ Mme Maggy Nagel (DP).- Allgemeng soll a puncto Tourismus méi Wäert op d'Qualitéit geluecht ginn. D'Quantitéit wëllen erop ze dreiwien ass menger Meinung no déi falsch Approche.

Här President, loosst mech, wann Dir erlaabt, elo zu der Pièce maitresse, wéi den Här Garcia et selwer nennt, vun d'erer Proposition de loi kommen. Et handelt sech hei ëm d'Schafe vun engem sougenannten Institut national du tourisme, engem Etablissement d'utilité publique, deen d'Aufgabe vum ONT am Sënn vun enger besserer Koordinatioun vun deenen eenzelnen Acteuren an der Tourismusbranche soll iwwerhuelen. Am Tourismusberäich sinn nun emol vill Acteuren am Spill. Meng Partei huet schonn 1998 op d'Wichtigkeet vu Synergien tëschent deenen eenzelnen Acteuren an op eng kohärent Gesamtvermaartung higewisen. Den ONT mat sengem excellenten Personal huet viles an déi Richtung ënnerholl, schliesselech ass et jo och eng vu sengen Haaptmissiounen. Esou gesinn d'Statute vum ONT d'ass nämlech vir, den Artikel zwee seet: „L'ONT a pour mission d'élaborer, de coordonner et d'effectuer la promotion touristique nationale.“

Den Ament ass den ONT eng staark Organisatioun, well hien niement dem Ministère du tourisme, de Gemengen och d'Syndicats d'initiative, d'Berufschamberen, d'Organisatiounen an och grouss privat Attraktiounen ënner engem Daach zesummenzebréngen. Firwat eng nei Struktur an d'Welt setze mat engem sougenanntem INT, deem nach e Conseil supérieur du tourisme soll opgesat ginn, wann déi bestehend Struktur kéint developedéiert ginn? Wäert et net besser den ONT ze stäerken: zum Beispill duerch méi Budget, duerch d'Opstocke vu sengem Personal, duerch den Transfert vun de Foire vum Ministère eriwier bei den ONT, duerch d'Ueschléisse vun den Auslandsbüroen un den ONT, duerch d'Iwwerdroe vun der Promotioun vu Lëtzebuerg als Kongressland un den ONT an esou weider?

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- D'Madame Nagel freet nach eng Kéier d'Wuert.

Ass et wierklech am Sënn vun enger optimiséierter Koordinatioun, wann een en INT an e Conseil supérieur du tourisme schafft, amplaz den ONT ze stäipen? D'ass ONT soll der Proposition de loi vum Här Garcia no iwwregens net ofgeleest ginn, mä soll zu enger Lobby degradéiert ginn.

Ech perséinlech sinn der Meinung, dass op regionalem Niveau d'Schafe vu staarken Agencé soll ënnerstëtzt ginn. D'ass wär och e wictege Schritt um Wee vun der Dezentralisatioun. Et geet a mengem Aen net d'ass, wéi den Här Garcia dat seet, dee geplangten INT op Klierf ze setzen. Och wann hie sech a sengem Exposé des motifs scho vorbeugend géint d'Uklo vun Dirigismus wiere wëllt, muss een dach feststellen, dass säin INT d'ass Dirigismus awer nach méi géif bréngen.

Loosse mir op d'Autonomie vun der Partner op regionalem a lokale Plang vertrauen! Loosse mir se net demotivéieren duerch en excessive staatleche Contrôle. Besser wär et dach dem regionalen Tourismus ënner d'Äerm ze gräifen an eng kohärent Vermaartungsstrategie zesumme mam ONT ze schafen. Allgemeng soll den ONT dee privilegiéierten Uspriechpartner hei am Land, mä awer och am Ausland, a Saachen Tourismus bleiwen.

Här President, Här Garcia, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir Äert Nolauschteren.

(Brouhaha général)

■ M. le Président.- Den Här Garcia wollt d'Wuert nach eng Kéier kréien.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Huet den Här Minister nogelauschttert? Dat do ass sécher am Ministère geschriwwen ginn.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt wéinst Fait personnel dann hei optrieden.

(Hilarité)

Ech sinn e bësse genéiert. Ech si richtig geéiert, dass en Non paper hei Sujet gëtt vun enger Intervention. Wann ech elo ganz streng wär mam Parlamentsreglement - do steet jo dran, dass een ëmmer soll zum Sujet schwätzen -, dann huet d'Madame Nagel hei net zum Sujet geschwat, well eise Sujet ass dat Gesetz hei, wat mir haut ofstëmmen.

Ech hunn net zu där Proposition de loi geschwat. Ech hu se just zum Schluss déposiert. Ech hu kee Wuert zu där Proposition de loi gesot. Dofir fannen ech dat Verfahren hei e bësse komesch.

(Interruption)

Neen, d'Madame Nagel huet entweder Fäegkeeten eng Proposition de loi extrem schnell ze liesen...

(Hilarité)

...oder si krut vun engem vun der Press oder soss iergendengem eng Ried geschriwwen.

■ Une voix.- ...méi diskret.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Mir ass dat egal. Ech wëll just dem Här President soen, dass dat elo hoffentlech net bedeit, dass déi Proposition de loi elo net méi daerf hiren übleche Wee goen. Zweetens géif ech och déi Leit, déi sech dofir interesséieren, bidden se awer ze liesen, well dat dote kéint jo elo den Androck vermëttelen, dass ee se net méi brauch ze liesen, well souwisou schonn alles driwwer gesot ginn ass. Dofir géif ech awer trotzdem hoffen, dass déi üblech Procédure fir déi Proposition de loi duerchgefouert gëtt.

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- D'Madame Nagel freet nach eng Kéier d'Wuert.

■ Mme Maggy Nagel (DP).- Här Garcia, ech wollt just dozou soen, dass déi Proposition de loi schonn an eisem Courrier war, an dat e Méinden de 27. Januar.

■ Une voix.- Dat kann net sinn.

■ Mme Maggy Nagel (DP).- An da kënnt Dir kucken, et steet souger op Ärer Proposition de loi de Vermierk: Dépôt, le 30.01.2003.

(Interruptions)

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Riedner kënnt dann elo den Här Tourismusminister Fernand Boden un den Tour. Den Här Boden huet d'Wuert.

(Interruption)

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Ech hunn et schwéier, jo. Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech soen lech merci.

(Interruption)

Frëndinnen a Frënn,...

(Brouhaha général)

■ Une voix.- Macht der Madame Jacobs e Gefalen.

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- ...ech soen lech merci fir déi flott, sympathesch an instruktiv a léierräich Debatt, déi mir hei haten. Ech menge jiddereen huet hei op d'Bedeutung vum Tourismus fir d'Lëtzebuergier Wirtschaft, och fir d'Lëtzebuergier Land insgesamt, higewisen. Den Här Schank huet de Verglach gemaach tëschent dem Lëtzebuergier Tourismus an deem vun anere Länner, wou mir also net ganz schlecht do stinn.

Ech mengen dat geet net vum selwen. Dat verlaangt en Asaz vu ville Leit, och eng geziilt Politik. Ouni Zweifel ass jo och hei ënnerstrach an unerkannt ginn, dass Fënnfjorespläng wesentlech dozou bäigedroen hunn dass mir eng gutt Entwécklung vum Tourismus konnte kréien, dass dat also e wictegt Instrument war fir d'Entwécklung vum Tourismus.

Et ass och vill geschwat gi vun dem ETI-Konzept, wat 1992 ausgeschafft ginn ass. Ech mengen et war wesentlech dass mir versicht hunn net einfach Fënnfjorespläng een un deen aneren ze reien, mä dass mir versicht hunn dat Ganzt an e strategesch Gesamtkonzept ze stellen an ze versichen eis op eis Stärkten, Suen, ze konzentrieren, fir déi auszebauen, an d'Schwächen esou wäit wéi méiglech ze eliminéieren.

Ech hunn och drop gehalen, dass, zéng Joer nodeem dat Konzept ausgeschafft ginn ass, mir ëmmer eng Kéier sollen den ETI beoptragen fir eng kritesch Analys ze maachen iwwert: Wat ass geschitt? Wat ass richtig? Wat muss nach gemaach ginn? Wat kann ee vläicht a wat muss een anescht maachen? Wéi gesot, de fënnfjorespläng an de sechste Fënnfjorespläng waren ausgerichtet op dat gesamt Konzept an den ETI huet elo no zéng Joer seng Bemierkung dozou gemaach.

Ech hunn an der Chamberskommissioun gesot, datt dat wat den ETI elo geschriwwen huet keng Bibel wär. Doroophon huet den Här Garcia mer dann iergendwéi gesot - oder hunn ech dat bei senger Pressekonferenz gehéiert, wou hie gesot huet - hie wär net wéi ech, ech wëllt alles ofwiergen an attentistesche sinn, hie géif direkt an d'Offensiv goen. Ech hu just gesot, dass dat wat den ETI seet keng Bibel ass, well mir hunn och duerno mat Fachleit, mat de Leit aus dem Tourismussektor, iwwert déi Etüd geschwat, déi ass eis presentéiert ginn, an do sinn eng ganz Partie Saachen op den Dësch komm wou gesot ginn ass: Dat doten an dat doten ass net richtig.

Haut sinn och eng Partie Saachen esou gesot ginn. Mir hu festgehalten, dass den ETI an d'Chamberskommissioun kënnt an dass mir och do eng Presentatioun kréien. A wa mer doropshin eng Diskussioun hunn, da wäerte mir gesinn dass dat net alles richtig ass. Mä ouni Zweifel ass et wichteg fir eng Bestandsopnahm ze maachen a vu Spezialiste sech soen ze loossen, wat hirer Meenung no misst weidergefoert ginn.

Mir hunn, och esou bal wéi déi ETI's Etüd do war - wëll ech soen -, déi op Internet gesat a jiddereen konnt Kenntniss dovun huelen. Dat ass kee Geheimdokument, et ass och näischt verstoppt ginn, a mir hate bei der Interpellatioun am November 2001 och schonn eng Kéier méi eng eingehend Diskussioun iwwert d'Ëmsetzung vum Konzept an deene leschten zéng Joer.

Frou sinn ech natierlech gewiescht datt den ETI - an dat ass jo och allgemeng hei zum Virschäi komm, an den Här Garcia huet jo och net gesot, dat war net richtig, am Contraire - ënnerstrach huet, datt déi véier Seilen, déi mer deemools als eis Stärkten dohinner gestallt hunn, och haut nach ëmmer déi richtig sinn an datt mer weider probéiere solle fir déi véier Seilen do ze stärken an ze stäipen, an datt och d'Visioun, déi mer 1992 entwéckelt hunn, déi Liewensqualität an Tourismusqualität heescht, nach ëmmer richtig ass, an datt dat och soll weider gefouert ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier soe wat de Sënn vun där Visioun, Liewensqualität an Tourismusqualität, war. Éischtens emol ass et drëm gaange fir d'Liewensqualität, och vun den Awunner hei zu Lëtzebuerg, ze stärken an ze stäipen an doduerch d'Akzeptanz zum Tourismus ze vergréisseren. Wa mer touristesch Infrastrukture maachen, profitéieren net nëmmen d'Touristen dovun, mä och d'Liewensqualität vun de Lëtzebuerg gëtt doduerch gestärkt. An dat war och ee vun de Sënner an Zwecker, woufir datt mer an déi Richtung do geschafft hunn.

Dann ass drop higewise ginn - och hei de Mëtten -, dass mer duerch d'Stärkung vun engem Secteur, deen ëmweltfrëndlech an ëmweltschonend ass, och erreicht hunn datt d'Wirtschaft diversifizéiert an och dezentraliséiert ginn ass, a besonnesch den Tourismus am ländleche Raum ass entwéckelt ginn. A mir wëssen datt den Tourismus e ganz staarken Impakt op aner Zweiger, aner Aktivitéiten huet, an doduerch sinn also aner Aktivitéiten an de Regiounen gefestegt ginn. Och dat huet zur Liewensqualität vun de Leit bäigedroen. Op ville Plaze war keng Epicurie méi, wäer keng Handwerksleit méi, wann net Tourismus an där Regioun géif bedriwwen ginn. Dat kënnt also och de Leit aus der Regioun zegutt.

An dann de Begrëff vun der Qualität. Do ass et drëm gaange fir ze dokumentéieren datt mer net wëllen an eng Richtung vu Massentourismus goen, am Contraire, datt mer konsequent eng qualitätsorientéiert Produkt- an Ugebuetsphilosophie wëllten entwéckelen an doduerch d'Steigerung vun dem Tourismus, och am Sënn vun nohaltegen Tourismus, wëllten developeieren.

Eis Strategie war, eis Stärkten ze notzen an e méiglech gréissten Undeel vun dem Tourismus insgesamt ze kréien. Et ass eng Industrie déi e Wuesstem kennt, mä wou d'Konkurrenz ganz staark ass an et muss ee sech also drëm beméien a bekëmmere fir deesewechten Undeel ze behalen, wéi ee virdrun hat.

Mir hu versicht fir nohaltege touristesch Erschléissungen ze maachen. Mir hunn also gekuckt datt mer hei net e Projet kritt hunn deen net an de Kader vun Land eragepasst huet. Ech hu mech ëmmer dogéint gewiert, fir ganz grouss

Zenterparken ze maachen, an ech wiere mech och géint Mega-Projeten, déi net an de Kader vun Land erapassen, déi net mat der Philosophie vun nohaltegem Qualitéits-tourismus kompatibel sinn, dee mer wëlle fördern.

Une voix. - Mengt Dir domat d'Schিপisten zu Buerschent?

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Dann, wéi gesot, hu mir versicht fir dee Secteur ze entwéckelen, fir datt Aarbechtsplaze sollen erhalen oder geschafe ginn. D'Zuele sinn hei genannt ginn, méi wéi 12.000 Leit schaffen eleng am Horesca-Secteur, a wann ee weess datt ganz vill aner Secteuren och vum Tourismus ofhänken, da weess een datt dat eng grouss Bedeitung huet.

Wat ass den Impakt vum Tourismus op d'Lëtzebuerg Wirtschaft? Fir elo genee Donnéeën a Chifferen ze soen - ech mengen dat ass jo wuel gefrot ginn - ass ganz schwéier, mä ouni Zweifel ass et e vill méi héije Prozentsaz wéi déi 5%, déi elo eleng an der Gastronomie an der Hotellerie erwiirtschaft ginn.

An europawäit si se amgaangen sougenannte Comptes Satellites-tourismes auszeschaffen, an do geet et drëm duerch mathematesch Berechnungen a Modeller kënne ze évaluéieren, wat den Impakt vum Tourismus op d'gesamt Wirtschaft ass. Ech hoffen, datt dat relativ schnell ka geschéien, datt een och Lännervergläicher ka maachen, wat dorëmmer d'Importanz vum Tourismus ass.

De sechste Fënnfjoresplang, mengen ech, huet eng Rei vun Akzenter gesat, an et ass hei ënnerstrach ginn, déi och hiren Effet hatten. Virun allem ass vill Wäert op d'Verbesserung vun der Hotellerie geluecht ginn, d'Bäihëllef an der Hotellerie hei am Land si méi héich wéi an anere Länner, an dat huet dozou gefouert datt vill an d'Hotellerie investéiert ginn ass.

Et huet awer och leider Gottes - an dat wëll ech och soen - net all Leit dozou ugereegt fir doranner ze investéieren. Et gi Leit, déi hun ze laang näischt an d'Hotelen investéiert. Dann ass den Zuch verpasst an dann ass et schwéier fir do erëm no ze kommen. Da muss ee schonn, mengen ech, grondleend Ännerunge maachen a ganz héich Montanten investéieren an et sinn der och eng Partie déi dat gemaach hunn.

Et ass zu Recht gesot ginn, dass d'Zuel vun den Hotelern iwwer Land ofgehall huet, mä dofir muss een awer soen datt duerch déi, déi bälkomm sinn, an déi Investitiounen, déi gemaach sinn awer eis Hotele qualitativ wesentlech verbessert a sou gemaach gi sinn wéi et haut néideg ass. Vill Clienten hätte gären, datt, wa kee schéint Wieder ass, se sech am Hotel kënne sportlech betätigen a gesondheetsfördernd Aktivitéite maachen.

An där Richtung ass geschafft ginn a mir versichen och an Zukunft cibléiert d'Hotellerie ze encouragéieren an hir ze hëllef, fir a gewësse Beräicher ze investéieren, wéi Wellness a Gesondheits-tourismus oder Sportshôtellerie.

Dann ass de gréissten Undeel vun de Suen - dat wäert och an dem nächste Fënnfjoresplang de Fall sinn - un d'Gemenge gaangen, fir datt si sollen encouragéiert gi fir hir Sport- a Fräizäitinfrastrukture unzepassen, ze verbessern oder auszebauen, hir Dierfer an Uertschaften ze verschéieren a Muséeën ze maachen oder, am Osten, fir e Schëff iwwert d'Musel fieren ze loossen, wat e qualitative Sprong no uewe mécht, wat de Confort an d'Qualitéit ubelaangt.

Da sinn och ronn 20% vum Budget un d'Syndicats d'initiative gaangen, wou eng ganz Rei vun interessanten a flotte Projeten am ländleche Raum gemaach si ginn. Ech wëll do u Munzen erënneren, wou

wierklech eng Masse critique vun Attraktiounen geschaf ginn ass, déi dozou féiert datt dat wierklech en touristechen Zentrum fir d'ganz Regioun ginn ass, a vill Touristen dohinner zéit.

An dann ass d'Netz vun de Jugendherbergen ausgebaut ginn. Besonnesch an dem nächste Fënnfjoresplang gëtt e groussen Akzent op den Ausbau vun dem Jugendherbergennetz gesat. Ech wonnere mech, datt den Här Scheuer am Fong e bësse bemängelt huet, dat géif net duer goe fir Jugendtourismus ze maachen, well just zu lechternach 350 oder 400 Milliounen an eng nei Jugendherberg investéiert ginn, wou de Stat iwwer de Fënnfjoresplang 70% bäileet...

Une voix. - Très bien.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - ...a wou e Konzept erstallt ginn ass vun der Jugendherbergzentral, wéi dat soll mat agebonne ginn a mat an en europäesche Réseau vu Jugendherbergen agebaut ginn, fir och déi jonk Leit heihinner an eist Land ze zéien an datt se duerno gutt Clientë ginn a bleiwen.

Déi véier Seilen, wéi gesot, wäerten och am siwente Fënnfjoresplang gestäipt ginn, datt ass niewent dem Bannentourismus, de Kongress-tourismus, den Tourismus am ländleche Raum an de Kultur-tourismus.

Fir eng Klammer op ze maachen, wëll ech och soen, dass den Tourismusministère net deen eenzege ass deen an Infrastrukturen investéiert, déi dem Tourismus zegutt kommen. Wann zum Beispill e Pei-Musée gebaut gëtt, kënnt dat och ouni Zweifel dem Tourismus zegutt, wann d'Stad Lëtzebuerg oder de Staat hir Muséeën nei mécht, a wann d'Festungsmauern an d'Rei gesat ginn, kënnt dat dem Tourismus zegutt, sou ass et wichteg datt also Hand an Hand geschafft gëtt. A fir nach en anere Ministère ze nennen: wann den Émweltministère am Haff Réimech interessant Investitioune mécht, fir do kënne op eng flott Aart a Weis d'Natur, d'Vigel kucken ze goen, sou ass dat och ouni Zweifel en Attrait fir den Tourismus.

Also et muss een zesumme schaffen an hei sinn eng ganz Rei vu Ministären mat dru bedeelegt fir déi touristesch Infrastruktur, oder Infrastrukture vun deenen den Tourismus profitéiere kann, auszebauen, mä dat ass net e Bestanddeel vum Fënnfjoresplang.

Iwwregens ass et esou datt, wann de Stat eng Infrastruktur mécht, se net an e Fënnfjoresplang dra kënnt, dat gëtt normalerweis iwwer e speziell Gesetz gemaach. Et gi jo Leit déi soen, et misst een elo och an deem Fënnfjoresplang Projete vum Stat aus drasetzen. Dat ass net de Sënn vun Fënnfjoresplang, dat gëtt iwwer eege Gesetzesprojete gemaach, déi der Chamber musse presentéiert an och hei gestëmmt ginn.

Voilà, wat d'Enveloppe budgétaire ubelaangt ass jo hei ënnerstrach ginn, datt e gudd Sprong no uewe gemaach gëtt, ëm 28% gëtt déi Enveloppe vergréissert, se ass zéng Mol méi grouss wéi d'Enveloppe vum éischte Fënnfjoresplang. Bis elo sinn déi budgétaire Mëttele meeschtens duergaangen. Ech hunn och an der Kommissioun gesot, wa nei Projete géifen dobäi kommen, déi elo nach net bekannt waren, déi awer wichteg a wesentlech fir d'Verbesserung vum Tourismus wären, dass et da kee Problem ass, datt ech der Regierung se dann ënnerbreeden fir eventuell de Fënnfjoresplang auszebauen, souwiso kënne iwwer e Règlement nei Projeten dobäi kommen.

An ech muss soen, doduerch dass d'Vélospistennetz jo vun engem anere Ministère vum gréissten Deel gemaach gëtt, bleiwen hei an deem Fënnfjoresplang méi Suen iwwer fir aner Projeten ze maache wéi de Réseau vun de Vélospisten auszebauen, quitte datt mer eis wëllen drop konzentréiere fir an touristesch Géigenden, Réseauen ze maache fir datt dee ganze Vélostourismus, deen e wichtige Secteur vum Tourismus ginn ass, kann ausgebaut ginn an datt en touristesch besser genotzt ka ginn. Wéi gesot, do ass e ganze Programm virgesinn an och an der ETI's Etüd gëtt dat jo ënnerstrach an et gëtt dorobber insistéiert.

Da gëtt versicht gewësse Saache Rechnung ze droen, déi ugeprangert gi sinn. Mir versichen an deem Fënnfjoresplang, datt déi privat Campingen an och déi vun de Syndikater oder vun de Gemenge gläich subsidiéiert ginn. Dat ass jo gefrot ginn. Dat ass natierlech net interessant fir d'Gemengen an d'Syndikater, déi elo manner kréie wéi dat virdrun de Fall war, mä et ass allgemeng gesot ginn, et misst een d'Concurrence déloyale vermeiden. Dat gëtt an deem Projet gemaach.

Mir versichen och als Neierung fir e Fonds spécial ze schafen, datt also déi virgesinne Sue kënne méi rationell agesat ginn, jee no der Progressioun vun de Projeten an deenen eenzele Secteuren an Domänen, an datt mir kënne e bësse méi flexibel si wat d'Finanzierung ubelaangt, fir datt d'Leit, déi investéiert hunn, esou schnell wéi méiglech hir Sue kënne kréien, mä dat soll a voller Transparenz gemaach ginn. Den Text seet dat jo och ganz kloer.

Dann ass nei am Fënnfjoresplang, datt ass jo begréisst ginn, datt ee ka bei gréisseren Projeten, awer dat musse Projete sinn déi e regionalen oder nationale Charakter hunn, wann déi vu Syndikater oder A.s.b.l.en, déi am Intérêt vum Tourismus schaffen, solle géréiert ginn, datt een deenen hëllef och d'Fonctionnementskäschten an d'Personalkäschten ze iwwerhuelen, op d'mannst an enger éischer Phas bis datt dat richtig leeft, fir datt dat och professionell ka géréiert ginn. Dat ass also, wéi gesot, eng net onwichtig Neierung an deem Projet. An dann hu mer d'Méiglechkeet geschaaft, datt mer op regionalem Plang kënne eis Organisationsstrukturen ausbauen, sougenannte regional Agenturen maachen, datt een do kann niewent infrastrukturelle Käschten, déi vläicht dobäi ufalen, och d'Personalkäschten am Kader vum Fënnfjoresplang iwwerhuelen.

Wéi gesot, mir wëllen d'regional Ebene organisatoresch stärken. Do ass d'Zilsetzung kloer. Den Här Garcia huet och drop higewisen, mee wéi mer wëllen dohinner kommen, do ginn d'Weeër auserneen. Ech wëll och nach kuerz dorobber ze spriechen kommen. Mä evident ass et, datt duerch déi Fënnfjoresplang eis Infrastrukture gutt gi sinn, datt se den internationale Vergläich aushalen, datt se eng Tromp si fir de Lëtzebuerg Tourismus an duerch dese Fënnfjoresplang wäert déi Infrastruktur nach weider kënnen ausgebaut ginn.

Wat d'Hotellerie ubelaangt hunn ech drop higewisen, datt mer wëllen an d'spezialiséiert Hotellerie cibléiert méi staark investéieren. Mer mussen awer och dem Code des Aides vun der Gemeinschaft Rechnung droen, an do gëtt d'Bäihëllef op 15% vum Gesamtinvest limitéiert. Eis Bäihëllef gëtt méi staark cibléiert an et si verschidde Tauxen viirgesinn, deemno wat ee mécht. Wann een zum Beispill an d'Nohaltegkeet investéiert, da kritt ee méi en héijen Taux wéi wann een einfach nëmmen en Zëmmer oder d'Receptioun moderniséiert.

Dann hu mer och virgesinn, datt am ländleche Raum bei Neikon-

struktiounen den Taux ëm 5% méi héich ass wéi dat a Stied de Fall ass. Mir wäerten och weider drop bestoen, well dat heiten e Fënnfjoresplang ass dee net ganz grouss Projete soll subventionéieren, mä dee soll déi saisonal regional, ländlech Tourismushôtellerie prioritär stärken, datt keen Hotel, wat méi wéi 75 Zëmmer huet, ka vum Fënnfjoresplang profitéieren. Dat ass keng Neierung, dat wëlle mer awer bäibehale fir ze ënnersträchen, datt et hei virun allem drëm geet fir déi traditionell Familienhôtellerie ze stärken an där ze hëllef ze investéieren a sech op de leschte Stand der Dinge ze bréngen.

Bei de Campinge gi mer e bësse méi flexibel wat de Camping résidentiel ubelaangt, well mer agesinn hunn datt d'Nofro no Chaleten, no Mobilhomen ëmmer méi grouss ginn ass, mä e gewësse Prozentsaz vu Plaze muss awer reservéiert bleiwe fir de Passage, a wann ee prozentual manner Passage Plazen huet, kritt een och manner héich Subventiounen. Och do gi mer ënnerschiddlech Tauxen. Wann zum Beispill een an d'Richtung ECO-LABEL investéiert, an d'Nohaltegkeet investéiert oder d'Apassung an d'Landschaft verbessert, da kritt ee méi en héijen Taux wéi wann een dat net mécht.

Bei de Jugendherbergen hu mer drop higewisen, datt mer do versichen en ambitiöse Programm virun ze driewen, zesumme mat de Gemengen an och mat der Jugendherbergzentral. Ech mengen, dat ass och e wichtige Incentive an deem Fënnfjoresplang.

Da wëll ech awer nach eng Kéier op déi Debatt agoen, déi gefouert ginn ass iwwer méi oder manner Dirigismus. Also, mir sinn alleguer d'accord domat, datt mer méi Professionalismus an dem Tourismussektor brauchen, besonnesch op regionaler Ebene, an datt mer also musse versichen déi Strukturen ze stärken. Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt den Tourismus och e Wirtschaftssektor ass, e Wirtschaftssektor wou et virun allem drop ukënnt, datt d'Qualitéit vum Accueil stëmmt, datt de Service stëmmt, datt de Service an dem Accueil musse flexibel un d'Wësch vun de Clienten ugepasst ginn. Esou Saache verdroe keng Planwirtschaft, déi verdroe keen Dirigismus vun uewen no ënnen, mä dat verlaangt datt d'Initiative vun de Gemengen, vun de Gemengesyndikater, vun de Syndicats d'initiative vun der Regioun ausginn, quitte datt se mussen erapassen an dee Kader dee mer gesat hunn, an dat Konzept datt mer ausgeschafft hunn, datt se och musse kompatibel si mat den Direktive vun dem Aménagement du Territoire.

Mä wa mer wëllen d'Organisationsstrukturen stärken, ass et och do net richtig datt mer vun uewen no ënnen wëlle versiche Strukturen ze imposéieren, mä datt ee versicht fir dat op der Basis vun der Regioun ze maachen.

(Interruption)

Den Här Garcia seet dräimol très bien. Ech muss zwar soen, datt dat wat hie gesot huet an dat wat en a sengem Text geschriwwen huet - ech hunn dat op Internet nogekuckt, ech weess net ob dat de leschte Stand der Dinge ass - net ëmmer matenee kompatibel ass. Ech wëll hei elo net ganz laang am Detail agoen op dee Gesetzesvorschlag dee gemaach ginn ass,...

(Interruption)

...mä ech wëll awer soen, datt een do soll ganz seriö an och intensiv diskutéieren, datt mer net nëmmen iwwert d'Ziler eens ginn, mä datt och jiddereen versteet wat fir e Wee ee wëllt aschloe fir dat Zil ze erreichen. Well wéi ech den Text vun Här Garcia verstinn, esou gëtt en Etablissement public gemaach deen ënner der Tutelle vum Ministère steet. Iwwer Règlement grand-ducal gëtt festgehale wat dem Mi-

nister muss ënnerbreet ginn a wou e muss d'accord sinn. Alles dat si Saachen déi also nach muss fixéiert ginn. A wann de Minister muss alles virgeluecht kréie wat den Institut do mécht, dann hu mer wierklech d'Planwirtschaft an dann hu mer Dirigismus vun uewe bis ënnen. Dofir mengen ech och, datt et méi sennvoll wär déi gestane Strukturen, dat eent ass den ONT, wou de ganze Secteur mat dran agebonnen ass, dee menger Meinung no eng gutt Aarbecht mécht, besonnesch am Beräich vun der Promotioun fir d'Land do-baussen ze verkaufen, Lëtzebuerg als touristesch Destinatioun bekannt ze machen, an dee kritt och Suen vum Ministär zur Verfügung gestallt, net iwwert de Fënnefjores-plang, mä iwwert den normale Budget, fir dat ze maachen. An do ass och eng Bedeelegung vum Privatsecteur, vun de Gemengen, vun de Syndikater, vun der Horesca, jee e ganze Beräich vun Institutiounen ass do mat dran an déi maachen hir Aktivitéiten. Do kann de Minister wuel eppes matschwätzen, mä do ass en awer minoritär dran, quitte datt en d'Majoritéit vun de Finanzen stellt, mä do ass awer e Konsensus do fir dat gemeinsam esou ze maachen an dat anzebetten an eng Gesamtpolitik.

Mä et war ëmmer gewollt, an doriwuer ass jo laang diskutéiert ginn, an dat steet jo dann och an der ETI-Etüd, datt een net soll an de Regiounen Antenne vum ONT maachen. Datt also déi Leit, déi an de Regiounen géife schaffen, an déi de Benevolat an den Ententen, déi haut bestinn, professionell ënnerstëtzen, datt dat net solle Leit sinn déi vum ONT agestallt ginn an déi do an d'Regioun gepufft ginn, mä datt d'Regioun selwer soll, do-duerch datt d'Gemengen mat agebonne ginn, méi eng Masse critique vu Mëttele kréien, souwuel vum Ministère aus wéi och vun eegene Mëttele, déi se sech erwiirtschaften iwwer eng Taxe oder einfach aus dem Budget, oder iwwer Taxen déi vum Stat an d'Gemenge verdeelt ginn. Datt se also géife Mëttele kréie fir Leit anzestellen, déi si selwer eraussichen an déi hëlfelechen d'Politik vun der Regioun ze dévelloppéieren no deene Prioritéiten, déi och an der Regioun selwer opgestallt ginn, an déi sech natierlech mussen abetten an e Gesamtkonzept, a wou direkt Liene mussen si mam ONT, mam Ministère. Datt déi Relatiounen mussen ausgebaut ginn, do sinn ech 100%eg d'accord domat, mä ech mengen et wier eng falsch Politik fir vun uewen, sief dat vum Ministère aus oder vum ONT aus, Leit an d'Regiounen ze delegéieren, wou dann déi missten obligéiert ginn domat ze schaffen. Ech mengen, si sollen hir Leit selwer eraussichen, si solle selwer versiche fir d'regional Agentur ze stäerken.

Och an der ETI-Etüd steet ganz kloer, déi bestehend Ententes regionales sollen ausgebaut ginn andeem datt een d'Gemenge mat abezitt an, andeem datt een iwwer e Refinanzéierungsmodell hinne méi Suen zur Verfügung stellt, fir datt se sollen a kënne sech encadréieren loosse vu Leit, déi full-time déi Aarbecht do maachen. Dat ass dat Konzept wat ech och ëmmer verteidegt hunn, wat och vum Secteur aus gefrot ginn ass, an ech mengen et wier falsch fir en anere Wee ze goen.

Dat war déi Debatt, déi mer an der Kommissioun haten. Et ass och déi Debatt, déi mer an der Zukunft mussen féieren. Also d'accord si mer alleguer mat der Richtung. Et muss méi professionell geschaff ginn, et mussen also méi Leit agesat ginn, déi full-time hir Aarbecht am Tourismus maachen, déi eng Ausbildung dofir hunn, mä wéi een dat soll an de Regiounen maachen, ech mengen doriwuer mussen mer nach eng Kéier ganz intensiv a ganz seriö diskutéieren, well ech net der Meinung sinn, datt ee soll ze vill lichtschatz bestehend Strukturen vun hiren Aktivitéiten,

déi se laang gutt gemaach hunn, einfach entbannen an da versichen eppes Neies ze schafen. Ob dat besser gétt, dat ass eng Fro déi ech mer stellen, mä, wéi gesot, ech begrëssen datt den Här Garcia sech d'Méi mécht fir eng Proposition de loi ze maachen. Jidderee kann dat analyséieren. Ech hoffen, datt mer e gutt Gespréich doriwuer kréien, mä ech hoffen net datt dat, wat hien do geschriwwen huet, herno dat gétt wat mer duerchsetzen, well ech mengen, dat géif dem Tourismus hei am Land net profitéieren.

Ech soen lech da merci, datt Der esou vill Gedold hat. Ech soen lech virun allem merci, datt Der allguer bereet sidd dese Fënnefjores-plang ze stëmmen. Ech mengen, doduerch kréie vill Leit, déi investéieren wëllen an d'Zukunft vun Tourismus, Bähëlfelechen déi se brauche fir dat kënne gutt ze maachen.

De Qualitéitstourismus soll gefördert ginn an ech mengen schonn, datt mer an den nächste Joren, wa mer net ze vill Krich an Terrorismus op der Welt kréien, dann och hei am Land kënnen optimistesche an d'Zukunft vum Lëtzebuerg Tourismus goen. Mir hu vill Trëmp. Den Trend vum Tourismus geet an d'kuerz Vakanz an do hu mer ganz vill Trëmp. Wa mer déi konsequent ausspille, da kréie mer ganz sécher och do e gudde Undeel vun deem Tourismus.

Ech wëll nach zum Schluss soen, datt den Undeel vum Tourismus an der Gesamtwirtschaft vun engem Land net nëmme ze berechnen ass un der Zuel vun den Iwweruechtungen. Leider Gottes gétt oft nëmme dorobber gekuckt. Et gi ganz vill Sue vun den Touristen hei am Land ausginn déi sech net am Iwweruechtungssecteur erëmfannen, mä an anere Secteuren, déi ee leider Gottes net direkt moosse kann.

M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss. Den Här Garcia freet "parole après ministre."

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wär warscheinlech deen dommsten Deputéierten heibannen, wann ech rose wär dass vill iwwer mech geschwat gétt. Normalerweis sinn déi meeschten Deputéierte ganz frou, dass iwwer si geschwat gétt, ob positiv oder negativ. Mä ech muss awer aus Respekt virun der Chamber trotzdeem déi Remarque maachen, dass bei eis am Reglement steet: "...adresses-vous à la Chambre". A wann een hei iwwer eppes schwätzt, wat et eigentlech nach net gétt, well et eréischt viru fënnf Minutten doposéiert ginn ass, da geet een dovunner aus, dass déi aner Leit och permanent Internet kucken an iergendwellech Texter liesen, déi et hei an der Chamber awer net gétt, oder et seet een de Leit iergendepes wou se nach net kënne wëssen ëm wat et geet.

Ech hunn och meng Riedezäit vun zéng Minutten net iwwerschratt, well ech nëmme zu deem heite Projet geschwat hunn, awer de Minister huet seng Riedezäit ëm 240% iwwerschratt, vun deenen en e klengen Deel, muss ech zwar soen, iwwert dee Projet geschwat huet deen et eigentlech zu deem Moment nach guer net gouf. Dat wollt ech just gesot hunn. Merci.

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5004 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 7 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5004.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass unanime mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Nico Loes) Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank (par Mme Nelly Stein), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispensens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Mer kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussion vun der Motioun déi vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, opgrond vum Rapport vun de Cour des Comptes iwwert d'Finanzéierung vun den Infrastructures sociofamiliales, ugeholl gouf. D'Riedezäit ass nom Artikel 35 festgehale. D'Wuert huet den Här Krecké.

5. Motion adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire suite au rapport spécial de la Cour des Comptes sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, formal wëll ech dann den Dépot vun där Motioun maachen op déi sech géeneeg gouf. Dofir fannt Dir fënnf Ënnerschrëften aus all Groupe politique erëm.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en date du 12 juillet 2002, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a été saisie par la Cour des Comptes d'un "Rapport spécial sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales" relatif au contrôle des opérations financières de ce fonds spécial effectuées durant les exercices budgétaires 1999 et 2002;

- considérant que le rapport spécial a été présenté et examiné par la commission lors de plusieurs réunions;

- considérant que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a adopté un rapport sur le rapport spécial de la Cour des Comptes dans sa réunion du 25 novembre 2002;

- considérant que cette commission a estimé que les principales recommandations générales de son rapport devaient être communiquées au gouvernement sous forme d'une motion;

invite le Gouvernement à

- reconsidérer le rôle du service technique du Ministère de la Famille qui doit avant tout être celui d'un contrôle interne gouvernemental;

- revenir à l'ancien texte des conventions de construction conclues entre l'Etat et les différents organismes bénéficiaires;

- s'assurer que le service technique du Ministère de la Famille dispose d'agents en nombre et en qualification suffisants afin de faire face à ses obligations dans des délais raisonnables;

- délimiter clairement les tâches du service technique de celles de l'asbl INFOPLA, l'intervention de l'association Infopla devant se limiter à des bâtiments n'appartenant pas à l'Etat, les bâtiments appartenant à l'Etat relevant de la compétence en régie propre du Ministère de la Famille;

- définir les principes en matière d'assurances à respecter par les différents organismes bénéficiaires, le principe selon lequel l'Etat est son propre assureur ne pouvant jouer en l'occurrence;

- définir les principes en matière d'assurances à respecter par les différents organismes bénéficiaires;

- uniformiser les délais de garde à 15 ans pour toutes les conventions existantes ou à conclure;

- parfaire l'outil informatique SAP de façon à ce que non seulement la Trésorerie de l'Etat, mais aussi les gestionnaires des fonds spéciaux puissent à tout moment avoir accès tant aux données en relation avec les dépenses qu'à celles concernant les recettes;

- ne plus procéder à des engagements en vue de la participation à des travaux de transformation à hauteur du seuil de 7,5 millions d'euros avant le vote d'une loi spéciale, vu que le vote d'une loi spéciale est nécessaire pour la globalité des engagements financiers, et non seulement pour la tranche dépassant les 7,5 millions;

- inclure le mode d'offre retenu dans la convention conclue entre l'Etat et l'organisme bénéficiaire, cette convention devant par ailleurs être soumise à la Chambre des Députés et publiée dans le cadre des documents parlementaires.

(s.) Jeannot Krecké, François Bausch, Robert Mehlen, Jean-Paul Ripinger, Lucien Weiler.

Et ass eng Motioun, déi zustane komm ass opgrond vu laangen Diskussiounen, déi mer an der Budgetkontrollkommissioun haten zu engem Rapport spécial vun der Cour des Comptes iwwert de Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales. Dee Rapport ass erauskomm a presentéiert ginn an der Kommissioun am Juli. Mir haten e puer Sitzungen doriwuer a mir hunn doropshin och ee Rapport spécial ugeholl iwwert dat wat d'Cour des Comptes do festgestallt huet. Dee Rapport spécial ass disponibel an den Documents parlementaires.

Mir hu gemengt eng Rei Recommendationen un d'Regierung mussen ze maachen ënner Form vun engem Motioun. Dofir hutt Dir dat virleien. Do sinn eng Rei Punkten opgezielt, déi ech kuerz erläutere. Ech wëll net verstoppen, dass et eng Unanimitéit ginn ass zu deem heiten Text, oder villméi misst ech soen, d'Leit waren u sech d'accord mat deene Konklusionen, déi mer hei gezunn hunn, awer och gesot ginn ass, dass zwoe Passusse géinge feelen a gewënscht wär fir déi dran ze setzen, esou dass haut nach eng Kéier dat wäert virbruecht ginn.

siounen, déi mer hei gezunn hunn, awer och gesot ginn ass, dass zwoe Passusse géinge feelen a gewënscht wär fir déi dran ze setzen, esou dass haut nach eng Kéier dat wäert virbruecht ginn.

Hei ass deen Deel vun der Motioun, deen u sech net esou kontestéiert war a wou haapt-sächlech Folgendes dra steet:

Mir hu gekuckt d'Zesummespill vun deem Service technique, deen et um Niveau vun dem Ministère de la Famille gétt, an deem haapt-sächlech sech mam Contrôle interne soll ofginn. Mir hu gekuckt d'Zesummespill mat INFOPLA, wat eng A.s.b.l. ass, déi och ähnlech Tâchen huet wéi de Service technique, an hu probéiert d'Aktiounsfeld vun deem engen an deem aneren ze délimitéieren. Et ass dat, wat mer der Regierung hei wëllen noleien.

Mir hunn zweetens festgestallt, dass et Problemer gétt mat den Assurancen an hunn d'Ministesch opgefuerdert, si soll Virschrëfte maachen un d'A.s.b.l.en. Do ware beispillsweis Saache geklaut ginn an et ware keng Assurancen drop. Dunn huet de Ministère agegraff fir dat ze iwwerhuelen, esou dass mer gesot hunn, ee Minimum vun Assurancë missten déi A.s.b.l.en dann awer och selwer kënnen zeechnen, sou dass mer den zweeten Haapt-punkt an der Regelung vun den Assurancë gesinn.

Drëtte Punkt: D'Cour des Comptes huet festgestallt, dass eng Rei Dokumenter net méi disponibel waren, déi se wollten nokucken, esou dass mer proposéieren den Délai de garde op 15 Joer eropzesetzen.

Mir hunn och fonnt, dass Gestionnaire vun de Fonds spéciaux net ëmmer Accès hätten op den Outil informatique SAP, dee wichtig ass fir d'Dépenses an d'Recette vun de Fongen ze kontrolléieren, an dass deen Accès misst garantéiert ginn.

Mir hunn an engem fënnfte Punkt kloer gemaach, dass eng Praxis, déi net nëmme an deem Fall mä och an anere Fäll sech gewisen huet, endlech misst ophéieren, nämlech déi dass Suen engagéiert ginn, och bei Projeten déi iwwer déi 7,5 Milliounen Euro erausginn, an dass am Fong geholl eréischt gestoppt gétt wann et doriwuer eraus sollt goen. E Projet ass ee Ganz, hu mer gesot, an e Projet soll eréischt demarréieren, wann och d'Chamber dozou iwwer eng Loi spéciale hir Autorisatioun ginn huet.

Schlussendlech de Mode d'offre dee gewielt ginn ass, well et sech hei ëm e Concours financier handelt, deen de Ministère eenzelnen Institutiounen, A.s.b.l.e gétt. Zum Beispill bei engem Hospice civil, deen eng Soumissioun gefrot huet, hätt misse den Text iwwert den Offermodus bäileien, deen an der Konventioun zréckbehale ass, wann d'Chamber doriwuer jugéiert.

Ech géif am Numm vun der Kommissioun déi eenzel Kommissiounen bidden, wann ech gelift déi eenzel Konventiounen, déi un deem Projet de loi jeweils heften, genau ze kucken, well dann hätt souwuel d'Chamber wéi och de Conseil d'Etat kënne feststellen, dass mir op eemol un deem Projet de loi, dee virgeluecht ginn ass, nach Modifikatiounen gemaach hunn, déi absolut net am Aklang ware mat deem wat u sech an der Konventioun war, Konventioun déi mer awer net disponibel haten, mä déi awer net vläicht net deementspriedend gekuckt gi wier. Dofir de Wunsch un d'Regierung, endlech dee Mode d'offre an déi Konventioun drun ze hanken, an op där anerer Säit awer un d'Kommissiounen, dass déi solle kucken, wa se esou eppes virleien hunn, ob dat conforme ass, an net op eemol Amendementen proposéieren, déi an eng ganz aner Richtung ginn.

Voilà, Här President, dat ass den Inhalt vun deene Recommendationen.

tiounen op déi mer eis konnten eeneegen. Ech weess dass mäi Fraktiounskolleeg Ben Fayot déi aner Punkte kuerz wëllt évoquéieren op deenen et leider keng Majoritéit ginn ass.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

Discussion générale

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Wann ech schonn d'Wuert kréien, da soen ech och eppes, Här President. Mir hunn eisen Numm ënnert déi Motioun do gesat. Et ass esou wéi de President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et elo hei erläutert huet, dass dat do en Text ass op dee mir eis konnten eeneegen. Zu dësem Zäitpunkt brauch ech net méi ze soe wéi dass mer déi Motioun stëmmen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech hu mech hei un d'Reiefolleg gehalen. D'Wuert huet den Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, e Wuert zur Motioun, déi den Här Krecké elo just presentéiert huet.

Den Här Krecké war vun esou enger brutaler Ausféierlechkeet, dass mir mat ganz rouegem Gewëssen déi Motioun do wäerte stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, effektiv, wéi den Här Krecké et duergestallt huet, huet d'Commission vun der Cour des Comptes iwwert de Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, ënnert der Schirmherrschaft vun der Madame Minister Jacobs, déi dofir haut hei eis.

Ech wëll iwwerengs d'Geleeënheet ergräifen, well mer jo net oft d'Geleeënheet hunn an der Plénière iwwert déi Saachen ze schwätzen, fir ze soen dass déi Rapporté vum der Cour des Comptes iwwer esou prezis Elementer vum staatleche Fonctionnement excellent Geleeënheete sinn, fir wierklech an d'Déift vun dem Fonctionnement vun onsem Stat ze kucken, ob dat elo Etablissements publics sinn, ob et zum Beispill eng prezis Etüd iwwer eng prezis Analys vun engem Fong ass. Dat ass wierklech eng Plus-value fir onst Gemeinwesen, wat do vun der Cour des Comptes kennt.

Ech wëll och soen, dass d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire jo eigentlech eng éischter technesch Kommissioun ass, déi probéiert iwwert d'Parteigrenzen ewech, och iwwert d'Grenze vun der Opposition an der Majoritéit ewech, d'Realitéit vun de Faiteen ze kucken.

Am Rapport vum Här Alexandre Krieps iwwert de Rapport vun der Cour des Comptes iwwert de Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales ass dat och grosso modo gelongen. Déi Motioun, déi mer hei virleien hunn, spigelt zum groussen Deel dat widder, wat am Konsens vun der Kommissioun fonnt ginn ass.

Mir haten ons sengerzäit an der Kommissioun bei där Motioun als Opposition enthalen, net well mer elo iwwert d'Motioun a sech Divergenzen hätten, mä well mer bemängelt hunn, dass zwee wichteg Punkten net an där Motioun dra waren an och net am Rapport vun der Kommissioun zréckbehalde gi sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat betrëfft besonnesch d'Renovatiounsaarbechte vun der Schoul

Ste Anne zu Ettelbréck engersäits, an anerersäits d'Renovatiounsaarbechten am Hospice civil vum Pafendall.

An der Schoul Ste Anne zu Ettelbréck huet d'Cour des Comptes monéiert, dass do néng Klassenäll, een Direktionsbüro, ee Sekretariatsbüro an zwee weider Büroe fir d'Schoul destinéiert waren an also à ce titre net éligibel ware fir de Fong au titre vun Infrastructures sociofamiliales. Dat géif 20 Milliounen Frang ausmaachen an déi missten also vum Ste Anne un de Stat zréckbezuelt ginn.

Bei dem Hospice civil ass constatéiert ginn, dass de Stat 80 Milliounen un den Hospice civil vun der Stad Lëtzebuerg verséiert huet, déi net a Relatioun gewiescht wäre mat deem Montant, dee fir dee Projet de transformation éligibel war. Doropshin ass an der Kommissioun eng laang Diskussioun entstanen, ob dat dann esou wär. Schlussendlech huet d'Majoritéit gesot, dass besonnesch déi 20 Milliounen vum Pensionnat Ste Anne net bräichten erëmbezuelt ze ginn, an dat ass och esou am Rapport aktéiert.

Fir ze weisen, dass mir op jidde Fall als sozialistesche Membere vun der Kommissioun an och aner Membere vun der Opposition mat där Manéier net d'accord ware fir dat esou ze gesinn, wollt ech hei eng Resolutioun virbréngen, wou nach eng Kéier rappéléiert gétt, dass d'Chamber dat an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire diskutéiert huet an dass se decidéiert, dass eben am Kader vun der Renovatioun vum Pensionnat Ste Anne „d'un stricte point de vue légal“ - esou wéi d'Texter sinn - déi Zomme fir d'Schoullokalitéiten „indument perçues“ wären, wéi et hei steet, an also missten dem Trésor public zréckgi ginn, an dass op där anerer Säit bei der Transformatioun vum Hospice civil vum Pafendall fir d'éischt emol misst vum Ministère de la Famille a vun der Cour des Comptes prezis festgeluecht ginn, wat „dépenses non révisables“ sinn a wat fir Dépense kënnt revidéiert ginn, an dass dann eréischt kéint festgeluecht gi wat fir e Montant adaptéiert kéint ginn un de Präisindex.

Dat sinn déi zwou Constatatiounen, déi mer zréckbehalen hunn aus der Diskussioun vun der Kommissioun, wou mir als Opposition der Meinung waren, dass se esou missten an de Rapport an och an d'Motioun kommen. Dofir déi Resolutioun hei, déi ech hei dem Här President iwwerrechen.

Ech soen lech merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en date du 12 juillet 2002, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a été saisie par la Cour des Comptes d'un „Rapport spécial sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales“ relatif au contrôle des opérations financières de ce fonds spécial effectuées durant les exercices budgétaires 1999 et 2002;

- considérant que le rapport spécial a été présenté et examiné par la commission lors de ses réunions des 18 juillet, 16 septembre et 14 octobre 2002;

- considérant que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a adopté un rapport sur le rapport spécial de la Cour des Comptes dans sa réunion du 4 novembre 2002;

- considérant que cette commission a estimé que les principales recommandations générales de son rapport devaient être communiquées au Gouvernement sous forme d'une motion;

décide

- que dans le cadre de la rénovation du pensionnat Ste Anne, d'un strict point de vue légal, les sommes destinées aux locaux de l'éco-

le sont indument perçues par le maître de l'ouvrage et devraient être restituées au Trésor public;

- que dans le cadre de la transformation de l'hospice civil de Pfaffenthal, le Ministère de la Famille et la Cour des Comptes doivent définir d'un commun accord quelles sont les dépenses non révisables et quelles sont les dépenses soumises à révision. Le montant global, figurant dans la loi, peut être adapté à l'indice des prix en fonction de la partie révisable des dépenses.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Jeannot Krecké, Robert Mehlen, Jos Scheuer.

M. le Président.- Den Här François Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt just soen, dass och den Här Fayot am Numm vun der Opposition dat excellent an exemplaresch erkläert huet, wou d'Divergenze leien, an dass et natierlech fir eis kloer ass, datt mer déi Résolutioun hei stëmmen.

M. le Président.- Freet soss nach een d'Wuert?

(Interruption)

Den Här Weiler freet d'Wuert nach eng Kéier.

Une voix.- Hie wäert sech uschlëissen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Deemno wat natierlech den Här Weiler elo seet, musse mer vläicht nach eng Kéier d'Wuert froen.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Positioun vun der Opposition zu dëser Resolutioun ass elo duergeluecht ginn. Ech wäert versichen an e puer Wieder ze erklären, firwat dass d'Majoritéit déi Resolutioun hei net ka stëmmen.

Den Här Fayot huet effektiv hei duergeluecht, wou d'Problematik war. Et ass an deene leschte Méint dach awer relativ vill Polemik och em den Dossier hei gemaach ginn. Et ass vill an den Zeitunge bericht ginn iwwert dat, wat an eiser Kommissioun un Aarbecht gemaach ginn ass. Et ware Saachen dobäi, déi richtig waren. Et ware Saachen dobäi, déi falsch sinn. Dofir ass et gutt, wa mer vläicht awer an dräi Wieder nach eng Kéier hei soen em wat et geet, fir dass d'Leit dobaussen dat och verstoe kënnen.

D'Schwëstere vun Ettelbréck aus dem Pensionnat Ste Anne hate geplangt en neit Internat ze bauen. Se wollten en neit Internat bauen. Si si mat deem Wunsch un d'Ministesch erugetrueden. D'Ministesch huet awer gemengt, dass bei deem Käschtepunkt, deem dat géif mat sech bréngen, ronn enger Milliard, et dach awer vläicht ze iwwerleeë wär, ob et net am Kader vun deene bestehende Gebailechkeete kéint zu Emstrukturéierung kommen, fir e modernt Pensionnat am Kader vun deem ale Pensionnat ze installéieren.

Dat ass gegléckt. Et ass mat engem Käschtepunkt vun 200 Milliounen duer gaange fir dat, wat d'Schwëstere en fin de compte gäre gehat hätten, a wat och eiser Zäit entsprécht, ze maachen. Amplaz eng Milliard auszeginn, huet d'Familljeministesch optéiert fir e Projet, deem 200 Milliounen...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wou kommt Dir un déi eng Milliard? Déi war awer ni an der Diskussioun déi Milliard do.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ma jo dach, d'Madame Familljeminister huet eis gesot, dass bei deem...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dat war awer keng Milliard.

M. Lucien Weiler (CSV).- ...wat u Wunsch vun de Schwëstere fir en neit Internat erugedroe gi war u si, si an hir Leit gerechent hätten, dass dat kéint an der Héicht vun enger Milliard sech bewegen. Ob dat elo 900 Milliounen gewiescht wären? Wou et hei drop kennt ass, dass bei deem Projet, deem hei zréckbehalde ginn ass...

(Interruption)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Et war ee Chiffer un Dësch an dat ware 700 Milliounen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.- Jo, dat war virdrun, dat war wéi mer...

(Brouhaha général)

Une voix.- Dem Här Weiler kennt et net op e puer un.

M. le Président.- Fuert weider, Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Ech weess, Här President, dass et bei de Sozialisten och schonn emol Momenter gouf, wou et em 500 Milliounen méi oder manner net direkt ukomm ass.

Ech fannen, dass dat hei eng richtig Décisioun war vun der Familljeministesch, fir net e Projet, dee 700 Milliounen oder eng Milliard kascht hätt, duergoan ze loosse, mä e Projet vun 200 Milliounen, mat deem ënnert dem Stréch datselwecht Zil erreicht ginn ass.

Elo kennt dann déi grous Diskussioun, well dee Projet praktesch mat sech breecht huet, dass op där enger Säit en Deel vun der bestehender Schoul huet mussen an d'Internat integréiert ginn, mä bestehend Schoulsäll, déi an d'Internat integréiert gi sinn, awer op där anerer Säit hu misse bestoe bleiwen. Et war dann d'Fro, ob am Kader vun där doter Operatioun, am Kader vun deem globale Projet, dee mer do haten, et rechtens war oder net, dass déi 20 Milliounen, déi déi néng Schoulsäll an déi zwee Büroe kascht hunn, elo finanziert gi sinn iwwert de Fong vun de sozio-familliair Strukturen.

Här President, d'Madame Minister huet ëmmer d'Meenung vertrueden, a mir hu se doranner suivéiert, dass et sech hei em e globale Projet gehandelt huet. Et huet sech hei net em e Projet gehandelt am Sënn vum Gesetz vun 1982, wou et em d'Subsidiéierung oder d'Net-Subsidiéierung vu Privatschoule geet, mä et goug hei em e globale Projet vun der Renovatioun vun engem Internat. Et war e Projet, deem net divisibel ass. Et war e Projet indivisible, deem ee globaalt Konzept duergestallt huet. Deementsprechend, mengen ech, war et och normal, dass dee ganze Projet, opgrond vun deenen Dispositiounen déi an deem Fong do sinn, finanziert ginn ass.

De But vum Gesetz vun 1982 ass, dass Structure wéi déi dote Schoulstrukturen net vum Stat kënnen subsidiéiert ginn - obschons dat emol guer net esou prezis aus dem Gesetzestext ervirgeet, mä mir hunn en awer ëmmer esou interpretéiert a mir waren och ëmmer der Meinung, dass et esou sollt sinn. Well et sech awer hei net em esou Schoulsäll gehandelt huet, mä em e globale Projet vun engem Internat, hu mer gemengt dass ee bei deem dote, och du point de vue strictement légal, wéi den Här Fayot sech a senger Resolutioun ausdréckt, wierklech esou gutt déi eng wéi déi aner Meenung ka verrieden.

Dofir gesinn ech net wéi een am Geringsten, au vu vun deem éischten Argument, wat ech developeppéiert hunn, vun de 700 Milliounen oder den 200 Milliounen - an d'Madame Minister huet fir déi bëlleegst Solutioun optéiert -, an zweetens opgrond vun den Interpreta-

tiounen, déi een hei ka ginn, awer och nëmme de Soupçon vun engem Reproche à l'adresse vun der Ministesch kéint riichten.

Ech mengen och, dass d'Aart a Weis wéi d'Oppositioun, déi zwar hei hir Interpretatioun huet - an dat ass hiert gutt Recht - en fin de compte awer mat deem Dossier do ëmgaangen ass, dass mer ënnert dem Stréch awer alleguerte kënnen mateneen zefridde sinn, dass mer haut e Projet hunn, deem net extra deier ginn ass. Op jidde Fall de loin net esou deier wéi en et ufanks war.

Op där anerer Säit, du point de vue légal, Här President, och wann een do kann anerer Meenung sinn, ass eis Meenung an eis Interpretatioun esou gutt berechtigt wéi déi déi den Här Fayot hei a senger Resolutioun ausdréckt, entsprechend si mer eis iwwert dat, wat ënnert dem Stréch eraus komm ass, alleguerte matenee gemeinsam eens.

Mä aus deene Grënn, déi ech duergeluecht hunn, Här President, deet et mer ganz Leed, dass d'Majoritéit d'Resolutioun vum Här Fayot net ka stëmmen.

Une voix.- Et deet lech guer net Leed!

M. le Président.- Mir stëmmen dann elo of iwwert...

(Interruption)

Ja?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech muss awer, fir déi ze kompletéieren, trotzdem zwou Saache soen, ouni hei eng Polemik wëlle vum Stapel ze loosse.

Dat éischt ass - dat do ass jo net d'Meenung vun der Majoritéit an d'Meenung vun der Opposition gewiescht, dat eent an dat anert: Wat mir hei verrieden, dat ass d'Meenung vun der Cour des Comptes. D'Cour des Comptes huet festgestallt dass dat do net rechtens ass an dass misst zréckbezuelt ginn. D'Cour des Comptes, esou wäit ech weess, sätzt net an der Opposition. D'Oppositioun huet sech enger Institutioun ralliéiert, déi par ailleurs bis elo, mengen ech, beschäinigt krut dat se anstänneg Aarbecht géif maachen. An déi huet dat do gesot an d'Oppositioun huet sech där ralliéiert. An d'Majoritéit huet, aus Gott weess welleche Grënn, sech där Saach net ralliéiert.

Ech wollt dat awer kloer an däitlech ënnersträichen, dass mir net hei aus heiterem Himmel zu där doter Konklusioun komm sinn, sondern no laangen Diskussiounen. An ech muss soen, déi Meenung déi den Här Weiler zweetes elo hei geäussert huet, dass mer alleguerte frou wieren dass dat esou gaangen ass, dat ass guer net de Fall. Well ech wëll drop verweisen, dass mer och an der Majoritéit d'Leit haten déi guer net där doter Meenung waren.

Plusieurs voix.- Oh! Ah!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech wëll hei keng Polemik vum Stapel loosse, mä esou war dat do jo net. Et waren esouguer Leit an der Majoritéit déi guer net där doter Meenung waren.

Une voix.- Si ware gefesselt an ugestréckt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- An dat eenzegt wat ech wëll festhalen, Här President, dat ass, dass eis Approche an dësem Dossier eng aner war wéi vu munch anere Fraktiounen an Dossieren déi mer virdu kann hunn, an ech erënnere mech un d'Commission spéciale Santé vun 1998, do war d'Approche eng aner. Mir haten hei eng, wou ech vu mengen eegene Kolleeegen heiansdo gesot kritt hunn: „Du hätt missten esou virgoe wéi si virgaange sinn 1998 an der Commission spéciale.“

■ **Une voix.**- Dat ass net einfach mat eis.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Ech krut Virwërf gemaach an ech wëll lech awer just soen,...

■ **Une voix.**- Den Här Krieps huet datselwecht...

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- ...dass mer hei eng responsabel Haltung geholl hunn, awer net der Meenung waren dass dat do richtig ass, a mir bleiwen der Meenung dass et net richtig ass. Ech wollt dat awer kloerstellen. Well hei huet dat op eemol ausgesinn, wéi wa mir do allegueren d'ar dooter Meenung waren, dat ass net de Fall. An ech wëll virausschécken, d'Cour des Comptes war enger ganz anerer Meenung a mir hu just der Cour des Comptes gefollegt. C'est tout!

■ **Une voix.**-Très bien.

■ **M. le Président.**- An elo stëmme mer of. Da gesi mer wien dofir ass a wien dergéint ass.

■ **Une voix.**- An den Här Krieps ass nach ëmmer mam Maulkuert ennerwee.

Motion 1

■ **M. le Président.**- Also mer stëmme of iwwert d'Motioun, déi vum Här Krecké abruucht ginn ass.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, enger Nee-Stëmm an enger Abstentiuon.

Da komme mer zur Resolutioun. Ass do e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Résolution 1

Mir stëmme dann elo iwwert d'Resolutioun of.

Vote

Déi fir d'Resolutioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resolutioun ass verworf mat 31 Nee-, 27 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: M. Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank (par Mme Nelly Stein), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers) et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-dorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling) et John Schummer.

S'est abstenu: M. Alexandre Krieps.

Domat wier de Punkt erleedegt.

(Brouhaha général)

■ **Une voix.**- Dir hat bei der Motioun e Vote secret gedréckt. Mir hunn d'Nimm net vun deenen déi Jo an Nee gestëmmt hunn. Dir hutt de falsche Knäppche gedréckt.

(Brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Da musse mer et nach eng kéier widerhuelen. Déi éischt Motioun?

■ **Une voix.**- Déi éischt Motioun musse mer widerhuelen, Dir hat de Secret gedréckt.

(Brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Also, Dir Dammen an Dir Hären, berouegt lech. Mir mussen de Vote widerhuelen. Hei war eppes schief gelaf.

■ **Plusieurs voix.**- Ah! Oh!

(Hilarité et interruptions)

■ **M. le Président.**- Also iwwert d'Motioun muss frësch ofgestëmmt ginn.

■ **Une voix.**- Här President, hei ass eppes dat net ugewisen huet.

■ **M. le Président.**- Ma jo, mir sinn amgaangen dat ze korrigéieren.

(Brouhaha général)

Motion 1

Also mer stëmme of iwwert d'Motioun, déi den Här Krecké erabruucht huet.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, enger Nee-Stëmm an enger Abstentiuon.

■ **Une voix.**- Wéi, wéi? Neen, dat do kann dach net sinn. Ech hu keng Procuratioun.

(Interruptions diverses)

■ **Plusieurs voix.**- Dat do kann net sinn.

■ **Une voix.**- Madame Minister, haalt endlech op domadder. Dir sidd amgaangen hei dofir ze suergen, dass näischt zustane kënn.

(Hilarité)

■ **M. le Président.**- Um Resultat ännert et net vill, mä ech si mat lech d'accord dass mer den Apparat genau sollen erstellen. Mä d'Resultat als solches steet fest.

Do gesitt Dir, d'Elektronik ass ni esou perfekt, dass net och emol e Feeler ka virkommen.

(Interruptions diverses)

Sou, also mer stëmme dann awer elo eng leschte kéier driwwer of.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, enger Nee-Stëmm an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Laurent Mosar), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Lucien Weiler);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-dorf, Emile Calmes, Mme Agny

Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

A voté non: M. Nico Loes.

S'est abstenu: M. Alexandre Krieps.

■ **Plusieurs voix.**- Ah!

■ **M. le Président.**- Dee Punkt ass elo ofgeschloss a mer kéimen zum leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung.

(Hilarité et interruptions)

Mir hunn d'Resolutioun dach vir-drun ofgestëmmt.

■ **Une voix.**- Jo, mä déi ass jo och falsch.

(Brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Neen, neen, déi ass scho richtig.

(Hilarité et interruptions)

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.**- Si gefält eis nach net.

■ **M. le Président.**- Also, mir fueren elo weider. Mir kommen op de leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung an dat sinn d'Naturalisatiounen.

6. Naturalisations

Fir d'Naturalisatiounen muss ech de Huis clos ausschwatzen.

De Huis clos ass ausgeschwat.

* * *

De Huis clos ass erëm opgehuewen an déi öffentlech Sëtzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 85 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. An esou wéi d'Gesetz...

(Brouhaha général)

Ech géif lech bieden nach ee Moment ze waarden.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 85 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. An esou wéi d'Gesetz vum 7. Juli 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtze buerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat 5 Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 30 janvier 2003

ALBERGO Giovanni, né le 19 août 1959 à Ceglie del Campo (Italie), demeurant à Diekirch

ALVARO MONTEIRO Antonio, né le 20 mars 1963 à Santo Crucifixo (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

ANTUNES MARTINS Suzanne, née le 18 septembre 1973 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Biwer

BAIG Shazada Nasim, né le 3 mars 1954 à Lahore (Pakistan), demeurant à Luxembourg

MIAN Farzana Shamim, née le 5 août 1961 à Lahore (Pakistan), demeurant à Luxembourg

BEI Fabrizio, né le 10 juin 1967 à Differdange, demeurant à Differdange

VIRGILI Annabella, née le 17 octobre 1962 à Differdange, demeurant à Differdange

BORGES SANCHES Felisberto, né le 15 mars 1965 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

DA SILVA ROBALO Maria Jesus, née le 17 novembre 1969 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

BORREGA PALMEIRO Andreino Antonio, né le 27 novembre 1969 à Expectação/Campo Maior (Portugal), demeurant à Troisvierges

CARDUCCI Rosanna, née le 6 janvier 1947 à Gubbio (Italie), demeurant à Sanem

CASAMASSIMA Anna, née le 1er juin 1972 à Luxembourg, demeurant à Kleinbettingen

CHAN Be Ling, né le 4 octobre 1967 à Vilvoorde (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette

HUANG Ling-Chen, née le 6 décembre 1969 à Changhua (Taiwan), demeurant à Esch-sur-Alzette

CIVERA Joëlle Claudine, née le 9 avril 1970 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Belvaux

CUBRILLO Stevan, né le 10 août 1975 à Pétange, demeurant à Luxembourg

D'ANGELO Fernando, né le 25 octobre 1961 à Roccamorice (Italie), demeurant à Gilsdorf

DA LUZ Arlindo Antonio, né le 26 octobre 1966 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

DA SILVA PEIXOTO Susana Maria, née le 27 avril 1974 à Povoa de Lanhoso (Portugal), demeurant à Tétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DA SILVA Susanna.

DA SILVA PINTO Ana Cristina, née le 7 février 1972 à Castro Daire (Portugal), demeurant à Kayl

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de PINTO Ana Cristina.

DE ARAUJO GOMES José Antonio, né le 1er mai 1976 à Lavelanet (France), demeurant à Aspelt

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de GOMES José Antonio.

DETHIS Jean François Ernest Jules Ghislain, né le 9 avril 1959 à Liège (Belgique), demeurant à Colmar-Berg

DI STEFANO Dominique, né le 12 avril 1967 à Longwy (France), demeurant à Schifflange

DIENG Dado, née le 19 août 1975 à Dakar (Sénégal), demeurant à Lamadelaine

DOYEN Paule Léonie Henriette Blanche Lambertine, née le 9 novembre 1955 à Liège (Belgique), demeurant à Differdange

EGGERMONT René Joseph Gaston, né le 1er octobre 1956 à Romilly-sur-Seine (France), demeurant à Bastendorf

GOMEZ FERNANDEZ Ramon, né le 2 juillet 1960 à Llinas (Espagne), demeurant à Luxembourg

GONÇALVES FERNANDES Paulo Jorge, né le 17 septembre 1970 à Ettelbruck, demeurant à Colmar-Berg

GRÜBLER Rolf Werner, né le 26 juillet 1944 à Freiburg im Breisgau (Allemagne), demeurant à Christnach

GUIMARAES GONÇALVES Suzéte, née le 6 octobre 1972 à Luxembourg, demeurant à Strassen

HOLDERER Jürgen, né le 9 octobre 1939 à Mosbach (Allemagne), demeurant à Mondorf-les-Bains

HYSENI Ruzhdi, né le 15 mai 1951 à Oshlane (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

CERMIENKA Nevrije, née le 25 mars 1961 à Radolista (Macédoine), demeurant à Luxembourg

IBISI Aferdita, née le 20 juin 1972 à Mitrovica/Kosovo (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

JEMAL OMER Ali, né le 2 mars 1967 à Wollo/Dessie (Ethiopie), demeurant à Hautcharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de OMER Alex.

LAZZARA Anita, née le 26 septembre 1956 à Differdange, demeurant à Kayl

LEMAIRE Bernard Jean, né le 7 septembre 1962 à Mexy (France), demeurant à Differdange

LHOIR Dominique Rita Marie, née le 6 février 1953 à Schaerbeek (Belgique), demeurant à Bascharage

LI PUMA Giuseppe, né le 1er janvier 1947 à Petralia Sottana (Italie), demeurant à Pettingen

QUEZADA FLORENCIO Mariana Paulina, née le 1er juin 1957 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Pettingen

LIANG Shei Chow, né le 10 août 1965 à Kalimpong (Inde), demeurant à Luxembourg

CHEN Su Lan, née le 24 mai 1971 à Calcutta (Inde), demeurant à Luxembourg

LIKET VANDJI Cécile, née le 22 juin 1976 à Libreville (Gabon), demeurant à Mamer

LIMBERG Dagmar, née le 14 janvier 1962 à Krefeld (Allemagne), demeurant à Niederwampach

LONIEN Elisabeth, née le 10 juillet 1921 à Weydig, demeurant à Dudelange

LOUREIRO PEREIRA Fernando, né le 21 avril 1969 à Rio Caldo/Terras de Bouro (Portugal), demeurant à Kayl

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de PEREIRA Fernando.

MARCIC Vojin, né le 15 octobre 1951 à Jagodnja Gornja/Benkovac (Croatie), demeurant à Pétange

MARTE VASQUEZ Evaristo Alejandro, né le 6 mai 1974 à La Vega (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

MARTINS CABRAL Antonio, né le 13 décembre 1966 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

VAZ TAVARES Genoveva, née le 25 juillet 1970 à Praia (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

MATIC Dragisa, né le 30 mai 1934 à Milosevac (Yougoslavie), demeurant à Bissen

NIKOLIC Radmila, née le 16 janvier 1934 à Lozovik (Yougoslavie), demeurant à Bissen

MENDES FURTADO Nolasco, né le 3 mai 1937 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Luxembourg

MUTLU Murat, né le 5 mars 1972 à Eminönü (Turquie), demeurant à Strassen

MYSORE Venkata Rama Kumar, né le 18 août 1953 à Bangalore (Inde), demeurant à Roodt-sur-Syre

DHARMASENA Shamalie, née le 22 août 1958 à Anuradhapura (Sri Lanka), demeurant à Roodt-sur-Syre

NARAMSKI Françoise Jacqueline Léontine, née le 26 juillet 1956 à Butgenbach-Weywertz (Belgique), demeurant à Bertrange

NEGOSANTI Marino, né le 27 octobre 1963 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette

OLAGNY Frank Léon Maurice Ghislain, né le 24 janvier 1968 à Arlon (Belgique), demeurant à Bettembourg

PARISOT Frédérique Lise Isabelle, née le 5 octobre 1979 à Thionville (France), demeurant à Schifflange

PICCARETTA Thierry Antoine Rodolphe, né le 9 avril 1962 à Algrange (France), demeurant à Ettelbruck

PIGNOLONI Antonella, née le 18 octobre 1967 à Differdange, demeurant à Differdange

PUCHER Patricia Myriam Joëlle, née le 17 novembre 1963 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Soleuvre

RICHTER Michèle Madeleine Marguerite, née le 23 juillet 1949 à Metz (France), demeurant à Luxembourg

RINALDETTI Fernand Benedetto, né le 21 décembre 1958 à Dudelange, demeurant à Dudelange

SALJIHAJ Sukri, né le 19 mars 1968 à Kosovska Mitrovica (Yougoslavie), demeurant à Mersch

IBRAHIMI Valjbone, née le 5 septembre 1970 à Oslare/Bujanovac (Yougoslavie), demeurant à Mersch

SMAILOVIC Sabit, né le 10 février 1964 à Rovine/Gradiska (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

KADIC Rifa, née le 23 octobre 1974 à Gradiska (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

SOUSA Inacia Virginia, née le 1er février 1947 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Ettelbruck

SPINIELLO Marco Pietro Francesco, né le 17 décembre 1965 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Soleuvre

STARK Barbara Hildegard, née le 20 avril 1953 à Münster (Allemagne), demeurant à Dudelange

STOILKOVSKA Guga, née le 22 octobre 1963 à Dulica (Macédoine), demeurant à Luxembourg

SUN Tinglong, né le 29 octobre 1953 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

THIRY Michel André Alfred, né le 1er août 1956 à Charleroi (Belgique), demeurant à Hoffelt

VAN RENTERGHEM Yves Jean, né le 16 avril 1965 à Gent (Belgique), demeurant à Luxembourg

VARGIOLU Giovanna, née le 6 août 1956 à Jerzu (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

VASIC Borka, née le 30 octobre 1949 à Gornji Brodac (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette

VIDALE Graziella Nadia Lucia, née le 13 décembre 1973 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg

VIEILLEVOYE Stéphanie, née le 27 décembre 1982 à Verviers (Belgique), demeurant à Clemency

WEBER Michèle Esther Marie-Christine, née le 26 décembre 1953 à Goma (R.D. du Congo), demeurant à Itzig

WINIARSKI Tomasz Remigiusz, né le 1er octobre 1958 à Kielce (Pologne), demeurant à Howald

WU Yin Ki, né le 4 août 1953 à Hong Kong (Chine), demeurant à Mersch

YAGBASAN Fehime, née le 1er janvier 1963 à Bafi/Sulak (Turquie), demeurant à Luxembourg

YEGANEH MANESH Sheyda, née le 9 août 1966 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Ech soen lech merci an d'Sitzung ass opgehuewen.

■ Une voix.- Très bien, Monsieur le Président.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

MARDI, 11 FÉVRIER 2003

27^E SÉANCEPrésidence: M. Jean Spautz, Président
M. Jean Asselborn, Vice-Président

Ordre du jour

- Dépôt d'un projet de loi
- Communications
- Ordre du jour
- Dépôt d'une motion
- Ordre du jour (suite)
- Heure de questions au Gouvernement
 - Question 269 de M. Jean Asselborn relative à la position actuelle du gouvernement luxembourgeois au sujet du conflit avec l'Irak
traîtée conjointement avec la
 - Question 270 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'aide militaire de l'OTAN à la Turquie
 - Question 271 de M. Ben Fayot sur le rapport de l'ancien secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Alphonse Berns, concernant le fonctionnement du ministère
traîtée conjointement avec la
 - Question 272 de M. Jacques-Yves Henckes relative au rapport respectivement la note de décembre 2002 de l'ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères
- Motion de Mme Renée Wagener concernant la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale
Motion de Mme Renée Wagener relative aux personnes portées disparues en Europe de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale
(Discussion générale - Vote)
- Motion de M. Ben Fayot relative à l'Ecole européenne et au Centre polyvalent de l'enfance
(Discussion générale - Vote)
- 5035 - Proposition de révision des articles 51, paragraphe (6) et 52, alinéa 3 de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de révision - Vote sur l'ensemble de la proposition de révision de l'article 51, paragraphe (6) de la Constitution et de l'article 52, alinéa 3 de la Constitution et dispense du second vote constitutionnel)
- 4967 - Projet de loi portant approbation
 - de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;
 - des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998)

(Rapport de la Commission des Media et des Communications - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

- 4788 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Assentiment)

D'Wuert huet den Här Minister Grethen.

- Dépôt d'un projet de loi

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 20. Januar sinn ech autoriséiert fir an der Chamber e Gesetzestext ze deposéieren iwwert d'Modifikatioun vum Gesetz vum 10. Mee 1995 wat d'Infrastructure ferroviaire ugeet.

- *Projet de loi 5098 modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.*

Här President, ech wollt dobäisetzen dass ech bis elo d'Technik gewielt hu fir all Kéier bei all neiem groussen Eisebunnsprojet d'Gesetz vum 1995 ofzeänneren, well ech gemengt hunn dass dat d'Visibilitéit vun deene successive Projekte géif verbesseren. Ech hunn awer elo vum Conseil d'Etat an engem Avis gesot kritt, dass se eigentlech dat eng schlecht Technik géife fannen.

Ech wär och duerfir frou wann d'Chamber mir géif soen, ob se léiwer hätt dass een an där Technik weiderfiert oder awer ob ee soll op de Wee goen deen de Conseil d'Etat proposéiert, fir all Kéier en extrae Projet de loi ze deposéieren.

Dat wär dann an dësem Fall e Projet de loi portant construction d'une infrastructure ferroviaire entre la gare de Luxembourg, l'aéroport de Findel et le Kirchberg, respectivement la gare de Dommeldange.

Mir hu bis elo déi aner Technik gewielt. Ech wär, wéi gesot, Här President, frou wann d'Chamber mir géif soe wéi ech an Zukunft déi Texter soll agencéieren. Merci.

■ M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vum engem Projet de loi duerch den Här Transportminister Henri Grethen. De Projet gëtt weidergeleet un déi zoustänneg Kommissioun an och un de Conseil d'Etat.

2. Communications

Folgend Kommunikatiounen wollt ech der Chamber maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Ci-dessous la liste des projets de loi déposés à partir du 31 janvier 2003 sur le Bureau:

- 5094 Projet de loi portant réactivation du fonds d'équipement militaire

Dépôt: M. le Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, le 03.02.2003

- 5095 Projet de loi modifiant la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Dépôt: M. le Ministre de l'Economie, le 04.02.2003

- 5096 Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht

Dépôt: M. le Ministre de l'Environnement, le 05.02.2003

- 5097 Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10.02.2003

3) Conformément à l'article 17 de la loi du 2 août 1977 portant création d'une Société Nationale de Crédit et d'Investissement et au Chapitre 4 du Règlement de la Chambre des Députés portant nomination d'un commissaire aux comptes de la S.N.C.I., la Chambre a fait publier dans les journaux quotidiens un appel de candidatures d'un commissaire aux comptes ayant les qualités de réviseur d'entreprises.

4) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la première partie de sa session ordinaire de 2003 du 27 au 31 janvier à Strasbourg.

Etaient présents à cette session: MM. Gusty Graas, Président de la délégation, Marcel Glesener et Mme Lydie Err, représentants, MM. Norbert Hauptert et Emile Calmes, suppléants.

M. Peter Schieder, Président sortant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a été réélu.

Lors de l'élection des 19 Vice-Présidents de l'Assemblée, M. Marcel Glesener a été élu troisième selon l'ordre de préséance; cependant un poste de vice-président demeure momentanément vacant.

Monsieur Gusty Graas a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation.

Ont été élus Madame Lydie Err, pour la troisième année consécutive, Présidente de la Commission de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes et Monsieur Marcel Glesener, pour la deuxième année consécutive, Président de la Sous-commission de la charte sociale européenne et de l'emploi de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

L'Assemblée a écouté les discours de:

- M. Abdullah Gül, Premier Ministre de la République de Turquie,

- M. Bruce George, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,
- M. Enrique Jackson Ramirez, Président du Sénat du Mexique,
- M. Edward Fenech-Adami, Premier Ministre de Malte,
- M. Joseph Borg, Ministre des Affaires étrangères de Malte et Président en exercice du Comité des Ministres, et
- M. Walter Schwimmer, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,
- M. Thomas Klestil, Président de la République d'Autriche.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;
- Europe du Sud-Est;
- liberté d'expression dans les médias en Europe;
- coopération culturelle entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée;
- élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Espagne;
- contribution du Conseil de l'Europe au processus d'élaboration d'une constitution de l'Union européenne;
- défis de la politique sociale dans nos sociétés vieillissantes;
- vers la pleine intégration sociale des personnes handicapées;
- conflit en République tchèque;
- mondialisation et développement durable;
- suivi du Sommet mondial sur le développement durable: un défi commun;
- projet de protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme;
- situation des jeunes migrants en Europe
- évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée.

Trois débats d'urgence figuraient également à l'ordre du jour, à savoir le premier sur l'Irak, le deuxième sur la pollution marine et le troisième sur le code de bonne conduite en matière électorale.

Lors de cette session, le Président de la Société internationale de bioéthique (S.I.B.I.), M. Marcelo Palacios, ancien membre de l'Assemblée, a remis le prix décerné par la SIBI au Conseil de l'Europe et notamment à l'Assemblée parlementaire, pour sa contribution remarquable à la bioéthique par l'élaboration de la convention sur la dignité de l'être humain.

En outre Mme Lydie Err a posé au Président du Comité des Ministres une question quant à une éventuelle future convention sur la traite des êtres humains.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

5) Par lettre du 6 février 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 janvier 2003

- résolution sur le rôle des pouvoirs régionaux et locaux dans la construction européenne;
- résolution sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne;
- résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Vers une gestion intégrée des frontières extérieures des États membres de l'Union européenne;

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée „Les mécanismes de compensation et de règlement-livraison dans l'Union européenne - Principaux problèmes et défis futurs“;

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur l'avenir des soins de santé et des soins pour les personnes âgées: garantir l'accessibilité, la qualité et la viabilité financière;

- résolution sur la politique d'immigration et d'asile;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part;

- résolution sur les activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD);

- résolution sur l'aquaculture dans l'Union européenne: présent et avenir.

Den Här Gira freet d'Wuert

3. Ordre du jour

■ M. Camille Gira (DÉ/GRÉNG).- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der grénger Fraktioun froen, dass mir de Projet de loi 4885 iwwert d'Reform vum Wahlgesetz géinge vum Ordre du jour vun dieser Woch huelen. Dozou gëtt et dräi gutt Grënn.

Deen éischten, d'Intérieurskommission hat an der Sitzung vum 5. Februar decidéiert se géing sech nach zwou Sitzungen Zäit huele fir e voluminösen Avis complémentaire vum Statsrot ze analyséieren, fir duerno a Rou en Text coordonné, deen ëmmerhin iwwer 346 Artikele geet, a Rou ze analyséieren, an dann och de Rapport vum Rapporteur unzuhuelen. Mir wosstet zwar deemools dass dat géif enk ginn, mä et war awer alles ofgekläert mat de Leit aus dem Intérieur, mat dem Greffe, mat de Leit vum Statsrot fir dann dëst Gesetz a Rou kënnen fäerdeg ze analyséieren, nodeem an zéng Sitzungen eigentlech eng seriö Aarbecht gemaach ginn ass, fir dann de 25. Februar mëttes drüwer ze diskutéieren an ze votéieren.

Ech war dunn net schlecht erstaunt, zumol wou schon d'Invitatione fir d'Sitzunge fir mar an e Freide vum President vun der Intérieurskommission eraus waren, wéi dunn an der Conférence des Présidents d'Vertrieder vun der Majoritéit déi do Prozedur op d'Kopp geworf hunn an insistéiert hunn, dass dat Gesetz mar de Moien diskutéiert a votéiert soll ginn. Eise Fraktiounschef huet deemools awer ouni Succès scho géint dës Prozedur protestéiert, déi net Usus ass. Mir hunn hei festgehalten, dass mir wa méiglech de Rapport sollen donneschdes virdrun ugeholl hunn.

Déi zweet Ursaach ass, dass du selbstverständlech an där kuerzer Zäit dee ganzen Text bäcléiert ginn ass, dass och Béck geschoss si ginn, trotz dem gudden Wille vun enger Rei Leit. Op jidde Fall war et schlussendlech esou, e Freiden den Owend ass spéit nach e Courier erausgaange mat deene leschten Dokumenter. Dunn ass awer de Weekend vum President festgestallt ginn, dass dat net dee richtigen Text war.

Dunn huet de President, wat zwar gutt gemengt war, mä awer och mengen ech eng onusuel Prozedur ass, privat säin E-mail geholl an all Mënsch aus der Kommission eng nei Versioun geschéckt. Herno huet sech awer erausgestallt, dass och an där Versioun nach net alles korrekt war, mam Resultat, Här Pre-

sident, dass e Méindeg de Moien um néng Auer d'Memberen an d'Intérieurskommission komm sinn a bis dohinner kee kohärenten Text viru sech leien haten, wou dat wat am Rapport stoung, dat wat am Commentaire des articles an dat wat am Text coordonné stoung iwwerenee gestëmmt huet.

Ech mengen net dass et engem Deputéierte machbar ass, wann hien am Ufank vun der Sitzung en Text vun 147 Säite kritt, dass hien da während der Sitzung sech muss äußeren zu deem wat do dra steet. Ech mengen, dass een no zéng Sitzungen och nach misst d'Méiglechkeet hunn dann déi lescht zwou Sitzungen ze kucken, ob dat wat ee presentéiert kritt och deem entsprécht wat an där Kommission do votéiert ginn ass, zemoos wann et an där Kommission e puermol hin- an hiergaangen ass mat Amendementer.

A schlussendlech déi drëtt a vläicht déi wichtegst Ursaach. Natierlech well do villes bäcléiert ginn ass sinn ech fest der Meenung, dass nach Feeler dra sinn. Ech hunn och an där Sitzung dorop higewisen, dass mir ëmmerhin eng Opposition formelle vum Statsrot hätten. Dunn ass gemengt ginn déi géinge mir mat engem Saz am Commentaire des articles aus de Feïss huelen. Ech hunn elo an de Kulissen hei héieren, dass ech Recht behalen hunn, dass anscheinend de Statsrot net d'accord ass des Opposition formelle opzuehelen. Dofir géif ech wierklech e waarmen Appel maachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mir elo net wéi et anscheinend geplangt ass den Owend an der Hetz um sechs Auer eng Sitzung nach vun der Intérieurskommission sollen hunn, an da mar de Moien dëse Projet um Ordre de jour hunn. Ech mengen dat wär wierklech eng schlecht legislativ Aarbecht. Ech géing proposéieren, dass mir erëm op deen initiale Szenario vun der Intérieurskommission zréckkommen.

Ech hunn och nach aner Inkoherenzen entdeckt, tëschent dem Text an den Annexen. Ech mengen net dass een dat elo an enger halwer Stonn Sitzung den Owend kann erleedegen. Dofir géing ech e waarmen Appel un all Deputéierte maachen, fir dëst Gesetz vum Ordre du jour ze huelen, eis zwou Sitzungen Zäit ze huelen an et dann a Rou de 25. Februar ze votéieren.

Ech soen Iech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär selbstverständlech méi agréabel gewiescht wann een dee Projet hei hätt kënnen de 25. Februar évacuieren, mä vu d'Contrainten, vu de Fait dass deen Text hei fir den 1. Mäerz soll a Kraaft sinn, wann...

■ Une voix.- E soll net, e muss!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Gliff?

■ Une voix.- E muss dann a Kraaft sinn.

■ M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).- E muss da guer net a Kraaft sinn den 1. Mäerz!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Wa mir déi auslännesch Matbierger bei den Europawahl vum nächste Joer wëlle profitéiere loosse vun deenen Allègementer, déi mir an deem Text dran hunn, da muss deen Text hei fir den 1. Mäerz a Kraaft sinn. Wann en nämlech net a Kraaft ass, da gëtt den Délai vun

de Wahlleschten den 28. Februar vun de Gemengen ofgeschloss, da sinn d'Wahlleschte clôturéiert an da kënnen mir net erëm den halwe Mäerz en neien Délai opmaache goen.

Dat sinn d'Contrainten ënnert deene mir stinn a wou mir gemengt hunn dass et wichteg wär, d'autant plus wou d'Regierung och Wëlles huet nach eng Campagne de sensibilisation ze maache fir d'Ausländer, esou dass mer gemengt hunn dass de 25. spéitstens deen heiten Text misst évacuéiert sinn. Wa mir dat awer eréischt de 25. maachen, da wëll ech awer drop hiweisen dass d'Chamber hei fir d'éischt eng Diskussioun muss féieren, do si mir saiséiert mat ganz vill Amendementen, grad just vu Säite vun deene Gréngen, esou dass mir also eng länger Debatt hei ze erwaarden hunn.

Wann den Szenario muss esou klappen, da muss deeselwechten Dag de Conseil d'Etat d'Dispens gi vum zweete Vote, also muss de Conseil d'Etat a senger Sitzung verharren oder zesummekomme wann d'Chamber dann hei um halwer sechs, um halwer siwen oder um halwer néng oder um halwer zéng fäerdeg ass. No där Dispens muss den Text bei de Grand-Duc goe fir ënnerschriwwen ze ginn an duerno muss e jo nach gedréckt ginn, well e muss deeselwechten Dag nach am Mémorial sinn. Deementspriedend mengen ech schon, dass ee kengem kennt déi dote Prozedur zomudden an dass d'Chamber gutt berode wär wa se dee Projet hei géif e Mëttwoch évacuieren.

Wat elo déi Froen, déi den honorablen Här Gira hei opgeworf huet, ubelaangt, wëll ech soen: Effektiv ass dat elo relativ kuerz - dat ginn ech ganz gären zou - wou dee Rapport vun der Kommission huet müssen ugeholl ginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Kommission an deene leschte Méint an deene wesentleche Froen esou intensiv dee Projet hei diskutéiert huet wéi seele virdrun een diskutéiert ginn ass; dass Accord op alle Bänken, wat déi grouss Linnen, déi grouss Neierunge vun deem Projet ubelaangt, besteet an dass speziell deen ee Problem vun enger Opposition formelle, déi de Conseil d'Etat opgeworf huet, wou d'Kommission e Méinden eng Meenung hat, déi awer an der Zwëschenzäit vum Conseil d'Etat no Récksprooch mat hinnen net an där Form ka bestoe bleiwen, en absolut niewesächlechen a klenge Punkt betrëfft.

Duerfir gesinn ech net an, bei enger Reform wéi där heiten, wou mir awer fundamental Neierunge gemaach hunn an elo e minimale Problem mat enger Opposition hunn op enger Niewesächlechkeet, dass mir dat net herno kënnen an d'Rei bréngen um sechs Auer an da stëmme mir mar de Moien an aller Rou dee Projet hei.

Wann da sollt, Här President, bei engem wierklech komplizierten Text mat 346 Artikelen, wou och vill Modifikatiounen vum Conseil d'Etat proposéiert gi sinn, nach deen een oder deen anere Problem opdauche wat d'Textformulatioun ubelaangt, da si mir gäre bereet dat ze klären.

Här Gira, mir hunn Är Kollaboratioun an der Kommission am Laf vun deene leschte Méint geschätzt a wann Dir also nach eng Fro do fonnt hutt déi nach net ganz kloer ass, da bréngt dat haut den Owend an der Kommission vir, da kläre mir dat an dann diskutéiere mer mar de Moien an aller Rou dee Projet hei. Duerfir, Här President, proposéiere mir deen Ordre du jour bäizebehallen, esou wéi mir e proposéiert hunn.

■ M. le Président.- Den Här Krecké huet nach d'Wuert gefrot.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher keng

normal Prozedur déi mer hei ageschloen hunn. Wann eis Fraktioun sech ee Moment an der Presidentekonferenz d'accord erkläert huet fir déi, ech géing scho bal soen onméiglech Prozedur awer méiglech ze maachen, dann ass et nëmme well mir gesot ginn ass, do géing en Délai spillen. Wann deen Délai net a gehale géing ginn, da kënnen d'Ausländer net un den nächste Wahlen deelhuefen.

Ech sinn net an där Kommission, ech si kee Spezialist dovunner. Ënnert deenen dote Prémisse ware mir d'accord fir exceptionnellement dee Wee ze goen. Ech muss awer soen, dass déi Prozedur, déi mer am Virfeld dovunner geholl hunn, dann awer hätt misse vill méi schnell geholl ginn, et hätt ee seng Dispositiounen missen huelen, an et ass och nëmme ënnert deene Konditiounen wou eis Fraktioun domat d'accord ass deen dote Wee ze goen.

Wann et sech erausstellt dass dat iwwerhaupt net noutwendeg ass - an ech krut elo gesot, dass den Innenminister behaupt hätt an der Kommission, deen Délai wier guer net esou wéi dat behaupt gi wier -, wann dat de Fall ass, Här President, dann zéie mir eisen Accord dozou zréck, well déi Prozedur hei entsprécht weder eise Regeln nach enger seriöser parlamentarescher Aarbecht.

Mir hunn nëmme ënnert dem Drock vun deem Délai fir auslännesch Matbierger vum Wahlrecht, vun hirer Méiglechkeet dorunner deelzehuelen, auszuschléissen, fir dat ze évitéiere ware mer mat esou enger Prozedur d'accord. Mir sinn also nëmme mat där Massgab d'accord an dofir géing ech gär vum Innenminister wëssen, ob deen Délai wierklech esou streng ass oder ob dat net de Fall ass, wéi en dat scheinbar an der Kommission gesot huet. Soss si mir och der Meenung, dass dat Ganzt verluecht gëtt an da soll een à tête reposée dat do am Mäerz maachen.

Ech soen Iech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet nach gefrot den Här Jean-Paul Rippinger.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Protestatiounen vun der Fraktiounspresidente vun der Opposition an der Conférence des Présidents hu sech wierklech a Grenze gehalen.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Aus deene Grënn, déi ech awer elo gesot hunn.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Dir reagéiert eben ëmmer ze spéit.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Elo gëtt et awer Zäit! Dat do ass awer bëlleg!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- De Problem vum Délai war scho connu d'avance. Dee krute mer vum Secrétaire général ausenaner gesat a wat fir Schwierigkeete mer hätte fir et nach Dënschdes mëttes ze stëmmen, dass de Conseil d'Etat mëttes nach misst um fënnf oder um halwer sechs zesumme kommen an de Grand-Duc misst aus dem Ausland komme fir den Text ze ënnerschreiwen an e misst virun zwielef Auer duerch d'Post goen. Dat krute mer gesot, an dofir hu mer dat dote gemaach. Da sidd och éierlech a gitt dat zou.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech hunn dat jo gesot.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ma ja, an dat ass d'Ursaach firwat dass mir deen Text esou gemaach hunn, wéi elo gesot ginn ass. Ech wëll nach eng Käier soen, et ware keng grouss Protestatiounen, besonnesch vun der gréng

Säit, fir den Text net ze huelen. Dofir hu mer et esou gemaach wéi mer et elo proposéiert hunn. Mir hätten eis natierlech och gewënscht, mir als Fraktioun vun der DP, dass ee besonnesch déi lescht Amendementer, déi komm sinn, hätten kënnen ewech loossen, well si si komm an du si se erëm deelweis ewech gezu ginn. Mä déi wichtegst Elementer vun där Reform sinn an deene Méint virdrun diskutéiert ginn an och aviséiert gi vum Conseil d'Etat, esou dass mir d'accord sinn, à moins dass en Élément nouveau géng kommen, fir dass den Ordre du jour géng behale ginn.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Bausch, an dann den Här Jaerling.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Also, Här President, ech muss soen, ech hat net wëlles heizou Stellung ze bezéien, mä ech fannen et ëmmer erëm aarmséileg wann hei Saache behaupt ginn déi net stëmmen. Den Här Frieseisen ass hei main Zeien, datt ech an där Conférence des Présidents nach insistéiert hunn datt eng Motivation misst erbäikommen, datt mir mat där ganzer Prozedur hei op kee Fall averstane wieren. Dat kann een am Procès-verbal mat Sécherheet noliessen. Den Här Frieseisen ass gewëssenhaft genuch, wann ee vun de Fraktiounschefen dat verlaangt, datt dat och derbäi stoe kënt.

Ech fannen et aarmséileg, datt hei ëmmer erëm Saache behaupt ginn déi net stëmmen. Iwwregens verléiere mer och domadder onnëtz Zäit. Här Rippinger, Dir wësst, datt et net esou ass wéi Der dat elo gesot hutt.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Ech hunn net gesot Dir hätt net protestéiert, ech hu gesot et hätt sech a Grenze gehalten.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Ech kann awer net méi maachen. Ech hätt och kënnen e Gewier matbréngen an op lech schéissen oder wat. Wat soll ech da soss maachen? Ech weess jo wéi d'Majoritéitsverhältnissen an der Conférence des Présidents sinn. Et deet mer Leed, méi wéi ze verlaangen datt meng Motivatioun herno derbäi geschriwwé gëtt, datt ech insistéiert hunn datt déi explicitement an de Procès-verbal soll drakommen, kann ech beim beschte Wëllen net maachen. Leider hunn d'Wieler 1999 entscheet, dass d'Majoritéitsverhältnissen esou si wéi se haut sinn. Ech hoffen, dass se sech d'nächste Kéier eppes Besseres bedenken.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, hei gëtt ëmmer vu Prozedur geschwat. Ech mengen, dat do ass keng Prozedur, dat do ass egal wat. D'Prozedur déi mer festgeluecht hunn, déi hu mer an der Kommissioun festgeluecht fir eng Sitzung ze maachen den 12., de 14. an dann de 25. dat hei ofzestëmmen, ënnert deenen Emstänn, wéi se nun ebe sinn, mä op jidde Fall ware mer an der Kommissioun eis eens, dass den 12. an de 14. soll eng Sitzung sinn an de 25. soll et ofgestëmmt ginn. An op där anerer Säit hunn ech déi Dokumenter emol iwwerhaapt net kritt, ausser aus aneren Ursachen och nach, an dass emol keng Méiglechkeet do war fir de leschte Rapport seriö ze kucken. An ech gesinn och kee Sënn dra fir elo den Owend nach, wou souwisou alles kloer ass vun de Majoritéitsparteien, dann iergendwéi stonnelaang do ze sëtzen, ze diskutéieren, fir eppes dat mer souwisou net iwwer d'Bühn kréie well mer kee Konsens fannen. Well déi Konsensen déi fonnt ginn, do hu mer jo d'Beispill gesi wéi de Minister Wolter virgeet, wéi en déi leschte Kéier an d'Kommissioun komm ass, dass esou laang ge-

stëmmt gëtt bis zum batteren Enn an dass ëmmer dat erauskënnert wat si gären hätten. Ech gesinn net an, datt ech den Owend nach soll meng Zäit verléieren an nach an eng Sitzung goen.

Ech halen drop, dass déi Prozedur, déi eestëmmeg an der Kommissioun festgehale ginn ass, soll respektéiert ginn an ech sinn och mam Här Gira d'accord, dass dat do soll vum Ordre du jour kommen.

M. le Président. - Elo huet jo all Partei geschwat. Da stëmme mer elo of. Et ass eng Proposition gemaach ginn. Den Här Klein freet nach d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Ech wollt nëmmen opmierksam maachen op deen neien Artikel, dee virschreift wéini d'Inscriptioun muss gemaach gi fir matwielen ze goen. Fréier war et jo esou, dass am Spezialgesetz fir d'Europawahlen de Stéichdatum den 28. Abrëll war. An elo ass: „La demande d'inscription aux élections communale et européenne signée et datée est déposée sous peine d'échéance sur papier libre et contre récépissé auprès du collègue des bourgmestre et échevins de la commune de résidence de l'intéressé avant le 1er avril de l'année en cours.“

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Dann ass deen Délai jo net richtig, deen Der eis ginn hutt. Da spillt dee jo net.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Mir stëmmen elo of.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Mir hätte gär eng Äntwert, Här President. Ech hätt gär eng Äntwert vum Minister, e soll Jo oder Nee soen, ob deen Délai spillt wéi den Här Klein et interpretéiert oder ob en esou spillt wéi mir et an der Presidentenkonferenz gesot kruten. Well eise Vote gëtt ofhängeg gemaach vun där doten Äntwert.

(Interruption)

Mir waren ënnert dem Drock vun där Fro vum Délai domat d'accord. Här Weiler, ech hunn net gär wann Dir blöd laacht iwwer Saachen déi ech eescht huelen. Wann ech en Accord eragi fir meng Fraktioun, an enger Fro wou ech gesot kréie vun lech, deen Délai deen ass esou, da ginn ech net gär fir domm hei an der Sëtzung verkaaft, soss ass dat de leschten Accord deen Dir vu mir kritt hutt. Dat soen ech lech!

M. le Président. - Dir sollt d'Leit hei net mam Numm nennen. Dir sollt net esou zëmperlech sinn, well wann ech heiansdo hei nolauschtere wat deen een oder anere seet am Eifer vum Gefecht, dat ass och net ëmmer alles...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ass et kloer? Äntwert en? Oder ass et net kloer?

M. le Président. - De Minister huet elo d'Wuert. Hie soll äntwerthen an da stëmme mer of.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, ech bedauern och e bësschen, dass deen inhaltlech wichtige Projet de loi, dee mer hei solle stëmmen, deen eng wesentlech Verbesserung vum Wahlggesetz duerstellt par rapport zu deem wat mer bis elo kann hunn, riskéiert an der Prozedur an an der Polemik ënnerzegoen.

Mir hunn als Regierung, well et sech ëm d'Wahlggesetz handelt a well d'Wahlggesetz fir eis ee vun de Fundamenter ass no deem d'politisch Zesummespill regléiert gëtt, eis ganz vill Méi gi fir am Virfeld vun deem Projet de loi eng large Consultatioun duerchzehuele bei de Parteien a mir hunn e Projet de loi op den Instanzewege ginn, deen eiser Meenung no den Accord fonnt huet op deene Punkten déi e sollt

änneren, an de Kritären an an de Quotaë vu praktesch enger Verfassungännerung.

Ech wollt dat soen, well et iwwer net demokratesch Virweisen hei gaangen ass. Mir hunn also net e Projet de loi déposéiert, wou d'Majoritéit géint d'Opposition hir Meinung géif duerchsetzen. Mir hunn e Projet de loi déposéiert, deen deem entsprécht wat a sengen...

(Interruption)

Ech kommen direkt op d'Fro. Ech hu mer fir d'éischt erlaabt op déi Remarque vum honorabele Kolleeg vum ADR ze äntwerthen, ier ech dann op déi konkret Fro vum Här Krecké géif kommen.

Et ass esou an der Chamber: Vu dass et e puer Fraktiounen gëtt, muss ee mat enger ufänken, an des Kéier hat ech mer erlaabt da mam Kolleeg vun der ADR unzefänken.

Den Här Krecké stellt d'Fro vum Délai. Dat ass eng berechegt d'Fro. Ech hunn elo nach eng Kéier mat menge Servicer geschwat, déi mer soen dass bei der bestehender Gesetzgebung fir d'Inscriptioun vun den Ausländer, an dorëms geet et jo, et ass d'ailleurs e Punkt deen net contestéiert heibannen ass, inhaltlech. Wa mer gären hätten, dass sech dat Gesetz applizéiert, an dorëms geet et eis jo, fir d'Europawahl vum nächste Joer, an dass déi Mesuren, déi am Gesetz drastinn, inhaltlecher Natur, déi eng wesentlech Reduktioun vun den Délaië fir d'Net-Lëtzebuerger mat sech bréngen, dass déi fir d'nächst Joer fir d'Europawahlen applicabel sinn, da musse mer oppassen, dass d'Wielerlëschen op sinn, dass d'Leit se also och kënnen applizéieren.

Ech hunn nach eng Kéier, wéi gesot, nogefrot an et gëtt mer gesot, dass, contrairement zu deem wat den Här Klein mengt, d'Wielerlëschte bei den Ausländer fir d'Europawahlen den 28. Februar an der bestehender Gesetzgebung zougemaach ginn.

Dat heescht, wa mer net e Projet de loi hunn dee virum 1. Mäerz a Kraaft ass, deen deen déi bestehend Reglementatioun ersetzt, da mussen d'Gemengen den 28. Februar d'Lëschte clôturéieren.

(Interruption)

Majo natierlech, well se den 28. Februar zougemaach ginn. A wa mer dann den 3., de 5. oder de 7. Mäerz eréischt eng nei Dispositioun hunn, déi elo den Délai pour le futur op den 31. Mäerz verlängert, da si mer an engem Vide juridique, da si mer an enger Situation wou d'Lëschten zou sinn, mer se also net méi kënnen opmaachen. Dat ass déi Diskussioun, déi ech de Juristen iwwerloossen. Ech si net Jurist, dat date schéngt mir awer plausibel ze sinn, wann an engem bestehende Gesetz drasteet dass den 28. Februar zou ass an et ass den 28. Februar kee Projet de loi dee publizéiert ass am Mémorial, fir d'éischt ënnerschriwwen an da publizéiert am Mémorial, deen déi Dispositioun ersetzt duerch eng Dispositioun bis den 31. Mäerz, dass d'Wahllescht dann zou ass. An ech géif net gären den Droit de vote fir d'Ausländer an eng Situation erakommen, dass herno d'Gerichter decidéieren ob oder ob net déi Dispositiounen fir d'nächst Joer a Kraaft ze huelen.

(Interruption)

Dofir war eis Fro, fir dee Projet hei virum 28. Februar net nëmme gestëmmt ze hunn, mä och publizéiert ze hunn, fir dass mer net an esou eng Situation vu Kontestatioun géifen erakommen. Mir hunn eis allerdéngs misste soe loossen, dass et bei deem Datum vum 25. Februar, deen initialement virgesi war, Schwierigkeete géife ginn, fir sécher ze stellen dass mer d'Dispens vum Conseil d'Etat fir den

zweete Vote géife kréien. Ouni d'Dispens vum Conseil d'Etat vum zweete Vote keng Publikatioun vum Gesetz, ouni Publikatioun vum Gesetz keng Applicatioun vun de Mesurë fir d'Ausländer fir d'Europawahlen. An doduerch huet d'Majoritéit sech erlaabt de leschten Donneschdeg an der Conférence des Présidents iwwer déi Proposition do ewech ze goen an den Datum op muer ze setzen, fir sécher ze stellen dass mer d'Dispens vum Conseil d'Etat kréien, dass mer d'Ennerschrëft vum Grand-Duc kréien, dass mer d'Publikatioun am Mémorial kréien an dass mer also sécher sinn, dass déi Dispositioun, wat eng vun deenen Dispositiounen ass déi, mengen ech, heibannen net contestéiert ass, nämlich d'Reduktioun vun der Aschreibungsfrist fir Ausländer fir kënnen an d'Europawahl matzegoen, dass mer dat géife garantéieren. Dat ass main eenzege Begier, an ech géif hoffen dass d'Chamber à même wär fir deem Begier nozekommen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Chamber ass a Presenz vun engem Antrag vum Här Gira, den Ordre du jour an deem Sënn ëmzënnere, dass de Projet 4885 iwwer eng Ännerung vum Wahlggesetz vum Ordre du jour geholl gëtt.

Vote

Déi mat där Proposition d'accord si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Proposition ass mat 34 Neegéint 26 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Grisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes (par M. Marco Schank), Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. John Schummer), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps), John Schummer et Théo Stendebach.

Den Här Fayot freet d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech wollt just, ier d'Froestonn ugeet, eng Motioun déposéieren, déi mer jo herno nom Ordre du jour wäerten diskutéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la décision du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002 sur l'élargissement de l'Union à 25 Etats membres;

- considérant que cet élargissement entraînera un afflux important de nouveaux personnels européens à Luxembourg;

- considérant les problèmes de surpopulation à l'Ecole européenne et dans les structures d'accueil pré- et postcolaires pour les enfants;

- considérant l'importance de services sociaux et d'infrastructures scolaires convenables dans le cadre de la politique du siège du Gouvernement luxembourgeois;

- considérant la résolution sur les infrastructures scolaires et sociales adoptée à l'unanimité par tous les comités du personnel des institutions européennes implantées à Luxembourg;

- considérant la décision prise par le Gouvernement en décembre 2001 de faire construire une deuxième école européenne à Mamer

invite le Gouvernement

- à accélérer les préparatifs en vue de la construction d'une deuxième école européenne afin d'être en phase avec le calendrier de l'élargissement;

- à agrandir le Centre polyvalent de l'enfance;

- à mettre en place les mesures transitoires urgentes en attendant la mise en place des infrastructures définitives.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jeannot Krecké, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

5. Ordre du jour (suite)

M. le Président. - Mir kommen dann elo zu eisem Ordre du jour.

Fir d'alleréisch emol huet d'Presidentenkonferenz an hirer Sitzung vum 6. Februar fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

1. Haut de Mëtteg eng Froestonn un d'Regierung. Zu dësem Punkt wëll ech der Chamber eng Matdeelung maachen. De 6. Februar huet den Här Jean Asselborn fir d'Froestonn un d'Regierung eng Question iwwer den Irak erageeicht. A sengem Brëif vu gëschter, dem 10. Februar, huet den Här Jeannot Krecké am Numm vun der sozialistescher Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer en eventuelle Krich am Irak ugefrot. Den Artikel 78-2 vum Chamberreglement gesäit a sengem éischte Paragraph vir, dass esou eng Ufro deen Donneschdeg virun der Sitzung soll agereecht ginn. Deen Délai ass deemno net respektéiert. Well et sech awer an dësem konkrete Fall ëm e Sujet vun eminenter Wichtigkeet handelt, schloen ech vir, dass dem Här Asselborn an dem Här Henckes hir Froen zesumme behandelt ginn, fir d'Presentatioun vun hire Froe jeeeweils fënnf Minuten, an dem Minister, deen d'Fro beantwert, jeeeweils zéng Minuten zugestane ginn.

2. Des Weideren hu mer op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg d'Motioun vun der Madame Renée Wagener betreffend déi historesch Recherche iwwer den Zweete Weltkrich.

3. D'Motioun vun der Madame Renée Wagener iwwer déi Persounen, déi am Zweete Weltkrich am Ostblock vermësst gemellt goufen.

4. D'Motioun vun der sozialistescher Fraktioun iwwer d'Europaschoul.

5. D'Proposition de révision vun den Artikelen 51 an 52 vun der Verfassung. Bei dësem Projet ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng Majoritéit qualifizéiert néideg.

6. De Projet de loi 4967, eng Konventioun vun der UIT.

7. De Projet de loi 4788, e Kulturfokommes tëschent Lëtzebuerg a Mauritius.

De Programm vun haut gétt ofgeschloss, och wann d'Sitzung muss no halwer siwe verlängert ginn.

Mar de Moien um néng Auer fänke mer u mam Projet de loi 4885 iwwert d'Wahlgesez nom Modell 3. Falls d'Diskussioun mar net ofgeschloss sollt ginn, gétt d'Diskussioun vum Projet nométes, no der Deklaratioun vum Här Minister Charles Goerens, weidergefouert.

Mar de Mëtteg um halwer dräi mécht den Här Minister Charles Goerens eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef vun der Lëtzebuerger Regierung.

Iwwermer, en Donneschdeg de Moien um néng Auer, hu mer d'Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef nom Modell 2, an nométes um halwer dräi d'Orientéierungsdebatt iwwert den europäesche Konvent, och nom Modell 2.

Ech froen d'Chamber ob se domadder averstanen ass.

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech muss soen, ech si méi wéi iwwerrascht iwwert dee seltzame Virgank, dee mer elo de Mëtteg hei erliwien, datt mir keng Debatt hunn zu dem Krich am Irak oder zu dem bevirstehende Krich am Irak oder eventuelle Krich am Irak, jee nodeem wéi een et gesäit. Well mir hu jo de leschte Freideg op dem Pressebriefing als Chamber nawell zolidd Lektionen ausgedeeelt kritt vum Premierminister, dee sech zimlech frustriert ginn huet um Pressebriefing bei der versammelter Press, datt an der Chamber eigentlech géng esou quasi e Refus bestoe fir mat him ze diskutieren iwwert déi ganz Problematik am Irak. An en huet du gesot, e géng hoffen datt des Woch awer dann endlech emol géng en Austausch bestoen téschent der Chamber an him iwwert d'Situatioun am Irak.

Ech muss soen, ech war erfreut driwwer de Premierminister ze héieren, dee jo d'lescht Woch hei net Stellung geholl huet an der Debatt, datt hien immens interesséiert wär un engem reegen Austausch téschent der Chamber an him iwwert d'Situatioun am Irak, an ech sinn och dunn dovun ausgaangen datt, vu datt en dat do gesot huet, d'Regierung géng beantragen de Mëtteg eng Déclaration de Gouvernement hei ze maachen, déi dann natierlech, wéi dat sech gehéiert, suivéiert gétt vun engem Débat hei an der Chamber, wou mer dann hätte kenne während zwou oder dräi Stonnen e reegen Austausch kréien iwwert d'Komplexitéit ronderem de Konflikt am Irak.

Ech hunn och dowéinst natierlech net, weder e Freideg nach e Samschdeg nach e Sonndeg nach e Méindeg eng Demande erageerecht fir en Débat d'orientation oder en Débat d'actualité haut de Mëtteg hei ze beantragen, well ech jo dovun ausgaange sinn datt dat souwisou um Ordre du jour wär, datt d'Regierung dat géng beantragen. Desto méi grouss war natierlech meng Iwwerraschung wéi ech hu misse feststellen, datt dat éischtens net de Fall war an datt zweetens eng Heure d'actualité, soit datt se effektiv net onbedéngt an der Konformitéit ass mat eisem Reglement, esou wéi d'Reglement et virgesäit, vun der LSAP géng ofgeleent ginn, datt awer zwou Froen akzeptéiert ginn, datt awer och net en conformitéit mat eisem Reglement eng Riedezäit géng virgesi gi bei deene Froen, déi et net an eisem Reglement gétt, nämlech fir d'Orateure vun zwou op véier Minuten a fir d'Regierung eben op zéng Minuten ze goen, esou datt ee gesäit, jee nodeem wéi ee grad arrangéiert, d'Reglement esou oder esou interpretéiert gétt.

Ech muss lech ganz éierlech soen, mir sinn als Gréng natierlech net averstane mat där Prozedur. Net well mer der Meenung sinn datt den Här Asselborn oder den Här Henckes hei solle keng véier Mi-

nutte kréien, loin de là. Mir sinn der Meenung als Gréng, datt den Här Asselborn an den Här Henckes hei sollen eng Véirelstonn oder zwanzeg Minutte kréien an d'Regierung net nëmmen zéng Minuten, mä zwou Stonne fir de Mëtteg heiriwwer ze debattieren.

Ech gesinn net a firwat datt mer de Mëtteg elo sollen higoen, datt zwee Deputéierte kenne hei gemittlech Froe stelle während véier Minuten, an d'Regierung hei kann am Prinzip zéng Minuten antworten, mä wa se sech referéiert op den Artikel 80 vun eiser Konstitutioun, vläicht och eng hallef Stonn oder Dräivéirelstonn, an dann huet et sech. Da kenne mir erëm eng Kéier hei um Dréchene setzen, déi meescht Fraktiounen kenne da souwisou iwwerhaupt net Stellung huelen, hu kee Recht ze schwätze laut eisem Reglement.

Här President, dat si Prozedure wou ech fannen, angesichts der Problematik déi hei usteet, déi fir meng Fraktioun net tragbar sinn. Hei geet et em e Konflikt dee vun der Envergure hier eis an deem Mooss betrëfft an ech fannen, datt mer hei schon oft ganz Mëtteger diskutéiert hunn iwwer vill méi niewesächlech Problematiken, déi et duerchweegs hätte misse méiglech maachen, datt mer hei zwou, dräi a véier Stonnen doriwuer diskutéiert hätten. Dann hätte ee kenne eng sachlech Auseenansetzung féieren iwwert dee problematesche Sujet em den et hei geet. Dann hätte ee kenne en uerdentlechen Austausch maachen téschent Parlament a Regierung, an net dat wat mer elo maachen, wat eigentlech mat enger Debatt glat a guer näischt ze dinn huet, wou einfach de par et d'autre kuerz Froen an Antwerte kommen an domat huet et sech.

Dofir, Här President, si mir op kee Fall d'accord, datt d'Reglement net applizéiert gétt hei. Entweder mir bréngen et fäerdeg de Mëtteg elo eng Diskussioun ze féieren oder muer de Mëtteg, oder muer den Owend, eis ass dat egal, am Laf vun deser Woch, oder mir bleiwe beim Reglement Fro an Antwort, wat mir zwar net als de gudder Wee fannen. Wéi gesot, mir sinn der Meenung datt een eng aner Debatt hei hätt misse féieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Här Lucien Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru ganz genee 14 Deeg huet d'Chamber hei d'Méiglechkeet gehat an enger Heure d'actualité déi ganz Irakproblematik duerzeleeën. Hei hunn all d'Fraktiounen vun hirem Point de vue aus déi ganz Froen, déi sech gestallt hunn, belicht a jiddereen hat d'Méiglechkeet fir seng Positioun ze erläutere. D'Madame Ausseminister huet doropshi geäntwert.

Op där anerer Säit ass et esou, dass den nächste Freiden d'Inspektore Blix an El Baradei wäerten hiren neie Rapport virleeën. Den nächste Méinden ass eng Réunioun vun de Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun, deementspriedend denken ech dass des Woch an deem ganze Dossier esou vill Evolutioun ass, a wann ech nach déi Réunioun vum nächste Méinden dobärechnen, dass opgrond vun deem wat des Woch geschitt, wat bei den UNO-Inspektoren erauskéint, wat um Sommet vun der Europäescher Unioun erauskéint, dass d'Chamber an där nächster Sitzung, wou se zesumme kéint, ganz gutt kann zréckgräifen op déi Positioun vun der sozialistescher Fraktioun an enger Heure d'actualité, opgrond vun deenen Elementer an denen Erkenntnisser déi mer dann hunn, op den Ordre du jour setzen.

Vu dass d'Reglement nun ebe mol dat ass wat et ass, si mer haut saiséiert mat enger Fro vum ho-

norabelen Här Asselborn an enger vum Här Henckes, an ech denken, vu dass déi Froen, déi si uschneiden an hirer jeweeleger Fro, trotzdeem vun esou enger Importenz sinn, mer elo net sollten iwwert zwou Minutte méi oder zwou Minutte manner streiden. D'Leit dobausse géife souwéisou net verstoen, dass d'Chamber elo hei streit em Minuten, wann et em déi dote Froen ze diskutéiere geet.

(Interruptions)

Une voix.- Si hunn deen Débat ofgelehnt, dat war et.

M. Lucien Weiler (CSV).- Mir hu keen Débat ofgelehnt. Et ass keen Débat hei laut eisem Reglement ugefrot ginn.

Une voix.- Da kommt, mir halen d'Reglement an.

M. Lucien Weiler (CSV).- Mir haten d'lescht Woch keng Demande virleien, wéi mir den Ordre du jour vun der Chamber opgesat hunn. Ech sinn Demandeur, dass d'Sozialisten hir Demande areeche an dass mer haut a 14 Deeg, opgrond vun deem wat ech virdu gesot hunn, hei déi Debatt féieren. Mir als Fraktioun wëllen an der Fro vum Irak Fridden oder Krich net mat Minutte rechnen. Vun eis aus kenne roueg den Här Asselborn an den Här Henckes hei mat fennef Minuten hir Fro stellen an d'Regierung an enger normaler Zäit dorop antworten.

M. le Président.- D'Wuert huet gefrot den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, dat Thema wat mer diskutieren ass esou seriö an esou eescht, dass ech géif een Appel un lech maachen, Här Chamberpresident, an och un de President vun der Regierung, dass ech wierklech elo kéint am Numm vun eiser Partei, déi eng Fro gestallt huet, déi Der ofgewisen hutt als net urgent, wat Aert gutt Recht ass, mä et gétt elo e puer urgent Froen déi ech well hei stellen un d'Regierung a wou ech gären elo eng Antwort drop hätt.

De Mueren ass ee Kompromess mat mir gesicht ginn, ob ech d'accord wär mat véier oder fennef Minuten, dat heescht e wéineg méi laang Riedezäit anstatt een Débat d'actualité, deen Der wëllt refuséieren. Ech ginn 100%eg dem Här Bausch Recht, wann e seet de Statsminister hätt gesot um Briefing, et gétt net an der Chamber diskutéiert, awer d'Deputéierten hei net emol d'Méiglechkeet kréiche fir dat ze maachen, ofgesinn dovun dass dertéschent ech d'accord war mat deem Accord am Intérêt vun der Saach. Awer wann ech gelift, Här President, schwätzt elo ee Wuert. Ech hu fennef Minuten Zäit a géif gäre meng Froen un d'Regierung stellen.

M. le Président.- Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt, well mer hei jo ëmmer comparativ Zeitungslectur matenee vergläichen, soen, dass ech am Briefing op eng Fro hi vun engem Journalist, d'Regierung hätt hir Positioun nach ëmmer net kloer gemaach, gesot hunn, et hätt mech iwwerrascht, dass no der Deklaratioun vun der Madame Polfer keng zousätzlech Froe gestallt gi wieren, obschonn déi Méiglechkeet besteet, an dass ech géif bedauern dass, wann nach ee Besoin fir d'Debattieren do wier, dat bei där Geleeeenheet net genotzt gi wär.

Haut de Mëtteg si mer mat enger Fro vum Här Asselborn befaasst.

Ech fille mech och obligéiert déi Fro vum Här Asselborn ze beäntwerten, well hien d'lescht Woch eng Question urgente gestallt huet mat detaillierte Froen op déi keng Debatt erfollegt ass, well déi Question als net dringend agestuufft ginn ass. Dofir fannen ech et normal am kollegialen Émgang mateneen, dass een déi haut beäntwert, an dat wat en haut freet an dat wat en d'lescht Woch gefrot hätt, wat entre-temps an eng geschriwwer Fro ëmgewandelt ginn ass.

Fir de Rescht wëll ech lech soen, dass mer den nächste Méindeg e Conseil vun de Stats- a Regierungschefen hunn an d'Regierung prett ass den nächsten Donneschdeg vun der nächster Woch, d'Madame Polfer an ech, hei an d'Chamber ze komme fir eng Regierungserklärung mat uschléissender Debatt virzeleeën.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Proposition vum Statsminister huele mir als Fraktioun gären un. Mir si bereet en Donneschdeg an aacht Deeg heihinner ze kommen an deen Débat ze féieren iwwert den Irak a par voie de conséquence iwwert d'Türkei.

Ech fannen dat eng excellent Iddi. Mir mussen eis nämlech och Rechenschaft driwwer ofleeën, dass mer e Reglement hunn. An esou laang wéi mer net no deem Reglement fonctionnéieren ass et hei de Chaos. Leschten Donneschdeg virun eelef Auer war keng Demande do, weder vun der grénger Fraktioun nach vun de Sozialisten, fir eng nei Debatt iwwert den Irakkrich ze féieren. Mir haten déi virun aacht Deeg. Ech sinn allerdéngs d'accord, an deem Domän do an an deem Sujet évoluéiert et vun Dag zu Dag an et kéint een all Dag eng Debatt féieren. Mä et kommen awer elo zwee wichteg Elementer, déi den Här Weiler virdrun ugeschwat huet an och de Statsminister, an dofir ware mir d'accord am Kader vun eisem Reglement ze soen, et bien, deen Débat d'actualité féinnt dann an der nächster Sëtzung vun der Chamber statt. Dat wär haut a 14 Deeg. Dat ass nun emol d'Reglement an dofir kenne mir net...

(Interruptions)

Mä mir hunn nach een aneren Ordre du jour, dee jo awer zimlech fourni ass, dee mer opgesat hu fir des Woch, an dofir géif ech mech am Numm vun der Fraktioun vun der DP deem ralliéieren, wat de Statsminister elo gesot huet, no deenen zwee wichtegen Evénementen, mat e Freideg de Rapport vum Här Blix an de Méindeg de Conseil européen, dass d'Chamber den Donneschdeg an aacht Deeg zesumme kéint a sech déi noutwendeg Zäit gétt fir iwwert den Irakkrich ze diskutieren, a virun allem iwwert d'Konsequenze vun all deem wat elo geschitt, dass all Fraktioun ka seng Meenung dozou soen.

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech si jo frou ze héieren dass de Premierminister elo just gesot huet, dass en eng Regierungserklärung hei wëllt maachen. Ech wëll drop hiweisen, wa mer dat maachen en Donneschdeg a 14 Deeg...

(Interruptions)

D'nächst Woch en Donneschdeg? Ass dat da sécher? Well da muss mer fir den nächsten Donneschdeg eng Sëtzung hei festleeën.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- D'nächst Woch een

Donneschdeg? Hutt Dir schon de Kalenner gekuckt. Mir ass et egal, ech kommen den nächsten Donneschdeg, den 20. Februar. Da muss een dat um Kalenner änneren, Här President, well eise Kalenner huet fir den 20. Februar bis elo keng Sëtzung virgesinn.

M. Lucien Weiler (CSV).- Hutt Dir da Schwierigkeete mam 20. Februar?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, absolut net.

6. Heure de questions au Gouvernement

M. le Président.- Mir kommen dann elo zu de Questionen. Fir d'éischt Fro 269 vun Här Jean Asselborn un den Här Statsminister am Zesammenhang mam Konflikt am Irak. Déi Fro gétt zesumme mat der Fro 270 behandelt, déi vun Här Henckes duerno gestallt gétt. Den Här Asselborn huet Wuert.

- Question 269 de M. Jean Asselborn relative à la position actuelle du gouvernement luxembourgeois au sujet du conflit avec l'Irak

traitée conjointement avec la

- Question 270 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'aide militaire de l'OTAN à la Turquie

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister. D'Lëtzebuerger Populatioun ass, wéi d'Populatioun an alle Länner an der Europäescher Unioun, massiv géint eng militäresch Interventioun am Irak. D'Lëtzebuerger Regierung ass an eisen Aen net en phase mat hirer Populatioun. Si huet hire Camp gewielt, de Camp vun deenen déi just an enger militärescher Interventioun eng Léisung am Irak gesinn.

Dësen Débat, Här Juncker, ass vu kapitaler Wichtigkeet. Innepolitesch ass et eng Fro mat aussepolitescher Portée selbstverständlech, mä déi jidder Lëtzebuerger staark betrëfft. Et kann een elo, wéi eis Regierung et dauerend gesot huet, net méi soen, d'Lëtzebuerger Regierung ass net an enger Krichslogik engersäits, an anersäits sti mer awer trei zu der amerikanescher Regierung. Firwat geet dat net méi? Mir wëssen et. D'amikanesch Regierung ass an enger Krichslogik. The game is over, huet den Här Bush gesot. Egal wat geschitt, mir schloen zou, eleng oder mat aneren.

Viru 14 Deeg beim Débat hei am Parlament ass Lëtzebuerg am Monde nach mat Däitschland, Frankräich an der Belsch genannt ginn, déi um Niveau vun der NATO, et war d'Sitzung vum 22. Januar, géint d'Krichslogik gewielt hunn. Mir waren houfreg op déi Positioun. Haut liese mer am Lëtzebuerger Wort op der éischer Säit eng Positioun vum Här Heck, dat ass de stännege Vertrieeder vun de Lëtzebuerger bei der NATO, dee seet, dass dee Revirement um Niveau vun der NATO ënnert anerem ze explizéiere wier mat enger Debatt, déi hei am Parlament stattfonnt hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer hei wëlle wierklech nach eescht geholl ginn an der Lëtzebuerger Politik, da froen ech d'Lëtzebuerger Ausseministesches, si ass jo Chef vun eiser Diplomatie, si soll explizéiere wéi déi Positioun den 22. Januar zustane komm ass a wéi dat Revirement effektiv zustane komm ass.

An där Debatt, déi ech elo grad hei zitéiert hunn, huet d'Regierung gesot dass se net kéint d'accord si mat eiser Motioun, wou mer gefrot haten dass Lëtzebuerg sech sollt géint eng unilateral Aktioun am Irak ausschwätzen an näischt dierft ënerhuele fir esou eng unilateral Aktioun ze ënnerstetzen. Des Motioun

ass, wéi ech gesot hunn, ofgewise ginn. D'Madame Polfer ass viru 14 Deeg iwwerhaupt net op déi Fro agaangen. De Premier huet e Freideg nom Conseil de Gouvernement, wou d'Madame Polfer net do war, gesot, dass selbsterständlech nëmmen am Kader vun engem Accord am Sécherheitsrot Lëtzebuerg d'accord wier.

Nun, de Premierminister, Här President, huet an engem Interview an der däitscher Zeitung Die Welt gesot, an ech zitieren ee Saz: „Wir sollten uns als nationale Regierungen in keiner aussenpolitischen Frage so apodiktisch festlegen, dass wir zu gemeinsamen Standortbestimmungen unfähig sind. Solange jeder zuerst an sich selbst denkt, ist die Europäische Union unfähig in Kriegs- und Friedensfragen.“ Dat ass eng Positioun, déi een ze respektéieren huet, mä dobäi kritiséiert de Premier d'Positioun vun enger Regierung aus engem Land, dat sech kloer vun Ufank u géint eng militäresch Aktioun am Irak festgeluecht huet.

De Premier kritiséiert och, an dobäi huet e main Appui, déi Acht, déi jo ënnert der Féierung vum Här Aznar, vum Här Blair a vun aneren déi onageschränkte Solidaritéit zu der USA-Regierung deklaréiert hunn. Wou steet Lëtzebuerg, Här Statsminister, wann net bei Däitschland, bei Frankräich, bei der Belsch, net bei deenen Acht? Här Statsminister, an eisen Aen gëtt et keen Niemandland an där dote Fro.

Déi akut Fro ass déi, déi ech elo wëll stellen, nodeem wat gëschter geschitt ass um internationale Parquet. Steet Lëtzebuerg zur Initiativ vun den Däitschen, vun de Fransousen a vun de Russen? Eng Initiativ, Här President, déi sech an de Camp reit vun deenen déi nach hoffen, dass d'Inspektoren misse eng Chance kréie fir d'Resolutioun 1441 ze erfüllen.

Nun, Madame Polfer, Dir hutt haut - Här President, wann ech mech därer un d'Madame Polfer richten - am Tageblatt der Madame Fonck een Interview ginn, wou Dir folgendes sot: „Je ne peux que répéter ce que j'ai dit mille fois, il faut rester dans le cadre d'un suivi international de ce dossier.“ Wéi gesot, dat ass kloer, mille fois kloer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Juncker sot och um Radio virun e puer Deeg, den US-Präsident ass keen duerchgeknallten Typ. Doudsécher net. Do huet en och vollkommene Recht. Den amerikaneschen President weess wat e wëllt. Hie wëllt Pax Americana seng Siicht vun de Saachen an der Welt octroyéieren, a wann et muss sinn och mat militärescher Gewalt.

D'Lëtzebuurger Wort schreift - an dofir zitieren ech och dee leschte Saz - an engem Artikel vum Marc Glesener, deen iwwerschriwwen ass: „Klartext bitte! Und beide Länder“ - also Lëtzebuerg an Amerika - „sollten ihre gute Partnerschaft auch weiterhin pflegen. Dabei darf und kann keiner uneingeschränkte Solidarität in allen Lebenslagen vom andern verlangen, schon gar nicht wenn es um Krieg, Leid und Zerstörung geht.“

Här Juncker, ass eng Äntwert vun lech méiglech, eng kloer Äntwert, wa méiglech net a Schachtelsatz an och net esou grouss Proklamatioune wéi tëschent dem Saddam Hussein an dem Här Bush. Weess d'Lëtzebuurger Regierung wou se steet? Dat hëlleft eis net virun, mä hëlleft des CSV-DP Regierung - dat ass meng Fro - an der internationaler Communautéit mat der US-Regierung dem Här Bush ze soen, dass e sech selwer muss bremsen, dass d'Lëtzebuurger Regierung op darselwechter Welleläng ass wéi d'Lëtzebuurger Vollek, also keng militäresch Interventioun wëll am Irak an och keng ënnerstëtzt? Well de Kampf géint den internationalen Terrorismus, esou gesinn d'Lëtzebuurger et, ass net mat Bomben op Bagdad ze léisen, well den Dia-

log vun de Kulturen, an ech denke virun allem un déi grouss Weltreligionen, gëtt mat esou enger Interventioun am Irak futti geschloen op ganz laang Zäit, well kee Land op der Welt seng Stärker asetze kann an och därer a flagranter Violatioun mam internationale Recht, well een Zesummebrüche vun der Solidaritéit ënnert deene 15 an der Europäescher Unioun an deenen neie Memberlänner, virun allem am Oste vun der Europäescher Unioun, fatal wier fir de Friden an Europa, a well honnerttausende Leit - an dat ass fir mech dat gréissten Argument - am Irak et net verdingen, no jorzéngtem laange Krich a Misär, elo vun amerikaneschen, vun engleschen, vun italeschen, spueneschen an ech weess net wat fir enge Fligere bombardéiert ze ginn. Dat ass an eisen Aen géint dat elementaart Mënscherecht.

Här President, ech wëllt der Lëtzebuurger Regierung soen: Game over! Och si muss kloer soe wou se steet. Här Juncker, Madame Polfer, stitt Dir op der Säit vun deenen, déi am internationale Recht an der Diplomatie Instrumenter gesi fir friddlech Léisungen och a komplexe schwierige Froen ze sichen an ze fannen? Also d'Initiativ ënnerstëtze vun de Fransousen, vun de Russen a vun den Däitschen? Dat ass déi kloer Fro, déi ech stellen. Oder, Madame Polfer, Här Juncker, stitt Dir op der Säit vun deenen, déi internationaalt Recht béie wëllen an och d'Mëttelen dozou hunn dat Recht ze béien, fir Krich ze veräntwerthen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Am selwechten Zesammenhang stellt den Här Henckes eng Fro iwwert d'NATO-Ënnerstëtzung vun der Türkei. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat net wëlle haut fënnf Minutten ze schwätzen, mä just nuren déi Froen ze stellen déi d'Aktualitéit ergëtt.

Ech muss éierlech soen, datt een net méi weess wat d'Attitude vun der Lëtzebuurger Regierung am Irakkrich ass. Et gëtt e puer allgemeng Texter, an deenen een dat eent an de Contraire dovu kann erausliesen. Dofir hätte mer gären, datt d'Lëtzebuurger Regierung Kloertext schwätzt.

Et gëtt dräi Campen. Ee Camp ass de Camp vun Friden, representéiert duerch d'Belsch, Frankräich, Däitschland, Russland. Op där anerer Säit ass de Camp vun deenen, déi sech op d'amerikanesch Politik alignéieren. En drëtten Camp, dee vum Consensualisme, dat heescht vun deenen déi versichen nëmme keng Faarf ze bekenen. Do erënneren ech un dat, wat de fréieren Administrateur général vum Ausseministère geschriwwen huet: „Le consensualisme amène la dictature des bourriques et des francs-tireurs dans la politique internationale du pays.“ An ech fäerten, datt mer an där Hypothees dra sinn.

Dofir wollt ech froen: Wéi wor d'Attitude vun der Lëtzebuurger Regierung wéi d'Amerikaner gefrot hu fir eng Ënnerstëtzung ze kréien iwwert d'NATO an dem Irakkrich? Dat ass benotzt ginn iwwert eng Ënnerstëtzung vun der Türkei. Effektiv hu mer héieren, datt an der éischt d'Lëtzebuurger Regierung sech anscheinend op Säite vu Frankräich, der Belsch a vun Däitschland gestallt huet, an herno nees hir Meenung gewiesselt huet. Dat ass net gutt. Dat ass net kloer. Dofir meng Froen un d'Regierung. Si soll hic et nunc Kloerheet schafen.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, et gëtt heibanne keng zwee Lager: d'Lager vun deenen, déi de Krich verhënnere wëllen an d'Lager vun deenen, déi en absolut wëllen, oder sech resignativ mat der Perspektiv vum Krich offonn hättten.

Egal wou mer hei sëtzen, ob lénsks vum President oder riets, op de Still vun den Deputéierten oder op der Regierungsbänk, ech sinn iwwerzeugt dovun datt mer alleguer eng diplomatesch, eng politesch an eng friddlech Léisung vum Irakkonflikt wëllen. All Krich ass eng Nidderlag fir d'Politik. Kee Krich ass gutt. An e Krich, och wann en eenzel grouss Problemer méi kleng ka maachen, mécht awer och vill grouss Problemer nach méi grouss.

Tëschent dem Ufank vun engem Krich a sengem Ënn, do leiden onschëlleg Kanner, Männer a Fraen, a fir déi Schwächst vun hinne geet dat Leiden nach laang nom Krich virun. Dofir ass de Krich net déi eenzeg Léisung. De Krich ass ni déi optimal Léisung, an dofir därer ee sech och net vu senger Logik gewanne loosse.

Wann een de Krich wëllt verhënnere, an d'Lëtzebuurger Regierung wëllt mat deene bescheidene Mëttelen, déi hir sinn, dee Krich hëllefen ze verhënnere, da brauch ee staark Iwwerzeugungen. An déi staark Iwwerzeugungen, déi hu mir. An da brauch een och e kloer Bléck. Mir probéieren deen ze hunn, obschonns d'Positioune vun eise Partner all Dag wiesselen. D'lescht Woch nach waren Däitschland a Frankräich fir eng zweet Resolutioun. Dës Woch si se géint eng zweet Resolutioun vum Weltsécherheitsrot. Och wann d'Positioune all Dag wiesselen an d'Informatiounen, d'Fehlinformatiounen, d'Désinformatiounen eng déi aner joen, mir hu jiddefalls ee kloer Bléck fir dat wat usteet.

Et steet un, dass den Irak muss entwaffnet ginn. Mat friddleche Mëttelen entwaffnet ginn. D'Resolutioun 687 huet dem Irak 1991 nom Golfkrich onzweedeiteg Oplage gemaach. Golfkrich, dee vun der deemoleger Lëtzebuurger Regierung nuancélos ënnerstëtzt ginn ass, well d'Diplomatie gescheitert war an d'politisch Léisungsméiglechkeeten un hirem Enn ukomm waren. Dës Resolutioun 687 huet den Irak opgefuerdert op nukleare, op chemesch an op biologesch Waffen ze verzichten, grad och wéi op Rakéiten, déi méi wäit wéi 150 km géife fléien. Schon ënnert der éischer UN-Inspektioun, déi vum Irak staark behënnert ginn ass, esou dass d'Inspektoren 1998 hire Réckzuch ugetrueden hunn, si lafend Verstéiss géint dës Resolutioun festgestallt ginn. Den Irak huet duerno och nach géint all déi aner Resolutiounen, déi deeselwechten Zweck haten - et waren der bis viru kuerzem 15 un der Zuel - verstouss.

Viru véier Wochen huet dofir de Weltsécherheitsrot eestëmmeg den Irak zur totaler Entwaffnung opgefuerdert an - Zitat - mat grave Konsequenze gedrot fir de Fall wou en dat net géif maachen. Den Irak muss laut Weltsécherheitsrot beweisen, dass en déi verbuede Waffen, déi en hat oder eventuell nach huet, zerstéiert huet oder zerstéiere wëll. Et ass net un den Inspektoren vun der UNO, dat si keng Depektiven, ze beweisen, dass den Irak déi Waffen huet. Et ass laut Beschloss vum Weltsécherheitsrot um Irak ze beweisen, dass en déi Waffen zerstéiert huet. Den Irak huet d'Beweispflicht, net d'UNO. Den Irak huet se. D'Inspektoren vun der UNO, den Här Blix un hirer Spëtzt, hunn a schaarfer Form de leschte 27. Januar de Weltsécherheitsrot driwwer informéiert, dass den Irak senger Beweispflicht, déi en operluecht kritt huet vum

Weltsécherheitsrot, net nokënn, dass en net aktiv géif kooperéieren, dass en d'Resolutioun 1441, vun där schwätze mer, net géif voll respektéieren.

Sämtlech Membere vum Weltsécherheitsrot, déi fënnf permanent an déi zéng aner, hunn dofir nom 27. Januar, an der Debat vum Weltsécherheitsrot, den Irak eindringlichst opgefuerdert senger Beweispflicht, aktiv a proaktiv, nozekommen. Fir dem Irak grave Konsequenzen ze erspieren, ass ofgemaach ginn, a jiddferee war mat d'accord, dass den Drock op den Irak misst verstärkt ginn an der Hoffnung, an dat ass och eis Hoffnung, dass aus der Krichsdroung keng Krichsféierung gëtt, mä dass d'Krichsdroung zur Krichsverhënnere bäidréit. Dofir si mer, zesumme mat villen aneren, fir d'Verstärkung vun der UN-Inspektioun, zueleméisseg a materiell. Dofir si mer derfir dem Irak eng lescht Chance ze ginn an Zäit, net allze vill Zäit, fir seng Positioun ze iwwerpräifen an esou d'Voraussetzung fir eng friddlech Léisung ze schafen.

De Saddam Hussein huet de Schlëssel an der Hand fir d'Dier opzemaache fir eng net militäresch Léisung hinze kréien. Mir mussen him, och a grad mat Rücksicht op d'Leit am Irak, déi fir dese Konflikt net kënnen, déi dese Konflikt net erbäigefouert hunn an op déi de Saddam iwwerhaupt keng Rücksicht hëlt, d'Hand forcéieren, fir dass en de Schlëssel hin zu enger net militärescher Konfliktléisung an de Grapp hëlt an déi Dier opspäert.

Krich ass keng Léisung, mä näischt maachen, dat ass och keng Léisung.

D'internationalt Recht, wann et sech respektéiert a wann et wëllt respektéiert ginn, kann op international Sanctiounen net verzichten. Déi Sanctiounen mussen am Kader vun der UNO a vum Weltsécherheitsrot getraff ginn, déi näischt därerfent oversicht loosse fir déi ultieme Sanctioun vum Krich net brauchen ze ergäifen. Mir mussen der Ëmsetzung vun der Resolutioun 1441 all hir Chancé ginn. Wa se vum Saddam Hussein net ergraff ginn, da muss de Weltsécherheitsrot decidéieren. De Weltsécherheitsrot muss decidéieren.

Ech war Premier an enger Regierung, wou Krich gefouert ginn ass, ouni dass de Weltsécherheitsrot decidéiert hat. Dat war am Kosovo. D'Lëtzebuurger Regierung huet mat der NATO Krich géint dat fréiert Jugoslawien gefouert, ouni dass de Weltsécherheitsrot agegraff hätt an ouni dass et d'Couverture vun internationalt Recht ginn ass. Ech hunn dat deemools leidend matgemaach, méi gelidden iwwregens wéi aner an där Fro, an ech hätt net gären, dass mir erëm eng Kéier an esou enger Situatioun eis géifen erëmfannen.

Mir hunn ee kloer Bléck fir dat wat usteet a mir hunn och e kloer Bléck fir eis Bündnisverpflichtungen an der NATO. Mir hu viru Wochen erkläert, den 20. Januar, fir méi genau ze sinn, et wär virum Virleee vum dem Rapport vun der UN-Inspektoren ze fréi, Planungsarbechte fir de Schutz vun der Türkei an der NATO a mat der NATO unzefänken, well esou eng Décisioun an deem Moment kéint mëssverstanen ginn. Nom Rapport vun den UN-Inspektoren vum 27. Januar, an nodeem de Weltsécherheitsrot d'Konklusioun gezunn huet, den Drock op den Irak misst erhéicht ginn, hu mer fonnt, dass elo de Moment komm wär fir op déi türkesch Wënsch, op déi türkesch Ängscht an déi türkesch Problemer - d'Türkei ass een Nopeschland vum Irak, dat eenzeg NATO-Nopeschland vum Irak - ze reagieren an op déi Wënsch, Ängshten a Problemer anzegoen.

D'Türkei ass eisen Alliéierten. D'Türkei spiert sech a Gefor. Dofir huet d'Türkei och gëscher den Artikel 4 vum NATO-Vertrag invokéiert, deen Etats membres vun der NATO verflucht a Consultatiou-

nen iwwert déi gefrote Schutzmoosnamen, déi een Alliiéierte fret, anzetrieden. Dem türkesche Wonsch no Schutz net nozekommen, dat ass geféierlech, well dat werft Misskredit op d'Atlantesch Allianz, notament a grad an der Türkei, wou de Wonsch no Protektioun an deem Moment enorm déeloppeiert ass. Et ass geféierlech fir deem Wonsch net nozekommen, well wann een em net nokënn, et am Irak falsch verstanen gëtt. D'irakesch Regierung huet haut erkläert, nodeem dräi NATO-Membere sech nach net zu deem Schrëtt konnt decidéieren, domat wär elo déi Drockkuliss, déi déi international Gemeinschaft opgebaut hätt, amgang ze zerbröckelen.

Et wär also geféierlech fir der Türkei dee Wonsch, fir dass d'Aarbechten zu hirem Schutz géifen ugefaange gi geplangt ze ginn, ze refuséieren. Et wier geféierlech, mä et wier awer och geféierlech wann een net genau géif präifen, wat fir Moosnamen dass dann elo vun der NATO a vun den Alliéierten zur Applikatioun kommen. Dat genau ze präifen ass den Inhalt vun all deene Sitzungen, déi de Moment zu Bréissel am Kader vum NATO-Conseil stattfannen. 16 Memberstate vun der NATO gesinn dat genau d'selwecht wéi d'Lëtzebuergesch Regierung dat gesäit. Dräi gesinn dat net esou, oder net grad esou.

Mir respektéieren dat a mir hunn, d'Madame Polfer an ech, vill a laang mat hinnen doriwwer diskutiert. No Gespréicher mam President Chirac, mam Bundeskanzler Schröder a mat mengem belsche Kolleg Verhofstadt kann ech lech soen, dass si eis och verstinn, well si halen d'Evolutioun vun eiser Positioun, vu d'Festleeung déi mir viru Woche getraff hu mat Hiweis op deen éischte Rapport vun den UNO-Inspektoren, fir strikt logesch. Mir hu kee Problem mat eisen dräi Noperen a mir schwätzen och mat hinnen iwwer ënnerschiddlech Vüen, mä si ginn zou, déi Dräi, dass si een Timingsproblem mam Rescht vun deene 16 Alliéierten hunn. Mir sinn net, wéi dat an eenzelne Lëtzebuergesche Zeitungstung, marginaliséiert, am Géigendeel. Mir si bei der Majoritéit vun den NATO-Memberstaten a mir hunn eis Positioun. Déi, déi se nach net deelen - maacht nu keng Wett op Minutten, op Stonnen a scho guer keng op Wochen -, sinn d'accord fir ze soen, dass se dat verstinn an dass se sech och a leschter Analys der Schutzdemande, der Schutzlogik, un déi d'Türkei hei appelléiert, net wäerten entzéien.

Mir hunn e kloer Bléck fir eis Bündnisverpflichtungen an och fir d'Positioun vun eisen Noperen a fir d'Situatioun vun der Europäescher Unioun. Eis franséisch an iwwregens och eis belsch Noperen, schlëssen de Krich als Mëttel zur Konfliktléisung net aus. D'Fransouse betounen et ëmmer erëm, dass se de Krich als Konfliktléisungsméiglechkeet net ausschléissen, d'Belsch hunn et virun enger halwer Stonn och erkläert.

Et misst ee probéieren, soen si, eng Situatioun ze schafen, dass et net zum Krich kënn. Dat maache mir och, well mer deen ultimé Schrëtt vun der internationaler Gemeinschaft wëlle verhënnere. Eis däitsch Nopere wëllen a kenger Fassong e Krich legitiméieren. Dat erkläert sech zum grossen Deel aus der Geschicht vun deem Land. Solle mer eis doriwwer bekloun, dass Däitschland sech an deene Fro méi schwéier deet wéi aner, sech spontan an déi eng Richtung leet an net an déi aner? Ech bedauern dat net. Ech kritiséieren dat net. Ech probéieren mer et aus dem geschichtlechen Trauma vun eise gréissten Nopeschland eraus ze erklären.

Mir erkläre grad wéi Däitschland, dass mer alles wëlle maachen, mat wesentlech méi bescheidene Mëttelen wéi aner, fir de Krich ausze-

schléissen. Grad wéi Däitschland et erkläert huet, kënne mir, wann et zu enger Krichshandlung kënnt, eisen Obligatiounen als NATO-Alliierten net entkommen. Mir iwwerhuelen eis Verpflichtungen, esou wéi de Bundeskanzler dat och erkläert huet, am Fall wou et dann awer géif zu engem Krich kommen, dee mer net wëllen.

Bei der Irak-Debat, déi d'Chamber virun e puer Deeg oder virun e puer Woche gefouert huet, ass d'Suerg vu villen däitlech ginn op alle Bänken, datt déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik vun der Europäescher Union duerch dat ënnerschiddlech Verhale vun de Memberstaaten total onleserlech ginn ass. Et ass d'Opfuerderung un d'Regierung komm sech aktiv fir d'Neeshierstellung vun der Kohesivon vun der Europäescher Union anzusetzen.

Dat hu mer gemaach: d'Madame Polfer, ech an aner, an dat si mer och an dese Stonnen nach amgang ze maachen. Ech hunn dee leschten Donneschdeg mam däitsche Bundeskanzler Schröder e laangt, éischer e perséinlech, well et war e Gespréich ënner véier Aen, jiddefalls e frëndschaflech Gespréich iwwer Méttelen a Weeër gefouert, wéi een ënner Respekt vun der Resolutioun 1441 an hirer Entwaffnungszilsetzung kënnt Méttelen, Elementer beienee leeën, fir dass et net zu enger militärescher Ausernanersetzung géif kommen.

Ech hunn och - jiddefalls huet hien nâischt dovou gemierkt - den däitsche Bundeskanzler net offentlech kritiséiert, obscho mer iwwert deem Interview, deen den Här Asselborn hei monéiert huet, och nach wéinst anere Passagen an deemselwechten, andeem mer mateneen d'accord waren, geschwat hunn. Ech hu gesot et wier net gutt wann europäesch national Regierunge sech géifen einseitig esou festleeën, dass et herno net méiglech wier e Konsens ze fannen.

Et kann een engersäits net d'Noutwennegkeet vun der Kohesivon vun der europäescher Aussepolitik fuerderen a gläichzäitig d'Method akzeptéieren, dass sech eesäitig virun der gemeinsamer Beschlussfassung festgeluecht gëtt. Domat hunn ech, wéi aus der Economie vun deem Interview ervirgeet, mindestens esou vill déi aacht gemengt, déi hire Bréif, hir Epistel op Washington geschéckt hu wéi déi, déi eng aner Positioun geholl hunn. Ech hunn dofir kee Problem mam Här Schröder. Do brauch och kee sech Suergen ze maachen.

Hien ass ausserdeem grouss genuch fir sech selwer ze verteidigen. Hie brauch keen aneren deen dat fir hie mécht, well et huet jo och an Däitschland keen Deputéierten eng Fro gestallt wéi den Här Schröder an enger Wahlkampfversammlung, wouriwwer mer och geschwat hunn, iwwer Lëtzebuerg hiergefall ass. Dofir, besonnesch wann ech nach nâischt géint den Här Schröder gesot hunn, brauch et keen deen hien hei aktiv a proaktiv verteidegt. Mir ginn do scho mateneen eens.

Wann ech den däitsche Bundeskanzler net kritiséiert hunn an och der Meenung sinn dass een dat net soll maachen, a wann d'Lëtzebuerg Regierung also eenzeg vun deene 16 Alliierten déi dräi net kritiséiert huet, déi gëschter eng aner Positioun geholl hu wéi déi 16 aner, da wëll ech mer et awer och net esou einfach maache fir an offentlecher Ried den amerikanesche President iwwerméisseg, wéi ech fannen, ze kritiséieren.

Ech hunn nach an den Oueren, dass den Här Asselborn hei virun e puer Deeg gesot huet, wuertwäertlech: „Et ass decidéiert ginn zu Washington, dass geschoss a gebommt muss ginn, an dass och eng Zilscheif dofir hierhale muss.“ Esou kann ee schwätzen, wann ee Chef vun der Oppositivon ass. Esou kann een net schwätzen, wann ee Statsminister ass. Ech ka mech net hei an d'Chamber stel-

len, net an d'Televisioun setzen oder net op eng offentlech Plaz goen a soen: „Den amerikanesche President wëllt ohne Rücksicht auf Verluste an ouni op Mënschliewe Rücksicht ze huelen mordicus ëm all Präis e Krich am Irak unzettel.“ Dat kann ech net maachen, well géif ech dat maachen, da géif ech laangfristeg, och wann dat kuerzfristeg vläicht gutt ukënnt, de Lëtzebuerg Interéiten op eng ganz grave Aart a Weis schueden. Dofir kann ech déi Form vun offentlecher Ausernanersetzung - grad wéi d'Chefe vun auslännesche Regierungen och net -, esou net féieren. Ech kann déi Diskussioun esou net féieren. Ech muss se also verléieren, well ech kann net radikal rhetoresch an deene Froen optrieden.

Mä denkt un dat längerfristeg Interesse vum Land an denkt un déi traditionell gutt enk a frëndschaflech Bezéiung mat de Vereenegte State vun Amerika, iwwert déi ech och an deemem Haus scho ganz vill kritesch Riede gehalen hunn.

Ech hu scho munches erwähnt, wat ech un der amerikanescher Politik oder un der amerikanescher Fassung fir zesummenzeliewen, fir Wirtschaft ze verstoen a fir sozial Problemer ze léisen, respektiv net ze léisen.

Mä fir eng fundamental Kritik un der amerikanescher Regierung ze maachen a fir dem amerikanesche President, mat deem ech och doriwier konnt schwätzen, ze ënnerstellen, dass egal wat géif geschéien hie mordicus Krich wëllt kréien, esou wéi wann hie gare säi Krich hätt. Dat kann ech net maachen.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Här Premier, ech hu just eng Zwéschefro.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Jo, gären. Ech hat jo gesot mir hätte sollen eng Debatt hunn.

M. Jean Asselborn (LSAP). - Här President, elo huet den Här Statsminister dat gemaach, wat hien am beschte kann, mä hien huet nach net op d'Fro geäntwert. Ech wëllt him elo eng konkret Fro stellen, nodeem wat hien elo grad gesot huet: Gesäit hien aus senger Siicht, dass Lëtzebuerg zum alen Europa gehéiert oder zum neien?

Plusieurs voix. - Oh!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech wëll emol soen, Här Asselborn, dass zu enger Debatt gehéiert, dass een och - ech wëll dat awer net frech soen - nolauschtert.

Ech hunn hei ganz däitlech mech ageschriwwen an de Prolongement vun den Aktiounen vun der UNO zur Begradigung vun deemem Konflikt. Ech hu ganz däitlech gesot, dass fir eis nëmmen eng Beschlussfassung duerch de Weltsécherheetsrot...

M. Jean Asselborn (LSAP). - A wat fir engem Camp si mer, Här Statsminister?

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ma mir sinn am Camp vun deene Leit, déi sech u Verträge halen, an déi Verträge gesi vir dass et eng Charta vun de Vereente Natione gëtt, an et ass e Weltsécherheetsrot dee se ëmsetzt. An deem Camp si mer. Mir sinn och am Camp vun deenen déi hir Obligatiounen am Kader vun der nordatlantescher Allianz a vun deene Verträge eescht huelen.

Dat Spill: So mer wéi vill belsch, wéi vill däitsch a wéi vill franséisch dass de bass, da soen ech der wéi vill amerikanesch dass de bass, dat maachen ech als Chef vun der Regierung net mat.

D'Lëtzebuerg Politik gëtt codeterminéiert vun deem wat aner Regierungen denken, mä si gëtt zu Washington net decidéiert, si gëtt och zu Berlin net decidéiert, si gëtt

zu Paräis net decidéiert a si gëtt och zu Bréssel net decidéiert.

Mir mussen aus deem, wat d'Positiounen vun deenen anere sinn, wat eis eegen Iwwerzeugung sinn, déi Elementer zesummendroen, déi eng Positioun erginn. An ech hunn déi Positioun, wéi ech fonnt hunn, esou wéi dat och d'lescht Woch scho vun der Ausseministesch gemaach ginn ass, ganz kloer duergeleucht.

Dir hutt mech gefrot: „Sidd Dir fir de Krich?“ Ech soen lech: Neen!

(Interruption)

Wat sot Dir?

M. Jean Asselborn (LSAP). - Wann dat dote stëmmt, Här Juncker,...

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ma dat stëmmt!

M. Jean Asselborn (LSAP). - ...da gitt an de Camp vun deenen, déi effektiv d'Diplomatie benotze fir de Krich ze verhënneren an net an de Camp vun deenen, déi soen: Game over.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Et kënnt een ëmmer an d'Situatioun, dass ee séier zur Regierungssprecher vum amerikanesche President gëtt, dat wëll ech tunlichst vermeiden, woubäi een anere Regierungschef an Europa entretemps als nützlechen Idiot beschriwwen gëtt. Dat ass eng Remarque, déi ech net op mech applizéieren.

Une voix. - Et war awer gutt gesot.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Jo, ech soen och dat net, well ech kritiséieren an offentlecher Ried aner Regierungschefen net, mat deenen ech net d'accord sinn. Mat deem, vun deem gesot ginn ass, dass hien en nützlechen Idiot wier, sinn ech net d'accord op deser Fro wéi op aneren och net, wéi all Mënsch weess.

Mir sinn dach net am Camp vun deenen, déi soen: Et kënnt soss nâischt a Fro wéi Krich. Ech froe mech opgrond vu wat fir enger Äusserung vun der Ausseministesch, vu mir oder vu soss engem Member vun der Regierung, dass ee kann d'Behauptung opstellen d'Lëtzebuerg Regierung wier mordicus an all Fall an ouni Nuance fir d'Anrieden an e bewaffnete Konflikt mam Irak. Mir soe précisément, dass mir sollen der Resolutioun 1441 nach weider Chancen araumen.

Mir soen esou wéi déi Däitsch, esou wéi d'Fransosen, esou wéi d'Russen...

(Interruption)

Muss een lech da soen „wéi d'Russen“, wann ech soen, dass mer der Meenung sinn, dass een d'Zuel vun den Inspektoren soll vergrësseren, dass ee méi Zäit soll hunn? Dat si Positiounen, déi identesch si mat deenen, déi an deene leschten Deeg bezu gi sinn. Dann dréint dach net dat ëm, wat ech kloer, eendeiteg, d'une façon non équivoque hei soen, an zwar dass mer mengen, dass alles misst gemaach gi fir de Krich ze verhënneren, dass der Diplomatie weider Chancen a weider Zäit misst aeraumt ginn, andeem Der esou maacht wéi wa mer an deemem Camp oder an deem Camp wieren.

„The game is over“ soe mer och, wann et drëm geet dass den Irak sech aktiv a proaktiv drëm bekëmmert den Oplage vun der Resolutioun 1441 Rechnung ze droen. Do

ass de Game over, well dee Mann huet déi international Gemeinschaft laang genuch un der Nues erëmgefuert. Mir sinn trotzdeem der Meenung, dass weider Méiglechkeete mussen geschaf ginn am Kader vum UN-Inspektorat an am Kader vun den techneschen Iwwerwachungsméiglechkeete fir laanscht déi exklusiv, déi funeste Logik vum Waffengang ze kommen.

An do si mer net esou anzereie wéi Dir elo gären hätt dass mer géifen agereit ginn. Ech hunn den Androck dass dat, wat ech hei virdroen, lech eigentlech stéiert, well et net deem entsprécht wat Dir gehofft hutt, dass ech géif soen.

(Interruption)

Mä ech soen nach eng Kéier: Dat Spill, wat doranner besteet, fir esou ze maache wéi wann déi 14 Membere vun der Regierung plus d'Deputéierte vun der Majoritéit fir de Krich wieren an déi aner wieren et net, dat ass e Spill - wann et dann e Spill wier - wat net opgeet. Dat hei ass net d'Stonn vun der Innenpolitik. Dat hei ass d'Stonn vun der klorer aussepolitichescher Formulierung vu Positiounen an d'Stonn fir Gespréicher ze féieren mat deenen, déi gelungenerweis jo awer nach Wäert drop leeë wat fir eng Meenung dass mer hunn.

A Gespréicher mam...

Une voix. - Dir wollt jo awer och en Débat mat eis.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Jo, jo, ech hunn nâischt dergéint.

Ech soe just, wann ech dem Här Schröder soen: „Ech sinn d'accord, fir dass mer d'Resolutioun 1441 probéiere mat deenen an deene Méttelen ze verlängeren“, da seet hien: „D'accord.“ A wann ech dat hei an der Chamber virdroen, da freet den Här Asselborn mech awer: „A wat fir engem Camp sidd Der?“ Dat ass déi ënnerschiddlech Reaktioun, déi een do kritt.

An de Gespréicher mam däitsche Bundeskanzler, mam fransésche President, mam griichesche Premier Simitis, deen de Moment President ass vun der Europäescher Union, a mat menge belschen an hollännesche Kolleegen hunn ech mech och opgrond vun där Debatt, déi mer hei an der Chamber haten, wann et net souwisou schon eis perséinlech Meenung gewiescht wier, staark dofir agesat, dass dringendst eng Sitzung vum Conseil vun den europäesche Stats- a Regierungschefe stattfënn, fir iwwert déi Situatioun an där mer sinn ze schwätzen.

Wann d'Europäesch Union sech um héchsten Niveau net zesummenfënn wann et iwwer Krich an iwwer Fridde geet, da brauche mer iwwerhaupt keng Sitzung méi an da kënne mer déi ganz Veranstaltung souwisou ofblösen. Mir wäerten eis, d'Madame Polfer an ech, an deene Sitzunge vun nächste Méindeg a vum nächsten Dënschdeg dofir asetzen - dat ass noutwenneg -, dass mer an Europa zu enger geschlossener, zu enger tragfäeger an och zu enger op Dauer belaschtbarer Positiounsbeschreibung kommen, déi den eigentlechen Ambitiounen, och den eigentleche Friddensambitiounen, vun der Europäescher Union Rechnung dréit. Et muss déi europäesch Positioun sinn, fir alles ze maache fir de Krich ze verhënneren a jiddfree muss do eng Hand mat upaken.

Dofir muss et och, wann dat d'Positioun vun der Europäescher Union ass fir de Krich ze verhënneren, d'Positioun vun der Europäescher Union si fir alles ze maachen, fir dass de Saddam Hussein a säi Regime alenken an deenen Obligatiounen entsprechen, déi d'Resolutiounen, 16 un der Zuel, zënter 1991 vum him verlaangen.

Här President, en vue vun deene Sitzunge vun der nächster Woch si mir net optimistesesch, vu déi séier

ënnerschiddlech Positiounen, déi d'Memberstate vun der Europäescher Union ageholl hunn, mä mir sinn awer och grad esou decidéiert.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech hu Parole après ministre gefrot, well ech awer e puer Saache wëll heizou soen, zu deene 25 Minutten, wou de Statsminister elo Zäit hei hat Erklärungen ofzeginn.

Ech mengen als éischt - an eigentlech géif ech soen, dass jiddfreeen heibannen där Meenung ass -, dass et evident ass, dass natierlech eng parlamentaresch Oppositivon anescht ka mat esou engem Sujet ëmgoe wéi eng Majoritéit, a virun allem wéi eng Regierung a wéi e Premierminister. Ech mengen dat ass evident. Och kann ech verstoen, dass, wann e Premierminister - egal vu wat fir engem Land dass hie Premier ass - op dem internationalen diplomateschen Plang muss operéieren, hie méi eng diplomatesch Sprooch muss gebrauche wéi dat zum Beispill eng parlamentaresch Oppositivon ka maachen, déi jo och anere Rôle ze spillen huet an esou enger Situatioun an déi méi offe schwätze kann.

Mä ech mengen et gëtt awer en Ennerscheid tëschent diplomateschem Sproochgebrauch, dem net bruskéiere vun aneren, an offen eng Rei Fakten op den Dësch ze leeën esou wéi se nun emol sinn an déi entre-temps och - muss ech soen - vu ganz wéinege Leit nach contestéiert ginn. Ech muss och doriwier eraus soen, wann ech vun diplomateschem Sproochgebrauch schwätzen an ech mer dann de sougenannten diplomatesche Sproochgebrauch vun de Vereenegte Staten a vum hirem Verteidigungsminister zum Beispill ukucken, da komme mer awer grouss Bedenken iwwert wou do wat nach eescht mengt, wann een iwwer Diplomatie am Moment diskutéiert.

Wann ech héieren, wat vun amerikanescher Säit u Bruskéierungen, un Drockméttelen an deene leschte Méint, dat heescht währenddeems wou déi Resolutioun, vun där den Här Statsminister elo grad geschwat huet, sollt ëmgesat ginn, also vun de Vereenegte State komm ass, dann hunn ech awer meng Bedenken doriwier ob dat nach vill mat Diplomatie ze dinn huet an ob da wierklech dat Zil bei Verschiddenen, an de Käpp op alle Fall, wëllt erreicht ginn, wat an der Resolutioun 1441 festgehalten ass.

Ech stelle fest, dass quasi vun deem Dag u wou déi Resolutioun am UNO-Weltsécherheetsrot effektiv eestëmme decidéiert ginn ass, a während deene ganze Wochen duerno den Här Bush, seng Vertrieeder a seng ganz Administratioun quasi gebetsmillenhaft widderholl hunn, dass egal wat passéiert si och amstand sinn, wa se keng Majoritéit herno am Weltsécherheetsrot zum Beispill sollte kréien, respektiv wann ee vun deene fënnf Staten, dat e Veto huet am Weltsécherheetsrot, dee wëllt asetzen, si sech dann iwwert d'UNO wäerten ewechsetzen a souwisou awer dat géinge maache wat si wëilten a wat si géife fir richtig fannen.

Dat ass e Fakt mat deem ee während deene leschten zwee Méint konfrontéiert ginn ass an deenen eiser Meenung no op alle Fall diplomatesch gesinn net dozou bäigedroen huet fir d'Situatioun ze verbesseren a fir déi Eenheet och ze behalen an der internationaler Communautéit géint de Saddam Hussein, déi ee menger Meenung no oder eiser Meenung no muss hunn, wann een hei eppes erree-

che wëllt. Ech mengen, dass d'amerikanesch Administratioun un éischter Stell selwer duefir responsabel ass, dass et zu deene Réss an där entscheidender Haltung par rapport zu dem Diktator Saddam Hussein komm ass.

Wann ech dann esou Spréch héiere wéi „Wien net fir eis ass géint eis“ an esou weider an esou fort, da muss ech soen, da kréien ech nach méi Bedenken. Grad esou wann ech dann nach héieren, dass zum Beispill den NATO-Partner Tierkei natierlech dee bestëmmt Artikel, wou et dréms geet dass Memberstaten hinne solle Schutz bidden am Fall vun enger Attack, zu dësem Zäitpunkt, wou jo eigentlech nach keen objektive Grond besteet, ugefrot hunn, well massiven Drock ausgeübt ginn ass aus de Vereenegte Staten.

Mir wësse jo zum Beispill, dass d'Tierkei als Stat héich verscholt ass, an dass déi meescht Kreditter, déi d'Tierkei als Stat kritt huet, der ware vun de Vereenegte Staten an dass dat dofir en immenst Drockmëttel ass. Dat ass entre-temps och kee Geheimnis. Dat gëtt emol net méi vun den offizielle Stellen international verheemlecht. Da kann ee sech awer Froe stellen iwwert den diplomatesche Virgang, dee mer hei am Moment erliewen.

An da wëll ech drop hiweisen - mir hu jo elo hei de Golfkriich vun 1990 an de Kosowo-Kriich zitëiert kritt -, dass déi zwee doru maßgeblich bedeelegt Generäl, den Här Schwarzkopf am Golfkriich an den Här Wesley Clark, deem an Kosowo den Hauptkommandeur war, géint déi doter Approche sinn an net midd ginn am Moment an de Vereenegte Staten ze versichen, mat deene bescheidenen Mëttelen, déi se hunn, drop hinweisen, dass se dat, wat do passéiert de Moment, als eng Aventure ugesinn.

Den Här Wesley Clark huet virun dräi Deeg nach an der Deutsche Tageszeitung en Interview ginn, wou hien drop higewisen huet, dass hie wierklech immens Gefore gesäit bei där doter Strategie an dass hien eigentlech der fester Iwwerzeugung ass, dass déi Strategie vun där doter Administratioun näischt bréngt. Dat heescht also, och wann een diplomatesch wëll diskutéieren, a wou ech d'accord si mam Premierminister, da muss een et awer zumindest nach fäerdeg bréngen eng Rei Fakten op den Dësch ze leeën.

Ech mengen, wann ech engem wéi dem belschen Ausseminister, dem Här Louis Michel, dee jo éischter aus dem liberale Camp kënnt - dee kënnt jo net aus dem Camp vu menger Partei -, säi Sproochgebrauch an deene leschten zwee Deeg héieren hunn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.**- Här Bausch, Dir musst zum Schluss kommen, well Dir hutt elo fënnf Minutte geschwat, obwuel et am Reglement net virgesinn ass, dass een no enger Question nach kann eng Fro stellen. Dat ass nëmme virgesi beim Discours, da mir maachen haut eng Ausnahm, och fir déi aner.

Ech géif lech awer bieden lech kuerz ze faassen. Dohanne sätze Ministeren, déi si bestallt fir Froen ze beäntweren, déi hu Verpflichtungen an déi mussen goen. Dofir hätt ech gär, Dir sollt lech op dat Wesentlech beschränken an net en Discours halen, wou Der gesot hutt Dir géift eng Fro stellen.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech hunn net gesot ech wëllt eng Fro hei stellen. Ech hu gesot ech wëll Parole après ministre, fir eng Rei Saachen hei...

■ **M. le Président.**- Jo, mä dat fällt net ënnert d'Reglement. De Minister huet keen Discours gehal, well dat hei ass eng Froestonn.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, bei deem wat mir hei de Mëtteg bis elo gemaach hunn ass näischt ënnert d'Reglement gefall, weder d'Riedezäit vun den Deputéierten nach déi vun der Regierung.

(Hilarité)

■ **M. le Président.**- Déi fënnf Minutten, déi Dir geschwat hutt, hutt Dir net zegutt. Mir kënnen haut jo eng Ausnahm maache fir déi eng wéi fir déi aner.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, och déi aner, déi all hei geschwat hunn, hatten net déi 25 Minutten zegutt, mä déi fënnf Minutten zegutt.

(Interruption)

■ **M. le Président.**- Jo, mä et muss een awer och Rücksicht huelen op déi aner Leit. Et sinn nach Froen do an d'Ministere sätzen do ze waarde fir Froe gestallt ze kréien. Si hunn Engagementer, a mir maache grad wéi wann näischt geschitt wier.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech hat eng aner Saach hei gefrot, eben aus deem heite Grond, well ech gesot hunn dass hei vill Saachen, vill Froen, vill Diskussionspunkte sinn iwwert déi ee kéint e fruchtbaren Austausch kréien. Dofir war ech jo der Meenung et soll een haut de Mëtteg doriwwer schwätzen. Ech hunn och gesot, Här President,...

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här Bausch, am Kader vun der Deklaratioun vun der Regierung kréier mer d'nächst Woch alleguer Zäit, fir all déi Froen do ze diskutéieren.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här Weiler, da muss ech lech soen, dann hätt den Här Premierminister de Mëtteg net sollen eng Deklaratioun maache vu 25 Minutten, mä hien hätt solle prezis dem Här Asselborn an dem Här Henckes seng Froen beäntweren. Dann hätt ech guer kee Grond gesi fir hei d'Parole après ministre ze froen.

Mä genau well ech jo am Ufank vun der Sëtzung wosst, dass dat net géif passéieren an dass hei einfach d'Tribün benotzt gëtt fir eng Deklaratioun ze maachen, war ech am Ufank géint déi Prozedur. Et ass jo net fir d'éischte Kéier, dass mer dat hei materliewen. Ech fannen et schued, dass mer...

■ **M. le Président.**- Här Bausch, Dir hutt Är Deklaratiounen elo gemaach, da kommt elo zum Schluss.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech hätt nach e puer Sätz ze soe gehat an da wier ech souwisou fäerdeg gewiescht.

Ech sinn also der Meenung, dass et schued ass, dass mer de Mëtteg déi dote Saachen net konnte méi am Detail diskutéieren, well wéi gesot, et geet hei eigentlech net méi em déi ausschliisslech Fro ob déi Resolutioun 1441 ëmgesat soll ginn oder net. All Mënsch heibannen, all Deputéierten heibannen ass där Meenung, dass déi Resolutioun misst erfüllt ginn.

Et hätt ee missen haut de Mëtteg iwwert de Fait diskutéieren, ob international nach wierklech bei allen Acteuren, déi de Moment bedeelegt sinn, de wierkleche Wëlle besteet fir déi dote Resolutioun ëmsetzen. Et ass dat wat, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment usteet.

Ech fannen et dofir nach eng Kéier, wéi gesot, bedauerlech, dass mir et net fäerdeg bruecht hunn de Mëtteg een aneren Austausch ze féieren. Ech hätt dat vun Ufank u léiwer gehat. Mir hätten dat solle festleeën, dann hätte mir eng ganz aner Diskussioun kritt wéi déi, déi mir haut de Mëtteg kritt hunn, déi

net ëmmer och am Intérêt vun der Saach war, dat ginn ech gärén zou.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Gibéryen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net méi zum Fong vun deem agoe wat hei zur Diskussioun steet, mä ech wëll just iwwert d'Prozedur eng Remarque nach maachen.

Wann ech bedenken, dass mir haut hei eng Prozedur gewielt hunn déi et an eisem Reglement guer net gëtt, déi och néierens esou festgehale ginn ass, mä déi en Arrangement anscheinend ass tëschent Parteien, a well ech weess dass d'Kollege vun der sozialistischer Fraktioun eng Heure d'actualité ugefrot hunn, a well ech weess dass mir elo quasi annerhallef Stonn amgang sinn ze diskutéieren, woubäi mir dee gréissten Deel vun der Zäit iwwer Prozeduren diskutéiert hunn, da fannen ech dass dat allerdéngs e ganz schlechte politesche Stil ass.

Den Här Statsminister ass jo heihinner komm, souguer preparéiert, e wosst jo dass en dat net kéint a fënnf Minutte soe wat en a 25 Minutte gesot huet, dann hätt ee sollten esou fair sinn a soen, mir huelen déi Demande vun de Sozialisten un, déi wuel nom Donneschden erakomm ass, well d'Thema ass jo aktuell an et ass jo och genuch vun der Regierungssäit ze soen. Bei der Heure d'actualité hätt all Partei hir zéng Minutte geschwat. D'Regierung hätt hir 20 oder 25 Minutte geschwat, wéi se et ebe gebraucht hätt. Dann hätte mir eng seriö Debat kritt zum Fong vun der Saach an hätten net eng Dräivéiersstonn iwwert d'Prozedur geschwat.

Mir hunn eis de Mëtteg virum Land erëm lächerlech gemaach. Et hat eng Kéier ee vun den Deputéierte gesot, mir wäeren dat dommste Parlament vun der Welt. Wa mer esou weiderfuere, dann hat dee vläicht Recht.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech si guer net der Meenung, dass dat heiten dat dommste Parlament vun der Welt ass, well all demokratesch gewielte Parlamenter réflétéieren d'Meenung vun de Leit. Et ass ee Feeler fir d'Leit fir domm ze halen, an et soll een och net probéiere se fir domm ze verkafen.

Ech hunn haut de Mëtteg zwou mëndlech Froen um Här Asselborn, plus eng um Här Henckes beäntwert, plus véier schrëftlech Froen um Här Asselborn, esou wéi dat ofgemaach war. Dat waren der zesumme siwen an dofir brauch een eng gewëssen Zäit. De Respekt virum Parlament wëllt et, dass een d'Saachen am Zesammenhang duerstellt, anstatt dass ee just opsteet a neen a jo seet zu deene Froen, déi jo awer aus enger eeschter Suerg eraus gestallt gi sinn.

Obschonn dass ech 25 Minutte geschwat hunn an obscho mer jo d'nächst Woch nach eng Kéier, d'Madame Polfer an ech, erëmkommen, huet den Här Bausch awer net zur Kenntnis geholl wat mir gesot hunn. Ech ka mech hei net mat de Meenunge vun eenzelne fréieren amerikanesche Generäl, vun deenen ech een och nach ganz gutt kennen, auserneeetzen, mä muss mech mat der Sachlag auserneeetzen, esou wéi se de Moment an der Allianz an an der Europäescher Unioun ass. Ech

hunn all déi Äusserungen, déi den Här Rumsfeld, dee nu wierklech net vun deem exzessivsten diplomatesche Geschéck heemgesicht ass, a leschter Zäit gemaach huet, schaarf zrëckgewisen: Al-Europa, Nei-Europa, Däitschland mat Kuba, mat Libyen verglach, alles dat hunn ech, wann och net an der Lëtzebuerger Press, awer do wou ech gefrot si ginn, zrëckgewisen.

Ech hunn de Mëtteg däitlech gemaach, dass fir eis et esou ass, dass der Resolutioun 1441 all weider Chancé mussen aeraumt ginn, dat heescht däitlech dass d'Lëtzebuerger Regierung net der Meenung ass, dass elo ab sofort e Krich ka gefouert ginn opgrond vun der Resolutioun 1441. Ech hunn de Mëtteg Weeër gewisen, notament d'Augmentatioun vun der Zuel vun den Inspektoren, dat technescht Equipement vun den Inspektoren fir där Resolutioun zu hirer Duerchsetzungsfäegkeet ze verhëllefen. An ech hu gesot, wann dann den Här Saddam Hussein net géif sech an déi richteg Richtung beweegen, da misst de Weltsécherheertsrot am Kader vun internationale Recht eng Décisioun huelen.

Ech mengen dat war, esouguer fir Net-Diplomaten, an ech gehéieren zu den Net-Diplomaten, eng relativ däitlech Ausso. Ech quälen lech och net dermat fir genau mir ze erkläre wat d'Positioun vun der däitscher Regierung ass.

(Interruptions diverses)

Jo, mech quält Der hei mam Wesley Clark a mam Schwarzkopf.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Neen, ech hunn lech mat den Aussoe konfrontéiert um amerikanesche President, dee schonn zënter zwee Méint seet: Egal wat d'UNO decidéiert, herno maache mir awer wéi mir wëllen.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Jo, ech hunn lech virdru geäntwert an ech hunn lech elo geäntwert. Et ass fir d'Lëtzebuerger Regierung just eng Décisioun, wann déi ultieme Sanctioun am Kader vun Weltsécherheertsrot ka geholl ginn, wat eng Äntwert ass op dat wat Dir gefrot hutt, wat och eng Äntwert op dat ass, wann dat dann esou interpretéiert gëtt wéi Dir mengt, wat den amerikanesche President gesot huet.

Mä déi däitsch, déi franséisch an déi belsch Attituden, déi kënnen net op eng Linn gesat ginn, dat wëssen déi Dräi ganz gutt, an dat ass ganz genau net identesch mateneen. De belschen Ausseminister, dee mir ganz gärén hunn hei zu Lëtzebuerg, huet, virun enger halwer Stonn ier ech ugefaangen hunn, erkläert, et kënnt een de Krich net ausschléissen an d'Belsch géif dat net maachen. Frankräich huet nach ni gesot, dass et net a leschter Instanz awer zu engem Krich kéint kommen. Mä alleguerten déi, wéi mir och, probéieren dass et net dozou kënnt.

An ech mengen dass déi Aussoen, déi d'lescht Woch hei gemaach si ginn an déi haut hei gemaach si gi bei den Äntwerten op d'Fro um Kolleg Asselborn an och bei där klenger Äntwert un lech, déi sinn däitlech wat d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ubelaangt a wat fir eng Positioun dass se an der EU-Diskussioun hëlt, och an der NATO-Diskussioun geholl huet. Ech hunn lech dat duergestallt.

Et gëtt och Regierungen - ech kritiséieren dat net, ech weess no laange Gesprécher firwat dass dat esou ass - déi den Hollänner Patriot-Rakéite ginn, se an d'Türkei féiere loosse a selwer keng Zaldoten do stationéieren. D'Saache si ganz komplizéiert. Den Här Bausch huet Recht, et brauch ee méi wéi 25 Minutte fir driwwer ze schwätzen, an en huet och Recht dass déi, déi an der Regierung sinn, sech net kënnen esou aus-

drécke wéi hien.

■ **M. le Président.**- Här Rippinger.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, mir kréie vun der Opposition elo dauernd un de Kapp geworf, mir géingen eis net un d'Reglement halen. Et ass deelweis berechtigt an dofir géing ech proposéieren, vu dass mir jo als éischte Punkt vum Ordre du jour eng Heure de questions hunn an déi elo schonn eng hallef Stonn iwwerzunn hunn, dass mir Dënschdeg fir Dënschdeg verlaangen, dass d'groussherzoglech Regierung hei vollstänneg present ass, fir dass se kann op eis Froen äntweren.

D'Ministeren hunn elo während anner halwer Stonn hei gewaart fir op déi Froe kënnen ze äntweren déi nach ustinn an dofir géing ech proposéieren, mir géingen eis un eist Reglement halen, an zwar d'Heure de questions ass eriwuer an d'Ministere géinge schrëftlech op déi Froen, déi haut sollte mëndlech gestallt ginn, äntweren a mir géinge mat eisen Ordre du jour virufuere.

(Protestations)

■ **M. le Président.**- Entschëllegt ee Moment, ech wollt eng Proposition maachen. Mir hunn eis Zäit iwwerzunn, dat ass an der Rei. Dat ass heiandsdo net ze vermeiden, mä mir hunn nach zwou Froen un d'Ausseministesch déi, menger Ansicht no, awer wichteg sinn, déi solle mir elo nach huelen, an da géinge mir d'Froestonn fir haut beendegen a virufuere mam Rescht vum Ordre du jour, well mir hu jo och nach eng Rei wichteg Gesetzer ofzestëmme.

Den Här Fayot an den Här Henckes hunn eng Fro, déi ähnlech gelagert ass, un d'Madame Ausseministesch ze stellen. Déi béid Deputéiert kënnen hir Fro elo nach stellen an da géinge mir d'Froestonn ofschléissen an déi aner Froen op déi nächst Sitzung vertagen.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert fir Är Fro ze stellen iwwert de Rapport vum eemolege Generalsekretär vum Ausseministère.

- Question 271 de M. Ben Fayot sur le rapport de l'ancien secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Alphonse Berns, concernant le fonctionnement du ministère

traitée conjointement avec la

- Question 272 de M. Jacques-Yves Henckes relative au rapport respectivement la note de décembre 2002 de l'ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, et geschéie gelunge Saachen am Stat Lëtzebuerg. En héichrangegen Diplomat en activité schreift 50 Säiten iwwer seng Zäit als Generalsekretär vum Ausseministère vun 1998 bis 2002. En übt doranner schaarf Kritik un de bestehenden Zoustänn an deem Ministère a selbstverständlech schléit déi Kritik op déi politesche Responsabel zrëck.

Dorop ugeschwat, seet d'Madame Ausseminister, et géif sech em perséinlech Reflektioun vum Här Berns handelen, et wär weider näischt Neies wéi dat wat schonn ëmmer am Ministère diskutéiert gi wär.

Dat wéinescht wat ech vum Rapport aus der Press konnt liesen, léisst erkennen, dass et gravéierend politesche Problemer gëtt. Et sinn déi, déi d'Chamber interesséieren. Dofir froen ech, dass d'Chamber dëse Rapport kritt a mat de politesche Responsabelen an der aussepolitescher Kommission driwwer schwätzt. Wat sinn déi Problemer?

Ëm d'Europa- an d'Aussepolitik bekëmmere sech zu Lëtzebuerg dräi vun den héchste politesche Responsabele vun der Koalitioun: den absolute Leader vun der CSV an déi zwou héchst gewielte Perséinlechkeete vun der DP, also de Premier Minister, den Ausseminister an den Arméi- a Kooperatiounsminister.

Et ass ganz offensichtlech, dass de Premier Minister an der Aussen- an an der Europapolitik ee wichteg Wuert matschwätzt. Nach leschte Freideg huet e kloer gemaach, dass hie responsabel fir d'Séizpolitik zu Lëtzebuerg ass, während d'Fonctionnairen, déi sech ëm d'Inhalter dovun bekëmmere, am Ausseministère setzen.

An der Europapolitik ass de Premier Minister deen, deen déi wesentlech Orientatiounen festleet a se de Leit heiheem grad esou gutt wéi der internationaler Press matdeelt.

Et ass och offensichtlech, dass d'Zesummeleë vun Défense an Aussepolitik an engem Ministère mat zwee politesche Schwéiergewichter, esouguer wa se aus enger Partei kommen, keng gutt Léisung ass. Och do ginn am Rapport vum Här Berns eng Partie Problemer duergeluecht. Et gëtt also grondlegend politesch Problemer duerch déi Choixen, déi CSV an DP den 19. August 1999 getraff hunn.

Meng Fro un d'Madame Ausseminister ass net dass se haut zu all deene praktesche konkrete Problemer hei a fénnef Minutte Stellung soll huelen, mä si ass ganz einfach déi hei: Ass se bereet virun d'Aussepolitesch Kommissioun vun der Chamber iwwert déi Froen zesummen ze diskutéieren, déi den Här Berns, ech mengen en toute bonne foi, a sengem Rapport behandelt?

Merci.

M. le Président. - Eng ähnlech Fro stellt den Här Jacques-Yves Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann e ganz importante Fonctionnaire aus dem Ausseministère, de Generalsekretär, higeet an iwwer en E-mail vu 50 Säiten iwwerall e Bericht ofgëtt iwwer grave Dysfonctionnement am Ausseministère, iwwer falsch Informatiounen déi verbreet gi sinn, iwwer falsch Orientatiounen vun der nationaler Politik, datt de Consensualisme esouwäit gefouert hätt am Ausseministère, datt et haut nure méi d'Bourriqué wieren déi géifen am Ausseministère decidéieren, ech mengen da sinn dat relativ grave Accusatiounen a Faiten.

Dofir huet d'ADR-Fraktioun gefrot, datt dee Bericht sollt an der Kommissioun vun den Affaires étrangères behandelt ginn an datt mer sollten dee Bericht zur Verfügung gestallt kréien.

Ech hunn och geduecht datt dat esou géing goen, mä op eng Kéier hunn ech en Interview mat der Madame Ausseministerin um Radio héieren, wou se seet, et wier kee Bericht, et wier eng Note de réflexion interne, wouraus ech schléissen, datt d'Madame Ministerin mengt: E Bericht hätt ech der Kommissioun zur Verfügung gestallt, mä eng Note de réflexion interne net. Dofir meng Froen, Madame Ministerin:

- Sidd Dir bereet dee Bericht der Chamber zoukommen ze loosser?

- Sidd Dir bereet an der Commission des Affaires étrangères iwwert dee Bericht ze diskutéieren an déi Punkten, déi do opgeworf sinn, mat ons duerschekucken?

Ech mengen et ass noutwendeg, wann esou wichteg Dokumenter erausgi ginn a se a ganz grousser Zuél esouguer am Ministère verdeelt gi sinn, datt deen Abléck awer och d'Chamber kënn dee Bericht gesinn an dozou Stellung huelen.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt vläicht e Wuert zu der Natur vun deem Dokument iwwert dat hei geschwat gëtt.

Et ass weder e Bericht interne nach eng Note interne, et si perséinlech Reflexiounen vun engem héije Beamten, nodeem hien aner Fonctionnairen krut. Ech krut och eng Kopie vun deem Bericht. Wann Der mech haut géingt froen, wéi vill Leit intern déi perséinlech Reflexiounen nach zougestallt kruten, da kënn ech lech net genau dorop äntwerten.

Ech hu perséinlech iwwerhaupt kee Problem fir op alles dat, wat an deene perséinlechen Iwwerleeungen steet, mat der Kommissioun ze schwätzen. Ech wëllt vläicht awer just den Auteur vun deene perséinlechen Iwwerleeungen froen, ob hien et och esou géing gesinn, well en an deenen Iwwerleeungen, déi e mécht, jo awer eng Rei, wéi soll ech soen, wierklech ganz perséinlech fir net ze soe subjektiv Iwwerleeungen an Uerteeler iwwer Saachen an och iwwer Leit fällt, quité datt se net mam Numm genannt sinn, déi zimlech wäit ginn a wou hien eleng d'Responsabilitéit muss driwwer huelen a wou ech och déi net wëllt iwwerhuelen.

Et handelt sech also hei ëm perséinlech Iwwerleeungen, ëm eng Experienz déi de Generalsekretär a véier Joer hat. Véier Joer wou en Deel dervun nach zu enger anerer Regierungsperiod gehéieren. Eng Rei vun deenen Iwwerleeungen, déi hie mécht, hunn och hiren Ursprung an deene Joren. Et sinn, wéi gesot, subjektiv partiell Iwwerleeungen, voire Réflexions partiales (?), déi net onbedéngt vu jiddferengem a vläicht esouguer vu ganz wéinege gedroe ginn.

Dat wat ech regretéieren a wat ech ganz kloer hei stelle wëll, datt ass, datt ech an deem Ministère - an ech hat eben nach net d'Geleeënheet a ganz ville Ministère Verantwortung ze iwwerhuelen -, an där Zäit wou ech elo do sinn, en général mat Leit ze dinn hunn, déi extrem engagéiert sinn, déi extrem kompetent sinn an déi wierklech wäit iwwert dat, wat ee soss of gesäit, sech an den Déngscht vun der Allgemengheet, dat heescht vum Intérêt vun dësem Land, setzen.

Et sinn oft staark Perséinlechkeeten. Dat ass richtig. A wann ech soe staark Perséinlechkeeten, da gehéiert dozou datt, wa se mol mat Momenten eng aner Meenung hu wéi de Kolleeg, dat och offen ausgedroe gëtt. Mä just dat mécht de Räichtum vun deem Haus a vun deene Leit aus. Ech weis net wéi mer déi enorm Aufgabeberäicher, déi och ëmmer méi grouss ginn, kënn bewältegen, wa mer net esou engagéiert Leit hätten. Et deet mir Leed, wa géing duerch esou perséinlech Reflexiounen, déi sech op ganz ville Plaze wéi eng perséinlech Justificatioun unhéieren, jo, wou och eng gewëssen Amertume mat eraspillt, wéi wann déi géinge géint eben déi aner Collaborateure vum Ministère ausgeluecht ginn, well deem ass net esou.

Mir hunn an all deene Joren, an dat wëll ech awer grad esou kloer soen, gutt zesumme geschafft. Mir hu vill vun deene Saachen, déi och opgezielt ginn, zesumme realiséiert. Et sinn och eng Rei Iwwerleeungen, déi an deene Reflexiounen geféiert ginn, mat deenen ech ganz kann d'accord sinn. Dat ass zum Beispill dee permanente Problem vun Manktum u Leit. Deen hunn ech oft schonn an der Commission des Affaires étrangères duergeluecht.

Den Här Berns mécht zum Beispill opmierksam datt hie mengt, datt, wa mer nei Ambassaden dobaussen opmaachen, mer deem-

sprechend och missten d'Haus, esou wéi mir et nennen, verstärken, fir déi Aarbecht, déi vu bausen nei erakënn, och kënnen ze verschaffen. Ech kann dat nëmme deelen. Ech hu mech och an deenen dräi Joer agesat fir déi Verstärkungen ze kréien.

Dat ass zum Deel gelongen, mä, wéi gesot, op anere Punkte kënn mer eis virstellen datt een et nach kënn besser maachen, mä dat do ass d'aldeeglech Aarbecht an d'Problemer vun eisem Ministère an, ech huelen un, och vun anere Ministère. Eis Moyene sinn net onbegrenzt a mir mussen versichen aus deem, wat mer zougestane kréien a wat an der Regierung ofgeschwat gëtt, dat Beschdt draus ze maachen.

Ech ka verschidde vun deenen Iwwerleeungen, déi besonnesch gericht si géint eenzel Leit, déi am Ministère aktiv sinn, net akzeptéieren a fannen, datt am Geescht vun der Géentheet an der Solidaritéit dat hei am Fong gréisstendeels Aussoe sinn, déi fehl un der Plaz sinn. Datt ee permanent sech ëmmer nees muss a Fro stellen an d'Manier wéi ee schafft muss verbessern, dat gehéiert zu eisem Alldag.

Dat maache mer och an dat wäert ech och mat där Equipe, déi do ass, weider esou duerschéien. Wéi gesot, ech ka mech nëmme iwwert deen Aarbechtsklima, deen elo am Ministère herrscht, bedanken an hoffen datt mer deen och an där extremer Erausforderung behalen, déi op ons duerkënn 2005, wa mer déi nächste Kéier sollen d'Présidence hunn, an dee Moment dat kënn bewältegen.

(Interruptions diverses)

Dach, d'Fro ass beäntwert! Dir lauschart net no! De gréissten Deel vun deem wat hei opgezielt gëtt sinn entweder politesch Décisiounen, déi an der Regierungserklärung stinn, déi zum Deel a Fro gestallt ginn, oder politesch Décisiounen, déi an deene verschiddeenen Deklaratiounen iwwert d'Affaires étrangères, déi ech all Joers hei maachen, duerbruecht gi sinn, wou Dir alleguer scho Stellung dozou geholl hutt. Et ass nun eemol un de Politiker, an dat ass de Minister an dat sidd Dir heibannen, fir Décisiounen ze huelen, an et ass effektiv esou datt duerno d'Beamte se mussen ausféieren, och wa se heiansdo vläicht fannen, si hätten nach eng aner Iddi gehat. Dat sinn nun eemol d'Regele vun enger Demokratie.

Dat ass an deem Bericht hei. Do steet an deem Sënn näischt Neits an ech hunn och dofir kee Problem fir doriwwer ze schwätzen. Vun deene méi perséinleche Bemierkungen wëll ech mech ganz distanzéieren an ech bedauern, datt iwwerhaupt esou eppes geschriewe ginn ass. Dofir, an dat hutt Der vläicht falsch verstanen, wëllt ech den Autor vun deene Reflexiounen froen, ob hien an deem Fall déi esou oprecht erhält, wéi en se hei niddergeschriwwen huet.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, wann Der mer ee Wuert erlaabt? Mir hunn an der Presidentekonferenz gesot, mir géifen eis an Zukunft strikt drun halen. Dofir, Madame Minister, bei allem Verständnis dofir datt Der déi Explikatiounen hei wollt ginn, an d'Regierung huet natierlech d'Méiglechkeet sech zu all Moment ze explizéieren opgrond vum Artikel 80 vun der Konstitutioun, mä d'Fro ware ganz kloer: Sidd der bereet an d'Kommissioun ze kommen? Sidd der bereet de Rapport zoustellen?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Dat hunn ech direkt an der éischter Minutt gesot.

M. Robert Mehlen (ADR). - An et ass gesot ginn déi leschte Kéier, mir géingen eis strikt, awer och wierklech strikt un eis Zäit halen.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Mä wéi soll een awer eng Äntwert ginn, wann een der zwou gestallt kritt, déi awer wäitgräifend sinn? Soss setzt ee sech jo awer dem Reproche aus, datt een net op d'Froen äntwert, well dee krute mer och scho gemaach, an ech mengen, mä Kolleeg, de Charel Goerens, deem säi Kompetenzberäich besonnesch ugeschwat ginn ass, wëllt eben och nach, wann Der him wëllt nolauscheren, doriwwer eng Explikatioun ginn.

M. le Président. - Dir gesitt, esou geet et wann een ufänkt Ausnahmen ze maachen. Fir haut hu mer eng Ausnahm gemaach, da solle mer elo och nach den Här Goerens schwätze loosser, mä an Zukunft solle mer eis strikt drun halen, ee wéi deen aneren, d'Regierung esou gutt wéi d'Deputéierten, well soss komme mer in des Teufels Küche, wéi d'Leit soen. Ech si jiddfalls dofir, datt den normale Wee méi strikt applizéiert gëtt.

(Interruptions diverses)

Den Här Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Ganz kuerz, Här President. Ech wollt der Madame Minister soen, an och dem Här Goerens: Wat ons interesséiert an deem Rapport, wat mir bis elo konnten erfueren, dat sinn net perséinlech Saachen. Dat sinn net perséinlech Aschätzungen. Dat si politesch Problemer, déi den Här Berns opstellt. Zum Beispill setzt en a Zwiweel, datt eventuell déi nächst Présidence bis 2005 ka réusséieren, wann net direkt a schnell mat der Preparatioun ugefaange gëtt. Dat sinn déi Problemer, déi ons interesséieren an der aussepolitescher Kommissioun, an net déi perséinlech Problemer, Madame Minister.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Goerens.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense. - Här President, ech hu gefrot ob ech kënn och an dësen Débat agräifen, well ech wëll net hunn, datt op iergendeng Manier d'Politique de Coopération et de la Défense, a besonnesch déi Beamten déi doranner schaffen, entchéiert ginn duerch Gerüchter, déi op enger klenger Flam gehale ginn. Et ass hei gesot gi vum Froesteller, et géife gelunge Saache ginn. Ech wollt lech emol soen, wéi déi gelunge Saachen am Bericht ausgesinn a wéi se och mussen ausgesinn an der d'Äntwert, déi muss vum Departement kommen. Hei ass en Dokument mat perséinleche Reflexiounen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Mir sollen hei gegebenefalls eng Debatt driwwer féieren, wann d'Chamber dat Dokument kritt huet. Mir wëlle just nëmme froen, datt der dat an der Kommissioun beschwätzt.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Da maache mer den Débat ganz. Da froe mer eis Parole après ministre.

M. le Président. - Dir hutt verschidde Froen, an den Här Goerens ass awer och ugesprach ginn an deem Schreiwes. Loosst en dach elo zwou Minutte schwätzen. Loosst mer dach net elo ufänken ausgerecht hei dem Minister, dee selwer ugegraff gëtt an deem Schreiwes, verwieren e puer Wuert ze soen. Dat wier net fair. Also Här Goerens, faasst lech kuerz!

(Interruptions diverses)

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action

humanitaire et de la Défense. - Merci, Här President. Selbstverständlich si mer bereet ëmmer an d'Kommissioun ze kommen. Et ginn awer och politesch Problemer, déi soll een net faule loosse bis se esou faul sinn, datt déi Sensibilitéit, un där mer d'Lëtzebuenger wëlle bedeelegen, herno iwwerhaupt keng Chance méi huet. D'Chamber huet eis opgefuerdert eng Campagne de sensibilisation ze maachen, fir d'Kooperatiounspolitik an der Opinion publique ze acceptéieren, ze ancréieren, an ech wëll net hunn datt mat Aussoen oder mat vagen Indikatiounen op Allégiatiounen u main Département gespillt gëtt.

Et gëtt zum Beispill an deem Rapport bemängelt, datt mer net genuch Visibilitéit géingen ustriewen. Ech froen d'Chamber, haut an hei, ob mer sollen eng Politik maachen nom Motto „vous nous avez tous vus“? Entweder mir maachen eppes wat kredibel ass, an da gëtt et och vläicht visibel, automatesch, oder mir schaffen nëmme just op d'Visibilitéit, an da maache mer aus der Visibilitéit e Selbstzweck. Dat ass net meng Opfaassung vun der Politik. Et gëtt weider an deem Rapport contestéiert, an ech ginn lech just nëmme vun deene sougenannten Dysfonctionnement eng Kostprobe.

Den Auteur vun deene Reflexiounen beschwéiert sech zum Beispill, datt mer eis Gedanke gemaach hunn iwwert eng Coopération triangulaire téschent Lëtzebuerg als bailleur de fonds, Kuba als Serviceprovider an dem Rwanda als Empfänger vun enger Hëllef. Wourëm geet et?

Et steet zum Beispill an dem Rapport vun der Direction 5, dat ass d'Direktioun iwwert d'Coopération: „A initier ou envisager de cofinancier des projets de coopération dont la nature politiquement sensible n'a pu échapper à un diplomate de carrière tel un programme de coopération triangulaire avec Cuba pour envoyer par financement luxembourgeois des médecins cubains en Afrique noire, alors qu'il y a 20 ans des médecins cubains accompagnant les troupes d'occupations cubaines sur ce continent, s'y firent les amplificateurs de la théorie marxiste.“

An engem anere Punkt gëtt stigmatiséiert, datt mer fir e Programm wieren: „appuyant et citant en exemple des mouvements sécessionnistes dans la Corne de l'Afrique, région géopolitiquement sensible s'il en est. On croit vraiment rêver.“

Här President, ech wëll awer hei an haut festgehalten hunn, datt, wat d'Coopération triangulaire ublaangt, déi och Kuba implizéiert, dat eng eminent politesch Décisioun ass, déi de Ministre responsable du ressort ze assuméieren huet an net een, dee keng politesch Responsabilitéit huet. An déi do Thematik ass diskutéiert ginn, net nëmme am Ministère des Affaires étrangères, mä ech hu se och eng Kéier mentionnéiert an enger Diskussioun déi ech mat der Commission des Affaires étrangères hat. Wann d'Chamber dat net wëllt, kann d'Chamber an enger Motioun dee politesche Responsablen invitéiere fir eng aner Politik ze maachen. Ofgesinn dovun hu mer net missen op kubanesch Dokteren zréckgräifen, well an deem dote Fall hu mer éischstens gekuckt ob keng rwandanesch Dokteren do wieren, zweetens ass probéiert gi fir der an der Diaspora rwandaise ze fannen an dréitens, wann dat net gaange wier, hätte mer eis net genéiert, och wann dat dem Auteur vun dëser Reflexioun net gefält, eventuell op kubanesch Dokteren zréckzegräifen.

Da gëtt stigmatiséiert, mir géife wëllen eng Mission de Coopération opmaachen. Här President, dat ass d'Regierungserklärung. Et ass dach net en engem Fonctionnaire fir ze soen, d'Regierungserklärung hätt net exekutéiert ze ginn. Dat

ass dat wouriwwer d'Chamber sech och majoritairement ausge-dréckt huet.

Et gëtt gesot, et wiere ganz vill Kollaborateuren, déi d'Direktioun 5 gewiesselt hätten. Mä dat ass dans la nature même vun engem Ministère, wou de Pivot vun der Carrière d'Carrière diplomatique ass a wou eng ganz Partie Leit wiesselen. Déi eng ginn an eng Ambassade hier, déi aner ginn duer. Et ass een op der Mission de Coopération zu Dakkar, et sinn och nach Leit déi e Congé de maternité hunn. Mir wäerten awer net och nach ufänken de Leit ze verbidde Kanner ze kréien.

Da gëtt des Weidere gesot, dat wier net kompatibel mat enger guttverstanener Aussepolitik, wa mer eng Campagne pour la promotion du chocolat pur maachen. Ech wëll soen, dat ass hei an der Chamber diskutéiert gi virun zwee Joer. Ech gesi wierklech net a firwat datt hei muss virun de Verdacht oprecht erhale ginn, et wieren Dysfonctionnement. Hei geet et em soss näischt wéi em d'Assomptioun vu politeschen Aufgaben a vu politeschen Responsabilitäten, hannert deenen ech voll a ganz stinn. Ech wëll lech och des Weidere soen, datt et net en Dysfonctionnement ass, mä et ass déi eminent politesch Responsabilitéit um Departement vun der Kooperations, fir op déi spezifesch Besoin vun der Kooperations hinzeweisen. Et gëtt des Weidere kritisiert, ech hätt dem Här Juncker bei senger Visite an der Mongolei, respektiv der Madame Polfer an enger geplangter Visite op de Philippinen, net déi entspreche Fonge ginn, déi gebraucht gi wiere fir do Aide humanitaire ze maachen. Een, deen esou eppes behaupt, weess wierklech net wéi Aide humanitaire fonctionnéiert.

Dat ass net "donors driven", dat ass "result oriented". An dat entspréngt engem Besoin, deen de Pays partenaire expriméiert a mir ginn ni, an ech betounen dat, mir ginn ni eng Aide humanitaire, à moins dass se gefrot gëtt, entweder vum Pays récipient selwer oder vum UNO-Hëllefswierk oder vum enger ONG oder vum engem Ableger vun der UNO, en l'occurrence d'FAO, de Plan alimentaire mondial oder de Commissariat pour les Réfugiés.

Wou mer eis agesat hunn datt d'Produkt, déi aus den Entwicklungslänner kommen, och sollen anstänneg bezuelt ginn, am Kader vu Campagnen déi mer ënnerstëtzen, ënner anerem mat Transfair Minka, am Kader vun engem Crédiit sensibilisation, deen d'Chamber votéiert huet. Dat ass nëmme just d'Ausféiere vun enger Politik, déi den Accord vun der Chamber kritt huet.

Ech kënn esou virufueren, Här Präsident. Ech fannen et wierklech verlueren Zäit.

Mir maachen et par acquis de conscience, datt nëmme kee mengt mir géifen des Chamber eng Äntwert schëlleg bleiwen iwwert dat, mä vun eis verlaangen, datt mer eis nach sollen entschëllege wa mer eisen Aufgaben nokommen!

Ech hunn iwwerengs schonn zwou Deklaratiounen vun zwee Beamten, déi och en cause gesat ginn, ee vun der Direction de la défense, deen och op eng ongerecht Manéier attackéiert gëtt iwwert de Personalmaneg. Déi, déi wësse wéi et an der Direction de la Défense ausgesäit, wëssen, datt mer do, numeresch gesinn, mat ganz knappe Ressources humaines schaffen a mir hunn iwwert de Recrutement interne e Beamten, deen och bereet ass seng Deklaratioun an der Commission des Affaires étrangères ze déposieren, eis mat ganz vill Méi iwwert Distanz gehollef. Mir hunn eng Zäit laang just mat engem aus der Carrière moyenne déi Direktioun do geleet, während den Direkter an der Clinique war an deen anere Beamte während bal zwee Joer krank war. Ech wëll wier-

klech net, datt dat hei eng Tourne cloche-burlesque gëtt. Ech kann lech wierklech soen, datt mer och do mat kenger Äntwert wëllen hannert dem Bierg stoen.

Esou gesinn, Här Präsident, sinn ech frou, an ech hoffen datt mer esou séier wéi méiglech déi Kommissiounssetzung kënne kréien, fir datt déi Allégatiounen an déi Behauptungen an déi prétendus Dysfonctionnement ganz séier kënne demystifiéiert ginn.

M. le Président. - D'duebel Question wier domadder ofgeschloss. D'Fortsetzung maache mer an der Sitzung vum 25.. Ech hu gekuckt, dat si lauter Froen déi och dann nach akut sinn, a wann déi eng oder déi aner et net sollt sinn, mir huelen nach Récksprouch mat deene Betreffenden, da kënne se dat soen.

M. Jean Colombera (ADR). - Ech fannen dat e staarkt Stéck.

M. le Président. - Ja, Här Colombera?

M. Jean Colombera (ADR). - Jo, Här Präsident, ech sinn net ganz mat lech d'accord aus deem einfache Grond, well ech hat och eng Fro gestallt am Kader vun der Irak-Kris, nämlech iwwert d'Impfung géint d'Pouken. Ech mengen, dat wier ganz interessant gewiescht wa mer dat haut hätte kënne matdiskutieren. Den Här Minister ass leider net méi do fir déi Fro ze beäntwerten, mä et ass eng ganz wichteg Fro, an ech hätt gär datt den Här Minister muer de Mëtteg hei géif an d'Chamber komme fir iwwert déi Fro ze diskutieren. Et deet mer Leed, esou kann et awer net hei goen, mir hunn eis hei preparéiert fir d'Froen ze stellen an ech wëllt, datt dann déi Fro am Kader vun der Irak-Kris och hei géif traitéiert ginn.

M. le Président. - Et ass an der Rei. Wann de Minister do ass, da kritt Der d'Fro beäntwert. Ech mengen, mir mussen awer fir haut Schluss maachen. Mir hunn nach eng ganz Partie wichteg Saachen um Ordre du jour, déi mer och müsse maachen.

(Interruptions)

Mir hu schonn eng Stonn iwwerschratt a mir hunn nach eng ganz Partie Saachen.

(Interruptions diverses)

Déi nächst Fro, zum Beispill, ass Är, Madame Wagener. Soll elo Är Motioun kommen? D'Ministeren, déi de ganze Mëtteg do soutzen, hunn aner Verpflichtunge gehat. Wat solle mer hei Froe stellen an et ass kee méi do fir ze äntworten.

Mir kommen elo zur Motioun vun der Madame Renée Wagener betreffend d'historesch Recherche iwwert den Zweete Weltkrich. D'Riedezäit ass nom Chamberreglement vum Artikel 35 festgellecht an all Fraktioun huet fënnf Minutten Zäit, an déi gëtt stricte ment a gehalen. No fënnf Minutte geet de Gong.

D'Madame Wagener huet d'Wuert.

7. Motion de Mme Renée Wagener concernant la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale

Motion de Mme Renée Wagener relative aux personnes portées disparues en Europe de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Här Präsident, ech fülle mech elo scho ganz ageschüchtert, nodeem Der jo virun dann awer anscheinend d'Riedezäit net esou strikt bemooss hutt, mä ech versiche mech dann un déi Zäiten ze halen.

Här Präsident, mir haten am Dezember en Débat iwwert d'Schaffung vun engem Centre de documentation et de recherche sur la résistance. Mir haten do als Gréng eng Rei vun Amendementen eraginn, well mer net zefridde ware mat der Ausrichtung vun deem Centre, wou de Schwéierpunkt op d'Recherche iwwert d'Resistenz geluecht gi wor. Mir woren deemools der Meenung, dass mer zu Lëtzebuerg endlech och eng wëssenschaftlech Geschichtsfuerschung iwwert den Zweete Weltkrich a senger Globalitéit géife brauchen. An den Här Statsminister hat deemools gemengt, mir hätte besser gehat eng Motioun eranzeginn, da wär eng Diskusioun heibanne méi einfach gewiescht.

Ech ginn net méi, Här Präsident, op déi Aart a Weis an, wéi dee ganzen Débat heibannen an och an der Kommissioun ofgelaf ass, déi ech op verschiddene Punkten zimlech kritikal fannen. Mir hunn awer gemengt den Thema wier der Méi wäert op déi Propos vum Här Statsminister zréckzekommen a mir hunn eis Iddi nach eng Kéier an enger Motioun zesummegefaasst, wou mer drophiweisen, dass dee grouse Succès vun der Wehrmachtausstellung, déi virun e puer Wochen hir Dieren zougemaach huet, op de Besoin no enger differenziierter Approche zur eegener Geschicht hiweist. Grad där vum Zweete Weltkrich.

Här Präsident, ech fannen et e bësche vill Kaméidi heibannen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir schloen dofir an eiser éischter Motioun nach eng Kéier vir, dass esou wëssenschaftlech Strukturen solle geschaf ginn, déi iwwert déi méi prezis Thematik vun der Resistenz erausginn, wéi se elo vum nei geschafene Centre de documentation et de recherche ofgedeckt gëtt. Mir froen och, dass d'Méiglechkeete solle studéiert ginn, déi wëssenschaftlech Fuerschung iwwert den Zweete Weltkrich an de Konzept vun där neier Uni zu Lëtzebuerg ze setzen an och anzubetten a méi e vaste Fuerschungsbereich vun der Geschicht vum 20te Jorhonnert. Dat wär fir déi éischt Motioun.

Déi zweet befaasst sech mat enger konkreter Problematik, déi am Kader vun de Konferenzen a vun de Contributione ronderëm d'Wehrmachtausstellung erëm opgetaucht ass, nämlech déi vun deene vermësstene Lëtzebuurger Enrôlés de force, déi am Zweete Weltkrich haaptsächlech aus Russland net méi zréckkomm sinn.

Do besteet dee ganz konkrete Besoin vun enger Rei vu Leit fir méi Detailler iwwer hir verschwonne Familljememberen erauszefannen an et gëtt zu Moskau e Fichier, deen Informatiounen zu deene Lëtzebuurger enthält. Et ass och schonn, esouwäit et mer bekannt ass, eng Missioun ginn, wou am Optrag vun der Regierung en Historiker op Moskau gefuer ass. Et wär awer ubrecht, dass d'Lëtzebuurger Regierung géif Démarché maache fir eng Kopie vun deem gesamte Fichier op Lëtzebuerg ze kréien an och fir eng Traditioun vun deem Fichier ze suergen.

Dat wier engersäits am Intérêt vun deene betraffene Familljen, deenen een doriwwer eraus och misst eng méi grouss Hëllefstellung bidden, doduerch dass een e Service d'assistance eventuell géif kreéieren fir déi Leit, déi wëlle perséinlech Recherche maachen, mä et wär anerersäits och am Intérêt vun der Lëtzebuurger Geschichtsfuerschung, déi dee Fichier mat moderne Moyene kënn evaluieren an esou nei Erkenntnisser iwwert d'Lëtzebuurger Zwangsrekrutiert am Zweete Weltkrich gewannen.

Här Präsident, mir wäre frou wa mer hei kënn méi eng sachlech Auseinandersetzung féiere wéi dat am Dezember de Fall wor, am Intérêt vun deene Betreffenden an och am Intérêt vun der Lëtzebuurger Geschichtsfuerschung.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger a gedroen.

Discussion générale

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här Präsident, ech mengen, mir sollte vläicht fir d'éischt de Statsminister lauschten, da brauch ech vläicht net méi esou laang ze schwätzen.

Merci.

M. le Président. - Okay. D'Wuert huet den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Här Präsident, ech sinn der Madame Wagener dankbar, dass se d'Initiativ geholl huet fir iwwert de Wee vu Motiounen nach eng Kéier op dat net erleedegt Thema zréckzekommen, wat mer bei Geleeeenheet vun der Émwendung vum Conseil national de la Résistance heibannen ze behandeln haten, wou se de Wonsch ausgedréckt hat, et sollt een d'Aufgabegebitt vun deem Centre de documentation, dee mer nei geschaaft hunn, ausweiden op Studien, déi déi gesamt Krichszäit, wann ech och hir Virleifer an den 30er Jore kucken, bis un den Enn, bis hannert d'Epuratioun, wann ech mech richtig erënneren, géif kucken. Ech hat deemools gesot, dat wier net déi richteg Plaz fir dat ze maachen, well den Haaptobjekt vun deem Gesetz doranner bestanen huet fir de Conseil national de la Résistance duerch en anert Organ ze ersetzen.

Ech hat gläichzäitig bei där Geleeeenheet gesot, et ass selbstverständlech dass dat Uleies, dat d'Madame Wagener do zum Ausdrock bruecht huet, eent ass wat d'Regierung a wat ech selwer och deelen. Dofir hunn ech och mat där Motioun, déi d'Madame Wagener hei abréngt, weineg Schwierigkeiten, à savoir bal iwwerhaapt keng, sauf fir ze soen dass et ganz schwéier d'Fichier ginn eng regelrecht wëssenschaftlech Struktur op d'Been ze setzen, déi och mat Historiker voll besat wier, esou dass déi ganz Period kënn gekuckt ginn, well eist kucken, fir esou Historiker ze fannen, opgrond och vun där Suggestioun, déi d'Madame Wagener hei gemaach huet, huet sech erweisen als ee relativ schwierregt Unterfangen.

Dat wëll ech just soen, dass dat ganz komplex ass wéinst der Ressource humaine, déi een dofir brauch. Mä trotzdem wëlle mer de Versuch maache fir esou eng Struktur op d'Been ze kréien a se dann deementspreechend mat Finanzmëttelen ze versinn. Mir hunn dat op Suggestioun vum Kolleg Ben Fayot hin och gemaach am Zesummenhank vun der Spoliation des juifs an eng ähnlech Struktur mat méi souplen, zäitgebundene Kontrakter kann ee sech och iwwerleeen hei op d'Plaz ze kréien, wann et em dee Souci geet, deen d'Madame Wagener huet an deen ech deelen, well ech einfach mengen, dass elo d'Zäit komm wier fir méi e rouege Bléck op déi Gesamtproblematik an op déi Gesamtzäit ze werfen, op déi d'Madame Wagener sech hei referéiert.

Deen Tired, deen ech eigentlech net kann unhuelen - dofir sinn ech frou dass d'Madame Minister Hennicot hei ass - ass deen dee seet mir sollen déi Etüden do integréieren an de Konzept vun der neier Universitéit. Et schéngt eis schwierreg ze sinn, och wa mir dat gare géife gesinn, fir der Universitéit virzeschreiw wat fir eng Form vu Recherche dass se soll maachen. Dat ass awer esou li-

belléiert, nämlech dass mer d'Méiglechkeete solle studéieren fir dat ze maachen, dass d'Regierung selbstverständlech an de Gespréicher mat den zukünftigen universitären Autoritéiten doriwwer wäert schwätzen.

Énert deene Remarque wier ech d'accord fir déi Motioun 1 vun der Madame Wagener, där hir Zilsetzung ech absolut deelen, unzehuelen.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt sinn ech bësse méi schlecht drun, net well dat wat hei gefrot gëtt mer net géif allichten, mä well dat awer wierklech eng inombabel Zuel vun Explicatiounen, Indikatiounen an Informatiounen virussetzt, iwwert déi ee muss verfüge fir gutt ze verstoe firwat déi Motioun, an där Form wéi se hei suggéiert gëtt, net ohne Weiteres kann ugeholl ginn.

Ech ginn lech ee Beispill: Zënter 1993 ass e Lëtzebuurger Historiker, op Optrag deemools vum Ausseminister Poos, domat beschäftigt gewiescht fir mat deem Fichier zu Moskau ze schaffen. Deen huet och am Januar 1995 dem Statsminister sai Rapport ofginn. Deen ass un d'Federation vun den Enrôlés de force weider geleet ginn an déi Fichiersdonnéeën, déi mer hunn, si keng spektakulär an deem Sënn, dass se do géifen Auskunft ginn iwwert d'Schicksal vun eenzelne lëtzebuergesche Jongen déi agezu waren, mä dat ass e Fichier deen en Numm huet vun deem deen agezu war, dee sai Gebuertsdatum dréit an dee seng Adress zu Lëtzebuerg renseignéiert. Aner Indikatiounen stinn op deem Fichier beispillsweis net drop.

Fir deen op Lëtzebuerg ze rapatriéieren an ze iwwersetzen, ouni dass een eppes an d'Hand kritt dat wierklech eng Informationsquell wier, déi Historiker an déi interesséiert Familljemembere kënn an hirer Recherche oder an hirem Wëssen iwwer hir Leit weider bréngen, dat läit net op der Hand. Ech hätt dofir d'Tendenz ze froen, ob déi Leit, déi sech domat beschäftigen, kënnen an eng Kommissioun vun der Chamber kommen, fir emol déi technesch Schwierigkeiten vun all deem opzeléschten.

Et ass och de Leit matgedeelt ginn, iwwert d'Federation vun den Enrôlés de force, wann eenzel Famillje Renseignementer gären hätten iwwer ee vun hire Familljemembere, dass se déi Renseignementer vum Statsministère op Demande hi kréien, woubai ech muss soen dass mer soss keng Renseignementer hu wéi den Numm, de Virnumm, de Gebuertsdatum an d'Funktions, déi dee Lëtzebuurger an der däitscher Wehrmacht, an déi en zwangsrekrutiert ginn ass, hat.

Also wann d'Madame Wagener d'accord wier, géif ech dat gären an der Kommissioun nach eng Kéier exposieren, respektiv exposiere losse wat den Inhalt vun der zweeter Motioun ass. Wann d'Madame Wagener net domat d'accord wier, da géif ech déi Motioun am léifsten unhuelen, well ech hu keng Schwierigkeiten domat, mä da musst Der wëssen, dass et bei der Emsetzung dovun eng Hellewull vu Schwierigkeiten gëtt. D'Schwierigkeit fir aus Russland Dokumenter eraus ze kréien ass enorm grouss. Mir sinn zënter fënnf Joer amgang d'Archive vun der grousser Loge vu Lëtzebuerg eraus ze kréien. Do si mer just um Punkt fir ofzeschléissen, mä dat stellt sech als e schwierregt Unterfangen eraus, wann een dat mat de russeschen Autoritéite wëllt maachen.

Also, Här Präsident, d'Motioun 1, énnert deene d'Begleetsätz déi ech gesot hunn, hëlt d'Regierung un. Bei der Motioun 2 hätt ech awer am léifsten, meng Leit an ech selwer kënnen emol eng Kéier an enger Chamberskommissioun exposieren wat d'Schwierigkeiten sinn.

Merci.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).**- Här President, zu der éischter Motioun wëll ech soen, datt ech mat e bësse Bedauere kënn awer mat där Propos averstane sinn déi den Här Statsminister gemaach huet, och wann ech hei nëmme virgeschloen hat fir d'Méiglechkeeten ze étudiéieren. Dat wär jo nach net ganz wäit gaangen. Ech hätt deen Exercice scho relativ interessant fonnt fir sech d'Fro ze stellen, ob esou eng Recherche net kënn am Kader vun der Uni oflafen.

Déi zweet Motioun, do fannen ech d'iddi ganz gutt fir nach eng Kéier an der Kommissioun driwwer ze diskutéieren, well ech mengen datt et effektiv e komplexe Sujet ass. Ech géif awer proposéieren, well ech ebe grad op enger vun deenen Tables rondes ronderëm d'Wehrmachtausstellung konnt feststellen, dass d'Historiker sech net eens sinn an der Fro iwwer d'Utilitéit vun deem Fichier, dass da vläicht déi zwou Säiten och kënnen hir Positioun duerleeën.

■ **M. le Président.**- Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, d'Regierung ass selbstverständlech net dogéint dass am Kader vun der Uni Lëtzebuerg sech mat deem dote Recherchesujet beschäftegt gëtt. D'Regierung ka just den Autoritéite vun der Universitéit dat net einfach imposéieren. Hei steet jo och, mer sollen d'Méiglechkeete studéieren. Dat verstinn ech esou, dass d'Regierung le moment venu mat deenen akademischen Autoritéiten driwwer schwätzt, fir dat ze maachen, de libre à eux oder à elles, fir dat dann ze maachen oder net.

Déi zweet Motioun, d'Schwieregkeet ënnert den Historiker ass mer bekannt. Ech kréie meng Informatiounen vun engem Deel. Et gëtt och en aner Deel, an ech fannen et richtig dass een dann déi zwou Sensibilités scientifiques do an d'Kommissioun rufft fir doriwuer ze schwätzen.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet nach gefrot den Här Ben Fayot.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt just soen, dass mir als Fraktioun déi zwou Motioune vun der Madame Wagener begrëssen. Mir haten och bei der Debat iwwer déi Motioune gestëmmt, déi se virbruecht hat.

Ech wollt just ee Punkt ervirsträichen, nämlech dee vun der Méiglechkeet vun engem Institut iwwer den Zweete Weltkrich an der neier Uni. Ech mengen, dat misst ouni weideres méiglech sinn, esou wéi déi Uni ugeluecht ass. Mir maache jo e Kadegesetz, an à l'intérieur dovunner hänkt et selbstverständlech vu Chercheuren of, déi mer zur Verfügung hunn, fir esou eppes ze maachen a fir dat als Institut am Kader vun der Uni opzebauen.

Wat déi zweet d'Motioun ugeet, muss ech soen, kennen ech net genuch dovunner fir elo ze soen ob dat ouni weideres méiglech ass, mä mir sinn awer mat dem Fong vun deenen zwou Motioune d'accord. Mir wäerte se dofir och stëmmen.

■ **M. le Président.**- Wann ech gutt verstanen hunn, ass fir déi éischt Motioun e Vote gefrot an déi zweet gëtt un d'Kommissioun verwisen. Ass et esou?

(Assentiment)

Vote

Wie fir d'Motioun 1 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Déi zweet Motioun gëtt dann un d'Kommissioun verwisen. Domat wär dee Punkt ofgeschloss. Da komme mer zur Motioun vun der sozialistescher Fraktioun iwwer d'Europaschoul. D'Wuert huet den Här Ben Fayot als Auteur vun där Motioun.

8. Motion de M. Ben Fayot relative à l'École européenne et au Centre polyvalent de l'enfance

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, Métt Dezember 2003 huet de Sommet vu Kopenhagen d'Erweiterung vun der Europäescher Union op zéng weider Memberländer decidéiert. D'Konsequenze fir d'Europahaaptstad wéi Lëtzebuerg sinn enorm, eng grouss Erausforderung kënn op Lëtzebuerg duer. Eng direkt Konsequenz vun deser Erweiterung ass natierlech d'Uwuesse vun der absoluter Zuel vu Beamten zu Lëtzebuerg. Vu Métt 2003 bis 2005 solle 460 nei Iwwersetzer fir d'Kommissioun a 600 nei Iwwersetzer fir d'Parlament op Lëtzebuerg kommen, an insgesamt gëtt d'Zuel vun den zousätzleche Beamten, déi op Lëtzebuerg kéimen, op 1.600 geschätzt. Wuel ginn der och eng Partie fort vun deenen déi elo nach zu Lëtzebuerg schaffen. Mir wëssen, dass et andauernd Transferte gëtt, besonnesch an der Haaptsaach vu Lëtzebuerg no Bréssel. Zum Beispill gëtt schonn erëm geschwat dovunner, dass 174 Fonctionnaire vun der Generaldirektioun a véier vun Parlament no Bréssel sollen transferéiert solle ginn.

Zu enger Politique du siège gehéieren net nëmme Gebaier, déi jo amgaange sinn zum Deel gebaut ze ginn, déi zum Deel geplangt ginn. Mir wëssen, dass all Institutiounen um Kierchbierg, respektiv op anere Plazen, méi Gebaier brauchen. Ech wollt awer elo an der Haaptsaach op déi Erausforderung agoen, déi ons um schouleschen an um soziale Plang gestallt gëtt, Installatiounen déi haut schonn iwwerfälleg sinn a mer nach méi noutwendeg ginn.

Fir d'éischt emol eng nei Europaschoul. Dat ass bekanntlech eng öffentlech Schoul, wéi mir wëssen eng zwëschestaatlech organiséiert Schoul, déi vun de Regierungen, vun de Memberstate gedroen a finanzéiert gëtt. Déi heiteg sougenannt nei Europaschoul ass jo vun 1995 an déi war deemools fir 3.000 Schüler geméint. Haut sinn der 3.700 dran, ënner anerem anscheinend och schonn a Containeren oder a provisoiresche Bauten. Schon 1997 war iwwregens der Regierung signaliséiert ginn, dass d'Schoul ze kleng wär.

D'Prévisiounen vun 2002 erginn, dass um Horizont 2008, also a fënef Joer vun haut aus gesinn, insgesamt 5.700 Kanner aus den Institutiounen mussen scolariséiert ginn, mat 20 verschiddene Sproochfillären. Dat sinn der 2.500 méi elo. Ech mengen ënnert ons ass déi Zuel ze kleng gegruff, well mer der elo schonns 3.700 hunn.

No enger Äntwert vun der Regierung vum 5. Februar 2003 op eng Fro vum Här Zanussi ka mat engem Avant-projet sommaire net bis Métt 2004 gerechent ginn an da misst en definitive Projet ausgeschafft ginn, also all déi Prozeduren, déi mer kennen. De Chantier géif dräi Joer daueren. Ech schätzen also, dass spéitstens bis 2010 déi Schoul géif stoen. Als Plaz gëtt u Mamer geduecht an der direkter Noperschaft vum Lycée Josy Barthel. Ech froen d'Regierung wou se an der Terrainfro drun ass. Ass d'Gemeng Mamer d'accord a sinn d'Terraine scho kaaft?

Bis déi nei Schoul steet, mussen och do Zwëscheléisunge fonnt ginn. Ech wollt d'Regierung froen, wat an där Hinsicht virgesinn ass a wéi dat soll zäitlech iwwer d'Bühn goen.

Dann ass eng weider Fro, déi iwwer déi zweet parascholesch Infrastruktur an d'Crëchen. De Bau vun engem Centre polyvalent de l'enfance, besonnesch och d'Crèche, ass virgesinn. Op eng Fro mengersäits vum 23. Januar hat d'Madame Bauteminister geäntwert, d'Pläng wäeren erageerecht a si géif op d'Autorisatioun vun der Stad Lëtzebuerg waarden. Nach wier et interessant ze wësse wéi do den Timing ass an deenen nächste Joren, wéi séier dass dat soll gebaut ginn.

Ech wëll hei kloer ervirhiewen, Här President, dass meng Motioun keng Kritik un der Regierung ass, mä si soll de Wëlle vun der Chamber un hir Adress ausdrécken, des Dossiere schnell an effikass duerchzezéien. Meng perséinlech Kritik ass, dass des Regierung wéi och déi viiregt - ech wëll dat och hei ganz kloer soen - net laang genuch am viraus plangt. Mat allem Respekt fir déi Fonctionnairen, déi sech em d'Séizpolitik an d'Baute fir déi europäesch Institutiounen bekëmmern, bleiwen ech bei der Meenung, dass de Lëtzebuurger Stat sech méi eng zolidd permanent Ministère-iwwergräifend Struktur muss ginn, fir d'Séizpolitik ze plangen an ze exécutéieren. Dëst soll een net enk gerépt gesinn. Iwwregens wëll ech soen: Doudou gehéieren och déi international Verbindungen Zuch, Avion an esou weider.

Ech mengen dëst hänkt virun allem och um politesche Wëllen hei zu Lëtzebuerg of. Ech weess, dass et Politiker gëtt zu Lëtzebuerg, déi eigentlech net vill fir déi europäesch Institutiounen iwwreg hunn. Ech sinn awer der Meenung, Här President, dass déi europäesch Institutiounen ons wirtschaftlech vill bréngen, si bréngen ons international Visibilitéit a politesche Prestige, a wann déi eng oder aner Institutioun emol fort ass, da kréie mer keng aner méi. All Land ass Demandeur hautdesdags fir iergendeen Organ vun Europa ze kréien.

Duerfir setzen ech mech dofir an, dass mer eng konsequent Séizpolitik op alle Pläng duerchzéien an net eng wotelech hallefhäerzeg Politik. Ech wär wierklech frou, wann des Chamber dese Wëlle géif mat deser Motioun bekräftegen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

(Interruption)

Discussion générale

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, mir kënnen selbstverständlech déi Motioun, déi vum Kolleg Ben Fayot hei erabruecht ginn ass, vun eiser Säit ënnerstëtzen. Ech mengen et ass eng Selbstverständlechkeet an eng logesch Konsequenz, dass, wa mer engersäits als Lëtzebuurger Land ëmmer drop dränge fir déi europäesch Institutiounen, déi mer hei am Land hunn, hei ze behalen oder nach anerer bäizekréien, mer dann och anerersäits mussen Infrastruktur schafe fir déi Kanner alleguer ënner normale Bedingunge kënnen an d'Schoulinfrastrukturen ze integréieren.

Et ass ëmmer schued, well mer laang am Viraus plange wéi d'Entwécklung ass, datt mer dann net zum richtigen Zeitpunkt déi néideg Schoulinfrastrukturen do hunn. Ech mengen déi Diskussioun ëm déi nei Schoulinfrastrukture fir den europäesche Fonctionnairen hir Kanner gëtt elo schonn iwwer Méint, ech géif scho bal soe Joren, diskutéiert, ouni datt ee konkret Propositiounen um Dësch leien huet wou se dann elo definitiv hi-kënn, wéi se ausgesäit a wat den Timing ubelaangt, sou datt ee muss dovun ausgoen, datt och hei

mat Containere wäerten nei Zwëscheléisunge mussen getraff gi fir déi Kanner ënnerdaach ze kréien.

Ech géif awer vun eiser Säit derbäi soen, datt dat heite signifikant ass, net nëmme wat d'Schoulinfrastrukture fir d'Kanner vun den europäesche Fonctionnairen ubelaangt, mä datt insgesamt dee Problem hei zu Lëtzebuerg besteet. Ech wollt dat mat erabréngen, fir datt net de Verdacht opkënn - ech wëllt och net soen den Här Fayot hätt dat wëllten hei domadder bezwecken -, datt mer eis als Parlament just géife wëllen asetze fir genuch Schoulinfrastrukture fir d'Kanner vun den europäesche Fonctionnairen ze hunn. Datselwecht zielt selbstverständlech och fir d'Schoulinfrastrukture fir all déi aner Kanner déi mer hei am Land hunn, wou e groussen Nohuelbedarf ass a wou och eng Rei vu Projeten elo op den Instanzewee bruecht gi sinn, mä mir wëssen awer och mat wat fir engem Retard datt dat geschitt ass.

Mir hunn eng Evoluitioun vun der Populatioun an deene leschte Jore gehat, wou ee ka soen dass se net ganz virausgezéit war, well vill Leit an d'Land immigréiert hunn déi Kanner matbruecht hunn, mä och e groussen Deel vun deene Kanner sinn awer hei am Land gebuere ginn.

Ech hunn dat schonn eng Kéier hei op der Chambertribün gesot: Wa mer och net wëssen zu wat fir engem Zeitpunkt d'Kanner onbedéngt zezeugt ginn, esou wësse mir awer zumindest wéini datt se op d'Welt kommen, an da wësse mer datt se dräi Joer duerno an de Précoce ginn, an de Précolaire, an datt se zwielf Joer duerno an eis Lycée ginn, esou datt mer awer hätte misse méi wäit virausgesi wéi d'Besoine vun eise Schoulinfrastrukture wäeren.

Ech mengen, do huet des Regierung wéi déi Regierung virdrun hir Aarbecht net gemaach. Et ass traureg, wa mer haut kucken, datt mer esou vill Manktum u Klassen, u Schoulsäll an Unfrastrukturen insgesamt an der Schoul hunn. Duerfir kann een nënnen all Initiativ wéi déi heiten ënnerstëtzen, déi an déi Richtung geet, mä, wéi gesot, net nëmmen exklusiv oder net nëmme limitéiert op den europäesche Fonctionnairen hir Kanner, mä selbstverständlech fir all d'Kanner hei am Land, déi adequat Infrastruktur misse kënnen kréien.

■ **M. le Président.**- Den Här Jean-Paul Rippinger huet nach d'Wuert gefrot. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dem Auteur vun deser Motioun zwou Kriticke maachen.

Déi eng ass, datt hien am Dispositiv vu senger Motioun offen Dieren arennt, well wann een dat noliest wat d'Madame Brasseur, de Minister vun der Education nationale, de 4. Februar dem Här Zanussi op seng Froe geäntwert huet, da si sämtlech Froe beäntwert déi hie gestallt huet, notamment och wat d'Bâtiments-tampon ubelaangen a wéini déi zweet Schoul operationell ass. D'Madame Brasseur huet des Weideren d'Population scolaire, d'Zuel vun de Schüler an esou virun opgeléicht an e ganz genaue Calendrier opgestallt. Dat ass dat éischt!

Dat zweet ass, wann ech den Auteur vun der Motioun haut hei héieren hunn, dann huet hien awer eppes aneschtens gesot wéi dat wat an der Motioun steet. Hien huet éischter vun der Politique du siège geschwat wéi sech eigentlech un dat gehale wat hei an der Motioun steet. Ech muss och soen: Mat dem wat hien a sengem Dispositiv ugëtt, kënnen mer net vill ufänken.

Wat kënnen mer domat ufänken, wann een d'Regierung invitéiert „à accélérer les préparatifs“ oder „à agrandir le Centre polyvalent“ - ech

hunn elo grad vun de Bâtiments-tampon geschwat wou d'Madame Brasseur him schonn eng Äntwert ginn huet - an dann „à mettre en place les mesures transitoires urgentes“? Also domat - och wann d'Chamber dat hei géing stëmmen - kënnen mer net vill ufänken. Menger Meenung no rässt hien offen Dieren an. Dat hei alles mécht d'Regierung souwisou...

(Interruptions)

...an dofir ass fir eis des Motioun net akzeptabel.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Minister Michel Wolter.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho richtig datt mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hu wat déi termingerecht Ofliwierung vu Schoulinfrastrukturen ubelaangt.

Dat ass, wéi den Här Fayot et luewenswäerter Weis gesot huet, net eppes wat sech eréischt an deene leschten zwee, dräi Joer gewisen huet, mä dat ass e Phenomeen dee sech iwwer déi lescht zéng bis 15 Joer ëmmer an esmer nees an der politescher Diskussioun erausgestallt huet. Et ass d'ailleurs - géif ech dem Här Gibéryen soen - eppes wat net ënner d'exklusiv Verhale vun de sukzessive Regierungen eleng fält, mä ech kéint dat Kompliment och un eng ganz Rei vu Gemenge weider ginn, wou mer ähnlech Problemer am Laf vun den Zäiten haten, dat heescht d'Inadéquation tëschent deem Moment wou een eppes feststellt an dann deem Moment wou een dat Gebai dann à disposition ka stellen.

Et ass jorelaang an der politescher Diskussioun gesot ginn, et misst ee sech eng Approche ginn, et misst ee Kritäre sichen, et misst ee Konditiounen sichen. Net méi spéit wéi déi lescht Woch hu mer hei an der Chamber bei dräi Chamberskommissiounen zesammen de Plan sectoriel „lycées“ virgestallt, wou no deene Kritären, déi do gefrot gi sinn, elo eng Approche virläit, wou mer net nëmmen den zukünftege Schoulbedarf gekuckt hunn an och Positiounen gemaach hu wou dee Schoulbedarf soll ofgedeckt ginn, mä wou och bei deene bestehende Gebaier an deene Gebaier, déi transforméiert a verlagert mussen ginn, am Detail Solutiounen do leien.

Wat elo d'Motioun hei an haaptsächlech d'Europaschoul ubelaangt, wëllt ech soen, dass d'Regierung seit dem November 2001 eng Propositioun arrétéiert huet, déi se och gewëllt ass ëmsetzen. Déi Décisioun vum 16. November ass deene kompetenten Autoritéite vun der Europaschoul matgedeelt ginn a si ass am Mee 2002 zu Nice akzeptéiert ginn.

Mir wëllen deen zweete Lycée aus landesplanereschen Ursaache westlech vun der Stad Lëtzebuerg uleeën, well dat och vun der geographescher Répartition vun de Leit, déi an den europäeschen Institutiounen schaffen, Sënn mécht. Mir sinn an deene leschte Méint an de Gesprécher gewiescht mat der Gemeng Mamer, fir déi genau Plaz ze fanne wou mer dann dee Lycée hisetzen. Déi Gesprécher hu sech e bessen higezunn. Mir sinn awer elo an enger leschter Réunioun och eens ginn iwwer den Emplacement. Déi nächst Etapp ass déi, dass d'Commission d'acquisition muss dofir Suerg droen, dass déi Terrainen och elo kaaft ginn, fir datt een déi zweet Schoul kann dohinner setzen.

Dann, wéi gesot, huet d'Madame Brasseur iwwer de weidere Verlaf vun de Prozedure geschwat, wou eis einfach d'Erfahrung weist, dass mer déi net kënnen accélérieren. Déi Prozedure sinn eben esou opgrond vu Gesetze a vu Reglementer, déi mer eis awer selwer ginn hunn. Et ass domadder ze rech-

nen, dass e Projet de loi nach wa méiglech an dëser Legislaturperiod gëif gestëmmt ginn. Duerno muss ee mat wéinstens dräi Joer Émsetzungszäit a Bauzäit rechnen, esou dass mer dovun ausginn, dass mer déi Schoul bis zum Joer 2007 zur Verfügung hunn. Vu dass mer also 2007 da sinn, an net 2004, huet d'Regierung sech gläichzäiteg Gedanken gemaach wéi dann déi Tëschephas ka geléist ginn.

D'Madame Hennicot huet mer grad just elo nach eng Kéier gesot, dass e Projet de loi an nächster Zäit wäert déposéiert gi fir déi Tëscheleisung ze organiséieren, fir dass mer also déi Zäit vun 2004 bis 2007 iwwerbréckt kréien.

Schlussendlech wëll ech nach soen, dass d'Prévisiounen, wat d'Population scolaire an der Euro paschoul ubelaangt, bei 250 Schüler fir 2004 a bei 320 Schüler an de Joren 2005 bis 2008 leien, esou dass mer mat dem Projet de loi vun der Tëscheleisung déi Zäit bis 2007, bis déi zweet Euro paschoul da funktionnell si kann, iwwerbréckt kréien.

Ech mengen, dat waren déi puer Saachen, déi ech vu menger Säit aus konnt dobäisetzen. Et ass mer net méiglech, dat ass net mäi Politikfeld, fir iwwert d'Politique du siège ze diskutéieren an dat war och net richtig den Objet vun der Motioun déi hei dévéléppéiert ginn ass, mä et ass selbstverständlech dass d'Regierung, och wat d'Infrastrukturen ubelaangt, gewëllt ass der Kommissioun an deenen aneren europäeschen Institutiounen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi Moyenen zur Verfügung ze stellen déi se brauchen, fir kënnen enner gudder Bedingungen ze schaffen. Dat ass zwar e Saz dee ganz oft méi einfach gesot ass wéi da konkret op der Plaz ze realiséieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss. D'Motioun läit lech schréfflech vir a mir kommen zur Ofstëmmung vun der Motioun vum Här Ben Fayot.

(Interruption)

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 33 Neen a 24 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Georges Wohlfart), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Greisen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM.

Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach.

Domat wier dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussion vun der Proposition de révision vun den Artikelen 51 an 52 vun der Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sief drun erënnert, dat bei dësem Projet nom Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt, dat heescht datt mindestens dräi Véirel vun den Deputéierte mussen present sinn an datt de Projet mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel muss ugeholl ginn.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Bodry, Ripinger, Gibéryen, d'Madame Wagener an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de révision, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

9. 5035 - Proposition de révision des articles 51, paragraphe (6) et 52, alinéa 3 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber, déi als Constituante versammelt ass, soll haut hir Zoustëmmung ginn zu der Ofännerung vun den Artikelen 51, Paragraph 6, an 52, Alinéa 3, vun eiser Verfassung.

De Virschlag fir déi Ofännerung unzehuelen ass den 10. Oktober 2002 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet den 28. Januar 2003 säin Avis ofginn. Den 29. Januar 2003 huet d'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Révisioun vun der Verfassung deen Avis vum Statsrot analyséiert an de 5. Februar huet dëselwecht Kommissioun hire schréffleche Rapport ugeholl.

All Ofännerung vun der Verfassung ass e politeschen Akt, deen eng besonnesch Bedeitung huet. D'Verfassung steet an der Hierarchie iwwer all anere Gesetzer. Si garantéiert eis Grondrechter a regelt och d'Relatiounen tëschent den Institutiounen. Den Artikel 114 vun der Verfassung gesäit dann och vir, dass all Ofännerung mat enger qualifizierter Majoritéit muss ugeholl ginn. Bei der Verfassungsännerung mussen dräi Véirel vun den Deputéierte present sinn an et mussen zwee Drëttel vun deene presenten Deputéierte mat der Ofännerung d'accord sinn.

Virun de Wahle vun 1999 huet déi viregt Chamber an enger Deklaratioun vum 21. Mee 1999 115 Artikel vum der Verfassung zréckbehalen, déi kéinten ofgeännert ginn. Dorënner waren och d'Artikelen 51 an 52. Déi zoustänneg Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun huet déi zwee Artikelen, esou wéi och aner Artikelen, ennersicht a si ass an hirer Majoritéit zu dem Entschloss komm, datt zu dësem Zäitpunkt nëmmen de Paragraph 6 vum Artikel 51 an den Alinéa 3 vum Artikel 52 sollen ofgeännert ginn. All aner Bestëmmunge vun deenen zwee Artikelene sollen onverännert bleiwen.

Elo zum Artikel 51 selwer. Am Paragraph 6 vum Artikel 51 heescht et, datt eist Land a véier Wahlbezierker agedeelt ass: de Süden, den Zentrum, den Norden an den Osten, an a Klammeren hannert deene Bezierker stinn d'Nimm vun den Hauptuerter vun de Kantonen, mä a Wierklechkeet sollen déi Nimm awer d'Limitatioun vun de Wahlbezierker duerstellen, dat heescht d'Kantonen. U sech awer

ass et esou, dass den Text net ausdrécklech seet dass déi Nimm do sech op d'Kantone bezéien. Fir dat ze preziséieren war d'Kommissioun der Meenung, dass ee soll déi Präzisioun an den Text kloer aschreiwene, fir all Malentendu aus dem Wee ze goen.

D'Ännerung, där d'Chamber haut zoustëmme soll, ass also reng formaler Natur. Et gëtt näischt um Artikel 51, Paragraph 6 geännert wat de Fong betrëfft. De Statsrot ass mat där Ofännerung d'accord, allerdéngs huet hien a sengem Avis drop higewisen, dass bei eis am Land de Kanton verwaltungsméisseg eigentlech keng Bedeitung méi huet, mä dass en eleng nach dozou dëngt fir d'Wahlbezierker festzeschreiwene.

Beim Artikel 52 gëtt den Alinéa 3 ofgeännert, deen d'Bedingungen opzielt fir gewielt ze ginn. Et ass also dat sougenannt passivt Wahlrecht, wat op engem Punkt ofgeännert gëtt. Eng vun deene Bedingungen, déi opgezielt sinn, betrëfft den Alter vun de Kandidaten. Deen Alter ass zënter der Reform vun 1972 op 21 Joer festgesat. Et gëtt virgeschloen deen Alter op 18 Joer erof ze setzen. Domat gëtt souwuel den Alter fir ze wéi wéi och dee fir kënnen gewielt ze sinn, dat heescht fir kënnen Kandidat ze sinn, deeselwechten. Et muss een och drop hiweisen, dass zënter 1975 den Alter wou ee groussjähreg gëtt och op 18 Joer festgesat ass.

Mat der Ofännerung vum Artikel 52, Alinéa 3 an duerch d'Festleeen op 18 Joer vun eise passivt Wahlalter, kritt also de jonke Bierger mat 18 Joer all seng zivil a politesch Rechter. Fir de Statsrot ass dat och d'Haaptargument, fir dem Erossetze vum passivt Wahlalter op 18 Joer zoustëmme. Wann e jonke Mënsch mat 18 Joer all seng zivilrechtlech a sozial Rechter huet, da muss een och unhuelen, dass en zum selwechten Alter och seng politesch Rechter voll a ganz kann ausüben.

Et muss een awer och soen, dass d'Revisioun vum Artikel 52 enger allgemenger Entwécklung entsprécht, déi an déi Richtung geet vun der Ausdehnung vun de politesche Rechter op verschidde Kategorie vu Leit, déi bis elo vun deene Rechter deelweis ausgeschloss waren. Dat waren notament och déi jonk Leit vun 18 bis 21 Joer, déi zwar konnte wéi goen, déi awer net konnte Kandidat sinn. Déi Reform hei geet also an d'Richtung, wéi de Francis Delpéré gesot huet, am Sënn vun engem Suffrage „qui soit le plus universel possible“.

Déi Jonk, déi mat 18 Joer d'Méiglechkeet kréie fir bei politesche Wahlen ze kandidéieren, kréien also domat d'Unerkennung zougesprach, dass se d'Kapassitéit hunn an dass se déi politesch Verantwortung och kënnen iwwerhuelen. Mir sinn der Iwwerzeugung dass dat de Fall ass, well an der Kommissioun selwer hunn ech kee fonnt dee sech där doter Revisioun, dat heescht dem Erossetze vum Wahlalter vun 21 op 18 Joer, widderst hätt oder deen net domat d'accord gewiescht wär.

Déi Reform ass och noutwendeg an et ass d'Viraussetzung, fir dass mer d'Wahlgesetz kënnen stëmme, well am Wahlgesetz deeselwechten Alter och fir Kandidat ze sinn ageschriwwen ass.

Ech géif och mengen, dass d'Chamber där Revisioun, esou wéi dat an der Kommissioun war, mat enger grousser Majoritéit géif zoustëmme an déi Texter, déi mer proposéieren, vun den Artikelen 51 an 52 vun der Verfassung esou ze stëmme, wéi d'Kommissioun dat virgesinn huet.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, am Numm vu menger Fraktioun fir säin ausféierleche schréfflechen a mëndleche Bericht félicitéieren. Och huet hien d'Diskussion an der zoustänneger Kommissioun op dësem Punkt, mä och am allgemengen, mat senger gewinnter Fachkenntnis geleet.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Här President, mir ginn haut mam Vote vun der virleiender Ännerung vum Artikel 52 vun der Verfassung e weidere Schrëtt a Richtung vun der vollstänneger Integratioun vu jonke Wieler an dat politesch Liewen. Bis elo louchen tëschent dem Moment wou e Jonke wéi konnt goen an deem wou e konnt gewielt ginn dräi Joer. Dësen Ennerscheid huet sech praktesch a konzeptuell erkläert. Engersäits war de passivt Wahlalter bis zur leschter Verfassungsännerung 1972 op 21 Joer festgeluecht. Deemoools gouf den Alter mat deem een aktiv konnt wéi goen op 18 Joer erofgesat. Et ass eréischt no der leschter Verfassungsännerung 1972 dat d'Volljähregkeet op 18 Joer agefouert gouf.

Den Altersënnerscheid tëschent aktiivt a passivt Wahlrecht geet op 1919 zréck. Anerersäits gouf dëst och erëm argumentéiert, an zwar virun allem domat, datt e jonke Mënsch zwar mam Erreeche vun der Volljähregkeet och sollt kënnen wéi goen, him et allerdéngs zu deem Moment nach u Maturitéit feelt fir mat der Verantwortung eens ze ginn, dat e Chambersmandat oder eent an engem Gemeengrot him géif operleëen. Dës Argumentatioun kann een eventuell novollzéien. Selbstverständlech feelt engem 18-Jähregen nach villes u Liewenserfahrung an en ass dacks a senger Ausbildung ennerwee. Mat 18 Joer seng Matmënschen an enger lokaler oder esouguer nationallegislativer Assemblée ze vertrieden, ass ennernt deenen Émstänn keen einfachen Exercice. Mä dëst sinn nëmme praktesch Reflexiounen.

Op engem méi fundamentalen Niveau ass et méi schwéier dem Ennerscheid tëschent aktivem a passivem Wahlalter ze rechtfertigen. Dat ass schwéier, well et kee juristescht Argument gëtt mat deem ee géif e gudder Grond etabléieren, den 18-Jähregen zwar d'Wahlrecht an zu Lëtzebuerg also d'Wahlflicht ze ginn, se gläichzäiteg awer fir dräi weider Joer vun der Wielbarkeet auszuschléissen.

Wa vun engem jonke Mënsch den Dicerement verlaangt gëtt, deen e brauch fir ze decidéieren, wien en d'Geschécker vu senger Gemeng oder esouguer vum Land wëllt uvertrauen, wann een engem 18-Jähregen also als e vollstännegen, informéierte politesche Choix un der Urne ofverlaangt, da misst domat an aller Logik och verbonne sinn, datt een him d'Recht gëtt sech enger Wahl ze stellen.

Mat där Verfassung, déi mer haut ofstëmme, hiewe mer den Altersënnerscheid tëschent dem aktiven an dem passivem Wahlalter op. Wéi scho gesot, mengen ech, datt dëst e ganz wichtige Vote ass, well mer domat déi vollstänneg politesch Gläichberechtigung vun de jonken Erwuessene realiséieren. Mat 18 ass ee voll strafmündeg, et kann ee vun engem verlaangen seng Responsabilitéit fir seng Akten ze iwwerhuelen, et kritt een esouguer eng vollstänneg Verfügbarkeet iwwer säi Patrimoine. Just ee Recht, e wichteg, wann net de Wichtigsten an enger demokratescher Gesellschaft, war bis haut den 18-Jähregen net ginn. Dat war

dat sech wielen ze loosse. Nodeems all aner Rechter an och Flichten awer deenen 18-Jähre ginn an operluecht sinn, completéiere mer dës Mosaik mat deem leschte Steen deen nach gefeelt huet, nämlech dee vun der Wielbarkeet.

Här President, et gouf och déi, déi gemengt hunn, fir d'Participatioun vun de Jonken um politesche Liewen nach ze förderen, soll een de Wahlalter nach weider erofsetzen. 16 oder 17 Joer sinn do als méigleche Stéchalter zirkuléiert. D'Kommissioun huet dës Iddien net zréckbehalen a meng Fraktioun war där Propos och net positiv gesënt, aus deeneselwechte Grënn eigentlech, déi eis zu enger positiver Haltung géintwuer dem Erossetze vum passivem Wahlalter op 18 Joer motivéiert hunn. Fir eis sollt et nëmmen e Majoritéitsalter ginn, un deen zivil a politesch Rechter geknappt sinn. Dat sinn zu Lëtzebuerg 18 Joer. Wann ee mat deem Alter erwuesse gëtt am Sënn vum Erlaange vun alle Rechter a Flichten, déi d'Erwuessene liewen engem zougesteet, Bestietnes, Verfügbarkeet vu sengem Patrimoine, Stroffäegkeet an esou weider, da muss et och dësen Alter a kee méi kräie sinn, mat deem ee politesch kapabel gëtt, dat heescht wéi ka goen a gewielt ginn.

Den Antrëtt an den Alter vun der Volljähregkeet ass e wichtige Punkt am Liewe vun engem jonke Mënsch, mat deem och d'Integritéit vun Attribut vum Erwuessene liewe soll verbonne sinn. Dozou gehéiert deen an enger Demokratie fundamental wichtige vun der Participatioun um politesche Liewen.

Zwar goufen an anere Länner Experimenten mat enger weiderer Senkung vum Wahlalter gemaach, mä dës Experimenten hunn definitiv net déi Resultater gezeiget, déi hir Initiatoren sech erhofft haten. Weder d'Engagement vun de Jonken un d'Politik nach hir effektiv Participatioun u Wahlen, an dat ware meeschtens Gemengewahlen, weisen aus, datt d'Wiele mat 16 Joer eng Moosnam ass, mat där ee massiv Jugendlecher fir dat demokratescht Liewe ka begeeschten.

Déi Revisioun vun der Verfassung, déi mer haut stëmme, ass domat an eisen Ae grad esou sënnvoll wéi ausrechend. Sënnvoll fir gläich Rechter fir all erwuesse Bierger, och déi 18-Jähreg, an eise Land ze schafen, ausrechend, well een de Wahlalter sollt op déi Erwuessene limitéieren.

D'CSV-Fraktioun wäert also dës Verfassungsrevisioun stëmme.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Patrick Santer. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser virgeschloener Verfassungsreform setze mer eis Aarbechten hei als Chambre constituante fort, fir mat Etappen no an no eng Moderniséierung vun eise Verfassungstext virzehuelen.

D'Majoritéit huet déi Iddi opginn, déi se 1999 lancéiert hat fir eng global Reform vun der Verfassung ze maachen, déi da géif dem Vote vun de Wieler virgeluecht ginn, mä mir hunn eis an der Kommissioun gemeinsam drop verstannt, dass mer géife Kapitel fir Kapitel de Verfassungstext duerchforsten an do wou et néideg ass dann déi punktuell Ännerunge vun eiser Loi suprême virzehuelen.

De Rapporteur, den Här Meyers, huet am Detail erläutert em wat et hei geet. Och ech wëll him am Numm vu menger Fraktioun merci soe fir déi Aarbecht, déi en an deem heite Punkt gemaach huet. Ech kann dofir mech op e puer Aspekter vun dëser Verfassungsreform beschränken.

Dee wichtigste Punkt virgeholl. Dat ass am Fong d'Modificatioun

vum Artikel 52, Ofsatz 3, vun eiser Verfassung, wou eigentlech de Wee fräi gemaach gëtt, ech géif soen endlech fräi gemaach gëtt, fir de Mindestalter beim passive Wahlrecht vun 21 op 18 Joer erfrozesetzen. An Zukunft kann ee mat 18 Joer Kandidat fir d'Chamberwahle sinn. Dëst Kapitel vun der Verfassung betrëfft eigentlech nëmmen d'Wahle fir d'Chamber, mä wa mir an deenen nächsten Deeg d'Ofännerung vun eisem Wahlgesetz stëmmen, da kann een och fir d'Europawahlen an Zukunft Kandidat gi wann ee mindestens 18 Joer huet.

Domat ass enner anerem enger Fuerderung Rechnung gedroen, déi zënter enger Rei vu Joren an der Politik scho geäussert ginn ass. Bal sämtlech Parteien haten déi dote Fro an hirem Wahlprogramm vun 1992 drastoen, mä och an der viregter Legislaturperiod sinn et Gesetzesinitiativen ginn, ass et och senger Zäit e Pabeier gi vum Jugendministère, wou sech ganz kloer ausgeschwat ginn ass fir d'Erofsetze vum passive Wahlrecht vun 21 op 18 Joer. Déi viregt Regierung hat prinzipiell, opgrond vu mengem Virschlag, schonn déi-deci-deiert fir déi néideg Schrëtt ze huelen, fir dass kënn d'Verfassung emgeännert ginn an dass da kënn déi dote legislativ Modificatioun och emgesat ginn.

Dëst ass eigentlech déi drëtt Etapp an der Festleegung vum passive Wahlrecht an der Geschicht vun eisem allgemenge Wahlrecht. 1919 long deen Alter bei 25 Joer. En ass 1972 op 21 erfrozesat ginn, a schlussendlech elo am Joer 2003 wäert en op 18 Joer festgeluecht ginn. Domat bewege mir eis an enger gewëssener Logik, enger interner Logik, géif ech soen, andeem ee seet, dat passivt Wahlrecht gëtt mat dem Groussjährekeetsalter gläichgestallt. Dat schéngt mir eigentlech eng ganz normal Saach ze sinn. Dat war iwwerengs och 1972 de Fall, well 1972, wéi d'Modificatioun vun der Verfassung virgeholl ginn ass, fir de passiven Alter op 21 Joer fest ze setzen, do war deemools d'Majoritéit bei 21 Joer. Et huet leider iwwer 30 Joer gedauert bis mir dann deen, mengen ech, logesche Schrëtt maachen an eigentlech d'Recht fir Kandidat ze si bei minimal 18 Joer festleeën.

Mä et ass net nëmmen eng intern Logik, där mir hei noginn, et ass och eng Logik am internationale Verglach. Ech hat mer 1997 d'Méi gemaach e bëssen ze kucke wéi et dann an Europa ass, an do stellt ee fest, dass an der Majoritéit vun de Länner - net an alle Länner, mä an der Majoritéit vun de Länner - ganz kloer d'Tendenz ass, deeselwechten Alter virzugeset fir dat aktiivt wéi fir dat passivt Wahlrecht, esou dass mer also hei an enger Logik eis befannen, wa mer des Konstitutionsreform virhuelen.

Ech sinn awer och grad esou sécher, dass et net bei dëser Reform wäert bleiwen an dass déi Festsetzung op 18 Joer eng Fro ass, wou déi nächste Chamberen am Laf vun de Jorzénge sécherlech wäerten nach eng kéier drop zrëckkommen. Dat schéngt mir besonnesch richtig ze si fir dat aktiivt Wahlrecht, wou ech net onbedingt deen absolute Lien wëllt hierstelle mat der Groussjährekeet, wéi dat mä Virriedner, den Här Santer, gemaach huet. Dat war jo och net 1972 de Fall. 1972, wéi d'aktiivt Wahlrechtmindestalter op 18 Joer festgesat ginn ass, do war d'Majoritéit nach bei 21 Joer, dat heescht och schonn an der Vergaangenheet war et de Fall, dass eng Differenzierung gemaach ginn ass tëschent dem Alter vun der Groussjährekeet an dem aktive Wahlrecht. Ech mengen also, dass mat der Zäit och no an no zu Lëtzebuerg sech wäert méi eng staark Bewegung maachen, zumindest wat dat aktiivt Wahlrecht ass, fir och eng weider stufeweis Reduzéierung vun deem Mindestalter virzehuelen.

Mir schéngt et awer virun allem wichtig ze sinn, dass een der Rei no fiert an net hannen ufänkt. Menger Ansicht no kann d'Erofsetze vum aktive Wahlalter an Zukunft net den Ufank vun enger Bewegung sinn, mä eigentlech den Endpunkt vun enger Bewegung. Wat mir also brauchen ass e Gesamtkonzept, wéi mir déi jonk Leit un d'Politik eruféieren, wéi mer se un d'Déci-sionsprozesser eruféieren a mat kënnen integréieren. Dofir hate mir enner der viregter Regierung e Programm opgestallt mat Jugendgemeengepläng, mat Jugendmengeréit, mat Jugendforen, mat enger Rei vun Initiative fir d'Bedeelegung vun de Jugendleche méi grouss ze maachen a méi systematesch virzugesinn. Ech mengen, et ass an där doter Linn, wou och weider muss an deenen nächste Jore geschafft ginn. Da kann ee sécherlech iwwer eng weider Etapp vun der Erofsetzung vum Wahlalter schwätzen. Fir de Moment schéngt mer dat verfréit ze sinn. Dat ass jiddefalls d'Positioun vun der grousser Majoritéit vu menger Fraktioun.

Wou mir mussen drop oppassen, dat ass, wa mir déi Modificatioun un der Verfassung maachen a wa mer gläichzäiteg och eis normal Gesetzgebung reforméieren ginn, dass mir dann awer eis Textformulatiounen ofstëmmen. An do muss ech mat Bedauere feststellen, dass et mir schéngt wéi wann eis dat net 100%eg an deem heite Fall gelonge wär. Ech hunn nämlech festgestallt, dass an deem Gesetzesprojet 4885 iwwert d'Reform vun eisem Wahlgesetz, wou mir jo och an deenen nächsten Deeg wäerten diskutéieren, stoen hunn, bei de Chamberwahle, de Gemeengewahlen an den Europawahlen, bei de Konditiounen fir dat passivt Wahlrecht „...être âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection“. Mir setzen hei an de Verfassungstext eran, wann d'Chamber dat guttheescht: „...être âgé de 18 ans accomplis“, ouni deen Zousatz „au jour de l'élection“.

Ech hätt, muss ech éierlech soen, et méi elegant a méi richtig fonnt, wa mer schonn esou Texter aschreiwen, dass mir dann déiselwecht Textformulatioun gebrauchten an net am ale Gesetz dat eent stoen hunn an an der Constitutioun eppes aneschtens stoen hunn. Dat schéngt mer besonnesch wichtig ze sinn an Zäite vu Verfassungskontroll, dass ee probéiert déi Texter do besser ze koordinéieren. Dee Versuch ass an deem heite Fall fehlgeschloen. D'Konsequenze si fir mech net dramatesch, mä et ass, muss ech soen, keng optimal Aarbecht déi hei geleescht ginn ass. Et wär besser gewiescht, et hätt een iwwerall deeselwechten Text gehat, da geet een ale Schwierigkeete vun Interpretatioun aus de Féiss. Dat ass eis hei gemeinsam, muss ech soen, an ech wëll do kengem eng besonnesch Schold zouweisen, net gelongen.

Et schéngt mir awer besonnesch wichtig ze sinn, wa mer elo dee Schrack maache mat der Reform vum passive Wahlalter, dass mir dat net nëmmen duerchzéie bei de politesche Wahlen, wéi et elo virgesinn ass, mä dass an darselwechter Iddi a sämtlechen Texter wou Wahle stattfannen, wou also och ee ka Kandidat sinn, den Alter elo op 18 Joer muss festgeluecht ginn. Dat gëllt fir d'Sozialwahlen. Dat gëllt fir d'Wahle fir d'Berufschamberen. Dat gëllt fir d'Wahlen an de Betriber, fir d'Delegatiounswahlen. Do hu mir nach oft an eisen Texter déi al Limité stoen. Dat geet net. Mir mussen, conforme zu deem Gedanken dee mir eis hei ginn an zu där Logik mat där mer ufänken ze schaffen an der Verfassung, sämtlech spezifesch Texter upassen, an dofir d'Opfuerderung vun eiser Säit un d'Regierung och do aktiv ze ginn an hirer eegener Logik, an eiser Logik, an déi néideg Virschléi ze maache wat d'Ofännerung vun anere Gesetzestexter ugeet, haaptsächlech am Sozial-

beräich, wou et sech ëm Wahlen handelt a wou och do d'Bedingunge vun dem passive Wahlrecht fir Kandidat ze si mussen déiselwecht sinn, dat heescht och do mussen mir vun 21 Joer op 18 erfrogoen, well soss ergëtt dat Ganzl kee Sënn.

E puer Wuert nach zu der geplangter Modificatioun vum Artikel 51.6, wou et méi ëm d'Formulatioun geet wéi ëm de Fong. Effektiv ass et esou, an ech sinn net ganz onschëlleg un där heiten Ännerung, dass, wann een haut den Text vum Artikel 51.6 liest, een Ausstehenden net verstoe ka wéi eis Wahlbezierker zesummesat ginn, well do nëmmen einfach Uertschaftsnimm drastinn, an et steet néierens dass dat eigentlech de Chef-lieu ass vun de Kantonen, déi zu deene Wahlbezierker gehéieren.

Dat verstinn déi Leit, déi hei am Lëtzebuerg Einfeld kënneg sinn, mä en Ausstehenden, deen dat dote liest, kann dat doten net verstoen. Och do war d'Meenung vun eiser Fraktioun am Moment, wou mer jo e Verfassungsgericht, eng Verfassungskontroll hunn - a mir sinn net méi spéit wéi d'lescht Woch gewuer gi wéi haart dass heiansdo kënnen déi Uerteeler vun engem Verfassungsgericht ausfallen -, dass ee wa méiglech sech muss prezis Texter ginn an d'Interpretatiounsrump esou kleng wéi méiglech halen. Et ass an deem Sënn wou mer selbstverständlech mat d'accord sinn, dass an deem Artikel do prezisiéiert gëtt, dass et sech bei der Opzielung, déi bei de Wahlbezierker ass, ëm d'Kantonen handelt.

Déi Alternativ, déi mer gehat hätten - well et kann ee jo soen: „Wat soll dee Kanton eigentlech nach haut bedeiten?“, an et si vill Leit, déi dat soen -, wier gewiescht sämtlech Gemengen opzezielen déi zu deem Wahlbezierker gehéieren. Ech mengen aus Lieserlechkeet vun der Verfassung léisst sech hei awer de Réckgrëff op de Kanton rechtfertigen. Dofir si mer d'accord fir mat op deen dote Wee ze goen.

Et huet sech an der Diskussioun an der Kommissioun erausgestallt, dass keng Verfassungsmajoritéit fir de Moment do ass, fir aner méi déifgräifend Modificatiounen un eisem Wahlsystem, respektiv un eiser Opdeelung vun de Wahlbezierker virzehuelen. Do gëtt et Positiounen vun där enger oder vun där anerer Partei. Et gëtt och an de Parteie verschidde Meenungen zu deem dote Punkt.

Ech wëll hei nëmmen déi puer Iddien oplëschen, déi emol esou am Raum doruechter schwiewen. D'Iddi fir een eenzege Wahlbezierker aus Lëtzebuerg ze maachen, wéi mer et jo scho bei den Europawahlen hunn. Et ass d'Iddi fir véier Bezierker bestoen ze loossen, mä en neien Découpage ze maache vun deene Bezierker, eenzel Gemengen also ze transféieren vun engem Bezierker an deen aneren. Et ass d'Iddi do fir e fënnefte Wahlbezierker ze maachen, de Wahlbezierker Westen, wouvu schonn emol Rieds war. An et ass eng aner Iddi do, déi eigentlech déi ass, wou ech perséinlech kënn mat op dee Wee goen, dass mer eis an der Logik weider bewegen an eisem Leitprogramm vun der Landesplanung, wou mer nach nëmmen e Projet hunn, Här Minister, mä wou deemächst dann och wäert en definitiv Programm entstoen.

Wann dat dann esou bleift wéi et geplangt war, hätt mer sechs Planungsregionen an et wier eigentlech an der Logik, wa mer déi Regionalopdeelung bis un d'Enn denken, dass een do och déi politesch Réckschléss dorauer ziit an dass een da géif dohinner goen, wann ee wëllt u Wahlbezierker festhalen, an eigentlech op sechs Wahlbe-

zierker géif kommen, dat heescht dass een déi Planificatiounsopdeelung vum Land a verschidde Regionen als Grondlag hält fir och d'Wahlbezierker festzeleeën. Et ass sécherlech ze fréi fir haut schonn deen dote Schrëtt ze maachen, mä et ass awer à long terme eng Méiglechkeet fir dat ze maachen, wann een déi Planungsregione seriö hëlt.

(Interruption et hilarité)

Ech ginn hei eng perséinlech Meenung erëm. Ech weess, dass den Här Fayot déi Meenung net deelt, mä den Här Fayot huet awer och keng majoritaire Positioun bei eis an der Partei.

■ Une voix.- Très bien.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här Bodry, mir sinn am 21. Jorhonnert an net am 19. Jorhonnert.

(Hilarité)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Ech gleewen awer, Här Fayot, méi un d'Regionen hei zu Lëtzebuerg wéi un d'Bäibehale vun 118 Gemengen hei am Land. Ech mengen dass et éischer wäert op deen dote Wee goe wéi op en anere Wee. Ech gleewen och ni, dass mer jee eng Gemeng nëmme wäerten hei zu Lëtzebuerg hunn.

Et muss ee feststellen, dass mer op deem dote Punkt, wéi gesot, eréischt am Ufank vun eisen Debatte sinn. Mir fanne kee Konsensus fir do weide rze kommen an d'Verfassungsreformen hei zu Lëtzebuerg maache sech eben op deem klengste gemeinsamen Nenner, an dat ass dat wat mer hei virleien hunn. Eis Fraktioun wäert dat dote stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Ripinger. Här Ripinger, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Member vun enger Fraktioun, déi heibannen déi zwee jéngst Deputéierten huet, ass et jo eng Selbstverständlechkeet, dass mir zu esou engem Text Jo soen.

(Brouhaha général)

Dat ëmsou méi, wou nach en anere fréiere jonken Deputéierten an der Regierung ass, dee mat enger Modificatioun vun deem Artikel vun der Constitutioun komm ass, den Här Eugène Berger, deen 1995 eng Proposition de loi gemaach huet fir dat passivt Wahlalter vun 21 op 18 erfrozesetzen. Ech kann do nëmmen der Oppositioun soen, dass déi Proposition de loi esou e Sort kriit huet wéi hir Propositions de loi an dëser Legislatur ni ee kréien, dat heescht keen Avis vom Conseil d'Etat, a si ass iwwerhaapt emol net hei exposéiert ginn am Plenum.

D'Revisioun vun eiser Verfassung, déi mer haut stëmme sollen, Här President, bréngt eigentlech zwou Ännerungen. Fir d'éischt ginn elo emol d'Wahlbezierker spezifesch unhand vun de Kantonen definéiert an zweetens gëtt den Alter fir dat passivt Wahlrecht op 18 Joer erfrozesat.

Wat déi éischt Ännerung ubelaangt, esou geet et hei, géif ech soen, trotz allem nëmmen ëm en einfache Formalismus. Virdrun ass sech an eiser Constitutioun implizit op d'Kantone referéiert ginn. Elo ass déi Referenz explizit. Op dësem Punkt gëtt also déi rigide Verfassung, déi mer hunn, méi prezis. Et kann ee sech d'Fro stellen - an ech menge mäi Virriedner huet déi gestallt -, ob eng Referenz op d'Kantone iwwerhaapt néideg ass, vu dass d'Kantone als juristesche Entitéit hir Bedeitung schonns laang verluer hunn. De Statsrot huet och näischt géint d'Uwen-

dung vun der Notion vum Kanton bei der Definitioun vun de Wahlbezierker.

Verschidde Grënn schwätze fir d'Uwendung vun der Notion vum Kanton. Éischtens ass de Kanton nämlech schonns am Artikel 2 vun eiser Constitutioun als administrativ Ennerdeelung vun eisem Land virgesinn. De Kanton gëtt op senger Säit erëm benotzt fir aner territorial Ennerdeelungen ze bestëmmen. Drëttes de Begrëff vum Kanton ass fest an den Traditiounen vun eisem Land verankert an d'Ofschafe vun dëser Notion géif bei engem Deel vun eiser Populatioun, mengen ech, net gutt ukommen.

(Interruption)

Vläicht och net nëmmen déi.

An dem Projet de loi iwwert déi fräiwëlleg Fusioun vun de Gemenge gëtt sech erëm op de Begrëff Kanton referéiert. Mäi Virriedner huet dat gesot an dat kann ech nëmme bestätegen, dass keng Partei bereet gewiescht ass, oder dass mir an der Kommissioun keng qualifizéiert Majoritéit kriit hunn, fir aner Ännerungen un deem Artikel virzehuelen.

Ech weess net wéi et lech geet, mä ech ginn alt heiansdo drop ugeschwat, wéi d'lescht kéier zu Miersch an enger Versammlung, dass d'Kandidaten, déi aus deem Kanton kommen, der Meenung si si hätten eigentlech, esou wéi d'Bezierker agedeelt sinn, keng Chance vis-à-vis vun aneren Deputéierten, déi am Zentrumsbezierker kandidéieren, wéi zum Beispill déi vun der Stad Lëtzebuerg, wou méi e grouse Wielerpotenzial ass. Dat ass eppes dat mer ëmmer erëm vun deene Kandidate gesot kréien. Datselwecht soll och zum Beispill gëlle fir de Kanton Capellen. Do ware jo emol Bestriewunge fir de Kanton Miersch an de Kanton Capellen an ee Bezierker zesummenzeleeën.

Ausser deene Grëngen, déi eng aner Proposition gemaach hu fir aus dem ganze Land ee Bezierker ze maachen, ass et awer elo esou dass sech keng Majoritéit fonnt huet fir an der Andeelung vun de Bezierker zu dësem Zäitpunkt eppes ze änneren. Och meng Partei wollt dat net - dat muss ech ganz kloer hei soen -, och net zu deem Punkt, wat d'Zuel vun den Deputéierten hei am Land ubelaangt.

Nach kuerz, wat elo d'Erofsetze vun Alter vun dem passive Wahlrecht betrëfft, muss ech bemierken, dass et do zwou Propositions de loi waren, engersäits déi vun dem Här Berger, mä awer och - an et wonnert mech e bëssen, dass d'Sozialisten net dovunner geschwat hunn - eng vun Här Kollwelter a vum Här Zanussi 1996, déi dat passivt Wahlrecht...

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- ...déi vum Här Berger.

■ M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Vun där hunn ech virdu geschwat. Du waart Dir vläicht just dee Moment net heibannen. Den Här Berger huet der och zwou eragin.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Doino, deen huet sech ugehong.

■ M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Neen, dem Här Berger seng ass vun 1995. An der Sëtzung vum 7. Dezember 1995 huet den Här Berger seng hei déposéiert. Déi aner Proposition de loi, déi vum Här Kollwelter a vum Här Zanussi, ass an der Sëtzung vum 7. Mäerz 1996 deposéiert ginn. Déi zwee Deputéierte wollten d'Passivwahlrecht och op 18 Joer erfrozesetzen an dat aktiivt Wahlrecht op 17.

Mäi Virriedner huet elo dovu geschwat, de Wahlalter erfrozesetzen op 16 Joer. Dat muss ee sech iwwerleeën. Elo besteet natierlech eng gewësse Similitude an deem wat d'Bedeitung ass vun dem Erofsetze vun dem passiven an dem aktive Wahlgesetz. Et sinn eng

ganz Rei vu wichtege Grënn déi dofir schwätzen. Och de Rapporteur, deem ech villmools merci soe fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport hei, huet dovunner geschwat.

Éischtens gesäit jo d'Reform vum Wahlgesetz, déi mer mar decidéieren, des Annerung vir. D'Emancipatioun vun eiser Jugend. Mir wëlle se méi fréi mat dem politesche Liewen a Kontakt komme loosser. Mir wëlle se dorunner deelhuele loosser. Ech mengen de Wëllen ass do. Et ass selbstverständlech och un hinne fir vun där Geleeënheet ze profitieren a fréizäiteg aktiv um politesche Liewen deelzuehelen.

De Fait, dass déi Differenz tëschent der ziviler Groussjähregkeet mat 18 an der politescher Groussjähregkeet mat 21 jo dee Moment trotz allem eng gewësse Kontradiktioun duergestallt huet, schafe mer elo of. Et ass och net evident ze justifizéieren firwat ee mat 18 Joer dat aktiivt Wahlrecht kritt an eréischt mat 21 dat passivt. Mir hunn eis also do adaptéiert. An dat war och déi allgemeng Tendenz an der Europäescher Unioun, d'Erfetze vum Alter wou ee sech ka fir déi legislativ Wahle presentéieren.

Dat si grosso modo déi Ursaache firwat mer eis Verfassung, déi jo och an deene leschten 20 oder 30 Joer, vun 1972 un, e puermol do geännert ginn ass, eben elo op een Nenner brénge beim aktiven a passiven Wahlrecht. An esou wéi meng Virriedner dat hei gesot hunn, ass et eng Selbstverständlechkeet, dass mir als Fraktioun diesen Text an des Modificatioun vun den Arti-

kelen 51 an 52 vun eiser Verfassung stëmme wäerten.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Très bien. Merci, Hâr Rippinger. Den nächste Riedner ass den Hâr Gibéryen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och vun eiser Sait aus dem Hâr Paul-Henri Meyers merci soen - hien huet sech lues a lues spezialiséiert als Rapporteur an de Verfassungsfroen - fir säin explizite Rapport, deen hien eis hei gemaach huet, a wou een zumindest dee juristesche Volet, wat déi Ännerungen ubelaangt, net ka besser hei erklären. Et huet ee sech dofir deem besser och unzeschleissen, wat hei an den Artikelen 51 an 52 vun eiser Constitutioun geännert gëtt.

Mir wëssen, dass mer am Schluss vun der leschter Legislaturperiode praktesch all bis op e puer Artikelen vun eiser Constitutioun fräi ginn hate fir ze reforméieren an dass eis zoustänneg Kommissioun am Parlament periodesch elo hei an d'Chamber kënnt fir eis dann ebe Propositione virzeleeën a wou bis haut, esou wäit ech mech erënnere kann, an dieser Legislaturperiode ëmmer e Konsens fonnt ginn ass, esou dass vun alle Fraktiounen déi Ännerunge konnte gedroe ginn. Esou ass dat, mengen ech, och des Kéier de Fall. Ech bréngen op jidde Fall och vun eiser Sait aus d'Zoustëmmung fir déi Ännerung vun diesen zwee Artikelen vun eiser Constitutioun hei virzehuelen.

Et ass eng Iddi, déi och, wéi virdu gesot ginn ass bei deenen anere Parteien, bei eis am Wahlprogramm stung, fir dat passivt Wahlalter op 18 Joer erof ze setzen. Mir hunn eis an eisen Diskussiounen deemools dergéint ausgeschwat fir ënnert déi 18 Joer erof ze goen, well mer awer e Parallellismus tëschent dem Wahlalter an der Volljähregkeet zéie wollten a well mer jo och wëssen, dass, wa mer ënnert déi 18 Joer gaange wieren, dat eiser Meenung no hätt missen zur Konsequenz kréien, dass iwwert d'Groussjähregkeet hätt missen diskutéiert ginn.

An do gëtt et jo dann net nëmme Rechter, déi ee kritt hätt, mä et wär och eng ganz Rei vu Flichte ginn, déi een dann hätt misse Jugendlecher ënner 18 Joer zoukomme loosser. Ech denken nëmme doru fir Kontrakter ze maachen. Ech denken awer och u Prozesser an hirem Uerteel, wou d'Mannerjähregkeet jo awer, kann ee soen, quasi e Virdeel nach ass virun der Groussjähregkeet, esou dass een do am Fong ka soen, dass hei dee Parallellismus aktive/passive Wahlalter mat der Groussjähregkeet eng richtig Iwwerleeung ass.

Mir sinn och frou dass mer diesen Artikel änneren ier mer mar d'Wahlgesetz änneren. Mir kënnen eis erënnere, dass mir och eng Kéier hei an der Chamber, zwar net mat eiser Zoustëmmung, de Maastrechter Vertrag fir d'éischt gestëmmt haten an dunn uschleissend si mer higaangen an hunn d'Constitutioun geännert, wat sécherlech net dee richtege Wee war.

D'Fro déi ee sech hei ka stellen ass - ech hat elo och mam Hâr Meyers doriwuer Rieds -, dass een am Fong weess, dass mer mat Wielerléschte fueren an d'Wielerléschte fir Wieler ze si ginn am Prinzip vun deem Joer virdu geholl. Am Gesetz, wat mer mar hei wäerte stëmmen, steet dran, dass een als Kandidat, also fir dat passivt Wahlrecht ze hunn, muss „être âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection“.

Et kann ee sech also reng theoretisch als Kandidat opstellen, ouni dass een zum Zäitpunkt, wou ee seng Kandidatur stellt, déi 18 Joer huet, mä et muss ee se hunn den Dag wou d'Wahle sinn. Fir Wieler ze si muss een am Prinzip op der Wielerléscht stoen. Déi Wielerléscht gëtt am Prinzip dat Joer virdu opgestallt, esou dass een am Fong fir wielen ze goe muss op der Wielerléscht sinn a quasi an der Regel iwwer 19 Joer hunn. Par contre kann ee Kandidat sinn ouni onbedéngt mussen op der Wielerléscht ze stoen.

Et kann een awer opgrond vun enger Demande higoen, wann een nach net op der Wielerléscht ass an et huet een den Dag vun der Wahl 18 Joer, a sech op d'Wielerléscht zousätzlech aschreiwe loosser. Et ass op jidde Fall eng relativ komplizéiert Prozedur wéi mer se do hunn an et huet och warscheinlech jiddere se richtig elo verstanen, wéi ech se eventuell vläicht richtig elo hei erkläert hunn. Ech ginn dovunner aus, dass mer mar an der Debatt iwwert d'Wahlgesetz deen dote Punkt, deen dach awer e besse paradox a sech schéngt, hei daerfe belichten.

Richtig ass awer, wa mer d'Emfroe kucken, dass d'Jugend jo un der Politik net onbedéngt mat enger iwwerwältigender Majoritéit interesséiert ass. Doduerch dass mer elo d'Méiglechkeet schafen dass Jugendlecher vun 18 Joer u kënnen Kandidat ginn, interesséiere sech vläicht verschidden Deeler vun der Jugend méi fréi fir d'Politik. Dat ënner anerem, well eben och Kolleginnen oder Kollegeen aus hirer Alterskategorie als Kandidat bei esou Wahle figuréieren. Dat gëtt vläicht e positiven Effet op d'Jugend insgesamt, wa se an déi Richtung goe wëllt.

Ech gleewe kaum, dass mer esou séier doriwuer diskutéiere wäerte fir ënnert déi 18 Joer eng Kéier ze goen, souwuel wat dat passivt wéi dat aktiivt Wahlrecht ubelaangt. Mir mussen ëmmerhi bedenken, dass et elo 30 Joer gedauert huet zënter dass mer dat passivt Wahlrecht vu 25 op 21 Joer erof gesat hunn. 1976, oder vill méi d'Gemengerotswahlen am Oktober vun 1975 waren déi éischt, wou de Wahlalter op 21 Joer erofgesat gi war. Ech erënnere mech gutt drun, well wann deemools de Wahlalter net op 21 Joer erofgesat gi wier, hätt ech 1976 net kéinte kandidéieren an ech hätt net kéinte gewielt ginn. Dofir kann ech mech erënnere, dass dat deemools war.

(Brouhaha général)

Gliff?

(Interruptions)

Jo, et wier warscheinlech e grouse Verloscht gewiescht.

(Hilarité)



**Chambre
des Députés**

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Duerfir war ech och 1976 dee Jéngsten, dee bis dohinner an de Schafferot komm ass, well virdrun nach kee konnt dra komm sinn. Dat war liicht nozerechnen.

Bon, et gesäit een also, dass dat eng laang Evolution vum 30 Joer war bis esou eng Etapp erëm gemaach ginn ass. Ech ka mer virstellen, dass eng nächst Etapp zumindest grad esou laang därft daueren, wann et iwwerhaapt eng an déi Richtung gétt. Op jidde Fall ass dat heiten insgesamt eng positiv Décisioun, dass mer dat aktiiv mat deem passive Wahlrecht oder dat passiv mat deem aktiven duerch des Ännerung vun der Constitution haut gläichstellen, fir dass déi Jugendlech am Alter vun der Volljähregkeet do kënne komplett mat dru participéieren.

En aneren Artikel ass dee vun de Kantonen, deen elo hei méi prezis an der Constitution opgefouert gétt a wou selbstverständlech dann och ëmmer d'Diskussion opkënn iwwert d'Wahlbezierker. Eis gréng Kollege mengen et misst een ee Wahlbezierker fir dat ganz Land maachen.

Mir ënnerstëtzen déi Proposition selbstverständlech net, well dat géif zur Konsequenz féieren, dass déi ländlech Deeler aus dem Land herno keng Deputéierte méi hätten, mä dass da praktesch nëmme méi Leit hei an der Chamber géife setzen, déi an dem Stater Gemengerot sinn - de Stater Gemengerot ass haut schon net schlecht an der Chamber vertrat -, vläicht géif och nach déi eng oder déi aner Perséinlechkeet vun Esch kommen, mä déi kleng Gemengen aus dem Land dierften et doudsicher a Regioun wéi dem Norden oder dem Oste schwéier kréien, well mer nëmme méi eng Wahlsektioun hätte fir Leit vun do an d'Chamber eran ze kréien.

Genausou falsch wier et awer och fir hinzegoen an aus deene véier Bezierker der méi ze maachen. Dat géif nämlech zum Nodeel vun deene kleng Partei goen, well mer wësse jo dass d'Opdeelung vun de Reschtmandater am Fong déi kleng Partei benodeelegt sinn. Duerch déi véier Wahlbezierker, déi mer schon hunn, sinn déi méi kleng Parteien, déi zwar och lues a lues grousst sinn, awer vis-à-vis vun deene gréisseren Parteien, déi lues a lues méi kleng ginn, benodeelegt.

Am Fong wier déi richteg Léisung déi, dass ee géif higoen an d'Vollmandater iwwert déi véier Bezierker verdeele géif an et géif een d'Reschtstëmme vun deene véier Bezierker zesummeschloe fir déi lescht Mandater ze verginn. Dann hätt een dem Wielerwëllen, wat d'Opdeelung tëschent de Parteien ubelaangt, richteg entsprach. Mä och dat därft sécherlech hei am Parlament keng Majoritéit bréngen, esou dass mer wäerte beim Status quo bleiwen esou wéi dat ass, an ech géif och mengen dass dat ob jidde Fall besser wär wéi d'Land an ee grouse Wahlbezierker opzehuelen.

Dat gesot Här President, Dir Damen an Dir Hären, wëll ech nach eng Kéier merci soen dem Rapporteur an d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun fir d'Ännerung vun deenen zwee Artikelen vun eiser Constitution bréngen.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Ech kréie gesot, et géif elo schwéier gi fir mech. Ech weess dat zwar net, ech mengen, ech hätt gutt Argumenter.

Här President, d'Diskussion ronderëm d'Verfassungsreform vun haut ginn eis schon e kleng Virgeschmaach op dat wat eis muer bei der Reform vum Wahlgesez wäert erwaarden. Dass déi Gréng sech vill méi eng fundamental Ausenanersetzung mat eisem Wahl-

system erwaart hätten, dat wäert lech muer mäi Kolleg Camille Gira an och meng Weinegkeet duerleeën.

Och des Verfassungsännerungen, Här President, sinn awer de Bewäis vun enger wéineg couragéierter Approche, well och hei hätte mer vill méi Handlungsspillraum gehat.

Ech explizéiere mech. Ech gi fir d'éischt op den Artikel 51-6 an, wou et jo ëm d'Opdeelung vum Land a véier Circonscriptione geet. Déi Gréng haten do ganz kloer Position bezunn an hirem Pabeier, 30 Schrëtt fir méi Matbestëmmung, dee mer scho virun zwee Joer erausginn hunn. Mir hu gemengt, et soll een ee grouse Wahlbezierker zu Lëtzebuerg maachen a mat där Opdeelung a véier ophalen. Dat wär éischens méi gerecht, well déi aktuell Opdeelung och eng Diskrepanz schafft tëschent de Stëmmdeeler vun de Parteien an der Sëtzverdeelung, an ausserdem si verschidde Wahlbezierker par rapport zu aneren iwwerrepresentéiert. Jee nodeem a wéi engem Bezierker ee wunnt, ass engem seng Stëmm méi oder manner wäert.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Zweetens wär dat och de soziologesche Gegebenheete méi ugepasst. Et sinn eng Rei vun Etüden, zum Beispill déi vum Centre Lippmann, déi drop hiweisen dass déi Opdeelung, déi gemaach ginn ass deemools a véier Bezierker, no Kritäré geschitt ass vu Rapporten tëschent ländlecher a städtescher Bevölkerung, déi et haut esou net méi gétt, dass den Elektorat changéiert huet an och méi homogène ginn ass, an dass an eisem Zäitalter esou kleng Wahlbezierker ëmmer manner Sënn maachen. An ech wëll och agoen op dat wat den Här Gibéryen elo grad gesot huet, et gétt nämlech eng Émfro vun der ILReS aus där ervirgeet, dass grad déi Leit an deene kleng Wahlbezierker verstärkt fir en eenzege Wahlbezierker antrieden. Et huet eventuell mat der Qualitéit vun de Leit ze dinn, déi an deene verschidde Bezierker untrieden, mä ech mengen, et huet awer och nach aner méi fundamental Grënn, dass nämlech d'Leit sech hei am Land als e Ganzt verstinn, an dass se déi Opdeelung do an déi Trennung tëschent de Bezierker an och déi Trennung, déi gemaach gétt wann et drëms geet kënne Leit ze wielen, net méi kënnen novollzéien.

(Interruptions diverses)

Här Scheuer, ech géif mech hidden esou eppes ze denken.

Här President, och d'Iddi vun engem fënneften neie Wahlbezierker kënne mir net matdroen. Dat géif déi Zerstückelung just nach weider dreiwen, an iwwer kuerz oder laang géifen och hei erëm nei Diskrepanzen optrieden. Mir haten dofir proposéiert een eenzege Wahlbezierker anzeféieren, flankéiert awer vun enger Wahlhürd vun 3%, fir eng minimal Representativitéit vun de Parteien an der Chamber ze garantéieren, an doniewent hate mer awer och proposéiert, fir deem Argument, dass dann déi eenzel Géigenden, an dat ass jo elo grad schonn hei ugeklongen, vum Land dann net méi esou an der Chamber vläicht vertraude wäeren, entgéint ze trieden, et soll een och eng Reform vum Statsrot maachen an deen zu enger zweeter Chamber reforméieren, woumat een dann duerch e spezifesche Wahlsystem eng Vertriidung vun de Regiounen erëm hätt kéinten errechen, zum Beispill wann ee gesot hätt d'Gemengereit géifen d'Membere vun esou engem Senat, wéi een e vläicht da kéint nennen, wielen.

Leider, Här President, an dorop wäert mäi Kolleg Camille Gira muer nach méi am Detail agoen, huet ausser eis keng eenzeg Partei et fir néideg fonnt, sech mat der Noutwendegkeet vun esou méi fundamentalen Ännerunge vum Wahlsystem seriö ausenaner ze setzen.

Här President, da kéim ech zum zweeten Artikel dee mer haut an der Verfassung änneren, nämlech den Artikel 52-3. Hei geet et fir d'Majoritéit vun der Kommissioun zumindest ëm de Wahlalter. Ech mengen, dass et och nach e puer aner Punkte gétt, iwwert déi een hätt kéinten diskutéieren. Dorop kommen ech herno zrëck.

Mir sinn natierlech der Meenung als Gréng, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass fir de Wahlalter erfzesetzen, mä mir wäeren awer gären nach e Schrëtt méi wäit gaangen. Eiser Meenung no hätt een de Mindestalter beim aktive Wahlrecht och nach kéinten erfzesetzen. Mir hu proposéiert op 16 Joer, fir déi Jonk méi fréi fir d'Politik ze interesséieren a fir se un der politescher Diskussioun deelhuelen ze loossen.

Et ginn awer och - an do kommen ech dann zu deenen aneren Aspekter - nach aner Elementer, déi vum Artikel 52 tangéiert sinn. Dat ass éischens d'Wahlrecht fir déi auslännesch Leit. Et gétt jo ganz kloer hei gesot, dass ee muss Lëtzebuerger si fir kënne wielen ze goen. Den Alinéa 2 ass awer bei där virleiender Revisiounsproposition net geännert ginn. Mir sinn der Meenung, dass een duerchaus hätt kéinten iwwert des Agrenzung vum Wahlrecht op d'Lëtzebuerger, esou wéi se haut besteet, nodenken, a mir hunn och an eisem Pabeier deemools gemengt, dass et am Sënn vun enger besserer Integratioun gewiescht wär, wa mer d'auslännesch Bevölkerung net nëmmen um kommunalen an um europäeschen Niveau géifen deelhuele loossen, mä och um nationalen Entscheidungsprozess.

Emol ofgesi vun der Tatsaach, dass et och eng fundamental Ongerechtegkeet ass a géint d'Iddi vun der Universalitéit vum Wahlrecht - den Här Meyers huet virdrun dat schéint Zitat vum Här Delpéré bruecht, do klängt dat jo am Fong och schonn e bësse mat un -, géife mir hei awer och een Deel vun der Bevölkerung d'office vum Wahlrecht ausschléissen. An dass mer mat eiser Meenung net eleng do sti beweist och d'Tatsaach, dass den Här Statsminister Juncker schonn op verschidde Plaze gemengt huet, grad am Kader vun der Entwécklung vun eisem Land a Richtung vun enger méi héijer Awunnerzuel an enger verstärkter Immigratioun, misst ee sech d'Fro stellen - kéim een och net méi derlaanscht fir déi Fro op der Säit ze loossen -, wéi et da mat eisem nationale Wahlrecht gestallt wär, ob mer do net awer och misste Reforme maachen.

Här President, da kéim ech nach zu engem zweete Punkt iwwert dee mer och an der Kommissioun e bëssen diskutéiert hunn, mä wou mer finalement keng Ännerung gemaach hunn. Dat sinn d'Droits civils et politiques. Déi stinn och an deem Artikel, mä, wéi gesot, et ass keng Textännerung proposéiert ginn. Mir haten awer Diskussioun ronderëm d'Fro, ob de Verloscht vum Wahlrecht, och am Zesammenhank mam Artikel 53, deen duerno kënnt an deen déi Fall preziséiert wou een net därft wéielen goen oder gewielt ginn, nach zäitgeméis wär.

Et ass och haut am 21. Jorhonnert nach esou, dass e Condamnéierte vun enger Condamnation criminelle säi Wahlrecht nom Ofsätze vu senger Prisongstrof net automatesch zrëck kriit, mä e muss dann eng Demande en grâce maachen. Niewent der Fro, ob een net automatesch misst no senger Strof dat Wahlrecht erëm kréien, kéint een awer och déi méi fundamental Fro opwerfen, ob et haut nach Sënn mécht, niewent enger Strof wéi Fräiheitsentzuch, och nach d'Ewechhuele vum Wahlrecht ze

setzen, woubäi dann och dee kleng Widderstand an Erscheinung trëtt, dass dat jo net a Reaktioun op e Wahlrecht geschitt, mä op eng Wahlflicht, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, zu där all Biergerin a Bierger an deem Land verdonnert gétt, och wa se sech néischt zu Scholde komme gelooss hunn.

Zumindest wat dat aktiiv Wahlrecht betrëfft hätt ee sech kéinte virstellen, dass seng Ausübung och vläicht während enger Condamnation géif de Lien zur Gesellschaft dobaussen halen an eng spéider Resozialisierung méi einfach maachen.

Dat also zu deem wat d'Commission des Institutions ausgeklamert huet. Wat elo déi proposéiert Textännerung betrëfft, esou si mir zwar net dogéint, mä mir stelle fest dass déi éischt eigentlech d'Festhaltung um Status quo bedeit an dass déi zweet eis net wäit genuch geet, an dofir, Här President, wäerte mer eis beim Vote enthalen.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech stelle fest, dass eng grousst net grad Unanimitéit, mä eng dach awer bal Unanimitéit, besteet, fir mat den Ännerungen oder Précisiounen wéi se hei virgesi sinn d'Accord ze sinn. Ech wëll och dem Rapporteur merci soe fir déi Aarbecht déi en hei gemaach huet a wëll mech op e puer Reflexiounen limitéieren, déi engem am Kader vun deenen zwee Artikelen opalen.

Zum Artikel 5.1, Paragraph 6, deen elo d'Kantonen explizit an d'Constitution erasetzt a soss néischt ass wéi Weiderschreiwung a prezisierter Form vun deem wat mer elo hunn, tentéieren ech, wat déi laangfristeg Approche ubelaangt vum Découpage administratif hei zu Lëtzebuerg, éischer an d'Richtung vun deem ze goe wat den honorabelen Deputéierte Bodry de Mëtten hei gesot huet.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen iwwert den definitive Programme directeur vum Aménagement du territoire diskutéieren, dee sechs Regiounen fir eist Land an Zukunft virgesäit. Dat gétt een neien Découpage, dee sech bei anerer dobäi fügt.

Ech weess, dass dat heiten Diskussiounen sinn déi een net vun engem Dag op deen aneren zu Enn féiere kann. Et gétt e changéiert Émfeld, wat sech doduerch wäert charakteriséieren, dass ëmmer méi d'Gemengen a Regiounen wäerten zesumme schaffen, a mer iwwer kuerz oder laang net laanscht eng Diskussioun wäerte kommen, wéi mer deen Découpage par rapport zu aneren Découpage gesinn. Ech denken do un de judiciaire, un de politeschen, un den administrativen Découpage. Dat ass vläicht nach net fir haut oder fir muer, mä ech sinn ähnlech wéi den Här Bodry fest dovun iwwerzeegt, dass mer a fënnef oder zéng Joer déi Diskussioun aneschtens wäerte féiere wann d'Regioun als eng Entitéit méi an de Käpp vun de Leit ass, de Kanton en fin de compte just nach fir dat heite gebraucht gétt a bei der Andeelung vu gewëssene Statsservicer, och nach bei de Pompjeeën als eng fest Gréisst besteet, mä lues a lues duerch d'Regioun wäert ersat ginn a sech fréi oder spéit d'Fro wäert stellen, wéi et da mat de Wahlbezierker wäert sinn.

Ob een dann nécessairement zu enger Konkusioun kënnt, dass ee sechs Wahlbezierker mécht oder ähnlech wéi dat d'ailleurs och jo schonn op Kantonsniveau de Fall war, dass gewësse Kantone zesummegegesschloe gi sinn deemools fir ee Wahlbezierker auszemaachen, dat mussen dann déi mateneen ausmaachen déi dann d'Diskussion wäerte féieren an d'Décision treffen. Ech mengen dass déi

Traditioun, mat där mer eis elo laang zefridde ginn hunn, fir ze soen, et ass irgendwann eng Kéier esou décidéiert ginn, also loosse mer néischt drun änneren, dass dat ëmmer manner am Fong der geliefte Realitéit um Terrain Rechnung dréit an dass mer iwwer laang Zäit net derlaanscht wäerte komme fir do déi noutwendeg Adaptatiounen virzehuelen.

Wat den Artikel 52, Alinéa 3 ubelaangt, déi 18 Joer, déi elo festgeloecht gi sinn, souwuel fir dat aktiiv wéi fir dat passiv Wahlrecht an déi méiglech Divergenz am Text, déi kënnt einfach dohier, dass mer am Wahlgesez, esou wéi et den Här Gibéryen gesot huet, Referenz maachen op d'Wielerleschten an dass et also wichteg ass am Wahlgesez, well dat jo eng Exceptioun zur Wielerlescht dee Moment gétt, festzehalen, wann am Laf vum Joer gewielt gétt, dass dat le jour de l'élection ass. Praktesch stellen ech mer vir, dass d'Wielerlescht an Zukunft wäert esou opgesat ginn, dass déi Leit, déi 18 Joer accompli hu wann d'Joer ugeet, op der Lescht sinn, a wann da Wahlen an där Gemeng oder an der Chamber am Laf vum Joer stattfannen, dass op deem Stëchdatum déi Jonk, déi bis zu deem Dag am Joer 18 Joer kritt hunn, dann nach bäigeschriwewe wäerte ginn.

Den Här Bodry huet nach eng Fro gestallt iwwert déi aner Wahlen, d'Sozialwahlen a weiderer. De Minister Biltgen, dee beschäftegt sech och mat där Fro. E wäert an deenen nächste Wochen e Projet de loi op den Instanzewe bréngen, deen och d'Texter bei de Sozialwahle wäert adaptéieren. Hien huet mer gesot, hien hätt drop gewaart dass d'Chamber déi Proposition de révision vun der Constitution géif unhuelen, fir duerno den Dépôt vun de konsequenten Ännerungen ze maachen.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss. Mir kommen zu der Lecture an zum Vote. Ech erënneren drun, dass beim Vote vun enger Proposition de révision eng Presenz vun 3/4 vun den Deputéierten an eng Majoritéit vun 2/3 vun de Stëmmen no den Dispositionen vum Artikel 114 néideg sinn.

Une voix. - Ech fäerte mir errechen dee Quorum net.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, et ass awer eng gelunge Method fir eng Kommissiounssitzung während enger Plénière ofzehalen!

M. le Président. - Mir kënnen awer d'Lecture vun den Artikelen maachen.

Lecture du texte de la proposition de révision (par M. Jean Spautz)

Den neien Artikel 51, Paragraph (6) vun der Constitution an den neien Artikel 52, Alinéa 3 vun der Constitution si gellies an uegholl.

Mir maachen de Vote. Et si 47 Deputéierte present.

Vote sur l'ensemble de la proposition de révision de l'article 51, paragraphe (6) de la Constitution et de l'article 52, alinéa 3 de la Constitution et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Proposition de révision ass uegholl mat 51 Jo-Stëmmen a 5 Absentiounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Paul-Henri Meyers, Marie-Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Wohlfart), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 4967. Et si schonn ageschriwwen: d'Madame Delvaux, déi Häre Rippinger, Greisen an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

10. 4967 - Projet de loi portant approbation

- de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998)

Rapport de la Commission des Média et des Communications

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi 4967, deen déi lescht Hürd vun eise Legiféierungsapparat hélt. Dat Dokument, wat ech lech hei weisen, huet 286 Säiten. Et ass also eppes Grousses an et geet am Fong geholl drëm, fir d'Constitution vun der UIT (Union internationale des télécommunications) an d'Conventioun vun der UIT vu Genf vun 1992, vu Kyoto vun 1994 a vu Minneapolis vun 1998 an eis Gesetzgebung émssetzen.

Dése Projet de loi gouf vun der Ausseministeschesch déposéiert de 6. Juni 2002 mat Texter, mat engem

Exposé des motifs, mat engem Commentaire a mat Amendementen. De Rapporteur war meng Persoun. De 16. Januar 2003 hu mer eng Analys gemaach vun dësem Projet de loi an den Avis vum Statsrot gekuckt.

Déi 15. Konferenz plénipotentiaire - esou gétt dat genannt - ass den höchsten Organ vun der UIT. Si war zu Minneapolis vum 12. Oktober bis de 6. November 1998. Et ware 1.606 Leit, déi sech doru bedeelegt hunn aus 170 Länner, fir lech ze weise wéi grouss deen Apparat ass. Déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, kéint een op véier Stéck resüméieren.

Éischtens ass e Strategieplang festgeluecht ginn, fir de Budget iwwer véier Joer ze maachen. Zweetens ass eng nei Aarbechtsmethodik festgeluecht gi fir de Fonctionnement ze verbesseren. Duerch soll eng besser Bedeelegung vun de Membere vum Privatsektor un den Aarbechte vun der Union internationale des télécommunications festgeluecht ginn, an d'Kompetenze vun der UIT sollten ausgebaut ginn op Systemsatelliten, déi net op géostationnairen Orbite leien.

Politesch, strategiesch an administrativ Décisiounen waren déi, dass nei Dirigenten an d'UIT genannt gi sinn. Et sinn nei Gremie geschaaft ginn, ënner anerem e Comité de réglementation fir d'Radiokommunikatiounen, wou dann och d'Membere vun 9 op 12 erop gesat gi sinn. Et ass d'Afféiere vun engem konsultative Gremium am Beräich vun der Entwécklung a vun der Normalisatioun, deen nei Aufgaben an nei Rolle soll iwwerhuele fir d'Aarbechte besser ze organiséieren. En neie Statut ass och definiert gi vun deenen eenzelne Leit. Esou ass de Statut vun Associé festgeluecht ginn, fir nei Forme vun Zesummenaarbecht ze erméiglechen. Dese kann am Fong geholl net un den Décisionsprozeduren deelhuelen, laut Artikel 20, mä trotzdem kommen heiderch de Privatsektor an den öffentliche Sektore méi no zesummen.

Eng Kommissioun sollt d'ailleurs analyséieren, ob déi finanziell Bedeelegunge vun deenen eenzelne Partner, dat heescht vun de Memberstaaten an de Betriber, sollten an deem Verhältnis bleiwe wéi bis elo, dat ass eent zu fénnef. Am Fong geholl muss ee wëssen an och festhalen, dass an dësem Beräich ëmmer méi Privatopérateuren am Telekommunikationsberäich present sinn. D'UIT soll laut dësen Objektivtativ ze engem internationale Konvergenzpunkt ginn an der Wirtschaft an dorwäert eraus an der Informationsgesellschaft op eiser Welt.

Och am Kader vun den IP-Protokoller, Protokoller am Beräich vun Internet, solle Recommendationen ausgeschafft an d'Koordinéierung besser gi wat d'Aktivitéiten ugeet mat dem Organe mondial vun der Propriété intellectuelle. Des Weideren ass festgehale gi fir Forummen, Ausstellungen an esou weider ëmmer nach ofzehalen an auszubauen, an zwee Weltsommeten ze organiséieren, wou deen éischten elo dëst Joer zu Genève usteet an deen aneren d'nächst Joer oder am Joer 2005 an Tunesien.

D'Regionalbüroer sollen ausgebaut ginn, besonnesch an den Entwécklungslänner, well do e Bedarf ass, an et ass e Règlement intérieur festgeluecht gi fir am Fong geholl och juristesche hei en Instrument ze kréien dat méi transparent ass a fir méi Flexibilitéit ze kréien an deenen dräi Secteuren, wou den UIT aktiv ass: am Beräich vun den Aarbechtsprozeduren, an zwar an der Radiokommunikatioun, an der Normalisatioun an an der Entwécklung.

Am Finanzberäich sinn och Décisiounen geholl ginn. Ech hat et scho gesot. De Budget ass véier Joer laang festgeluecht ginn an de Käschtedeckungsprinzip soll festgeluecht ginn, besonnesch wann

Dossieren déposéiert gi fir eng Konsolidéierung am Finanzberäich ze kréien. Da soll am Fong geholl nach gekuckt gi fir fir déi Satelliten, déi net op enger géostationnaire Bunn leien, eng kloer Regel dran ze kréien, well dës e ganz grouss finanziellen Impakt repräsentéieren. Si si rare par essence an dofir ass och e Groupe de travail kreéiert ginn, deen déi Käschte soll ausrechnen.

Dee wichtegste Punkt ass deen, dass eng Diligence due festgeluecht ginn ass. Dat ass zu Minneapolis agefuert ginn an dat geet schonn zréck op d'Weltkonferenz vun 1997 vun de Radiokommunikatiounen, déi ebe soll évitéieren, dass fiktiv Satelliten entstinn, sou genannte Pabeiersatelliten, well et ebe kann interessant si verschidde Frequenzen ze beleeden oder ze reservéieren a well nëmme limitéiert Kapassitéiten do sinn. Dofir muss de Fabrikant vum Satellit matgedeelt ginn, den Numm vun Exploitant vum Satellit an am Kontrakt muss den Datum stoe wéini de Satellit opgeschoss soll ginn.

Déiselwech Diligence due hätt een och kënnen am finanzielle Beräich maachen. Dat ass awer net zréckbehale ginn, well am Fong geholl keng Erfahrungswäerter do wieren. Dat hätt geheescht, da wäre Kautiounen agefuert gi pro Satellit a jährléich Taxen. D'Amendementen am Detail géif ech lech bidden eng Kéier am Projet de loi respektiv am schrëffleche Rapport nozeliesen.

D'Positioun vun de Lëtzebuergesoen och lech nach kuerz a fénnef Punkten.

Am Fong geholl ass d'Énnerschrëft jo scho gemaach ginn de 6. November 1998. Lëtzebuerg huet éischtens an der Reserv 63 festgehale, dass d'Dispositiounen eréischt applicabel gi wa se dem Traité vun der EU entsprechen.

Zweetens hu se déiselwech Reserven zu Minneapolis ausgechwä, déi se och schonn zu Kyoto ausgeschwat haten.

Drëttens hu se d'Souveränsrechter, déi déi Länner, déi um Äquator leien, kréie wollten, ofgewisen, ebe grad wat déi géostationnaire Satellite betrëfft. Dat steet och am Finalakt vu Minneapolis.

Véiertens ass bei der Deklaratioun 91, wou d'USA de Käschtedeckungsprinzip fir d'Telekommunikationssatelliten entzéie wollten, och eng Konterreserv vu Lëtzebuerg formuléiert ginn.

Fénneftens, dee wichtegste Punkt, ass d'Deklaratioun 33, wou déi arabesch State Systemsatelliten, déi kommerziell bedriwwen ginn, zoumaache wollten fir verschidde radioelektresche Frequenze respektiv orbital Positionen. Och hei huet Lëtzebuerg eng Konterreserv gemaach, d'Nummer 113, esou dass keen Énnerscheid gemaach gétt zwësche kommerziellen an öffentliche Bedriwwer. Dëst wier besonnesch schiedlech gewiescht fir déi Satellitbedriwwer hei am Land.

D'Amendement si schonn den 1. Januar 2000 a Kraaft getrueden. Den Avis vum Statsrot ass am Fong geholl ganz interessant, well e sech op den Artikel 37 vun der Verfassung beriff an am Artikel 4 modifié vun der Constitutioun, duerch deen och d'Konventioun mat geregelt gétt, seet, dass doraus administrativ Reglementer entstinn. Déi administrativ Reglementer sinn obligatoresch fir all Stat, de Stat muss sech conforméieren, dat ass den Artikel 6 modifié.

Da kënt den Artikel 54 modifié, dee seet: „Dës sinn awer nëmme rechtskräfteg, wa se och ratifizéiert ginn.“ Hei zu Lëtzebuerg ass dat dann hei an der Chamber. Dierneft hu mer nach eng Prozedur vun de modifizéierte Punkten. Dat sinn d'Punkten 217B an 221A, déi vun

enger anticipéierter Approbatioun schwätzen. Hei si mer da wierklech an enger Positioun déi net ganz kloer ass, wat där ganzer Problematik, géif ech soen, vun den Exigence vum Artikel 37 vun der Verfassung entsprécht, well am Fong geholl d'Portée vum Vote hei an der Chamber net kloer do steet.

Déi administrativ Reglementer goufen des Weideren - dat ass och bekannt - ni am Mémorial veröffentlicht. Dat ass schonn 1995 hei an der Chamber diskutéiert ginn an och deemools am Abréll hat de Statsrot dorobber higewisen. Déi deemoleg Chamberkommissioun hat zwar keng Problemer domat an och d'Regierungsvertriieder hu confirméiert, dat dat esou ass wéinst deene grouss Volumé vun Dokumenter, mä et géif sech mat dëser Problematik auserneegesat ginn.

Kloer ass, dass am Artikel 55 steet, dass dat Ganzt soll en eenzelt Instrument ginn, wat ratifizéiert muss gi vum legislativen Apparat ier et rechtskräfteg ass. Do hu mer also gewësse Froen, déi sech stellen. Sécher ass awer, dass déi international Réglementatioun respektéiert gi muss.

An deem Sënn ass d'Saach ganz kloer an duerfir géif ech lech och bidden dese Projet de loi ze stëmmen, esou wéi dat an der Kommissioun geschitt ass, wou en d'Unanimitéit kriit huet an ech géif mam selwechten Otemzuch och den Accord vun der CSV bréngen.

Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

M. le Président.- D'Madame Mady Delvaux huet elo d'Wuert.

Discussion générale

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Merci, Här President. Wéi den Här Halsdorf gesot huet: D'Saach ass ganz kloer. Ech wollt domat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech géif och dem Här Halsdorf villmools merci soe fir säin ausféierleche Rapport, wat et mir dann erlaabt mech drop ze beschranken den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn.

M. le Président.- Den Här Fernand Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, ech wëll och just den Accord vu menger Fraktioun ginn an all deene Leit, déi un deem Projet geschafft hunn, merci soen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Kommunikationsminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Här President, besser wéi den Här Halsdorf et gemaach huet, hätt ech et och net kënnen maachen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun Article unique vum Projet de loi a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg ueholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Paul-Henri Meyers, Mmes Marie-Josée Meyers-Frank, Ferny Nicklaus-Faber (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Lucien Clement);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4788, engem Kulturoffkommens zwëschent Lëtzebuerg a Mauritius. Et si schonn ageschriwwen: d'Madame Delvaux, déi Häre Krieps a Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein.

11. 4788 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 4788 iwwert den Accord fir Kultur tëscht de Regierunge vu Lëtzebuerg an der Ile Maurice ass den 2. Abréll 2001 an der Chamber deponéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 13. Mäerz 2001, dat heescht datt d'Konsultationsprozedur schonns virun dem Dépôt vum Gesetzesprojet ofgeschloss war.

Den Accord selwer ass de 6. September 1995 zu Port Louis vun den zwou Regierunge ënnerschriwwen ginn.

(Interruption)

Et ass d'Haaptstad vun der Ile Maurice.

D'Kulturkommissioun vun der Chamber huet an hirer Réunioun vum 28. Mee 2002 mech als Rapporteur bestëmmt an an darselwechter Sëtzung hu mer den Text vum Projet de loi analyséiert.

Firwat dësen Accord mat der Ile Maurice?

Lëtzebuerg huet schonn eng ganz Rei ähnlech bilateral Echangé mat europäesche Länner. Dir kënt

lech erënneren, et ass nach guer net esou laang, wou mer hei an der Chamber e Gesetzesprojekt iwwer Zypern a Slowenien virleien haten.

Deen Accord, dee mer haut solle stëmmen, ass deen éischte mat engem afrikanesche Land, esouguer nach virun deem mat dem Cap-Vert.

Iwwer Mauritius kënn ech lech eng Stonn erzielen. Ech war zwar selwer nach net do, mä ech hu gelies an ech hunn dat och a mengem schrëftleche Rapport. Mir hunn an der Kulturkommissioun gemengt, mir sollten eng Kéier eng Rees dohinner organisieren.

(Hilarité)

Mä well dat net méiglech ass, liest dofir mol mä schrëftleche Rapport. Do steet scho ganz vill dran.

Mauritius ass eng ganz kleng Insel matten am Indeschen Ozean, 900 Kilometer östlech vu Madagaskar.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Mauritius ass ganz interessant, Här Gibéryen.

Mauritius huet munnech Gemeinsamkeete mat Lëtzebuerg. Flächeméisseg ass et esouguer nach méi kleng wéi eist Land. Weider ass et grad ewéi Lëtzebuerg multikulturell a méisproocheg. Donieft ass nach ze soen, datt mer schonn op gutt Kontakter mat Maurice baue kënnen, well dëst Land war Pays cible vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik.

Maurice ass haut e Stat mat relativem Wuelstand. Dëst ass net nëmmen op eis Entwécklungshëllef zrëckzeféieren, mä mir hu ganz sécher eise Beitrag dozou geleescht. An och nach haut besti Projeten an der Entwécklungshëllef, déi ënnert der Fiederféierung vun eisem Land duerchgefouert ginn.

Wat ass den Objektiv vun dësem kulturellen Accord?

Lëtzebuerg wéi och Mauritius wëlle sech iwwer bilateral Echangé besser kenne léieren. Et sinn dat Echangen am Domän vun der Kultur, der Konscht, der Educatioun a vun de Wëssenschaften. Dat bréngt mat sech, datt gläichzäiteg, wéi et och am Artikel 1 vum Accord steet, gemaach gëtt:

- en Austausch vun Artisten am Kader vu gréisserer Kulturmanifestatiounen, vu Festivalen, vun Ausstellungen;

- en Austausch vun Expären am Kader vu Konferenzen;

- en Austausch bei allen Aktivitéiten am Domän vun der Jugend a vum Sport;

- en Austausch vu Bicher, Filmer, audiovisuellem Material, an dat esouwuel fir d'Archiven, d'Schoulen, d'Bibliothéike wéi och fir d'Muséen.

Weider gi Bourse fir Héichschoulstudien an och fir d'Recherche zur Verfügung gestallt.

An den Artikelen 2, 3 a 4 engagéiere sech déi zwee Länner, fir déi beschte Konditiounen ze schafen, fir d'Kooperatioun ze favorisieren.

Et gëtt eng Commission mixte gebilt, déi sech aus Verrieder vun deenen zwee Länner zesummesetzt. Dës Kommissioun definéiert Programmer an deene verschidde Domänen fir zwee Joer a leet d'Ausféierungsbestëmmunge fest.

Den Accord trëtt a Kraaft vun deem Moment u wou déi zwou Regierungen eng där anerer matgedeelt huet, datt all juristesche Konditiounen erfëllt sinn.

Den Accord dauert fënnef Joer. E gëtt automatesch erneiert, et sief datt eng Sait sechs Méint am Viraus schrëftlech kënnegt.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot huet e positiven Avis ofginn. D'Kommissioun vun der Kultur a vum Enseignement supérieur huet dëse Projet och ugeholl, an ech géif lech bidden datselwecht ze maachen an de Projet de loi ze stëmmen. Ech kann dofir schonn am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen.

Merci fir Är Opmerksamkeet.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Mady Delvaux.

Discussion générale

M. Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Merci, Här President. Ech wollt der Madame Stein merci soen, well duerch hir Recherche hunn ech perséinlech ganz vill Iwwert d'Ille Maurice bäigeléiert. Heimat wollt ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetzesvirlag iwwert den Accord culturel mat der Ile Maurice ass voll ze begreifen. Loosst mech hei de Rapporteur, d'Madame Stein, häerzlechts félicitéiere fir hiren excellente schrëftleche mä besonnesch ganz extensiven, exhaustiven, geopoliteschen an historeschen Exkurs an den Indeschen Ozean. Si huet et fäerdeg bruecht eis hei dreemen ze loosenen.

(Hilarité)

D'Ille Maurice an hirer méi laanger a rezenten Geschicht weist effektiv vill Zich zu onser eegener Geschicht op. Negativer och vu ville Besatzungen, Dir hutt dovunner geschwat, d'Hollänner, d'Fransousen, d'Britten, awer och méi friddlech Besetzer, zahlreich Inder a Chinesen, mä och aner positiv Zich vu Brassage vu Populatiounen a Kulturen.

Ech si ganz frou, dass d'Madame Stein speziell higewisen huet op d'Strukturen an deene Länner, déi éischter rar sinn, zum Beispill den Accès égal zu der Educatioun, zu der Gesondheetsoinen an zu der Aarbecht.

Mir stinn och zu der Madame Stein hirem humanistesche wann net lyreschen Envol zu dëser Vielfalt vu Reliounen an der multikultureller Gesellschaft. Dat ass bis elo méi einfach ënnert deem schéine Klima gewiescht wéi zu Rotterdam oder zu Birmingham.

Mir gleewen an drécken och de Wonsch aus, dass den Image vun der heiler Welt do ënnen op där Insel nach laang bestoe bleiwe kann an dass kulturell Echangen tëschent onsen zwee Länner entspreichend sech entwéckelen.

D'demokratesch Fraktioun bréngt natierlech hir Zoustëmmung zu dëser Virlag.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Fernand Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, ech wëll just den Accord vu menger Fraktioun bréngen a merci soen deene Leit, déi un deem Projet matgeschafft hunn.

M. le Président.- Als lescht Riednerin huet d'Wuert d'Kulturministerin, d'Mme Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, ech soen der Rapportrice, der Madame Stein, merci fir deen extensive Rapport, allen Intervenanten déi zu dësem Projet de loi esou sënnavoll an esou schéi geschwat hunn, a géif mengersäits der Chamber merci soe fir dee positive Vote.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zu der Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4788.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthal sech.

De Projet de loi ass unanime mat 56 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Marco Schank), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer (par M. Fred Sunnen), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach;

M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung fänkt muer de Mueren um 9 Auer un.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution page 276

4915 - Débat d'orientation sur l'étude PISA (Program for International Student Assessment) réalisée dans les pays de l'OCDE pages 276-294

Dépôt de trois projets de loi page 292

Interpellation de M. Gast Gibéryen au sujet de la problématique du nombre important de faillites pages 295-305

Question urgente N°1996 de M. Serge Urbany relative aux nouvelles mesures contre l'Irak

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG et par le groupe socialiste au sujet d'une éventuelle guerre en Irak pages 306-311

5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pages 311-318

Dépôt d'une proposition de loi page 316

Motion adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire suite au rapport spécial de la Cour des Comptes sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales pages 318-320

Naturalisations pages 320-321

Dépôt d'un projet de loi page 321

Communications pages 321-322

Ordre du jour pages 322-324

Dépôt d'une motion page 323

Heure de questions au Gouvernement:

- Question 269 de M. Jean Asselborn relative à la position actuelle du gouvernement luxembourgeois au sujet du conflit avec l'Irak

traitée conjointement avec la

- Question 270 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'aide militaire de l'OTAN à la Turquie pages 324-327

- Question 271 de M. Ben Fayot sur le rapport de l'ancien secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Alphonse Berns, concernant le fonctionnement du ministère

traitée conjointement avec la

- Question 272 de M. Jacques-Yves Henckes relative au rapport respectivement la note de décembre 2002 de l'ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères pages 327-329

Motion de Mme Renée Wagener concernant la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale

Motion de Mme Renée Wagener relative aux personnes portées disparues en Europe de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale pages 329-330

Motion de M. Ben Fayot relative à l'Ecole européenne et au Centre polyvalent de l'enfance pages 330-331

5035 - Proposition de révision des articles 51, paragraphe (6) et 52, alinéa 3 de la Constitution pages 331-335

4967 - Projet de loi portant approbation

- de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994 et à Minneapolis, le 6 novembre 1998;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994) et de Minneapolis (1998) page 335

4788 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice, signé à Port Louis, le 6 septembre 1995 pages 335-336

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1915	Alex Bodry	Protection du droit de propriété et liberté de mouvement
1917	Nicolas Strotz	Rapport final du plan directeur sectoriel "lycées" - construction d'un nouveau lycée dans les cantons d'Echternach, de Grevenmacher ou de Remich
1918	Robert Garcia	Conditions de scolarisation dans l'école au Centre de réfugiés à Weilerbach
1947	Lucien Lux	Allocation de fin d'année aux personnes ayant droit à une pension

Question 1915 (21.11.2002) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la protection du droit de propriété et la liberté de mouvement:

Lors de la réunion du Conseil de Gouvernement du 14 novembre 2002, le Gouvernement a entériné un avant-projet de loi garantissant l'usage paisible du droit de propriété et la liberté de mouvement et portant introduction d'un nouvel article 442-1 au code pénal.

Cette initiative du Gouvernement vise e.a. à ériger en délit pénal le blocage de l'accès à des locaux privés.

Quelles sont les raisons précises qui ont amené le Gouvernement à élaborer un tel texte de loi?

Le Gouvernement estime-t-il que notre législation actuelle soit insuffisante pour protéger le droit de propriété et la liberté de mouvement?

Ne faut-il pas craindre que le nouveau texte puisse constituer une entrave à l'exercice d'autres droits fondamentaux, tel que le droit de grève, par exemple?

Réponse (18.12.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Suite à des occupations récentes, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, d'écoles, d'églises, de locaux de commerce ou encore de stations-service et ceci en dehors de l'exercice légitime du droit de grève, un examen de notre législation a révélé que, contrairement à l'Allemagne p.ex., notre droit pénal ne réprime pas l'occupation ou le blocage de locaux privés ou publics à l'exception du domicile et des voies publiques, et ne permet dès lors pas l'intervention des forces de police.

Or, la défense des libertés fondamentales est l'une des fonctions essentielles d'un Etat démocratique et respectueux des droits de l'homme.

Dans cette tâche fondamentale, il incombe à l'Etat de garantir l'exercice des libertés publiques contre toutes sortes d'entraves, tout en réalisant la nécessaire conciliation entre la liberté de chacun et celle des autres. La déclaration française des droits de l'homme et du citoyen stipule à cet égard que «la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi».

Dans ces contradictions possibles entre deux libertés, il appartient à la loi de tracer les limites de l'exercice des différentes libertés publiques. Il en est ainsi du projet de loi qui vise à protéger la liberté d'aller et de venir et la propriété tant du domaine privé que public. Il fixe ainsi, indirectement, des

bornes à l'exercice de la liberté de manifester ses opinions.

Si depuis bien longtemps, le code pénal érige en infraction la violation du domicile privé, il n'en est pas de même des propriétés privées autres que le domicile, tels les bureaux, locaux de commerce, stocks de marchandises, terrains, stations de service, sites industriels, banques ou encore des lieux du culte qui peuvent ainsi être occupés par des personnes sans que cet acte d'occupation ne puisse entraîner de sanctions pénales et sans que le Ministère public ne puisse donner ordre à la police de faire évacuer les lieux. Une telle occupation non autorisée des lieux est aux yeux du Gouvernement une restriction inacceptable de la liberté d'aller et de venir de ceux qui souhaitent librement fréquenter de tels lieux ou qui veulent y effectuer leurs activités commerciales, sociales ou autres.

Il en est de même des occupations de lieux ou bâtiments publics quand de telles occupations empêchent d'autres citoyens d'y accéder ou d'y profiter des services de l'Etat. Il en serait ainsi notamment de l'occupation de lieux comme des écoles, des gares ou de réseaux de communication ferroviaires. A noter que les articles 551, point 4 et 557, point 1 du code pénal sanctionnent déjà à l'heure actuelle et ce depuis l'entrée en vigueur de ce code ceux qui bloquent les rues ou voies publiques.

Le projet de loi ne constitue pas de restriction démesurée à la liberté de manifester ses opinions. En effet, ce droit important en démocratie, comme aucune autre liberté fondamentale, n'est un droit absolu. Il peut évidemment s'exercer de toute sorte de manières, notamment par des conférences de presse ou des manifestations sur des places publiques. De l'avis du Gouvernement, il ne saurait pouvoir entraîner une violation de la propriété privée ou constituer un obstacle légitime à l'exercice de l'activité commerciale ou du service public.

Le projet ne porte pas non plus atteinte au droit de grève dont l'exercice reste régi par les dispositions légales et réglementaires qui lui sont propres.

Le projet de loi renforce un élément essentiel de la liberté individuelle: la liberté d'aller et venir des citoyens de notre pays.

Question 1917 (25.11.2002) de M. Nicolas Strotz (CSV) concernant le rapport final du plan directeur sectoriel „lycées” - construction d'un nouveau lycée dans les cantons d'Echternach, de Grevenmacher ou de Remich:

Le 14 novembre 2002, le rapport final du plan directeur sectoriel „ly-

cées” a été sur l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Ledit rapport a été élaboré par un groupe interministériel composé de représentants des Ministères de l'Education nationale, de l'Intérieur, des Travaux publics, des Transports, des Finances, de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Agriculture et de la Santé. La participation de ces départements ne fait que souligner l'envergure de la problématique de créer des capacités scolaires suffisantes.

Les principaux objectifs du plan directeur sectoriel „lycées” sont entre autres, la création de capacités scolaires suffisantes sur le moyen terme, la décentralisation scolaire et la régionalisation de l'armature scolaire. Selon les informations du Gouvernement (*voir Conseil de Gouvernement, Résumé des Travaux du 14 novembre 2002, www.gouvernement.lu*), le plan directeur sectoriel innove en ce qu'il propose de mettre en place le concept de pôles d'enseignement qui ont été définis de façon géographique et démographique, à savoir des pôles Nord, Centre (subdivisé en sous pôles Centre Sud et Centre Nord), Sud et Est, en retenant le principe de la régionalisation.

Dans le contexte du triangle des trois pays, en l'occurrence la France, l'Allemagne et le Luxembourg, l'instauration d'un lycée dans le canton de Remich à titre de projet-pilote, destiné à accueillir des élèves issus des trois pays mérite réflexion. Dans cette optique, le lycée pourrait ainsi intégrer des éléments de la Grande Région dans les cours et dans les activités parascolaires.

Dans ce contexte et conformément à l'article 75 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie, M. le Président, de bien vouloir transmettre les questions suivantes à Mme la Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

- Quelles sont les conclusions du rapport retenues pour la région de l'Est de notre pays en matière d'infrastructures d'enseignement secondaire? Est-il envisagé de construire un nouveau lycée dans les cantons d'Echternach, de Grevenmacher ou de Remich?
- La réalisation d'un lycée interrégional décrit ci-dessus, fait-elle partie des réflexions du Ministère en matière de régionalisation de l'offre scolaire?

Réponse (8.1.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Les conclusions du rapport final concernant le plan directeur sectoriel «lycées» seront présentées aux

commissions parlementaires compétentes le 5 février 2003. Les précisions qui touchent plus particulièrement le développement de l'offre scolaire post primaire dans la région Est pourront être fournies à ce moment.

En ce qui concerne la création d'un lycée à vocation régionale transfrontalière dans la région Sud-Est, ce projet a déjà été mis à l'étude par mes services.

Une première analyse a montré que les disparités linguistiques entre les élèves ainsi que les structures d'enseignement différentes constituent des problèmes considérables en vue d'une réalisation d'un tel lycée. Afin de préparer les élèves à intégrer un lycée interrégional commun, il faudra commencer dès l'école primaire avec un enseignement bilingue dans nos pays voisins et coordonner les plans de formation respectifs.

Lors d'une récente entrevue avec mon homologue sarrois, M. Jürgen Schreier, il a été décidé de commencer par la mise en place d'un projet-pilote au niveau de l'enseignement primaire comprenant un échange ponctuel d'enseignants entre la Sarre et le Luxembourg. Il est notamment prévu de faire fonctionner en Sarre des classes de l'enseignement primaire selon le programme luxembourgeois, dans lesquelles interviendra pour l'enseignement des langues un enseignant du pays voisin.

De même, des activités parascolaires de ces classes devraient permettre aux élèves de se familiariser avec la région voisine. Le projet pourrait débuter à la rentrée 2004.

Question 1918 (25.11.2002) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant les conditions de scolarisation dans l'école au Centre de réfugiés à Weilerbach:

Dans le contexte de la scolarisation des enfants réfugiés au Centre Hélier à Weilerbach, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre de l'Education nationale:

1. Combien d'enfants fréquentent l'école au Centre de réfugiés Hélier à Weilerbach?
2. Combien de classes fonctionnent dans cette école?
3. Combien d'enseignants travaillent dans cette école et quels sont leurs profils de formation?
4. Quels types de programmes y sont enseignés?
5. Sous quelle autorité cette école fonctionne-t-elle?
6. Est-ce qu'après un certain temps une intégration des enfants est prévue à l'école communale?

Réponse (18.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

1. En début d'année scolaire 2002/2003, 63 enfants fréquentaient les classes préscolaires et primaires à l'Institut Hélier, à Weilerbach.
2. Un groupe préscolaire et quatre classes primaires y fonctionnent.
3. Cinq enseignants travaillent à l'école. Ils sont tous des chargés de cours. Trois médiateurs interculturels travaillant pour le Ministère de l'Education nationale et parlant le serbo-croate, l'albanais et le russe, collaborent avec les enseignants dans les différentes classes, pendant 37 heures par semaine au total, et font de l'aide aux devoirs les mardi et jeudi après-midi. Ils font

également des traductions, relatives à des questions scolaires, sur demande des enseignants ou des parents.

4. Le programme de l'éducation préscolaire est celui du plan-cadre de l'éducation préscolaire de 1997; pour l'enseignement primaire, les programmes de l'enseignement primaire sont les programmes du plan d'études de 1989. Il y a une 1e, une 2e et une 3e année d'études, ainsi qu'un groupe accueillant les enfants du niveau des 4e, 5e et 6e années d'études.
5. L'école fonctionne sous l'autorité de l'Administration communale de Berdorf et du Ministère de l'Education nationale par le biais de l'Inspection de l'enseignement primaire.
6. Une intégration des enfants de l'Institut Hélier dans l'école communale n'est pas prévue. A titre indicatif, je vous signale que dans l'école communale de Berdorf, il y a au total 35 enfants dans l'éducation préscolaire et 103 dans l'enseignement primaire. Trois d'entre eux sont des enfants de réfugiés habitant la commune de Berdorf, en dehors de l'Institut Hélier.

Question 1947 (10.12.2002) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant l'allocation de fin d'année aux personnes ayant droit à une pension:

Les articles 42bis et suivants de la loi du 28 juin 2002:

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux;
2. portant création d'un forfait d'éducation;
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

prévoient l'octroi d'une allocation de fin d'année aux personnes ayant droit à une pension. Cette allocation vient d'être versée aux bénéficiaires. Exception faite pour la mention „Allocation de fin d'année 2002”, le versement ne s'accompagne d'aucune mention renseignant sur la composition du montant.

J'aimerais savoir de M. le Ministre s'il ne juge pas opportun de faire parvenir aux bénéficiaires des renseignements sur le calcul du montant de leur allocation de fin d'année.

Réponse (31.12.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

D'un point de vue pratique, il est impossible de joindre pour chaque assuré à sa fiche de pension un décompte détaillé relatif à la transposition des nouvelles dispositions de la loi du 28 juin 2002, dont notamment celle de l'octroi d'une allocation de fin d'année. En effet, une telle démarche nécessiterait un travail administratif énorme, ceci d'autant plus que chaque calcul doit se faire de façon individuelle, sur base du dossier de la personne concernée, de sorte qu'il ne saurait être mis en place une procédure uniformisée.

En outre, il s'agit d'un calcul très technique, difficile à déchiffrer pour les personnes non initiées. S'agissant en l'espèce d'une mesure en faveur de l'assuré, ladite augmentation n'a pas besoin de faire l'objet d'un décompte justificatif. L'assuré ayant des questions relatives aux éléments constitutifs du montant de l'allocation de fin d'année, peut prendre l'initiative de se mettre en contact avec sa caisse de pension respectueuse, laquelle lui communiquera tous les renseignements nécessaires.